



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

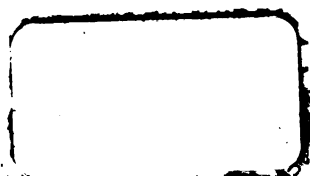
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

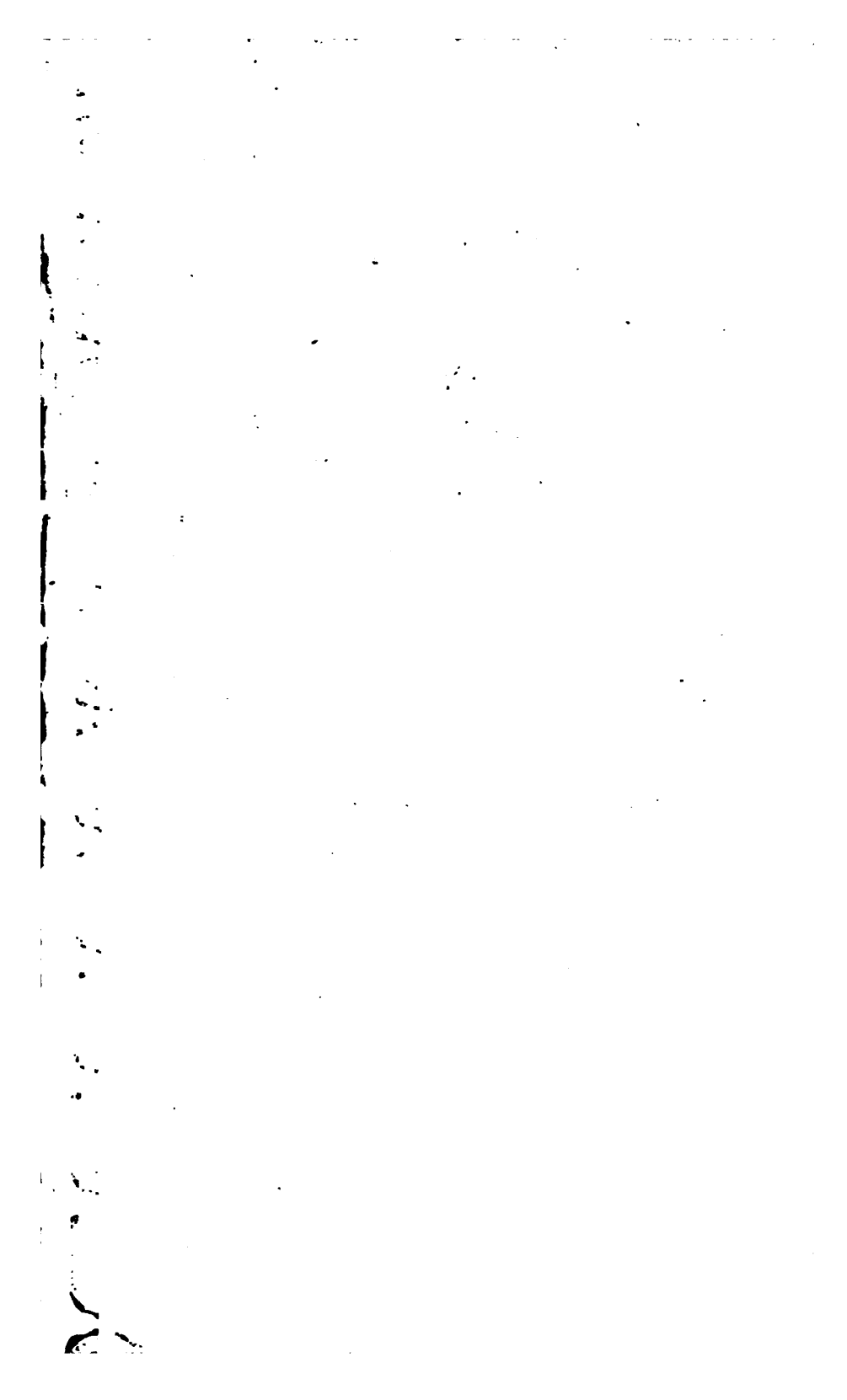
Nous vous demandons également de:

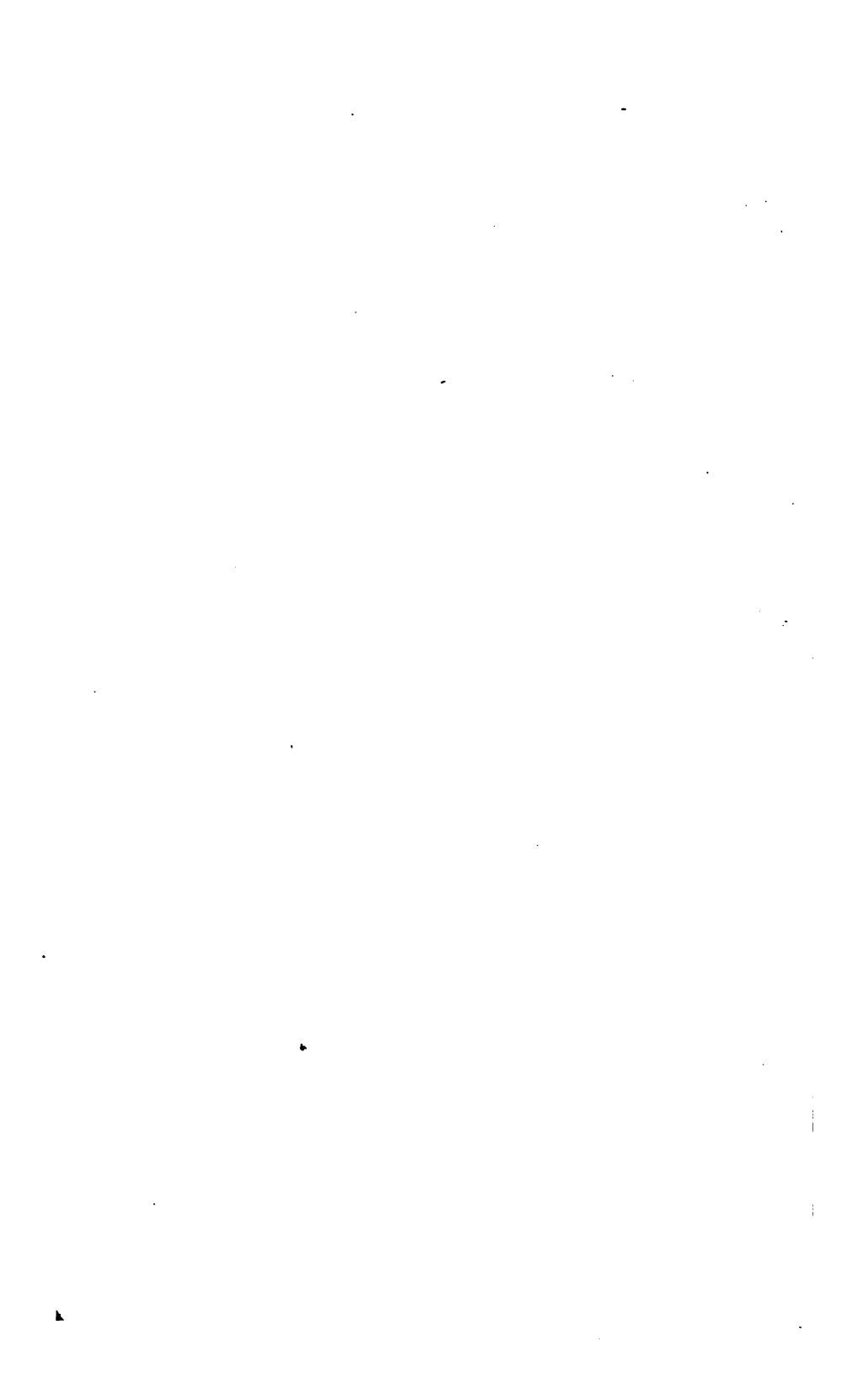
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







BX
1865
B78

Bx
1805
B78

a Monsieur Guérault
Hommage de l'auteur
François Bouvet

DU PAPE



Bouret, François Joseph Francisque

DU PAPE

PAR PHILOTHÉE

« Les Papes ne se sont jamais rien attribué
qu'en vertu de la puissance spirituelle, et la
question se réduit absolument à la légitimité
et à l'étendue de cette puissance. »

(J. DE MAISTRE, *Du Pape.*)

PARIS

TYPOGRAPHIE DE RENOU ET MAULDE

144, RUE DE RIVOLI, 144

1863

BX
1805
.B78

Vignaud
625-32

PRÉFACE.

Les événements qui ont agité et transformé la péninsule italique, dans ces dernières années, ont remis en relief un sujet auquel les esprits se montraient depuis longtemps indifférents, celui de la Papauté. Ce n'est pas que l'institution ait été précisément mise en cause; non! Personne n'a posé d'autre question entre l'Italie et le Saint-Siège que celle du gouvernement temporel du Pape. Les hommes d'État, les publicistes, l'opinion publique étaient d'accord de ne point outre-passer, dans cette question, les bornes assignées à la discussion et à l'action politiques.

Mais l'Église n'a point partagé cette manière de voir. Des esprits habitués à sonder les principes jusque dans les profondeurs de l'absolu ont repoussé une politique de transaction, et le Pape lui-même a déclaré le pouvoir temporel inséparable du pouvoir spirituel. Dans l'émancipation d'une de ses provinces, la cour romaine voyait un sacrilège, s'irritait, menaçait de Dieu! En France, comme en Italie, le Pape tentait l'agitation religieuse, se liguaît avec les partis déchus contre le gouvernement, et lançait l'excommunication. Il allait jusqu'à confondre dans ses griefs la civilisation et le droit

[Signature]

[Signature]

modernes, accusant d'athéisme tous les progrès du siècle, et les condamnant.

Si impuissantes qu'aient été de telles manifestations, elles ont cependant rappelé que de tout temps la Papauté combattit pour la possession du pouvoir et des biens temporels, au moyen de son prestige spirituel, et, comme le Pape est la personnification de cet ancien système, la question du Pape se trouve posée.

Il faut en convenir, le monde actuel ne sait guère ce qu'est le Pape, et le Pape connaît peu le monde actuel. De plus, s'il est deux éléments étrangers l'un à l'autre, essentiellement répulsifs, ce sont le pouvoir spirituel du Pape et le pouvoir politique des États. Depuis mille ans que leur antagonisme existe, vainement ont-ils remis à l'épreuve, par des concordats, le pacte irréalisable de Léon III avec Charlemagne; ils n'ont pas été en paix un seul jour, et la raison en est simple, l'un et l'autre veulent une chose indivisible, le droit souverain. Ce que nous avons présentement sous les yeux est donc une nouvelle phase de la mortelle lutte du droit divin de l'Église contre le droit humain de l'État.

Le droit divin que s'attribue le Pape est la théocratie, c'est-à-dire le gouvernement par le sacerdoce, sous le couvert de la religion. Un auteur versé dans la métaphysique pontificale, et faisant école, s'exprime clairement à ce sujet. « Il n'y a rien de moins exact, dit Joseph de Maistre, que cette ex-

pression *la puissance temporelle* ; la puissance dont il s'agit est purement *spirituelle*... Les Papes ne se sont jamais rien attribué qu'en vertu de la puissance spirituelle, et *la question se réduit absolument à la légitimité et à l'étendue de cette puissance* ¹. »

La puissance temporelle du Saint-Siège fut toujours et à tous les degrés, en effet, le produit logique de sa puissance spirituelle. Cette vérité est attestée à chaque page de l'histoire, et, comme un fait est inséparable de sa cause morale, la question se réduit véritablement à la légitimité de cette dernière puissance. Le Pontife est en conséquence fondé à ne pas admettre qu'on divise la question et qu'on lui enlève son temporel sans autre forme de procès. Il est en possession d'un droit ancien qu'il croit évangélique et divin. Si vous adhérez à ce droit, respectez-en les conséquences. Si vous ne le reconnaissez pas, dites vos raisons, détruisez ce droit, et formulez-en un qui réponde mieux aux sentiments et aux besoins de la société.

Au ^{xvii}^e siècle, on a tacitement exclu le Pape des affaires internationales qu'il avait dirigées souverainement durant plusieurs siècles. On peut lui ôter de même aujourd'hui son gouvernement de Rome. Mais aussi longtemps que les esprits ne seront pas fixés sur la valeur du droit divin, dont le Pape fut investi au moyen âge, et que le concile de Trente lui main-

¹ De Maistre, *Du Pape*, livre II, ch. VIII.

tient encore, on n'aura que des solutions incomplètes et temporaires à apporter à la puissance temporelle du Pape, soit au point de vue de la théocratie universelle, soit au point de vue de la principauté romaine. Tant qu'un droit de cette importance n'est pas disputé à la croyance, il reste légitime. Tombé par la force des choses ou la violence des hommes, il combat et règne encore sur les esprits.

Ce livre est consacré à l'examen d'un problème dont la solution peut seule, croyons-nous, assurer l'indépendance mutuelle de l'Église et de l'État. Cet examen nous a conduit à reconnaître que ce pouvoir spirituel, qui engendre fatalement le pouvoir temporel, est une conception purement arbitraire, également opposée à la religion de Dieu et à la politique des hommes. Nous rechercherons l'origine de la Papauté; nous la suivrons dans les diverses phases de son développement, de sa grandeur, de son règne absolu sur les esprits et sur les choses, et, après avoir constaté qu'elle fut trop souvent un élément de perturbation politique, nous solliciterons l'Église d'opérer la réforme d'une institution plus que jamais incompatible avec la civilisation.

Notre chapitre xv traite spécialement de la question italienne et lui apporte une solution conforme à la morale chrétienne et au droit public.

DU PAPE.

CHAPITRE PREMIER.

EXPOSÉ PRÉLIMINAIRE DES PRINCIPES QUI ONT RÉGI LES
POUVOIRS SPIRITUEL ET TEMPOREL DEPUIS LE CHRIS-
TIANISME.

Morale de Jésus-Christ. — Doctrine des Apôtres. — Opinions des Pères
de l'Église. — Maximes de la cour romaine. — Déclaration des droits
de l'État.

MORALE DE JÉSUS-CHRIST.

Ouvrons avec une attention respectueuse le livre où
fut déposée, il y a dix-huit siècles, une morale objet de
la commune croyance et base de la civilisation. Nous y
trouverons exposés par une suprême sagesse, les prin-
cipes fondamentaux du sacerdoce chrétien.

La question des pouvoirs et de la souveraineté, si dif-
ficile à résoudre par le choc des passions et des intérêts,
n'est point douteuse dans l'Évangile. La part attribuée
au sacerdoce y est circonscrite dans une sphère d'où le
prêtre ne peut sortir sans prévariquer, et que le laïque
doit respecter.

L'Évangile nous apprend que Jésus-Christ, après

avoir longtemps instruit ses Apôtres en vue de la mission qu'ils auraient à remplir, leur adressa ces paroles : *Il vous manque une condition essentielle : allez vendre tout ce que vous possédez, donnez-le aux pauvres, et ensuite vous me suivrez*¹. *Quiconque, d'entre vous, ne renonce pas à tout ce qu'il possède, ne peut être mon disciple*. *Ne vous chargez de rien, afin que votre esprit ne soit ni suspendu ni inquiet*². *Quiconque aura quitté pour mon nom sa maison ou ses terres, recevra le centuple, et aura pour héritage la vie éternelle*. *Que celui qui veut venir avec moi prenne sa croix et me suive*³.

Ne vous faites point de trésors dans la terre où les vers et la rouille les mangent et où les voleurs les déterrrent et les dérobent, mais faites-vous des trésors dans le ciel où ni les vers ni la rouille ne les mangent point, et où il n'y a point de voleurs qui les déterrrent ; car, où est votre trésor, là est votre cœur. *Nul ne peut servir deux maîtres ; car, ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il se soumettra à l'un et méprisera l'autre : vous ne pouvez servir ensemble Dieu et les richesses*⁴.

*Quiconque d'entre vous ne renonce pas à tout ce qu'il a ne peut être mon disciple ; vous êtes le sel de la terre ; mais si le sel perd sa force et devient fade, avec quoi l'assaisonnera-t-on ? il ne sera plus propre ni pour la terre ni pour le fumier ; on le jettera dehors pour être foulé aux pieds*⁵.

¹ Saint Marc, ch. x, v. 21-23. — Ch. xix, v. 30.

² Saint Luc, ch. xii, v. 29. — Ch. xvi, v. 13.

³ Saint Matthieu, ch. xix, v. 30. — Ch. xvi, v. 24. — Ch. xxii, v. 22.

⁴ Saint Matthieu, ch. vi, v. 19, 20, 21, 24.

⁵ Saint Luc, ch. xiv, v. 33, 34, 35.

Tels sont, pour ce qui a rapport aux richesses, les préceptes que Jésus-Christ donne à ses disciples comme une condition indispensable à l'accomplissement du ministère sacré dont il veut les revêtir ¹.

Pour ce qui a trait à l'ambition du pouvoir temporel, à laquelle mène naturellement la satiété des richesses, nous allons voir comment le Sauveur s'en exprime à ses disciples. Il y avait entre ceux-ci des velléités de suprématie que plusieurs laissèrent voir. Après que le divin Maître leur eut prédit sa mort, l'idée leur était venue qu'il désignerait sans doute un successeur parmi eux, et ils eurent une contestation à savoir lequel devait être estimé *le plus grand*. Jésus alors leur dit : *Les rois des nations règnent sur elles avec empire, qu'il n'en soit pas de même parmi vous ; mais que celui qui est le plus grand devienne comme le plus petit, et celui qui gouverne comme celui qui sert* ².

Une autre fois les disciples s'approchèrent de Jésus-Christ et lui demandèrent de nouveau qui serait *le plus grand* dans le royaume des cieux. Jésus, ayant appelé un petit enfant, le mit au milieu d'eux et leur répondit : *Je vous le dis en vérité, que si vous ne vous convertissez, et si vous ne devenez comme de petits enfants, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux* ³.

La mère des Zébédé ayant demandé à Jésus-Christ que ses deux fils, Apôtres des plus dévoués, fussent placés à sa droite et à sa gauche, dans le royaume des cieux, et les autres Apôtres ayant manifesté de l'hu-

¹ Tous les textes évangéliques cités dans ce livre sont tirés de la traduction de Sacy.

² S. Luc, ch. xii, v. 24, 25, 26, 27.

³ S. Matthieu, ch. xviii, v. 1, 2, 3, 4.

meur d'une telle prétention, Jésus s'efforça de nouveau de les dissuader de la fausse idée qu'ils se faisaient tous au sujet d'une suprématie à établir entre eux. Il leur répéta avec amplification ce qu'il leur en avait dit précédemment, et cette fois de manière à en être bien compris.

Vous savez, leur dit-il, que les princes des nations les dominent et que les grands les traitent avec empire : il n'en doit pas être ainsi parmi vous. Mais que celui qui voudra devenir plus grand parmi vous, soit votre serviteur, et que celui qui voudra être le premier d'entre vous soit votre esclave; comme le fils de l'homme n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et donner sa vie pour la rédemption de plusieurs¹..... Vous n'avez qu'un seul maître ou conducteur, qui est le Christ. Quiconque s'élève sera abaissé, et quiconque s'abaisse sera élevé! Celui qui violera un de ces commandements ou apprendra aux autres à le violer, sera regardé, dans le royaume des cieux, comme le dernier. Mais celui-là sera GRAND qui les enseignera et les mettra en pratique².

Saint Pierre, qui prenait souvent la parole, demandant à Jésus quelle serait la récompense des douze disciples, pour avoir tout abandonné afin de le suivre, il leur fit, en s'adressant à tous, une réponse bien propre à mettre un terme à de nouvelles importunités et à leurs aspirations aux grandeurs de ce monde : *Pour vous qui m'avez suivi, leur dit-il, lorsque le fils de l'homme sera assis sur le trône de sa gloire, APRÈS LA RÉGÉNÉRATION,*

¹ Saint Matthieu, ch. xx, v. 21 à 29.

² Saint Matthieu, ch. xxiii, v. 8 à 12.

*vous serez aussi assis sur DOUZE TRONES et vous JUGEREZ les douze tribus d'Israël*¹ !...

Dans quatre circonstances particulières, Jésus-Christ se prononça par l'exemple, en même temps que par la parole, contre la possession des richesses et de la souveraineté dans le sacerdoce. La première fut lorsque, tous les royaumes de la terre lui étant découverts sur la montagne, et lui étant offerts, il repoussa une semblable offre comme étant une tentation de Satan. La seconde fut lorsqu'on lui demandait à qui l'impôt devait être payé ? Ici, le divin Maître n'hésita point à reconnaître que le pouvoir résidait dans le chef de l'État. La troisième fut lorsque les Juifs, au rapport de saint Jean, voulurent le faire roi, et qu'il s'enfuit sur la montagne ; et la quatrième, lorsque étant interrogé insidieusement par Pilate, s'il était le roi des Juifs, il répondit : *C'est vous qui le dites ; mon royaume, à moi, n'est pas de ce monde. Si mon royaume était de ce monde, mes gens auraient combattu pour m'empêcher de tomber entre les mains des Juifs ; mais mon royaume n'est pas d'ici*². Enfin, Jésus-Christ poussa à la dernière limite l'exemple de toute abstention des attributs de la puissance séculière, en se refusant à assumer l'acte le plus simple de juridiction au sujet d'un partage de biens entre des frères : *Qui m'a établi juge, pour que je prononce entre vous ?*....

La mission donnée par Jésus-Christ à ses disciples était entièrement spirituelle ; il prit un soin constant à en éloigner tout mélange. Il avait dit à Pierre : *Paissez mes brebis*.... *Quand vous serez convertis, confirmez vos*

¹ Saint Matthieu, ch. XIX, v. 28.

² Saint Jean, ch. VI, v. 15. — Ch. XVIII, v. 36.

frères ! Il avait dit aussi aux disciples réunis : Vous êtes la lumière du monde ; mais jamais , vous êtes les maîtres du monde !

Dans des circonstances solennelles, le Sauveur donna à ses ordres la plus grande précision : « Ayant appelé
« les douze disciples, dit l'évangéliste, il leur donna
« pouvoir *sur les esprits impurs* pour les chasser et pour
« guérir toutes sortes de langueurs et de maladies ;
« puis, il les envoya immédiatement prêcher le royaume
« des cieux, et leur dit : *Rendez la santé aux malades,*
« *ressuscitez les morts, guérissez les lépreux, chassez les*
« *démons et donnez gratuitement ce que vous avez reçu*
« *gratuitement, sans vous mettre en peine d'avoir de l'or*
« *et de l'argent dans vos bourses* ¹. »

Les actes de bienfaisance définis dans ces dernières paroles de Jésus-Christ, sont , avec l'enseignement du saint Évangile, les uniques objets de la mission apostolique. La faculté de les remplir constituait, avec l'initiation sacrée ou sacerdotale, l'unique pouvoir donné aux apôtres , et ce pouvoir leur suffit, ainsi qu'aux saints confesseurs de la primitive Église, pour répandre et faire aimer la morale chrétienne dans tout l'univers alors connu.

Les théologiens formalistes ont fait, au moyen de quelques mots de l'Évangile de saint Matthieu, interprétés contrairement à tous les préceptes relatifs à la domination, une supériorité à saint Pierre sur les autres disciples ; supériorité de droit divin qu'ils ont ensuite imposée à l'Église, et, par extension, aux

¹ Saint Matthieu, ch. x, v. 1 et 8. — Saint Marc, ch. vi, v. 7.
— Saint Luc, ch. ix, v. 1.

royaumes de la terre. Ce droit divin n'était point fondé, et l'application par voie de logique en était aussi vicieuse qu'illégitime. Saint Matthieu rapporte que saint Pierre ayant dit à Jésus : « Vous êtes le Christ », le Seigneur lui répondit : *Et moi, je vous dis que vous êtes pierre, et que sur cette pierre, je bâtirai mon Église, et que les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle. Et je vous DONNERAI les clefs du royaume des cieux, et tout ce que vous lierez sur la terre sera aussi lié dans les cieux; et tout ce que vous délierez sur la terre sera aussi délié dans les Cieux*¹..... Telles sont les promesses qui furent faites à Pierre. Mais les mêmes promesses étaient implicitement faites assurément à tous les Apôtres appelés à la mission. La preuve, c'est que, le temps étant venu de les tenir, Jésus-Christ, dans le cénacle et sur le mont des Oliviers, où il leur apparut après sa mort, et leur précisa ses instructions, ne fit aucune différence entre eux. Tous les Apôtres reçurent ensemble et en même temps le don du Saint-Esprit, avec les attributs ou pouvoirs qui s'y rattachaient, et en des termes absolument semblables à ceux qu'avait employés le Sauveur dans la promesse faite à Pierre.

Ces pouvoirs, les théologiens ont eu tort de vouloir les assimiler à ce qu'on entend communément par ce nom, et qui nous donne l'idée d'une autorité impérative. Dans le langage souvent figuré de l'Évangile, remettre les péchés est synonyme de guérir les malades et de chasser les démons, parce que les maladies étaient considérées comme la peine du péché, et les afflictions corporelles comme ayant leur cause

¹ Saint Matthieu, ch. xvi, v. 18 et 19.

dans le mal moral, et dans la participation ou présence des esprits impurs. Jésus-Christ s'étant servi de cette expression : *Vos péchés vous sont remis*, en parlant à un paralytique, « les pharisiens et les scribes s'en scandalisaient, car, disaient-ils, qui peut remettre les péchés, sinon Dieu? Mais Jésus connaissant leur pensée, leur dit : *Pourquoi pensez-vous mal dans votre cœur? Lequel est le plus aisé de dire vos péchés vous sont remis, ou de dire : levez-vous, et marchez. Or, afin que vous sachiez que le fils de l'homme a sur la terre le pouvoir de remettre les péchés : levez-vous, je vous le commande,* dit-il au paralytique, *emportez votre lit et vous en allez en votre maison* ¹. »

Il en est de même de l'expression *lier et délier*, et de celle *les clefs du royaume des cieux*. Elles étaient usitées comme désignant les attributs de la théologie et de la morale. Nous n'en chercherons pas la preuve hors de l'Évangile. Jésus-Christ ne s'en sert-il pas, en effet, à l'occasion des scribes et des pharisiens, dans le sens de leur peu de justice et de charité envers les malheureux, et des obligations qu'ils imposaient au peuple, en s'en affranchissant eux-mêmes? *Les scribes et les pharisiens disent ce qu'il faut faire et ne le font pas. Ils LIENT des fardeaux pesants et insupportables sur les épaules des hommes, et ils ne veulent pas les remuer du bout du doigt.....*

Tout le monde sait pareillement que dans les théologies orientales, *les clefs* signifiaient l'initiation aux sciences sacrées et aux devoirs du sacerdoce, ainsi qu'à la propagation des lumières de la raison.

¹ Saint Luc, ch. v, v. 20 à 25.

Jésus-Christ se sert dans la même occasion des termes *ouvrir et fermer* le ciel : *Malheur à vous, s'écrit-il, scribes et pharisiens hypocrites, parce que vous FERMEZ aux hommes le royaume des cieux, car vous n'y entrerez point vous-mêmes*¹. Ainsi donc, les attributs accordés aux Apôtres étaient uniquement les facultés propres à remplir dignement les charges du sacerdoce et à accomplir des œuvres éclatantes de charité, telles que la guérison merveilleuse des malades par la seule imposition des mains et la prière. Il a fallu, ce nous semble, torturer étrangement le texte évangélique, pour y trouver tout autre pouvoir que celui qui ressort de la prédication de la morale, des soins de la charité et des exemples de la vertu.

Précisons quelques mots de plus au sujet d'un texte évangélique dont on a abusé au point d'oublier, pour ainsi dire, le respect dû à l'Écriture sacrée. Ce texte, qui se trouve comme un jeu de mots dans saint Matthieu (et dont les trois autres évangélistes ne font pas mention), est connu de tout le monde : *Vous êtes pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église*, etc.².

Les théologiens formalistes, s'appuyant sur ces paroles, n'ont pas fait difficulté de dire que l'Église avait

¹ Saint Matthieu, ch. v. xiii, 3, 4, 13.

² N'est-il pas bien singulier que des quatre évangélistes considérés comme authentiques, un seul ait mentionné une parole qui devait servir de base au droit divin de la papauté romaine? Saint Marc rapporte comme saint Matthieu la circonstance où saint Pierre dit à Jésus qu'il était le Christ, mais sans y ajouter la réponse rapportée par saint Matthieu. Saint Jean dit aussi que Jésus donna à Simon le nom de Pierre (*Cephas*), mais sans y ajouter le fameux jeu de mots dont on a tant abusé. (Saint Marc, ch. iii, v. 16. — Saint Jean, ch. i, v. 42.) Saint Luc n'en dit absolument rien.

été effectivement établie sur la personne de saint Pierre en particulier ; même que cet Apôtre était la *Pierre du fond, la pierre angulaire!!!*

Mais, ainsi que nous l'avons démontré déjà, tous les attributs qui avaient été *promis* à Pierre furent *donnés* à tous les autres Apôtres en même temps qu'à Pierre lui-même, lorsque le temps d'accomplir les promesses fut venu pour Jésus-Christ. Et pourquoi le Sauveur, dans sa suprême sagesse, en eût-il agi autrement ? Pierre présentait-il des mérites ou des actes de service de nature à motiver une préférence ou une supériorité ?

A Dieu ne plaise qu'il nous vienne à la pensée de méconnaître ou de vouloir diminuer les vertus et le zèle apostoliques dont Pierre fit constamment preuve après la mort de Jésus, non plus que la modestie dont le saint Apôtre ne se départit plus depuis le concile de Jérusalem. Mais saint Pierre avait dû précédemment effacer des torts graves par le repentir. Il est le seul des Apôtres que nous voyons réprimandé par Jésus-Christ comme *n'ayant de goût que pour les choses du monde*, et comparé à *Satan*¹. Il est le seul qui, oubliant toutes ses protestations de dévouement à son divin Maître, eut la faiblesse de le renier au moment où il avait le plus besoin de se voir entouré d'affection et de témoignages de dévouement !... Mais hâtons-nous d'arriver au temps que Jésus a prédit en disant à Pierre : *Quand vous serez converti, confirmez vos frères*. Ce temps arrive, et saint Pierre nous fournit lui-même la réponse que nous avons à donner aux théologiens matérialistes qui ont voulu

¹ Saint Matthieu, ch. xvi, v. 23.

qu'un homme, sanctifié il est vrai, mais infirme de sa nature, fût le fondement de l'Église, la pierre angulaire de l'Évangile. Voici, en effet, ce qu'écrivait saint Pierre à ses néophytes :

« Si vous avez goûté combien le Seigneur est doux, approchez-vous de LUI comme de la PIERRE VIVANTE que les hommes avaient rejetée, mais que Dieu a choisie et mise en honneur. — Entrez vous-mêmes aussi dans la structure de l'édifice, comme étant des pierres vivantes, pour composer une *maison spirituelle*, et un ordre de saints prêtres. — C'est pourquoy il est dit dans l'Écriture : *Je vais mettre en Sion celui qui est la principale pierre de l'angle*, pierre choisie et précieuse; et quiconque croira en LUI ne sera point confondu. — Cette pierre est donc une source d'honneur pour vous, qui croyez; mais pour les incrédules, la pierre que les architectes ont rejetée, et qui, néanmoins, est devenue la tête de l'angle, une pierre contre laquelle ils se heurtent, et qui les fait tomber ¹. »

Voilà ce que répond saint Pierre à ceux qui veulent qu'il soit le fondement de l'Église; et cette réponse exprime la même vérité que les sentences suivantes de saint Paul : « Personne ne peut poser d'autre fondement que celui qui a été posé; et ce fondement, c'est Jésus-Christ..... Jésus-Christ est le chef et la tête du corps de l'Église..... Il n'y a qu'un médiateur entre Dieu et les hommes, qui est Jésus-Christ, homme ². »

Non, Dieu merci, l'Église chrétienne ne fut pas

¹ Saint Pierre, Ép. I, ch. II, v. 3 à 9.

² Saint Paul, Ép. I aux Corinth., ch. III, v. 11. — Ep. aux Colossiens, ch. I, v. 18. — Ep. à Timothée, ch. II, v. 5.

fondée sur un homme, mais sur un principe. Si Jésus-Christ avait pu vouloir fonder l'Église sur un homme fragile et mortel, une Église qui devait être inébranlable jusqu'à la fin des siècles, il ne nous eût pas montré la faiblesse humaine dans cet homme même en disant à Pierre : *Lorsque tu étais jeune, tu te ceignais toi-même, et tu allais où tu voulais; mais lorsque tu seras vieux, un autre te ceindra et te mènera où tu ne voudras pas*¹..... Se figure-t-on l'Église reposant sur cette décrépitude naturelle de l'intelligence et de la personne tout à la fois, et n'est-on pas choqué de sa comparaison avec un édifice contre lequel les siècles ne doivent point prévaloir? Bossuet nous dit : « Saint Pierre paraît le premier en toute manière : le premier à confesser la foi; le premier des Apôtres qui vit le Sauveur ressuscité des morts; le premier qui confirma la foi par un miracle; le premier partout. *Tout concourt à établir sa primauté, JUSQU'À SES FAUTES*²!... »

Oui, sans doute, Pierre était prompt à toute initiative; son zèle est incontestable. Mais il y a loin de là à une suprématie quelconque. Nous n'y voyons qu'une faculté d'esprit et de spontanéité que nous trouverions de beaucoup surpassée du jour où saint Paul paraît au milieu des Apôtres, si nous pouvions nous laisser aller à des recherches puériles, quand il s'agit de déterminer sérieusement ou de rejeter l'autorité de l'un des Apôtres sur les autres. La vérité est que toute domination fut interdite à saint Pierre comme à ses frères dans l'apostolat, et que Jésus refusa formellement de reconnaître

¹ Saint Jean, ch. xxi, v. 18.

² Bossuet, *Sermon sur l'unité*.

qu'il dût y avoir entre les Apôtres *un plus grand*. Voit-on jamais, d'ailleurs, saint Pierre faire aucun acte d'autorité, si ce n'est contre les démons? Ce n'est point à lui qu'est dévolue la nomination de l'Apôtre destiné à remplacer Judas; cette nomination est faite sous l'inspiration de l'Esprit-Saint, par les disciples assemblés. Saint Pierre réprimandé à Antioche, par les autres apôtres, se soumet; saint Pierre, au concile de Jérusalem, voit sa prétention à évangéliser les gentils repoussée, et se soumet également. Nulle part il n'ordonne ni ne commande, et partout il obéit à l'Eglise, selon le précepte de Jésus-Christ.

C'est donc une interprétation vicieuse, que celle au moyen de laquelle on a voulu faire de saint Pierre le *fondement de l'Eglise* et le *chef des Apôtres*. Elle avait pour but de faire sortir du texte évangélique, contrairement à son esprit, l'autorité de l'homme dans l'Eglise, et de l'étendre ensuite, en raison d'une origine sacrée, au gouvernement des États par le sacerdoce. Toute la politique des Papes, leur prétendu *droit divin*, dérive de cette fausse interprétation, mais non pas l'établissement apostolique de l'Eglise.

Si l'Eglise eût reposé sur saint Pierre et sur les Papes, ses soi-disant successeurs, elle eût été alternativement prospère et déchue. Mais l'Eglise a vécu assurément d'une autre inspiration que celle des Pontifes romains. On ne l'a pas vue fléchir sous les pontificats de Sergius III, de Jean X, de Jean XII, de Benoît IV, de Paul II, de Sixte IX, d'Innocent VIII ou d'Alexandre VI. L'Eglise a vécu et vit encore exclusivement de la piété collective des fidèles et de l'enseignement évangélique. C'est en méconnaissant cette vérité fondamentale,

qu'on a établi des passions rivales dans l'Église, causé des déchirements douloureux et porté un trouble continu dans les États.

Dans une circonstance, Jésus-Christ explique aux disciples réunis comment ils doivent en user à l'occasion des torts réciproques, et quelle doit être la forme de l'autorité et de la juridiction, au point de vue chrétien : *Si votre frère a péché contre vous, leur dit-il, allez lui représenter sa faute. S'il ne vous écoute pas, prenez avec vous une ou deux personnes afin que tout soit confirmé par l'autorité de témoins. S'il ne les écoute pas plus, DITES-LE A L'ÉGLISE. Je vous le dis en vérité, tout ce que vous lierez sur la terre sera lié dans le ciel, et tout ce que vous délierez sur la terre sera délié dans le ciel. Je vous dis encore que si DEUX d'entre vous s'unissent ensemble sur la terre, quelque chose qu'ils demandent, elle leur sera accordée par mon Père qui est dans les cieux; car en quelque lieu que se trouvent deux ou trois personnes assemblées en mon nom, je m'y trouve au milieu d'elles*¹.

Ce passage est un des plus remarquables de l'Évangile. Jésus-Christ y maintient avec une ferme sollicitude le système qui consiste à effacer l'autorité personnelle pour faire régner l'autorité morale. S'il s'agit d'un tort qui doit être réparé, il veut que la conciliation soit tentée, et à défaut de conciliation possible, qu'il soit fait appel à l'Église, c'est-à-dire à l'assemblée des fidèles. C'est l'Église qui est la juridiction la plus élevée, et non point tel ou tel individu.

Partout, dans le saint Évangile, la personnalité se voit soumise, soit que l'homme s'incline librement de-

¹ Saint Matthieu, ch. xvm, v. 15 à 21.

vant Dieu aux appels de la conscience et de la morale, soit qu'il doive au besoin subir les jugements de l'Église collective. La doctrine évangélique nous présente constamment l'individu dans un milieu inverse et pour ainsi dire négatif du gouvernement politique. Ici, en effet, un homme règne avec empire, muni de tous les moyens effectifs du gouvernement ; là, il n'y a d'autre autorité que celle de Dieu agissant directement sur l'individu par la voie de la conscience ou par les jugements moraux de la société. Et, par déduction logique d'un tel principe, chacun est appelé à faire pour tous ; à se dévouer à tous : il y a solidarité.

Ce n'est pas là un ordre de choses politique, c'est un ordre de choses social et religieux, un essai permanent de ce royaume des cieux, dont il est si souvent parlé dans l'Écriture, et dont l'idéal nous révèle les améliorations successives par lesquelles nos gouvernements de fait se perfectionnent sans cesse et marchent, quoique d'un pas tardif, à la civilisation et au règne de *Notre Père*.

Nous voyons encore dans ce passage de l'Évangile l'individu effacé, dans un autre sens, au profit de l'idée sociale : *Si DEUX personnes*, dit Jésus-Christ, *s'unissent sur la terre, quelque chose qu'elles demandent, mon père accordera leur prière..... Si DEUX ou TROIS personnes se réunissent en mon nom, je serai au milieu d'elles*. Ici se manifeste puissamment, en effet, le principe social ; l'unité personnelle est soigneusement écartée, et la doctrine est parfaite, car l'unité personnelle n'est pas sociale : le nombre deux est le point de départ de toute société.

Enfin, dans sa dernière apparition à ses disciples,

sur la montagne des Oliviers, où il a dit aux onze de se trouver, voici comment Jésus-Christ précise ses dernières instructions : *Toute puissance m'a été donnée dans le ciel et sur la terre; allez donc et instruisez tous les peuples, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, et leur apprenant à observer toutes les choses que je vous ai commandées; et assurez-vous que ie serai avec vous jusqu'à la consommation des siècles*¹.

Les théologiens politiques ont encore voulu voir dans ce passage de l'Évangile, un repère du droit divin et personnel; ils ont dit : « Jésus-Christ avait reçu tous les pouvoirs au ciel et sur la terre; nous qui sommes le *vicair*e de Jésus-Christ, nous devons, en conséquence, posséder ces pouvoirs universels. »

Les théologiens, évidemment, se sont trompés. Ils ont méconnu la nature du pouvoir dont Jésus-Christ parlait, et la part qu'il attribuait à ses disciples. Cette part n'était point autre chose que la faculté d'annoncer le vrai Dieu et de verser d'immenses bienfaits sur l'humanité. Si Jésus-Christ eût terminé ses instructions par dire aux Apôtres qu'il leur léguait une autorité impérative directe ou indirecte, une domination des uns sur les autres, ou sur les empires du monde, il aurait démenti ses prohibitions les plus formelles en cette importante matière. Mais il n'en est rien; le Sauveur n'a point ici démenti ses prescriptions précédentes, il les a au contraire confirmées. Après avoir dit en effet ces paroles : *Tout pouvoir m'a été donné dans le ciel et sur la terre*, quelle est la conséquence qu'il en tire? Conclut-il à léguer aux Apôtres un pouvoir impératif

¹ Saint Matthieu, ch. xxviii, v. 18-20.

quelconque? Non, évidemment. Le pouvoir qu'il laisse aux Apôtres, Jésus-Christ désigne assez sa nature en ajoutant immédiatement : *Allez DONC, instruisez les peuples, les baptisant et leur apprenant toutes les choses que je vous ai commandées.* Mais Jésus-Christ définit encore d'une manière plus claire, dans saint Jean, sa toute-puissance, lorsqu'il déclare qu'elle lui a été donnée sur tous les hommes, *afin qu'il leur donne la vie éternelle; et que la vie éternelle consiste à connaître Dieu!* Ceci explique, à n'en pouvoir douter, le rapport qu'il y a entre la déclaration faite par Jésus de sa toute-puissance au ciel et sur la terre, et l'ordre qu'il fait suivre immédiatement quand il dit : *Allez DONC enseigner les peuples*¹!

Jésus-Christ, non-seulement veut que sa doctrine constitue une autorité purement morale et impersonnelle, mais encore il affecte de ne prendre aucune des dispositions hiérarchiques que d'autres auraient jugées indispensables à une influence d'école. Nous voyons, en effet, dans l'Évangile, qu'ayant choisi douze Apôtres, et par la suite, soixante-douze autres disciples, il les envoie prêcher *deux à deux* dans les villes où lui-même se propose d'aller². Il ne se montre nullement préoccupé, après cette double élection, de choisir aucun d'entre eux pour être au-dessus des autres et les diriger. Et de quelles précautions plus ou moins artificielles avait-il besoin? Toute la mission des Apôtres ne consistait-elle pas à répandre l'Évangile et à prêcher la foi? Le Christ, en un mot, léguait aux Apôtres l'*Esprit*

¹ Saint Jean, ch. xvii, v. 2 et 3.

² Saint Marc, ch. v, v. 7, 8, 9.

et le *Verbe* de Dieu, et, par ce précieux héritage, l'unique autorité qui ressort, par essence, de la morale évangélique, quand elle se manifeste par la prédication.

On a quelque peine à concevoir, avec les notions purement rationnelles, ce système qui sort absolument des voies battues, et semble la subversion de toute règle ordinaire. Mais si l'on réfléchit que le but de la mission du Christ consistait précisément à jeter, au milieu de sociétés étreintes par le formalisme exagéré d'alors, le principe d'une nouvelle vie, on comprendra que ce type de doctrine, absolument spirituel, avait sa raison d'être, non-seulement dans le sens de la révélation, mais encore selon la logique des nécessités sociales. Il venait apporter un contre-poids au matérialisme du monde ancien, et le régénérer. Si le christianisme eut un succès si prodigieux dans l'empire romain, c'est parce qu'il contenait ce qui manquait essentiellement aux sociétés de l'époque, le spiritualisme et la liberté ! Il fallait un type absolument inverse du type existant alors, pour renouveler et féconder en lui la civilisation.

L'absence systématique de tout organisme dans l'ordre évangélique est manifeste, et cette absence dérive de la nécessité pour toute doctrine, et particulièrement pour la morale chrétienne, de n'avoir d'autre mobile et d'autre autorité que la foi ; de se mouvoir dans une sphère antipathique à toute forme ; et de ne pouvoir, par conséquent, devenir instrument de règne ou gouvernement.

Quand Jésus-Christ avait dit : *Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient*

à Dieu, il avait nettement séparé deux choses confondues jusqu'alors dans le gouvernement des sociétés, le règne politique et l'enseignement religieux, l'administration civile et le culte. Et quand il avait prononcé cette parole bien plus extraordinaire : *Dans le royaume des cieux, les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers*, le Christ avait jeté une semence de révolution capable d'émouvoir profondément le vieux monde, et d'éveiller dans le cœur de César lui-même des terreurs qui ne pourraient plus être apaisées qu'en y laissant entrer l'amour de la justice et la charité.

Mais le discours adressé au peuple sur la montagne, enseigne avec une précision rigoureuse les devoirs fondamentaux de l'homme en société; et alors l'orage qui a soufflé sur les hauteurs se calme, l'équilibre se rétablit entre les droits et les devoirs, et l'idéal chrétien projette sa lumière sur les futures générations.

DOCTRINE DES APÔTRES.

Tout ce que nous savons des Apôtres prouve qu'ils s'étaient inspirés, avec une foi profonde, de l'esprit évangélique, et que leurs enseignements n'en furent que des explications appuyées par des exemples de vertu.

Dès le premier appel que Jésus fait au désintéressement de ses disciples, Pierre, prenant la parole, répond : « Pour nous, Seigneur, vous voyez que nous avons tout quitté et que nous vous avons suivi¹. »

¹ Saint Luc, ch. xviii, v. 28.

Le saint Apôtre reste fidèle au précepte de son divin maître. Arrétant un jour ses regards sur un pauvre paralytique : « Je n'ai ni or ni argent, lui dit-il ; mais ce que j'ai, je vous le donne : levez-vous et marchez ! » Un certain Simon lui ayant offert une somme pour qu'il lui imposât les mains : « Périsset ton argent, lui répond l'Apôtre ; les dons de Dieu ne peuvent s'acquérir à prix d'argent ! »

Et ailleurs, comme s'il avait voulu porter une sentence anticipée sur ceux qui se disent ses successeurs : « Recherchez uniquement, dit saint Pierre, cet héritage, qui ne peut ni se détruire, ni se corrompre, dans le ciel... Sachez que vous n'avez point été rachetés par des choses corruptibles et périssables, comme l'or et les biens du monde, mais par le sang précieux de Jésus-Christ... Il y aura parmi vous de faux docteurs, qui vous séduiront par des paroles artificieuses, et trafiqueront des âmes pour satisfaire leur cupidité. Mais leur condamnation, qui est résolue, s'avance à grands pas, et la main qui doit les perdre n'est point endormie¹. »

Saint Pierre, à l'exemple de Jésus-Christ, fait la part des simples devoirs du sacerdoce envers les fidèles : « Je vous prie, écrit-il à ses coopérateurs d'Asie, vous qui êtes prêtres, étant prêtre comme vous, et, de plus, témoin des souffrances de Jésus-Christ, paissez le troupeau de Dieu, dont vous êtes chargé, veillant sur sa conduite, non par nécessité, mais par une affection toute volontaire, qui soit selon Dieu ; non par

¹ Actes des Apôtres, ch. viii, v. 18.

² Saint Pierre, Ép. I, ch. i, v. 4, 18 et 29. — Ep. II, ch. ii, v. 3.

« un honteux désir du gain, mais par une charité
« désintéressée; non en dominant sur l'héritage du
« Seigneur, mais en vous rendant les modèles du trou-
« peau, par une vertu qui naisse du fond du cœur¹. »

L'Apôtre ne se borne pas à défendre à ses néophytes la domination; il leur prescrit particulièrement l'obéissance aux pouvoirs établis: « Soyez soumis, leur dit-il, « soit au roi, comme souverain, soit aux gouverneurs, « comme à ceux qui sont envoyés de sa part, pour « punir les gens qui font le mal, et traiter favorable-
« ment ceux qui font le bien. Rendez à tous l'honneur « qui leur est dû². » Dans une circonstance seulement, où il s'agissait de la simple expression de ses convictions chrétiennes, Pierre répondit qu'il valait mieux, en cela, obéir à Dieu qu'aux hommes. C'était admirablement proclamer la liberté de conscience, très-compat-
tible avec la soumission aux lois des pays civilisés.

Saint Paul qui, après Jésus-Christ, fut assurément la plus haute expression de la doctrine évangélique, insiste également sur le désintéressement des richesses et l'abstention de toute domination pour le prêtre; et voici comment cet Apôtre s'exprime sur ce double sujet, dans une lettre à son disciple et collaborateur Timothée :

« Il en est qui s'imaginent que la piété doit leur
« servir à s'enrichir. C'est une grande richesse que la
« piété qui se contente de ce qui suffit. Ayant de quoi
« nous nourrir, nous devons être contents. Ceux qui
« veulent devenir riches tombent dans la tentation et
« les pièges du diable, et dans divers désirs inutiles et

¹ Saint Pierre, Ép. I, ch. v, v. 4, 2, 3.

² Saint Pierre, Ép. I, ch. II, v. 13, 14, 17.

« pernicieux. L'amour des richesses est la racine de
 « tous les maux, et quelques-uns en étant possédés, se
 « sont égarés de la foi, et embarrassés dans une infi-
 « nité d'afflictions et de maux. Mais vous, homme de
 « Dieu, fuyez ces choses, et suivez en tout la justice, la
 « piété, la foi, la charité, la patience, la douceur...
 « Quiconque est au service de Dieu, évite de se mêler
 « aux affaires du siècle¹. »

« Que toute personne, continue ailleurs saint Paul,
 « soit soumise aux puissances supérieures ; car il n'y a
 « point de puissance qui ne vienne de Dieu. Celui qui
 « résiste aux puissances, résiste à l'ordre de Dieu... Il
 « est nécessaire de vous soumettre, non-seulement par
 « crainte, mais aussi par un devoir de conscience. C'est
 « pour cette même raison que vous devez payer le tri-
 « but aux princes. Rendez donc à chacun ce qui lui est
 « dû : le tribut à qui vous devez le tribut ; les impôts à
 « qui vous devez les impôts ; la crainte à qui vous de-
 « vez la crainte ; les honneurs à qui vous devez les
 « honneurs².

« Quant à nous, nous avons reçu l'apostolat pour
 « faire obéir les nations par la seule vertu du Sei-
 « gneur³... Les armes de notre milice ne sont point
 « terrestres et charnelles ; elles tirent de Dieu toute
 « cette puissance avec laquelle nous soumettons les es-
 « prits à l'obéissance de Jésus-Christ... Le Seigneur
 « m'a dit : Ma grâce te suffit, car ma puissance éclate

¹ Saint Paul, Ép. I à Timothée, ch. vi, v. 5 et suiv. — Ép. II, ch. ii, v. 4.

² Saint Paul, Ép. aux Romains, ch. xiii.

³ Saint Paul, Ép. aux Romains, ch. i, v. 5. — Ch. xiii, v. 1 et 2.

« davantage dans la faiblesse... Quand je suis faible,
« c'est alors que je suis fort¹ ! »

Toutes ces prescriptions, on le voit, sont exactement les mêmes que Jésus-Christ avait données aux Apôtres concernant la possession des richesses et l'exercice du pouvoir temporel, et qui se résument dans cette indélébile parole : *Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu ; mon royaume n'est pas de ce monde !*

Telle est la doctrine de Jésus-Christ et des Apôtres, destinée particulièrement à la formation du sacerdoce. Elle n'a pas besoin de commentaires ; chacun peut voir avec quel soin elle s'applique à prévenir les abus que la naturelle ambition de l'homme peut faire entrer dans son sein pour le corrompre. Ce n'est pas seulement la possession et, pour ainsi dire, le contact des biens matériels, mais encore tout ce qui constitue la prétention au gouvernement des hommes et des choses terrestres, que l'Évangile interdit sévèrement à ses ministres. Jésus-Christ a voulu, par le principe absolu du désintéressement, créer un type spirituel, directement inverse des tendances matérialistes. C'est dans ce principe, dans ce mépris opposé à la convoitise naturelle, que la vocation vraie, comme la spécialité du prêtre, se manifeste. Cette abnégation le rend par l'exemple, comme il l'est par la parole, le type de la régénération perpétuelle de l'homme du monde, incessamment atteint du matérialisme au milieu duquel il se meut invinciblement pour l'œuvre de sa destinée terrestre.

¹ Saint Paul, Ép. aux Corinthiens, ch. x, v. 4 et 5. — Ch. xii, v. 9 et 10.

Jésus-Christ et ses Apôtres ne se sont assurément trompés ni pour l'objet social ni pour les temps, en fondant le sacerdoce sur le désintéressement absolu des choses du monde. C'est par ce principe que la religion manifeste sa grandeur et sa vérité, et que, semblable à l'étoile polaire dans un ciel dépouillé de nuages, elle devient, par la confiance qu'elle inspire, le guide certain de l'homme et de la société à la recherche du vrai et du salut. Le désintéressement et, au besoin, le sacrifice, voilà pour le prêtre, en particulier, la règle fondamentale de l'Évangile ; voilà la loi stoïque faite au sacerdoce. Il ne doit se la dissimuler d'aucune manière ; car, comme le dit saint Jean, « Celui qui est ministre de Jésus-Christ, doit marcher comme Jésus-Christ lui-même a marché¹. »

Hors d'une exacte observance de cette loi, on peut sans doute être honnête homme et bon chrétien, mais on n'est pas le prêtre ; on n'est pas ce type inverse de l'homme matérialiste, le ministre intact de la morale évangélique dont la société a besoin, pour contre-poids, dans sa marche. Il y a sur le navire un homme qui ne fait rien de ce que font les autres, qui ne peut s'écarter un instant de la place qu'il occupe, immobile, appliqué, quand tout le monde se remue et s'ébat autour de lui : c'est celui qui a la main au gouvernail et l'œil fixé sur la boussole. Si cet homme s'écarte un instant et se mêle aux occupations ou aux loisirs des autres, tout l'équipage est compromis, et le navire, déviant de sa route, peut s'abîmer dans les flots. Il en est de même du prêtre dans l'Eglise, du magistrat dans le sanctuaire des lois,

¹ Saint Jean, Ep., I, ch. II, v. 6.

du général à la tête de son armée. Chacun, dans les fonctions importantes de la société, a des privations à s'imposer, des jouissances à retrancher, un rôle spécial à faire, et le chef de l'État lui-même n'est point exempt de ces sacrifices partiels, commandés par la position sociale.

Le savant et pieux abbé Fleury explique admirablement la raison du désintéressement des richesses et de la domination dans le sacerdoce chrétien : « Ce n'est pas sans grande raison, dit-il, que Jésus-Christ, la sagesse même, a voulu naître pauvre et destitué de tous les biens qui attirent la cupidité des hommes. Il fallait que ses disciples ne fussent attachés à lui que par la force de la vérité et de la vertu ; il a voulu que ses disciples lui fussent semblables, et qu'il n'y eût d'autre attrait pour le suivre que le désir de devenir meilleur et l'espérance des biens éternels. Quiconque croit que les biens temporels, quels qu'ils soient, richesses, honneurs, puissance, faveur des grands, sont des moyens propres à établir l'Évangile, se trompe, je le dis hardiment, et n'a pas l'esprit de l'Évangile ! La raison en est évidente : si, en prêchant la religion, vous avez des richesses et des honneurs à distribuer, vous ne pouvez discerner par quel motif on vous écoute, si c'est pour devenir plus riche ou meilleur ; vous courez le hasard de ne faire que des hypocrites, ou plutôt il est presque sûr que vous n'en ferez point d'autres, puisque la plupart des hommes ne sont touchés que de l'intérêt temporel. Et ne dites point qu'il est bon de joindre l'un à l'autre, et d'attirer par toutes sortes de moyens des hommes dont on connaît la faiblesse. Jésus-Christ s'y connaissait mieux que nous

« et n'a jamais employé de tels moyens. C'est donc une
 « illusion de l'amour-propre ; la vérité est que les ecclé-
 « siastiques qui soutiennent cette fausse opinion sont bien
 « aises de jouir, en attendant, de ces richesses et de ces hon-
 « neurs dont ils prétendent se servir pour gagner les âmes ¹. »

OPINION DES PÈRES ET PRINCIPAUX DOCTEURS DE L'ÉGLISE.

Les enseignements de Jésus-Christ et des Apôtres trouvèrent longtemps dans l'Église des observateurs scrupuleux et des défenseurs sévères pour en perpétuer la mémoire et le respect. Tous les pères et docteurs qui eurent à parler de l'important sujet qui nous occupe, protestèrent de siècle en siècle contre des dérogations qui avaient pour effet de corrompre la morale évangélique et de pervertir le sacerdoce. Nous invoquerons brièvement l'autorité des plus illustres.

« Si Jésus-Christ, dit Tertullien, n'exerça jamais au-
 « cun pouvoir, même sur ses disciples auxquels il rendit
 « les services les plus humbles, s'il refusa d'être roi, il
 « montra clairement aux siens quel cas ils devaient faire
 « du faste et des dignités mondaines, non moins que du
 « pouvoir. Le Sauveur avait jugé que la gloire du siècle
 « était étrangère à sa mission et à celle de ses disciples.
 « Or, la gloire qu'il n'a pas voulu, il la rejette et la con-
 « damne ². »

« Le pouvoir temporel, écrivait Lactance, reste aux
 « princes qui, comme le dit saint Paul, portent l'épée

¹ Fleury, discours IV, sur l'*Histoire ecclésiastique*.

² Tertul., de *Idolâtrie*, § 18.

« pour châtier les méchants et protéger les gens de bien. »

Saint Jean-Chrysostome, expliquant le texte de saint Paul, « Que toute personne soit soumise aux puissances, » ajoute : « Lors même que vous seriez Apôtre, évangeliste, prophète, prêtre ou moine, car la piété n'en souffre point. » Et ailleurs : « Dieu a mis la puissance impérative aux mains des rois, dans celles des prêtres le pouvoir de la persuasion. L'un impose sa volonté, même par la force; l'autre ne peut rien que par la persuasion et la liberté. Le premier combat les barbares avec les armes matérielles; le second fait usage des armes spirituelles contre les démons¹. »

Saint Chrysostome insiste encore sur ce sujet dans un autre passage, où il s'agit simplement de la juridiction et des moyens coercitifs à exercer par l'Eglise. « Une semblable puissance, s'écrie-t-il, ne nous fut point donnée; ce n'est point notre affaire de prononcer des sentences et des peines contre les personnes pour leurs délits². »

Saint Jérôme, paraphrasant cette parole du Psalmiste, « Dieu a remis son jugement entre les mains du roi, » dit : « L'attribut essentiel des princes est de rendre la justice et de la faire exécuter³. »

Saint Irénée et Origène, parlant de la juridiction qui est l'attribut caractéristique du pouvoir, ne sont pas moins explicites. S'appuyant l'un et l'autre sur cette parole de Jésus-Christ : *Qui m'a établi juge, pour que je*

¹ Saint Chrysost., *ad Explicand.* Paul. Rom. xii, *Homil.*, 4, *VERBIS ISAÏE.*

² Saint Chrysost. *de Consid.* L. 1., *Homil.*, 85, *ad. Matth.*

³ Saint Jérôm., *Can. Reg.*, 23, 15.

prononce entre votre frère et vous ? soutiennent, dans des termes à peu près identiques, que les prêtres ne peuvent s'arroger aucune juridiction : « Nous voyons dans les « Écritures, disent-ils, que c'est constamment aux princes, jamais aux ecclésiastiques, que Dieu a commandé « d'exercer la justice¹. »

Saint Grégoire le Grand dit formellement : « Je re-
« connais que l'empereur a autorité non-seulement sur
« les soldats, mais aussi sur les prêtres². » Et saint Grégoire de Naziance : « Soyons soumis à Dieu d'abord,
« comme auteur de toutes choses, et aux princes de la
« terre par amour de l'ordre³. »

Osius de Cordoue, qui fut considéré, durant un demi-siècle, comme le plus digne représentant de l'Église d'Occident, n'était pas pour le pouvoir temporel de l'Église. Voici le langage énergique avec lequel le saint évêque s'adressait à l'empereur Constance, qui prêtait l'appui de la force à des ariens : « J'ai confessé Jésus-
« Christ dans la persécution de votre aïeul, vous me
« trouverez prêt à tout souffrir pour la vérité. Ne vous
« mêlez pas des affaires spirituelles ! Dieu vous a confié
« l'empire, et celui qui entreprend sur votre comman-
« dement viole la loi divine. Mais nous avons le pouvoir
« de l'enseignement dans l'Église. Il est écrit : *Rendez à*
« *César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui est à*
« *Dieu*. Il ne nous est pas permis d'usurper l'empire de
« la terre, ni à vous, seigneur, de vous attribuer aucun
« pouvoir sur les choses saintes⁴. »

¹ Saint Irénée, L. IV, ch. x. — Origène, Ép. ad. Rom.

² Saint Grégoire, Ep. XCIV.

³ Saint Grég. de Naziance, *Orat.*, 17.

⁴ Dans Fleury, *Histoire ecclésiastique*.

Et Synésius, évêque de Ptolémaïs, que Bossuet a appelé le Grand Synésius : « Réunir la puissance politique
 « au sacerdoce, dit-il, c'est filer ensemble deux ma-
 « tières incompatibles. Dieu a séparé ces deux genres
 « de vie : les hommes du siècle doivent s'occuper de la
 « politique, et nous de la prière. Pourquoi voulez-vous
 « confondre ce que Dieu a séparé ? Le vrai sacerdoce a
 « pour objet la contemplation, qui ne s'accorde point
 « avec l'action et le mouvement des affaires¹. »

Saint Hilaire n'est pas moins explicite ; voici comment il s'exprime contre Auxence : « Il faut gémir de l'erreur
 « et de la misère de notre temps, où l'on croit que Dieu
 « a besoin de la protection des hommes, et où l'on re-
 « cherche la puissance du siècle pour défendre l'Eglise
 « de Jésus-Christ. Dites-moi, je vous prie, vous qui
 « croyez être évêque, de quel appui se sont servis les
 « Apôtres pour prêcher l'Evangile ? Quelles puissances
 « leur ont aidé à annoncer Jésus-Christ et à faire pas-
 « ser presque toutes les nations de l'idolâtrie au culte
 « de Dieu ? En cherchant à donner un appui humain au
 « nom de Jésus-Christ, on fait croire qu'il est faible
 « par lui-même². »

Le sixième concile de Paris, dont les dispositions furent insérées dans les capitulaires, détermina dans le même sens la division des pouvoirs spirituel et temporel, en invoquant l'opinion des papes saint Gélase, Symmaque, et celle de saint Fulgence, que l'on peut résumer par celle, on ne peut plus clairement exprimée, de Grégoire II, dans une lettre à Léon l'Isaurien. « Les

¹ Dans Fleury, L. XXII, n° 45, *Histoire ecclésiastique*.

² Dans Fleury, *Histoire ecclésiastique*, L. XVI, n° 3.

« affaires ecclésiastiques et les temporelles, dit ce dernier, se traitent différemment, et comme les Pontifes n'ont point à se mêler des affaires de la cour, ni de donner les charges de l'État, de même l'empereur n'a point le pouvoir de régler les affaires ecclésiastiques, ni d'ordonner les ministres de l'Église, ni de consacrer, ni d'administrer les sacrements. *Il faut que chacun de nous demeure dans l'état où Dieu l'a placé.* »

Nous désirons ne point fatiguer le lecteur par des citations trop nombreuses dans le même sens; nous ne pouvons néanmoins nous dispenser d'ajouter aux précédentes opinions contre le pouvoir temporel des pontifes l'autorité de saint Bernard, le dernier, mais non pas le moins illustre des Pères de l'Église. Le Pape Eugène III, qui avait été son élève, se trouvant chassé par les Romains, avait demandé au saint abbé comment il devait se comporter dans une aussi grave position. Saint Bernard lui répond par un traité sur les devoirs du Pontificat. Il prend pour exorde ce passage de saint Paul : « Celui qui est au service de Dieu ne se mêle pas aux affaires séculières. » Puis, après avoir établi la distinction des deux pouvoirs, spirituel et temporel : « Les princes et les rois, écrit-il, sont établis juges des choses terrestres. Pourquoi faites-vous invasion dans le domaine d'autrui? Pourquoi mettez-vous la faux dans la moisson qui n'est pas à vous? Je ne veux pas dire que je vous croie indigne de ces choses; mais elles sont indignes de vous, et vous avez des occupations bien préférables.... Si vous êtes sage, vous vous contenterez de la part que Dieu vous a faite; il y a mal à vouloir au delà.... Qu'est-ce que le saint Apôtre vous a donné? Ce n'est pas de l'or et de l'argent; car

« il dit lui-même : « Je n'ai ni or ni argent. » Vous pouvez aspirer au pouvoir, mais non par le droit apostolique, car il est constant que toute domination a été interdite aux Apôtres, et qu'il n'a pu vous donner ce qu'il n'avait pas. Ce que l'Apôtre avait, il vous l'a légué : sa vigilance sur les Églises. Écoutez ce qu'il vous dit lui-même : *Non dominantes in clero, sed formati gregis!* Si vous voulez posséder en même temps les deux pouvoirs, vous les perdrez l'un et l'autre ; et ne pensez pas d'être excepté du nombre de ceux dont Dieu a dit : *Ils ont régné, mais ce n'est pas par moi ; ils ont vécu en princes, mais je ne les ai pas connus !*

« On ne vit jamais saint Pierre, ajoute saint Bernard, marcher chargé de pierreries, ni vêtu de soie, ni couvert d'or, ni monté sur un cheval blanc, ni entouré de soldats. Il a cru pouvoir remplir, sans ces choses, la mission de paître les brebis de Jésus-Christ ; tout ce cortège fait de vous non le successeur de saint Pierre, mais celui de Constantin!...

« Objecterez-vous que les Romains ne sont pas des brebis, mais des scorpions et des dragons? C'est une raison de plus pour que je vous dise : Il faut les attaquer avec la parole, non avec le fer ! Si vous agissez ainsi et sans succès, sortez du milieu des Chaldéens, et dites-leur que vous allez évangéliser d'autres cités. Je pense que vous ne vous repentirez pas de cet exil ; car, pour une ville perdue, vous aurez conquis l'univers¹. »

Saint Bernard n'épargnait pas la franchise au Pape

¹ Saint Bernard, *de Consideratione*, L. I. ch. iv. — L. II, ch. vi. — L. III, ch. i. — L. IV, c. 2.

Eugène; c'est encore à lui qu'il écrit pour dire que les ecclésiastiques ne devaient pas même se mêler de la juridiction, et qu'à l'exemple de Jésus-Christ et des Apôtres, ils devaient renoncer à exercer une autorité de cette nature : « Je vois partout, lui dit-il, que les Apôtres ont comparu devant des juges; mais je ne vois nulle part qu'ils en aient exercé les fonctions! » Le saint abbé corrobore son opinion en matière d'autorité par une lettre adressée à Henri, archevêque de Sens. Après lui avoir éloquemment expliqué le texte de saint Paul : *Que toute personne soit soumise aux puissances*, il ajoute : « Si toute personne doit être soumise aux puissances, pourquoi ne le seriez-vous pas aussi bien que les autres? Qui vous a excepté de la généralité? Assurément, celui qui, en pareille matière, s'efforce d'établir exception, vise à la déception¹. »

Voilà quelle est l'opinion des saints Pères et des plus grands docteurs de l'Eglise. Elle est conforme à la fois au précepte évangélique et aux lumières de la raison.

MAXIMES DE LA COUR DE ROME.

Du jour où Constantin eut laissé vacant, pour ainsi dire, le trône de Rome, et comblé de biens les églises de la capitale qu'il abandonnait, il se forma un parti parmi les chrétiens, qui tendait à transformer le christianisme en politique, et ne cessait de poursuivre, avec une égale ardeur, les richesses et le pouvoir. Nous verrons com-

¹ Saint Bernard, Ép. 42.

ment, sous le manteau de la religion, ce parti fit crouler l'empire des Constantins et absorba celui des successeurs de Charlemagne, pour prix de la protection donnée par ces princes au christianisme. Mais nous n'en sommes encore qu'à rechercher les principes qui ont caractérisé, à travers les siècles, l'antagonisme des pouvoirs spirituel et temporel, et marqué pour ainsi dire les phases et vicissitudes du droit ecclésiastique et du droit civil. Dès le VIII^e siècle, les faits donnent déjà, dans l'Église, un démenti formel aux prescriptions de l'Évangile, des Apôtres et des saints Pères, et le IX^e siècle voit se fonder la théocratie pontificale. Les théologiens, à cette époque, ont déjà laissé bien loin derrière eux la doctrine du désintéressement et de la soumission aux puissances, et il est donné à Adrien III de mettre, le premier, au jour la doctrine qui s'est sourdement formée dans les profondeurs du Vatican. Ce Pape, en l'an 884, rend un décret portant « qu'aucun prince chrétien « ne peut prendre le titre de roi, sans la permission du « Pape; que l'empereur lui-même dépend du Saint-« Siège, et que tous les royaumes lui sont soumis!.... »

A dater de ce temps environ, les différends sont incessants entre les Papes et les souverains; et les peuples portent le fardeau de ces querelles, qui voient grandir et diminuer tour à tour le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Grégoire VII parait avec son *Dictatus Papæ*, dont voici la substance, et la Papauté a touché à la double cime de l'Église et des États : « Il n'y a, « s'écrie le Pontife, qu'un nom au monde, celui de « Pape ! Le Pape seul peut revêtir les ornements im-

¹ Gianone, *Stor. civ. del. Regn. di Nap.*

« périaux; tous les princes doivent être à ses pieds;
 « personne ne peut le juger; son élection seule en fait
 « un saint. Il n'a jamais erré; jamais il n'errera à l'a-
 « venir. Il peut déposer les princes, délier leurs su-
 « jets du serment de fidélité, et disposer de leurs
 « États!¹... »

Écrivant à l'empereur lui-même : « Sachez bien, lui
 « dit-il, que Dieu a établi les Papes sur les peuples et
 « sur les royaumes, pour détruire et arracher, pour
 « bâtir et pour planter!... » Et dans une lettre à Her-
 man, évêque de Metz, qui hésite à partager tant de zèle:
 « Que craignez-vous? écrit-il; si vous êtes juge du spi-
 « rituel, à plus forte raison l'êtes-vous du temporel!... »
 Le pontife explique à Herman comme quoi la puissance
 universelle fut donnée aux évêques dans la personne des
 Apôtres, par le pouvoir *de lier et de délier*, et que ce
 pouvoir s'étend sur les princes comme sur leurs sujets.
 Enfin, il signifie à plusieurs souverains que leurs
 royaumes sont des fiefs relevant de l'autorité du Saint-
 Siège!...

Innocent III, poursuivant avec la même témérité l'ab-
 solutisme pontifical, ne craint pas de donner une forme
 triviale à sa pensée, en vue de la rendre plus sensible :
 « Il y a, écrit-il à l'empereur Alexis Comnène, deux
 « grands luminaires au ciel, le soleil et la lune, créés
 « par Dieu. Le premier représente l'autorité pontificale;
 « la seconde l'autorité royale. Autant il y a de diffé-

¹ Baronius, *Annales* (1076). — Des écrivains ont douté que le décret en vingt-sept articles, rendu par Grégoire VII sous le titre : *Dictatus Papæ*, fût authentique; mais les faits et gestes du pontife sont du moins assez conformes aux doctrines contenues dans ce décret pour qu'on n'ait aucun motif de le récuser.

« rence entre le soleil et la lune, autant il y en a entre
 « le Pape et les rois!... » Ce Pontife proclame, comme
 point de droit, ce principe déjà émis par Léon III, à
 l'occasion du sacre de Charlemagne, que « le Pape a
 « le pouvoir, non-seulement de nommer les empereurs,
 « mais encore de transférer d'un prince à un autre
 « l'empire, ayant reçu ce droit *par la donation de Con-*
 « *stantin!*... »

En présence des ambassadeurs de Philippe de Souabe, alors prétendant à l'empire, qui lui étaient envoyés, Innocent fait la déclaration suivante : « Le pouvoir des
 « princes s'exerce sur la terre; celui des prêtres dans
 « le ciel. Ceux-là ne gouvernent que le corps; ceux-ci
 « les âmes. Ainsi, le sacerdoce est autant au-dessus de
 « la royauté que le ciel est au-dessus de la terre, et que
 « l'âme est au-dessus du corps... Le pouvoir de chaque
 « prince est renfermé dans sa province, et celui de
 « chaque roi dans son royaume. Mais Pierre les sur-
 « passe tous, par la plénitude et l'étendue de la puis-
 « sance, parce qu'il est le vicaire de Celui à qui appar-
 « tient l'univers et tout ce qu'il renferme, la terre et
 « tous ses habitants ¹. »

Ne s'agissait-il, dans la pensée d'Innocent III, comme dans celle de Grégoire VII, que de démontrer la supériorité incontestable de l'élément moral sur les éléments barbares de leur époque? Le moment n'est pas venu, pour nous, d'examiner ce qu'il pouvait y avoir de grand, en apparence, et de sincère dans le système théocratique appliqué au gouvernement politique, ni de nous arrêter aux distinctions subtiles de *pouvoir di-*

¹ Bakuze, tome I^{er}. (*Recueil.*)

rectif et de *pouvoir direct*, établies dans les temps modernes, pour le justifier. Nous continuons d'exposer simplement les maximes propres à donner une idée de l'esprit d'autorité qui régnait aux époques dont nous parlons, c'est-à-dire du xi^e au xiii^e siècle. Ce système, à la faveur de l'ignorance des peuples, entraînait les esprits dans sa logique absolue, et portait incessamment le trouble dans les États, et par réciprocité dans l'Église.

Le xiv^e siècle marqua par un manifeste qui portait au comble l'exaltation aventureuse de la cour romaine. Ce fut la bulle *Unam sanctam*, publiée par le pape Boniface VIII, à l'occasion de ses démêlés avec le roi Philippe le Bel. Voici la substance de cette fameuse pièce :

« L'Évangile nous apprend qu'il y a dans l'Église, et
 « que l'Église a en son pouvoir deux glaives : le spiri-
 « tuel et le temporel. L'un et l'autre est au pouvoir de
 « l'Église; mais le premier doit être tiré *par* l'Église et
 « par la main du pontife; le second, *pour* l'Église, par
 « la main des rois et des soldats, à la demande du Pon-
 « tife. Le glaive temporel doit être soumis au spirituel,
 « c'est-à-dire le pouvoir temporel au spirituel, selon
 « cette parole de l'Apôtre : Il n'y a de pouvoir qui ne
 « vienne de Dieu!... La puissance spirituelle surpasse
 « autant la temporelle, en dignité, que les choses spi-
 « rituelles, en général, l'emportent sur les temporelles...
 « Il appartient à la puissance spirituelle d'établir la tem-
 « porelle et de la juger, si elle s'égare... Cette souve-
 « raine puissance spirituelle a été donnée à saint Pierre
 « par ces paroles : *Tout ce que vous lierez, etc.*; celui
 « donc qui résiste à cette puissance résiste à l'ordre de
 « Dieu !!! »

¹ Nous n'avons pas besoin de faire observer que la bulle en

C'était vainement que les deux grands schismes d'Orient avaient frappé l'Église en punition de sa tendance passionnée à transformer en théocratie politique la simple morale de l'Évangile. Plus l'empire du christianisme se rétrécissait, plus la Papauté se montrait ainsi ardente à tout envahir autour d'elle. Les maximes que nous venons de voir avaient acquis un tel ascendant, à la faveur de la croyance religieuse et de la puissance territoriale du clergé, qu'elles étaient devenues, en quelque sorte, la base du droit public, malgré les résistances et les protestations des pouvoirs civils.

Au moment même où la réforme luthérienne va diviser de nouveau l'Église, Rome semble n'avoir rien tant à cœur que de poursuivre sa folle domination. Un livre, publié vers la fin du xv^e siècle, et composé de manière à vulgariser le système politique du droit divin, peut donner une idée de la quiétude avec laquelle les hommes d'Église jouissent de la béatitude attachée à un système qui les représente comme des divinités régnant à la place d'un Dieu supposé absent. Ce livre¹ est un composé de dialogues entre un théologien et un chevalier. Toutes les questions y sont posées et discutées de manière à représenter le théologien comme étant toujours victorieux des répliques du laïque. Le Pape est défini Seigneur du monde entier, « parce que la puissance » supérieure est nécessairement spirituelle de sa nature, et que l'autorité spirituelle étant universelle, elle « contient et porte en elle la puissance temporelle, la

question travestit étrangement la morale de l'Évangile et l'enseignement des Apôtres saint Paul et saint Pierre.

¹ *Le Songe du Vigier* (1491).

« cause ne pouvant être séparée de l'effet, et l'esprit de la matière!... »

Bellarmin vient, au commencement du xvii^e siècle, mettre la dernière main à l'exposé du système théocratique : « La puissance civile, écrit-il, est subordonnée à la puissance spirituelle, donc le prince spirituel est en droit de commander aux princes temporels, et de disposer des choses temporelles, en vue du bien spirituel, car tout supérieur commande à son inférieur. » Le célèbre théologien explique les raisons métaphysiques de la subordination de droit divin en disant :

« 1^o Que la fin des choses temporelles n'est pas absolue, et que la félicité de ce monde doit se reporter à la félicité éternelle, Aristote enseignant que l'on doit ordonner les choses en vue des effets...

« 2^o Que les Pontifes et les rois, les clercs et les laïques, ne forment pas deux républiques, mais une seule et même Église; que nous sommes tous un seul corps, dont les membres sont dépendants les uns des autres, mais tous subordonnés à l'âme; et que, de même, les choses temporelles dépendent des choses spirituelles et leur sont subordonnées.

« 3^o Qu'enfin, si l'administration temporelle fait obstacle au bien spirituel, de l'avis de tout le monde, il faut la changer; et que le Pape est en droit de disposer des princes et de leurs États¹! »

Tels sont les rêves dont les théologiens berçaient encore la Papauté, alors que déjà la réforme luthérienne emportait au loin une moitié de l'Europe catholique. Il semblait aux théologiens que la supériorité de l'esprit

¹ Bellarminus, *De Potestate summi Pontificis in rebus temporalibus* (1610).

sur la matière étant incontestable, le Pape et le clergé devaient naturellement s'élever au-dessus de tout. Mais ils ne réfléchissaient pas à une chose : c'est que le Pape et les clercs n'étaient pas des êtres tout spirituels, et les princes, avec leurs sujets, des êtres purement matériels. L'état civil, en effet, contient, ainsi que l'Église canonique, sa part des deux éléments. Si les théologiens avaient embrassé à la fois les deux côtés de la question, ils seraient arrivés à reconnaître une vérité : c'est que le spirituel est bien, sans doute, supérieur au temporel, mais que le pouvoir de l'esprit est dans l'esprit lui-même ; que Dieu seul est assez grand pour exercer un pouvoir absolu, comme le pouvoir spirituel, dans l'extension universelle que comporte la logique ; que les prêtres ont seulement pour mission d'exposer, autant qu'il est en eux, la morale évangélique, et de la faire régner par elle-même, en vue de l'ordre social et des vérités religieuses qui s'y rattachent ; et, enfin, que toute substitution de l'autorité de l'homme à l'autorité du principe est interdite au prêtre, non-seulement en ce qui concerne les États, mais encore au sein de l'Église.

Au reste, les choses de ce monde ont aussi leur esprit et leurs lois, et tandis que la morale agit sur elles *a priori* et directement, cet esprit et ces lois se manifestent *a posteriori* et deviennent, par l'expérience, des vérités positives et corrélatives à la morale elle-même. Il faut tenir compte de ce phénomène : il est la part faite par le Créateur à l'intelligence et au travail de l'homme dans les affaires de l'humanité, et le bien qui en résulte est comme la récompense de ses efforts persistants pour améliorer sa condition.

La doctrine du moyen âge s'est vainement renfermée dans le concile de Trente, comme dans une citadelle inexpugnable, au xvi^e siècle. Une partie considérable des États se soustrait violemment à un despotisme qui n'a produit que misère et démoralisation, et la guerre générale que Rome suscite à cette occasion entre les princes chrétiens, la guerre de Trente ans, est le dernier acte important de sa domination sur eux. La Papauté perd, avec la confiance, la haute direction des affaires publiques, et son autorité temporelle se trouve confinée dans un coin de terre, que lui enlève, au nom de l'Évangile et de l'ordre public, la révolution française, et qui, après lui avoir été rendu à la suite des désastres de l'empire, est sur le point aujourd'hui de lui échapper de nouveau. Là, cependant, la cour romaine semble conserver toutes ses prétentions, et le haut clergé s'efforce de les seconder. Les deux exemples que nous allons citer à l'appui de notre exposé des doctrines ecclésiastiques ne prouvent que trop la funeste erreur dans laquelle sont encore aujourd'hui les hommes les plus éminents de l'Église catholique.

La république de 1848 avait ouvert la porte à toutes les opinions comme à tous les proscrits. Le Pape, un moment dépossédé, s'était vu, à tort ou à raison, rétabli par les armes de la France. Eh bien, voici comment la cour romaine et les prélats français en témoignent leur reconnaissance : un concile synodal est assemblé à Reims ; le but ostensible de cette réunion est la question de l'*Immaculée conception*. Le concile émet, en effet, le vœu que Pie IX en déclare la croyance comme étant de foi dans l'Église catholique : *veluti catholicæ doctrinam* (titre III).

Là n'était point l'abus de la liberté, une déclaration de cette nature était parfaitement dans les attributs et la compétence du synode; la question était essentiellement du domaine spirituel et la décision parfaitement à sa place. Mais venaient d'autres dispositions qui, sous le masque du spirituel, entraient largement dans le domaine de l'État et portaient bien le caractère monomane et incurable de l'ambition pontificale; les voici : « Le concile déclare qu'il repousse l'opinion *trop longtemps enseignée en France*, que les Constitutions du Saint-Siège n'ont point de valeur dans notre pays sans l'acceptation et le consentement du pouvoir civil. Les prélats assemblés *condamnent* ouvertement cette erreur et déclarent que les Constitutions du Pontife romain sont obligatoires pour tous les fidèles, *indépendamment de toute puissance séculière* (titre II, *De fide catholica*). Le concile déclare également que le sacrement suffit pour valider le mariage, *indépendamment de toute puissance séculière* » (titre XVII).

Tels sont les sujets sur lesquels était dirigée l'attention du clergé, à la faveur d'un moment de liberté absolue. Sous le voile d'une question d'obscur dogmatisme, de nature à détourner l'attention publique, les prélats oubliaient leurs devoirs envers la patrie trop confiante, et jusqu'à la déclaration de l'Église gallicane. Ils conspiraient nettement contre les lois de l'État; et de telles manœuvres, cela va sans dire, étaient ouvertement approuvées par la cour romaine, qui violait, de son côté, le concordat : *Sancta Sede approbata!*

Le conciliabule n'avait point oublié de sanctionner la suprématie du Pape, et l'extension qu'il donnait à son autorité était sans mesure, puisque *les Constitutions pon-*

tificales, c'est-à-dire les décrets de la cour romaine, devaient prévaloir contre les gouvernements et les lois de l'État. Afin que de telles prétentions fussent clairement intelligibles, le concile refaisait ce qu'un concile de Florence avait fait au moyen âge, ou du moins en répétait les formules : « L'évêque de Rome, disait-il, est « le successeur du prince des Apôtres ; il a reçu de Jésus-Christ lui-même le plein pouvoir de gouverner l'Église, » c'est-à-dire la société tout entière (titre II)¹.

On voit par ce récent exemple comme les théologiens vont vite du spirituel au temporel par la logique de la souveraineté pontificale, et combien ils sont attentifs à profiter des circonstances pour ressaisir leur domination d'autrefois, au risque de jeter la perturbation dans les empires.

Enfin, tout le monde a pu juger, dans le courant de la présente année (1862), que l'idée fixe de la domination temporelle, dissimulée sous le prétexte religieux, reste encore vive à la cour romaine et dans le haut clergé catholique. Pie IX, après avoir amplement anathématisé dans un consistoire tous les progrès du siècle, la science, la philosophie, les inventions modernes, et en particulier le droit souverain des peuples, déclare qu'à la vérité « le pouvoir temporel n'est pas de dogme, « mais qu'il est indispensable au dogme et à l'indépendance « du Souverain Pontife ! » Plus de trois cents évêques sont réunis autour du Pontife pour la *canonisation des martyrs du Japon*. Cette réunion n'est pas un concile, sans doute, car jamais concile, même au moyen âge, ne

¹ Les actes du Concile ont été publiés chez Lecoffre, rue du Vieux-Colombier, à Paris.

donna un pareil spectacle. Tous les évêques ont applaudi et présentent quelques jours après, à Pie IX, une adresse contenant l'approbation unanime de sa déclaration. Ils lui disent « qu'ils n'ont d'autre devoir que celui d'écouter respectueusement ses paroles, et d'y donner leur assentiment ; que le Pape est tout-puissant, et qu'eux-mêmes, *prosternés en larmes à ses pieds sacrés, attendent de lui LA FORCE CÉLESTE* ! » L'un des plus notables prélats (capable, assure-t-on, de porter dignement la tiare après Pie IX) propose de mettre dans l'adresse la phrase suivante : « Saint-Père, vous n'avez qu'à parler, nous sommes prêts à aller transmettre vos ordres aux souverains de la terre ! »

Ainsi, la dernière déclaration sortie du sein de l'Eglise catholique consiste à dire : 1° que la souveraineté temporelle est une nécessité pour le dogme religieux et l'indépendance du Pontife; 2° que lorsque le Pape a parlé, l'épiscopat n'a plus pour devoir que de s'incliner et approuver son infaillibilité, même en matière temporelle!...

Après une semblable et si solennelle épreuve, on pourrait croire que le sens moral et la foi sont fort affaiblis dans l'Eglise, bien que l'épiscopat compte dans son sein d'éminentes intelligences. C'est en vain que les lumières du XVIII^e siècle et la révolution qui l'a terminé sont venues prêter le témoignage de la raison au principe sacré de l'Évangile, en soumettant à son esprit les constitutions et les lois, et en l'incarnant, pour ainsi dire, dans les institutions modernes ; l'Eglise de Rome

¹ *Ad tuos sacros pedes prevoluti, et tecum flentes, sanctissime Pater, à te robur celeste expetimus !* Adresse des évêques à Pie IX en juin 1862.

réprouve toute virtualité humaine et tout progrès ; elle nie aujourd'hui le mouvement du monde , avec la même obstination qu'elle le niait du temps de Galilée.

Il se peut aussi bien , cependant , que la vérité se cache derrière ces résistances absolues du Saint-Père et des autres chefs de l'Église. Pie IX n'est point suspect d'ambition personnelle : affable et généreux , dit-on , priant avec foi , ce sont bien là des qualités du vrai prêtre , et nous ne doutons pas que la généralité des prélats réunis naguère autour de lui ne possèdent les mêmes vertus. Un scrupule honnête , sinon fondé , les a tous retenus. Des réformes , on ne peut ; abandonner , on n'ose ! Quelque grand mystère est là , avec la crainte exagérée qu'inspire l'approche d'une inévitable crise. Mais il est moralement impossible que les vénérables prélats aient désespéré un seul instant de la religion parce que le pouvoir temporel tombera. Il y a dans l'Église une source de vie et de lumières à laquelle leur sagesse saura assurément recourir quand l'événement les y aura obligés.

DECLARATION DES DROITS, DES ÉTATS.

L'abus excessif d'une puissance , déjà condamnable dans son principe , devait naturellement rencontrer des résistances. La première qui se produisit régulièrement vint de la France , à l'occasion de la révolte à laquelle un Pape (Adrien II) avait osé pousser ouvertement Carloman contre le roi Charles le Chauve , son père. La no-

blesse, le clergé, la nation entière, se montrèrent saisis d'indignation. Une déclaration des droits, formulée par l'archevêque de Reims Hincmar, au nom du clergé et de la noblesse, en 867, portait :

- « 1° Que la puissance ecclésiastique ne s'étend pas
- « sur la puissance du roi ;
- « 2° Que le concile est supérieur au Pape ;
- « 3° Que le jugement du Saint-Siège, en matière de
- « foi, n'est infaillible qu'avec l'assentiment de l'Église ;
- « 4° Que les lois et coutumes de l'Église gallicane
- « devaient être respectées. »

Les Papes ne s'arrêtaient pas devant de telles oppositions. Ils avaient pris, dès le règne des Carlovingiens, un empire tellement irrésistible que, de temps à autre, la puissance civile était forcée de plier. L'interdit, l'excommunication, la déposition des princes, faisaient planer la terreur sur leurs têtes, tandis que la Papauté et le clergé, dans tous les pays, se gorgeaient de richesses et de biens-fonds, qui accroissaient sans cesse et fortifiaient cette formidable autorité.

Les empereurs, il est vrai, articulaient et maintenaient généralement leur droit impérial d'approuver l'élection du Pape et de recevoir son serment ; mais ils se faisaient sacrer aux genoux du Pape ; et il faut convenir qu'il y avait, dès lors, grande confusion dans le droit suprême. Chacune des deux puissances, à la faveur de l'ignorance des temps, se faisait passer pour supérieure à l'autre ; mais il serait difficile de nier que la Papauté, durant tout le moyen âge, n'ait pas régné sur les princes ainsi que sur leurs sujets, tant par l'ascendant de la croyance religieuse que par les artifices qu'elle en tirait.

Nous aurons occasion de voir, dans un rapide historique, les débats et les guerres qui eurent lieu entre les Papes et les empereurs. Mais nulle part la résistance des princes et des nations ne fut éclairée et ferme comme en France, parce qu'aucun pays, durant le moyen âge, n'avait conservé au même degré le véritable sentiment religieux. Le roi saint Louis donna plus d'un glorieux exemple de l'indépendance de sa couronne. On connaît sa pragmatique sanction de 1269, destinée à assurer les libertés de l'Église nationale, et à protéger ses sujets contre les exactions du Pape et du clergé pendant qu'il irait en Terre-Sainte. On y lisait : « Nous ne voulons aucunement qu'on lève ou qu'on recueille les exactions pécuniaires et les charges très-pesantes que la cour de Rome a imposées, ou pourrait imposer à l'Église de notre royaume, et par lesquelles il est misérablement appauvri, si ce n'est pour une cause raisonnable et très-urgente, ou pour une inévitable nécessité, et du consentement libre et express de nous et de l'Église. »

Un acte plus direct et plus caractéristique encore de la dignité et de la loyauté de saint Louis se voit dans une lettre écrite par lui à Grégoire IX, en réponse à l'offre que ce pape osait lui faire de la couronne de l'empereur Frédéric, sous le prétexte ordinaire que ce prince était hérétique : « D'où viennent au Pape, écrivait le roi au Pontife, cet orgueil et cette audace téméraire, de vouloir déshériter et renverser du faite impérial un prince qui est tel qu'il n'a point son supérieur ? En supposant que Frédéric eût les torts qu'on lui reproche, il n'y aurait qu'un concile général qui pût le casser légitimement... Ce que nous savons bien, c'est

« qu'il a combattu fidèlement pour Notre Seigneur Jésus-Christ, s'exposant avec intrépidité aux périls de la mer et de la guerre. Or, nous ne trouvons pas tant de religion chez le Pape, lui qui, pendant son absence, a cherché méchamment à supplanter un prince qui combattait pour Dieu !¹... »

Le roi terminait sa lettre en disant : « Que son épée était dévouée à la cause de la religion, et qu'il ferait la guerre au Pape lui-même, s'il apprenait qu'il pensât mal de Dieu !... »

La querelle de Philippe le Bel, petit-fils de saint Louis, avec le pape Boniface VIII est connue de tout le monde ; elle donna lieu à la manifestation des principes contradictoires que nous allons voir dans une correspondance qui se ressent fort de cette verdeur de langage que nous avons vue dans la lettre précédente, et qui était évidemment celle de l'époque. Voici ces deux curieuses lettres du Pape et du roi, telles qu'on les trouve dans le *Recueil* de Daunou :

« Boniface, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu,
« à Philippe, roi des Français : crains Dieu et observe
« ses commandements.

« Nous voulons que tu saches que tu nous es soumis au spirituel et au temporel. La collation des bénéfices et des prébendes ne te concerne aucunement ;
« et, si tu es quelquefois chargé de garder ceux qui
« vaquent, tu dois en réserver les fruits aux successeurs
« des titulaires décédés ; et si tu en as conféré, nous
« en déclarons la collation nulle, et nous annulons tout

¹ *Chronique de Mathieu Paris*, t. IV.

« ce qui a pu s'ensuivre. Nous déclarons hérétiques
« ceux qui pensent autrement. »

Philippe répond : « Philippe, par la grâce de Dieu,
« roi des Français, à Boniface, se disant Souverain-
« Pontife, peu ou point de salut !

« Que votre souveraine fatuité sache que, dans les
« choses temporelles, nous ne sommes soumis à per-
« sonne ; que la collation des évêchés et prébendes
« nous appartient par le droit de notre couronne ; que
« nous pouvons nous en attribuer les fruits durant la
« vacance ; que les collations par nous faites, ou à
« faire, ont été, sont et seront à jamais valides, et que
« nous en maintiendrons la possession envers et contre
« tous : ceux qui nient ces maximes, nous les tenons
« pour sots et fous. »

Si les rois de France surent généralement repousser la cupidité de la cour romaine et protéger l'Église nationale de la tyrannie ultramontaine, ils furent noblement appuyés par le patriotisme des parlements. Nous citerons ici quelques arrêts de celui de Paris, qui ne sont pas tous, croyons-nous, généralement connus ; car les *Registres* qui les contiennent ne sont point encore publiés.

Un arrêt du Parlement, de l'année 1385, porte : « Les
« évêques étant également successeurs de saint Pierre
« comme des autres Apôtres, chacun d'eux, dans son
« diocèse, est le vicaire de Jésus-Christ. »

Le 27 août 1386, l'Université, en plaidant, dit :
« Qu'une bulle du Pape ne faisait rien ; car le Pape ne
« pouvait se mêler du temporel en France, et que le roi
« ne le souffrirait point ; que le Parlement ne souffre
« aucune bulle contre l'autorité du roi, ni qu'on dise

« que le Pape est supérieur au roi, et qu'il peut délier
« de l'obéissance les sujets. » (T. XVI, fol. 160 et 220.)

En 1406 (7 janvier), l'on dit dans un plaidoyer, « que
« le Pape n'est pas seigneur, mais sujet de l'Église et
« ministre; qu'il peut errer et n'est pas nécessaire. »
(T. I^{er}, fol. 323.)

En 1406 (7 juin), l'Université, plaidant, soutient
« que la véritable Église n'est pas celle qui est dans les
« habitudes du Pape, mais celle qui est dans les usages
« et la morale de Jésus-Christ. » (T. CXXIV, fol. 323.)

En 1406 (9 juin), l'Université dit « que l'obligation
« d'avoir le nécessaire est plus grande que celle d'avoir
« un Pape!... » (T. CXXIV, fol. 324.)

En 1408, l'Université, plaidant, dit « que le Pape
« ne peut excommunier que pour péché mortel; qu'on
« peut toujours, d'ailleurs, appeler de lui à l'Église,
« qui est corps et lui membre; que le Pape a souvent
« erré... » (T. CXXIV, fol. 388.)

En 1413, défense de porter de l'argent à Rome pour
les bénéfices (t. XLI, fol. 50).

En 1425 (24 janvier), le procureur du roi, en plai-
dant, dit « que la puissance du Pape est limitée par la
« raison, et qu'il n'y a point d'hérésie à dire que le
« Pape peut errer. » (T. CXXVI, fol. 184.)

En 1436 (28 juin), Rome ayant voulu contraindre le
parlement, par excommunication, à révoquer des arrêts,
le parlement s'en plaint au roi, et le roi fit un con-
seiller son procureur en cour de Rome (t. XXX, fol. 3;
t. XXII, fol. 298).

En 1437 (19 mars), le roi fait défense aux prélats de
se rendre à Ferrare, où le Pape les avait convoqués pour
un concile.

En 1438, l'assemblée de Bourges déclare « que l'autorité du concile domine le Pape. » (T. CCXXXVII, fol. 240¹.)

En 1464 (10 septembre), ordonnance qui défend de porter de l'argent à Rome pour des grâces expectantes (t. IV, fol. 490).

En 1475 (19 février), l'évêque du Puy ayant dit, en plaidant, « que la puissance du Pape était grande, » le procureur du roi répond que « cette puissance était grande, sans doute, mais point au-dessus de la raison;

La pragmatique de Bourges ne se bornait pas à consacrer l'importante doctrine des conciles de Constance et de Bâle, qui maintenait la supériorité du concile sur le Pape : elle établissait la décennialité des assemblées conciliaires, l'élection des évêques par les chapitres et des abbés par les communautés, sauf le *veto* du Pape pour cause d'indignité ou d'abus. — Elle assurait l'indépendance du clergé national aussi bien que les droits de la couronne, et reproduisait toutes les dispositions contenues dans la pragmatique de saint Louis.

La pragmatique de Bourges enlevait au Pape la nomination aux bénéfices dont les titulaires mouraient, ou qu'ils résignaient durant leur séjour à Rome. Elle interdisait dans les procès ecclésiastiques les appels en cour de Rome, sauf après avoir passé par tous les degrés de juridiction; et encore, en ce cas, les procès devaient-ils être jugés dans le royaume par des juges délégués du Pape. — Les ecclésiastiques qui vivaient publiquement avec une femme étaient privés d'un quart de leur revenu.

Enfin, la pragmatique proscrivait les annates, coutume par laquelle tout nouveau bénéficiaire payait au Pape une année de son revenu, et restreignait sur tous les points possibles les usurpations avides de la cour romaine. Aussi cette cour ne cessa-t-elle de protester contre la pragmatique de Bourges jusqu'au concordat conclu par elle en 1516, avec François I^{er}, qui stipulait pour le Pape et pour le roi des concessions réciproques, entre autres, la clause bizarre qui attribuait au roi la nomination des évêques, et les annates au Pape!... (Voir, pour d'autres droits de l'Etat et de l'Eglise de France, l'excellent petit recueil de M. Dupin, intitulé : *Manuel du droit ecclésiastique*.)

« que, quand le Pape agissait contre l'Église ou contre le roi, il était dans un état flagrant d'irrégularité. » (T. CLXV, fol. 460, 461.)

En 1477 (17 juillet), l'avocat du roi dit, en plaidant, « que la puissance, en fait de spirituel, avait été donnée à saint Pierre, et en même temps aux autres Apôtres ; mais que tous les Apôtres avaient été soumis au pouvoir et à la juridiction ordinaire. » (T. CLXII, fol. 209.)

En 1494 (29 janvier), l'avocat du roi requiert défense de dire que le Pape puisse faire quelque chose contre les conciles (t. CXXXIV, fol. 243).

En 1498 (26 juillet), l'avocat du roi requiert la cour de n'avoir point égard aux statuts ecclésiastiques contre les droits du roi.

En 1531 (7 mars), l'avocat général dit que « le Pape *non est dominus sed dispensator* ; et que, de plus, son administration doit être conforme à la raison. » (T. CXLV, fol. 263.)

En 1561 (1^{er} septembre), défense d'envoyer à Rome de l'argent pour les pardons.

En 1663, la cour ordonne que la Faculté de théologie apportera au parlement son sentiment touchant l'autorité du Pape (t. LXXXIII, fol. 192).

Ici nous rentrons en pleine histoire. La déclaration de la Faculté de théologie est effectivement présentée au roi, au bout de quelques jours, par l'archevêque de Paris, accompagné d'un grand nombre de docteurs illustres. Elle porte :

« 1^o Que ce n'est point la doctrine de la Faculté que le Pape ait aucune autorité sur le temporel du roi ;
« qu'au contraire, elle a toujours résisté, même à ceux
« qui n'ont voulu lui attribuer qu'une puissance indirecte.

« 2° Que c'est la doctrine de la Faculté que le roi ne reconnaît et n'a d'autre supérieur, au temporel, que Dieu seul; que c'est là son ancienne doctrine, et qu'elle ne s'en départira jamais.

« 3°

« 4° Que la Faculté n'approuve point et qu'elle n'a jamais approuvé aucunes propositions contraires à l'autorité du roi ou aux véritables libertés de l'Église gallicane, et aux canons reçus dans le royaume : par exemple, celui qui veut que le Pape puisse déposer les évêques, contrairement à la disposition de ces mêmes canons.

« 5° Que ce n'est pas la doctrine de la Faculté que le Pape soit au-dessus du concile général.

« 6° Que ce n'est pas la doctrine ou le dogme de la Faculté que le Pape soit infaillible lorsqu'il n'intervient aucun assentiment de l'Église. »

La cupidité de la cour romaine était donc sans cesse refrénée en France; mais elle n'en poursuivait pas moins son système de spoliation organisée aussi souvent que l'occasion s'en présentait, ou que la faiblesse d'un souverain le lui permettait. Cette guerre sourde était permanente de Rome contre l'État, comme on le voit encore par diverses déclarations des rois de France, destinées à protéger leurs droits et leurs sujets.

En 1350, Jean II déclarait « qu'il ne reconnaissait à personne le droit de mettre en interdit aucune partie de son royaume. »

En 1385, Charles VI refusait pareillement à l'autorité ecclésiastique tout droit ou influence sur le pouvoir des princes.

En 1475, Louis XI, bien que fort dévot, protestait

contre toute tentative de la cour de Rome ou de ses émissaires contre les dispositions de l'Église gallicane.

En 1510, à l'occasion de la ligue de Cambrai, Louis XII devant marcher contre le Pape, un concile tenu à Tours, et composé des évêques et docteurs du royaume, déclare que « le roi peut, *en toute sûreté de conscience*, guerroyer contre le Pape pour sa défense et celle de ses alliés; se soustraire à l'obéissance du Pape quant au temporel et, quant aux choses pour lesquelles il est d'usage de recourir au Pape, garder le droit commun ancien et la pragmatique sanction, suivant les décrets du concile de Bâle. » Le concile annulait, par provision, toutes les censures que le Pape pourrait lancer contre le roi lui résistant.

Le concile de Trente, vingt et unième et dernier concile œcuménique (1545-1563), vint fournir à la France une nouvelle occasion de protester solennellement contre les usurpations et les prétentions ultramontaines. Les canons disciplinaires de ce concile n'y furent jamais reçus. Le parlement et les états généraux tenus à Blois en repoussèrent avec énergie l'enregistrement. Enfin, les cardinaux avaient leur part dans la suspicion légitime qu'excitait dans nos aïeux la Papauté; l'entrée du parlement et de la cour des pairs était formellement interdite à ces membres de la cour romaine.

Plus on était pieux en France, plus on était en réserve contre les Papes. Les honnêtes gens, tant dans le clergé que parmi les laïques, savaient que penser de la cour romaine. Ils s'efforçaient d'en voiler les débordements de toute nature, et de faire tourner à bien l'autorité qui s'attachait à cette ombre d'unité catholique; mais ils avaient pour la plupart des Papes un profond et secret

mépris. Depuis Charlemagne, qui avait été la dupe du Vatican, aucun des rois de France ne mit son épée au service d'un Pape, et Charlemagne, encore faut-il bien l'observer, combattait un peu pour son propre compte contre les Lombards, puisqu'il s'appropriâ leur royaume. Les Papes se sont vus fréquemment chassés de Rome, tant par le peuple que par les empereurs; jamais les rois français ne se sont crus obligés de les rétablir dans leur pouvoir. Plusieurs, au contraire, firent marcher leurs troupes contre les Pontifes et leur capitale. Depuis saint Louis, qui menaçait Grégoire IX de son épée au cas où il apprendrait « qu'il pensât mal de Dieu, » nous avons vu Philippe le Bel marcher en armes contre Boniface VIII, Charles VIII contre Alexandre VI, Louis XII contre Jules II, Louis XIV prêt à en faire autant contre Alexandre VII, dont il fait saisir les domaines en lui imposant d'humiliantes conditions, exemple que Louis XV imite ensuite exactement. Au reste, la conduite des rois de France et les circonstances n'étaient point autres que celles des empereurs allemands et espagnols, et tout particulièrement de Charles Quint, qui prenait le titre de *roi très-catholique*, et n'entrait pas moins à Rome les armes à la main.

Enfin, tous les hommes d'État de l'ancienne France restèrent fidèles à l'esprit national. Il n'est pas jusqu'au cardinal de Richelieu qui ne protestât contre les envahissements et la simonie du Pape. Le célèbre ministre entendait que le clergé français fût national et dans l'État, et non point inféodé à Rome. Le Saint-Siège faisant attendre, pour en tirer de l'argent, l'expédition des bulles de plusieurs évêques, le gouvernement français menaçait de se passer de bulles pour l'installation des

évêques, et, provisoirement, défendit tout envoi d'argent à Rome. Au rapport d'Henri Martin, en 1638, l'aigreur entre les cours de France et de Rome en était venue à tel point, qu'on parlait ouvertement de nommer un patriarche national pour le cas où le nouveau Pape ne serait pas plus conciliant¹.

La déclaration du clergé français de 1682, que la participation de Bossuet rendit fameuse, bien qu'elle ne fût que la reproduction amplifiée des quatre articles de l'Église gallicane publiés en 867, vient raviver et fortifier la doctrine nationale. Elle portait :

« 1. Que saint Pierre et ses successeurs, vicaires de
 « Jésus-Christ, et que toute l'Église même, n'ont reçu
 « d'autorité de Dieu que sur les choses spirituelles et
 « qui concernent le salut, et non point sur les choses
 « temporelles et civiles ; Jésus-Christ nous apprenant
 « lui-même *que son royaume n'est pas de ce monde* ; et,
 « en un autre endroit, *qu'il faut rendre à César ce qui*
 « *appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu.*
 « Qu'il faut s'en tenir à ce précepte de saint Paul :
 « *Que toute personne soit soumise aux puissances supé-*
 « *rieures, car il n'y a point de puissance qui ne vienne de*
 « *Dieu ; et c'est lui qui ordonne celles qui sont sur la terre ;*
 « *c'est pourquoi celui qui s'oppose aux puissances résiste*
 « *à l'ordre de Dieu.* En conséquence, nous déclarons
 « que les rois ne sont soumis à aucune puissance ecclé-
 « siastique, par l'ordre de Dieu, dans les choses qui
 « concernent le temporel ; qu'ils ne peuvent être dé-
 « posés directement ni indirectement par l'autorité des
 « chefs de l'Église ; que leurs sujets ne peuvent être

¹ Henri Martin, *Histoire de France*, tome XI.

« exemptés de la soumission et de l'obéissance qu'ils
 « leur doivent, ou dispensés du serment de fidélité; que
 « cette doctrine, nécessaire pour la paix publique, et
 « autant avantageuse à l'Église qu'à l'État, doit être
 « tenue comme conforme à l'Écriture sainte et à la
 « tradition des Pères de l'Église et aux exemples des
 « saints.

« III. Qu'ainsi il faut régler l'usage de l'autorité
 « apostolique par les canons faits par l'esprit de Dieu,
 « et consacrés par le respect général de tout le monde;
 « que les règles, les mœurs et les constitutions, reçues
 « dans le royaume et dans l'Église gallicane, doivent
 « avoir leur force et vertu, et que les usages de nos
 « pères doivent demeurer inébranlables; qu'il est même
 « de la grandeur du Saint-Siège apostolique que les lois
 « et les coutumes établies du consentement de ce Siège
 « et des Églises aient l'autorité qu'elles doivent avoir.

« IV. Que, quoique le Pape ait la principale part
 « dans les questions de foi, et que ses décrets regardent
 « toutes les Églises, et chaque Église en particulier,
 « son jugement n'est pas *irréformable*, si le consentement
 « de l'Église n'intervient¹. »

Cette nouvelle et solennelle déclaration de l'Église gallicane fut présentée par une assemblée de soixante-trois archevêques, évêques ou docteurs, députés à Paris par les diocèses; elle fut confirmée par un édit du roi de la même année. Elle le fut, dans la suite, par un arrêt du conseil d'État, en date du 24 mai 1766.

Le concordat de l'an IX de la République française

¹ L'article 2 contient des réserves en faveur du pouvoir spirituel du Pape, tel qu'il est défini par le saint concile oecuménique de Constance dans les sessions 4 et 6.

profita largement de cette déclaration, en ce qui regardait directement les droits de l'État. Mais, malheureusement, il s'inspira en même temps du concordat de François I^{er}, qui détruisait, par les fondements, les libertés de l'Église nationale, lorsqu'il fallait, au contraire, laisser notre Église se rétablir, non pas dans les funestes privilèges qui avaient motivé ses malheurs, mais dans ses libertés gallicanes, formulées dès le ix^e siècle, et inscrites successivement dans les pragmatiques de saint Louis et de Bourges, dans la déclaration de 1682, et qui avaient reçu la consécration des grands conciles de Constance et de Berne. Le concordat de François I^{er} ! il avait été pour nous, hélas ! ce que fut plus tard le *traité de Vienne*, et la part de nos dépouilles que s'était faite, après de cruels revers, la main funeste de la Papauté. Le clergé français fut mal récompensé, dans le concordat de l'an IX, de son ancien patriotisme, et le clergé secondaire en eut tout particulièrement à souffrir. Ce dernier s'y vit privé des garanties qui l'avaient protégé jusque-là contre l'arbitraire épiscopal ; et il n'a pas fallu d'autre cause pour le disposer à chercher dans l'ultramontanisme un appui qui lui était injustement refusé par les lois de la patrie : grave sujet de méditation pour les hommes qui président, de nos jours, aux destinées de la France, et qui, au rapport de l'abbé de Pradt, fit amèrement regretter à Napoléon I^{er} l'institution d'un concordat qui, en faisant intervenir l'État dans les choses de l'Église, et le Pape dans celles de l'État, enchaînait par les deux bouts la liberté.

Quoi qu'il en soit, Napoléon se montra, plus qu'aucun autre souverain, animé de cette répulsion légitime, qui régna toujours en France, contre le pouvoir temporel

des Papes. Lorsqu'en 1809 il se trouva en présence de ce gouvernement eunuque de Rome, il n'hésita pas plus à le supprimer qu'il n'avait hésité à faire rouvrir les églises que la Terreur avait fermées. Écrivant au prince Eugène, qu'il avait mis gouverneur de l'Italie : « Les
« prêtres, disait Napoléon, ne sont point faits pour gouverner ; qu'ils imitent saint Pierre, saint Paul et les
« saints Apôtres, qui valent bien les Jules, les Boniface, les Léon, les Grégoire ! Jésus-Christ a dit que son
« royaume n'est pas de ce monde ; pourquoi donc le Pape ne veut-il pas rendre à César ce qui est à César ?
« Est-il plus sur la terre que Jésus-Christ ? Mais qu'a
« de commun l'intérêt de la religion avec les prérogatives de la cour de Rome ! Les droits de la tiare ne
« sont autres que prier ; simple prêtre, le Pape n'agira
« que pour Dieu, et ne sera point tenté par le démon
« de la discorde et des vanités terrestres ¹. »

Enfin, Napoléon, plein de confiance dans des principes si conformes aux vérités fondamentales du christianisme, rendit un décret, à la date du 17 mai, qui abolissait le pouvoir temporel et réunissait les États pontificaux à l'Empire. Le rapport qu'il dicta préalablement au duc de Cadore, son ministre des affaires étrangères, était conçu dans un esprit d'ordre public. L'empereur dénonçait hautement la Papauté comme ayant de tout temps troublé les États avec le prétexte du pouvoir divin. Il déclarait que le mélange du spirituel et du temporel était une source incessante de discorde. Enfin, l'empereur entrait dans le cœur même de la question, en disant « que Dieu avait confié à l'Église la croix,

¹ *Mémoires et Correspondance du prince Eugène, par Ducasse.*

« non le sceptre , et que le prêtre n'était pas fait pour
« gouverner, mais pour prier. »

Par cette déclaration franche et irréfutable, Napoléon avait coupé court à toutes les intrigues, et mis le clergé en position forcée de songer à de meilleures choses. Malheureusement, à la suite des désastres de 1815, en haine de la Révolution française et de l'Empire, la papauté fut remise en possession du pouvoir temporel des États romains, et cette restauration prépara l'état de choses et les embarras dont le monde est encore aujourd'hui témoin, et dont souffrent particulièrement le peuple romain et l'Italie.

CHAPITRE II.

LE CHRISTIANISME ET LA SOCIÉTÉ ROMAINE.

Esprit du christianisme. — Modestie et probité des prêtres chrétiens. —
Caractère et affaiblissement de la société antique; elle s'affaïssait faute
d'un nouveau principe d'activité. — Le christianisme lui apportait ce
principe. — Forme fédérative des Églises. — Opinion de Longin et
d'Ammien sur les causes de la décadence. — La sève sociale épuisée
dans la société de l'Empire.

Pour comprendre le rôle que le christianisme venait remplir dans le monde, il ne faut jamais perdre de vue que sa doctrine est toute spirituelle. Cette doctrine avait pour objet spécial la permanente régénération de l'homme, qui, dans ses rapports, par les sens, avec l'élément terrestre, tend continuellement à s'en imprégner et à fixer l'âme dans une région où ne se borne point sa destinée. La morale évangélique n'a pas d'autre but pour ce qui est de l'individu.

Quant au point de vue social et final du christianisme, il se résume dans cet idéal : une famille dont Dieu est le père, une famille animée par l'amour et conservée par la vertu.

L'Evangile a des préceptes pour l'homme et la famille, il n'en a pas pour le gouvernement des empires, et son influence sur la civilisation ne se fait sentir qu'à

la faveur des améliorations que son principe permanent verse dans les individus. C'est en dépouillant, sans altérer sa nature, ce qu'il y a de grossier et de répulsif dans l'homme, qu'il le rend de plus en plus propre à vivre avec ses semblables, et digne de se réunir à Dieu après les épreuves de la vie. Mais pour ce qui est des conditions organiques du gouvernement, la morale chrétienne se récuse dans sa divine sagesse ; elle n'entend pas être le pouvoir expérimental et parfois violent qui ébranle la terre, mais la lumière qui l'éclaire et la féconde de son ciel.

C'est dans ce détachement absolu, et par ce dédain des choses qui flattent le plus l'ambition ; c'est dans ce parfait caractère de moralité qu'on découvre la raison d'être et de rapide propagation du christianisme, à l'époque où il parut au sein de l'empire romain, qui était alors l'empire universel.

L'Empire n'avait pas assurément tous les défauts que des ennemis systématiques de l'antiquité lui ont prêtés. Il ne manquait, dans l'ensemble de sa constitution, d'aucune des conditions nécessaires au pouvoir politique ; il possédait les lois les plus parfaites, une administration modèle et une haute prospérité.

L'agriculture, l'industrie, le commerce, les lettres, les arts, la philosophie, les sciences présentaient dans son sein un ensemble d'éléments sociaux que le culte religieux contribuait encore à rendre plus imposant. On a vanté le siècle d'Auguste pour la magnificence et les lumières. Ceux de Titus, de Marc-Aurel et des Antonin, princes vertueux, marquèrent pour les nations l'époque la plus fortunée qu'ait enregistrée l'histoire. Jamais l'unité organique n'était parvenue à un degré de réali-

sation aussi élevé, et le monde entier, au comble de la paix, semblait avoir atteint à l'apogée de ses destinées.

Et cependant il manquait au monde quelque chose d'essentiel. Tant de prospérités cachaient, sous leur éclat, bien des misères morales. Le calme donné à l'Empire par la soumission de toutes les nations connues, en supprimant le but de son activité, laissait peser sur lui une fatigante oisiveté. Les esprits cherchaient vainement une issue nouvelle au progrès des idées. Dans les classes élevées, beaucoup d'hommes croyaient à tout et à rien, et le scepticisme allait aussi souvent se réfugier dans les jardins voluptueux d'Épicure que dans les cercles austères de Zénon. On ne se gênait pas pour dire en plein forum qu'après la mort il n'y avait plus rien, paroles qui, à vrai dire, étaient vivement relevées par des orateurs pieux et convaincus¹.

¹ On croit trop légèrement que l'antiquité *n'avait pas de religion* ; elle en fit, au contraire, une profonde étude. Voici comment s'exprime Maxime dans une lettre adressée à saint Augustin et rapportée par ce Père de l'Église : « Il n'y a aucun homme instruit, parmi nous, qui ne soit persuadé qu'il n'existe qu'un seul Dieu, qui ne doit sa naissance à aucun autre ; qui n'a jamais commencé et n'aura jamais de fin ; qui est l'auteur tout-puissant de la nature. — Les statues dont nos temples sont remplis et celles qui ornent nos places publiques représentent les divers attributs de l'Être éternel ! Nous lui offrons notre culte sous différents noms, parce que nous ignorons celui qui peut lui convenir en particulier ; et c'est pour mieux l'adorer, que nos hommages s'adressent à tout ce qui porte l'empreinte de sa puissance..... »

Cicéron a dit dans le même sens : « Le Dieu unique qu'adorent plusieurs nations est notre Jupiter, sous différents noms. Il n'y a que la multitude qui voit dans les statues de véritables dieux. Ce qui a rendu nécessaire la multiplication des images, c'est la difficulté de donner une définition à l'Être-Suprême qui les comporte toutes. Le culte, en général, s'adresse au très-grand et très-bon. On lui donne l'épithète qui naît de la cause de l'adoration : *Stator*,

L'esprit humain a besoin d'être soutenu constamment dans sa marche, par la pensée d'un but moral à atteindre. Le but de la société romaine avait été renfermé dans le cercle de la conquête, et l'orgueil de la domination universelle avait constamment été son principal mobile. Un amas énorme de richesses dans la capitale et dans les grands centres les avait satisfaits et mis fin à son énergique tendance, et un profond ennui s'était emparé de toute la société. — Elle languissait, elle

en supposant qu'il a foudroyé l'ennemi; *Depredator*, quand on lui fait hommage de la victoire..... » (Cicéron, *De Nat. Deor.*)

La religion, selon Platon, « est le moyen de jonction entre la morale et les lois humaines, et constitue la base de toute société. » (*Républ.*)

Aristote n'admet pas de justice sans le principe religieux, et c'est bien la même pensée que Cicéron exprime d'une façon très-remarquable lorsqu'il dit : « Supprimez la piété envers les dieux, il n'y a plus de bonne foi, ni de société; toute vertu, toute justice ont disparu. » Cicéron ajoute que les cérémonies du culte exercent d'une manière générale une puissante influence sur les esprits, et qu'il n'en est aucune, jusqu'à celle des aruspices, qui n'ait contribué à la grandeur et particulièrement aux conquêtes de l'empire romain. (*De Nat. Deor.*)

L'antiquité avait aussi sa théologie. Varron lui assigne trois divisions : la fabuleuse, la naturelle et la civile. « La première, » dit-il, « est à l'usage des poètes, qui en ont souvent abusé; la seconde à l'usage des philosophes, qui ne doivent la discuter que dans le sein des écoles; la troisième doit être un objet d'étude pour les citoyens et les prêtres qui s'occupent des formes du culte. Les savants et les hommes d'État doivent faire de toutes ces divisions l'objet de réflexions sérieuses, afin d'en faire découler le perfectionnement de la législation. Il y a des vérités que le vulgaire ne peut atteindre, et des erreurs qu'il faut lui laisser respecter, » (Varro, in *August. Lib. Dei.*)

« Quant à la multiplicité de nos dieux, » dit encore Varron, « elle sert à rendre l'action de la Divinité plus présente dans tous les lieux; à encourager celui qui est disposé à faire le bien, et à inspirer la terreur à ceux qui méditent le crime..... » (Varro, *De Antiq.*)

s'affaissait sur elle-même faute d'un principe nouveau capable d'élargir la base de son édifice et d'en élever le sommet. La littérature était tombée dans des répétitions monotones. Les capitaux accumulés n'avaient pas, dans la production de l'économie générale, une destination comme celle que l'association produit de nos jours, donnant une issue sans bornes à la spéculation des esprits et à l'activité du travail. Les bras, lorsqu'ils déposaient les armes, étaient inoccupés, et leur oisiveté entraînait le dérèglement de l'esprit.

Mais un mal plus actif rongait encore le sein de l'Empire. Tandis que le peuple citoyen se contentait de pain et de spectacles, il y avait une multitude privée de toute participation aux bienfaits de la commune cité; un grand nombre d'esclaves malheureux demandaient vainement leur place au brillant soleil qui éclairait tant de prospérité. Une telle situation était infiniment critique; la société romaine avait besoin, non pas d'être détruite de fond en comble, comme elle l'a malheureusement été, mais de se voir ranimée par une doctrine en opposition avec l'inertie et l'inharmonie de ses éléments. Telle est, indépendamment de la raison traditionnelle et religieuse, la raison historique de la venue du christianisme, et la nécessité où se trouvaient de sa divine morale les sociétés.

Le christianisme généralisait la connaissance d'un Dieu dont jusqu'alors le vulgaire n'avait guère connu que les attributs divisés en cultes divers; d'un Dieu père de tous les hommes, l'assurance de l'immortalité des âmes, la pitié pour les faiblesses et les souffrances, la condamnation des sensualités scandaleuses du siècle, et en particulier de l'oppression des faibles par les forts.

Je suis envoyé du Seigneur pour prêcher l'Évangile aux pauvres, pour guérir ceux qui ont le cœur brisé, pour annoncer aux captifs leur délivrance, aux aveugles le recouvrement de la vue, pour mettre en liberté ceux qui sont brisés par les fers¹ ! Telles étaient les imposantes paroles jetées par le Christ dans la balance où allait être pesée la société de l'époque; le droit chrétien de la morale se levait pour protéger l'homme contre le droit païen de la force.

L'histoire des premiers âges de l'Église nous apprend qu'elle inspirait aux fidèles et particulièrement à ses ministres un entier détachement du monde et des grandeurs temporelles. Disciples d'un maître volontairement pauvre et humilié, qui avait constamment prêché, par ses discours et ses exemples, la fuite des honneurs et des richesses, et érigé en principe le sacrifice, les prêtres étaient généralement ennemis du luxe et de l'éclat. Ils n'estimaient d'autre bien que la vertu et la piété, et mettaient leur perfection à vivre en dehors du bruit du monde. Bien plus, ils regardaient les honneurs et les biens de la terre comme des obstacles à l'indépendance de l'esprit chrétien. Les évêques eux-mêmes vivaient pauvrement ou du moins avec la simplicité ordinaire aux personnes médiocres. Ils distribuaient généralement leurs biens aux pauvres avant d'entrer dans les ordres². Les chrétiens avaient généralement bonne conduite ou se voyaient promptement rappelés à résipiscence dans l'assemblée des fidèles.

La soumission au pouvoir était une de leurs obligations

¹ Saint Luc, ch. iv.

² Tertullien, *de Pallio*. — Saint Cyprien, Épist. I, *ad Donatum*, — et Origène, *contra Celsum*, lib. VIII.

les plus sacrées. Jamais on ne les avait vus mêlés aux éditions et aux révoltes qui avaient si souvent ensanglanté les provinces romaines et menacé le trône impérial. Au milieu des passions qui les entouraient, ils se montraient disposés à régénérer avec charité une société vieillie et mélangée de tous les peuples et de toutes les religions. Rien de plus touchant que les vertus des chrétiens et des évêques durant les trois premiers siècles de l'Eglise. Si, au temps de Tertullien, quelques-uns eurent la hardiesse de prêcher le refus du service militaire et la désertion du drapeau, ce ne furent que des esprits exaltés, qui interprétaient dans un sens absolu le principe chrétien, et ignorant sans doute qu'ils devaient obéissance aux lois de l'État.

A toutes ces vertus qui rendaient le clergé respectable aux yeux des peuples, les évêques et les prêtres joignaient une application constante et exclusive au service de l'Eglise. L'évêque présidait assidûment aux prières publiques et à tous les exercices du culte divin; ses occupations ordinaires, comme celles des autres ministres, étaient l'instruction des fidèles et des catéchumènes, la visite des malades et des pénitents, la réconciliation des ennemis. Ils accordaient tous les différends, car on ne souffrait pas que les chrétiens donnassent le scandale de plaider devant les tribunaux des païens. Les fidèles eux-mêmes préféraient au jugement des magistrats l'arbitrage désintéressé de leurs évêques¹ et le sollicitaient de part et d'autre.

Il naissait de là, comme dit Fleury, ce respect pour le sacerdoce et cet amour filial qui faisaient tout le pouvoir

¹ Thomassin, *Anc. et nouv. discipline.*

des pasteurs, car ils n'avaient, pour se faire obéir, que la voie de la persuasion et des peines spirituelles : ils ne pouvaient user d'aucune contrainte afflictive ¹.

Au milieu de cette société sainte, néanmoins, dès que l'intérêt put devenir un appât pour la cupidité, il se trouva des hommes, et ce furent des chefs, pour abuser du désintéressement des fidèles. Les dons versés avec dévouement par eux comme devant être distribués aux pauvres, ne reçurent pas toujours cette destination. Les évêques se prirent d'amour pour l'ornement de leurs temples, et consacrèrent à cet usage les présents des fidèles; mais de la richesse des temples à celle des ministres il n'y avait qu'un pas à faire. L'abus était d'autant plus facile que beaucoup de chrétiens, entraînés dans l'idée du communisme de Platon, livraient tous leurs biens aux chefs de l'Église sans leur imposer aucune condition.

Outre cette disposition assez fréquente au désintéressement, des quêtes avaient lieu pour l'entretien du culte et le soutien de la société. Ces quêtes produisaient abondamment. Les chrétiens qui ne donnaient pas de l'argent apportaient des offrandes en nature. Par l'effet des oblations volontaires en argent et en denrées ou objets mobiliers, les Églises furent bientôt en position d'acquérir des biens-fonds. Les empereurs, au rapport de Lampride, autorisaient pour l'ordinaire l'acquisition de ces propriétés et les protégeaient contre l'injustice et la violence ². L'histoire de la persécution excitée en Afrique par Maximilien-Hercule peut donner une idée

¹ Fleury, *Mœurs des chrétiens*.

² Lampride, *Vie d'Alexandre Sévère*.

de la richesse des temples chrétiens en cette partie du monde dès cette époque. Les actes de cette persécution, au rapport de Baronius, nous apprennent que Paul, évêque de Cirthe, en Numidie, remit entre les mains des magistrats de cette ville deux calices d'or, six calices d'argent, six burettes, une aiguière, sept lampes de ce dernier métal et plusieurs autres meubles précieux destinés au culte ¹.

L'Église de Rome était une des plus opulentes et en même temps des plus libérales. Longtemps avant Constantin, elle s'était montrée en état de subvenir à l'entretien d'un grand nombre de vierges et de pauvres, et même d'envoyer d'abondants secours aux fidèles des provinces les plus éloignées, jusqu'en Syrie et en Arabie². Elle avait aussi, pour la célébration des cérémonies, des calices d'or et d'argent, relevés en bosses et garnis de diamants. On peut se rappeler que le martyr de saint Laurent eut pour cause la cupidité inspirée par l'appât de semblables trésors.

La société chrétienne grandissait dans toute l'étendue de l'Empire. Vers la fin du II^e siècle, les chrétiens établirent des synodes provinciaux en Grèce et en Asie, qui, au moyen de correspondances régulières, se communiquaient et approuvaient leurs actes respectifs, et l'Église prit bientôt la forme d'une vaste association religieuse. Les évêques commencèrent dès lors à résumer l'importance de la société et à s'efforcer de la faire converger vers l'unité de doctrine. Saint Cyprien écrivit un livre destiné à fonder sur le principe de la confédération la constitution d'une Église universelle,

¹ Baronius, ann. 303.

² Eusèbe, *Hist. ecclés.*

entièrement distincte du pouvoir temporel des princes.

« Les princes et les magistrats, » écrivait-il avec une satisfaction demeurée pure de tout intérêt matériel, « les princes et les magistrats peuvent s'enorgueillir de leurs droits à une domination terrestre et passagère ; l'autorité épiscopale seule a le ministère de Dieu. Les évêques sont les gérants de Jésus-Christ, les successeurs des Apôtres et les substituts mystiques du Grand-Prêtre de la loi mosaïque¹. »

La société chrétienne était composée généralement des pauvres et des travailleurs ; cependant Arnobe assure que, du temps de Dioclétien, des hommes du premier rang et du meilleur goût, des savants, des orateurs, des grammairiens, des rhéteurs, des jurisconsultes, des médecins et des philosophes goûtaient la morale chrétienne. Et, en effet, Denys l'Aréopagite du sénat suprême d'Athènes, avait été converti par saint Paul. Quadratus avait composé une apologie de la religion chrétienne, qu'il présenta lui-même à l'empereur Adrien, vers l'an 130. Flavius Clément, consul, avec Domitien, l'an 147, fut martyr avec sa femme Demitilla. Sergius Paulus, proconsul à Paphos ; Éraste, trésorier de la ville de Corinthe ; Denys, de Corinthe ; Athénagore, philosophe athénien ; enfin Origène, Clément d'Alexandrie, Anatole, qui furent des hommes les plus illustres du III^e siècle, faisaient partie des chrétiens. Il y avait ensuite tout près du christianisme des philosophes éclectiques tels que Ammonius, Longin, Porphyre, Jamblique, Hiéroclès et autres esprits tendant au bien et le cherchant partout où ils croyaient apercevoir une face de la vérité.

¹ Saint Cyprien, de *Unitate Eccles.*

Telle était la puissance de la doctrine évangélique sur les esprits et sa rapide propagation, qu'on entendait dire de tous côtés que les chrétiens formaient une république dans l'Empire. Les persécutions qui survinrent à diverses reprises, au lieu de nuire à la société chrétienne, ne servirent qu'à accroître son influence. Tertullien, dès le commencement du III^e siècle, ne craignait pas de dire, dans son livre contre les Juifs, que « la souveraineté du Christ était plus étendue que ne le furent celles de Nabuchodonosor, d'Alexandre et des Romains eux-mêmes. » La manière dont il s'exprimait à ce sujet, dans son *Apologétique*, est encore plus remarquable et plus affirmative. « Nous ne sommes que d'hier, disait-il aux autorités romaines, et nous remplissons déjà votre Empire, vos villes, vos îles, vos châteaux, vos bourgades, vos camps, vos tribus, vos décuries, vos palais, votre sénat, vos places publiques, et nous ne vous laissons que vos temples. Nous pourrions vous combattre sans révolte, il nous suffirait de nous retirer de votre Empire!... »

Ces foudroyantes paroles d'un écrivain un peu exalté peut-être sont confirmées plus tard par le grave Arnobe¹, et les auteurs païens portent également témoignage de la même vérité en parlant des progrès du christianisme comme d'un état affligeant de décadence pour l'ancien culte. Cette décadence était incontestable ; mais celle de la société romaine l'était également. Le goût du luxe et de la mauvaise littérature, une inactivité voluptueuse avaient rendu les grands indifférents à la chose publique. Beaucoup d'entre eux vivaient loin de

¹ Arnobe, *Adv. gent.*

la ville, employant en plaisirs les richesses accumulées par la conquête. La haute société, enivrée de festins et de parfums, s'affaissait à mesure que le flot du prolétariat chrétien montait. C'est à peine si les dissertations littéraires émouvaient parfois son indifférence. L'Empire, en un mot, se dissolvait par les fondements sous l'action latente du christianisme, et l'on pouvait prévoir le jour où quelque ouragan l'emporterait comme la poussière d'un monument en ruine.

C'est à cet état de choses que le rhéteur Longin, supérieur à cette époque d'indolence, dont il accusait le régime impérial d'être la cause, faisait allusion en disant : « Jamais des âmes comprimées ne connaîtront
« cette véritable grandeur d'âme, si admirée chez les
« anciens, qui vivaient sous le gouvernement républicain. Enchaînées par le prestige qui s'attache à la
« puissance réunie dans un seul homme, les âmes sous
« un gouvernement monarchique se corrompent et deviennent incapables d'élévation! » « La grandeur de Rome, dit un autre auteur du temps, Ammien, avait été fondée sur l'alliance de la vertu à une
« bonne administration, et par des lois qui protégeaient
« la liberté. Mais quand elle eut laissé s'introduire dans
« son sein des Césars et leur eut abandonné le pouvoir,
« le despotisme découragea la vertu et encouragea le
« vice. On vit les nobles se livrer à toutes les extravagances. Ce n'étaient plus que des controverses puériles
« dans le choix de leurs titres ou surnoms destinés à
« faire impression sur le vulgaire. La vaine espérance
« de perpétuer leur mémoire leur fait aujourd'hui multiplier leurs statues et faire ostentation de leurs richesses. Ils calculent leur considération d'après l'élé-

« vation de leurs chars et la magnificence de leurs
 « vêtements. Ils courent ainsi les rues suivis de cin-
 « quante serviteurs, et font battre de verges un esclave
 « pour avoir tardé à leur servir un verre d'eau. Si l'on
 « veut être introduit chez eux, il faut être joueur ou
 « messager de leurs secrets plaisirs. Les citoyens so-
 « bres, savants, modestes obtiennent rarement leur pré-
 « férence. L'objet de leurs plus sérieuses délibérations
 « est l'apprêt d'un repas. L'envie de s'instruire les prend
 « rarement; les bibliothèques de leurs pères sont fer-
 « mées comme des sépulcres où le jour ne pénètre ja-
 « mais. Ils emploient leur argent en théâtres, jeux,
 « danses et musique. La détresse, qui est la suite et la
 « punition d'un luxe extravagant, réduit d'ordinaire nos
 « nobles aux plus honteux expédients. Ils savent em-
 « prunter avec la souplesse d'un esclave de comédie;
 « mais quand le créancier se présente pour réclamer son
 « argent, ils le reçoivent avec les manières tragiques et
 « le ton impérieux d'Hercule, et parviennent assez sou-
 « vent, au moyen de faux témoins, à les faire mettre en
 « prison jusqu'à ce qu'ils aient donné quittance de la
 « dette¹. »

Ce saisissant tableau de la société romaine, dans les premiers temps de l'ère chrétienne, doit-il être attribué exclusivement à sa transition de l'état républicain à la forme monarchique, comme le pensaient les deux éminents auteurs que nous venons de citer? Des auteurs ont cru, et Montesquieu lui-même, qu'un tel changement avait pu affecter profondément son organisme. Ce qu'il y a de certain tout au moins, c'est qu'après l'établissement de

¹ Longin et Ammien, cités par Gibbon.

la monarchie les vertus héroïques de l'ancienne Rome ne se montrèrent plus avec le même éclat. Dès le règne d'Auguste, les esprits, dirigés vers le luxe et les plaisirs comme pour les détourner des affaires publiques, tendirent de jour en jour davantage à la pusillanimité et à la bassesse. Le peuple, par esprit d'opposition à l'aristocratie, lui préféra un maître unique, et ne demanda plus que des spectacles gratuits. La philosophie d'Épiqueure descendit jusque dans les rangs obscurs. Le sénat lui-même, en perdant la suprême puissance, avait perdu de sa dignité. Composé au gré du prince, il en était devenu l'esclave, et la vie sociale était frappée au cœur, ou plutôt secrètement empoisonnée.

Mais nous croyons que lors même que la République eût continué son règne, elle fût arrivée, au bout d'un certain temps, et non plus tard que l'Empire, au terme d'activité dont ses éléments étaient le mobile. Ce qui nous porte à le penser, c'est qu'avant même l'avènement de César, il n'y avait de tranquillité dans le sein de la République qu'à la condition de faire continuellement diversion à l'esprit inquiet du public par la guerre et l'extension des conquêtes. Les lumières morales assignées à cette société dominatrice ne paraissaient pas capables, même après Socrate, Platon, Zénon et Cicéron, de porter dans les esprits une idée de progrès, comme l'idée chrétienne, et d'ouvrir, comme l'Évangile, un but universel et une vue finale sur l'humanité.

Sous le règne des empereurs, il y eut plus de corruption que de despotisme. Plusieurs même d'entre eux portèrent sur le trône d'éclatantes vertus et d'immenses libertés, jointes à une instruction solide et à un patriotisme incontestable. Sous les règnes, en effet, de Nerva,

de Trajan, d'Adrien, de Marc-Aurèle et des deux Antonin, qui se succédèrent comme des modèles de sagesse, un pouvoir absolu gouvernait l'étendue immense de l'Empire, et y répandait tout le bonheur dont les lumières du temps pouvaient suggérer l'idée. Ces empereurs, bien loin de mériter le reproche de despotisme, s'efforçaient de montrer qu'ils chérissaient la liberté, et se glorifiaient de n'être que les dépositaires de la loi. De tels princes auraient assurément rendu au peuple romain la République, s'il n'eût fallu que faire le sacrifice du trône. Mais la forme politique n'y eût rien fait ; la sève de la société romaine était épuisée. Il ne fallait rien moins que la morale chrétienne pour faire un contre-poids au matérialisme qui l'entraînait au néant, et relever, par un nouvel idéal, ses inspirations.

A mesure néanmoins que la société romaine s'affaissait, la société chrétienne prenait plus de consistance et affectait tout le caractère d'une démocratie socialiste, dans laquelle les biens venaient se confondre, par suite du dévouement de chrétiens de tous les rangs. L'idée d'une mutuelle assistance y était portée par des âmes charitables à un désintéressement aveugle. La communauté des biens, qui avait séduit l'imagination de Platon, fut même adoptée pendant quelque temps par la primitive Église ; mais cette tentative fut loin d'avoir un parfait succès.

La nature humaine est ainsi faite que l'ambition et la cupidité y veillent sans cesse, à côté d'une générosité trop confiante, pour en abuser. Les biens mis en commun, en vue principalement du soutien des pauvres, furent de plus en plus absorbés au profit du culte et de l'ornement des temples, et mis par là si près de la main

du clergé, que bien des vocations suspectes se glissèrent dans son sein. Nous voyons dans saint Cyprien que, tant que l'Église fut pauvre et simple, le fonds commun destiné au soutien des pauvres fut administré avec probité par les évêques, et qu'on ne craignait pas qu'ils en abusassent ; mais que lorsque l'Église fut entrée dans le goût du luxe, et déjà de son temps, les évêques, qui étaient les administrateurs de ces biens, furent souvent des intendants infidèles, dissipant les richesses de la société pour satisfaire leurs plaisirs ; que d'autres les faisaient servir à des marchés frauduleux et à des usures exorbitantes¹. Cette allégation est conforme à ce qui est prévu par le vingtième canon du concile d'Elvire.

¹ Saint Cyprien, *de Lepetis*.

CHAPITRE III.

L'ÉGLISE PRIMITIVE ET L'EMPEREUR CONSTANTIN.

Constantin enrichit les églises pour se faire un appui des chrétiens. — Opulence des temples qu'il a fait bâtir. — Les successeurs de Constantin imitent sa politique. — La religion de l'Empire ouvertement combattue par les empereurs. — Accroissement continu des richesses et des prérogatives dans les églises. — Le christianisme combat avec courage le paupérisme. — Tentative de la communauté des biens ; ses déceptions. — Le christianisme et l'Empire commencent à se corrompre mutuellement.

Constantin étant monté sur le trône, une ère nouvelle s'ouvrit au christianisme. Cet empereur accorda aux chrétiens la faculté de se réunir et d'exercer leur culte comme les autres cultes de l'État. Ils purent faire ouvertement les instructions et les cérémonies, qu'ils faisaient pour ainsi dire en secret. De là plus de régularité dans les assemblées de l'Église ; de là, peut-on ajouter, une place dans le droit public de l'Empire. Un tel avantage date des deux premiers édits de Constantin (312-315), par lesquels il ordonne en même temps la restitution aux chrétiens des temples qui avaient pu leur être enlevés durant les persécutions.

Constantin ne s'en tint pas là. Après avoir, pour ainsi dire, déserté le paganisme, où étaient tous ses adversaires, il devait nécessairement en devenir l'ennemi.

Aussi ne tarda-t-il pas, quoique avec prudence, à prendre l'offensive contre sa vieille religion, en raison même des plaintes que lui suscitait dans son sein la protection ouverte dont il couvrait le christianisme.

« Pendant toute la durée de son règne, dit Eusèbe, son historien, il ne cessa de travailler, par des moyens indirects, mais très-efficaces, à la ruine du culte païen¹. Il témoignait à toute occasion sa haute estime pour la religion chrétienne, et le désir qu'il avait de voir ses sujets l'embrasser. Il avait toujours auprès de lui des évêques et des prêtres ; il en composait son conseil et son cortège habituel, les admettait à sa table et dans sa confiance intime. Il choisissait parmi les chrétiens les magistrats et les gouverneurs des provinces, et il défendait à ceux qui étaient encore païens de sacrifier aux dieux. Enfin, quand il eut transporté l'Empire à Constantinople, il bannit absolument de cette ville le culte païen, et n'y laissa aucun temple qui ne fût consacré au culte chrétien. »

Les deux fils et successeurs de Constantin, Constant et Constance, suivirent l'exemple de leur père. Ils minèrent profondément les restes du vieux culte ; ils débâtèrent par publier des édits contre ce que ce culte contenait de pratiques purement superstitieuses, telles que la divination et les réunions nocturnes. Mais ces empereurs et leurs conseillers portèrent les choses jusqu'à l'exagération. On connaît la lutte qui s'établit vers ce temps-là, au sujet de l'autel de la Victoire, tantôt renversé, tantôt relevé selon les circonstances. Comment comprendre qu'une statue de la Victoire fût incompa-

¹ Eusèbe, *Hist. de Const.*

tible, à la rigueur, avec le christianisme, surtout s'il était vrai qu'il ne dût lui-même sa nouvelle prospérité qu'à une victoire dans laquelle la main de Dieu s'était montrée, par un prodige, favorable à la cause de Constantin? La Victoire était une fausse divinité, disaient les chrétiens; mais l'Intolérance n'est-elle pas aussi une fausse divinité? Et l'intolérance ne perçait-elle pas à cette occasion dans l'Eglise, à mesure qu'elle se trouvait plus rapprochée du pouvoir et en possession de la liberté?

L'entraînement fut partagé par la plupart des successeurs de Constantin, et il alla si loin qu'il faillit amener une réaction du paganisme. L'empereur Julien entreprit de rétablir l'équilibre dans la liberté des cultes et de favoriser la philosophie rationnelle. Il appartenait à l'école de Zénon et en pratiquait toutes les vertus. Esprit supérieur à son siècle, probité franche et intelligence parfaite, il était effrayé de la décomposition qui menaçait l'Empire par le mélange insinuant du christianisme aux choses les plus positives de la politique et de l'administration. Pendant un règne de très-courte durée il affranchit le trône de la pression souvent humiliante des évêques, les renvoya de son palais ainsi que les eunuques et les courtisanes, et s'efforça de maintenir une stricte égalité entre les religions. La haine et les malédictions dont cet empereur a été chargé dans l'histoire de l'Eglise attestent assez de quelle âpreté s'était déjà empreint le christianisme au contact des richesses et du pouvoir politique; et de nos jours encore les ecclésiastiques ont conservé l'habitude, aussi peu réfléchie que peu charitable, de désigner par l'apostrophe d'*apostat* cet homme qui méconnut peut-être quelques unes des vérités que renfermait le christia-

nisme, mais qui fut cependant un des plus nobles caractères de l'antiquité.

Gratien, Valentinien et Théodose apportèrent surtout une grande constance et une grande fermeté à seconder le mouvement chrétien. Ce fut vainement que, sous le règne de ces princes, le sénat romain éleva des réclamations en faveur de la liberté de l'ancienne religion. Une démarche très-active et très-solennelle qu'il fit en 388 auprès de Théodose par l'organe de Symmaque, sénateur des plus illustres, fut sans effet. Le culte païen était encore toléré par prudence ; mais rien n'était négligé à la cour de Constantinople pour le saper jusque dans ses derniers fondements. Une lettre de saint Ambroise à Valentinien nous donne l'idée de l'active vigilance avec laquelle les évêques tenaient en haleine le dévouement des empereurs. « Le zèle que les païens déploient pour leur fausse religion, dit-il à ce prince, vous apprend celui que vous devez avoir pour la véritable foi. Ce n'est pas faire injure à un homme que de lui préférer Dieu!..... »

Le zèle est contagieux, et il est rare que le meilleur ne conduise pas à des excès. Il était réservé à l'empereur Théodose de porter les derniers coups à l'antique religion de l'Empire. La douzième année de son règne (391) il défendit à tous ses sujets de faire des sacrifices dans les temples, même d'y entrer. Les transgresseurs de cet édit, sans en excepter les magistrats et les gouverneurs de provinces, étaient condamnés à une amende de quinze livres d'or. L'année suivante, une autre loi impériale défendit l'immolation des victimes, *sous peine de mort*. C'était faire revivre les plus anciennes lois de la république romaine et de la Grèce qui punissaient

l'impiété du dernier supplice et des châtiments les plus cruels. Théodose poussa la violence jusqu'à courir les rues traînant, attachées à son char, des statues représentant quelques divinités.

L'exécution des édits souffrit peu de difficultés en Orient, où le paganisme ne comptait plus que quelques partisans dans les hautes régions de la société. Il n'en fut pas de même en Italie et surtout à Rome où la généralité des sénateurs attachés à la religion de leurs pères redoublaient de zèle pour la maintenir. Théodose, pour ce motif, crut devoir fermer les yeux sur la non-exécution de ses ordres en Occident. Mais il fit venir auprès de lui tous les sénateurs encore attachés au culte de la patrie, et les pressa vivement d'abandonner leur croyance. Pas un seul ne voulut se rendre aux exhortations de l'empereur; tous répondirent qu'ils ne pouvaient renoncer à des cérémonies avec lesquelles Rome était devenue la maîtresse du monde, et se rendre par faiblesse complices de la ruine de l'Empire. Alors Théodose leur déclara que le trésor public était trop chargé pour pourvoir aux dépenses du culte païen, et que cet argent serait mieux employé à la solde de ses troupes. Les sénateurs eurent beau observer que les cérémonies ne pouvaient se faire légitimement et selon l'ordre, si la dépense n'était pas supportée par l'État; ils ne purent rien obtenir. Ainsi les cérémonies de l'ancien culte cessèrent; on chassa les prêtres et les prêtresses et tous les temples se virent abandonnés. L'historien Zozime, qui donne ces détails, déplore cet événement comme la véritable cause de la ruine de l'Empire. Cela était surtout une vérité si l'on observe qu'en même temps que tant de rigueur était déployée par le gouver-

nement contre l'ancien culte. Les œuvres d'art, de science, de législation et de littérature étaient dénoncées, dans les prédications des théologiens, comme des œuvres inspirées par le démon. Les belles statues et peintures qui ornaient les temples, les palais, les places publiques, et dont quelques-unes ont été rendues à l'admiration de la postérité depuis la Renaissance, étaient montrées au peuple, non-seulement comme étant des représentations de fausses divinités, mais ces divinités elles-mêmes. On faisait croire à une multitude fanatique que les anciens adoraient en réalité ces choses-là et commettaient, par conséquent, l'idolâtrie. Les livres de l'antiquité n'étaient recherchés que pour être anéantis sans distinction. La haine des chrétiens contre le paganisme, c'est-à-dire contre l'ancienne société, était montée et maintenue par leurs chefs à un tel point de fanatisme, qu'il semblait que le christianisme ne pût exister que sur des ruines. Erreur funeste! car le christianisme n'était pas venu pour rien détruire, mais pour compléter toute chose par sa divine morale.

L'accroissement des richesses de l'Église avait suivi cette progression des faveurs impériales et de l'appui donné au christianisme. Dès que Constantin fut arrivé au trône, les libéralités de ce prince, pour attacher le clergé à son parti, furent sans bornes. On ne peut lire sans étonnement les détails transmis à ce sujet par les auteurs de ce temps-là, et particulièrement par Eusèbe, le plus ancien d'entre eux et le mieux en position de connaître les faits qu'il rapporte. Dans toutes les parties de l'Empire, mais principalement à Rome, à Constantinople, à Jérusalem et dans tous les lieux saints de la Palestine, il fit bâtir des temples magnifiques et leur

assigna des revenus considérables ; n'épargnant rien soit pour la beauté des édifices, soit pour la richesse des ornements sacerdotaux et des vases sacrés, soit pour l'entretien du clergé. On assure que Constantin, après avoir élevé à ses frais la basilique Constantinienne, l'enrichit avec une magnificence que l'on aurait peine à croire, si l'on ne savait que ce prince avait un intérêt capital à captiver les chrétiens devenus son principal appui après le triomphe remporté par lui sur son compétiteur Maxence, et si les empereurs d'alors n'avaient pas eu en leur pouvoir les trésors du monde entier. La liste de ces ornements, dressée par Anastase le bibliothécaire, prouve à la fois le mauvais goût de cet empereur ignorant, et l'aveugle cupidité avec laquelle de tels présents étaient acceptés déjà par les ministres qui avaient hérité du modeste apostolat, et à qui se trouvait confiée la précieuse doctrine d'un désintéressement absolu.

Cette liste se compose de vingt-neuf articles principaux, et nous la reproduisons pour donner une idée de la voie de matérialisme et de corruption dans laquelle l'Église était entrée dès l'époque de son association à l'Empire, en attendant que l'Église elle-même, par son alliance intime avec lui, le conduisit par une corruption réciproque aux dernières limites de son existence.

On voyait dans la basilique Constantinienne :

1^o Un baldaquin d'argent sur lequel étaient montées une statue du Christ assis dans un siège, haute de cinq pieds et pesant cent livres ; celles des douze Apôtres avec des couronnes sur la tête, en argent très-pur, chacune de cinq pieds et pesant quatre-vingt-dix livres. — Par derrière, on voyait une autre statue du Sauveur, assis

sur un trône, et regardant l'abside, haute de cinq pieds aussi et pesant cent quarante livres. Auprès d'elle, quatre anges, également d'argent, pesant chacun cent cinquante livres. — Le baldaquin entier pesait deux mille vingt-cinq livres ;

2° Un lustre d'or très-pur, orné de quinze dauphins et pesant vingt-cinq livres avec la chaîne qui le tenait suspendu sous le baldaquin ;

3° Quatre candélabres en forme de couronne, d'or très-pur, ornés de vingt dauphins, pesant quinze livres chacun ;

4° La voûte de la basilique dorée dans toute sa longueur ;

5° Sept autels d'argent, pesant chacun deux cent livres ;

6° Sept patènes d'or de trente livres chacune ;

7° Seize patènes d'argent de seize livres chacune ;

8° Sept coupes d'or pur de dix livres chacune ;

9° Une autre coupe de métal parsemée d'or, ornée de corail, d'émeraudes et d'hyacinthes, pesant vingt livres trois onces ;

10° Deux vases sacrés d'or très-pur, de cinquante livres chacun, et contenant chacun trois médimnes ;

11° Vingt coupes d'argent de quinze livres chacune ;

12° Vingt autres vases sacrés, en argent, pesant chacun dix livres et contenant chacun un médimne ;

13° Quarante calices d'or très-pur, d'une livre chacun ;

14° Cinquante calices d'argent de deux livres chacun ;

15° Un lustre ou candélabre, d'or très-précieux, placé devant l'autel, orné de quatre-vingts dauphins, et pesant trente livres ;

16° Un lustre ou candélabre d'argent, orné de vingt dauphins, pesant cinquante livres ;

17° Quarante-cinq lustres ou candélabres d'argent, placés dans la nef, pesant chacun trente livres ;

18° Du côté droit de la basilique, quarante lustres ou candélabres d'argent de vingt livres chacun ;

19° Du côté gauche de la basilique, vingt cinq lustres ou candélabres d'argent, de vingt livres chacun ;

20° Cinquante autres lustres ou candélabres d'argent, placés dans la nef, du poids de vingt livres chacun ;

21° Trois urnes d'argent très-pur, pesant chacune trois cent livres et contenant chacune dix médimnes ;

22° Deux encensoirs d'or très-pur, pesant trente livres ;

23° Le baptistère contenait, comme principaux ornements, une cuve de porphyre recouverte en dehors et en dedans d'une lame d'argent très-pur du poids de trois mille huit livres ;

24° Au milieu de la cuve, une colonne de porphyre portant une lame d'or très-pur, du poids de cinquante livres ;

25° Sur le bord de la cuve, un agneau d'or très-pur, versant de l'eau, et pesant trente livres ;

26° A droite de l'agneau, une statue du Sauveur, en argent très-pur, haute de cinq pieds, pesant cent soixante-dix livres ;

27° A gauche de l'agneau, une statue de saint Jean-Baptiste, en argent, tenant une inscription ainsi conçue : *Voici l'agneau de Dieu qui efface les péchés du monde.* Cette statue, haute de cinq pieds, pesait cent livres ;

28° Sept cerfs d'argent versant de l'eau, et pesant chacun quatre-vingts livres ;

29^e Enfin un encensoir d'or très-pur, de dix livres, orné de quarante-deux pierres précieuses ¹.

En réunissant tous les ornements d'or et d'argent dont Anastase fait ici l'énumération, on voit qu'ils montaient à six cent quatre-vingt-cinq livres d'or, et à douze mille neuf cent quarante-trois livres d'argent; ce qui revient, indépendamment du prix de l'art, dont il n'est pas fait mention, à plus de 1,700,000 francs de notre monnaie.

Constantin assura de plus à la basilique portant son nom des revenus considérables en biens-fonds, situés à Rome ou dans les environs, et même dans les provinces éloignées. Tous ces bienfaits dont Anastase donne aussi l'énumération, procuraient à la basilique un revenu de 14,000 écus d'or, c'est-à-dire environ 234,000 francs. L'empereur y ajoutait une allocation annuelle de cent cinquante livres d'aromates pour le service divin.

Constantin fit encore des dons considérables à plusieurs églises de Rome qu'il avait bâties ou restaurées, principalement à celle de Saint-Pierre et Saint-Paul. Il ne montra pas moins de magnificence envers une autre église de Rome bâtie par saint Sylvestre, et envers celles qu'il avait fait élever lui-même à Ostie, à Albano, à Capoue et à Naples. Tous les ornements d'or et d'argent donnés à ces dernières églises étaient évalués aux deux tiers environ de la somme employée aux ornements de la basilique Constantinienne. L'empereur assigna aussi à ces diverses églises des biens-fonds considérables, situés soit à Rome, soit dans les provinces

¹ Anastase, *Vies des Papes*.

de l'Italie, soit même en Asie et en Afrique, et jusque sur les bords de l'Euphrate.

On est frappé d'étonnement à l'aspect des détails de tant d'opulence, et l'on peut douter que ces ornements eussent tous la même origine, et appartenissent tous à la même époque ou même à l'ère chrétienne. Mais ce qu'on ne saurait mettre en doute, c'est tout au moins les dons en biens-fonds faits par Constantin aux églises, et dont les historiens ont pris note avec des circonstances qui mettent hors de doute leur rapport.

Ce sera probablement cette libéralité inouïe du premier empereur chrétien, comme le dit le président Hénault, qui donna lieu plus tard à la supposition du fameux titre appelé *Donation de Constantin à Sylvestre*, portant cession à cet évêque de Rome des droits impériaux sur l'Occident; pièce curieuse, supposée, dont nous parlerons plus tard.

Constantin ne se contenta pas d'enrichir les églises. En l'an 321, il leur permit d'acquérir des biens-fonds, et aux particuliers de leur faire des legs. Dès lors, disent les historiens, beaucoup d'ecclésiastiques ne s'occupaient plus que d'envahir les successions des mourants et de recueillir des richesses. Ce fut au point que la tranquillité publique en fut troublée, et qu'un grand nombre de familles riches se trouvèrent, par suite de captations, réduites à la dernière des misères. Des réclamations, pour mieux dire des lamentations, se faisaient entendre dans tout l'Empire.

Constantin, dans l'ardeur et le besoin où il se trouvait d'attacher à sa cause le clergé et par lui les chrétiens, n'avait mis aucune modération à ses libéralités. Fils

d'un anbergiste, en Dardanie, et le plus ignorant des empereurs qu'eût vus jusqu'alors le trône romain, il n'avait pour se guider en cette circonstance ni les lumières de la raison, ni celle de l'Évangile. C'était un valeureux soldat d'une ambition excessive. La bataille de Turin lui avait ouvert les portes de Rome; mais celle qu'il livra près de cette ville, à *Saxa-Rubra*, est devenue plus célèbre par l'apparition (qu'Eusèbe avait oublié de mentionner dans son histoire, et qu'il a racontée vingt-six ans plus tard dans un opuscule spécial) d'un signe céleste en forme de croix, avec cette inscription : *In hoc signo vinces!* Les chefs des chrétiens recherchèrent naturellement l'appui et la protection de ce prince. Lactance fut le premier à prendre sur lui quelque influence; il venait d'écrire son ouvrage : *Divinarum institutionum*; il le lui dédia. Il s'introduisit même si avant dans sa confiance qu'il était parvenu, de concert avec Eusèbe, à lui faire réciter devant le peuple des sermons qu'il débitait avec force, sur les vérités chrétiennes, et dans lesquels il ne faisait pas difficulté, une fois en verve, de mêler au nom de Jésus-Christ les noms d'Apollon, de Jupiter et de la sibylle d'Erithrée. L'opinion était parmi le peuple, que Constantin avait eu le bonheur de contempler en face la majesté divine, et qu'un règne long et glorieux lui avait été promis. Eusèbe allait jusqu'à publier que Constantin avait été élevé au trône par Dieu lui-même, et les chrétiens marchaient sous les ordres de cet empereur avec la conviction d'être toujours victorieux. Cependant on assure que plus on s'efforçait de le faire entrer sérieusement dans l'intelligence du christianisme, moins il en pratiquait la morale. On le vit, dans la même année, convoquer le concile de Nicée, et

ordonner le meurtre de son fils¹. Sa vanité et un peu de duplicité, sans doute, le retinrent longtemps encore un pied dans le paganisme. Il existe des médailles qui le montrent à l'âge de quarante ans, représenté sous la forme d'Apollon, dieu de la lumière et de la poésie². Ce ne fut qu'après cet âge qu'il se fit représenter dans une posture humble et suppliante et qu'il cessa d'offrir ses vœux à Jupiter Capitolin.

L'accumulation des richesses chez les chrétiens produisit les plus funestes effets. Les charges de l'Église furent envahies par un grand nombre d'hommes ardents à se les disputer. A Rome, par exemple, où le préfet Juventius, lieutenant de l'empereur, s'efforçait de faire régner le bonheur et la paix, la tranquillité de son gouvernement fut troublée plusieurs fois par des séditions sanglantes ayant pour mobile l'intérêt. L'ardeur avec laquelle Damas et Ursin se disputaient le siège épiscopal surpassait la mesure de l'ambition humaine. Ils s'attaquaient avec une fureur extrême dans les rues de la ville, à la tête de leurs partisans. Ce fut au point que le préfet, ne pouvant ni apaiser ni réprimer la guerre civile dans laquelle ces furieux plongeaient la cité, fut contraint de se réfugier dans un faubourg. Après un de ces combats opiniâtres dans lequel la faction de Damas obtint une victoire complète, on trouva cent trente-sept cadavres dans la basilique de Sicinius, aujourd'hui Sainte-Marie-Majeure, où les chrétiens tenaient leurs assemblées religieuses. Ammien, qui raconte ces faits avec une grande simplicité, ajoute :

¹ Gibbon, *Histoire de la décadence de l'empire romain*.

² Ducange et Bandieri, *les Médailles*.

« Je ne suis pas surpris qu'une charge si précieuse en-
 « flamme le désir des hommes ambitieux et produise les
 « débats les plus violents. Le candidat qui réussit est
 « assuré d'être enrichi par la libéralité des matrones ;
 « il sait qu'après avoir orné sa personne d'une parure
 « élégante, il pourra parcourir les rues de Rome dans
 « son char, et que la table des empereurs n'égale pas
 « la sienne en délicatesse et en profusion. Combien ils
 « feraient mieux, ajoute l'honnête païen, s'ils imitaient
 « la sobriété et la modestie d'autres évêques de la pro-
 « vince, dont plusieurs rendent leurs vertus agréa-
 « bles¹. »

Cette peinture est d'ailleurs modérée en compari-
 son de celle que saint Grégoire de Nazianze fait du luxe
 des prélats des villes impériales : « Leurs chars dorés,
 « leurs chevaux fougueux, leur suite nombreuse, la foule
 « s'écartant devant eux, comme elle aurait pu le faire
 « devant des bêtes féroces² ! » Aussi appelait-on les
 sectaires de Damas du nom de *Auriscalpices matronarum*,
 cure-oreille des femmes. Le préfet Prétextatus, pressé
 par cet évêque de se faire chrétien, lui fit cette réponse :
 « Je le veux bien si l'on m'accorde l'évêché de Rome ! »
 De tels abus résultant de cette invasion des richesses
 dans les églises, furent cause que cinquante ans après
 les édits rendus par Constantin, l'empereur Valentinien
 le Vieux se vit obligé, pour satisfaire aux vœux de la
 chrétienté, de défendre sévèrement aux prêtres et aux
 moines de recevoir soit par testament, soit par dona-
 tion, aucun bien-fonds ou mobilier des veuves, des

¹ Amm., 27.

² Grég., *Orat.* 32.

vierges, ou de quelque autre femme que ce fût. La prévoyance de ce prince interdisait de plus aux ecclésiastiques toute espèce de rapport avec ce sexe « dont ils n'avaient que trop abusé jusque-là. » Saint Jérôme et saint Ambroise s'élevaient avec véhémence contre la licence scandaleuse à laquelle ils se livraient. Le premier de ces Pères s'écriait avec l'accent de la douleur :

« C'est la rougeur au front que je le dis ; les prêtres
 « idolâtres ne sont pas compris dans la loi qui nous
 « défend de recueillir des héritages. Je ne me plains
 « pas de la loi, je me plains de ce que les chrétiens
 « ont mérité cette honteuse distinction '..... »

Cependant la prudence de l'empereur Valentinien ne fut pas imitée par ses successeurs. Marcien et Théodose le Jeune, circonvenus par les évêques, donnèrent un libre cours aux dispositions faites en faveur des établissements religieux de toute sorte ; la piété des chrétiens, secondée par les exemples et les édits impériaux, augmenta de jour en jour les richesses du clergé, dans toutes les parties de l'Empire. Quoique l'Église n'eût fait, avant le sixième siècle, aucun précepte formel pour obliger les fidèles à payer au clergé la dîme et les prémices de leurs biens, beaucoup d'entre eux continuaient, par esprit de dévotion, à présenter ces sortes d'offrandes qui étaient en usage durant les premiers temps de la société chrétienne, par une imitation juive. Quelques docteurs de l'Église et des mieux intentionnés, tels que saint Jérôme et saint Augustin, professaient des opinions voisines du communisme, encourageaient les donations de toutes sortes aux églises, et confondaient constam-

' Hierom., *ad Nepotian.*

ment leur intérêt avec celui des pauvres, malgré l'expérience des abus qui se montraient au grand jour. Un grand nombre de personnes riches et de la première qualité, renonçaient à leur patrimoine en faveur des églises ou des monastères, et entraînaient elles-mêmes dans la cléricature. D'autres se dépouillaient seulement en partie, pendant leur vie, et faisaient leur testament en faveur des établissements religieux. Des évêques et d'autres ministres sacrés se faisaient un devoir de disposer ainsi, non-seulement des biens qu'ils avaient pu acquérir au service de l'Église, mais de leur patrimoine lorsqu'ils n'avaient pas de proches parents¹. C'est ainsi que saint Ambroise, lors de son élection au siège de Milan, prit la résolution de se dépouiller de tout pour suivre le précepte de Jésus-Christ et imiter sa pauvreté. Il distribua tout son argent aux pauvres, et ses biens-fonds à l'Église, en réservant seulement l'usufruit de ces biens à sa sœur Marceline. Saint Grégoire de Nazianze, saint Cyrille d'Alexandrie donnèrent le même exemple au clergé de leur temps. L'entraînement était général dans cette direction qui semblait devoir aboutir à convertir tous les biens particuliers en patrimoine de l'humanité. Songe des belles âmes, une disposition pareille, sans autres conditions qu'une sentimentale confiance, ne pouvait aboutir, comme on l'a déjà vu et comme il deviendra plus évident par la suite, qu'à l'enrichissement et à la corruption du ministère évangélique!

L'accroissement des richesses du clergé se faisait surtout remarquer dans les églises patriarchales. Saint

¹ Thomassin, *Nouv. et anc. discipl.*

Jérôme rapporte que de son temps celle de Jérusalem en regorgeait, par suite des offrandes apportées par les pèlerins qui s'y rendaient de toutes les parties du monde. Celle d'Alexandrie devait être opulente aussi, dès le iv^e siècle, puisqu'elle perdit en un seul jour treize vaisseaux de transport, chargés chacun de dix mille boisseaux de blé.

De si grandes richesses, fruit de la libéralité des princes et des particuliers, firent que les Églises eurent comme eux des biens appelés patrimoines, selon l'expression du temps. Il y eut en Italie seulement les patrimoines des églises de Rome, de Ravenne, de Milan, de Rimini et plusieurs autres. Celles qui avaient l'avantage d'être placées dans de grandes cités comme Rome, Ravenne et Milan, villes impériales remplies de personnages opulents et illustres, de sénateurs et autres officiers considérables des empereurs, eurent des patrimoines proportionnés à de telles positions et en acquirent même dans les contrées éloignées. Rome, ancienne capitale de l'empire du monde, et pour cela même très-influente, dépassait de beaucoup les autres en opulence. Les successeurs de Constantin, toujours attentifs à conserver dans cette ville leur influence comme leur empire, imitèrent sa munificence envers elle, et élevèrent systématiquement son Église à la splendeur qui lui a servi plus tard à surpasser toutes les autres en influence et en autorité. « Toutes les vies des Papes, dit Fleury, depuis saint Sylvestre et le commencement du iv^e siècle, jusqu'à la fin du ix^e, sont pleines de présents faits aux églises de Rome par les empereurs et les grands; et ces présents ne sont pas seulement des vases d'or et d'argent, mais des maisons dans Rome, et des domaines

dans la campagne et dans tout l'Empire¹. Les évêques, afin d'inspirer un plus grand respect pour ces patrimoines, leur donnaient des noms de saints. C'est ainsi que celui de Rome reçut le nom de Saint-Pierre, celui de Milan le nom de Saint-Ambroise, celui de Ravenne le nom de Saint-Apollinaire, celui de Naples de Saint-Asprenus, etc., etc. On voit par les lettres de saint Grégoire le Grand, que de son temps déjà, l'Église romaine avait des patrimoines considérables, non-seulement en plusieurs endroits de l'Italie, mais encore en Dalmatie, en Sicile, en Sardaigne, en Corse, en Espagne, dans les Gaules, en Afrique et dans plusieurs autres provinces. Nous voyons aussi que le saint évêque charge un prêtre nommé Candide du soin d'en régir un en France, et qu'il le recommande à la reine Brunehilde et au roi Childebert, son fils, en les priant de lui accorder leur protection. Parmi ces patrimoines les uns étaient de simples domaines dont l'Église tirait les revenus; d'autres étaient de véritables seigneuries qui embrassaient quelquefois des villes et des provinces entières et dans lesquelles, au rapport de Thomassin, l'évêque de Rome exerçait par le moyen de ses officiers tous les droits seigneuriaux².

Le nombre de ces patrimoines s'accrut de beaucoup dans la suite par les donations successives de plusieurs princes et des empereurs eux-mêmes, ainsi que nous le verrons.

Les auteurs cependant sont unanimes à reconnaître que ce nom de patrimoine équivalait uniquement à celui

¹ Fleury, *Hist. ecclés.*

² Thomassin, *Anc. et nouv. discipl.*

de propriété, et n'impliquait aucune juridiction civile ou politique. Au contraire, les princes sur les royaumes desquels ils se trouvaient situés exerçaient à leur égard les mêmes droits qu'à l'égard des particuliers. Quelques gérants de ces patrimoines ayant voulu se soustraire à la juridiction séculière, les princes s'opposèrent à une semblable nouveauté dans leurs États; et saint Grégoire, usant de justice et de prudence, défendit lui-même cet abus. Les possessions de l'Église payaient l'impôt aux princes comme tout autre, ainsi que l'atteste du reste le canon *Si tribulam* rapporté par saint Ambroise¹. L'édit de l'empereur Constantin Pogonat, par lequel, en l'an 681, il accorde à l'Église de Rome l'exemption des tributs qu'elle lui payait en Sicile, en est une nouvelle preuve. Nous voyons aussi que Constantin Rinothmée, son successeur, donna une semblable exemption pour le patrimoine de Lucanie.

Les domaines de l'Église une fois répandus et les couvents fondés en grand nombre, les miracles opérés par les moines se multiplièrent en tous lieux, comme on peut le voir encore dans les dialogues de saint Grégoire; et dès lors il ne fut plus difficile aux ecclésiastiques de tous les ordres, même aux moines qui tous faisaient vœu de pauvreté, de s'enrichir. Les chrétiens venaient en foule échanger ce qu'ils avaient de plus précieux contre les douces espérances de la religion. Les prêtres commencèrent à se préposer à la délivrance des âmes du purgatoire, et à disposer eux-mêmes pour ceux qui mouraient sans tester². Enfin dans le vi^e siècle,

¹ Can. 11.

² Bodin, *de Rep.*, lib. V, ch. n. — Mornac, *de Sacr. sanct. Eccl.*, lib. I.

les dîmes furent établies, et de volontaires qu'elles étaient d'abord, comme nous l'avons vu, elles furent rendues obligatoires par des décrétales. C'est ainsi que l'Église avait accumulé, avec le temps et par un progrès continu, des ornements pour ses temples d'abord, puis des dons pécuniaires et des biens-fonds immenses, en attendant que de plus hautes ambitions, celle du pouvoir judiciaire, et successivement celle du pouvoir politique, vinssent s'emparer de ses chefs, et porter la perturbation dans les sociétés et les empires.

Ce serait une erreur de croire, cependant, que l'entraînement des fidèles à favoriser de tels abus ne fut, dans l'origine et longtemps après, qu'une mode ou un abandon superstitieux. Il y avait au fond de ces dispositions un pieux sentiment de charité, non-seulement de la part des fidèles en général, mais aussi d'un grand nombre de leurs chefs. C'est en cela particulièrement que le christianisme se montrait supérieur à la religion à laquelle il succédait. Le paganisme, non point qu'il faille admettre les exagérations de ses ennemis qui veulent qu'il ait méconnu tous les droits de l'humanité, n'avait guère connu cependant un certain sentiment de charité universelle et d'amour qui faisait le caractère essentiel du christianisme. L'antiquité mit plus de dévouement à la patrie qu'à l'humanité, et ce fait suffit pour constater un degré relatif d'infériorité. Parmi tant de sentiments sublimes, en effet, dont la civilisation gréco-romaine est restée l'inimitable modèle, on n'aperçoit pas l'idée de ce que nous entendons par la fraternité des hommes et des nations. On vit souvent l'État se préoccuper des misères du peuple, à des époques de calamité publique, et le faire avec intelligence; mais les

misères et les infirmités personnelles, les misères morales en particulier, ne s'y montrent pas comme ayant excité à un si haut degré la sympathie des cœurs que dans le christianisme. Il y eut des établissements publics tels que bains, théâtres, greniers ouverts au peuple pauvre; mais on n'y voit pas des établissements publics destinés à recevoir les malades, les infirmes et les orphelins.

Il est juste d'observer toutefois que les misérables ne se trouvaient pas, en aussi grand nombre qu'ils le furent par suite de l'affranchissement des esclaves et l'émancipation générale, à la merci des événements. L'esclavage chez les anciens était inhérent à la famille. La maison du maître renfermait le bien et le mal de la classe laborieuse, et à bien dire, formait toute la société. On s'étonnerait à bon droit que l'antiquité si industrielle, si sage, si morale, et qui avait élevé un autel à la *Pitié*, ne fût pas venue au secours du pauvre, si le pauvre eût été à côté et en dehors d'elle. Une chose surtout nous le donne à supposer; c'est que dans les grandes maisons, il y avait constamment des infirmeries (*valetudinaria*) pour les employés¹.

Quoi qu'il en soit, si le christianisme, en prenant sur lui la responsabilité de l'affranchissement des esclaves et l'émancipation morale des individus, se trouva en présence du paupérisme, il eut le cœur et le courage de soulager les infortunes, et de les porter sur son sein, comme une mère ses enfants. Tout ne se perdit pas en abus de la part du clergé. La puissance de l'institution dominait de haut les esprits, et la charité du clergé et

¹ Senèque, *de Irâ.*, ch. xvi. — Columelle, *de Re rust.*, lib. XI, cap. i.

des fidèles ne se manifesta pas seulement par des aumônes passagères et habituelles, mais encore par l'établissement d'un grand nombre d'asiles publics, destinés au soulagement de toutes les misères de l'homme. Ducange, dans la description qu'il fait des monuments élevés à Constantinople, sous les empereurs chrétiens, compte dans cette ville jusqu'à trente-cinq maisons de charité, destinées à diverses sortes de pauvres et d'infortunes. On y voit une maison destinée à recevoir les enfants à la mamelle; un hospice des orphelins, un hospice des voyageurs, l'hôpital général des pauvres, etc., etc. On n'épargnait rien dans ces établissements pour le soulagement des souffrances de l'humanité. Des évêques, qui avaient la direction de ces établissements, s'occupaient aussi d'assurer la sépulture des pauvres et du rachat des prisonniers faits dans la guerre de l'invasion des Barbares. Il y en eut qui vendirent jusqu'aux vases sacrés pour ces sortes de bienfaits. C'est ce que fit saint Ambroise pour le rachat des captifs enlevés par les Goths sous les règnes de Valens et de Gratien. Vers le même temps saint Exupère de Toulouse réduisit, pour un usage semblable, son église à une telle pauvreté, qu'il était obligé de se servir d'un calice de verre pour l'office divin.

Un autre genre de charité qui fut surtout particulier à la primitive Église et dont le clergé des premiers temps donnait l'exemple, c'était le rachat et l'affranchissement d'esclaves devenus chrétiens et appartenant à des maîtres juifs ou païens. Dès l'origine du christianisme cet acte de charité avait été considéré comme un des plus recommandables. Ce fut pour en favoriser l'exercice, au rapport de l'abbé Gosselin, que Constan-

tin permit, dès l'année 321, de faire les affranchissements dans les églises, en sorte que la seule présence du peuple et du clergé tint lieu des formalités précédemment requises pour leur validité¹.

C'est ainsi que, malgré les nombreux abus faits aux dépens de la charité fervente des fidèles, l'institution chrétienne régnait cependant sur les consciences. Partout où la piété trouvait de sincères organes dans le clergé, elle était soutenue par le dévouement des fidèles. Nous avons pu citer comme des modèles de désintéressement saint Ambroise et saint Exupère ; mais il y eut sur le siège de Rome même, dans les premiers siècles, des évêques ou Papes d'une vertu et d'une probité non moins austères : Gelase I^{er} se réduisit volontairement à la pauvreté pour nourrir une multitude de malheureux, et saint Grégoire le Grand se montra constamment animé de cette vertu qu'on appelle l'amour du prochain, et qui renferme toutes les autres vertus.

Avant d'aller plus loin, cependant, nous déposerons dans ces pages un amer regret ; c'est que la doctrine chrétienne ne soit pas restée renfermée dans les limites d'une école strictement définie par son divin fondateur et par ses Apôtres. Morale pure et simple, entièrement détachée des choses matérielles, nullement fortune, nullement administration, moins encore gouvernement, elle eût régénéré la société romaine, sans briser les institutions précieuses que cette société possédait, et sans plonger dans l'abîme une civilisation arrivée à un remarquable degré d'élévation. Prenant un point d'appui sur le besoin universellement senti de sa présence, se-

¹ *Pouvoir du Pape au moyenâge.*

condée par l'école de Zénon, qui balançait, elle seule, les égarements d'Épicure et de Lucrèce ; adoptée assurément par les éclectiques et tant d'autres bons esprits qui s'élevaient au-dessus de la corruption du siècle, et cherchaient de bonne foi la vérité, elle eût régné sur les esprits, comme les Césars régnaient sur le trône et sur le monde.

Il fallait, a-t-on dit, détruire l'idolâtrie pour faire place à la religion nouvelle. Mais était-ce une idolâtrie bien monstrueuse et incompatible avec cette religion que celle qui avait élevé des temples et des autels à tous les attributs de l'Etre suprême, à toutes les vertus de l'homme et des sociétés : à la *Justice*, à la *Concorde*, à la *Piété filiale*, à l'*Amour de la patrie*, à l'*Honneur*, au *Courage*, à l'*Amitié*, à la *Beauté*, à la *Pudeur*, à l'*Amour*, et qui avait symbolisé de tels attributs sous toutes les formes et avec l'art le plus parfait ? Y avait-il plus d'idolâtrie dans la vénération des chefs-d'œuvre de Phidias et de Praxitèle, réputés de *faux dieux*, qu'il n'y en avait dans toutes ces statues d'or et d'argent dont nous avons vu les édifices encombrés par l'ignorance et le mauvais goût du premier empereur chrétien ? Le clergé, en se plongeant avidement dans la possession des richesses, ne mettait-il pas le christianisme sur la route de la corruption que sa morale était appelée à combattre en lui servant de contre-poids par son caractère d'inaltérable austérité ? La vérité est que l'antiquité ayant procédé à sa constitution et à son développement par voie d'analyse, n'avait pu s'élever à la perfection d'une cosmogonie sociale et religieuse. Il lui manquait un élément supérieur propre à opérer sa synthèse, et cet élément, le christianisme le lui apportait. Le christianisme était la pierre

de voûte dont manquait ce magnifique édifice on même temps que la lumière la plus propre à en faire ressortir les beautés et à le sanctifier. Le christianisme avait été persécuté, il est vrai, comme toute vérité apparaissant dans le monde ; mais c'est précisément aux époques de ses tribulations et de ses misères qu'il avait été véritablement en voie de propagation. Du jour où les prospérités mondaines lui furent acquises, contrairement aux préceptes de l'Évangile, son influence morale n'eut plus la même autorité, et s'il brilla d'un éclat plus grand, il laissa voir aussi dans son sein des dissensions scandaleuses et des vices honteux, fruits de la cupidité et de l'orgueil. Beaucoup de vocations furent faussées dans la personne de ses ministres ; il lui fallut l'appui, même la possession de la force, et le principe divin s'y vit altéré. Ne pouvons-nous pas ajouter, sans crainte de nous tromper, que les bienfaits de Constantin et de ses successeurs commencèrent à corrompre le christianisme et le mirent en position de corrompre à son tour l'Empire ? La double décadence qui les frappa l'un et l'autre, par la suite, doit être attribuée, n'en doutons pas, au monstrueux accouplement qu'ils firent de la religion et du pouvoir temporel ; nous en jugerons plus avant.

CHAPITRE IV.

PROGRÈS DE L'ÉGLISE VERS L'ÉTAT CIVIL AU IV^e SIÈCLE.

L'appât des richesses entraîne l'Église dans une fausse voie. — Naissance de la suprématie épiscopale. — Jérusalem, première Église fondée par saint Pierre. — Saint Paul fonde celle de Rome. — Saint Cyprien et les évêques d'Orient s'élèvent contre la prétention du siège de Rome à la suprématie universelle. — Saint Pierre fut-il évêque à Rome? — Les évêques continuent à être nommés par le choix des fidèles. — L'institution des monastères, en Occident, modère la cupidité du clergé. — L'habitude s'introduit de faire dépendre les évêchés des provinces de ceux des grandes villes. — Celui de Rome commence à faire sentir sa prépondérance en Occident, et rencontre une rivalité dans celui de Constantinople. — Premières immunités ecclésiastiques. — Pression des évêques de Constantinople sur les empereurs. — Les décisions canoniques deviennent lois de l'État. — Naissance du parti catholique. — Édits contre les hérétiques. — Système d'inquisition. — Le mélange du spirituel au temporel énerve l'Empire et fait présager sa chute.

Les faits ont, ainsi que les principes, leur logique. Une fois l'appât des richesses mêlé à l'enseignement de la morale que Jésus-Christ avait fondée sur un détachement absolu des choses terrestres, le christianisme était entré dans une fausse voie. La société se voyait menacée de perdre le précieux élément destiné à servir de contre-poids, dans son sein, à ce germe inévitable et nécessaire de matérialisme qui, abandonné à lui-même, avait corrompu la société romaine. Après les richesses,

il faudrait au clergé les jouissances qu'elles procurent ; après ces jouissances fugitives, les honneurs, dont elles entraînent l'idée et le besoin ; après les honneurs, dont l'orgueil est le mobile, la possession du pouvoir, dernier terme de l'ambition humaine : le clergé devait un jour porter jusqu'à la frénésie une telle ambition et tout sacrifier pour la satisfaire.

Le premier besoin, en effet, qui se fit sentir dans le clergé, après ses innombrables acquisitions d'or et de biens-fonds, fut celui de la supériorité des évêques et de leurs sièges les uns sur les autres. Quelques auteurs, tels que Shelstrat et Pierre de Marca, ont employé leur érudition à supposer que les dignités métropolitaines de patriarche et autres avaient été établies par les Apôtres¹. Mais nous voyons, d'après le Nouveau Testament, s'il est possible de s'arrêter à une pareille supposition. L'Évangile ainsi que les Actes des Apôtres et les Épîtres témoignent « qu'il n'y eut entre les Douze ni premier, ni dernier ; que Jésus-Christ n'établit aucun d'entre eux sur les autres ; qu'il leur prescrivit de gouverner le peuple de Dieu d'une manière opposée à celle des gouvernements du monde, sans autre moyen que l'enseignement et les bons exemples ; que si la nature, enfin, avait donné à l'un d'entre les Apôtres la supériorité, il devait volontairement en faire le sacrifice. » Au reste, Dupin a montré, avec beaucoup de clarté et de simplicité historique, qu'on ne commença à connaître, dans le sens qu'elles auraient plus tard, les dignités ecclésiastiques qu'après que Constantin et ses successeurs

¹ Shelstrat, *Antiq. illust.*, part. I. — De Marca, *de Conc.*, part. I, c. 1.

eurent pris sous leur protection signalée les chrétiens¹.

A l'origine du christianisme, l'Eglise nazaréenne de Jérusalem, dont les quinze premiers évêques furent des juifs circoncis, s'efforçant d'unir la loi chrétienne à la loi mosaïque, était l'objet de la vénération toute spéciale des autres Eglises, et donnait la règle aux plus éloignées. Elle avait été la première fondée, selon l'ordre précis de Jésus-Christ, par les Apôtres réunis, et particulièrement par saint Pierre, qui, immédiatement après l'ascension du Seigneur, y convertit, en deux prédications, huit mille juifs, qui se constituèrent en société, et dont les Apôtres ne se séparèrent qu'après le meurtre du diacre Etienne². Mais après la destruction de la ville sainte et du temple, et lorsque les Eglises d'Antioche, d'Éphèse, d'Alexandrie, de Laodicée, de Damas, de Corinthe, de Pergame et de Rome eurent des sociétés nombreuses, l'importance de Jérusalem diminua : ses habitants s'étaient retirés à Pella³. Durant les trois premiers siècles, les Eglises les plus illustres furent celles d'Orient, qui, plus rapprochées du foyer évangélique et plus éloignées du centre de l'Empire, jouissaient à la fois de plus de lumière chrétienne et de plus de liberté. Dans l'Occident, plus éloigné du centre apostolique, et où les esprits sont naturellement moins inflammables, les Eglises avaient éprouvé un développement moins rapide. Celle même de Rome, fondée par saint Paul, se trouvant au sein de l'Empire, fut longtemps étreinte sous les voûtes de ses catacombes, et éprouva des difficultés à s'étendre. Nous voyons, en

¹ Dupin, *De Antiq. eccl. discipl.*, diss. I.

² Act. des Ap., ch. II, v. 41 et suiv.

³ Eusèbe, *Hist. ecclés.* — Mosheim. *De Reb. christ.*

effet, qu'au milieu du troisième siècle son clergé n'avait qu'un nombre assez restreint de personnel. Il était composé de l'évêque, de quarante-six prêtres, de sept diacres et d'autant de sous-diacres, de quarante-deux acolytes et de cinquante lecteurs, exorcistes ou portiers. Gibbon estime, et cette appréciation paraît raisonnable, que, proportionnellement à ce nombre de clercs, le nombre total des chrétiens ne devait pas excéder cinquante mille sur une population de plus d'un million d'habitants¹.

L'Église de Rome, cependant, n'était pas demeurée sans importance, comme nous l'avons vu par les secours qu'elle avait été capable d'envoyer aux chrétiens d'Asie, et par la querelle élevée entre Damas et Ursin, à l'occasion de son siège épiscopal. Elle avait même, dès le temps de saint Cyprien, évêque de Carthage, manifesté l'intention de dominer sur les autres Églises d'Occident, en se fondant déjà sur le passage : *Tu es Pierre, et sur cette pierre je fonderai mon Église.*

— Les évêques de Grèce, d'Asie et d'Afrique s'élevèrent contre une pareille prétention ; car il était de doctrine alors que tous les évêques étaient égaux, et que les diverses agrégations chrétiennes étaient indépendantes les unes des autres, et reliées uniquement par le lien spirituel de la foi en Jésus-Christ, toujours présent, selon sa promesse, au milieu de son Église. De plus, il était de droit que rien ne fût changé dans les Églises sans le consentement des fidèles et la décision des synodes. D'ailleurs, dans les premiers temps on était généralement éloigné de croire qu'il eût existé un *chef*

¹ Gibbon, *Décad de l'emp. rom.*

des Apôtres, même que saint Pierre eût jamais été à Rome pour y fonder et léguer aux évêques ses successeurs la suprématie tirée du texte dont il s'agit. La vérité sur ce point se borne à dire que l'Église et le siège de Rome avaient été considérés, dès les premiers temps, comme les plus importants, parce que, selon l'expression du concile œcuménique de Chalcédoine, *Rome était la ville régnante* : raison pour laquelle l'Église de Constantinople fut considérée comme première après Rome dès qu'elle fut devenue ville impériale, ou, selon l'expression encore des conciles, *la nouvelle Rome*.

Des synodes avaient été établis dès le II^e siècle dans les provinces d'Orient, et une correspondance régulière entre les Églises réglait la discipline, ainsi que les cérémonies. L'évêque était choisi en présence du peuple et avec son suffrage, par les évêques de la province réunis à cet effet dans l'église vacante; et comme nul intérêt ne dirigeait ces choix, ils étaient inspirés par la sagesse et portés sur des hommes d'une vocation sincère. « Les plus vertueux de nos anciens, dit Tertullien, « président nos assemblées, et l'on n'arrive pas à cet « honneur pour de l'argent, car les choses saintes ne « s'achètent pas, mais par le témoignage de l'Église¹. « Les évêques étaient assistés dans l'exercice de leurs « fonctions par des prêtres et clercs de différents « ordres, jugés dignes de servir de modèles aux fidèles « et choisis parmi les plus vertueux d'entre eux, et « quelquefois parmi les confesseurs qui avaient montré « le plus de courage dans les épreuves de la persécution². »

¹ Tertull. *Apologet.*

² Saint Cyprien, *De Unit. eccl.*

L'usage se conserva longtemps encore après Constantin de choisir les évêques, par le suffrage du clergé et du peuple, parmi les chrétiens les plus vertueux. Plusieurs étaient tirés de l'état monastique, dont ils conservaient les pratiques dans l'épiscopat, continuant de vivre en commun avec un certain nombre de moines qu'ils réunissaient autour d'eux¹. On trouve partout de nombreux exemples de cet usage en Orient, où existèrent les premiers couvents, et il passa en Occident avec ces sortes d'établissements religieux.

Depuis cette époque, les évêques mêmes qui n'avaient pas été tirés de l'état monastique menaient ordinairement avec leurs clercs la vie commune, à l'exemple des fidèles de Jérusalem, ne possédant rien en propre, ne subsistant que de ce que l'Eglise et les fidèles leur fournissaient, travaillant même quelquefois de leurs mains pour leur être moins à charge, et plus en état de soulager les pauvres. Le moine Augustin, qui fut en Occident l'instituteur de ces communautés purement religieuses, eut bientôt un grand nombre d'imitateurs, particulièrement en France et en Espagne. Plusieurs conciles publièrent des règlements pour conserver et pour étendre une pratique si favorable au maintien de l'esprit et des mœurs ecclésiastiques. Les vies de saint Eusèbe de Vercell, de saint Augustin, de saint Martin de Tours, de saint Hilaire d'Arles, de saint Grégoire le Grand, et de plusieurs autres évêques, fournissent des détails aussi édifiants en eux-mêmes qu'honorables pour le clergé des principales Eglises d'Occident à cette époque. Aussi les païens étaient-ils frappés du touchant spectacle que

¹ Thomassin, *Anc. et nouv. discip.*

donnait au monde cette admirable discipline, qui rendait les ministres de la religion chrétienne si respectables aux yeux de tous. C'est ce que l'on voit par une lettre de l'empereur Julien, qui était retourné au paganisme et cherchait à réparer les profondes atteintes que ses prédécesseurs avaient portées à l'antique religion.

« Ne souffrons pas, écrivait-il à Arsace, pontife de Galatie, vers l'an 362, que ces nouveaux venus nous enlèvent notre gloire, et qu'en imitant des vertus dont nous avons parmi nous l'original et le modèle, ils couvrent d'opprobre notre négligence et notre inhumanité, ou plutôt ne trahissons pas nous-mêmes notre religion, ne déshonorons pas le culte des dieux. Si j'apprends que vous remplissiez vous-même tous ces devoirs, je serai comblé de joie.... »

Un si modeste état de choses ne devait pas longtemps rester intact après que Constantin se fut déclaré le protecteur des chrétiens. On fonda un grand nombre d'églises, et, en proportion des villes où elles se trouvaient établies, beaucoup d'évêques chargés de leur direction s'arrogèrent des titres de métropolitain, de primat, d'exarque ou patriarche, dont la signification, dans le spirituel, répondait, par le plus ou le moins d'étendue, à celles des magistrats civils et politiques dans les mêmes villes et provinces. Insensiblement l'usage s'introduisit de faire dépendre les évêques provinciaux de celui qui résidait dans une cité importante en administration, et le gouvernement ecclésiastique se forma sur le modèle du gouvernement séculier. En sorte que les villes qui étaient dépendantes les unes des autres, par rapport à l'administration et à la police de l'Empire, le devinrent également par rapport à celles de

leurs Églises. De là, les évêques qui avaient des sièges haut placés prirent quelquefois le droit de nommer et de déposer les évêques des localités inférieures. Cependant, dès le règne de Constantin, et après que le principe de l'indépendance des sièges épiscopaux avait déjà reçu une notable atteinte, il y avait encore quatre métropoles estimées égales et d'une importance supérieure : c'étaient celles d'Antioche, de Rome, d'Alexandrie et de Jérusalem. Le concile de Nicée, par un motif tout spirituel, avait jugé devoir élever cette dernière au premier rang.

Vers la fin du iv^e siècle, cependant, l'Église de Rome avait acquis une influence d'autant plus grande qu'elle était située dans l'ancienne capitale du monde. Les richesses et les faveurs dont les empereurs l'avaient comblée, en fixant sur elle l'attention des chrétiens, avaient immensément accru son importance ; et quand, par une habitude séculaire, les regards des peuples cherchaient dans cette ville l'empire, qui en était absent depuis sa translation en Orient, ils tombaient naturellement sur cette Église. C'est vers cette époque seulement que l'évêque de Rome fut appelé patriarche, et obtint la prééminence sur les autres évêques de l'Occident. Bientôt après le patriarche de Rome détruisit tous les diocèses intermédiaires de l'Occident et étendit sur tous également son autorité.

L'évêque de Constantinople, dont le siège avait été déclaré aussi de premier ordre par le quatrième concile, ne manqua pas de suivre l'exemple donné à Rome : il s'intitula également patriarche ; il envahit les évêchés métropolitains d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem, et manifesta même la prétention de dominer sur

l'Occident, comme ayant son siège dans la capitale réelle de l'Empire¹.

C'est ainsi que dans le christianisme tout était graduellement entraîné à la superposition des hommes et des choses. Ce n'était déjà plus là, assurément, l'unité morale qui avait régné sur les Églises chrétiennes et sur leurs chefs respectifs durant trois siècles, en leur donnant l'égalité et la paix. Son idéal spirituel, par une progression inverse de son principe, se matérialisait et allait aboutir à l'organisation politique.... Le dualisme, en même temps, était fatalement constitué dans le domaine chrétien, du moment où il n'y avait plus que deux métropoles également riches et puissantes. L'avenir dira quel abîme d'ambition s'ouvrait entre ces deux superbes rivales, qui prétendaient, avec une égale ardeur, à dominer la chrétienté, et s'intitulaient exclusivement catholiques, c'est-à-dire universelles.

Cette organisation, toutefois, devait rester longtemps encore vide de l'objet suprême auquel elle tendait logiquement, le pouvoir. Mais l'Église eut bientôt à exercer une certaine autorité autour d'elle et dans les éléments mêmes de la société civile. Il est assez curieux de suivre dans les replis, parfois obscurs, de l'histoire la voie et les progrès par lesquels elle y parvint avec le temps.

Les empereurs, à commencer par Constantin, se montrèrent hautement disposés à accorder toutes les faveurs que sollicitaient les chrétiens, devenus leur parti et leurs sujets les plus dévoués. Parmi les avantages temporels que l'Église retira de leur générosité, dès les premiers temps, il faut surtout remarquer les

¹ Nous consacrerons un chapitre à cet important sujet de la primauté.

privilèges ou immunités. La première concession de ce genre remonte à Constantin. Dès l'an 313, cet empereur, écrivant à un de ses proconsuls en Afrique, dit clairement que les ecclésiastiques doivent jouir d'immunités particulières, « afin qu'ils puissent se consacrer aux fonctions de leur ministère, au moyen desquelles ils procureront à l'Empire de grands avantages. » Les successeurs de Constantin imitèrent son exemple en cela, comme en tous les genres de libéralités.

Ces immunités étaient les unes personnelles aux clercs, les autres relatives aux biens-fonds que possédaient les Églises. Les immunités personnelles peuvent se diviser en quatre catégories :

1° L'exemption des *fonctions curiales* ou *municipales* dont jouissaient en tout temps les prêtres païens, et que les personnages de distinction recherchaient à cause des embarras et des dépenses dont elles dispensaient ;

2° L'exemption des *servitudes personnelles*, principalement de celles qu'on appelait *fonctions viles*, et dont étaient dispensés les grands de l'État, telles que les corvées imposées pour les chemins, le service des postes, le logement des troupes ou des officiers du prince dans ses voyages ;

3° L'exemption de la *capitation* ou impôt personnel. Cette exemption fut attribuée dans toutes les Églises non-seulement aux prêtres, mais à leurs femmes, à leurs enfants et jusqu'à leurs domestiques ;

4° Enfin, l'exemption, plus notable, de la juridiction séculière, qui élevait les clercs au-dessus du droit commun¹.

¹ Gosselin, *Pouv. du Pape*.

L'importance et l'étendue de ces immunités ne tarda pas à donner lieu à de criants abus, que les empereurs se virent obligés de réprimer. De même qu'on avait vu des hommes sans vocation religieuse se jeter dans la prêtrise dès que l'Église eut été comblée de richesses, de même on en vit d'autres entrer alors dans le clergé sans autre mobile que celui de jouir de ces privilèges. Pour arrêter ces désordres, les empereurs défendirent qu'on ordonnât un plus grand nombre de clercs que n'en réclamait le service des églises, et de les choisir parmi les sujets que leur naissance ou leur fortune rendaient tributaires des charges publiques. « Car il est juste, disait la loi, que les riches portent les charges du siècle, et que les pauvres soient soutenus par l'Église¹. » Cette loi fut cependant modifiée par la suite en faveur des évêques, et même en faveur des clercs qui se voyaient appelés au ministère de l'Église, sous les auspices du conseil municipal et par le suffrage universel du peuple².

Les immunités sur les biens-fonds du clergé subirent beaucoup de variations. L'accroissement que ces biens avaient pris obligea les successeurs de Constantin de les tenir soumis à l'impôt commun, obligation dont on avait exempté quelques-uns, comme nous l'avons dit précédemment. Une semblable réforme était devenue indispensable; cependant, elle excita dans le clergé de vives réclamations, mais la plupart des évêques s'y soumirent avec docilité. Quelques-uns même se faisaient honneur de leur exactitude à payer les contributions de l'État.

¹ Code Théod., liv. XVI, tit. II, n° 13.

² Cod. Théod., liv. XII, tit. I, n° 49.

C'est le témoignage que leur rend Valentinien I^{er} dans une lettre adressée aux évêques d'Asie pour l'approbation du concile d'Illyrie. L'empereur les loue « *de ce qu'ils ne sont pas moins fidèles aux princes temporels qu'à Dieu lui-même*, et qu'ils payent exactement le tribut établi par les lois¹. » C'est là aussi la doctrine que soutenait et dont se prévalait saint Augustin dans son discours contre Auxence, où il réclamait avec fermeté contre le don d'une église qu'on voulait donner aux ariens. « L'empereur, disait-il, réclame un tribut, nous ne le refusons pas ; les terres de l'Église le payent ; le tribut appartient à César. » Saint Grégoire le Grand témoigne des mêmes sentiments dans plusieurs de ses lettres ; « il recommande aux gérants des domaines de l'Église de les bien cultiver, afin qu'ils soient en état de payer les impôts. » Il oblige les religieux de Palerme à se soumettre en cela aux lois de l'empire². Le cardinal Baronius a cru et écrit « que, depuis la conversion de Constantin, aucun empereur n'avait exigé l'impôt du clergé, excepté Julien, qui avait renoncé au christianisme, Valens, attaché à la secte des ariens, et Valentinien le Jeune, dominé par l'impératrice Justine, dévouée au même parti³. »

Il résulte, au contraire, des témoignages et des faits que nous venons de citer, que tous les empereurs chrétiens, depuis Constantin jusqu'à Justinien, ont maintenu le principe de l'impôt à l'égard des propriétés du clergé ; que les empereurs les plus religieux, tels que Gratien et Théodose le Grand, suivirent à cet égard l'usage éta-

¹ Théodoret, *Hist. ecclés.*, liv. IV.

² Grég., Ép. LXIV, liv. IX, et Ép. XXVII, liv. X.

³ Baronius, Ann. 387.

bli par leurs prédécesseurs, et que les plus estimables docteurs de l'Église, loin de réclamer contre un tel droit, se croyaient obligés, en conscience, d'y conformer leur conduite. Malgré l'authenticité de ces témoignages et de ces faits, d'ailleurs fort naturels, il ne s'est pas moins trouvé des théologiens et canonistes pour transformer en droit divin des immunités toutes de convenance dans le principe, et accordées en vue de donner un appui à l'Église, encore faible, en présence du paganisme. Ils ont disputé pendant des siècles sur une question que le bon sens aurait suffi pour résoudre, si l'Évangile et les Apôtres ne l'avaient pas tranchée d'avance; car l'impôt foncier est relatif à la terre et ne porte que sur ses produits : c'est la part qu'elle doit à l'État pour la protection qu'elle en reçoit.

Une autre immunité plus importante, et qui convenait parfaitement aux attributions du clergé, fut le *droit d'asile*, c'est-à-dire le droit d'étendre une protection inviolable sur les accusés qui se réfugiaient dans les églises ou dans quelque autre lieu saint. Les criminels mêmes ne pouvaient, du moins pendant un certain temps et sans des formalités déterminées, en être arrachés et poursuivis. Un tel droit, sans soustraire précisément le coupable à la justice, était du moins fort précieux pour tout accusé; car la magistrature non-seulement était par là mise en demeure de réfléchir sur la chose, mais encore de l'examiner avec justice et maturité. Le droit d'asile fut pour l'Église une véritable puissance, ou tout au moins un apanage qui témoignait de la valeur de sa protection; et plutôt à Dieu qu'elle n'en eût jamais eu d'une autre nature! L'autorité morale qui en résultait pour l'Église, en mettant des bornes à la

juridiction séculière, en tempérant l'exercice, et l'on peut dire que le droit d'asile fut pour la chrétienté une des plus heureuses imitations empruntées à l'antiquité. Les empereurs, en l'accordant aux églises, ne firent que leur attribuer un droit dont jouissaient les temples païens et ceux même des juifs.

On peut remarquer, du reste, qu'un tel privilège restait toujours soumis à l'autorité des lois et aux règlements de l'Empire. C'est ainsi que Théodose, pour cause d'abus, y apporta des restrictions, en ordonnant que l'on poursuivît *même dans les églises* les débiteurs publics, les homicides, les ravisseurs et autres criminels notoires dont il importait de ne pas différer le châtiment¹. Tel qu'il fût néanmoins, le droit d'asile contribua considérablement à augmenter la considération et la consistance de l'Église. Il lui faisait une position dont elle sut tirer d'immenses avantages; car elle avait à exercer là un rôle de protection et de clémence contre des lois et des magistrats parfois plus que sévères. Aussi voyons-nous les évêques et les conciles témoigner en général beaucoup de zèle pour la conservation et l'extension de ce droit, et l'invoquer avec succès tantôt pour implorer la grâce des criminels qui se réfugiaient dans les églises, tantôt pour faire adoucir leurs peines, et toujours pour veiller à ce que la justice fût rendue selon les lois de l'humanité.

C'est là ce que saint Augustin explique chrétiennement dans une lettre adressée à Macédonius, vicaire d'Afrique, où il traite cette matière : « Voulez-vous savoir, dit ce Père, pourquoi nous intercédons autant

¹ Cod. Théod., lib. IX, tit. xlv.

« que nous le pouvons en faveur des criminels? C'est
 « que tout péché nous paraît pardonnable lorsque le
 « coupable promet de s'amender. Nous sommes bien
 « éloignés d'approuver le mal, puisque nous voulons
 « qu'on s'en corrige. Si nous demandons grâce, ce
 « n'est pas que le mal nous plaise; c'est qu'en même
 « temps que nous détestons le crime, nous avons pitié
 « du criminel¹. »

Le droit d'asile, malgré les abus qui ont pu en être faits, n'en était pas moins une très-bonne et très-heureuse institution, et Montesquieu a eu raison de l'admirer, comme il l'a fait, en le trouvant dans les lois de Moïse accompagné de sages restrictions².

Un tel droit semble, en effet, découler de la conscience. On sent que le criminel lui-même a besoin d'une protection; et comme sous le coup de la loi il n'a plus de refuge qu'en Dieu, il a paru naturel à l'esprit humain de lui laisser une protection sous les voûtes consacrées à la religion. Que seraient devenus les accusés politiques, au moins chez les Grecs et les Romains, s'ils n'avaient pas trouvé un abri tutélaire dans la protection des temples et des villes investies de ce droit sacré!

Nos regards, malgré nous, se reportent en arrière sur un spectacle de l'histoire moins consolant. A mesure que le christianisme se fortifiait sur les ruines du paganisme, et quand déjà il n'était plus en présence que de lui-même, pour ainsi dire, les empereurs dépassèrent de beaucoup les limites que la prudence devait leur

¹ Saint Augustin, Ép. CLIII, *ad Maced.*

² Montesq., *Exp. des Lois*, L. XXV.

suggérer vis-à-vis des évêques, pour la plupart fort exaltés. Non contents de favoriser en toute chose le libre développement de la religion nouvelle, ils confirmaient encore, par des édits, les lois réglementaires de l'Église, tant sur le dogme que sur la discipline et les mœurs. C'est ainsi que le concile général de Nicée fut confirmé par l'autorité de Constantin, celui de Constantinople par Théodose le Grand, celui d'Éphèse par Théodose le Jeune, et celui de Chalcédoine par Marcien. Les canons de ces quatre conciles furent même inclus par Justinien parmi les *lois de l'Empire*. D'autres édits confirmèrent en particulier certains points de dogme, de discipline et de morale, et même de culte, tels que la sanctification du dimanche et des fêtes. L'un de ces édits, rendu par Théodose le Jeune et Valentinien III, à la sollicitation de l'évêque saint Léon, en 445, confirmait la primauté du siège épiscopal de Rome sur les autres sièges de l'Occident. Il fut renouvelé par Justinien, et nous le trouvons dans son Code et ses *Novelles*. En sorte qu'avec le temps il n'y eut presque rien dans l'Église qui ne fût appuyé par les lois et les constitutions impériales.

Les empereurs étaient évidemment sous la constante pression des évêques qui remplissaient leur cour, et dont plusieurs portaient jusqu'au fanatisme le zèle religieux et l'ambition. Ceux-ci s'appuyaient sur une multitude ignorante, sans cesse excitée, et qui leur composait une force redoutable. On avait vu un de ces évêques se poser résolument en face de Constantin lui-même et l'apostropher en pleine église, dans des circonstances où sa conduite envers les païens avait paru modérée. La Grèce avait été de tout temps le pays des discussions de tout genre; l'esprit de cette contrée

ne manqua pas de s'exercer sur le christianisme et d'en obscurcir de plus en plus les vérités, aussi simples qu'augustes. Il en résulta beaucoup d'opinions diverses sur la doctrine. Alors il fallut que les empereurs épousassent l'une ou l'autre de ces doctrines, et la fissent dominer. Ils ne furent pas toujours conséquents les uns aux autres en présence des discussions le plus souvent impénétrables des théologiens. L'un embrassait un parti, son successeur en épousait un autre, et l'Église se ressentait des incertitudes qui dominaient en haut lieu. Une fois, cependant, qu'un concile avait décidé un article de foi, la loi venant à son appui, les dissidents étaient frappés d'anathème et souvent d'exil. L'unité qui avait présidé à la doctrine durant les trois premiers siècles ne pouvait se retrouver. Les âmes qui jusque-là avaient accueilli avec amour et persuasion l'Évangile, tant qu'il s'était présenté dans sa simplicité, éprouvaient quelques sentiments de résistance à se voir imposer, par la loi et la force, des dogmes dont le sens et le but échappaient à leur intelligence. Dès lors, il y eut des *hérétiques*, et la religion elle-même, imposée avec empire, ne pouvait plus se séparer du pouvoir politique; elle était devenue instrument de règne, et l'empire instrument de religion : double caractère résultant d'une confusion déplorable qui devait nécessairement produire la corruption et l'énervement de tous les deux.

Les empereurs, ainsi que nous l'avons vu, après avoir donné au christianisme la liberté, seule faculté dont il eut besoin pour triompher en paix des erreurs du siècle, se virent obligés de le protéger à l'exclusion de tous les autres. Après lui avoir ouvert la carrière à côté du paganisme, il fallut que le paganisme fût frappé par la

main même du pouvoir ; et dans cette voie encore les empereurs ne pouvaient pas s'arrêter ! Il fallait plus à l'activité dévorante que l'ardeur des chrétiens d'Orient soufflait sur le trône impérial. Après avoir donné une sanction aux décisions de l'Eglise et avoir imposé les croyances dans toute l'étendue de l'Empire , il fallait naturellement maintenir ces sanctions par la rigueur des châtimens contre ceux qui viendraient à les transgresser. Les empereurs pouvaient-ils moins faire pour une religion confondue avec la constitution même de l'Etat ? Il y eut donc des édits contre l'impiété et l'hérésie, c'est-à-dire que toute liberté de conscience, de culte et d'opinion fut bannie et sévèrement comprimée. Ces édits furent l'origine de ces peines temporelles qui furent exercées longtemps dans l'Eglise chrétienne, et qui, au grand déshonneur d'une religion toute de persuasion et de charité, devaient aboutir un jour à l'inquisition. Un tel système ne dénaturait-il pas évidemment la doctrine évangélique, et ne replongeait-il pas dans le matérialisme païen l'autorité morale par laquelle elle était appelée à régner sur les consciences et à régénérer la société de l'Empire ? Ne retombait-on pas dans l'intolérance et les persécutions dont les premiers chrétiens avaient été les victimes ?

Les empereurs ne faisaient pas difficulté de motiver leurs édits religieux sur ce que « *quiconque viole la religion établie de Dieu pèche contre l'ordre public, et que les crimes qui attaquent la majesté divine sont infiniment plus graves que ceux qui attaquent la majesté des princes de la terre*¹. »

¹ Une différence caractéristique entre le christianisme et les religions de l'antiquité, c'est que ces dernières étaient toutes des reli-

C'était assez là l'esprit de l'ancien droit grec et romain, qui avait frappé Socrate lui-même. Des écrivains catholiques du plus grand mérite ne font pas difficulté de le reconnaître; mais ils s'en applaudissent hautement. De Maistre, par exemple, pour légitimer les châtimens du feu et du bourreau contre les hérésiarques obstinés, se reporte complaisamment au droit romain. Il n'hésite pas à dire : « Que les hérétiques doivent incontestablement être rangés au rang des plus grands criminels, et que c'est parce que les anciens législateurs avaient apprécié les funestes conséquences de l'hérésie qu'ils punissaient des derniers supplices un crime capable d'ébranler la société jusque dans ses fondemens, et de la baigner dans le sang¹ »

Pour se faire une idée du mal que dut faire dans une société imparfaite, sans doute, mais au milieu de la-

gions d'état obligatoire. Elles constituaient le *droit païen* de la force, par opposition au *droit chrétien* de la liberté et de la charité. On avait vu les Ephésiens poursuivre les hérétiques comme impies; tous les Grecs armés les uns contre les autres dans la guerre des Amphyctions; les horribles cruautés que les trois successeurs d'Alexandre exercèrent contre les Juifs pour les contraindre à abandonner leur culte, et Antiochus chassant les philosophes de ses États. Athènes elle-même, la ville des lumières, nous fournit ses preuves en ce genre : tout citoyen y faisait le serment public de se conformer à la religion du pays, de la défendre et de la faire respecter. Des lois y punissaient rigoureusement les transgressions. Les procédures commencées contre Protagore; la tête de Diagore mise à prix; le danger couru par Alcibiade; Aristote obligé de fuir; Stilpon banni; Anaxagore échappant avec peine à la mort; Périclès lui-même, après tant de services rendus, appelé à paraître devant les tribunaux; Socrate enfin, condamné à boire la ciguë, expliquent assez que la religion de la civilisation grecque était considérée comme faisant partie de l'État, pour ne pas dire instrument d'État. A Rome, du temps d'Auguste, Mécène disait à ce prince : Honorez les dieux et *forcez les autres à les honorer!*...

¹ *Lettres sur l'inquisition espagnole.*

quelle brillaient encore d'admirables vertus, une si déplorable transformation de l'autorité spirituelle, si puissante sur les esprits durant trois siècles, il faut voir jusqu'à quel degré le fanatisme et la violence sont portés dans quelques-uns des édits publiés par les empereurs, et inspirés évidemment par les théologiens devenus l'âme de l'Empire.

La première loi de Constantin contre les juifs avait été motivée, dit-on, par des insultes qu'ils firent à des chrétiens, et dans lesquelles ils étaient allés jusqu'à leur *jeter des pierres* ! Cette loi portait que si quelque juif, à l'avenir, se permettait un pareil excès, il serait *brûlé vif avec ses complices*¹... Elle interdisait, sous des peines non moins sévères, d'embrasser la religion juive.

Un édit de l'empereur Constance condamnait aussi à mort un juif qui aurait épousé une femme chrétienne. Il est vrai qu'une disposition si cruellement sévère fut adoucie, dans un sens ridicule, sous Théodose, qui voulut seulement qu'on se contentât de punir le juif en question *comme adultère*²...

Plusieurs édits postérieurs défendaient encore aux juifs d'exercer aucun emploi civil, de témoigner en justice contre des chrétiens, de bâtir aucune synagogue, sous peine d'exil à perpétuité pour les coupables, et de confiscation de leurs biens³. Il résulta de cette immolation de la loi et de la haine qu'elle respirait contre les juifs, des abus autres que la loi elle-même. Des chrétiens se jetèrent sur leurs propriétés, pillèrent leurs

¹ Cod. Théod., liv. XIV, tit. viii, n° 1.

² Cod. Théod., liv. XIV, tit. viii, n° 6.

³ C. Justin., lib. I, tit. ix, n° 16.

temples, sous prétexte qu'ils n'étaient que des hérétiques. Ce fait ressort clairement des mesures que dut prendre le gouvernement pour réprimer ce genre d'excès'.

L'acharnement déployé par le parti catholique contre la religion juive était pire encore que celui qu'il montrait contre la religion païenne. La religion juive, cependant, avait été donnée par Dieu lui-même sur le mont Sināi; elle avait porté dans son sein les maximes et les prophéties du christianisme; elle était celle du peuple de Dieu et de la race de David, d'où était sorti Jésus-Christ. Toute la sagesse religieuse et la morale des temps anciens étaient contenues dans ses précieux livres. Il n'est pas de spectacle plus triste que celui des violences qui furent faites à la religion de ce peuple, et de constance plus héroïque que celle avec laquelle il lui resta attaché. On se rappelle que déjà Caligula avait voulu placer sa statue dans le temple de Jérusalem. Ce projet insensé fut toujours déjoué, même au péril de la vie, par les habitants de cette ville. Les juifs convertis au christianisme, eux-mêmes, bien que reconnaissant dans la morale chrétienne un agrandissement à la religion de Moïse, ne voulaient point renoncer à celle qui était la base et comme la mère de la nouvelle. Ils admettaient que Jésus-Christ était le Messie annoncé par les prophètes; qu'il avait enseigné la vertu; mais ils ajoutaient que Jésus et les Apôtres n'avaient jamais été hostiles aux cérémonies juives, et que si Dieu, qui est le même de toute éternité, avait eu dessein d'abolir les rites sacrés établis par son ordre, ce second acte de sa

volonté se serait assurément manifesté d'une manière aussi solennelle que le premier. Aussi les quinze premiers évêques de l'Eglise nazaréenne de Jérusalem continuaient-ils à allier la foi chrétienne avec les cérémonies judaïques, comme nous l'apprennent les historiens, et les choses n'en allaient pas plus mal assurément.

Quelques années après l'événement en question, c'est-à-dire en 325, la doctrine des ariens ayant été condamnée par le concile de Nicée, Constantin ne se contenta pas d'approuver la condamnation ; il publia aussitôt plusieurs édits par lesquels l'auteur était noté d'infamie, et condamné à l'exil avec les évêques attachés à son opinion ; ordonnant de brûler leurs écrits, et menaçant de la peine de mort ceux qui ne les auraient pas livrés et dénoncés...

C'est vers ce temps-là que se prononça un parti extrêmement violent, s'intitulant, pour la première fois, *catholique*. C'est ce parti qui soufflait les actes de brutale intolérance, et sapait, autour de lui, par le glaive et les lois de l'Empire, tout ce qui n'entraît pas dans ses idées exaltées. Ce parti, peu disposé à s'en rapporter au calme des discussions, et fort de la puissance du trône qu'il dominait, ne déviait point de la voie du despotisme. Aussi, après les édits qui frappaient et anéantissaient la liberté chez les païens et les juifs, il lui en fallut d'autres contre les sectes, dans le sens même de la chrétienté. Les marcionites, les valentiniens, les novatiens, les photiniens et autres, dont les appréciations formaient autant de variétés libres dans l'unité de foi chrétienne, reçurent l'ordre formel de cesser leurs réunions et leurs discussions. Leurs temples furent fermés d'abord, et donnés ensuite aux catholiques. On alla

jusqu'à établir des impôts particuliers sur les chrétiens dissidents.

Théodose le Grand donna aux édits de Constantin et de ses deux fils une complète confirmation. Il renchérit même sur leur rigueur pour ce qui avait rapport aux manichéens. Il déclara cette secte infâme, priva ses membres du droit de tester et même de succéder aux biens paternels. D'autres sectes, qui se rapprochaient beaucoup de cette dernière, par leurs idées philosophiques, furent traitées de la même manière, et menacées encore du dernier supplice¹. Pour assurer l'exécution de pareilles lois, Théodose ordonna au préfet du prétoire d'établir des *inquisiteurs*, chargés de rechercher les hérétiques et d'informer contre eux. C'est la première fois qu'on trouve dans l'histoire ecclésiastique cet abominable nom. Mais l'inquisition même n'était pas nouvelle : elle avait déjà été mise en pratique sous Constantin, contre les ariens et autres dissidents, au rapport d'Eusèbe, de Socrate et de Sozomène. Les hérétiques étaient privés des droits civils et des emplois publics. Leurs biens étaient mis en confiscation. Toutes ces lois reposaient sur ce constant principe que *toute opinion dissidente viole la religion établie de Dieu, et porte atteinte à l'ordre public* !...

Les choses étaient poussées jusqu'au dernier degré de la folie. Une loi d'Honorius et de Théodose le Jeune voulait que les hérétiques fussent traités en *criminels publics* ; que leurs biens leur fussent enlevés, et, chose incroyable, qu'ils ne pussent ni vendre ni acheter, ni même donner !... Plusieurs autres constitutions de ces

¹ C. Théod., liv. XVI, tit. v, n° 7.

deux derniers empereurs étaient conçues dans le même sens. Une des plus remarquables est celle qui fut publiée par Théodose le Jeune, vers l'an 407. « Nous punissons, est-il dit dans le motivé de la loi, les manichéens et les donatistes des deux sexes, comme le mérite leur impiété. Nous n'entendons pas qu'ils jouissent des droits que la coutume et les lois donnent aux autres hommes. Nous voulons qu'on les traite en criminels publics, et que tous leurs biens soient confisqués, parce que *quiconque viole la religion établie de Dieu, pèche contre l'ordre public...* De plus, nous ôtons à tous ceux qui seront convaincus de ces hérésies, la faculté d'acheter, de vendre et de faire aucun contrat... Nous voulons aussi qu'on regarde comme nulle leur dernière volonté, en quelque manière qu'ils l'aient déclarée, soit par testament, soit par codicille, soit autrement, et que leurs enfants ne puissent se porter leurs héritiers, s'ils ne renoncent à l'impiété de leurs pères¹... » Une autre loi du même empereur, rendue contre les manichéens, ordonne qu'ils soient chassés de la ville, et punis du dernier supplice comme coupables *des plus grands excès de scélératesse*²...

L'empereur Marcien, successeur de Théodose le Jeune, ne se montra pas moins cruel à l'égard des sectes dissidentes et libres du christianisme. Après que les eutichéens eurent été condamnés par le concile de Chalcedoine, il publia contre eux des édits analogues à ceux que nous venons de citer, et fit chasser de l'Empire les

¹ C. Just., lib. I, tit. v, n° 4.

² C. Justin., lib. I, tit. v, n° 5.

moines du couvent d'Eutichès. Par un édit publié en 452, il défendit de discuter publiquement sur la religion, sous peine, pour les clercs, de déposition ; pour les magistrats civils, de privation de leurs charges, et pour les simples particuliers, d'être chassés de Constantinople et punis des autres peines portées dans les édits¹.

L'empereur Justinien, non content de faire revivre ces monstrueuses constitutions de ses prédécesseurs, en les insérant dans son code, en publia de nouvelles pour les expliquer et les confirmer. En l'an 541, il avait rangé les décisions des quatre conciles généraux au nombre des lois de l'Empire. Par une conséquence naturelle de ce principe, plusieurs de ses constitutions ou édits furent aussi dirigés contre les hérétiques sans exception, et leur infligèrent des peines sévères, comme *transgresseurs des lois de l'État*.

Nous en remarquons une conçue en ces termes :

- Nous déclarons infâmes à perpétuité, déchus de tous
- droits, et condamnés au bannissement, tous les hé-
- rétiques des deux sexes, voulant que *leurs biens*
- *soient confisqués sans espérance de retour, et sans que*
- *leurs enfants puissent prétendre à leur succession, parce*
- *que les crimes qui attaquent la majesté divine sont in-*
- *finiment plus graves que ceux qui attaquent la majesté*
- *des princes de la terre.* Quant à ceux qui seront seu-
- lement *suspects d'hérésie*, s'ils ne démontrent leur
- innocence, après en avoir reçu l'ordre de l'Eglise,
- ils seront également considérés comme infâmes et
- condamnés au bannissement²... »

¹ Fleury, *Hist. ecclés.*

² C. Just., lib. I, tit. v, n° 19.

En conséquence de semblables lois, et pour en assurer l'exécution, Justinien ordonne dans une *novelle* qu'à l'avenir, tous les gouverneurs des provinces, avant d'entrer dans l'exercice de leur charge, prêteront à l'empereur serment de fidélité, et déclareront expressément qu'ils sont en communion avec l'Église catholique, promettant de ne jamais rien faire contre elle, et de réprimer de tout leur pouvoir les entreprises de ses ennemis¹. Ce fut, sans doute, en conséquence de telles lois et doctrines, qu'au rapport de Fleury, vers l'an 540, Justinien donna au patriarche d'Alexandrie une pleine autorité sur les ducs et tribuns de l'Égypte, en vue d'éloigner de ces hauts emplois les hérétiques et de mettre à leur place des catholiques².

Telles sont les lois inouïes qui furent invoquées, non sans doute pour protéger la morale chrétienne, qui n'en avait pas besoin, et dont elles étaient la subversion, mais en réalité pour fonder, sous le couvert du christianisme, l'empire temporel le plus absolu et le plus stérile qu'ait jamais vu le monde.

Les édits impériaux contre la liberté de conscience, quoique rencontrant plus de résistance en Occident qu'en Orient, n'y furent pas moins imposés. Le Code théodosien, publié en 438, par Théodose le Jeune, y fut mis en vigueur par des ordonnances menaçantes, et les chefs des peuples barbares qui s'y établirent, à commencer du milieu du v^e siècle, le trouvèrent propre à leur usage. C'est ainsi qu'Alaric, roi des Visigoths, publia en 506, avec le consentement des évêques et des

¹ C. Just., nov. 8, *ad Calcem*.

² Fleury, *Hist. ecclés.*, liv. 33.

seigneurs de ses États, un abrégé de ces lois, qui fut presque aussitôt adopté par la plupart des princes de son temps, et dans lequel on retrouve toutes les dispositions tyranniques du Code théodosien contre les hérétiques. Ces dispositions furent même étendues, dans la suite, à tous les sujets des nouvelles monarchies, sans distinction de Romains et de Barbares. Alaric, qui avait commencé par goûter les doctrines de l'arianisme, n'en trouva pas moins bonnes les lois catholiques, pour être un instrument de règne à appliquer aux peuples conquis.

Ainsi, en Occident comme en Orient, la liberté d'opinion fut généralement considérée comme crime public, et digne des plus terribles châtimens. « L'hérésie était réprimée avec tant de sévérité, dit un auteur partisan de ce système, que, durant plusieurs siècles, ses adhérens et ses fauteurs n'osaient se montrer, et qu'à peine en trouvait-on des exemples, si ce n'est en Angleterre, en France et en Espagne, après la conversion de ces royaumes à la foi catholique. » « Un hérétique opiniâtre, « aussitôt qu'il était découvert, était poursuivi par l'autorité des deux puissances, et *retranché* de la société, « comme un membre gangrené : l'exil ou la prison « perpétuelle était la peine ordinaire de son impiété¹. »

Malgré l'excessive rigueur avec laquelle, après avoir frappé les païens et les juifs, ces lois tyrannisaient encore les chrétiens eux-mêmes, l'Église, qui les dictait, ne fut pas toujours satisfaite de la docilité des empereurs, ni constamment reconnaissante envers eux. Il arriva plus d'une fois que les évêques se soulevèrent

¹ Thomassin, *Traité des édits*.

contre la puissance qui les protégeait. Les emportements de saint Athanase contre Constantin furent souvent imités dans la suite. L'Église catholique n'a pas pardonné à quelques-uns des empereurs d'avoir parfois apporté de l'hésitation à frapper ses adversaires, ou de les avoir pris en pitié...

Des théologiens, s'honorant d'une ingratitude digne de la cause qu'ils servaient, n'ont pas craint de dire « que si les empereurs de Constantinople avaient protégé l'Église, ils l'avaient aussi tyrannisée. » Ils n'ont jamais pu oublier que Constantin, sur la fin de sa vie, par une réflexion de la conscience, avait prêté l'oreille aux ariens et consenti à l'exil de l'audacieux Athanase. Ils n'ont pas pardonné davantage à Constance, son fils, de leur avoir témoigné quelque intérêt. L'*Enotique* de Zénon en faveur des eutichéens, l'*Ecthèse* d'Héraclius et le *Type* de Constant en faveur des monothélites, l'édit de Justinien accordé aux *incorruptibles*, faits exceptionnels dans l'histoire d'une législation draconienne, sont restés frappés des malédictions ecclésiastiques. Bossuet, qui se plaît à expliquer tous les événements de l'histoire, et qui en trouvait souvent le secret dans les lumières de l'Apocalypse, a dit à cette occasion une vérité, mais en la torturant, pour se dispenser de reconnaissance envers les empereurs et pour en déduire une doctrine déplorable. « Dieu, dit l'illustre écrivain, n'a-
« vait pas besoin du secours humain, ni des puissances
« de la terre, pour établir son Église. Il voulait la
« fonder malgré les puissances de la terre, et ce ne fut
« qu'après l'avoir constituée qu'il fit du grand Con-
« stantin un protecteur déclaré du christianisme. Quand
« il eut fondé immuablement et élevé jusqu'au comble

« ce grand édifice, il lui plut alors d'appeler les rois
« de la terre : *Et nunc reges!* Venez, rois, maintenant!
« Il les a donc appelés non *par nécessité*, mais par
« *grâce* !... »

C'est un bien grand art que celui de savoir mêler aussi habilement le sophisme à la vérité pour lui en donner les apparences.

La morale chrétienne n'avait, en effet, besoin que d'être librement présentée aux consciences ; car, comme le disent Lactance et saint Jérôme, les âmes ne sont pas susceptibles de contrainte et cèdent uniquement à la persuasion. Mais si le christianisme avait pu s'établir malgré les persécutions elles-mêmes, ce qui est incontestable, n'est-il pas raisonnable de croire qu'il pouvait fort bien se soutenir par la seule vertu de son autorité morale, sans mettre à un cruel usage le bras séculier ? Et si l'Église a eu recours au pouvoir temporel, il s'agissait donc d'autres intérêts que ceux du christianisme ! Bossuet est partisan de la théorie de la grâce substituée à celle de la justice et du devoir. Il trouve, dans son ingratitude envers Constantin et ses successeurs, l'occasion de mettre les chefs des empires aux pieds du clergé, et ne la laisse pas échapper. Les rois sont appelés en vertu de la grâce de Dieu, et les prêtres sont les dispensateurs de cette grâce ; voilà le système ! Mais où ce système a-t-il conduit les rois et les peuples depuis Constantin jusqu'à nos jours ? Après avoir réduit, en peu de temps, l'empire romain à ce déplorable état de choses qu'on a appelé le bas-empire, ne l'a-t-il pas livré, aveugle et énérvé, aux mains des barbares du

¹ Bossuet, *Disc. sur l'Hist. univ.*

Nord et du Midi? N'a-t-il pas plongé l'Occident dans l'abîme ténébreux du moyen âge, et n'est-on pas effrayé de voir ce que serait encore aujourd'hui le monde chrétien, s'il n'eût secoué à plusieurs reprises les chaînes du fanatisme, par le peu qui nous reste de ses institutions politiques, tant à Rome que dans un petit nombre d'États et de sociétés restés soumis à sa fatale influence?

CHAPITRE V.

LE CLERGÉ PARVENU AU PLUS HAUT DEGRÉ
DE LA JURIDICTION.

Confusion toujours plus grande de la politique et de la religion dans l'Empire. — Le droit de souveraineté conservé intact par les empereurs. — Arbitrage des évêques et for du clergé. — Evêques juges on dernier ressort, même en matière temporelle. — Tiraillement entre les juridictions civile et ecclésiastique. — La magistrature abaissée systématiquement. — Envahissement continu du clergé dans le domaine civil. — Rigueurs excessives employées contre les hérétiques. — Plus l'Eglise monte, plus l'Empire descend. — Invasion des Barbares. — Tentative des Italiens pour établir l'unité italienne. — Dualisme des Eglises de Rome et de Constantinople. — Fausses doctrines introduites dans le christianisme ; elles deviennent profitables à l'ambition du pouvoir temporel.

La primitive Eglise a passé, comme nous l'avons vu, jetant la douce lumière de l'Evangile sur le monde, dont elle l'a profondément pénétré. Constantin et ses successeurs, arrivés au pouvoir, ont accordé successivement aux chrétiens la liberté publique de leur culte, d'immenses richesses, la destruction, par voie d'autorité, des cultes païen et juif, des immunités, au nombre desquelles on remarque l'exemption, pour les clercs, de la juridiction des tribunaux séculiers, qui les place au-dessus du droit commun. Enfin, les empereurs se sont livrés à la discrétion de l'Eglise, prêtant aux décisions canoniques, en matière de foi, l'appui formel de la lé-

gislation de l'Empire, et la faisant exécuter sous l'inspiration des évêques. En un mot, la religion est devenue instrument de règne, et l'empire instrument de religion. Nous touchons au cinquième siècle.

Les empereurs, quelques-uns en particulier, avaient aperçu les périls de la pente sur laquelle l'Église entraînait l'Empire, et, tout en subissant la pression du clergé, avaient retenu autant qu'ils avaient pu dans leurs propres mains les attributs de la puissance souveraine.

L'Église ne possédait encore en propre aucun moyen coercitif pour faire exécuter les sentences rendues dans son sein contre les membres du clergé, et pour l'exécution de ces sentences l'Église était obligée de solliciter l'action du gouvernement, dont l'obligation, cependant, semblait découler de la concession à elle faite par l'État d'une juridiction particulière. Constantin s'était arrêté à deux points essentiels qu'il jugeait propres à donner de la considération au clergé. Le premier consistait à favoriser l'arbitrage volontaire des évêques, usité dans la primitive Église en conformité du conseil de saint Paul, et à donner une autorité positive à leurs sentences. C'est dans cette vue qu'il permit généralement aux gens qui avaient des procès de récuser les juges civils et d'en appeler au jugement des évêques, qu'il s'appliquait à faire exécuter. Il est vrai d'observer que Constantin se trouvait en présence des magistrats païens, et que c'était pour lui une occasion de les abaisser selon qu'il en avait conçu le projet. Il résultait, en effet, de l'extension accordée à l'arbitrage des évêques, que cet arbitrage, né du principe de la charité chrétienne et des conventions des parties, passait à l'état de droit et de juridiction, et qu'il en découlait une grande

déconsidération pour les tribunaux. Aussi les empereurs Arcadius et Honorius durent-ils révoquer une disposition qui jetait le trouble dans la juridiction civile, et restreindre l'arbitrage des évêques aux causes purement religieuses et spirituelles¹.

Le second point auquel Constantin avait donné son attention consistait à renfermer dans le for intérieur de l'Eglise les accusations portées contre des membres du clergé, afin que ceux-ci ne fussent pas obligés de paraître devant la magistrature et d'y étaler quelquefois les faiblesses de l'humanité².

Il paraît, toutefois, que le terrain des restrictions était fortement disputé par l'Eglise aux empereurs; car, à l'encontre de la révocation qui avait été faite de l'extension donnée par Constantin à la juridiction ecclésiastique, nous voyons que, sous l'empire de l'habitude qui en était résultée, les empereurs Arcadius et Honorius eux-mêmes se virent obligés de rendre deux édicts ou constitutions attribuant généralement aux évêques le pouvoir de juger *en dernier ressort comme le préfet du prétoire*, et de faire exécuter leurs sentences par les officiers ordinaires de la justice séculière.

Deux restrictions importantes, cependant, et qui constatent l'indécision et les tiraillements continuels dans lesquels se consumait l'empire, étaient apportées à cette nouvelle concession : l'évêque ne pouvait user d'un tel pouvoir que dans le cas où les parties auraient déféré à son jugement, et, en second lieu, dans les affaires civiles et non point dans les affaires criminelles³.

¹ C. Théod., liv. XVI, tit. II, n° 1.

² Lozomène, *Hist. Ecclés.*

³ Cod. Just., liv., I, tit. IV, n° 7.

Ce dualisme était énervant; il rencontra encore la juste susceptibilité de Valentinien III. Nous voyons dans un de ses édits qu'il explique les constitutions de ses prédécesseurs sur ce point, sans trop de ménagements pour le haut clergé. Il déclare que l'évêque ne peut juger *même les clercs* que de leur consentement et en vertu d'un compromis, ce qui était ramener la juridiction ecclésiastique au simple arbitrage. Il ajoute que, dans le cas où un clerc sera en contestation avec un laïque, celui-ci aura le droit de citer son adversaire devant le juge séculier, tant en matière civile que criminelle; seulement, les évêques et les prêtres auront le privilège de se faire défendre par procureur en matière criminelle¹.

Il était réservé à l'empereur Justinien de rompre avec les indécisions de la législation organique, et d'attribuer en réalité au clergé une juridiction et des tribunaux. Cet empereur recueillit dans son Code la plupart des édits et constitutions rendus par ses prédécesseurs, et y ajouta de nouvelles dispositions pour fixer les limites respectives des deux juridictions ecclésiastique et séculière. Les principales de ces dispositions étaient les suivantes, qui ont survécu durant tout le moyen âge comme base de législation :

1° Pour ce qui regarde les causes des laïques, Justinien retourne à la loi des empereurs Arcadius et Honorius que nous avons citée, et autorise de plus le recours du juge séculier à l'évêque toutes les fois que les parties se croient lésées par le jugement du premier ;

2° En *matière civile*, les clercs, les moines, les vierges

¹ Cod. Théod., Novel. XII, *ad calcem*.

et les veuves doivent être poursuivis devant l'évêque en première instance, et devant le juge séculier seulement en cas d'appel. — En *matière criminelle*, ils peuvent être poursuivis devant l'évêque ou devant le juge séculier, au choix de l'accusateur ;

3° Les économes des églises et les administrateurs des hôpitaux ne peuvent être poursuivis que devant l'évêque pour les défauts de leur charge, et en cas d'appel devant le métropolitain ou le patriarche¹ ;

4° Les évêques ne peuvent être poursuivis devant les juges séculiers pour quelque cause que ce soit, mais seulement devant le métropolitain ou le patriarche, qui doit terminer la cause dans le prochain concile provincial¹.

Dès le règne de Justinien donc, non-seulement la juridiction fut acquise définitivement au clergé, mais dans le dualisme que constituait ce mode de législation, il avait assurément la meilleure part. Et dans cette position magistrale, nous nous plaisons à le reconnaître, l'influence du clergé dut généralement être favorable à l'administration de la justice ; car ce n'est pas précisément dans cette administration que l'unité est nécessaire : elle a besoin, au contraire, du contrôle mutuel des corps qui la constituent ; et pour le clergé, comme pour les magistrats civils, il y avait encore une justice supérieure, celle de l'empereur en son conseil. Le plus grand mal qui en résultât était pour la religion. Le clergé, au lieu d'être tout entier, comme c'était son devoir, aux fonctions spirituelles, à l'enseignement des pauvres, à l'étude des vérités morales, à l'administration des sacrements, à la visite des malades et des prisonniers, se trouvait

¹ Cod. Just., lib. I, tit. iv, de *Episcopali audientia*.

transformé en magistrature et surchargé de toutes sortes d'affaires contentieuses..... Aussi les prêtres véritablement pieux souffraient-ils de cet étrange état de choses et d'un tel surcroît de charges pour l'Église. Les écrits de saint Augustin, de saint Ambroise, de saint Grégoire de Nazianze, de saint Chrysostôme et de beaucoup d'autres évêques attestent qu'ils avaient peine à subvenir aux embarras que les affaires séculières leur donnaient. Ce dernier Père, dans son honnête franchise, répugnait particulièrement à ce mélange d'éléments hétérogènes dans le saint ministère, et déplorait les fâcheuses conséquences qui en découlaient pour l'orthodoxie ecclésiastique. Il osait dire hautement que « bien peu d'évêques seraient sauvés, en comparaison de ceux qu'attendait la condamnation éternelle.... » Il dépeignait les ecclésiastiques comme abandonnant le soin des âmes pour se livrer aux fonctions de procureur, d'huissier, de commis des gabelles, occupations indignes de leur ministère¹.

L'Église cependant se montrait attentive à saisir les moyens et les occasions de s'assurer la possession des avantages temporels qui lui étaient accordés par les empereurs. C'est ainsi que nous voyons le troisième concile de Carthage, tenu en 397, décerner la peine de déposition contre les évêques, prêtres, diacres et autres clercs qui, ayant la liberté de porter leur cause au tribunal ecclésiastique, la porteraient à un tribunal séculier. Un quatrième concile, tenu l'année suivante, va plus loin : il excommunie *même les laïques* qui porteront leur cause à des juges *hérétiques* ou *infidèles* ! On trouve cette

¹ Saint Chrysostome, Hom. III, in *Act. Apost.*, et Homél. XXVI, in *Matth.*

dernière et importante disposition renouvelée par une multitude de conciles postérieurs.

Une conséquence naturelle de la juridiction temporelle des évêques était le droit d'infliger aux coupables des peines afflictives, telles que la prison, la flagellation, les amendes pécuniaires, la confiscation, et même l'exil et les supplices¹. C'est ainsi que le cinquième concile de Carthage inflige à certains pécheurs des amendes pécuniaires, et qu'un concile de Rome, tenu en 503, prononce la peine de l'exil contre les personnes qui avaient mérité des évêques. Quant aux peines du supplice, elles étaient réservées aux hérétiques, c'est-à-dire aux opinions libres et dissidentes. Le parti radical et absolu qui s'était intitulé catholique, et qui dominait avec violence dans l'Eglise, ne manquait pas de s'en prévaloir contre ses adversaires. C'est ce que saint Augustin laisse voir clairement dans une lettre qu'il écrivait, vers l'an 412, au tribun Marcellin, pour l'exhorter à ne pas punir les donatistes *selon la rigueur de la loi*. Le saint docteur émet le vœu « qu'on n'emploie contre eux ni *les chevaux*, ni *les ongles de fer*, ni *le feu*, mais seulement les verges, plus en harmonie avec un châtiment employé par un père envers ses enfants².

L'Eglise, encouragée dans cette voie, où elle avait constamment en perspective et pour but de son activité le pouvoir suprême, maintenait son unité par la fréquente réunion des conciles, et accroissait sa consistance de toutes les forces et facultés dont l'empire se dépouillait.

C'est dans une telle position qu'était à peu près l'Eglise lorsque les barbares du Nord se jetèrent sur

¹ Thomassin, *Anc. et nouv. Discipl.*, t. II, liv. III.

² Saint Augustin, Ep. CXXXIII, *ad Marcell.*

diverses provinces de l'Empire, qu'ils trouvèrent presque sans résistance. Elle sut, quoique souvent froissée par les gouvernements de la conquête, se plier aux circonstances ; et comme ces gouvernements manquaient d'éléments réguliers d'administration, elle eut quelque facilité à leur faire adopter les lois impériales qui consacraient pour elle tant de précieux privilèges. Les évêques rendirent, au milieu de la désolation générale, d'importants services aux populations, et détournèrent plus d'une fois la foudre prête à les frapper. Neutres, pour ainsi dire, dans cet Empire, n'ayant pas fait un seul mouvement pour sa défense, et parlant aux barbares la langue universelle de la religion, ils surent, ainsi que les couvents, se mettre à l'abri des violences qui renversaient tout sur leur passage. On en vit se porter à la rencontre des armées étrangères et, par des paroles propres à exciter la miséricorde des vainqueurs, arrêter ou modérer leurs dévastations.

Deux fois la France, vers ces mêmes temps, trouva dans le zèle intelligent de plusieurs de ses prélats une puissante ressource contre le fléau de la guerre. La ville de Troyes, en particulier, dut son salut à la médiation de son évêque, saint Loup, auprès d'Attila; celle d'Orléans vit de même le fier conquérant calmer ses fureurs devant les supplications de saint Aignan. L'empereur Jules Népos, au rapport de Sidoine Apollinaire, voulant négocier un accord avec les Goths, en 474, ne trouva pas de plus favorables intermédiaires que des évêques, au moyen desquels il obtint les conditions qu'il désirait. Un peu de savoir secondait merveilleusement la charité et le zèle qui inspiraient au clergé ces actes d'utile intervention, dans lesquels, il faut le dire aussi, il trouvait

occasion de faire ressortir son importance et d'accroître son autorité.

De pareils services rendus par le clergé chrétien dans toutes les parties de l'Empire, firent que les évêques acquirent une notable influence sur toutes les institutions qui s'établirent dans ce temps-là. Les conciles de l'Eglise, animés du sentiment de la conservation, en raison directe d'une confusion qui menaçait de tout engloutir, renaissent et fortifiaient dans leur sein la précieuse influence morale dont ils disposaient. Les évêques, les abbés des couvents et autres membres du clergé, s'offraient à tout surveiller, et parvenaient généralement à tout diriger.

« Ce fut un immense avantage, remarque à cette occasion un auteur, notre contemporain, que la présence d'une influence et d'une force, qui reposaient uniquement sur les convictions, les croyances et les sentiments moraux, au milieu de ce déluge de forces matérielles qui vint fondre à cette époque sur la société européenne. Si l'Eglise chrétienne n'eût pas existé, le monde entier eût été livré à la force matérielle. L'Eglise exerçait seule un pouvoir moral. Elle faisait plus, elle entretenait, elle répandait l'idée d'une règle, d'une foi supérieure à toutes les lois humaines. Elle professait cette croyance fondamentale pour le salut de l'humanité, qu'il y a au-dessus de toutes les lois humaines une loi appelée, selon les temps et les mœurs, tantôt la raison, tantôt le droit divin, mais qui est partout la même loi sous des noms divers ¹. »

Hâtons-nous de le dire toutefois, bien que les empe-

¹ Guizot, *Hist. de la civil. en Europe*.

reurs de Constantinople eussent comblé le clergé chrétien de privilèges et eussent conféré à l'Église les attributs de la magistrature judiciaire, jamais, tant que dura leur puissance, ils ne lui cédèrent rien du pouvoir suprême. Les membres du clergé, sans en excepter les évêques, les patriarches ou Papes, restèrent sujets des empereurs et soumis de leurs personnes comme de leurs biens, même dans les élections dont ils étaient l'objet. C'est vainement que ce point important de l'histoire a pu être obscurci tant par les malheurs des temps que par des efforts intéressés. Elle nous a encore transmis des faits qui ne laissent aucun doute à cet égard. Ainsi, les évêques assemblés au concile de Nicée s'accusent tour à tour et en réfèrent à Constantin, qui jette au feu tous leurs libelles. Dans une autre occasion, l'empereur juge Cécilien accusé par les donatistes ; il condamne à l'exil saint Athanase, accusé du crime de lèse-majesté. Constance, son fils, au rapport de Théodorèt, ordonne qu'une cause contre Étienne, évêque d'Antioche, soit instruite dans son palais, et cet évêque étant convaincu, se voit condamné. Valentinien condamne à l'amende l'évêque Cronopius et exile Ursicin, avec ses partisans, comme perturbateurs du repos public. Les évêques, comme le remarque Dupin, eurent recours dans une occasion à Gratien et à Valentinien, pour le supplier de vouloir bien juger des accusations qu'ils portaient contre leur collègue Damasse.

— Nous verrons par la suite une foule de témoignages qui prouvent que les empereurs de Constantinople ne cédèrent jamais le pouvoir temporel à qui que ce soit du clergé, et que si plusieurs crurent utile à la considération de l'Église et à leur propre autorité de lui faire

des concessions immenses, aucun cependant ne se rendit précisément complice de la transformation de la religion en une souveraineté politique. On n'avait pas encore imaginé, si superstitieux que l'on fût dans l'ancien temps, qu'il fallût un royaume à un évêque, pour être plus libre dans l'exercice de son autorité spirituelle, et que la vérité divine eût réellement besoin de quelques lieues carrées de terres stériles. De tous les empereurs de Constantinople, aucun n'alla plus loin en fait de concessions que Justinien, puisqu'il établit véritablement le clergé à la tête de la magistrature, comme nous l'avons vu ; mais un fait qui prouve combien peu il songeait à céder aucune part du pouvoir impérial, même dans l'Occident dont il était si éloigné, c'est sa pragmatique sanction, en vertu de laquelle il rétablit et régla le gouvernement d'Italie, et qu'il envoya à Narsès son lieutenant, qui gouvernait Rome pour lui ¹. Incontestablement donc, au vi^e siècle du christianisme, l'Eglise n'était arrivée sur aucun point de l'univers à réaliser le pouvoir politique ou temporel.

Disons en peu de mots quelle était la situation de l'Occident après le v^e siècle, époque où commence le moyen âge. L'autorité des empereurs de Constantinople allait toujours s'y affaiblissant ; elle rencontrait même

¹ C'est sous le règne de Justinien que furent recueillis les immortels ouvrages contenant les lois romaines, le *Code*, les *Pandectes* et les *Institutes*, par de savants jurisconsultes à la tête desquels était Tribonien, génie universel. Les lois romaines et le Code de Gratien, reformés en quatorze mois par ces mêmes jurisconsultes, portèrent le nom de *Code Justinien*. Par un autre travail, Tribonien, assisté de dix-huit collègues, composa les *Pandectes* et le *Digeste*. La bibliothèque de Tribonien fournit seule les matériaux (530-535).

parfois la mauvaise volonté, sinon la rébellion des nobles ou ducs des provinces. Après la mort de Théodose, ses deux fils, Arcadius et Honorius, s'étant attribué, le premier le gouvernement d'Orient et le dernier celui de l'Occident, on commença à s'habituer à deux empires. Il y eut de fait, à partir de cette sorte de partage, un empire d'Occident, auquel se succédèrent plusieurs princes qui ne reconnaissaient pas constamment la supériorité de celui d'Orient. Les intrigues et la corruption de la cour de Constantinople semaient autour du trône les dissensions de famille, les femmes s'inspirant d'ambition à l'instigation de quelques évêques qui n'étaient pas toujours satisfaits des largesses excessives des empereurs, et qui voulaient avoir le gouvernement de l'Occident. C'étaient la sœur et la fille de l'empereur, Placidie et Honoria, élevées dans la haute dévotion. De telles intrigues ouvrirent plusieurs fois aux invasions des Barbares les portes de l'Empire. La première eut lieu au commencement du v^e siècle. Alaric, Genseric, Théodoric, chefs de bandes armées, et en particulier Attila, ont laissé des noms célèbres. On raconte qu'Honoria s'était amourachée de ce guerrier terrible, sur la réputation qu'il s'était acquise, et, quoiqu'il fût fort laid, voulut l'épouser, et que c'est à l'instigation de cette femme qu'il entreprit la conquête de l'Occident. Il arriva en Italie renversant tout sur son passage; cependant il n'osa point entrer à Rome. Actius, brave général d'Honorius, lui livra bataille et lui fit d'habiles offres de la part de l'empereur, afin qu'il s'en retournât en Hongrie. Attila, ébranlé par la résistance qu'il venait de rencontrer, et redoutant peut-être pour son armée le sort de Radagaise, qui venait de perdre cent

mille hommes et la vie sous les murs de Fiezele, ou celui d'Alaric, à qui son obstination avait été fatale, renonça à son dessein et se retira effectivement en Scythie, où il mourut¹. Les auteurs ecclésiastiques, dans leur préoccupation d'une influence dont personne ne songe à diminuer le mérite, n'ont pas tenu compte du motif palpable qui avait arrêté Attila aux portes de Rome. Ils se sont plu à n'y voir que l'effet d'une puissance toute spirituelle. Attila, selon leur dire, aurait fléchi la tête devant saint Léon, alors évêque de Rome, et se serait même prosterné à ses pieds. Malheureusement, les évêques ne réussirent pas constamment à dompter ces terribles conquérants, et pour ce qui est du pape Léon, il est tout au moins certain que le zèle louable dont il fit preuve dans une circonstance analogue, en se portant avec son clergé au-devant de Genseric, fut sans aucun succès. Genseric dédaigna les supplications du saint évêque, entra à Rome, qu'il livra au pillage durant quatorze jours, et fit encore plus de mal que n'en avait fait précédemment Alaric, entré également, malgré toutes les supplications du clergé. Des historiens assurent que ce Genseric avait été appelé d'Afrique par la princesse Eudoxie, qui voulait, elle aussi, régner sur l'empire d'Occident.

Après le départ d'Attila, les empereurs d'Orient semblaient avoir abandonné à son sort l'Italie. Une lueur d'indépendance vint luire sur elle, et l'on put croire que sur tant de ruines allait s'élever sa nationalité. Un Goth, du nom de Racimère, homme de distinction et d'illustre race, qui avait été favori de l'empereur Va-

¹ Botta, *Storia d'Italia*.

lentinien, se déclara, à la tête du sénat romain, protecteur de l'Italie, et l'Italie, nation indépendante. Les actes y furent rédigés *au nom des Italiens unis*¹. Mais Racimère eut l'ambition de devenir empereur, et l'imprudence de rechercher à cet effet l'appui de l'empereur d'Orient. Les Romains le chassèrent et élurent à sa place Antemius, que Racimère renversa après être rentré victorieux dans Rome. La guerre civile vint compromettre l'empire italien à peine établi. Augustule cependant y régnait en paix, lorsque Odoacre, Italien d'origine et fils d'un ministre d'Attila, se jeta sur lui avec le corps des Hérules qu'il commandait, détrôna Augustule, supprima le titre d'empereur d'Occident et gouverna l'Italie, sans vouloir d'autre titre que celui de *patrice*. Odoacre était un homme de talent; il avait renversé l'Empire, mais conservé la liberté à l'Italie. Terrible dans la guerre, il devint pacifique, et, durant quatorze ans, il fit aimer son règne par la paix.

Mais le malheur de ces temps-là voulait que la guerre fût l'unique but de l'activité humaine. Des troubles survinrent et Odoacre se brouilla avec Théodoric, roi des Goths, qui s'était fixé en Gaule. Théodoric passa les Alpes en 488, avec une puissante armée, défit Odoacre et envahit l'Italie, mais avec le dessein bien arrêté de respecter sa nationalité et de continuer l'ère de prospère bonheur qui s'était levée sur cette contrée.

Théodoric était un homme rempli de qualités naturelles et de raison, quoique ne sachant ni lire ni écrire; il songea à pacifier tout l'Occident. Il commença par restaurer à Rome et dans les provinces les ruines que

¹ Botta, *Stor. d'Ital.*

la guerre y avait semées ; il encouragea les peuples aux travaux de l'agriculture et de l'industrie, cherchant tous les moyens de leur inspirer la confiance et l'affection. Le sénat romain n'avait pas cessé d'exister ; Théodoric lui rendit hommage et appuya son autorité ; confirma l'administration intérieure, qui se composait du préfet, des consuls, des patriciens, des questeurs et des maréchaux de camp, et ordonna que les seuls Italiens pussent être munis de ces charges. Il fit fouiller les lois romaines et voulut qu'elles fussent appliquées généralement, même à ses propres sujets ou soldats. Il ne se réserva que le commandement des armées. Théodoric organisa ainsi un gouvernement libre, dont il ne fut que le protecteur. Il porta la sagesse jusqu'à vouloir que personne ne fût gêné dans son culte et dans sa liberté de conscience. Il fut libéral et juste envers tout le monde. Cassiodore, qui fut son secrétaire, n'a pas peu contribué à la louange de ce guerrier ; mais d'autres historiens, et en particulier Procope, qui était grec, n'ont pas apporté la moindre restriction à honorer dans ce prince des vertus plus que royales. Les soldats, à son exemple, furent des modèles de modération et même de continence. Leurs mœurs faisaient contraste avec celles qu'ils avaient trouvées à Rome en y arrivant, et plus encore, sans doute, avec celles de la cour de Constantinople, qui affichait tous les genres de dépravation. Le contraste de la sage libéralité de Théodoric, avec les terribles édits encore récents des empereurs contre les hérétiques, lui attira la haine du clergé, qu'il ne continua pas moins à traiter avec beaucoup d'égards : rare exemple pour ces temps-là. Un certain Bëotius et son beau-père, ayant été convaincus de haute trahison ;

furent mis à mort, et quelques historiens ont insinué qu'il les avait immolés à sa haine contre le catholicisme, étant lui-même arien. Mais un démenti formel de cette insinuation découle de ce que Béotius n'était pas catholique mais platonicien. Dans une circonstance où les catholiques se disputaient le siège épiscopal de Rome, il convoqua les évêques, les invita à faire un choix sous sa protection et approuva celui qu'ils firent de la personne de Symmaque, qu'il leur avait lui-même indiqué comme en étant digne.

Théodoric mourut âgé, après avoir régné trente-huit ans, et donné pendant cet espace de temps la liberté et la paix à l'Italie et à toutes les contrées où il put étendre son influence. Il avait eu le dessein de perpétuer ses bienfaits en léguant l'empire à son petit-fils âgé seulement de dix ans, à qui il recommanda d'honorer le sénat, d'aimer le peuple romain et de cultiver l'amitié des empereurs de Constantinople. Sa sœur Amalasunte, qu'il chargea de la régence, s'efforça de remplir dignement ce rôle. Elle fit élever son pupille dans les lettres grecques et rechercha la protection tout à la fois des empereurs de Constantinople et du sénat de Rome, à qui elle ne cessait de dire que ses soldats, les Goths, n'étaient que l'armée de l'Empire. Mais Atalaric vint à mourir, et pour conserver à ses peuples leur position, elle épousa un de ses parents, homme infâme, qui la fit reléguer sur un rocher au milieu du lac Bolsena, où il la fit ensuite étrangler, de crainte que ses malheurs n'inspirassent la pitié.

L'Italie vit encore le règne de Totilla, que les historiens ne s'accordent pas à reconnaître aussi digne que Théodoric, mais dont les intentions furent peut-être de

le prendre en tout pour modèle. Nous sommes à peu près au milieu du ^{vi} siècle, et c'est l'époque vers laquelle (552) Justinien envoie l'eunuque Narsès rétablir en Italie l'autorité des empereurs d'Orient, qui, bien que reconnue de droit, était évidemment détruite par les faits. Cette autorité se rétablit sans beaucoup d'obstacles. Les Goths se résignèrent à se faire laboureurs pour la plupart, tandis que quelques-uns d'entre eux se retirèrent dans des positions fortifiées, où ils s'enfermèrent en paix.

Le ^v siècle vit aussi l'établissement en Occident des moines qui y avaient paru dès la fin du ^{iv}. C'étaient des chrétiens retirés des bruits du monde, en vue de se préserver de ses atteintes, et qui s'adonnaient à la contemplation et à la pénitence, à l'imitation des ascètes et autres solitaires établis de tout temps en Orient. On connaît l'histoire de la Thébàide chrétienne. Les solitudes avaient été peuplées de personnes entraînées dans cette direction d'esprit, qui tentait avec héroïsme de disputer aux sens les impressions extérieures, et d'isoler l'âme, un peu trop peut-être, de ces impressions. Il en vint en Occident, qui s'y établirent sous la protection de quelques évêques, et fondèrent des monastères où ils vivaient en communauté sous une règle et une discipline définies. Les mœurs de ces nouveaux venus firent un contraste si frappant avec celles du clergé, bien qu'ils ne fussent pas généralement prêtres, que le peuple conçut pour eux le plus grand respect. Ils se mirent dans les premiers temps à cultiver des terres devenues désertes par suite de la dépopulation causée par les guerres. Bientôt enrichis par la générosité des fidèles, ils s'adonnèrent spécialement aux études théologiques,

et à faire des miracles qui les rendaient agréables aux gens et même aux Barbares. Mais revenons à la situation où se trouvait le pouvoir du clergé séculier, qui n'avait fait que s'accroître au milieu des désordres de la guerre et des changements de gouvernements.

Nous avons vu que les évêques de Rome et de Constantinople s'étaient exclusivement arrogé le titre de patriarches, et déclarés respectivement chefs des Églises d'Occident et d'Orient, jetant ainsi les fondements d'un redoutable dualisme au sein de la chrétienté. D'un autre côté, le christianisme avait naturellement revêtu, dans les diverses contrées, des nuances analogues au caractère particulier des peuples. En Syrie et en Égypte, par exemple, la religion prenait une teinte de contemplation ascétique et exaltée; en Grèce elle était mise à l'usage, moins austère, des spéculations philosophiques et oratoires, par des rhéteurs devenus théologiens; en Occident, au nord surtout, elle rencontrait des dispositions graves et sincères, tandis qu'à Rome, par l'effet de l'habitude et des traditions, elle rêvait instinctivement la continuation de la conquête et de la domination du monde. Ajoutons que le christianisme, particulièrement en Orient, se trouvait environné d'une infinité de doctrines théologiques et philosophiques de tous les âges, toujours disposées à le heurter, soit pour s'assimiler à lui, soit pour lui imposer des directions diverses. Un grand nombre d'éléments hétérogènes menaçaient donc l'Église de l'anarchie, et elle ne pouvait manquer de s'en voir déchirer, du jour où, au lieu de se renfermer dans l'unité morale de la primitive Église, c'est-à-dire dans quelques vérités fondamentales servant de lien commun à une fédération d'Églises, et de laisser librement agiter autour d'elle les vérités de

l'ordre secondaire, elle se serait mise à légaliser la religion comme un empire terrestre, et à poursuivre l'unité matérielle dans la personnalité et la force. Dès ce jour-là, en effet, elle entrait dans les luttes interminables qui devaient lui faire jouer au sein des sociétés un rôle toujours complexe, et porter dans son action un mélange terrible de ce qu'il y a de pire dans les passions des hommes et de plus sacré dans leur conscience : toujours agitée et militante, avec son principe de paix ; toujours despotique, avec son principe de paternité ; toujours polluée, avec la morale la plus pure ; toujours superbe, en prêchant la modestie ; parlant de son unité et de son universalité au milieu des schismes successifs ; proclamant son infailibilité dans les erreurs les plus patentes, et sa puissance sans bornes le jour où il ne lui restera de son édifice que ce qu'il faut pour porter aux générations le témoignage matériel d'une existence inutile et d'une chute assurée.

Nous dirons quelques mots en passant de deux de ces funestes doctrines qui nuisirent tant au christianisme : l'*ascétisme*, qui n'était qu'une exagération pathologique du désintéressement et du spiritualisme chrétien, et le *mysticisme*, autre exagération du sentiment. La première de ces doctrines frappait d'anéantissement les facultés actives de l'homme, et la seconde était de nature à altérer profondément sa sincérité et sa raison. Les docteurs des trois premiers siècles de l'Église, Athénagore et Clément d'Alexandrie en particulier, avaient vivement combattu l'ascétisme pour en préserver le christianisme. Apporté d'Orient par des anachorètes plus ou moins bizarres, que la singularité de leur conduite faisait considérer, par le vulgaire, comme de saints personnages,

il avait infecté la vraie croyance. Le mysticisme, dont la civilisation romaine n'avait pas réussi à se préserver, et qui était venu de Syrie et d'Égypte avec les cultes d'Isis et de Cybèle, s'était insinué aussi dans le catholicisme, où les hommes du parti politique n'avaient pas intérêt à le proscrire. Le mysticisme consistait à ravir l'homme à la réalité de l'existence, pour le faire vivre de la vie idéale, par le magnétisme du langage et l'exaltation du sentiment. La contemplation lui était commune avec l'ascétisme; mais il n'avait pas la même innocence, car les prêtres de l'antiquité en avaient abusé pour s'ouvrir une porte secrète aux plus graves abus de confiance envers la société.

L'ascétisme flétrissait toutes les joies du christianisme; il ne voulait point y voir la *Bonne Nouvelle*; l'homme, même après le sacrifice du Calvaire, restait pour lui condamné à la malédiction tombée dès le commencement du monde sur le premier père. Il ne voyait dans l'Évangile que le spectacle de la souffrance; il provoquait la douleur, il la sanctifiait sans raison. Souffrir volontairement à tous les moments de la vie et jusqu'à la tombe; se priver de tout, se macérer, se traîner dans la boue et la poussière, en signe d'humiliation, ce n'était qu'aller au-devant des châtimens d'un Dieu toujours courroucé, et payer la dette du péché qui enveloppait fatalement tout homme, même dans l'isolement et l'inaction; péché inévitable pour lui comme l'air qu'il respirait. Pour l'ascète, point d'innocence, point de vertu, à peine la sienne; et pour prix d'une vie consumée dans les souffrances volontaires, après la mort, le ciel peut-être!...

Les rêveries de l'ascétisme et du mysticisme avaient

pris une immense influence dès le cinquième siècle, qu'attristait déjà la présence des Barbares; elles entrèrent non-seulement dans les couvents, où elles étaient apportées par des moines, mais encore dans le sein des conciles, où elles engendrèrent des discussions insaisissables et stériles. C'est en grande partie à ces funestes doctrines, jointes à l'esprit discoureur et sceptique des rhéteurs grecs, qu'il faut attribuer la stérilité de l'Église pour tout progrès tendant à réaliser la civilisation. Une fois enveloppés dans les nuages du mysticisme et les aberrations de l'ascétisme, les hommes sincères qu'elle renfermait dans son sein étaient condamnés à une impuissance radicale et à une éternelle immobilité d'esprit. L'ascétisme disait avec sincérité que l'homme n'était sur la terre que pour souffrir; pouvait-il sortir d'un tel principe une seule des améliorations que réclamait légitimement la société? L'humanité pouvait-elle croire que tel fût le dernier mot de la piété et du christianisme en particulier? Assurément non, et il fallait bien que tôt ou tard elle cherchât en dehors d'une si pernicieuse influence la liberté d'action et la voie du progrès.

L'ascétisme ne présentait pas seulement l'inconvénient de frapper d'anéantissement les lumières intellectuelles et l'activité humaine; il avait encore celui d'absorber dans son anéantissement d'honnêtes chrétiens qui auraient pu, en se rendant moins étrangers à la société et à l'Église, leur fournir des exemples de vertu. Leur indifférence, poussée à la dernière extrémité, faisait aussi que soit dans l'Église, soit dans les cloîtres, les positions dominantes étaient à la merci des ambitieux. L'ascétisme enfin contribua énormément à la sta-

gnation des éléments sociaux durant le moyen âge, et l'on peut dire qu'il fut une contrefaçon du principe chrétien, et qu'au lieu de faire, comme le principe vrai, un rôle de spiritualisme éclairé et fécond, il ne fit que jeter une confusion énervante dans l'Église et dans les esprits.

— Ces aberrations furent exploitées par les politiques de l'Église. En les voyant obtenir une grande vénération et devenir une tendance de l'époque, ils songèrent à y trouver une source d'influence et d'autorité. Jusque-là, ils avaient pu envahir toutes les positions élevées sans pouvoir atteindre à la souveraineté suprême, que les empereurs avaient maintenue inviolable. Ils s'efforcèrent, pour tourner l'Empire, de l'envelopper des ténèbres que l'ascétisme et le mysticisme répandaient. Ce fut dans ce but qu'ils parlèrent d'un *pouvoir spirituel*. Ce pouvoir consistait dans le *gouvernement des âmes*; les empereurs devaient avoir uniquement l'administration des corps. L'homme ayant une âme et un corps, il lui fallait deux autorités effectives au risque d'antagonisme, et la société existant aux mêmes conditions que l'individu, il lui fallait nécessairement deux lois et deux empires. Mais l'Église, déjà dans ces temps-là, entendait bien que le corps social suivrait l'impulsion qu'elle donnerait à l'esprit.

Quelques-uns des empereurs de Constantinople étaient assez éclairés pour ne pouvoir se dissimuler les conséquences d'une semblable théorie; mais du jour où l'empire fut transporté au milieu des chrétiens d'Orient et le paganisme aboli, ils se trouvaient livrés sans contre-poids à la pression des évêques, et ne se soutenaient eux-mêmes que par ces incessantes concessions

qui allaient jusqu'à prêter aux décisions canoniques l'appui des lois et de la force publique. Ils ne virent ou ne voulurent voir dans le gouvernement des âmes qu'un allègement au fardeau de la couronne, et se prêtèrent pour la plupart à son établissement.

Les conciles y procédaient en décrétant les articles organiques de la religion les uns après les autres. C'étaient des abstractions pour la plupart insolubles, et complètement étrangères à la destinée terrestre des sociétés. On délibérait dans leur sein, et l'on votait sur le péché originel et ses conséquences, sur la nature et les attributs de la Divinité; à savoir : combien il y avait de personnes en Dieu, si le Père était plus ancien que le Fils, comment le Fils procédait du Père; on discutait avec ardeur si le pain de la communion devait être fait avec ou sans levain; on posait en problème quelle était la nature de la lumière qui avait illuminé le mont Thabor, et rarement les conciles se fermaient-ils sans que la majorité n'eût lancé des anathèmes contre la minorité. Une certaine école, composée de théologiens et de philosophes, à Alexandrie, avait amalgamé avec les simples vérités de l'Évangile les aberrations métaphysiques les plus singulières de la Grèce et de l'Inde, et c'est à cette école qu'étaient puisés les éléments sur lesquels les conciles délibéraient et formaient leurs décisions.

Il y avait dans les conciles un entraînement à grouper ensemble des propositions plus ou moins inintelligibles, reliées cependant entre elles par une logique de convention, d'où l'on faisait sortir (avec l'appui des lois de l'Empire, bien entendu) l'autorité de l'Église. Cet échafaudage de propositions était présenté à l'esprit de la jeunesse, et recommandé à sa croyance en raison même

de l'incroyabilité. Et du moment qu'on était parvenu à faire croire à un chrétien une chose incroyable, un *mystère*, que le prêtre avouait ne pas comprendre lui-même, alors la foi était fixée dans son âme; on était assuré d'y régner et de pouvoir y faire entrer tous les genres de persuasion. Les esprits, par cette sorte de système, étaient mis en voie de croire tout ce qui était le plus opposé à la raison, que l'on semblait convenu de détruire dans l'homme comme opposée à la foi, et tout ce qui paraissait merveilleux ou bizarre : *Credo quia absurdum!* A mesure que ce système dogmatique s'imposait à la raison et l'anéantissait dans sa source, la morale évangélique tenait moins de place dans les conciles et dans l'enseignement de l'Eglise. Il y avait moins d'amour dans les âmes, mais il y avait plus de crainte; car la crainte était une conséquence naturelle des ténèbres semées par un tel système sur l'esprit des peuples. Et comment n'aurait-on pas craint une autorité qui jetait ainsi le trouble dans toutes les facultés de l'âme, surtout quand elle avait déjà, dès le iv^e siècle, non-seulement l'appui des lois de l'État, mais encore, en main propre, les ongles de fer, les chevalets et le feu, comme nous l'avons vu?

Il y avait dans les conciles un grand nombre d'hommes pieux et animés d'intentions chrétiennes; mais ils étaient généralement dominés par des théologiens ambitieux et violents. Cette métaphysique orientale obscurcissait souvent leur entendement et dévoyait leur intelligence. L'esprit du mal, qui marchait dans l'Eglise parallèlement au bon esprit, faisait donc son chemin vers la domination. Plus le domaine de la religion était couvert de ténèbres, plus il était facile de faire sortir de

l'Écriture sainte elle-même des interprétations erronées, telles que celle qui fut donnée à l'expression *lier et délier*, et à quelques autres dont les théologiens ont fait la base d'un *pouvoir spirituel* tendant à devenir, par voie de logique, le pouvoir effectif dans le monde entier.

CHAPITRE VI.

SAINT PIERRE FUT-IL ÉVÊQUE DE ROME?

L'historien Eusèbe. — Une chronique de l'évêque Papias, et une autre d'Hégésippe, deviennent cause première de l'erreur commune. — Saint Ignace, saint Irénée, saint Clément, Tertullien, Lactance, Arnobe. — Contestation des auteurs catholiques et protestants. — Allatius traite de fable l'évêché de saint Pierre et met en contradiction les auteurs invoqués par Eusèbe. — Il faut abandonner des traditions obscures pour chercher la vérité du sujet dans le Nouveau Testament. — Les Actes des Apôtres et les Épitres. — Saint Pierre Apôtre des Juifs, et saint Paul Apôtre des Gentils par ordre de Dieu. — Concile de Jérusalem. — Les Apôtres Paul et Pierre remplissent leur mission selon l'ordre établi, saint Paul à Rome et saint Pierre en Asie. — Où sont morts les deux Apôtres ? — Réfutation d'Eusèbe. — Les conciles dans la question de la suprématie épiscopale. — Les spiritualistes et les matérialistes dans la question de l'unité de l'Église. — Ces derniers tendent à dominer dans l'Église et dans l'État.

Nous avons dit que, dans les premiers siècles du christianisme, on était loin d'admettre généralement que saint Pierre eût évangélisé Rome, et eût été, comme premier évêque de cette capitale, placé à la tête de la hiérarchie pontificale. Nous voulons, avant d'aller plus loin, examiner un sujet auquel l'Église catholique a attribué, par la suite des temps, une importance capitale, et qui, avec les fausses Décrétales et la donation

supposée de Constantin, a servi de fondement principal à sa théorie de domination universelle.

Avant Eusèbe, évêque de Césarée, qui écrivait au iv^e siècle, on n'avait pas attaché autant d'intérêt qu'on le fit, par la suite, à un débat de cette nature. Le fait était vaguement énoncé par les uns, sans aucun témoignage direct, et traité d'absurdité par d'autres. Eusèbe, cependant, entre à ce sujet dans l'affirmation la plus positive : « Pierre, dit-il, fut le premier qui ouvrit, par
 « la prédication de la parole du salut, la porte du
 « royaume céleste à la ville de Rome¹... Pierre, Galiléen de nation, le premier Pontife des chrétiens,
 « après avoir fondé l'Eglise d'Antioche, part pour
 « Rome, où il prêche l'Evangile; et dont il reste évêque
 « vingt-cinq ans²... Au temps de l'empereur Claude,
 « Pierre, le premier et le plus grand des Apôtres, ainsi
 « que le prince et le maître des autres, vient à Rome,
 « par une faveur spéciale de la divine Providence, pour
 « s'opposer à Simon le magicien, cette honte et ce fléau
 « de la race humaine³... Néron étendit ses cruautés
 « aux Apôtres eux-mêmes. La tradition rapporte que
 « sous lui, Paul fut décapité à Rome, et que Pierre fut
 « crucifié; et cette narration est confirmée par les monuments des Apôtres, qui portent encore aujourd'hui
 « leurs noms dans les cimetières de Rome⁴... » Eusèbe nous indique les sources d'où il tire ses renseignements. Ce sont Papias, évêque d'Hieraple en Phrygie, qui avait été disciple de saint Jean l'Évangéliste et compagnon

¹ Eusèbe, *Hist. ecclés.*, liv. II, ch. xiv.

² Eusèbe, *Chronic.*, ann. 44.

³ Eusèbe, *Hist.*, liv. III, ch. xiv.

⁴ Eusèbe, *Hist.*, liv. II, ch. xxv.

de saint Polycarpe; Hégésippe, juif converti au christianisme, qui, après avoir fait le voyage de Rome, rédigea, *en témoignage de sa foi*, un catalogue des évêques de Rome jusqu'à Eleuthère, qui fut le treizième; saint Ignace, qui avait vu les Apôtres; saint Irénée, qui fut disciple de saint Polycarpe; saint Denys de Corinthe et saint Clément, Pape, auteurs plus ou moins rapprochés des temps apostoliques.

Descendant d'âge en âge la tradition, Eusèbe arrive jusqu'à des auteurs du mérite de Tertullien, saint Cyprien, Arnohe, Lactance, et se fait un appui de quelques passages de leurs écrits, qui semblent ne laisser aucun doute, que le fait du martyre de saint Pierre, sinon celui de son épiscopat, ne fût l'objet d'une tradition assez répandue dès les II^e et III^e siècles chrétiens.

Les autorités invoquées par Eusèbe ne sont d'abord que comme une rumeur vague et dissonante; une allusion, une phrase énonçant incidemment les faits sans les expliquer, et enfin quelques passages d'auteurs ecclésiastiques qui semblent leur donner plus de consistance, et les présenter comme une opinion reçue de leur temps. Eusèbe s'empare de ces éléments épars, les condense, et en fait sortir les paroles affirmatives, presque dogmatiques, que nous venons de rapporter, en les entourant d'un soin qui n'est pas étranger, peut-être, au projet conçu dès lors, par plusieurs des principaux chrétiens, d'avoir un centre d'autorité, au moyen duquel les Églises pussent abriter la doctrine contre le débordement des discussions théologiques.

Papias, qui est l'autorité la plus ancienne, ne valait peut-être pas la peine d'être cité. Cet auteur ne fait qu'indiquer sa propre opinion indirectement, et par une

supposition assez singulière. C'est en parlant de saint Marc ; il dit que « ce disciple était à Rome avec saint Pierre, lorsqu'il écrivit ses deux épîtres ; et que Babylonie, lieu d'où l'Apôtre les a datées, était un nom allégorique donné par saint Pierre à la capitale de l'Empire... »

Hégésippe, en dressant le catalogue des évêques de Rome, *pour témoignage de sa foi*, avait placé saint Pierre en tête, et articulé que « l'Apôtre subit le martyre dans cette ville après *vingt-cinq ans* d'épiscopat... »

Saint Irénée parle plus sérieusement, sinon avec plus d'exactitude. « Matthieu, dit-il, publia son Évangile en hébreu, en même temps que Pierre et Paul fondaient l'Église de Rome... la plus grande et la plus ancienne. Cette Église a toujours conservé la tradition apostolique, et c'est par la succession de ses évêques que nous confondons les novateurs ; c'est toujours à celle-là qu'il faut se rallier comme étant la plus saine... »

Eusèbe cite aussi Denys de Corinthe, qui dit que Pierre et Paul, enseignant dans Rome, y subirent ensemble le martyre ; et saint Ignace qui, dans une Épître aux Romains, leur dit : « Je ne vous commande point, comme firent Pierre et Paul, mais je vous prie... »

Saint Clément, qui occupait le siège épiscopal de Rome vers la fin du 1^{er} siècle, écrit aux Corinthiens une lettre dans laquelle, en parlant de Pierre et Paul, il donne à entendre, bien qu'il ne le dise pas expressément, « que leur martyre eut lieu à Rome sous les préfets... »

¹ Saint Irén., *Contra hæret.*, lib. III.

² Saint Clém., *ad Corinth.*, Ep. I, c. 5.

On trouve dans Tertullien un passage qui prouve que cet auteur du II^e siècle partageait l'opinion que Pierre avait été martyrisé à Rome. « Si vous voulez mieux vous
 « instruire, dit-il aux hérétiques, parcourez les Églises
 « apostoliques, où vous trouverez encore les chaires
 « des Apôtres et leurs lettres authentiques, qui vous
 « feront entendre leurs paroles et presque leurs personnes. Êtes-vous près de l'Achaïe, vous avez Corinthe. Si vous n'êtes pas loin de la Macédoine, vous
 « avez Philippes et Thessalonique. Si vous passez en
 « Asie, voilà Éphèse. Si vous touchez aux côtes de
 « l'Italie, allez à Rome, dont l'autorité vous viendra
 « aussi en aide : heureuse Église qui a reçu, avec leur
 « sang, toute la doctrine des Apôtres, et où Pierre est
 « associé par le genre de la mort à la passion de Jésus-Christ¹... »

Saint Cyprien, dans plusieurs de ses écrits, parle de Rome comme ayant entendu la parole de saint Pierre, et emploie souvent ce mot « la chaire de Pierre. »

Eusèbe met fin à ses citations sur ce sujet par celle d'un prêtre du nom de Caius, qui vivait au commencement du III^e siècle, et qui disait à quelqu'un : « J'ai à
 « vous montrer les trophées des Apôtres Pierre et Paul.
 « Si vous avancez par la voie qui monte au Vatican, ou
 « par la voie d'Ostie, vous apercevrez leurs monuments, qui s'élèvent comme deux forteresses qui gardent l'Église romaine². »

¹ Tertul., *De prescript. hæret.*, XXXVI.

² Eusèbe aurait pu se prévaloir d'une autorité du plus grand poids sur un tel point. L'empereur Julien dit que, de son temps, les tombeaux des Apôtres Pierre et Paul étaient à Rome l'objet de la vénération des chrétiens. (*Lib. X, in princ.*)

L'opinion de la présence de saint Pierre à Rome, à un certain temps, acquiert de la consistance et se généralise à l'approche du iv^e siècle. Lactance fournit un témoignage presque aussi explicite de cette croyance que celui d'Eusèbe lui-même, qui s'en est évidemment inspiré. « Pierre et Paul, dit Lactance, prêchèrent à Rome, et l'on y conserve la mémoire de leur enseignement. Les miracles que Dieu donnait à Pierre d'opérer, convertirent jusqu'à des bourreaux, et il s'établit à Rome un temple permanent de fidèles. Néron, informé de cet établissement, apprit que non seulement à Rome, mais de toute part encore, on abandonnait le culte des idoles pour la religion nouvelle. L'exécrable tyran n'hésita pas devant un nouveau crime; il fit abattre le temple céleste, proscrivit la justice, et le premier de tous se mettant à persécuter les serviteurs de Dieu, il fit attacher Pierre à une croix et mourir Paul¹. »

Arnohe, qui avait été maître de Lactance, et s'était comme lui converti au christianisme, parlant aux Romains des preuves de la religion, leur rappelle un prodige qui s'était passé dans leur capitale. « On y avait vu Simon le magicien s'élever dans les airs sur un quadrigé de feu, et saint Pierre faire évanouir sa science et précipiter le magicien en invoquant Jésus-Christ². »

Dès le iv^e siècle, l'opinion courait donc généralement que saint Pierre avait été à Rome. Aussi n'avons-nous plus à nous étonner de voir plusieurs des saints Pères, à dater de cette époque, parler du saint Apôtre

¹ Lactance, *de Mortib. persecut.*, c. II.

² Arnohe, *Adress. Gent.*, lib. II.

dans ce sens, et s'efforcer de faire converger les esprits vers cette croyance, dans le but de constituer l'unité hiérarchique de l'Eglise. Le moyen âge tout entier la partagea ; même il la perfectionna à la mesure des nécessités de l'Eglise, notamment en ce qui touche le point de l'épiscopat de l'Apôtre Pierre.

Les légendes ne manquaient pas, sur le même sujet, pour prouver que le peuple, à la suite des chefs de la chrétienté, s'était particulièrement attaché au nom de saint Pierre, en raison sans doute de la grande renommée qu'il s'était acquise dans l'Orient par ses miracles. Ces légendes abondaient en Italie, où chacune des grandes villes voulait avoir joui de la prédication de l'Apôtre et en avoir reçu un évêque. C'est ainsi qu'à Naples on raconte encore aujourd'hui que saint Pierre aborda dans cette ville, et y fut reçu par une femme nommée Candide, qui obtint de lui un miracle. L'Apôtre baptisa les Napolitains et leur donna pour évêque le frère de cette Candide, appelé Asprenus.

D'après une chronique rapportée par saint Antoine, archevêque de Florence, « Eliogabale ayant fait renverser les tombeaux qui étaient au Vatican, les fit jeter pêle-mêle dans les catacombes, et ceux des saints Pierre et Paul s'y trouvèrent confondus avec beaucoup d'autres. Mais leurs ossements furent distingués plus tard par saint Cornèle, qui eut une révélation, laquelle lui fit connaître que le pécheur était plus court que le prédicateur ! « Enfin, une autre tradition, que n'a pas dédaigné de recueillir un auteur du temps actuel, rapporte le fait suivant, qui ne ferait pas un grand honneur au courage apostolique de saint Pierre : « Les fidèles de Rome, ayant su que Néron préparait une

grande persécution contre les chrétiens, allèrent vers saint Pierre et lui dirent : « Voilà que des jours mauvais approchent ; sauvez votre vie qui nous est précieuse ; fuyez ! » Et Pierre s'en alla de Rome, par la voie Appienne. Parvenu au delà de la porte qu'on nomme aujourd'hui Sainte-Marie *ad passus*, il vit Jésus-Christ debout devant lui. Il lui dit : *Domine, quo vadis ?* (Où allez-vous, Seigneur ?) Jésus lui répondit : — Je vais à Rome, pour y être de nouveau crucifié. — Ah ! dit l'Apôtre, ce ne sera pas vous, Seigneur, qui serez crucifié à Rome, mais moi-même. — Va donc, lui dit le Maître, et prends possession de la ville par le martyre. Quelques jours après, le premier Pape était immolé sur le mont Janicule. C'est ainsi que fut fondé à Rome le Pontificat suprême des chrétiens. Trente Papes se firent égorger dans cette ville, afin d'y conquérir un siège au-dessus de tous les autres.....¹.

Voici où en était venue dans son expression la plus affirmative, au sortir du moyen âge, la question, et comment nous la trouvons exposée dans un ouvrage spécial publié au commencement du xvii^e siècle : « Le bienheureux Pierre, Apôtre et prince des Apôtres, d'Antioche, fils de Jean, de la province de Galilée, siégea d'abord sept ans à Antioche. De là il se rendit à Rome, sous le règne de Néron. Là, il occupa le siège épiscopal durant vingt-cinq ans, deux mois et trois jours. Là, il écrivit deux Épîtres et l'Évangile attribué à saint Marc, parce que saint Marc fut son auditeur et son fils par le baptême... Là, il ordonna deux évêques. Lin et Clet ; Pierre, dans cette position,

¹ Poujoulat, *Hist. des Papes*.

« instruisait le peuple par la prédication et la prière. Il
 « y eut plusieurs discussions publiques avec Simon le
 « magicien, tant en présence de Néron qu'en présence
 « du peuple. Il souffrit le martyre avec Paul trente-
 « sept ans après la passion de Jésus-Christ¹. »

Enfin, en 1862, on lit dans l'*Annuaire pontifical* :
 « Saint Pierre de Bethsaïda en Galilée reçut de
 « Jésus-Christ la puissance suprême du Pontificat, pour
 « la transmettre à ses successeurs. Il siégea à Antioche
 « jusqu'à l'an 42, et depuis lors à Rome, où il finit ses
 « jours sous Néron, l'an 66..... »

Si la tradition, qui rapporte que saint Pierre fut évêque de Rome, put se reproduire dans le clergé d'abord et se voir ensuite favorablement accueillie par les masses, beaucoup plus disposées en faveur de saint Pierre le pêcheur qu'en faveur de saint Paul le docteur, il n'en fut pas de même lorsque des évêques de Rome, faisant concorder une certaine primauté apostolique avec l'importance de leur résidence, voulurent que leur siège eût la primauté par droit de succession. Si, d'une part, le besoin de l'unité semblait faire une loi à l'Eglise de constituer dans son sein une autorité arbitrale, en vue des discussions qui s'y élevaient sur les points les plus capitaux de la doctrine, et de placer naturellement cette autorité dans la capitale du monde, il y avait de l'autre, dans l'épiscopat, soit des réticences, soit des distinctions métaphysiques, soit même des dénégations formelles portant contre le fait que jamais saint Pierre eût été à Rome.

Allatius ne craint pas de dire que l'évêché de saint

¹ Thomas Ramon, *De Primatu divi Petri*.

Pierre était considéré par beaucoup, dès les premiers temps, comme une fable ridicule, et en appelle aux témoignages mêmes qu'Eusèbe fait valoir, de Tertullien, saint Cyprien, Lactance et Arnobe¹.

Il faut bien le dire aussi : Eusèbe, en donnant comme base première à son récit la chronique de Papias, qui confondait Rome avec Babylone, et celle d'Hégésippe, qui parlait d'un épiscopat ayant duré vingt-cinq ans, sans laisser aucune trace historique, a gravement compromis une croyance qui, après s'être formée peu à peu, devait devenir d'une importance capitale. Cet auteur lui-même, en parlant de Papias, dit que « c'était un *esprit borné*; qu'il a laissé après lui plusieurs choses qui sentent par trop la fable, et qu'il a fourni à plusieurs écrivains ecclésiastiques, venus après lui, et entre autres à saint Irénée, l'occasion de tomber dans l'erreur, à cause du prix qu'ils attachaient à l'ancienneté de ses récits. »

On voit par cet aveu que si Eusèbe est vraiment un auteur sincère, il ne nous montre pas du moins comme étant bien recommandable le premier témoignage dans lequel il voit poindre le fait dont il s'agit.

Sont venus dans les temps modernes les polémistes protestants et les libres penseurs, à commencer du *xvii^e* siècle. Ils ont généralement repoussé la croyance que saint Pierre ait été à Rome; mais quelques-uns, Calvin et Leibnitz entre autres, ont admis la possibilité que l'Apôtre y fût venu après avoir longtemps évangélisé l'Asie-Mineure, et s'y fût rencontré au moment

¹ Allatius, *De Eccles. Occident. et Orient. Confess.*, lib. I, c. II.

même de la cruelle persécution dont il aurait été une victime. Il y a donc eu parmi les protestants quelques concessions sur ce point, ou plutôt quelques doutes; et c'est ce qu'a dit en ce peu de mots Owen : « *An Pe-trus fuerit Romæ, sub iudice lis est.....* »

De nos jours, la discussion n'a pas paru épuisée, et elle ne saurait l'être avant que le temps n'ait fait justice des passions et des intérêts, qui seuls lui donnent de l'importance. San Domingo, il n'y a guère plus de vingt ans, s'exprimait ainsi : « Saint Luc qui écrivait, en 61, à Rome les *Actes des Apôtres*, ne dit pas un mot touchant le voyage ou la présence de saint Pierre dans cette ville. Saint Paul garde le même silence à ce sujet dans ses *Épîtres*, où il raconte que l'an 66 il se défendit lui-même devant Néron des accusations portées contre lui. Quoi ! saint Pierre aurait été évêque à Rome en 43, et saint Luc ne dirait pas un mot de son Pontificat, lui qui mentionne les moindres particularités relatives aux autres Apôtres et à Céphas lui-même ; lui qui signale tous les voyages de Pierre en Judée, en Samarie, dans les années 41, 43, 57, 59 ? Comment saint Luc, qui nous raconte les entrevues de saint Paul avec les Juifs à son arrivée et durant son séjour à Rome, aurait-il gardé le silence sur les entretiens qui eussent été si précieux à recueillir, entre les deux grands Apôtres réunis dans la capitale du monde ? Les *Épîtres* de saint Paul s'accordent avec les écrits de saint Luc, pour établir que saint Pierre ne fut jamais à Rome. Dans l'*Épître aux Galates*, saint Paul fait voyager Céphas de Jérusalem à Antioche en 57 et 58. Il raconte qu'il le blâme hautement de communique le Saint-Esprit aux Gentils. Enfin, saint

« Paul, dans son Épître aux Romains, ne dit pas un
« seul mot de saint Pierre¹..... »

Santo Domingo aurait pu ajouter que dans cette dernière Épître l'Apôtre saint Paul salue tout particulièrement, avec autant de ferveur que de respect, vingt-huit personnes et plusieurs familles de l'Église de Rome, sans que saint Pierre soit compris dans ce nombre. Une telle omission n'est pas, nous l'avouons, une preuve affirmative ; mais il est peu probable que le saint Apôtre eût commis l'inconvenance d'oublier saint Pierre qu'il devait saluer tout le premier s'il était le chef de l'Église. Un tel oubli de la part de saint Paul eût été d'autant plus inconcevable, qu'il dit que l'Église de Rome était dans la maison d'Aquila et Prisque, auxquels il fait ses politesses, comme ayant été particulièrement ses collaborateurs et lui ayant sauvé la vie en le mettant à couvert des persécutions. Saint Paul aurait donc salué nombre de chrétiens en particulier et l'Église de Rome, en omettant d'en saluer le chef vénérable ! Il est plus que difficile d'admettre un tel fait.

Certains des protestants se sont montrés impitoyables dans ce même genre d'opposition statistique. « Il est
« probable, au plus haut degré, dit Bost, que saint
« Pierre n'a jamais paru à Rome, et certain que s'il y
« fut jamais (ce qui est peu admissible), c'a été pour un
« temps extrêmement court. Selon la tradition catho-
« lique, qui fait mourir saint Pierre à Rome en 66,
« après vingt-cinq années de pontificat, cet Apôtre au-
« rait dû, d'après les dates mêmes de la Bible, y com-
« mencer son séjour en 41. Or, saint Pierre n'était pas

¹ Santo Domingo, *Esprit des Papes*.

« à Rome en 44, car l'Évangile qui le montre à Jérusalem jusque vers l'an 39, nous l'y montre encore en 44, emprisonné par Hérode. Il n'y était pas non plus en 51, époque du concile de Jérusalem, auquel il assista. Il n'y était pas en 52, époque vers laquelle saint Paul et plusieurs autres Apôtres le trouvent à Antioche. Depuis ce moment, le Nouveau Testament ne parle plus de Pierre. En 61, Paul arrive à Rome; il s'y établit pour deux ans; il écrit de là quatre Épitres, et jamais un mot de saint Pierre; et ainsi jusqu'en 63, époque où, selon les catholiques, saint Pierre était évêque depuis vingt-deux ans. Luc, écrivant à Rome les Actes des Apôtres; Paul, écrivant de Rome quatre Épitres; Paul, arrivant de Rome, passant deux ans à Rome, ne disent mot sur saint Pierre! Bien sûrement donc, en 63, saint Pierre n'avait jamais été à Rome. Enfin, Paul revient à Rome une seconde fois, et écrit de là sa seconde Lettre à Timothée, et pas le mot de Pierre; où est donc cet Apôtre que l'on dit avoir évangélisé avec lui les Romains¹?... »

Ces arguments avaient déjà été mis en avant par plusieurs auteurs de l'Église réformée, et en particulier par Spanheim². Ils n'ont jamais été réfutés avec la même précision. Les théologiens, mis en demeure d'y répondre, se sont toujours reportés sur des citations plus ou moins diffuses, propres à rendre impossible la solution. Ils ont affirmé de plus fort, et sur leur foi, que saint Pierre avait le premier évangélisé les Romains, et que Paul n'était venu qu'après. Faisant allusion à

¹ Bost, *Appel à la conscience des catholiques*.

² Spanheim, *Du prétendu voyage de saint Pierre à Rome*.

l'Épître par laquelle saint Paul écrit aux Romains qu'il ira les confirmer dans la foi, l'abbé Magnin, auteur convaincu et rival de Bost, croit que Paul, à l'époque où il écrivit son Épître aux Romains, n'avait point encore été à Rome. « Cette foi, implantée parmi les Romains, s'écrie-t-il, de qui était-elle l'ouvrage?... Nommez un autre Apôtre qui s'y soit transporté et qui y ait porté la lumière de l'Évangile ! Cherchez un autre que Pierre qui ait fondé cette Église ; interrogez l'histoire, consultez la tradition, et dites-nous si l'une et l'autre offrent la moindre discordance sur ce point ¹!... »

Un autre que Pierre ayant évangélisé Rome est assurément facile à trouver, et nous le trouverons bientôt, en effet, dans les Actes et les Épîtres des Apôtres, monuments plus véridiques et plus anciens que les traditions inconsistantes que recherchent de préférence les théologiens.

Après avoir exposé succinctement la question et l'état dans lequel les théologiens catholiques et protestants l'ont laissée, nous allons essayer de la ramener à ses éléments primitifs et, en la simplifiant, de lui donner une conclusion raisonnable.

Il faut prendre au sérieux et traiter avec respect la Sainte Écriture, dont la simplicité est souvent insuffisante sans doute, en fait de renseignements, mais dont la sincérité ne saurait être suspectée, et ne pas la sacrifier légèrement à des traditions qui, dans les temps reculés dont il s'agit, ont pu donner et ont, en effet, donné lieu à des erreurs dont l'esprit de parti s'est pré-

¹ Magnin, *La Papauté aux prises avec le protestantisme*.

valu par la suite. Les critiques les plus graves et les plus religieux conviennent que nous ne savons rien de la vie et de la mort des Apôtres que ce qui nous en est dit dans l'Évangile, les Éptres et par saint Luc dans les Actes des Apôtres. C'est donc au témoignage de ces autorités qu'il faut recourir, soit pour se faire des convictions positives, soit pour tirer des inductions favorables à la vérité.

Jésus-Christ avait dit à ses disciples qu'ils auraient à évangéliser le monde entier et tous les peuples, mais « à commencer par Jérusalem et les Juifs... »

Aussitôt après l'Ascension, les Apôtres rentrèrent du mont des Oliviers dans la cité sainte, et là, en deux prédications de saint Pierre, huit mille personnes furent converties à la foi chrétienne; la première Église fut fondée par saint Pierre, assisté de tous les Apôtres, sur les lieux mêmes où s'étaient accomplis les mystères de la Rédemption¹.

A quelque temps de là, et avant que les Apôtres fussent sortis de Jérusalem; saint Barnabé fut envoyé à Antioche, où, d'après des renseignements venus de cette ville, il y avait place favorable à la mission. Barnabé y fut accueilli en effet, et voyant que la tâche était considérable, il alla chercher Paul, qui se rendit à cet appel. L'Apôtre y séjourna une année, et c'est ainsi que l'Église d'Antioche fut fondée².

Les Apôtres avaient de bonne heure arrêté une ligne de conduite conforme aux paroles du Seigneur, pour l'accomplissement de leur mission. Ils convinrent particulièrement, pour ce qui avait rapport à l'extension à

¹ Act. des Apôt., ch. II et IV.

² Act., ch. XI, vers. 22, 25, 26.

donner de la prédication aux Gentils, que la faculté en serait conférée à saint Paul, qui, étant par droit de cité citoyen romain, et possédant un talent généralisateur, paraissait plus particulièrement appelé à cette mission. Saint Paul donc fut établi pour les Gentils et saint Pierre pour les Juifs ou circoncis.

Il y avait pour cette disposition des ordres formels de Dieu. Peu de temps après la conversion de Paul, en effet, Jésus-Christ étant apparu au prêtre et disciple Ananie, lui dit : « Levez-vous et vous en allez dans la
« rue appelée Droite. Cherchez dans la maison de Judas
« un nommé Paul de Tarse, car il y est en prières...
« Allez le trouver, parce que cet homme est un instru-
« ment que j'ai choisi pour porter mon nom devant
« les Gentils, devant les rois, comme devant les enfants
« d'Israël¹. »

Saint Paul se trouvant plus tard dans la citadelle, comme accusé de jeter le trouble dans Jérusalem, le Seigneur lui apparut et lui dit : « Paul, ayez bon cou-
« rage, car, comme vous m'avez rendu témoignage
« dans Jérusalem, il faut aussi que vous me rendiez té-
« moignage dans Rome²... Je vous ai établi pour être
« la lumière des Gentils, afin que vous soyez leur salut
« jusqu'aux extrémités de la terre³... »

Nous lisons également dans les Actes : « Il y avait
« dans l'Eglise d'Antioche des Apôtres, des prophètes
« et des docteurs, entre lesquels étaient Barnabé et
« Paul. Or, pendant qu'ils s'acquittaient les uns et les
« autres de leurs fonctions et de leur ministère devant

¹ Act., ch. ix, vers. 11 et 15.

² Act. des Apôt., ch. xiii, v. 11.

³ Act., ch. xiii, v. 47.

« le Seigneur, et qu'ils jeûnaient, le Saint-Esprit leur
 « dit : Séparez Paul et Barnabé pour l'œuvre à laquelle
 « je les ai appelés. Et après qu'ils eurent jeûné et prié,
 « ils leur imposèrent les mains et les laissèrent aller;
 « et ils partirent pour Séleucie, Chypre, Salamine, Pa-
 « phos¹... »

Les Apôtres attachaient le plus grand prix à ce que l'ordre établi pour la prédication ne fût point interverti, comme nous allons le voir dans ce qui eut lieu au concile de Jérusalem, réuni en vue de décider si le moment était venu d'étendre aux nations étrangères l'évangélisation. Dans ce concile, Pierre parut vouloir revendiquer pour son compte le droit d'évangéliser les Gentils.
 « Vous savez, mes frères, dit-il, que dès longtemps le
 « Seigneur m'a choisi d'entre nous afin que les Gentils
 « entendissent par ma bouche la parole de l'Évan-
 « gile... » Après avoir entendu ces paroles, « toute la
 « multitude fait silence, et l'on écoute Paul et Barnabé,
 « qui racontent combien de prodiges et de succès Dieu
 « avait opérés par eux parmi les Gentils. »

Quand ils se sont tus, Jacques prend la parole pour résumer la discussion. Il dit que Pierre a raison de vouloir que les Gentils aient droit à être évangélisés, ainsi que les Juifs; et tous les assistants sont d'accord sur ce point. Mais le concile va à une résolution en vue d'opérer cette évangélisation, et saint Paul et Barnabé sont solennellement confirmés dans cette mission *par les Apôtres et les prêtres avec toute l'Église*²...

C'est à cette mémorable circonstance que fait allusion saint Paul dans son Épître aux Galates. Après leur avoir

¹ Act. des Apôt., ch. xiii, v. 1 et suiv.

² Act. des Apôt., ch. xv, v. 7 à 24.

raconté son voyage à Jérusalem, il ajoute « que ceux qui étaient les plus considérables y avaient reconnu que la charge de prêcher les Gentils lui avait été donnée, comme à Pierre celle de convertir les circoncis... » car, ajoute-t-il, « *Celui* qui a agi efficacement dans Pierre pour le rendre Apôtre des circoncis, a aussi agi efficacement en moi pour me rendre Apôtre des Gentils. Ceux mêmes, dis-je, qui paraissent comme les colonnes de l'Église, Jacques, Céphas et Jean, ayant reconnu la grâce que j'avais reçue, nous donnèrent la main à Barnabé et à moi, pour marque de la société et de l'union qui étaient entre nous, afin que l'Évangile fût prêché aux Gentils et aux circoncis...

« Or, Céphas étant venu à Antioche, je lui résistai en face, parce qu'il était répréhensible ; car il communiquait avec les Gentils ; mais il s'en sépara, craignant de blesser les Juifs ¹. »

Dans la circonstance dont il s'agit, ce ne fut pas seulement Paul qui blâma Pierre de vouloir initier les Gentils, contrairement à la convention arrêtée ; Pierre eut encore à s'excuser et s'excusa effectivement devant les Apôtres et les disciples présents, qui lui avaient adressé de vifs reproches ².

Saint Paul, écrivant aux Éphésiens, confirme dans sa lettre ce qu'il a dit précédemment : « C'est pour que vous soyez de la maison de Dieu que j'ai reçu mon ministère, moi, Paul, qui suis prisonnier de Jésus-Christ pour vous autres Gentils ; car vous avez appris sans doute de quelle manière Dieu m'a donné la

¹ Act. des Apôt., ch. II, v. 7, 8, 9, 11 et 12.

² Act., ch. XI, v. 2, 3 et 4.

« grâce de l'apostolat, pour l'exercer envers vous.....
 « J'ai reçu, moi, qui suis le plus petit d'entre tous les
 « saints, la grâce d'annoncer aux Gentils les richesses
 « de Jésus-Christ ¹. »

Enfin, saint Paul dit encore dans son Épître à Timothée : « J'ai été établi prédicateur et Apôtre (je dis la
 « vérité et ne ments point) ; j'ai été établi, dis-je, le
 « docteur *des nations* dans la foi et dans la vérité ². »

Il résulte donc de cet ensemble de témoignages, tiré non de traditions plus ou moins rapprochées des temps apostoliques, mais des écrits mêmes des Apôtres, que saint Pierre n'eut point la mission d'évangéliser les Gentils, mais les Juifs, et que saint Paul, au contraire, avait reçu cette mission : d'abord, par une apparition au prêtre Ananie, et ensuite à Paul lui-même, du Seigneur, qui lui avait dit qu'il l'avait destiné à lui rendre témoignage *dans Rome* comme il l'avait fait dans Jérusalem ; ensuite par deux consécérations dans ce but qui eurent lieu de sa personne et de celle de Barnabé, la première à Antioche par la réunion des *Apôtres*, des *prêtres* et des *docteurs*, et plus solennellement encore au concile de Jérusalem, *par les Apôtres et les prêtres avec toute l'Eglise*, c'est-à-dire par la plus grande autorité chrétienne qui ait jamais existé.

Dans une circonstance, Pierre s'est oublié à intervertir l'ordre ; il est réprimandé par les Apôtres et réduit à se retracter, et renonce volontairement à des communications qu'il n'avait entreprises que par excès de zèle et à l'insu des autres disciples. Ces faits sont

¹ Saint Paul aux Eph., ch. iii, v. 1, 2 et 8.

² Saint Paul à Timot., ch. ii, v. 7.

attestés par les Actes des Apôtres et par saint Paul lui-même, qui explique les raisons qui avaient déterminé l'Église naissante à reconnaître que lui, Paul, avait reçu la grâce d'être l'Apôtre des Gentils, de même que Pierre avait reçu la grâce d'être l'Apôtre des Juifs.

La mission de Paul et celle de Pierre sont donc distinctement et irrécusablement établies. Les deux Apôtres l'ont-ils remplie, chacun de son côté, conformément à l'ordre du Seigneur et au plan arrêté d'un accord unanime par les Apôtres et tous les fidèles réunis au concile de Jérusalem ? Voilà maintenant la suite de la question, et la voie par laquelle nous arriverons à une solution qui, si elle ne satisfait pas des systèmes préconçus et des idées fixes, sera du moins conforme à la vérité et au sens commun.

L'Apôtre Pierre, sans aucun doute, évangélisa les Juifs ; il le fit avec un grand soin et une affection particulière, comme on le voit dans ses Épîtres, où il leur dit « qu'ils sont à la fois le peuple choisi de Dieu et « l'objet de l'alliance nouvelle de Jésus-Christ. » L'Écriture et la tradition nous le représentent parcourant dans tous les sens l'Asie-Mineure, allant jusqu'en Assyrie, faisant de longs séjours dans les principales villes, telles qu'Antioche et Babylone.

Les Épîtres de saint Pierre, qui ont pour but de résumer sa doctrine, et qui la présentent en effet sous l'aspect synthétique d'un esprit dès longtemps exercé à la pensée et à l'expression, sont destinées à réveiller et à entretenir la foi parmi les prosélytes qu'il a faits dans le cours de ses travaux, et adressées exclusivement *aux chrétiens d'Orient, répandus dans les provinces du Pont, de la Galilée, de la Cappadoce, de l'Asie-Mineure et de la*

*Bythinie*¹. Non-seulement Pierre a circonscrit sa mission dans la sphère qui lui a été assignée par le concile de Jérusalem d'évangéliser exclusivement les Juifs, mais il s'applique encore à donner à ses disciples une sorte de distinction au milieu des Gentils, car il leur parle fréquemment d'Israël, d'Abraham, du choix dont ils ont été l'objet de la part de Dieu, choix justifié par l'alliance que Jésus-Christ a faite avec eux et qu'il fera un jour avec tous les fils d'Israël. « Soyez comme des étrangers, » leur dit-il, conduisez-vous *parmi les Gentils* d'une « manière sainte². »

C'est évidemment sur la fin de sa vie et après un long apostolat que l'apôtre Pierre écrit en ces termes aux diverses Églises d'Orient qu'il a évangélisées ; car, outre que ses Épîtres respirent toute la maturité de l'âge, il déclare positivement à ses disciples qu'elles sont comme son testament ; qu'il leur renouvelle ses instructions pendant que Dieu veut qu'il soit encore de ce monde, mais qu'il sait devoir quitter la vie prochainement, le Seigneur le lui ayant révélé : « Pendant que je « suis encore dans ce corps comme dans une tente, je « vous réveille en vous renouvelant la mémoire, car je « sais que *dans peu de temps* je dois quitter cette tente « comme notre Seigneur Jésus-Christ me l'a fait connaître³. . . . »

L'Écriture ne nous apprend rien de plus au sujet de saint Pierre ; mais elle présente néanmoins dans sa brièveté un point de vue assez général sur son apostolat, car elle nous le montre depuis le début de son en-

¹ Ép. I, ch. 1, v. 1.

² Ép. I, ch. II, v. 12.

³ Ép. II, ch. 1, v. 13, 14 et 15.

seignement dans la ville de Jérusalem jusqu'à l'époque où il écrit ses deux Épîtres, qui en sont le résumé et qu'il date de Babylone.

On voit en effet dans l'Écriture que l'apôtre Pierre ouvre le premier la carrière de la mission divine aussitôt après l'Ascension de Jésus-Christ; qu'il convertit en deux prédications huit mille Juifs, et fonde ainsi, avec l'assistance de tous les autres Apôtres, l'Église de cette Jérusalem où s'étaient accomplis les grands mystères de la Rédemption, et qui, pour ce double motif, fut justement appelée par des saints Pères et notamment par saint Augustin : *notre mère*! Vient la dispersion des Apôtres, après le meurtre d'Étienne. Ils se répandent dans la Judée, évangélisant les Juifs. Au bout d'un certain temps, la moisson leur ayant paru abondante à recueillir, même parmi les Gentils, ils élèvent la question de savoir si le moment ne serait pas venu de généraliser l'émission de la parole divine. Le concile de Jérusalem est réuni pour cet important objet. Dans cette réunion, où se trouvent tous les Apôtres, les disciples et tous les membres de l'Église, saint Pierre témoigne de son désir d'être employé à évangéliser les Gentils. Mais il est reconnu particulièrement apte à instruire les Juifs, sur lesquels il a déjà acquis un grand ascendant et qui veulent rester dans l'usage de la circoncision, même en adoptant la foi chrétienne.

L'Église, d'un accord unanime, décide, au contraire, que Paul est propre à étendre son enseignement aux Gentils, avec lesquels, du reste, il avait plus d'affinité que Pierre, étant, par droit de cité, citoyen romain, et doué d'une grande variété de talent. Le concile, disons-nous, se prononce en faveur de Paul, et lui adjoint Bar-

nabé. Pierre, se trouvant à Antioche, oublie un instant, par excès de zèle, l'ordre établi. Il communique en secret avec des Gentils, mange avec eux, et leur parle de l'Évangile, contrairement à la décision de l'Église et au risque de blesser la susceptibilité jalouse des Juifs qui le considèrent comme exclusivement à eux. Des disciples surviennent, blâment vivement Pierre d'avoir violé la règle. Alors Pierre, toujours prompt au repentir, rompt avec les Gentils et rentre du côté des Juifs : « Il se tira aussitôt, dit saint Paul, de crainte de blesser les circoncis. »

Depuis cette circonstance, nous ne voyons plus saint Pierre en rapport aucun avec les Gentils, ni ailleurs qu'en Orient. Il a soin, dans l'adresse de ses Épîtres, de mettre : *Aux chrétiens d'Orient*, et de recommander à ses prosélytes de vivre dans une vertu jalouse, et *comme des étrangers parmi les Gentils* ! Cela prouve assez que non-seulement saint Pierre ne s'était plus écarté de la mission qu'il avait reçue d'évangéliser spécialement les Juifs dispersés dans l'Orient, mais encore qu'il aurait voulu, par un sentiment de sainte émulation, que le peuple, autrefois choisi de Dieu, dont il faisait partie, eût encore sa distinction au sein de la société chrétienne. Tels sont, on peut s'en convaincre par la lecture de ses Épîtres, les sentiments de l'apôtre saint Pierre, et ils sont tellement empreints dans son âme, qu'il les professe abondamment jusqu'à l'approche de sa dernière heure. Du reste, pas un mot dans les Actes des Apôtres ou les Épîtres qui donne à supposer que saint Pierre ait été en Occident, ni même en Grèce et dans l'Archipel, ou qu'il se soit mis en rapport, par correspondance, avec les chrétiens de ces contrées.

Saint Paul, au contraire, nous montre une tendance constante à diriger ses travaux vers l'Occident. « Le Saint-Esprit lui a défendu de porter la parole de Dieu dans l'Asie, et Jésus-Christ l'en a empêché¹. » Il passe en Grèce, dans les îles de l'Archipel, à Philippes, à Thessalonique, à Samothrace, à Athènes. C'est parmi les Grecs qu'il s'essaye à la mission qu'il doit porter aux Latins. Saint Luc nous dit avec précision un grand nombre de circonstances remarquables, dans lesquelles l'Apôtre fait entendre avec succès et éclat la parole divine, notamment devant l'aréopage d'Athènes assemblé.

Paul attendait le moment et l'occasion de se rendre à Rome. Elle se présente enfin. Ce n'est pas à travers les nuages d'une obscure tradition que le récit de ce voyage nous est transmis. Rien de plus circonstancié. Paul monte sur un vaisseau d'Adrumette; il arrive à Sidon, cotoie Chypre, traverse les mers de Cilicie et de Pamphylie, passe en vue de l'île de Crète, vers Salmone. Une tempête survient, qui pousse le vaisseau à l'île de Malte. L'Apôtre y fait un séjour de trois mois, après lesquels il se rembarque sur un navire d'Alexandrie, qui avait hiverné dans l'île et qui a pour nom *Castor et Pollux*. Sur ce navire, Paul aborde à Syracuse, passe devant Reggio, et se voit porté de là en deux jours à Pouzzoles, dans le golfe de Naples. Là saint Paul trouve des Juifs qui le retiennent sept jours, au bout desquels il se met enfin en route pour la capitale de l'Empire.

Suivons avec attention ce qui se passe à l'arrivée de saint Paul à Rome.

« Lorsque les frères de Rome eurent appris des

¹ Act., ch. xvi, v. 6 et 7.

« nouvelles de notre arrivée, ils vinrent au-devant de
« nous jusqu'au lieu appelé le marché d'Appius, et
« Paul les ayant vus, rendit grâce à Dieu et fut rempli
« d'une nouvelle confiance. Quand nous fûmes arrivés
« à Rome, il fut permis à Paul de demeurer où il vou-
« drait avec un soldat qui le gardait.

« Trois jours après, Paul pria les principaux d'entre
« les Juifs de venir le trouver, et quand ils furent venus,
« il leur dit : Mes frères, quoique je n'eusse rien fait
« contre le peuple ni contre les coutumes de nos pères,
« j'ai été arrêté à Jérusalem et mis entre les mains des
« Romains..... C'est pour ce sujet que je vous ai priés
« de venir ici, afin de vous voir et de vous parler ; car
« c'est pour ce qui fait l'espérance d'Israël que je suis
« lié de cette chaîne.....

« Ils lui répondirent : Nous n'avons point reçu de
« lettre de Judée sur votre sujet, et il n'est venu aucun
« de nos frères de ce pays-là qui nous ait dit du mal de
« vous..... Mais nous voudrions bien que vous nous
« dissiez vous-même vos sentiments ; car ce que nous
« savons de cette secte, c'est qu'on la combat par-
« tout.....

« Ayant donc pris jour avec lui, ils vinrent en grand
« nombre le trouver dans son logis, et il leur prêchait le
« royaume de Dieu, leur confirmant ce qu'il leur disait
« par plusieurs témoignages ; et depuis le matin jus-
« qu'au soir, il tâchait de leur persuader par la loi de
« Moïse et par les prophètes ce qui regarde Jésus-
« Christ.

« Les uns croyaient ce qu'il disait, les autres ne le
« croyaient pas ; ils se divisèrent à ce sujet.

« Paul demeura deux ans entiers dans un logis qu'il

« avait loué, où il recevait tous ceux qui venaient le voir, prêchant le royaume de Dieu et enseignant ce qui regarde Jésus-Christ, en toute liberté, et sans que personne l'en empêchât¹. »

Voilà, ce nous semble, la position de saint Paul clairement établie pour ce qui regarde l'initiative de l'apostolat et la fondation de l'Église chrétienne dans la capitale de l'Empire. Aucun Apôtre n'y a porté la foi avant son arrivée; aucun ne l'a précédé en Occident.

Les Actes disent : « Les frères de Rome vinrent au-devant de nous. »

La première impression que produit ce mot *les frères* porterait à croire qu'il s'agit de personnes converties au christianisme. Mais saint Paul nous fait immédiatement connaître qu'il s'agit simplement de Juifs, non encore convertis. Les ayant priés de venir le voir, il leur adresse la parole en les appelant *mes frères*; il leur dit que s'il est accusé, c'est pour la cause d'Israël et les doctrines de *nos pères*.

Les frères lui font réponse qu'ils n'ont reçu aucune lettre de Judée à son sujet; qu'ils ignorent ce qui a rapport aux chrétiens, autrement que par les persécutions dont ils sont l'objet; ils prient l'Apôtre de leur faire connaître la doctrine dont il s'agit : *Ce que nous savons de cette secte, c'est qu'on la combat partout; nous voudrions bien que vous nous dissiez vous-même quels sont vos sentiments.....* Tel est irrécusablement l'historique de la fondation de l'Église de Rome. Personne n'y a enseigné avant saint Paul le christianisme, et cet Apôtre, durant

¹ Act., ch. xxviii, v. de 15 à 31.

une résidence de deux ans, dans un premier voyage, en est véritablement le fondateur.

Les théologiens qui ont voulu que saint Pierre eût précédé saint Paul à Rome se sont trompés ou, indépendamment de leur intention, ont trompé le monde. Ils ne devaient point d'ailleurs ignorer que le fait qu'ils avancent, outre qu'il n'en est pas vestige dans les Actes des Apôtres et leurs Épîtres, était moralement impossible. Il eût été directement contraire à la mission donnée à Pierre de renfermer exclusivement son enseignement parmi les Juifs, tandis qu'il avait plu à Dieu et à l'Église première que saint Paul eût la faculté d'étendre aux autres nations, et à Rome tout particulièrement, sa prédication. Si saint Pierre, au lieu d'évangéliser les Juifs, fût venu évangéliser les Romains, et si Paul, au lieu d'évangéliser les Gentils et les Romains en particulier, se fût porté en Asie, l'ordre établi par Dieu et par l'assemblée des Apôtres réunis en concile eût été interverti. Mais ce n'est point ainsi que les Apôtres se comportaient; et nous avons, croyons-nous, établi clairement que ni saint Pierre ni saint Paul n'avaient dévié de leur mission.

L'aveuglement de l'esprit de parti est allé jusqu'à vouloir non-seulement que Rome eût été évangélisée avant l'arrivée de saint Paul dans cette capitale, mais encore que l'Épître de saint Paul aux Romains eût été écrite à des néophytes que saint Pierre aurait faits parmi eux antérieurement. Des théologiens ont dit que du moment où Paul annonçait aux Romains qu'il irait les évangéliser, il ne l'avait point fait encore. C'est là une erreur manifeste. L'Épître de saint Paul, ou une partie importante tout au moins de cette Épître, est posté-

rieure, sans nul doute, au premier voyage de l'Apôtre dans la capitale, et cet écrit témoigne abondamment que c'est bien aux prosélytes et amis qu'il y a faits lui-même qu'elle est adressée.

Paul écrit aux chrétiens romains qu'il désire les revoir, les évangéliser encore et les fortifier dans la foi, en passant chez eux pour se rendre en Espagne, où il désire être accompagné par quelques-uns d'entre eux. On n'a qu'à lire attentivement cette Épître, pour se convaincre que Paul n'écrivait pas à des personnes converties par d'autres que lui, ou à des personnes étrangères à la foi chrétienne, mais bien à des Gentils et Juifs convertis, ayant déjà dans Rome des églises. Le ton affectueux avec lequel il leur parle, les éloges qu'il donne à leur foi, les nombreuses personnes qu'il nomme les unes après les autres, mettent hors de doute la vérité sur ces deux points. Mais laissons parler le saint Apôtre lui-même : « ... Je rends grâce à Dieu, dit saint Paul, de
 « ce qu'on parle de votre foi dans tout le monde, car
 « Dieu m'est témoin que *je me souviens sans cesse de vous,*
 « lui demandant qu'il m'ouvre quelque voie favorable
 « pour aller vers vous. J'ai grand désir de vous voir
 « pour vous faire part de quelque grâce spirituelle,
 « *afin de vous fortifier* ; j'en ai été empêché jusqu'à cette
 « heure ¹.

« Dieu soit loué de ce qu'ayant été auparavant
 « esclaves du péché, vous avez obéi, du fond du cœur,
 « à la doctrine de l'Évangile, sur le modèle de laquelle
 « vous êtes formés ². Vous étiez esclaves du péché ; mais

¹ Ch. I, v. 8, 9, 10, 11, 13.

² Ch. VI, v. 17.

« à présent vous êtes devenus esclaves de Dieu... Vous
 « n'étiez qu'un olivier sauvage et vous avez été entés
 « sur l'olivier franc¹.

« Je suis persuadé, frères, que vous êtes remplis de
 « charité et de lumières, et qu'ainsi vous pouvez vous
 « instruire les uns les autres. Je vous ai écrit ceci vou-
 « lant seulement *vous faire ressouvenir de ce que vous*
 « *savez déjà, selon la grâce que Dieu m'a donnée d'être*
 « *ministre en Jésus-Christ parmi les Gentils.*

« *J'ai donc sujet de me glorifier en Jésus-Christ du suc-*
 « *cès de l'œuvre de Dieu*²!... »

Ces passages si clairs de l'Épître de saint Paul aux Romains n'ont pas besoin de commentaire. L'Apôtre s'y loue lui-même en Jésus-Christ d'avoir opéré leur évangélisation. Un chapitre de cette Épître, à la vérité, est sévère; il s'adresse par allusion à ceux des Juifs dont il est dit aux Actes qu'ils ne voulurent pas croire la parole de l'Apôtre, et se retirèrent de lui, tandis que d'autres y ajoutèrent foi dès le premier entretien qu'il eut avec eux, après son arrivée à Rome.

C'est lorsqu'il dit que « des branches sont restées
 « sauvages, tandis que d'autres ont été entées sur l'oli-
 « vier franc... Mais que la moisson de la grâce n'en a
 « été que plus abondante pour les Gentils³. »

Non-seulement saint Paul avait fondé l'Église romaine, mais il fait voir que, durant son premier séjour, il avait attiré à Rome plusieurs de ses amis ou coopérateurs, et même des membres de sa famille; et qu'il portait à cette Église une affection toute particulière qui, après être

¹ Ch. xi, v. 17 et 23.

² Ch. xv, v. de 14 à 18.

³ Ch. xi, v. 25.

très-sensible dans les passages précédemment cités, se manifeste plus abondamment encore dans les salutations qu'il adresse aux chrétiens de cette capitale.

En effet, en écrivant aux Corinthiens, aux Ephésiens, aux Collossiens, aux Galates, aux Philippiens, aux Thessaloniciens, aux Hébreux, Paul salue simplement leurs Églises, et les prie de se saluer mutuellement par un saint baiser. Mais en écrivant aux néophytes de Rome, l'Apôtre laisse presque voir la faiblesse de la nature humaine dans son abondante effusion, et quelque chose aussi d'une sollicitude jalouse, analogue à celle que saint Pierre éprouvait de son côté pour ses Juifs d'Asie, par rapport aux Gentils. Mais laissons parler lui-même saint Paul, dans son Épître aux Romains.

« Je vous recommande, dit-il, notre sœur Phœbé, diaconesse de l'Église, qui est au port de Cenchrée, afin que vous la receviez au nom du Seigneur comme on doit recevoir les saints; que vous l'assistiez dans toutes les choses où elle pourrait avoir besoin de vous; car elle en a assisté plusieurs elle-même, et moi en particulier.

« Saluez de ma part Prisque et Aquilas, qui ont travaillé avec moi pour le service de Jésus-Christ; qui ont exposé leur tête pour me sauver la vie, et à qui je ne suis pas le seul obligé, mais encore toutes les Églises des Gentils.

« Saluez aussi l'église qui est dans leur maison. Saluez mon cher Epénète, qui a été les prémices de l'Asie par la foi en Jésus-Christ.

« Saluez Marie, qui a beaucoup travaillé pour vous.

« Saluez Andronique et Junie, mes parents, qui ont été compagnons de mes liens; qui sont considérables

« entre les disciples, et qui ont embrassé la foi de Jésus-Christ avant moi...

« Saluez Amphas, que j'aime particulièrement en Notre Seigneur.

« Saluez Urbain, qui a travaillé avec nous pour le service de Jésus-Christ, et mon cher Stachys.

« Saluez Apelle, qui est un fidèle serviteur de Jésus-Christ.

« Saluez ceux qui sont de la famille d'Aristobule; saluez ceux de la maison de Narcisse, qui sont nos frères dans le Seigneur.

« Saluez Tryphène et Triphos, lesquels travaillent pour le service du Seigneur. Saluez notre chère Perside, qui a aussi beaucoup travaillé pour le service du Seigneur.

« Saluez Rufus, qui est un élu du Seigneur, et sa mère que je regarde comme la mienne.

« Saluez Asyncrite, Phlégon, Hermas, Patrobe, Hermès, et nos frères qui sont avec eux.

« Saluez Philologue et Julie; Nérée et sa sœur, et Olympiade et sa sœur, et tous les saints qui sont avec eux.

« Saluez-vous les uns les autres par un saint baiser; toutes les Églises de Jésus-Christ vous saluent¹... »

Ces citations et celles qui précèdent, uniquement tirées de l'Épître de Paul aux Romains, prouvent assez que c'est une double erreur, soit de supposer que l'Apôtre l'écrivait à des personnes étrangères à la foi chrétienne pour leur annoncer l'évangélisation, soit de prétendre que ces personnes avaient été évangélisées

¹ Épît. aux Rom., ch. xvi, v. 1 à 17.

par un autre Apôtre que saint Paul lui-même. Outre que nous avons constaté par les Actes que l'on ne savait rien du christianisme à Rome, quand Paul y arriva pour la première fois, il est assez évident qu'il écrit son Épître à des personnes et à des Églises qu'il connaît dans les plus petits détails, et auxquelles il est lié par les liens de la coopération et d'une ardente amitié.

Les théologiens ont lu négligemment l'Épître de Paul aux Romains ; car il est facile encore de s'assurer qu'à l'époque où elle fut écrite, l'Apôtre considérait déjà l'Église de Rome comme définitivement établie, et pouvant à la rigueur se passer de ses soins. « Je sais, écrit l'Apôtre, que vous êtes pleins de charité et de connaissances, et que vous pouvez vous instruire les uns les autres ; je ne vous ai écrit cette lettre que *pour vous faire ressouvenir !...* » Bien plus, le nouveau voyage que Paul annonce aux Romains, n'est qu'une visite qu'il se propose de leur faire en se rendant en Espagne. « Je m'en vais, dit-il en terminant son Épître, à Jérusalem porter quelques aumônes ; car les Églises de Macédoine et d'Achaïe ont résolu, avec beaucoup d'affection, de faire quelque part de leurs biens à ceux d'entre les saints de Jérusalem qui sont pauvres... Lors donc que je me serai acquitté de ce devoir, je passerai par vos quartiers pour me rendre en Espagne...

« Lorsque je ferai le voyage d'Espagne, j'espère vous voir en passant, afin qu'après avoir un peu joui de votre présence, vous me conduisiez dans ce pays-là !... »

¹ Épit. aux Rom., ch. xv, v. 24, 25, 26, 28.

Saint Paul retourna assurément à Rome, et peut-être plus d'une fois ; de même qu'il fit plusieurs voyages à Jérusalem, dont un après trois années et l'autre après quatorze années d'absence. C'est de Rome qu'il écrit les Épîtres aux Hébreux et à Philémon, dans lesquelles il dit « qu'il est déjà avancé en âge et prisonnier ; mais « qu'il espère se voir bientôt libre et retourner auprès « d'eux : de lui préparer un logement¹... »

Le saint Apôtre se rencontra-t-il dans la capitale de l'Empire à l'époque de la persécution dont Néron affligea les Églises chrétiennes, et y souffrit-il le martyre sous ce prince ? La tradition le rapporte, et la chose n'est pas impossible. Mais aucun document historique de quelque précision et de quelque autorité n'en fait foi. Il serait également possible, même plus probable, que l'Apôtre eût fini sa glorieuse carrière en Grèce, après avoir réalisé l'espérance et le désir dont il entretient Philémon et les Hébreux, de retourner en Orient². Saint Paul, en effet, se trouve en Grèce lorsqu'il écrit sa deuxième Épître à Timothée, épître qui doit être la dernière sortie de sa plume, car il s'y montre fort affaibli et proche de sa fin.

Après avoir parlé de ses travaux et des nombreuses persécutions qu'il a essuyées, l'Apôtre écrit à Timothée : « Faites la charge d'un évangéliste ; remplissez tous « les devoirs de votre ministère ; car, pour moi, je suis « comme une victime qui a déjà reçu l'aspersion, pour « être sacrifiée, et le temps de ma délivrance s'approche. J'ai « bien combattu ; j'ai achevé ma course ; j'ai gardé la

¹ Ép. à Philémon, v. 9 et 22.

² Ép. aux Hébr., ch. xiii, v. 23 et 24.

« foi. *Il ne me reste qu'à attendre la couronne de justice,*
 « qui m'est réservée par le Seigneur... *Hâtez-vous de*
 « venir me trouver au plus tôt¹... »

Quoi qu'il en soit du lieu où Paul passa de ce monde à un monde meilleur, nous devons croire que tous les Apôtres remplirent fidèlement l'ordre qu'ils avaient reçu de Jésus-Christ d'*aller et d'enseigner par toute la terre*, et qu'ils ne s'arrêtèrent nulle part au delà des nécessités de l'apostolat. C'est bien gratuitement, sans doute, que des théologiens, confondant l'idéal de l'esprit chrétien avec le spectacle plus tardif des formes de l'Eglise, ont voulu en faire autant de résidents, placés à la tête des principales Eglises. Pour ce qui est de saint Paul, le doute sur ce point important est levé, par ses paroles mêmes : « Il faut, dit-il, que nous marchions après Jésus-Christ ; nous *n'avons point ici de villes permanentes* ; mais nous cherchons celle où nous devons habiter un jour²... »

Il y aurait peut-être moins de difficulté à déterminer le lieu où saint Pierre termina ses jours ; car si Paul n'a parlé que comme prévision personnelle de sa fin prochaine, se trouvant en Grèce, Pierre parle de la sienne comme lui ayant été révélée par Jésus-Christ, dans un pays d'où il n'aurait pu se rendre à Rome (en lui supposant une volonté que rien n'annonce) qu'avec des efforts et dans un espace de temps fort considérable. De Babylone, où Pierre a écrit sa première Épître et sans doute aussi la seconde, qui n'en est que la continuation, il y a en effet pour aller à Rome, même de notre temps, des difficultés de transport dont on a bien

¹ Ép. II à Timoth., ch. iv, v. 5, 6, 7, 8.

² Épître aux Hébr., ch. xiii, v. 14.

de la peine à se former une idée quand on n'a pas traversé les déserts qui séparent le bas Euphrate de la Méditerranée. Saint-Pierre donc, selon toute probabilité, mourut à Babylone.

« L'Église qui est dans Babylone et qui est élue
 « comme vous, et mon fils Marc, vous saluent¹... Pen-
 « dant que je suis encore dans ce corps comme dans
 « une tente, je vous réveille en vous renouvelant le
 « souvenir de ces choses; car je sais que, dans peu de
 « temps, je dois quitter cette tente, selon que notre
 « Seigneur Jésus-Christ me l'a fait connaître²... »

Tel est le texte sur lequel nous basons la présomption que l'Apôtre saint Pierre finit ses jours en Asie. Ce texte ne présente pas, sans doute, toutes les conditions historiques exigées pour la certitude d'un fait. Mais les conditions morales sont parfaites, et s'appuient d'une impossibilité matérielle pour ce qui est d'un voyage à Rome. Il nous semble impossible, en effet, que Pierre, écrivant de Babylone pour résumer un enseignement, que probablement ses forces ne lui permettent plus de porter de vive voix aux Églises d'Orient, et annonçant à ses disciples sa fin comme très-prochaine, avec une certitude puisée à la source divine, qui ne fit jamais défaut aux Apôtres, n'a pu, d'une si grande distance et à travers les déserts et les mers, venir terminer sa vie à Rome par le martyre. Et, d'ailleurs, si telle avait dû être sa mort, Pierre, en l'annonçant à ses Églises, n'aurait point manqué de leur communiquer l'impression qu'il en aurait ressentie, et peut-être leur en eût-il

¹ Ép. I, ch. v, v. 14.

² Ép. II, ch. I, v. 13 et 14.

parlé comme d'une dernière grâce à lui accordée par la Providence. Le ton sur lequel écrit l'Apôtre respire, au contraire, toute la quiétude d'un esprit qui va s'endormant paisiblement dans le Seigneur, après les longues fatigues de l'apostolat.

On a cru lever une objection aussi considérable en disant que le nom de Babylone avait été employé par saint Pierre pour désigner Rome ! Une idée aussi singulière pouvait bien être venue à un évêque nommé Papias, au fond de la Phrygie ; mais était-il de la dignité d'un écrivain tel qu'Eusèbe de l'adopter, et de lui donner, deux siècles plus tard, l'autorité d'un fait historique ?...

Nous ne voulons pas répéter ici ce qu'Eusèbe lui-même a dit de ce Papias, « que c'était un homme borné, dont l'écrit, rempli de fables, avait mis dans l'erreur nombre d'auteurs ecclésiastiques, et entre autres saint Irénée. » Nous nous contentons de faire observer que les Épîtres de saint Pierre sont écrites sur le ton le plus grave ; remplies de paroles de charité et de modération, excluant la pensée de toute expression haineuse. Et d'ailleurs eût-il, en réalité, écrit de Rome, l'Apôtre n'aurait eu aucun sujet de dénaturer, par un jeu de mots, le nom d'une capitale dans laquelle déjà les Églises étaient florissantes et fières de lui appartenir. L'interprétation de Papias est donc aussi puérile que les vingt-cinq années d'épiscopat attribuées à saint Pierre par Hégésippe ; et s'il n'est pas absolument démontré que l'Apôtre finit ses jours à Babylone, il est au moins certain qu'il n'alla jamais à Rome, et que ce fut seulement sous les Papes que cette capitale fut surnommée Babylone : la *Babylone d'Occident*.

Nous sommes pleins de respect pour saint Irénée, saint Ignace et les autres auteurs qui viennent immédiatement après Hégésippe et Papias ; mais il faut observer que ces auteurs ont sagement évité de s'arrêter au fait de l'évêché de saint Pierre, et ont seulement paru ajouter foi à son martyre. Encore n'en parlent-ils, les uns et les autres, qu'incidemment et indirectement, dans des homélies ou épîtres, comme propre à donner à leurs enseignements le reflet d'une autorité éminemment sainte. Ils placent d'ailleurs constamment saint Paul à Rome, sur le même pied que l'Apôtre devenu plus tard le chef exclusif de l'Eglise romaine : « Pierre et Paul fondaient l'Eglise de Rome, » dit Irénée ; « Pierre et Paul enseignant ensemble à Rome, y subirent le martyre, » dit Denys de Corinthe ; « Je ne vous commande pas, comme firent Pierre et Paul, » dit saint Ignace ; « Le martyre de Pierre et Paul eut lieu à Rome, sous les préfets, » écrit saint Clément ; « Heureuse Eglise, dit Tertullien, qui a reçu, avec leur sang, la tradition des deux Apôtres ! » Enfin, selon Lactance, « Néron fit attacher Pierre à une croix, et trancher la tête à Paul !... »

Ainsi donc, la tradition, après avoir débuté au milieu du II^e siècle par la fable dont Hégésippe s'était inspiré dans un voyage à Rome, hésite et recule durant deux siècles sous la plume d'auteurs plus respectables. Elle abandonne le fait principal, et même, en adoptant l'innocente croyance du martyre de saint Pierre à Rome, ne peut consentir à dénier à saint Paul son glorieux apostolat chez les Romains. Si bien que dans le sens vulgaire, qui veut voir des évêques dans les Apôtres, il y aurait donc eu deux premiers évêques à Rome, et

l'Eglise y aurait au moins deux têtes!... Saint Irénée, saint Ignace, saint Clément et Lactance lui-même, ne sont point, on le voit, au courant ou partisans de l'idée mère, du *Siège de saint Pierre*; ils sont des philosophes chrétiens; ils ne sont pas des théologiens politiques. Mais avec le temps, après eux, l'idée fera son chemin, et voici comment il faut l'entendre.

Il y eut de bonne heure, parmi les chrétiens, des ambitieux à côté des saints, l'avidité à côté du désintéressement, et l'orgueil de la domination à côté de l'abnégation, dont Jésus-Christ et les Apôtres avaient donné l'ineffable exemple. La puissance de la morale était à peine connue, que la politique méditait de s'en faire un instrument. Son premier instinct fut de systématiser un principe essentiellement spirituel, et d'enchaîner dans les formes d'une hiérarchie universelle la liberté de l'enseignement évangélique. L'enseignement! il s'agissait bien d'autre chose pour le parti *catholique*; il s'agissait de dominer dans l'Eglise d'abord, et, avec l'Eglise, de miner sourdement l'empire et s'en emparer : le jésuitisme était déjà né!...

Une autre observation domine notre sujet : le christianisme se vit infecté, dès les premiers temps, de l'esprit de dialectique familier aux Grecs et aux Orientaux. Une foule de discussions s'engagèrent non pas sur la morale évangélique, unique et indiscutable objet du christianisme, mais sur une foule de subtilités métaphysiques. Les chrétiens s'y laissèrent malheureusement entraîner, au lieu de s'en tenir uniquement à la morale évangélique, et la théologie entra dans les Eglises. De là des divisions en matière de foi; de là des

craintes pour les meilleurs esprits, de voir la société nouvelle se déchirer elle-même.

En même temps donc que l'instinct politique cherchait à revêtir le christianisme de la forme la plus propre à exercer une action rivale sur les institutions et la puissance de l'Empire, le danger des dissensions faisait sentir aux Églises le besoin d'une autorité sur laquelle chacune, de son côté, pût appuyer ses convictions. Les simples réunions synodales suffirent au maintien de l'ordre aussi longtemps qu'il ne s'agit que de la discipline et de la morale; mais les théologiens ayant fait naître les questions de dogme, elles prirent un grand ascendant sur les esprits, et la guerre fut au sein du christianisme. Les conciles n'y suffisaient plus, et il eût fallu, en tous les cas, qu'ils fussent en permanence. Le sentiment de l'autorité fixe, personnelle, naissait donc fatalement des dissensions théologiques, en même temps que l'instinct politique suggérait cet expédient.

La primauté des évêques entre eux donna lieu à quelques différends. Mais ceux des grandes villes l'obtenaient naturellement sur ceux des provinces et des villes secondaires. Le siège de Rome fut, dès le principe, considéré comme le plus important, parce qu'il était situé dans la *ville régnante*.

Le premier concile oecuménique, assemblé à Nicée en 325, porte en son sixième canon « que l'on conserve
« les anciens usages acceptés en Égypte, en Libye et en
« Pentapole, d'après lesquels l'évêque d'Alexandrie a
« l'autorité sur tous les évêques de ces divers pays,
« puisque telle est de son côté la prérogative de l'évêque de
« Rome. De même les prérogatives conférées à l'Église
« d'Antioche et à d'autres doivent être maintenues. »

Le deuxième concile œcuménique, assemblé à Constantinople en 381, porte en son troisième canon « que
« l'évêque de Constantinople ait la *primauté d'honneur*,
« après l'évêque de Rome, *parce que Constantinople est*
« *la nouvelle Rome...* »

Enfin, le quatrième concile général, assemblé à Chalcédoine en 451, portait dans son vingt-huitième canon :
« Suivant en tout les décrets des Saints Pères, et re-
« connaissant le troisième canon du deuxième concile,
« nous établissons et nous accordons les mêmes privi-
« lèges à la très-sainte Église de Constantinople, la
« nouvelle Rome. *Car les Pères ont accordé avec raison,*
« au siège de l'antique Rome, les privilèges dont elle
« jouit, *PARCE QU'ELLE ÉTAIT LA VILLE RÉGNANTE.* Ils ont
« jugé que la nouvelle Rome, qui a l'honneur de pos-
« séder le siège de l'Empire et celui du sénat, doit avoir
« les mêmes avantages dans l'ordre ecclésiastique et
« être la seconde après elle... »

On voit qu'aucune des dispositions des conciles, par rapport aux sièges de Rome et des autres grandes Églises, n'est motivée autrement que sur l'importance des villes où ils sont établis, et sur leur ancienneté. Cela est si vrai que le concile de Nicée, après avoir reconnu que l'importance honorifique des sièges était, dès les premiers temps de l'Église, relative à l'importance des villes dans lesquelles ils étaient établis, et ayant devant lui Jérusalem, la ville sainte, lui fait une part exceptionnelle, mais sans la dispenser, pour l'ordre épiscopal, de la sujétion à sa métropole : « Puisque, suivant la coutume et l'ancienne tradition, dit le concile
« (septième canon), l'évêque d'Élia est en possession
« d'être honoré, il continuera à jouir de cet honneur,

« *sans préjudice de la dignité métropolitaine.* » Les conciles ont donc toujours traité la question des sièges selon le droit ecclésiastique, et non selon le droit divin; et encore s'agissait-il simplement d'une préséance honorifique, n'impliquant autorité ni pour la doctrine, ni pour la discipline, une telle autorité restant l'attribution du concile. Enfin, un seul des grands sièges épiscopaux tirait son importance d'un motif religieux, et ce siège n'était pas Rome, mais Jérusalem.

Il y avait loin, sans doute, d'un ordre de choses si naturel à l'idée de placer saint Pierre en tête des évêques de Rome, pour faire découler de ce fait une primauté dont l'Apôtre Pierre aurait été revêtu par Jésus-Christ lui-même, et qui, grâce à une si haute origine, pouvait, d'interprétations en interprétations, devenir un droit à la fois divin et temporel, inhérent au siège épiscopal de Rome, et transmissible aux successeurs de l'Apôtre.

— D'où sortait une pareille idée? Elle ne pouvait sortir que de Rome : *Ille est cui prodest!* Ce fut à Rome, en effet, et dès le temps où le Père Éleuthère y occupait le siège épiscopal, que le crédule Hégésippe composa la chronique, qui fut lancée ensuite comme ballon d'essai, d'un évêché de saint Pierre ayant duré vingt-cinq ans. Cette chronique n'obtint, comme nous l'avons fait remarquer, qu'une médiocre créance durant deux siècles; la légende allait languissante; le mythe ne devait se former qu'insensiblement.

Il était réservé à Eusèbe d'affirmer décidément une fiction répondant à la double tendance religieuse et politique des esprits, à l'unité, et de lui donner quelque autorité. Il le fit avec une singulière audace; et son la-

conique récit fut adopté sans qu'on lui demandât ni le témoignage ni même le détail des faits. La Sainte Écriture, qui en contenait le démenti formel, était alors dans un bien petit nombre de mains, et la vie sociale reposait plutôt, à cette époque, sur la foi et le sentiment que sur les vérités positives.

Le récit d'Eusèbe était « que l'Apôtre Pierre, le premier et le plus grand des Apôtres, ainsi que le prince et le maître des autres, avait ouvert le premier la voie du salut aux Romains par la prédication ; qu'il avait occupé à Rome pendant vingt-cinq ans le siège pontifical, et y avait subi le martyre... »

Nous avons assez clairement démontré, croyons-nous, la fausseté de toutes ces assertions, et nous ne leur trouvons pas même une excuse, si ce n'est qu'Eusèbe, tout en écrivant l'histoire, était évêque et théologien. Le ton avec lequel il affirme un fait qu'il sait n'être appuyé d'aucun témoignage de quelque valeur, l'affectation qu'il apporte à donner à saint Pierre des qualifications propres à la domination mondaine, témoignent suffisamment des sentiments personnels qu'Eusèbe apportait dans la question.

A son exemple, les théologiens politiques allaient droit à leur but, au moyen de la croyance du pontificat et de la primauté apostolique de Pierre, et fondaient au cœur même de l'Empire une puissance occulte qui allait le briser sourdement et élever sur ses ruines une théocratie armée de tous les attributs politiques.

Terminons ce sujet par une réflexion qui servira à dévoiler l'immense artifice du parti de domination qui travaillait l'Église. Pourquoi, en supposant réelle la primauté de saint Pierre et l'inhérence de son autorité à

un siège épiscopal qu'aurait occupé l'Apôtre, ce siège n'était-il pas à Antioche ou à Jérusalem, villes dans lesquelles il enseigna incontestablement, plutôt qu'à Rome où, selon toute probabilité, il ne mit jamais le pied, et où le bon sens du moins ne permet pas de croire qu'il ait été évêque ? L'Eglise d'Antioche, d'après une tradition non contestée, posséda Pierre durant plusieurs années, et le saint Apôtre avait fait, selon toute apparence, de cette ville le centre de ses travaux évangéliques. Pourquoi l'évêque d'Antioche ne fut-il pas en conséquence et n'est-il pas encore aujourd'hui *le successeur de saint Pierre* ?

Mais l'Eglise de Jérusalem avait des titres encore plus sacrés à être considérée comme le siège des successeurs de saint Pierre. Elle réunissait trois conditions hors ligne :

Elle avait été fondée par l'initiative de saint Pierre, assisté de tous les Apôtres ;

Elle était la première Eglise chrétienne instituée ;

Elle était établie, selon l'ordre formel de Jésus-Christ, dans les lieux où le Sauveur était né ; où il avait passé sa vie, donné son enseignement à ses disciples, subi la passion et la mort, et accompli, en un mot, tous les mystères de la Rédemption.

Pourquoi, disons-nous, les théologiens politiques n'avaient-ils placé le siège imaginaire de saint Pierre ni à Antioche ni à Jérusalem ? Un mot suffit à la réponse : Jérusalem et Antioche n'étaient pas le siège de l'Empire, et c'est cette capitale et cet Empire que, dès le principe, le parti catholique voulait !

CHAPITRE VII.

SAINT GRÉGOIRE.

L'unité spirituelle et l'unité matérielle. — Doctrines des SS. Pères sur l'unité et l'autorité dans l'Église. — Saint Grégoire s'élève contre le titre de Pape universel. — MM. le cardinal de Bonald et l'archiprêtre Wassiliew. — Tendance matérialiste du parti catholique. — Cette tendance le porte à usurper l'empire. — Pourquoi les évêques d'Antioche et de Jérusalem n'ont-ils pas hérité de la chaire de saint Pierre? — Grégoire II au pouvoir temporel. — Apparition de Mahomet au milieu des dissensions des chrétiens.

Ce n'est pas assurément que l'aspiration générale à l'unité et à l'universalité qui se manifestait en ces temps-là fût mauvaise; elle était au contraire parfaitement rationnelle et chrétienne. Mais, tandis que les docteurs apostoliques, les vrais chrétiens, voyaient cette unité dans un principe spirituel, embrassant toute l'humanité dans une même et sainte croyance, les théologiens formalistes la poursuivaient sous le masque religieux dans une forme humaine toute semblable à la personne de César. Cette dernière manière d'envisager l'unité était évidemment une réaction du matérialisme païen contre l'esprit chrétien, et de la politique contre la religion.

La plupart des Pères de l'Église, il est vrai, adhèrent à la primauté présidentielle du siège épiscopal

de Rome en vue des disputes théologiques et par amour de la haute discipline de l'Église. Mais ce fut toujours avec des réserves en faveur du principe abstrait du christianisme qui seul pouvait s'appliquer à l'unité universelle, et de l'autorité de l'Église résidant dans l'Église elle-même, représentée par le corps épiscopal. Saint Cyprien, qui a tant travaillé à résoudre le problème de l'unité et de la liberté dans l'Église, écrivait qu'il ne s'agissait pas de mettre une différence entre Pierre et les autres Apôtres, mais de fonder l'unité de l'épiscopat ; que tout ce qu'était en pouvoir et honneur Pierre, les autres Apôtres l'étaient également ; que tous les évêques étaient aussi bien successeurs de saint Pierre que de saint Paul et des autres Apôtres ; que si saint Pierre a reçu les clefs, tous les évêques les ont reçues comme lui, et enfin que l'Église visible est fondée sur tous les évêques, parce que Jésus-Christ a donné à tous les Apôtres, à la fois, son Saint-Esprit¹.

== Saint Cyprien cependant se sert du mot la chaire de saint Pierre de manière à faire croire qu'il était du nombre de ceux qui y croyaient dès les premiers temps, ou qui ont voulu en consacrer la fiction. Mais il parle constamment de la primauté de saint Pierre, comme d'un expédient utile plutôt que d'une réalité. « Jésus-Christ, dit-il, voulut appeler saint Pierre le premier à l'apostolat, afin de procéder par l'unité pour que l'ordre fût plus sensible². » Mais saint Cyprien, tout en attribuant à l'évêque de la capitale une préséance honori-

¹ Saint Cyprien, *De Simplicitate prælat.*

² C'est par erreur que saint Cyprien dit que saint Pierre fut appelé le premier à l'apostolat. Nous voyons dans saint Jean qu'André, frère de Pierre, s'était attaché à Jésus avant lui, et

fique comme symbole de l'unité et pour l'ordination de l'épiscopat, réservait le principe de l'autorité, dès qu'il s'agissait de doctrine. Il était loin de reconnaître à l'évêque de Rome une autorité sur les autres évêques. Le pape Étienne ayant voulu prononcer en dernier ressort entre lui et son compétiteur au siège de Carthage, en prétextant de la primauté de son siège, saint Cyprien repoussa une semblable prétention, et reçut pour cet acte d'indépendance les félicitations des évêques ses collègues. « Je suis indigné, lui écrivait saint Firmilien, de la folle arrogance de l'évêque de Rome qui prétend avoir hérité son évêché de l'Apôtre Pierre. » Tout le monde sait qu'à l'occasion des formalités de la Pâque, question simplement disciplinaire, toutes les Églises d'Orient rejetèrent des changements que l'évêque de Rome avait voulu leur imposer. Le pape Victor lutta longtemps, menaça et même excommunia en vain. Les Églises restèrent fidèles à la règle qu'elles disaient avoir reçue des Apôtres. Du temps de saint Cyprien aussi, il s'éleva une contestation au sujet du baptême conféré par les hérétiques. Saint Cyprien et les évêques d'Afrique et d'Asie résistèrent invinciblement au pape Étienne, en lui opposant également la tradition des Apôtres. Il en résulte donc que saint Cyprien ne considérait l'évêque de Rome que comme le président de l'Église visible, laquelle Église, selon ses paroles mêmes « était établie *sur tous les évêques*, et dirigée par eux ¹. »

que ce fut André qui lui présenta Pierre. Au reste, les deux fils de Zébédée furent appelés le même jour et presque au même instant que Pierre. (Saint Jean, ch. 1, v. 40.)

¹ Saint Cyprien, Ép. LV.

Saint Jérôme explique dans le même sens, et avec des réserves plus accentuées encore, son adhésion à la primauté ecclésiastique dont les disputes théologiques semblaient conseiller l'établissement. Écrivant au Pape Innocent I^{er} : « Je proteste, disait-il, *que je ne reconnais d'autre maître que Jésus-Christ* ; mais je m'attache à votre Sainteté, c'est-à-dire à la chaire de Pierre, afin que, par l'établissement d'un chef, toute occasion de schisme soit ôtée¹. »

Saint Grégoire, qui occupa le siège de Rome, alla plus loin que les Pères précédents. Il se montra radicalement opposé, comme nous le verrons bientôt, à l'existence d'un chef unique de l'Église. Il ne voulut jamais recevoir le titre de patriarche *universel*, mais seulement celui de primat d'Italie et Apôtre d'Occident. Sa vie entière sur le siège pontifical fut une protestation contre l'institution de la Papauté.

En même temps donc que les théologiens formalistes s'efforçaient d'accréditer le siège de Rome par la supposition qu'il avait été occupé par l'Apôtre Pierre, les docteurs vraiment chrétiens soutenaient que l'unité vraie était toute spirituelle, toute de foi en Dieu et en Jésus-Christ, « unique médiateur entre Dieu et les hommes, » comme le dit saint Paul. Il n'est pas un seul des Pères qui l'entendît autrement. Toutes les Églises de l'univers, dit Tertulien, n'en forment qu'une seule, parce qu'elles sont unies *par la même foi*². Saint Jean Chrysostôme dit que le mot Église est synonyme d'harmonie³. Saint Ambroise définit l'Église une association

¹ Saint Jérôme, Ép. XV, n° 2, et lib. I, in *Jovin*, n° 26.

² Tertulien, *De Prescript.*

³ Saint Jean Chrysostôme, *Homel. I, in Paul.*

formant un seul corps dont les membres sont unis *par la foi et la charité*. Ce Père voit avec Théodoret toutes les Églises se réunissant en une seule, *par l'harmonie du dogme primitif*¹. Enfin, saint Jérôme proclame que l'Église est composée d'une multitude de personnes, mais qu'elle est *une par la foi*². Telle était la doctrine adoptée généralement par les Pères et docteurs des premiers siècles ; ils n'auraient pas cru qu'on pût la détruire sans détruire l'ordre et les libertés de l'Église, et les sept premiers conciles œcuméniques l'avaient reconnue et consacrée.

Nous avons nommé saint Grégoire qui occupa le siège épiscopal de Rome de 590 à 604. Les périls que renfermait à la fois l'établissement d'un chef unique et le dualisme que les prétentions à cette souveraineté ecclésiastique occasionnaient entre Rome et Constantinople, n'échappèrent pas à son bon sens et à sa sincérité. Il aurait voulu, par un retour difficile, ramener les temps où un certain nombre d'Églises principales, ayant un évêque à leur tête, vivaient en sœurs sous la simple loi de l'Évangile, et présentaient l'aspect d'une confédération de famille. Le patriarche Jean de Constantinople ayant pris le titre de catholique ou universel, en fondant sa prétention sur ce que son siège était établi dans la ville impériale, saint Grégoire mit tous ses efforts et déploya toute son éloquence à le dissuader d'une ambition si peu conforme à la modestie évangélique et à la confraternité chrétienne. Dès les premiers temps de son épiscopat, il écrivit une

¹ Théodoret, Psal. 47.

² Saint Jérôme, Psal. 23.

lettre de communion aux quatre patriarches des Églises considérées et définies par les conciles comme étant autant de métropoles : Constantinople, Antioche, Alexandrie et Jérusalem. Il parle, dans ces diverses lettres, des devoirs que lui impose son élévation, et de celui qu'ont tous les évêques de ne point se laisser aller aux préoccupations des choses terrestres. Il termine cette lettre en faisant une profession de foi, dont il résulte qu'il s'est mis en rapport avec ses collègues, uniquement pour s'unir de sentiment à toute l'Église, et concourir ainsi à l'unité. Le saint évêque ne dit pas un seul mot qui ait trait à une suprématie de son siège¹. Mais la lettre qu'il adresse ensuite en particulier au patriarche Jean de Constantinople est conforme aux vrais principes de la constitution apostolique. On y voit que ce saint Père jugeait qu'un titre comme celui qu'il s'était arrogé faisait disparaître l'unité morale de Jésus-Christ dans l'Église, pour lui substituer l'unité matérielle de l'homme, exposant par là l'Église aux plus grands périls. Il employa donc tous les moyens de persuasion pour dissuader Jean de suivre une voie qu'il considérait comme funeste. Il lui écrivit une très-longue lettre dont nous extrayons seulement les passages principaux :

« Grégoire à Jean, évêque de Constantinople :

« Votre Fraternité se souvient de la paix et de la
 « concorde dont jouissait l'Église lorsqu'elle fut élevée
 « à la dignité épiscopale. Je ne comprends donc pas
 « comment elle a osé prendre un titre qui peut occa-
 « sionner du scandale dans l'esprit de tous les frères.

¹ Saint Grégoire, Ép. XXV, liv. I.

« Vous qui avant d'être élu disiez hautement que vous
« étiez indigne de l'épiscopat, vous y avez à peine été
« élevé que, méprisant vos frères, vous avez ambi-
« tionné d'avoir seul le titre d'évêque. Pélage mon
« prédécesseur, de sainte mémoire, avait adressé à
« Votre Sainteté des observations fort graves à ce
« sujet...

« Après la mort de Pélage, ayant été élevé, malgré
« mon indignité, au gouvernement de l'Église, j'ai eu
« soin d'engager Votre Fraternité, de vive voix d'abord
« par mes envoyés, et ensuite par l'entremise de Sabi-
« nien, de renoncer à une telle présomption. Je pleure
« de voir que mon frère n'ait pas voulu revenir à l'hu-
« milité, lui qui n'a été établi dans la dignité épisco-
« pale que pour ramener les âmes des autres à l'hu-
« milité.

« Réfléchissez donc, je vous en prie, que par cette
« présomption téméraire, vous troublez la paix de
« l'Église entière, et que vous vous déclarez contre la
« grâce qui a été donnée à tous en commun. Plus
« vous croîtrez en cette grâce, plus vous serez humble
« à vos propres yeux. Vous serez d'autant plus grand
« que vous serez éloigné d'usurper ce titre extrava-
« gant et orgueilleux d'*universel*. Vous serez d'autant
« plus riche, que vous chercherez moins à dépouiller
« vos frères à votre profit. Aimez l'humilité de tout
« votre cœur; c'est elle qui maintient la concorde
« entre les frères, et qui conserve l'*unité* dans la sainte
« Église universelle.

« Lorsque l'apôtre Paul entendait certains fidèles
« dire : *Moi je suis disciple de Paul; moi d'Apollon;*
« *moi de Pierre!* il ne pouvait voir sans horreur dé-

« chérir ainsi le corps du Seigneur et le rattacher à
 « d'autres têtes qu'à celle de Jésus-Christ, alors même
 « que ces têtes étaient des Apôtres. Que diriez-vous au
 « Christ qui est la tête de l'Eglise universelle, que
 « lui diriez-vous au jugement dernier, vous qui, par
 « votre titre d'*universel*, annoncez la prétention de
 « vous soumettre tous ses membres ? Par ce titre per-
 « vers, vous imitez celui qui, méprisant la légion des
 « anges, qui étaient ses compagnons, s'efforça de
 « monter au faite pour n'être soumis à personne et
 « être seul au-dessus des autres et qui dit : Je monte-
 « rai dans le ciel ; *je m'élèverai un trône au-dessus des*
 « *astres du ciel, je serai semblable au Très-Haut !...*

« Que sont vos frères, tous les évêques de l'Eglise
 « universelle, sinon les astres du ciel ? Lorsque, par un
 « titre ambitieux, vous voulez vous élever au-dessus
 « d'eux, et rabaisser leur titre en le comparant au
 « vôtre, ne dites-vous pas ces paroles du démon : Je
 « monterai dans le ciel ; j'élèverai mon trône au-
 « dessus des astres du ciel ?

« Pour moi, quand je vois tout cela à travers mes
 « larmes, je crains les jugements secrets de Dieu. Je
 « m'afflige que Jean, cet homme si saint, séduit par
 « les flatteries de ses familiers, ait pu concevoir un tel
 « degré d'orgueil et prendre un titre si pervers, et
 « qu'il s'efforce de se rendre semblable à celui qui,
 « en voulant être semblable à Dieu, perdit la grâce de
 « la ressemblance divine qui lui avait été accordée, par
 « amour d'une fausse gloire...

« Je sais bien que ce titre d'universel a été donné
 « à Votre Sainteté par des familiers qui la trompent.
 « C'est pourquoi je demande que Votre Fraternité

« veille avec soin sur eux, et qu'elle ne se laisse pas tromper par les flatteries...

« Je vous aime d'un amour ardent ; mais lorsqu'il s'agit des préceptes de l'Évangile, des institutions canoniques, de l'avantage des frères, je ne puis préférer une personne, même celle que j'aime ardemment... Si je rencontre votre refus, il ne me restera que la ressource d'un appel à l'Église¹. »

On voit par cette première lettre de saint Grégoire sur cette importante question : 1° que selon lui l'autorité ecclésiastique réside dans l'épiscopat, et non point dans tel évêque, quelque élevé que soit son rang et l'importance de la situation de son siège ; 2° que ce n'était point la cause particulière du siège de Rome que saint Grégoire défendait contre l'évêque de Constantinople, comme on l'a prétendu, mais celle de l'Église collective ; 3° qu'il ne se reconnaissait pas le droit de juger lui-même cette cause, mais qu'il devait en référer à l'Église.

Ecrivant sur le même sujet au diacre Sébastien, son envoyé à Constantinople, saint Grégoire lui dit formellement de n'avoir aucun rapport avec l'évêque Jean, et de ne rien faire qui puisse avoir l'air d'adhérer à son titre ; car, ajoute-il, adhérer à ce titre coupable, ce n'est rien moins que perdre la foi² !...

Dans une lettre à l'empereur Maurice lui-même³, le saint évêque rappelle que saint Pierre qui avait la primauté dans le collège apostolique, comme un frère aîné

¹ Traduction de l'abbé Guetté : *La Papauté moderne*, etc., brochure.

² *Lettres de saint Grégoire*, liv. V, lettre 19.

³ Liv. V, lettre 20.

a la primauté de la naissance dans la famille, n'avait jamais songé qu'il pût y avoir pour lui une autorité ou pouvoir dans cette primauté ; qu'il avait été humblement soumis au précepte de paître les brebis du Seigneur. Cette lettre offre cela de remarquable, que saint Grégoire s'autorise de l'exemple de saint Pierre et de la modestie de l'Apôtre pour combattre l'ambition, tandis que d'autres se sont autorisés de son nom pour fonder une autorité non-seulement universelle, mais absolue.

Le saint évêque terminait sa lettre à l'empereur par cette sentence : « Votre Piété Impériale considère
 « comme chose *frivole* le titre que prend l'évêque de
 « Constantinople, et n'y voit qu'un mot ? Je prie votre
 « Piété Impériale de bien remarquer qu'il y a des
 « choses frivoles qui sont très-nuisibles dans leurs
 « conséquences. Quand l'Antechrist viendra et dira :
 « Je suis Dieu, le mot en lui-même sera chose de peu
 « d'importance, mais le sens en sera très-pernicieux.
 « Moi je dis sans la moindre hésitation, que quiconque
 « s'appelle l'*évêque universel* ou désire ce titre, est,
 « par son orgueil, le *précurseur de l'Antechrist* ! »

Saint Grégoire soutient constamment qu'il n'y a qu'une seule autorité qui puisse être *une* et *universelle*, l'autorité de Dieu. Ses écrits sont d'irrécusables preuves que l'Église des premiers siècles se montra toujours fort émue quand elle vit un de ses membres tenter de s'élever au-dessus des autres. L'Église entière comprenait qu'une telle autorité ne pouvait exister, sans que l'épiscopat tout entier fût privé de son droit le plus cher et même de ses libertés. En effet, d'après l'institution divine, le gouvernement de l'Église est, de sa

nature, collectif ; ses pouvoirs ne peuvent résider que dans le corps de tous les pasteurs, et non dans un seul en particulier. L'autorité universelle d'un seul détruit nécessairement le droit de tous, et substitue l'action de l'homme à celle de l'Esprit-Saint. « L'homme, quel qu'il soit, ajoutait saint Grégoire, est sujet à l'erreur ; s'il résume l'Église, l'Église s'élève et tombe avec lui¹. » D'autres lettres de saint Grégoire écrites à des évêques de son temps, ne font qu'insister sur le même sujet et propager la même doctrine, comme étant la seule que l'Église doive reconnaître et professer.

Des théologiens qui ne pouvaient méconnaître les vives réclamations de saint Grégoire contre l'évêque de Constantinople, ont écrit que ces réclamations avaient pour but de faire prévaloir la supériorité épiscopale du siège de Rome, et qu'en un mot il combattait pour son propre intérêt.

Une pareille thèse tombe devant une lettre qu'il écrivait à Euloge, évêque d'Alexandrie. Ce dernier lui ayant fait réponse qu'il ne donnerait plus désormais au patriarche de Constantinople le titre d'*universel*, et le lui donnant à lui-même, saint Grégoire, blessé de la méprise de son collègue, se hâta de lui expliquer l'erreur dans laquelle il était à son égard : « Votre Béatitude, lui écrit-il, a pris soin de me dire qu'elle ne donnera plus au patriarche de Constantinople un titre fondé sur l'ambition et l'orgueil, et elle me le donne à moi-même ! Je vous en prie, ne me dites jamais ce mot ; car je sais qui je suis et qui vous êtes : par votre siège vous êtes mes frères, par vos

¹ Liv. VII, lettre 27.

« vertu vous êtes mes pères ; vous ne devez pas plus
 « donner le titre orgueilleux d'*universel et de Pape à*
 « moi qu'à d'autres. Que votre douce Sainteté n'agisse
 « plus ainsi à l'avenir, je l'en prie ; car vous ôtez aux
 « uns ce que vous donnez de plus à un autre en par-
 « ticulier. Je ne demande pas à grandir en titres mais
 « en vertu. Je ne regarde pas comme un honneur, ce
 « qui fait perdre à mes frères leur dignité ; mon hon-
 « neur, c'est celui de toute l'Église. » Nous voyons
 dans la même lettre à Euloge, que saint Grégoire se
 défend de lui avoir donné des ordres : « Je n'ai point
 « ordonné, dit-il, j'ai pris soin d'indiquer à mon frère
 « des choses qui m'ont paru utiles. » Dans une autre
 lettre à Anastase le Jeune ou le Sinaïte, évêque d'An-
 tioche, saint Grégoire, parlant de l'autorité, explique
 qu'elle n'est que dans l'Église, et que « l'Église n'a et
 « ne peut avoir d'autre fondement que celui qui a été
 « indiqué par saint Paul aux Corinthiens, c'est-à-dire
 « Jésus-Christ. » Il qualifie le titre de Pape universel,
 « de titre attentatoire, sacrilège, impie, inepte !! »

Saint Grégoire avait une opinion tellement élevée de
 l'autorité de l'Église, qu'il ne pouvait entendre parler
 de la placer dans un homme sujet à toutes les passions
 ainsi qu'à toutes les infirmités. Il définissait l'unité de
 l'Église universelle, l'ensemble (*compago*) du corps de
 Jésus-Christ¹. Cette unité ressortait des rapports réci-
 proques des chefs de l'Église et de leur bon accord
 dans la foi et dans le but chrétien. Il voyait dans les
 Églises particulières des membres de la grande Église,
 dont chacune était gouvernée par ses pasteurs. L'au-

¹ Saint Grégoire, liv. I, Ép. XLVII.

torité était la même pour tous. Il professait que les trois patriarches de Rome, d'Antioche et d'Alexandrie, qui exerçaient par droit ecclésiastique une haute surveillance, avaient le même droit à revendiquer l'honneur de la chaire de saint Pierre. Il écrivait positivement à l'évêque d'Antioche et à celui d'Alexandrie que saint Pierre avait occupé leur siège, et qu'ils possédaient aussi bien que lui-même la chaire de cet Apôtre¹.

Il faut bien le dire aussi, il y avait parmi les Pères et docteurs en général une opinion conforme à celle de Tertullien et de saint Cyprien relativement à la succession de saint Pierre. Tous les évêques étaient considérés comme successeurs de saint Pierre. Tertullien avait dit : « Le Seigneur a donné les clefs à Pierre et par lui à l'Eglise. » Saint Cyprien ajoute : « *Tous les évêques* sont également successeurs de Pierre. » Saint Gaudens de Bresse appelle saint Ambroise le *successeur de saint Pierre*. Pierre de Blois écrivant à un évêque le qualifie de vicaire de saint Pierre ; enfin , tous les évêques d'un concile de Paris déclarent être les vicaires du prince des Apôtres. C'est Joseph de Maistre qui nous fournit ces dernières observations².

Au reste, la doctrine de saint Grégoire sur l'autorité collective des évêques assemblés n'est pourtant que la pure doctrine des Pères de l'Eglise, dont la tradition saintement maintenue à travers les abus du moyen âge, vint se manifester avec le plus grand éclat dans les grands conciles de Constance et de Bâle, et que nous croyons destinée à faire le salut et l'indépendance de l'Eglise, du jour où elle aura ouvert les yeux sur ses

¹ Saint Grégoire, liv. VIII, Ép. II.

² De Maistre, *Du Pape*, liv. I, ch. vi.

véritables intérêts. Les Églises d'Orient qui sont peu connues chez nous, dans leur modeste et sainte existence, ont conservé précieusement la doctrine ecclésiastique, si bien définie par saint Grégoire et les autres saints Pères. Nous en avons un récent témoignage dans une correspondance qui a eu lieu au mois d'avril dernier, entre M. l'archevêque de Lyon, cardinal de Bonald, et M. l'archiprêtre Wassiliew, aumônier de l'ambassade russe à Paris. M. de Bonald avait écrit à M. Wassiliew une lettre qui se terminait par le passage suivant : « J'admire dans vos livres liturgiques les
 « hymnes en l'honneur du prince des Apôtres : *O saint*
 « *Pierre, prince des Apôtres ! primat apostolique ! pierre*
 « *inamovible de la foi*, etc. Vous n'oubliez pas dans vos
 « rituels quelques successeurs de saint Pierre, dont
 « vous parlez en termes magnifiques.

« Si dans vos livres liturgiques, Monsieur, on lit ces
 « choses avec plaisir, ce n'est pas sans un serrement
 « de cœur qu'on les parcourt. Tous ceux qui aiment
 « l'Église et qui sont vraiment chrétiens, font des vœux
 « pour que toutes les nations reviennent à l'unité... »

— Voici quelle fut la réponse de M. Wassiliew à la lettre du vénérable cardinal : « Vous dites, Monseigneur, que vous *admirez dans nos livres liturgiques les hymnes en l'honneur de saint Pierre*. Ce n'est pas moi qui serai en désaccord avec vous sur la beauté et l'orthodoxie des livres liturgiques de l'Église catholique orientale. Seulement, en les admirant, il faut bien se garder de s'attacher trop à quelques expressions isolées, et de leur attribuer un sens exagéré, absolu. Encouragé par l'exemple de MM. J. de Maistre, Rosaven, Gagarin et d'autres, vous êtes tombé, Monseigneur, dans l'erreur

qui a fait croire à ces auteurs que nous adoptions la doctrine romaine sur la souveraineté du Pape.

« Vous attribuez un sens exclusif à ces paroles de la liturgie orientale : « O saint Pierre, prince des Apôtres ! primat apostolique, pierre inamovible de la foi, etc. » De semblables ou même de plus grands éloges sont adressés, dans nos livres liturgiques, à d'autres Apôtres : ainsi saint Paul y est nommé *fondement de l'Église, pierre de l'Église, conducteur de l'Église, primat des Apôtres* ; Jean, Jacques d'Alphée, Mathias, Jacques de Zébédée, y sont qualifiés, comme saint Pierre, *de prééminents ou de primats des Apôtres*. Jacques, frère du Seigneur, est glorifié par notre Église comme *le chef des pasteurs, le premier membre de la hiérarchie, le premier pasteur*. Jacques de Zébédée est orné du nom de *prince des Apôtres*. En général, il n'y a pas de nom, de qualité, de titre qui soit, dans nos livres liturgiques, attribué exclusivement à saint Pierre.

« Un esprit prévenu, qui cherche à voir les prétendues prérogatives de saint Pierre, peut être déconcerté en voyant ainsi donner à tous des titres qu'il croyait n'appartenir qu'au premier membre du collège apostolique. Il est porté à penser que les livres liturgiques de l'Église catholique orientale sont dépourvus de l'importance doctrinale qu'on leur supposait. Mais c'est là précisément ce qui prouve leur irréprochable orthodoxie, et ce qui sert de témoignage à la doctrine primitive.

« Conformes à l'Évangile, ces livres proclament la prééminence personnelle de saint Pierre, parlent de sa primauté *fraternelle* parmi les Apôtres ; mais dès qu'il s'agit de la charge de docteur et de pasteur de l'Église, les collègues de Pierre sont placés au même niveau.

Pierre est fondement de l'Église ; mais les autres Apôtres le sont aussi. Pierre est docteur infallible de l'univers ; les autres Apôtres le sont aussi. Pierre gouverne l'Église de Dieu ; les autres la gouvernent aussi. Ils ne sont inférieurs, Pierre comme ses confrères dans l'apostolat, qu'à Jésus-Christ, l'unique fondateur et la pierre angulaire de l'Église. A côté de lui, tous les Apôtres ne sont que des fondements secondaires, que des ministres chargés *ensemble* du gouvernement de l'Église. Lorsqu'il s'agit de ce gouvernement, toutes les prérogatives personnelles, tous les honneurs et tous les dons particuliers disparaissent ; il ne reste que le devoir de servir le seul Roi spirituel, le seul Souverain-Pontife, le seul Chef de l'Église, qui est Jésus-Christ.

« Telle est, Monseigneur, la clef des livres liturgiques de l'Église orientale. Nous appliquons, pour les comprendre, la même règle que pour entendre les saintes Écritures ; nous en faisons une étude comparative ; nous expliquons et complétons les paroles que Jésus-Christ adressa à saint Pierre (Matth. xvi, 17-19) par celles de saint Pierre lui-même (I Pierr. ii, 4, 16) et par celles de saint Paul (I Corinth. i, 11-13 ; iii, 3-11 ; Ephes. ii, 20).

« Vous avez raison, Monseigneur, de dire *que nous n'oublions pas dans nos rituels quelques successeurs de saint Pierre, dont nous parlons en termes magnifiques*. Je crains toutefois que vous n'entendiez sous le nom de successeurs de saint Pierre les seuls évêques de Rome, et que vous oubliiez que ce titre appartient également aux évêques d'Antioche et d'Alexandrie. Si cela est ainsi, vous n'êtes pas d'accord avec l'histoire, qui atteste la succession égale des évêques de ces trois sièges, vous êtes en

désaccord avec un des plus grands Papes, saint Grégoire le Grand, qui l'enseigne de la manière la plus claire. Cette rectification faite, je n'ai aucune peine à le déclarer, Monseigneur, nous exaltons par de grands éloges les saints évêques de Rome qui ont fleuri avant la malheureuse séparation des Églises; nous les nommons *fondements de l'Église, conducteurs de l'Église, premiers entre les pasteurs, prédicateurs de la vraie doctrine, etc.*

• Mais n'en tirez pas les conséquences exagérées, généralement reçues dans votre Église, Monseigneur; des éloges pareils sont accordés, dans nos rituels, aux saints et grands évêques d'autres sièges, comme saint Basile, saint Grégoire le Théologien, saint Chrysostôme, saint Pierre d'Alexandrie, saint Melèce d'Antioche, saint Cyrille de Jérusalem et beaucoup d'autres. En effet, les Apôtres étant égaux, leurs successeurs le sont également.

• Parmi les saints évêques de Rome que nous louons, que nous prions, dont nous proposons la vie à l'imitation des fidèles, nous respectons particulièrement saint Grégoire le Grand; car tout en se regardant comme le successeur de saint Pierre, il ne refusait pas le même titre à ses frères d'Alexandrie et d'Antioche; tout en étant patriarche du premier siège, il a défendu l'honneur et la liberté de tous les évêques contre les prétentions de quelques-uns d'entre eux. Fidèle à la constitution apostolique de l'Église, il repoussait toute concentration du pouvoir entre les mains d'un seul; il voyait dans cette concentration un grand danger pour l'Église.

• Vous formez des vœux, Monseigneur, pour que

toutes les nations reviennent à l'unité. Ce vœu, digne de votre caractère épiscopal, nous le partageons, Monseigneur; ce vœu chrétien, nous le fortifions en nous par la prière; plutôt à Dieu que nous fussions aussi unanimes sur la doctrine de l'unité.

« Pensez-vous, Monseigneur, que l'unité soit dans l'homme pécheur et faillible; qu'elle soit ailleurs qu'en Jésus-Christ, qui est seul exempt de péché, et qui est la source de toute vérité? L'unité que vous désirez consiste-t-elle dans l'acceptation de quelques opinions humaines qui peuvent subir mille modifications, ou bien dans la foi révélée et reçue par l'Église telle qu'elle l'admettait avant la séparation, telle qu'elle a été définie par les sept conciles œcuméniques? L'unité dont vous parlez est-elle simplement extérieure, cimentée par la volonté absolue d'un seul, ou bien est-elle basée sur la constitution ancienne de l'Église? Notre unité à nous, Monseigneur, c'est celle qui repose sur Jésus-Christ, sur la foi des sept conciles œcuméniques et sur la constitution primitive de l'Église. C'est à cette unité que nous convions tous les chrétiens.

« En traçant ces lignes, je n'ai pas oublié un seul instant que j'écrivais à l'évêque de Lyon, à un successeur de saint Irénée. Le sentiment de respect que je porte à tout évêque est corroboré, en cette circonstance, par un doux sentiment de la parenté qui existe entre l'Église de Lyon et l'Église orientale. Vous avez sans doute hérité, Monseigneur, l'amour de la paix qui vous anime, de votre saint prédécesseur, dont le nom signifie *pacificateur*. Mais votre exhortation indirecte à la paix, vous l'avez adressée à l'Église orientale. Saint Irénée, lui, l'adressait à Rome, à un des prédéces-

seurs de Pie IX. C'est à Rome qu'il voyait la cause de la séparation ; il y voyait un zèle excessif, l'esprit de domination, un défaut de respect pour la liberté des autres successeurs des Apôtres, une tendance au gouvernement despotique de l'Église, trop de confiance enfin dans les décisions d'un seul pasteur. Soyez, Monseigneur, l'Irénée de notre siècle. Tout en donnant vos conseils à l'Église orientale, ne les ménagez pas à cette Église romaine que votre saint prédécesseur respectait sans doute, mais à laquelle il ne se soumettait pas. »

Telle fut la réponse de M. l'aumônier Wassiliew à Monseigneur de Bonald. Elle s'applique également à de Maistre, de qui l'observation de l'honorable cardinal est littéralement empruntée.

— Tous les esprits, assurément, n'étaient pas à la hauteur de cette unité abstraite que professaient les saints Pères, et qui constituait la religion dans sa liberté propre, excluait toute domination de l'individu sur l'Église et sur les consciences. La multitude inculte, comme il arrive constamment, favorisait l'idée de l'unité personnelle, plus sensible à son faible entendement. Un chef ! c'est toujours ce que demande la foule ; avec l'appui de la foule, les hommes de parti continuaient d'organiser la hiérarchie sacerdotale sur le modèle de l'Empire, et s'efforçaient de faire monter vers l'évêque de Rome, personnage devenu plus important après la désertion des empereurs, le plus qu'ils pouvaient d'influence et d'autorité, et d'en faire, sous le manteau de la religion, un rival d'abord, et plus tard un maître de l'Empire.

Quant aux Pères de l'Église, comme les évêques en

général des provinces, ils restaient étrangers à ces secrètes intrigues, et jetaient leurs paroles immortelles au milieu des épines, où elles devaient disparaître pour longtemps, laissant la place aux Décrétales vraies et supposées de la Papauté du moyen âge. Le matérialisme l'emportait ainsi sur le spiritualisme; les bases du pouvoir temporel étaient jetées au sein du christianisme avec le germe des discordes que l'amour de la domination y apportait.

Oui, dans ces temps même on l'on voyait encore tant de foi et de sainte ferveur dans l'Eglise, il y avait déjà une réaction subversive et satanique, un génie fatal qui, dans l'impossibilité d'oser attaquer de front l'Evangile, tendait à en corrompre l'esprit et la morale par des transformations insensibles. Aurait-on jamais cru, cependant, dès l'époque dont nous parlons, qu'au désintéressement systématique et doctrinal de Jésus-Christ et des Apôtres, on substituerait une théocratie à la fois spirituelle et temporelle, se disant fondée par Jésus-Christ lui-même; qu'au désintéressement absolu dont les Apôtres avaient donné l'exemple pour suivre le Divin Maître, succéderait, dans le sacerdoce, l'amour des richesses, des honneurs et de la domination? Aurait-on cru que, par une amère dérision, l'Apôtre Pierre, en particulier, serait un jour représenté comme ayant été le maître, le prince des autres Apôtres ses frères en l'apostolat; et qu'il y aurait un jour dans l'Eglise elle-même, à la place de Jésus-Christ, des hommes capables de se poser comme les successeurs particuliers du modeste et saint Apôtre, sur un trône de saint Pierre, et de porter la couronne et le manteau des souverains, au nom de Celui qui n'eut qu'une couronne d'épines et

une croix sanglante pour symbole de sa gloire et du salut du genre humain ?

C'est à quoi travaillait sans relâche et occultement l'esprit de parti, secondé par la confiance de quelques Pères trop enclins à craindre les attaques des sophistes et à vouloir constituer, en dehors de l'Empire, une sorte de socialisme dont le christianisme avait bien l'esprit, qui est dans l'amour et la charité, mais non pas l'instrument qui suppose la science. Ce parti, aussi patient qu'acharné à la conquête du pouvoir, veillait à côté même des saints évêques qui avaient illustré le siège de Rome par le martyre et donné l'exemple de l'humilité sainte. Il n'attendait que le jour où il pourrait arriver à ses fins, sous le manteau de la religion et à travers l'obscurité qu'il s'efforçait de répandre partout sur les esprits.

Vers la fin de ce VII^e siècle, dont saint Grégoire avait vu les premières années, un événement, que nous allons rapporter, vint favoriser l'ardente convoitise du parti catholique. Les évêques d'Orient croyaient, comme n'avaient cessé de le proclamer jusque-là les chrétiens, en haine du culte païen, que les images religieuses étaient des objets d'idolâtrie. Les empereurs Bordanus Philippe et son successeur Léon l'Isaurien, pensant, d'après cela, faire chose orthodoxe, ordonnèrent la proscription, même la destruction de toutes celles qui avaient été placées dans les églises d'Orient. Poussant plus loin, tout naturellement, ce zèle de proscription, ce dernier empereur envoya des ordres en Occident contre les images. L'exarque Maurice, qui gouvernait à Rome pour l'empereur, se mit en devoir de les faire exécuter. Mais comme tout ce qui venait de Constanti-

nople rencontrait, depuis longtemps déjà, l'antipathie de Rome et de l'Occident, on s'y trouva opposé à une semblable mesure, et partisans déclarés des images. L'agitation fut grande. Le patriarche Grégoire II, qui occupait alors le siège épiscopal de Rome, se fit le pivot de la résistance; il déclara que la vénération des images était de foi dans l'Église, et que ceux qui les proscrivaient étaient des hérétiques... Grégoire conseilla le refus des impôts et intéressa les nobles d'Italie à cette querelle, d'autant plus facilement que ceux-ci ne demandaient qu'à s'émanciper dans les châteaux fortifiés où ils s'étaient retirés après la paix. On se battit à Rome; l'exarque de l'empereur périt dans une échauffourée où le triomphe fut acquis au parti du Pape¹.

Vers ces temps-là, des Normands avaient commencé à s'établir en Italie, voyageant d'abord comme pèlerins et ensuite en y exerçant le brigandage. Ils se fixèrent en Sicile, où ils se firent une réputation d'indomptables. De retour dans leur patrie, ils vantèrent la beauté du pays et la douceur du climat. Sur ce, un certain duc de Normandie, qui avait douze fils, en envoya trois courir les aventures dans ce pays. Ils s'établirent dans le duché de Salerne et lieux circonvoisins, en guerroyant à la ronde, et chassant les Grecs qui y conservaient encore quelque empire². Ces aventuriers furent une bonne fortune pour Rome, dans la circonstance. Le Pape redoutant la colère de l'empereur de Constantinople pour son acte de félonie, eut recours à ces Normands et les intéressa, ainsi que les nobles des provinces, à secouer

¹ Gianone, *Storia civile del regno de Napoli*.

² Botta, *Storia d'Italia*.

le joug de l'empire d'Orient, et devint ainsi le chef de la ligue.

Or, il y avait aussi, depuis longtemps déjà, en Italie, les Lombards, et à leur tête le roi Luitprand. L'empereur Léon, irrité contre le Pape, s'adressa à ce roi pour obtenir qu'il châtiât le sujet infidèle et ses complices. Luitprand s'y décida et marcha contre Rome. Grégoire II, craignant d'être pris d'assaut, fit une démarche hardie et habile, qui eut un plein succès. Il se rendit au camp du roi, lui remontra qu'il avait, aussi bien que lui-même, intérêt à secouer le joug de l'empereur, qui « n'était qu'un hérétique. » Luitprand, prince dévôt, fut séduit par le discours de l'évêque ; il déposa son épée, son manteau royal, et même sa couronne, assure-t-on, sur l'autel de l'église de Saint-Pierre. Après cela, il se retira dans ses États, satisfait d'avoir contracté une alliance intime avec le chef des Églises d'Occident, et ne s'occupa plus que de faire bâtir des couvents et de les enrichir. On a parlé d'un de ces établissements, situé hors des murs de Pavie, que sa munificence avait fait surnommer le *ciel d'or*.

Après son départ, les Romains, encouragés dans leur disposition à une révolte ouverte, se déclarèrent en république, et en offrirent le gouvernement au Pape Grégoire, qui l'accepta¹. Voilà où devait aboutir, bien que ce ne fût encore qu'un premier essai du pouvoir temporel, la frauduleuse fiction d'un pouvoir divin universel dans le sacerdoce ; voilà où le parti catholique avait mis sa foi, au mépris de l'Évangile ; voilà, en un mot, comment la Papauté temporelle fut faite ! C'était vers l'an 726.

¹ Gianone, *Storia civile del regno de Napoli*.

A partir de ce jour, nous verrons cette papauté personnifier l'absolutisme dans l'Église chrétienne, être cause des schismes qui l'ont divisée. Elle ne sera plus occupée que d'agrandir sa domination et d'augmenter ses richesses ; elle soulèvera dans ce but les princes les uns contre les autres par toutes sortes d'intrigues ; elle favorisera leurs usurpations réciproques, et excitera les nations à des guerres interminables ; elle interviendra dans les affaires publiques sans intelligence du gouvernement et dans l'unique but de ses intérêts. Elle fera souvent de crime vertu, sous le masque de la religion, et donnera au monde le spectacle d'une démoralisation telle qu'il n'en est pas d'exemple pareil dans l'histoire des empires. Enfin elle arrêtera ainsi la formation de cette grande unité sociale, qui est dans l'aspiration des peuples et qui ne peut s'établir que sur la base de vrais principes chrétiens, avec le concours de la civilisation des peuples et de leurs gouvernements.

En terminant ce chapitre, tournons un instant nos regards vers ce qui s'était passé en Orient. Les patriarches de Constantinople, depuis Jean, avaient continué de se proclamer patriarches catholiques ou universels, et ceux de Rome, après saint Grégoire, avaient, de leur côté, accentué leurs prétentions au même titre. Ces deux chefs de l'Église vivaient en conséquence dans une jalousie peu chrétienne, et ce n'était pas sans peine que les évêques et personnages orthodoxes parvenaient à modérer les effets de leur haine réciproque. Les lumières allaient toujours diminuant ; l'Évangile et les saints Pères cédaient insensiblement la place à la logomachie des théologiens. Rome et Constantinople étaient loin de pouvoir trouver dans leurs discussions stériles sur

la métaphysique la solution du problème qui avait pour objet et de parti pris la souveraineté exclusive de l'un des deux sièges. De part et d'autre, on redoublait d'artifice, pour agir non plus sur l'intelligence déjà absente et sur la noble foi en l'Évangile, qui allait s'éteignant, mais sur la crédulité la plus grossière des peuples. Ainsi, Rome se targuait de posséder les ossements de saint Pierre et de saint Paul, qui la mettaient en possession des plus grands miracles. Constantinople répondait qu'elle possédait les reliques de saint André, de saint Luc, de saint Timothée, de la vraie croix, retrouvées après trois siècles, et même celles de Samuel, juge et prophète dans Israël ! Mais le grand cheval de bataille, qui revenait dans toutes les luttes oratoires, c'était l'abstraction insaisissable relative à la seconde personne de la Sainte-Trinité. Toute la chrétienté se voyait de temps à autre ébranlée par les discussions des conciles sur ce sujet, qui, sous le voile de la métaphysique orientale et platonique, cachait le véritable objet des deux ambitions rivales. Le peuple d'Orient, facile à émouvoir et ami des discussions de tout genre, se mêlait de ces contestations insolubles, et il en résultait plus ou moins de dissensions et de scandales.

Le plus grand des malheurs vint alors, comme un châtiment terrible, frapper la chrétienté. Un homme se leva subitement en Asie au bruit de ces querelles scandaleuses, et d'un seul mot, mais puissant comme la foudre, trancha et rétablit la question. Se posant en face du problème insaisissable à la conscience comme à la raison, qui semblait diviser Dieu en trois personnes, Mahomet s'écria que Dieu était seul et unique ! Cette parole, jetée au milieu d'une guerre de paroles qui fati-

guait depuis longtemps les esprits, suffit pour tourner l'attention du côté de ce nouveau prophète, qui se mit aussitôt à inspirer à ses prosélytes le mépris des chrétiens, de leurs dissensions oiseuses, de leur ambition, comme aussi de leurs reliques qu'il taxait de grossière idolâtrie. La moitié du monde chrétien, c'est-à-dire l'Asie et l'Afrique, ces nobles contrées qui avaient entendu trois siècles auparavant la parole apostolique de saint Cyprien, de saint Clément, de saint Augustin, abandonna le christianisme. Ce schisme fut le premier résultat sensible de la tendance matérialiste qui, dès le iv^e siècle, avait entraîné les chrétiens à chercher dans les imitations du pouvoir terrestre et dans les richesses la force et l'unité de l'Eglise.

CHAPITRE VIII.

GRÉGOIRE II.

Préludes des évêques de Rome au pouvoir temporel. — Leur autorité dès le v^e siècle. — Doctrine des Pontifes Gélase et Symmaque. — Le droit divin déjà défini. — Embarras administratifs de saint Grégoire. — Obéissance et dignité de ce Pontife. — Fallait-il substituer la théocratie de l'Église à l'empire des Césars? — Nature de la théocratie; son incapacité radicale au gouvernement. — L'autorité de l'Église. — Grégoire II et les Romains dans la question de l'indépendance. — La religion souffrait de l'acceptation du pouvoir par Grégoire. — De protecteurs, les Papes deviennent protégés. — Intrigue des premiers Papes temporels avec les maires du palais de France. — Prétendue donation de Pépin. — Les Romains frappés d'inaction en présence des Lombards. — Causes de leur incapacité. — Politique des Papes. — Elle s'oppose constamment à la constitution de l'Italie en nation.

On se tromperait si l'on croyait que l'événement que nous venons de rapporter avait élevé inopinément l'évêque de Rome au pouvoir politique. Outre que le clergé, comme nous l'avons vu, avait obtenu plusieurs fois la juridiction civile aussi bien que la juridiction ecclésiastique, il s'était souvent trouvé, dès les iv^e et v^e siècles, mêlé à l'administration par la force des choses et les désordres de l'invasion. Les autres évêques aussi avaient rendu, dans des circonstances critiques, d'importants services, soit en apaisant la fureur des Barbares, soit en servant d'intermédiaires entre ces derniers et l'Em-

pire. L'évêque de Rome se trouvait plus que tout autre en position de rendre de tels services, et d'acquérir par là une autorité morale qui se mêlait naturellement dans l'esprit des peuples à la croyance religieuse. Cette autorité tendait à se confondre avec le pouvoir civil, soit en lui empruntant sa force, soit en lui prêtant l'autorité de la religion. Les évêques de Rome avaient pour grandir graduellement en influence trois circonstances favorables : la croyance religieuse, des lumières relativement supérieures et l'éloignement du siège de l'Empire. Cet éloignement faisait que les Pontifes étaient, à Rome même, une autorité au moins égale aux yeux des peuples à celle des gouverneurs que les empereurs envoyaient d'Orient. Ils pouvaient même, soit en raison de leur saint ministère, soit par une appréciation critique de la conduite de ces gouverneurs, les dominer par l'opinion publique, et par des recours directs à l'autorité suprême. Aussi quelques évêques de Rome faisaient-ils des actes d'autorité qui ressemblaient fort à l'exercice du pouvoir lui-même. Sous les règnes d'Honorius et de Théodose le Jeune, par exemple, on vit le Pape empêcher la réunion des hérétiques ou dissidents, et faire conduire leurs principaux chefs en exil. Ce fut ainsi que le philosophe Célestius fut banni de Rome par ordre du Pape saint Célestin, et les manichéens par les ordres des Pontifes Gélase et Symmaque. Nous voyons aussi, en 534, que Cassiodore, sénateur romain, étant promu à la dignité de préfet du prétoire, s'adresse à l'évêque Jean, et, faisant allusion à la grande influence des Pontifes sur les affaires publiques, sollicite ses conseils et presque sa protection. « Vous êtes, lui dit-il, le gardien du peuple chrétien... et votre qualité de pasteur

n'exclut pas le soin des choses temporelles. Tous les intérêts des peuples sont entre vos mains ; vous devez les défendre avec le zèle et l'affection d'un père... »

L'autorité dont jouissaient déjà les Pontifes dans le domaine des faits était telle qu'elle réagissait parfois contre celle des empereurs, sous des formes telles qu'il leur devenait difficile d'éviter le joug qu'elle leur préparait. On a cité dans ces derniers temps l'opinion du Pape Gélase, comme établissant la séparation des pouvoirs spirituel et temporel. Cela prouverait seulement que la croyance générale admettait alors un *pouvoir spirituel*. Mais le Pape Gélase établissait bien plutôt une distinction qu'une séparation des pouvoirs. Voulant reprendre l'empereur Anastase de ce qu'il protégeait les eutichéens, Gélase lui écrivait : « Ce monde, auguste empereur, est gouverné par deux puissances, celle des Pontifes et celle des rois, entre lesquels la charge des prêtres est *d'autant plus grande qu'ils doivent rendre compte au jugement de Dieu de l'âme des rois*. Vous savez, mon cher fils, qu'encore que votre dignité vous élève au-dessus des autres hommes, cependant *vous vous humiliez devant les évêques* chargés de l'administration des choses divines ; vous vous adressez à eux pour être conduits dans la voie du salut ; vous reconnaissez que, bien loin de pouvoir leur commander dans l'administration des sacrements, vous êtes obligés de leur obéir... Si les ministres de la religion obéissent à vos lois, dans tout ce qui concerne l'ordre temporel, parce qu'ils savent que vous avez reçu d'en haut votre puissance, avec quelle affection, je vous prie, ne devez-vous pas obéir à ceux qui sont chargés de dispenser nos augustes ministères !... »

Il n'y avait encore rien dans cette déclaration de saint Gélase qui heurtât précisément le pouvoir souverain. L'administration des sacrements et du culte doit être libre, et confiée tout spécialement au sacerdoce. Mais saint Gélase ne se contente pas de réclamer la liberté pour ses opinions et pour son culte, il veut que l'empereur opprime les dissidents. Bien plus, il établit que le ministère sacerdotal, à la tête duquel il est placé, est un *gouvernement*, le gouvernement des choses saintes! C'est le droit divin placé parallèlement au droit politique ou civil. L'évêque respecte les lois du prince, dit-il; mais il entend le voir humilié devant les évêques, et être le maître absolu de sa conscience; car les Pontifes *ont à rendre compte de l'âme des rois devant Dieu!*...

Jusque-là, disons-nous, il n'y a encore rien qui heurte le pouvoir au delà de ce que comportent les croyances de l'époque. Mais il y a une tendance bien évidente, tout en distinguant les deux pouvoirs, à superposer l'un à l'autre et à les confondre; car, comment concevoir que celui qui gouverne l'âme ne gouvernera pas la personne, surtout s'il se croit responsable de sa conduite devant Dieu?

Laissons venir le successeur de Gélase, l'évêque Symmaque. Cet évêque écrivant au même empereur Anastase, qui refuse de contraindre les hérétiques, élève le ton et dévoile hardiment du premier mot toute la portée de la doctrine.

« Croyez-vous, dit-il, parce que vous êtes empereur, qu'il vous soit permis de mépriser *le jugement de Dieu*, et de vous élever contre *la puissance de saint Pierre?*... Comparons la dignité d'empereur avec celle des Pontifes! Il y a entre elles autant de diffé-

« rence qu'il y en a entre un administrateur des choses
 « de la terre et un administrateur des choses du ciel.
 « Vous, prince, vous recevez du Pontife le baptême et
 « les sacrements ; vous lui demandez des prières ; vous
 « souhaitez sa bénédiction, et vous le priez de vous ac-
 « corder la pénitence. En un mot, tandis que vous n'avez
 « soin que des choses humaines, il vous dispense les
 « biens du ciel. Sa dignité est donc au moins égale,
 « pour ne pas dire *supérieure à la vôtre*... Vous direz
 « peut-être que, suivant l'Écriture, nous devons être
 « soumis aux puissances ? Sans doute, nous obéissons
 « aux puissances de la terre, lorsqu'elles se tiennent à
 « leur place, et qu'elles n'opposent point *leur volonté*
 « *à celle de Dieu*. Au reste, si toute puissance vient de
 « Dieu, celle qui est établie pour régler les choses di-
 « vines en vient à plus forte raison... Si vous n'obéissez
 « pas à Dieu, vous ne pouvez pas user du privilège de
 « celui dont vous méprisez les droits, ni exiger de nous
 « une soumission que vous refusez à *Dieu lui-même* ! »

Dès le v^e siècle, on le voit, les évêques de Rome avaient déjà établi solidement la doctrine du droit divin, d'abord parallèlement au droit impérial, et ensuite au-dessus. Le Pontificat était une puissance égale, pour ne pas dire supérieure à celle du souverain ; et certes, cette supériorité n'était guère douteuse, si les empereurs reconnaissaient sincèrement que les évêques avaient le gouvernement des âmes, et de la leur tout particulièrement. Puis, il paraît que déjà les évêques étaient venus à bout de faire croire qu'il n'y avait aucune différence entre leur volonté et celle de Dieu, et qu'on ne pouvait pas leur désobéir sans désobéir à Dieu lui-même. On aperçoit facilement où devaient al-

ler, avec une doctrine comme celle du droit divin, les évêques de Rome, du jour où l'Empire ayant été mené insensiblement à sa perte, il se trouverait un Pontife assez hardi pour saisir le gouvernement temporel.

Il faut le remarquer aussi : tandis que déjà au v^e siècle les évêques de Rome voyaient leur influence telle qu'elle leur permettait d'interpréter hautement le ministère évangélique comme un pouvoir supérieur au pouvoir civil, l'administration des biens de l'Eglise avait fort habitué les évêques au maniement des affaires. Du temps de saint Grégoire, selon ce qu'il nous en apprend lui-même, l'évêque de Rome était, *à raison de sa charge pastorale, tellement occupé des soins extérieurs, qu'il y avait souvent lieu de douter s'il faisait l'office de pasteur ou de seigneur temporel*¹. Le saint évêque se voyait fort occupé, non-seulement de l'administration des domaines de l'Eglise de Rome, mais aussi des affaires de toute l'Italie. Dans les premiers temps que les Lombards infestaient cette contrée, il les avait pour ainsi dire sur les bras, et prêtait fidèlement son concours aux intérêts de son prince. Nous avons de lui plusieurs lettres qu'il écrivait en divers lieux, soit pour la défense des villes, soit pour rappeler aux peuples l'obéissance due aux officiers de l'empereur. Ces Lombards lui donnaient tant de mal qu'il écrivait « qu'en punition de ses péchés il avait été fait évêque des Lombards plutôt que des Romains » !... L'autorité dont saint Grégoire disposait et faisait officieusement usage dans cette circonstance, était telle qu'on aurait pu croire qu'il était le

¹ Saint Grégoire, liv. I, ép. 25.

² Saint Grégoire, liv. I, ép. 31.

chargé de l'empereur. En effet, on le voit traiter de la paix avec ces importuns Lombards, intervenir soit auprès d'eux par des libéralités, soit auprès des gouverneurs de l'empereur par des instances et des représentations réitérées. Enfin, l'histoire nous le représente comme exerçant nécessairement une très-grande influence dans les plus grandes affaires du temps, également respecté des princes et des peuples, et comme le pacificateur de tous les troubles et de toutes les difficultés qui agitaient l'Italie.

Telle était la position faite par les circonstances aux évêques de Rome. Saint Grégoire n'y voyait que l'occasion de se dévouer de toutes ses forces à la chose publique, et de donner, selon le précepte évangélique, l'exemple de l'obéissance au pouvoir. Cette obéissance était pour lui un devoir sacré ; il en donna un exemple bien remarquable dans la circonstance suivante. L'empereur Maurice lui avait envoyé une loi qui excluait des monastères tous les citoyens qui occupaient des emplois civils ou militaires. La dernière partie de cette loi était au jugement du saint évêque contraire au bien de la religion, parce que, croyait-il, il pouvait se trouver dans ces positions des hommes ayant besoin de la retraite pour faire leur salut. Cependant il ne fit aucune difficulté de la publier dans les provinces d'Occident, selon l'usage, *pour obéir aux ordres du prince*. Il se contenta de soumettre ensuite à l'empereur de sages représentations, afin de l'engager à modifier sa loi, et il ne le fit pas sans succès, car cette loi fut effectivement modifiée peu de temps après. La lettre qu'il écrivit à ce sujet est pleine d'onction et de sagesse, et nous ne connaissons rien qui soit plus propre à donner une idée des vérita-

bles rapports du ministre de la religion avec le pouvoir civil : « Étant soumis à vos ordres, écrivait saint Grégoire à l'empereur, j'ai envoyé votre loi dans les diverses parties du monde ; mais comme elle ne s'accorde pas avec la loi du Dieu tout-puissant, j'ai cru qu'il était de mon devoir de vous adresser des observations. J'ai rempli en cela un double devoir ; d'un côté en obéissant à l'empereur, et de l'autre en lui faisant connaître mon opinion pour l'honneur de Dieu¹. »

La sage conduite de saint Grégoire fut imitée par ses plus proches successeurs ; et loin que leur obéissance et leur fidélité aux lois de l'Empire portassent préjudice à leur influence morale, elles ne faisaient que les rendre plus respectables. Ils savaient en même temps soutenir les faibles contre les gouverneurs, souvent détestables, qui venaient de Constantinople à Rome et dans les provinces occidentales ; en sorte qu'au profond respect qu'ils inspiraient se joignait une affection sincère du peuple pour les évêques et le clergé.

Mais si, à l'exemple de saint Grégoire, la plupart de ses successeurs immédiats ne se servirent de la haute influence que les circonstances avaient permis aux Papes d'acquérir, que pour le bien public et la défense de l'Empire, il n'en manqua pas d'autres pour céder à la tentation de saisir, au profit du Saint-Siège, un pouvoir qui se présentait comme de lui-même. Du reste, il pouvait paraître tout naturel au vulgaire que ce pouvoir mal exercé par les mains débiles des empereurs de Constantinople, serait mieux placé dans la personne du chef de

¹ Saint Grégoire, liv. III, ép. 65.

l'Eglise, car l'Eglise était une institution vigoureuse et grande, soit par l'autorité morale du christianisme, soit par les lumières et la constitution du clergé, soit par les domaines de l'Eglise qui couvraient déjà une partie considérable du sol. L'Eglise enfin s'étendait au loin sur le monde qu'avait autrefois soumis l'Empire. Pourquoi ne pas l'investir du pouvoir politique, soit directement en lui mettant à la main le sceptre de César, soit indirectement, en assujettissant, comme un instrument docile, le pouvoir à une théocratie qui gouvernerait doctrinalement les âmes des souverains, et produirait, par ce mode ingénieux, les résultats du gouvernement de fait ? Oui, cette double conception était naturelle, et la dernière surtout avait une apparence de grandeur qui a bien pu séduire d'excellents esprits. Mais de quelque manière que l'on envisage une semblable question, il n'en est pas moins vrai que l'exercice du pouvoir politique, soit direct, soit indirect, dans les mains de l'Eglise, dérangeait l'ordre du sacerdoce évangélique, ramenait la confusion fatale qui avait existé dans l'antiquité, et à laquelle Jésus-Christ était venu mettre fin par la séparation absolue du sacerdoce et du gouvernement.

Le sacerdoce a sa constitution propre et intérieure pour former et diriger l'Eglise officielle ; son concile universel pour donner l'expression la plus élevée à la doctrine et à la foi ; mais l'Eglise n'est pas un pouvoir proprement dit, car il n'y a pas d'autre pouvoir que celui de la société se gouvernant elle-même par son institution politique. L'Eglise est la prière, l'enseignement de la morale, le culte, la tradition, l'administration des sacrements, la surveillance des mœurs et du mouvement social, l'exemple de la modestie et des

vertus. De pouvoir défini, s'exerçant en dehors d'elle-même, sur la conscience, elle n'en a pas plus que le gouvernement politique. La conscience s'éclaire des lumières de l'Eglise, mais elle ne relève que de Dieu. Dieu seul est assez grand pour régner sur les âmes.

Une grande autorité morale cependant naît de l'exercice des hautes fonctions de l'Eglise et de son enseignement, et par cette autorité qui est celle de la religion, parlant aux hommes de Dieu, elle entretient l'activité spirituelle dans les esprits et concourt puissamment à l'harmonie comme à la conservation de la société.

Appelez si vous le voulez cette imposante autorité de l'Eglise enseignante et cérémoniale, *pouvoir spirituel* ; mais gardez-vous de voir en elle la délégation d'un pouvoir divin défini, devenant par l'extension logique, dans les mains de l'homme, un gouvernement de fait et d'empire ; autrement vous déviez du principe abstrait du christianisme, vous changez sa nature et son objet, et vous troublez l'ordre social.

Nous tenons à démontrer la non réalité d'un pouvoir spirituel donné au sacerdoce dans le sens théologique, pour régner à la place et comme représentant de Dieu, parce qu'une erreur accréditée ayant la même force qu'une vérité, sans en avoir la vertu, devient une cause de perturbation. Le pouvoir spirituel ou divin réside en Dieu seul qui est toujours présent et n'a, par conséquent, jamais besoin d'être représenté. Ce que nous appelons figurativement de ce nom est seulement l'ascendant moral de la puissance suprême mis en action par des appels correspondant au sentiment de la conscience. La puissance de Dieu s'enseigne et se dé-

montre; mais elle ne s'exerce pas par des créatures mortelles. Quand le sacerdoce a entretenu l'homme et la société de la grandeur et de la justice de Dieu, des préceptes de l'Évangile, il a accompli sa tâche et épuisé son droit; une tâche et un droit incessamment renouvelables, il est vrai, car le besoin du suprême idéal est lui-même incessant pour l'humanité.

C'est détruire le prestige du sacerdoce, me dira-t-on?... Mais il en est un bien plus grand pour le prêtre dans la vérité! L'homme qui ose revêtir, même avec une conviction sincère, le pouvoir divin, le compromet et fait toujours très-mal les choses, pour une raison bien simple: c'est qu'il ne connaît qu'imparfaitement une si grande autorité, et qu'il applique à une fraction sociale une loi universelle et absolue, faite pour régir l'ensemble des mondes. Une telle loi étant infinie et éternelle, n'est applicable au gouvernement ni pour le temps, ni pour le lieu. La religion chrétienne, d'ailleurs, ne peut être gouvernement; elle n'en a pas les conditions organiques; elle ne possède pas la force, par exemple, qui lui est indispensable, et elle ne peut se l'approprier sans détruire son principe, essentiellement négatif de la force. Que si elle le fait, tout est corrompu; le mouvement social s'arrête; vous êtes en plein moyen âge, en pleines Indes. Dieu disparaît pour faire place au prêtre, à l'idole, au fétiche; le matérialisme et la superstition débordent; l'homme et la société n'en méritent plus les noms.

Laissez donc la religion former dans sa pureté et dans son indépendance l'atmosphère seulement des institutions civiles. Placée à distance, comme celle du jour, sa lumière éclaire le gouvernement sans menacer

son existence. Elle agira sur lui, comme elle agit sur l'homme et sur la société, par voie d'intuition et de correctif, et sera, bien qu'insensiblement, la meilleure des oppositions, le contre-poids le plus régulier, car la morale chrétienne qu'elle enseigne est un principe à la fois conservateur et libre.

La théocratie était donc un système radicalement faux. Elle soumettait à des dogmes immuables et absolus des sociétés appelées par la Providence à se mouvoir librement, et supprimait le travail expérimental de ces sociétés sur elles-mêmes ; travail qui pouvait seul leur découvrir les lois de leur existence terrestre et les moyens d'y pourvoir. Et non-seulement la théocratie du Pape était une fausse conception dans son application soit directe, soit indirecte au gouvernement, mais elle était encore une usurpation flagrante de l'autorité divine ou théocratie vraie, qui règne sur les consciences, *nulla natura interposita*, comme dit saint Augustin, et qui du berceau jusqu'à la tombe, verse incessamment dans l'homme (cette racine du grand arbre-humanité) la sève qui le fait grandir et porter des fruits. Elle était en même temps une usurpation de la souveraineté des peuples, à qui Dieu a dévolu le libre arbitre, comme à l'homme lui-même, et les facultés nécessaires pour se gouverner. Enfin, la théocratie de l'Eglise était une déviation funeste de la fondation chrétienne, car Jésus-Christ avait établi son sacerdoce pour cultiver sans cesse et servir perpétuellement aux hommes les vérités déposées dans l'Evangile, et non point pour dominer dans le monde comme les chefs de nations.

Revenons à l'élévation de Grégoire II à la tête de la

nouvelle république romaine. On a beaucoup discuté de part et d'autre à savoir s'il avait poussé le peuple à la révolte et commis lui-même le crime de rébellion contre l'empereur. Les historiens grecs et latins en ont parlé avec une divergence d'opinion qui caractérise l'ardente rivalité qu'il y avait alors entre l'Orient et l'Occident. Quant à nous, nous n'avons aucun intérêt à rechercher les détails de ce point ; il nous suffit que nous trouvions le Pontife investi du gouvernement, pour asseoir le jugement que nous avons à porter sur son fait. Dès les premiers temps, dit-on, Grégoire, pour éviter, s'il était possible, d'être reconnu pour le chef de la révolte, exhortait publiquement le peuple à garder fidélité à l'empereur, tandis qu'en secret il prenait toutes les mesures pour ne lui en laisser que le nom. Mais une fois compromis au point de ne pouvoir plus dissimuler sa connivence dans les événements, il ne garda plus de mesure. L'empereur Léon lui ayant écrit avec menace de le faire enlever et exiler, il lui fit réponse que « la puissance des empereurs avait des bornes ; qu'il était un ignorant, un stupide, un insensé¹ ! » Quelques auteurs ont même avoué que Grégoire avait pris sur lui d'excommunier l'empereur et de délier les dons de la fidélité. Mais la fidélité des nobles d'Italie, à cette époque, n'était pas telle qu'ils eussent besoin de semblables précautions pour s'émanciper. L'exemple des Romains, d'ailleurs, était bien fait pour les entraîner et ils ne s'en firent pas faute ; car dès ce temps-là les empereurs perdirent à peu près toute leur autorité sur l'Italie et sur l'Occident.

¹ L'abbé Vertot, *Essai sur la grandeur de la cour romaine*.

La critique s'est exercée aussi à savoir si les torts qui avaient amené la rupture de Rome appartenaient au peuple ou à l'empereur ? Il ne serait pas difficile de faire remonter au delà de la circonstance la cause d'un pareil événement. Le premier tort était assurément dans l'habitude qui s'était introduite, dès le règne de Constantin, de mêler le gouvernement aux choses de la religion, et réciproquement les choses de la religion à l'empire. Si l'Église n'avait pas habitué les empereurs à intervenir pour l'exécution des prescriptions canoniques et à les confondre avec les lois de l'État, ils ne se seraient pas crus obligés, en dernier lieu, de prendre intérêt à la question des images, heurtant sur ce point la croyance des peuples de l'Occident, déjà disposés à secouer une autorité qui n'avait pu les protéger contre les invasions des Barbares, qui laissait dépérir toutes leurs administrations et leur devenait de jour en jour plus étrangère. Mais les empereurs eurent le tort de se mêler avec obstination d'une chose qui ne les regardait pas, et de blesser la conscience des gens qui avaient foi au culte des images. Ce tort, joint à celui d'abandonner le soin des provinces occidentales à des gouverneurs qui semblaient n'y être envoyés que pour lever des impôts, justifiait la déclaration d'indépendance du peuple romain, et celle des seigneurs qui, avec leurs vassaux, imitèrent son exemple en Italie. On ne pouvait pas non plus reprocher au peuple romain de s'être donné un gouvernement de son choix ; ce fut là, dès la plus haute antiquité, le droit reconnu de tout peuple libre. Même le peuple pouvait offrir, comme il le fit, le gouvernement à l'évêque de sa ville ; la moralité politique ne souffrait

pas de cet hommage ingénu. Ce qui souffrait de l'acceptation de Grégoire II, c'était la religion chrétienne. Le Pontife avait désobéi à l'Évangile, abusé de la foi des fidèles et jeté l'Église dans une voie funeste. Il y avait dans son fait bien autre chose que le crime de félonie et d'hypocrisie, dont le reproche a été prodigué à sa mémoire : c'était la prévarication ! La résistance de Grégoire à la destruction des images ne l'autorisait pas à franchir le sol du sanctuaire, pour s'élancer sur le terrain politique et à défendre, comme il le fit, par réciprocité, le payement des impôts. Sa complicité dans la révolution (et c'est le moins que l'on puisse dire) ne se justifiait plus du moment où on le voyait en recueillir personnellement le fruit, à la tête du nouveau gouvernement. S'il eût été aussi sincère qu'il fut habile dans sa conduite, Grégoire fût resté neutre au milieu de la transformation qui s'opérait. Si ses conseils et sa haute influence pouvaient être utiles aux peuples après la déclaration d'indépendance, ne pouvait-il les donner avec désintéressement, se tenant au-dessus de la tourmente politique, sans y confondre la personne du prêtre et son ministère sacré ? En résistant à la tentation du gouvernement qui lui était offert par le peuple romain, dans son entraînement et son affection pour son évêque, Grégoire II eût élevé encore le prestige et la dignité du sacerdoce, et eût honoré cette parole qu'il écrivait précédemment à l'empereur Léon : *« Restons chacun à la place où Dieu nous a mis. »* Aujourd'hui on est forcé de révoquer en doute la sincérité de cette parole, et de croire que la Papauté ne réclamait la distinction des pouvoirs qu'autant qu'elle ne pourrait pas parvenir à les cumuler pour son propre compte.

On nous dira que les intentions du Pontife étaient bonnes, et qu'il pensait, par la possession du gouvernement temporel, ajouter à l'importance de l'Église, et protéger la religion des atteintes de toute nature qui pouvaient la menacer à cette époque. Rien de plus faux que ce prétexte ! La religion avait vu les invasions successives des Barbares tout renverser autour d'elle, et était restée debout ; même elle avait grandi au milieu de la destruction générale. Loin d'avoir besoin d'un appui de cette nature, elle était en position d'être l'appui de tous les partis, comme elle venait de l'être durant les trois siècles de l'invasion où l'on avait vu les Attila, les Genséric et autres Sicambres baisser la tête devant des évêques, et recevoir, avec une humilité profonde, les conseils, presque les ordres de tout homme du clergé. Non, certes, le pouvoir temporel n'ajoutait rien à l'importance de la religion. Ce pouvoir, au contraire, en se mêlant directement aux affaires politiques, allait compromettre sa dignité, lui créer des rivalités princières, troubler son existence, abaisser son objet. Où sera désormais cet intermédiaire officieux et désintéressé qui apparaissait constamment entre les belligérants ? Où sera le pacificateur des guerres et des querelles, dont saint Grégoire et nombre d'autres évêques avaient fourni l'éclatant exemple ? Il n'y aura plus désormais de différend dans lequel le Pontife n'ait un intérêt direct ; et de protecteurs qu'ils étaient, les Papes, à dater de Grégoire II, seront obligés constamment de se faire protéger.

Ce Pontife allait en faire l'expérience tout le premier. L'empereur Léon le menaçait de sa colère et avait même tenté de le faire périr. Pour prévenir des

éventualités redoutables , tant pour sa personne que pour la république, dont il était le chef, il eut l'idée de créer un rival à l'empereur, et s'adressa à cet effet à Charles Martel , qui gouvernait la France comme maire du palais et venait de se rendre célèbre par sa victoire sur les Sarrasins. Dans une lettre qu'il lui écrivit, pour l'engager à entrer en Italie, il lui offrait le titre honorifique de patrice des Romains , titre qui était considéré comme équivalant au droit de protectorat. Le Pontife ajoutait : « qu'à la vérité saint Pierre était assez fort pour se défendre lui-même contre ses ennemis, mais que le grand saint était bien aise d'éprouver l'affection et le zèle de ses sujets. » Il terminait en conjurant le puissant maire du palais de ne pas fermer l'oreille à son invitation de peur que saint Pierre ne lui fermât un jour la porte du ciel ! Le Pape joignait à cette lettre l'envoi de plusieurs reliques. Charles Martel ne fut pas dupe, sans doute, de ce bizarre langage ; cependant il reçut les reliques avec des témoignages de reconnaissance et fit quelques promesses en échange. Mais le Pape vint à mourir, et Charles lui-même descendait dans la tombe quand il reçut de nouvelles instances du nouveau Pape et du sénat romain. Ce nouveau Pape, qui était Grégoire III, mourut sans que les négociations eussent abouti. La lettre de Grégoire III était accompagnée de magnifiques présents pour Charles Martel et portée par des ambassadeurs spécialement chargés de lui offrir, au nom du Pape, des seigneurs et du peuple romain, cette dignité de patrice dont Grégoire II

¹ Vertot, *Grandeur de la cour romaine.*

lui avait déjà envoyé un avant-goût, à condition qu'il leur assurât sa protection. Le Pape disait au maire du palais : « qu'en conséquence d'un décret rendu par les seigneurs de Rome, le peuple romain renonçant à la domination de l'empereur, suppliait Charles de prendre sa défense, et avait recours à sa puissance invincible ! »

Pepin, fils de Charles Martel, qui lui succédait dans l'administration, ayant en vue de s'emparer de la couronne des rois mérovingiens, ne perdit pas de vue les avances que Rome faisait à son père. Il pensa que le Pape, comme chef de l'Église d'Occident, pourrait délier les sujets du roi de leur fidélité, seul obstacle à son dessein. Il envoya, en conséquence, au Pape Zacharie un évêque et un chapelain chargés de faire ressortir à ses yeux la gravité de la position où se trouvaient à la fois le Pape et la nouvelle république, par suite des événements qui avaient eu lieu ; les conséquences que pouvait avoir pour l'Église elle-même le ressentiment des empereurs de Constantinople. Les envoyés en concluaient que Rome avait besoin d'un puissant soutien. Ils ajoutaient que Pepin était brave et seul capable de porter dignement le sceptre qui chancelait dans les mains du roi son maître, et qu'en obligeant Pepin, le Pape s'assurait un allié qui le soutiendrait non-seulement contre l'empereur grec, mais au besoin contre tout autre ennemi. Zacharie goûta la proposition qui lui était faite d'un mutuel appui. Il renvoya en conséquence les ambassadeurs de Pepin avec une lettre décrétale portant « *que celui-là avait le droit d'être roi qui*

¹ *Annal. Melenses*, an 744 ; *Recueil de Duchesne*, 63.

en avait l'autorité ; qu'il déliait les Français du lien de fidélité envers le roi Chilpéric, qu'il déposait ce roi comme incapable de régner et ordonnait que Pepin, maire du palais, fût mis sur le trône à sa place. • Le Pape écrivit en même temps aux évêques de France et aux principaux seigneurs, et leur envoya d'avance l'absolution avec la promesse de la protection de saint Pierre¹. Tout fut fait conformément à la décision du Pape. Pepin fut proclamé par un certain nombre de nobles ses amis, et couronné par l'archevêque de Mayence, tandis que le pauvre Chilpéric était enfermé dans un couvent.

Pepin dès lors ne cessa d'exalter, dans ses discours, la puissance spirituelle du Pape pour donner de l'importance à la sienne ; tandis que de son côté, le Pape vantait à plaisir la puissance militaire de ce *fils aîné de l'Église*, pour montrer qu'il avait en lui un puissant soutien. Il fulmina même, assure-t-on, une excommunication contre quiconque voudrait, dans l'avenir, entreprendre d'enlever la couronne à la famille de Pepin. Le Pape n'avait pas songé sans doute qu'il pourrait se trouver un jour des ministres plus capables de tenir le pouvoir que leur maître et, pour ce motif, autorisés à le supplanter ! Et, de fait, par la suite Hugues Capet et Conrad ne portèrent pas à son excommunication un bien grand respect.

Pepin était ignorant, mais aussi rusé qu'ambitieux. Un de ses premiers titres à la couronne usurpée consistait dans une force de corps prodigieuse, bien qu'il fût bossu. On l'avait vu renverser d'un coup de poing

¹ Abbé Verlot.

un taureau furieux, en disant aux courtisans qui formaient son parti : « Me croyez-vous capable, maintenant, de vous commander?... » C'était là le genre d'aptitude pour le règne que le Pape Zacharie venait d'ériger en principe et de consacrer.

Du reste, Zacharie imitant l'hypocrisie de Grégoire II, tandis qu'il nouait de pareilles intrigues, s'effaçait dans sa coopération, et s'efforçait de faire croire à l'empereur de Constantinople qu'il n'avait d'autre but que de se mettre à l'abri des dévastations des Lombards. Ces Lombards étaient, il est vrai, les envahisseurs les plus redoutables à cette époque, et les plus attentifs à s'emparer des dépouilles de l'Empire expirant. Zacharie cependant, au rapport d'Anastase, obtint d'eux la restitution de territoires considérables de l'exarchat dont ils s'étaient emparés, et que les Romains considéraient comme leur appartenant. Mais dans la demande que le Pape leur adressait, il ne faisait pas mention de l'empereur ; c'est au nom et comme chef de la *république romaine* qu'il réclamait. Le roi des Lombards lui-même, cédant aux instances du Pape, accorda ces *restitutions*, non à l'empereur, mais *au Saint-Siège et à la république romaine* ; ce qui suppose clairement que la république romaine était déjà reconnue par le roi des Lombards, et le Pape traité comme chef de son gouvernement¹.

Pepin avait fait quelques démarches auprès des rois lombards pour qu'ils ménagassent le Pape et les Romains ; mais il n'avait point encore jugé à propos de passer en Italie pour leurs querelles. Cependant le Pape

¹ Anastase, *Vita Zacharie*.

Etienne II étant monté sur le siège de Rome et appelé en même temps au gouvernement, eut à se plaindre encore des Lombards, qui étaient revenus dans les villes de l'exarchat de Ravenne, après avoir reconnu précédemment que ces villes faisaient partie de la prise de possession romaine. Etienne, à l'exemple de ses trois prédécesseurs, ne vit rien de mieux à faire que d'appeler l'étranger en Italie, et, comme les négociations par lettres et ambassadeurs n'avaient eu que des résultats incomplets, il résolut de se rendre de sa personne à la cour de France. Le rusé Pepin, qui l'avait engagé à faire cette démarche, l'accueillit avec les plus grandes marques d'honneur et de respect. Jugeant l'occasion favorable pour donner à son usurpation la sanction suprême du chef de l'Eglise occidentale, il demanda au Pape de le sacrer publiquement. Le Pape ne demandait qu'à cimenter l'alliance qu'avaient si magnifiquement entreprise ses prédécesseurs; il acheva l'œuvre de Zacharie en sacrant à profusion, non-seulement Pepin, mais encore sa femme et ses deux fils, Charles et Carloman. Il donna en outre à Pepin, ainsi qu'à ses deux fils, le titre de patrice des Romains, qu'ils portèrent jusqu'à ce que Charlemagne le changeât en celui d'empereur.

Pepin, après avoir été l'objet de tant de générosité, ne pouvait plus rien refuser au Pape. Dans une assemblée des seigneurs du royaume, tenue à Quercy-sur-Oise, il s'engagea à lui donner pleine satisfaction, et notamment à lui faire rendre, par les Lombards, l'exarchat de Ravenne avec les autres villes et territoires envahis par eux. C'est probablement cette promesse solennelle que l'on a prise pour une donation, dont l'acte

aurait été signé par Pepin et par les membres de l'assemblée. Gar il est peu probable que le roi et les seigneurs eussent consenti à signer la donation expresse d'un territoire sur lequel ils n'avaient aucun droit, et qui était incontestablement une dépendance romaine.

En conséquence des promesses faites à Etienne II, et sur le refus du roi des Lombards, Astolphe, de restituer les villes et territoires enlevés par lui ou ses prédécesseurs à l'Eglise et à la république romaine¹, Pepin entra en Italie, en 754, avec une nombreuse armée, tailla en pièces celle des Lombards et poursuivit Astolphe jusque dans Pavie, où il le tint durant plusieurs jours assiégé. Enfin, le prince lombard, se voyant vaincu, offre d'entrer en accommodement et promet avec serment de rendre sans délai à l'Eglise et à la république romaine la ville de Ravenne et autres qu'il avait prises.

Mais, à peine le roi de France eut-il quitté l'Italie, que le roi des Lombards, au lieu d'exécuter sa promesse, recommença ses hostilités contre les Romains. leur enleva plusieurs places, et ravagea de tous côtés les environs de Rome, sans même épargner les églises. Dans cette nouvelle extrémité, le Pape eut de nouveau recours à Pepin, et c'est à cette occasion qu'il lui écrivit cette singulière et curieuse lettre dans laquelle il faisait parler, en nom propre, saint Pierre : « Moi,

¹ Anastase le bibliothécaire emploie toujours cette double expression : *l'Eglise ou le Saint-Siège et la République romaine*, comme indiquant deux choses distinctes. Nous pensons que cette distinction provenait de ce que l'Eglise avait des intérêts particuliers, consistant dans les domaines qu'elle possédait à titre de patrimoine des pauvres ou de saint Pierre dans les Etats de la république.

« Pierre, appelé à l'apostolat par Jésus-Christ, fils du
« Dieu vivant, à vous, très-excellents princes, Pepin,
« Charles et Carloman, ainsi qu'à vous évêques, abbés
« et moines, ducs et comtes, armée et peuple fran-
« çais... Moi, Pierre, Apôtre de Dieu à qui il a daigné
« confier ses ouailles et donner les clefs du ciel, je
« vous regarde comme mes enfants adoptifs, et, comp-
« tant sur l'amour que vous me portez, je vous exhorte
« et vous conjure de délivrer ma ville de Rome, mon
« peuple et la basilique où je repose selon la chair,
« des violences que les Lombards y commettent. Moi,
« Pierre Apôtre, appelé en vertu d'un décret de la
« souveraine clémence pour éclairer, moyennant sa
« puissance, tout l'univers, ainsi que le Seigneur notre
« Dieu l'a confirmé en disant : Allez, et enseignez
« toutes les nations, en les baptisant au nom du Père,
« du Fils et du Saint-Esprit; et encore : Recevez le Saint-
« Esprit, les péchés seront remis à qui vous les re-
« mettez. Et, s'adressant à moi, son serviteur chétif :
« Fais paître mes agneaux, fais paître mes brebis ; tu
« es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église.
« C'est pourquoi, moi, Pierre Apôtre, qui vous ai adop-
« tés pour mes enfants, je vous exhorte à défendre cette
« ville de Rome et le peuple qui m'est confié. Ne vous y
« trompez pas, mes chers amis, mais tenez pour sûr que
« c'est moi-même que vous avez ici vivant et comme en
« chair devant vous ; que c'est moi en personne qui vous
« écris et qui vous adresse ces exhortations, parce que,
« selon la promesse que nous avons reçue de notre
« Seigneur Dieu et Rédempteur, nous vous chérissons
« entre toutes les nations, vous peuple de France !
« C'est pour cela que nous vous avertissons comme en

« énigme, vous rois très-chrétiens, Pepin, Charles et
« Carloman et tous les évêques, prêtres, abbés, et tous
« les moines et tous les juges, les ducs, comtes et tout
« le peuple du royaume de France. Secourez vos frères,
« bataillez en perfection et achevez leur délivrance.
« O Français ! je vous ai préférés à toutes les nations
« qui sont sous le ciel. Si vous m'obéissez prompte-
« ment, vous aurez une grande récompense dans la vie
« présente ; vous surmonterez tous vos ennemis ; vous
« vivrez longtemps ; vous mangerez les biens de la
« terre et vous jouirez sans nul doute de la vie éter-
« nelle. Portez-vous bien ! » On reste stupéfait à la
lecture d'une pièce pareille, surtout quand on songe
qu'elle était destinée à donner l'impulsion aux événe-
ments de la plus haute importance. Faut-il considérer
la lettre de saint Pierre comme propre à donner une
idée de l'idiotisme dans lequel serait tombée la France
au VIII^e siècle, ou seulement comme un témoignage du
charlatanisme auquel la cour romaine, dès cette épo-
que, abaissait la religion pour la faire servir à son pou-
voir temporel ? On conviendra tout au moins qu'il était
difficile aux plus simples d'y voir l'œuvre d'un pur es-
prit revenant de l'autre monde.

Quoi qu'il en soit, le roi Pepin se montra touché des instances du Pontife. Il vola de nouveau à son secours en 755. A son approche, Astolphe s'empressa de lever le siège de Rome, qui durait depuis trois mois, et s'enferma dans Pavie. Mais Pepin serra le roi des Lombards dans cette place, et le força bientôt à lui demander la paix. Pepin la lui accorda et prit, cette fois, des mesures propres à assurer l'exécution des promesses du vaincu. Il laissa, à cet effet, Fulrade, abbé de Saint-

Denis, en Italie. Ce dernier se rendit dans toutes les villes de l'exarchat¹, réclamées par le Pape au nom de la république romaine, s'en fit remettre les clefs qu'il vint ensuite déposer sur la confession de saint Pierre. Anastase le bibliothécaire ajoute à ce récit que l'abbé Fulrade apportait en même temps au pontife l'acte de *donation* que le roi des Lombards lui en faisait pour toujours.

¹ Nous consignons ici une observation propre à rectifier l'erreur qui consiste, de notre temps, à croire que l'exarchat n'était que Ravenne et les villes de sa dépendance. A l'époque de l'institution des exarchats ou gouvernements généraux de l'empereur, l'Italie entière était sous un exarque. Il est souvent parlé dans l'histoire de l'exarque d'Italie, comme de ceux d'Asie et d'Afrique. On disait à une époque, *l'exarchat de Ravenne*, parce que le gouvernement impérial faisait sa résidence dans cette ville. Le premier exarque d'Italie fut Longin; il y avait été envoyé en 568 pour défendre cette province contre les Lombards, et s'était fixé à Ravenne, parce que c'était de ce côté-là que l'ennemi menaçait la ville de Rome.

Le mot exarchat, depuis l'établissement du royaume des Lombards et pendant sa durée, se prend en deux sens différents dans les anciens auteurs. Dans le sens le plus étendu, il désigne toutes les provinces d'Italie encore soumises aux empereurs, c'est-à-dire la Vénétie, une partie des côtes de la Ligurie, la partie occidentale de l'Émilie, la Flaminie, la partie occidentale de l'ancien Picénum, et Rome avec son territoire, qu'on appelait le *Duché*. Dans un sens moins étendu, le mot exarchat désigne seulement la partie orientale de l'ancienne Émilie et la Flaminie, ce qui répond à peu près à la Romagne actuelle. Dans ce dernier sens, l'exarchat est distingué de la *Pentapole* et du *duché de Rome*. La Pentapole répond à peu près à la partie occidentale de l'ancien Picénum. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le duché d'Urbain, et partie de la Marche d'Ancone. Le duché de Rome renferme une partie de l'Étrurie ou Toscane, avec la Sabine, une partie de l'Ombrie et la Campanie: ce qui répond à peu près à ce qu'on appelle aujourd'hui le patrimoine de saint Pierre, avec partie de l'Ombrie et la campagne de Rome. (Voir Beretta, *De Italia mediæ ævi*, et Baudron, *Dictionnaire*, aux mots EXARCHATUS, EMILIA, PENTAPOLIS, etc.)

Voilà dans son plus simple exposé l'objet de ce que les partisans du pouvoir temporel appellent encore aujourd'hui la *donation de Pepin*, faite dans l'assemblée de Quercy. Cette donation se confondrait, au témoignage de l'auteur le plus favorable au Saint-Siège, avec celle du roi des Lombards. L'un l'aurait faite avant d'être jamais venu en Italie, l'autre après avoir été évincé de ses usurpations. En sorte qu'au lieu d'une donation, en ces temps-là, le Vatican en aurait eu deux dont il n'a pas (par parenthèse) conservé les titres, alors que, cependant, il a fait reliques des fausses décrétales et de la donation de Constantin. Nombre d'auteurs ont discuté sur ces prétendues donations; mais le bon sens peut suppléer ici à une érudition superflue. S'il est on ne peut plus invraisemblable que Pepin et les seigneurs français aient écrit et signé à Quercy une donation anticipée, relative aux territoires que les Lombards avaient envahis sur les Romains, il est, au contraire, tout à fait raisonnable de croire que Pepin, vainqueur d'Astolphe, lui dicta l'obligation de restituer les territoires en question, et lui fit signer (s'il savait signer) un acte en conséquence. Mais nous nous demandons comment on a pu donner le nom de *donation*, soit à l'acte supposé de l'assemblée de Quercy, soit au traité fait entre Pepin et Astolphe, lorsqu'il ne s'agissait que de la *restitution* à la république romaine d'un territoire qui lui appartenait et en faisait partie, depuis la déclaration d'indépendance à laquelle les villes de ces provinces avaient adhéré. Donner à quelqu'un ce qui lui appartient n'est pas de droit. Il ne reste donc du fait historique en question, qu'un service rendu par Pepin à l'Église et à la république romaines,

et le fait d'une protection marquée, dès cette époque, de la France, et de la reconnaissance par elle du gouvernement de Rome tel qu'il s'était organisé. N'avons-nous pas vu plus haut, d'ailleurs, et au rapport même de l'historien Anastase, que les territoires en question avaient été constamment réclamés soit au roi des Francs, soit au roi des Lombards, comme étant des provinces usurpées par ces derniers *sur la république romaine* ? C'est aussi à ce titre qu'elles furent rendues, et il n'est pas possible, de bonne foi, de le voir autrement. Des auteurs peu prudents ont cru servir la cause du Saint-Siège en insistant pour que la donation de Pepin fût une vérité, et en disant qu'elle avait été faite particulièrement *au Saint-Siège*. Pour que cette version fût adoptée, il faudrait supposer que Pepin avait commencé par se rendre complice des Lombards dans la spoliation portant sur la république romaine, et que le Pape lui-même était de connivence dans une semblable intrigue. La supposition est mal fondée, car les Papes y mirent quelque prudence, et nous les verrons longtemps encore marcher en bon accord avec le peuple romain sans aucune usurpation intérieure, et parfaitement unis dans une constitution ayant pour base le peuple avec son sénat, et le Pontife publiquement élu chef à la fois de l'Eglise et de l'État. Au reste, en parlant de la remise que fit Pepin au Pape du territoire récupéré par lui sur les Lombards, tous les auteurs se servent des expressions : *Erepta Romanis restituit*.

Les circonstances que nous venons de rapporter suggèrent naturellement une réflexion sur l'état d'inertie dans lequel nous voyons les Romains en présence des Lombards, et lorsque par deux fois ces derniers leur

enlèvent les villes et dépendances de la province de Ravenne. C'est à peine, en effet, s'ils leur résistent, dans la dernière excursion d'Astolphe, enfermés dans les murs de Rome en attendant l'armée libératrice de Pepin. Les historiens ne nous font pas connaître qu'ils aient livré des combats. Qu'était donc devenu ce peuple dont les aïeux, après s'être établis en petit nombre au bord du Tibre, avaient successivement conquis toute l'Italie et ensuite toutes les nations du monde ? Quoi ! le peuple romain avait eu l'audace de braver les empereurs de Constantinople par la déclaration d'indépendance, et une fois dans cette position, maître de lui-même, son audace était tombée au-dessous de la plus légitime résistance ! Il est vrai qu'à cette époque Rome avait énormément souffert de diverses invasions des Barbares. Mais il est certain aussi qu'il y avait encore dans cette capitale, dans l'exarchat, ainsi qu'au centre de l'Italie et le long de la Méditerranée, jusqu'à la Ligurie, des provinces qui se considéraient comme dépendantes de la nouvelle république, et qui avaient besoin de faire corps avec elle pour ne pas rester exposées aux excursions de divers aventuriers. Ces provinces étaient depuis longtemps sous la dépendance particulière des Romains. Elles leur avaient été cédées en propre, après la conquête, par les rois goths Athalaric et Théodat. De plus, l'empereur Justinien avait donné son adhésion à cette cession, par une constitution ou *pragmatique*¹. En sorte qu'on peut raisonnablement dire que les Romains, lorsqu'ils se furent constitués en Etat indépendant, possédaient toute l'Italie,

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* t. VII, liv. XXXIII, n° 52.

moins le royaume de Naples, resté alors encore sous la dépendance directe des empereurs grecs, et le royaume des Lombards. D'où venait donc l'incroyable atonie de ce peuple romain au milieu des dangers auxquels il se voyait incessamment exposé? Comment se faisait-il que les chefs de ce nouvel Etat se considérassent incontinent comme obligés de recourir à l'appui de la protection étrangère? Un tel fait est assurément unique dans l'histoire des peuples d'Europe, et a besoin d'explication.

L'explication est, en premier lieu, dans l'association immédiate au gouvernement de deux principes essentiellement antagonistes; de deux types inverses, faits pour se féconder à une distance parallèle, mais qui se neutralisent mutuellement par la confusion : le pouvoir proprement dit et la religion. C'est déjà cette association du spirituel et du temporel qui avait énérvé l'empire bysantin et l'avait livré sans résistance aux Barbares, en même temps qu'il portait par son mélange la corruption au christianisme. On a cherché la cause de la chute de cet immense empire partout, excepté où elle était véritablement. Après la faute que fit Constantin d'en déplacer le siège, cette chute n'a plus d'autre cause fondamentale que la confusion qui eut lieu sous son règne et celui de ses successeurs, du spirituel et du temporel : deux éléments faits pour s'équilibrer, à la distance des plateaux de la balance. C'est à la condition de cet équilibre, plus ou moins parfait, que ces deux éléments se communiquent la vie et le mouvement, par une émulation salutaire. Ils se fécondent comme tout ce qui est dans la création, par l'attraction alternative et la répulsion de deux types opposés. Le

gouvernement est une force et le christianisme est un principe négatif de la force. Élément d'opposition bien plus que de règne, le principe chrétien, tenu à distance, modère, corrige le gouvernement et le préserve de se détruire lui-même par excès. En contact immédiat avec lui, au contraire, il l'énervé, le brise, l'anéantit pour s'affranchir de la forme. Qu'on nous montre un seul gouvernement théocratique qui ait progressé et prospéré ? En Europe aussi bien qu'en Asie, dans les temps modernes comme dans l'antiquité, ce genre de gouvernement s'est constamment montré incapable de diriger à leur fin terrestre les sociétés ; il les a vues languir dans son sein durant de longs siècles, comme frappées de fatalité.

Telle était, disons-nous, la cause fondamentale de l'incapacité d'action et de résistance dans laquelle se montre à nous le peuple romain, après un effort fait pour la déclaration de son indépendance. Cette incapacité était radicale, et dans toute son histoire, sous la domination des Papes, nous n'aurons pas du peuple romain un seul fait glorieux de courage militaire, bien qu'il ait souvent secoué convulsivement le joug du pontificat. Durant quatre siècles les Italiens de Florence, de Venise, de Milan, de Bologne, de Gênes, de toutes les principales cités s'illustrèrent par les armes comme par les sciences et le commerce ; les Romains seuls restèrent dans une complète inaction.

Mais il y avait une autre raison, qui faisait que dès leur début au pouvoir temporel, les Papes avaient tourné leurs regards et placé leurs espérances à l'étranger. Leur dessein était, dès le principe, d'étouffer l'esprit politique chez les Romains, au profit de l'autorité du

Saint-Siège ; ils voulaient, sur cette forme de gouvernement qui leur donnait l'appui d'un peuple, établir la monarchie théocratique ; puis conquérir à cette monarchie d'abord l'Italie, et ensuite le monde entier, à l'imitation des Césars. Mais, comme la théocratie se trouvait frappée de l'impuissance radicale que nous avons démontrée, il arrivait que la Papauté n'avait que des velléités stériles. Elle ne pouvait réaliser par elle-même la domination de l'Italie ; et ne pouvant la ranger sous le domaine du Saint-Siège, elle ne voulait pas qu'elle pût se former en nation sous un autre sceptre que celui de la Papauté. Elle pressentait qu'une nation italienne serait la puissance même, dans la contrée où elle projetait depuis longtemps de fonder son empire, et que Rome, naturellement, en deviendrait la capitale. C'est dans l'espérance et dans l'impossibilité tout à la fois de réaliser leur chimère, que les Papes employèrent leur influence religieuse à faire combattre les Lombards par les Francs, dès le principe, comme plus tard, et après l'extermination des Lombards, ils firent battre les Français par les Allemands, et ces derniers par les Espagnols, et alternativement toutes les nations les unes contre les autres ; lutte incessante qui fit de l'Italie, durant tout le moyen âge, le champ de bataille de l'Europe. Ce fut là, disons-nous, la politique du Vatican depuis l'introduction du pontificat dans le domaine temporel, et cette politique, Machiavel l'a bien remarqué, fut la cause matérielle pour laquelle l'Italie ne put venir à bout de se constituer en nation et resta constamment sous le joug de l'étranger.

Sans les Papes, disons mieux : si les évêques de Rome fussent restés à distance de la politique, occupés

de leur ministère spirituel, au milieu des querelles, du reste peu nombreuses, du ^{viii}^e siècle, les Romains auraient certainement trouvé dans la nécessité de leur position une énergie qui leur manqua, paralysée qu'elle était par la domination ecclésiastique. Et alors, ou les Romains auraient vaincu les Lombards et constitué l'unité italienne, ou bien cette unité eût été constituée par les Lombards vainqueurs des Romains, qui avaient déjà fondé une monarchie de quelque importance au pied des Alpes, depuis deux siècles. L'unité italienne se serait donc faite infailliblement, aussitôt après la chute de l'empire, comme se faisaient celles de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et des autres nations. Le malheur de l'Italie, dès le ^{viii}^e siècle, fut dans le Pape, et le Pape lui est resté.

== Tandis que les Pontifes romains redoublaient d'intrigues pour s'établir fermement en pouvoir temporel, ils ne négligeaient pas les moyens de dominer arbitrairement l'Eglise. Les évêques de ce temps-là, en Occident, ne se pliaient pas volontiers à la suprématie du siège de Rome, et beaucoup d'entre eux entendaient gouverner leurs Eglises avec l'indépendance apostolique dont les conciles les avaient investis. Mais les Papes, qui nourrissaient le dessein de tout dominer dans l'Eglise, et de lui imposer leur chimérique universalité, aussi bien qu'aux Etats, trouvèrent dans les moines d'alors des auxiliaires contre l'épiscopat et s'en servirent sans égard pour l'ordre établi. Les moines devenus immensément riches, malgré leurs vœux de pauvreté, aspiraient à devenir une puissance et à secouer la dépendance des évêques. Les Papes s'empresèrent de favoriser cette disposition, pour se les rendre

favorables. Ce fut ce fameux Zacharie, dont nous avons parlé, qui trouva ce moyen, comme il avait trouvé celui de s'associer à l'usurpation de Pepin. Ce Pape avait commencé par affranchir le couvent du Mont-Cassin de l'autorité diocésaine, et ordonné que son abbé aurait le premier la parole dans les assemblées synodales. Dès lors, les abbés des autres monastères s'enhardirent à l'émancipation et ne purent souffrir l'autorité épiscopale. Ils se mirent à recourir au Pape, et en obtinrent le privilège de ne relever que de l'autorité pontificale qui ne demandait pas mieux. Les Papes trouvèrent donc un solide appui dans les moines dont ils n'avaient pas à redouter la rivalité, et abaissèrent ainsi, au profit du pontificat, la puissance des évêques, qui n'avaient point encore entièrement oublié l'égalité primitive. C'est là un fait que saint Bernard, bien qu'il fût abbé, à profondément regretté¹.

¹ Saint Bernard, liv. III, ép. 42.

CHAPITRE IX.

LÉON III.

Charlemagne en Italie. — La donation de Constantin. — Charlemagne n'est point dupe d'une semblable fraude. — Léon III conçoit le dessein de réaliser la théocratie indirecte. — Charlemagne proclamé empereur des Romains et sacré par le Pape. — Autres donations supposées. — Précautions inutiles de Charlemagne pour sauvegarder le droit de souveraineté. — Le droit d'État vaincu par le droit divin. — Successeurs de Charlemagne. — Ils sont tous les jouets de la Papauté. — Génie et dignité personnelle de Charlemagne. — Ses efforts pour arrêter le progrès de l'ignorance. — La théocratie pleinement maîtresse des États. — La responsabilité de la Papauté dans cette position suprême. — Aspect politique et religieux du moyen âge.

Les Lombards étaient intraitables ; ils voulaient à tout prix unifier l'Italie sous le sceptre de leur roi, et observaient mal, pour ce motif, le respect dû aux traités. Sous le règne du roi Didier, ils envahirent de nouveau le territoire romain. Alors le Pape Adrien I^{er}, à l'exemple de ses prédécesseurs, s'empressa de recourir à la France. Charlemagne, fils de Pepin, passa les Alpes avec une bonne armée, défit les Lombards, détrôna Didier, mit la couronne de ce vaillant peuple sur sa tête, et prit en même temps le titre de roi d'Italie.

A l'occasion des rapides succès de ce prince, le Pape Adrien ne crut pouvoir mieux faire que de le combler

de prévenances. Il lui écrivit une lettre fort louangeuse sur ses victoires ; et en même temps il invitait Charlemagne « à imiter la libéralité du *Grand Constantin* qui, « en se retirant à Constantinople, avait abandonné aux « Pontifes de Rome, dans la personne du Pape Silvestre, l'entière et perpétuelle souveraineté de Rome, « de l'Italie et des provinces d'Occident !... » C'était la première fois que l'on entendait parler d'un fait aussi extraordinaire et d'une prétention de cette nature.

Le moment est venu de parler de la fourberie la plus audacieuse et la plus grossière qu'ait jamais enregistrée l'histoire. Depuis le pontificat d'Etienne II, qui faisait écrire des lettres par saint Pierre, comme nous l'avons vu, le palais de Latran était devenu un arsenal où l'on fabriquait à toute occasion de faux actes pour les intérêts du Saint-Siège. C'est là que des scribes imaginèrent les fausses décrétales qui avaient pour objet de faire croire qu'aux temps primitifs du christianisme, à partir de saint Pierre, les Papes avaient été de grands seigneurs. Ces fausses décrétales antidatées de plusieurs siècles, avec les prétendues donations de Constantin, de Pepin et de Charlemagne, ont été considérées comme les bases du pouvoir temporel du Saint-Siège, et invoquées par les Papes jusqu'au xv^e siècle. La donation de Constantin était de toutes les pièces la plus importante et la plus curieuse. La légende disait que le Pape Silvestre avait guéri de la lèpre et purifié *par les eaux du baptême*, le premier des empereurs chrétiens, dans un voyage qu'il fit à Rome quelque temps après la translation du siège de l'empire en Orient, et que c'était en échange d'un tel service qu'avait eu lieu la concession. Voici un extrait textuel de cette curieuse pièce :

« Au nom de la sainte et indivisible Trinité, etc., moi, César-Flavius Constantin, empereur fidèle, tranquille, bienfaisant, allemand, gothique, sarmatique, germanique, britannique, hunnique, pieux, heureux, vainqueur, triomphateur, toujours auguste, au très-saint et bienheureux père des pères Silvestre, évêque et Pape de la grande ville de Rome, et à tous ses successeurs souverains Pontifes qui, jusqu'à la fin du monde, siégeront sur la chaire du bienheureux Pierre, et à tous les vénérables, pieux et catholiques évêques qui, *en vertu de notre présente constitution impériale*¹, sont soumis à la susdite sacrée et sainte Église romaine.

« Il est clairement prouvé que tous les dieux des nations que j'honorai jadis sont des démons, ouvrages de la main des hommes. L'excellent père Silvestre nous a exposé clairement quelle grande autorité, dans le ciel et sur la terre, a été donnée par notre Sauveur au bienheureux Pierre, quand il lui dit : Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église. Parole étonnante! Oracle admirable!!... Après avoir appris les choses de Sylvestre, et me sentant guéri de ma lèpre personnelle par le bienfait du bienheureux Pierre, nous avons, *de l'avis de tous nos satrapes, jugé convenable que le bienheureux Pierre, ayant été établi en terre, vicaire du Fils de Dieu, de même aussi ceux qui, dans notre empire, tiendront la place du prince des Apôtres, jouissent d'une puissance plus grande que celle dont Notre Sérénité se montre partout investie.* Nous choisissons

¹ Cette clause porte à croire que les rédacteurs de la pièce ne prétendaient pas établir la primauté du siège pontifical autrement que sur un décret de l'empereur Constantin.

le prince des Apôtres et ses successeurs pour nos propres patrons auprès de Dieu ; et, comme notre autorité impériale est réservée sur la terre, ainsi doit être respectueusement honorée la sacrée et sainte Église de Rome. Nous devons même glorifier et exalter la très-sainte chaire du bienheureux Pierre *au-dessus de notre trône impérial et terrestre*, rendre à cette chaire autorité, gloire, dignité, force, puissance et *honneurs impériaux*.

« En outre, nous statuons et décrétons que l'Église romaine dominera sur les quatre trônes patriarchaux d'Antioche, d'Alexandrie, de Constantinople et de Jérusalem, aussi bien que sur toutes les autres Églises de Dieu ; que celui qui, à chaque époque, sera le pontife de ladite Église de Rome, sera le *supérieur, le prince de tous les évêques* ; que tous les soins qu'on doit prendre pour maintenir le culte divin ou pour confirmer et fortifier la foi, seront dirigés par ses jugements et par ses sentences suprêmes. Car il est juste d'établir une si sainte prééminence dans le lieu où notre Sauveur, l'auteur des lois saintes, a voulu que le bienheureux Pierre occupât la chaire de l'Église apostolique, et où Pierre, souffrant le supplice de la croix, a bu le calice de la mort bienheureuse, à l'imitation de celui dont il était le disciple et le serviteur. *Il faut qu'à jamais, que jusqu'à la fin des siècles on cherche un maître dans l'endroit où le corps de notre maître saint repose* ; que les nations viennent confesser le nom du Christ et baisser leur têtes au lieu même où leur docteur, le bienheureux Apôtre Paul, a présenté la sienne et obtenu, en rendant hommage à Jésus-Christ, la couronne du martyre.

« A ces causes, nous voulons que tous les peuples de l'univers sachent comment dans notre palais de Latran, nous avons fondé, élevé un temple avec un baptistère en l'honneur de notre Sauveur et Seigneur Jésus-Christ. Sachez particulièrement que, chargeant nos propres épaules, nous avons nous-même extrait de ce lieu douze hottées de terre, douze, c'est-à-dire autant qu'il y a d'Apôtres. Nous avons aussi bâti des églises aux bienheureux Pierre et Paul, princes des Apôtres, églises que nous avons fait décorer en argent et en or, et embellir magnifiquement. *Pour l'entretien des luminaires, nous avons attribué auxdites églises des possessions et des terres* : notre décret impérial et divin a signalé notre respect pour l'Eglise par des *libéralités et des immunités en Orient et en Occident, au nord et au midi ; savoir, en Judée, en Asie, Thrace, Grèce, Afrique, Italie et îles diverses* ; en sorte que tout soit à la disposition de notre bienheureux père le Souverain-Pontife Silvestre et ses successeurs. Que tout le peuple se réjouisse donc avec nous ! Nous exhortons toutes les nations dont ce globe terrestre est peuplé, à rendre avec nous à Dieu, à notre Sauveur Jésus-Christ, d'interminables actions de grâces, de ce que Dieu lui-même, qui habite en haut le ciel, en bas la terre, nous a visité par ses saints Apôtres, et nous a rendu digne de recevoir le saint sacrement de baptême et la santé du corps. **P**our lesquels bienfaits nous avons donné et, par ces présentes, **DONNONS** aux saints Apôtres Pierre et Paul, et par eux au bienheureux Silvestre, notre père, Souverain-Pontife, Pape universel de la ville de Rome, et à tous ses successeurs Souverains-Pontifes qui, jusqu'à la fin du monde, siégeront dans la chaire du bien-

heureux Pierre : *primo*, notre *palais de Latran*, qui, de tous les palais de la terre, est le plus honoré et le plus excellent ; en second lieu, notre *diadème*, c'est-à-dire la couronne de notre tête ; pareillement l'ornement phrygien qui la couvre, c'est-à-dire notre *mitre* ; de plus, l'ornement qui couvre nos épaules et environne notre col impérial ; *item*, notre *chlamyde* de pourpre et notre veste d'écarlate ; en un mot, *tous nos habillements impériaux*. A quoi nous ajoutons *sceptre, escorte, courriers et cavaliers*, tous les ornements et tous les honneurs de l'empire ; de telle sorte que dans les processions le Saint-Père marche environné de la gloire et de la puissance d'un empereur.

« En même temps nous décrétons que les révérendissimes clercs de différents ordres, qui desservent la sacrée et sainte Église des Romains, soient élevés à un *degré de puissance, d'excellence et de gloire qui les tiennent au niveau de notre très-honoré sénat, c'est-à-dire des patriciens et des consuls*. Nous voulons, de plus, que lesdits clercs soient revêtus des autres dignités de l'empire ; que le clergé de la sainte Église romaine soit décoré comme l'armée impériale ; que l'autorité de la sainte Église romaine s'annonce, comme celle des empereurs, par le nombre et la diversité des officiers, chambellans, huissiers et gardes ; que le Souverain-Pontife brille au loin par la pompe de sa représentation ; que les chevaux des clercs de ladite Église romaine soient ornés de harnais et de caparaçons blancs ; que les susdits clercs chevauchent avec magnificence, qu'ils portent aux pieds des chaussons pareils à ceux dont se sert notre sénat, en sorte que toutes choses célestes et terrestres soient parées pour la gloire de Dieu. Surtout nous déclarons

que notre père Sylvestre, évêque de notre ville de Rome, et tous ses successeurs dans les temps futurs, ont, pour la plus grande gloire de Notre-Seigneur Jésus-Christ, la liberté d'agréer par honneur au corps des vénérables clercs tout membre de notre sénat illustre, sans qu'il soit permis à aucun de ceux qui auront été ainsi appelés de refuser par orgueil l'ordre ecclésiastique. Voulons, en outre, que notre père Sylvestre, Souverain-Pontife, digne de tout hommage, et dans la suite tous les prélats ses successeurs, fassent usage du diadème et de la couronne que nous avons ôtée de notre propre tête pour la donner audit Pape, couronne formée de l'or le plus pur, de pierres précieuses et de perles, et qu'ils la portent sur leur tête pour la gloire de Dieu, en l'honneur du bienheureux Pierre. Et parce que ledit bienheureux Pape, à cause de la couronne cléricale qu'il a sur le chef pour l'honneur du bienheureux Pierre, n'a pas voulu se servir d'une couronne d'or, nous lui avons nous-même, de nos propres mains, imposé sur sa très-sainte tête une mitre ou coiffure phrygienne, dont la blancheur représente la résurrection du Sauveur ; et tenant la bride de son cheval en l'honneur de saint Pierre, *nous avons rempli auprès de lui l'office d'écuyer*, ordonnant que tous ses successeurs se servent de la même coiffure dans les processions, à l'imitation de notre empire.

« Et, afin que le chef du Souverain-Pontife ne semble jamais d'un vil prix, afin qu'il soit au contraire environné de plus de dignité, de puissance et de gloire qu'un empire terrestre, voilà que nous lui donnons, comme il a déjà été dit, notre palais. Et en outre, *livrant et cédant* à notre bienheureux père Sylvestre,

déjà tant de fois nommé, et à ses successeurs, la **VILLE DE ROME, TOUTE L'ITALIE, les PROVINCES, LIEUX ET VILLES DES RÉGIONS OCCIDENTALES**¹, nous statuons par notre présent décret qu'elles seront administrées par l'autorité et le jugement dudit Pape et de ses successeurs, Souverains-Pontifes ; qu'elles seront et demeureront soumises au droit de la sainte Église des Romains. En conséquence, avons jugé convenable de *transférer dans les provinces orientales notre empire* et sa gloire, de bâtir une ville de notre nom sur l'excellent territoire de Byzance, et d'y établir notre dit empire. Car, *où le Roi céleste a placé la principauté sacerdotale et le faite de la religion chrétienne, là ne doit plus, en bonne justice, demeurer la puissance d'un gouvernement terrestre.*

« Voulons que toutes les dispositions énoncées et confirmées en notre présent écrit et en d'autres *décrets divins*, demeurent intactes et immobiles jusqu'à la consommation du monde. S'il se trouve, ce que nous ne présumons point, quelque arrogant qui ose mépriser notre loi, qu'il soit dévoué à des malédictions et à des tortures éternelles ; que les saints Apôtres de Dieu, Pierre et Paul, princes des Apôtres, lui soient contraires dans la vie présente et dans la vie future, et qu'au fond de l'enfer, au milieu des supplices, il périsse avec le diable et avec tous les impies ! Pour donner à notre présent décret impérial plus d'autorité, *nous l'avons muni de l'écriture de notre main propre, et de nos propres mains aussi, nous l'avons déposé sur le corps vénérable du bienheureux*

¹ C'est-à-dire tout ce qui composa plus tard l'empire d'Occident.

Pierre, prince des Apôtres ; là, nous avons promis à l'Apôtre de Dieu de maintenir inviolablement tous les articles ci-dessus, et de les transmettre aux empereurs nos successeurs, pour être par eux conservés au profit du bienheureux Sylvestre, notre père, Pape universel, et, après lui, de tous les Souverains-Pontifes ses successeurs ; afin que, sous le bon plaisir du Seigneur Dieu notre Sauveur Jésus-Christ, la possession des susdits droits demeure à jamais tranquille et heureuse. »

— Telle était la fameuse *donation de Constantin*. Nous n'avons pas besoin de faire un rapprochement entre le style de cette pièce et celui de la lettre que faisait écrire à saint Pierre le Pape Etienne II. La fausseté en fut démontrée au *xv^e* siècle seulement, par Laurent Valla, romain érudit pour son temps, qui dut se sauver de Rome, après avoir dit ce qu'il en pensait. Tout le monde sait en effet, aujourd'hui, que Constantin ne revint jamais à Rome ; qu'il ne fut baptisé qu'au lit de la mort, à Nicomédie où il finit ses jours. Saint Antonin et le cardinal de Cusa disent qu'on *fourra* la prétendue donation dans le décret de Gratien, et le fait n'est plus contesté aujourd'hui. Du temps d'Arioste on s'en moquait si hautement que ce poète s'est plu à la mettre au nombre des merveilles que son Astolphe rencontra dans la lune. Mais elle avait été pendant huit siècles parole d'Évangile aussi bien que les fausses *décrétales* et le *siège de saint Pierre* ; et des hommes furent encore brûlés vifs à Strasbourg, en 1478, pour avoir nié son authenticité.

Charlemagne ne fut point dupe de l'effronterie du Pape Adrien. Cependant il put juger à tant d'audace que les prétentions de l'Église de Rome, en s'accrédi-

tant facilement, lui faisaient une nécessité de compter avec son influence sur les esprits. Il ne répondit rien au sujet de la prétendue souveraineté du Pape sur la ville de Rome et sur les provinces d'Occident ; mais il ne voulut pas rester en arrière d'égards envers le Saint-Siège. Il y eut entre l'empereur et la cour de Rome, disent les auteurs, un combat obstiné à qui l'emporterait par la libéralité et la politesse. D'un côté on se répandait en prodigalités spirituelles et de l'autre en prodigalités temporelles. Charlemagne rendit au Pape les provinces envahies par les Lombards, comme avait fait précédemment Pepin, son père. Il fit, dit-on, dresser l'acte d'une donation par lequel il assurait pour toujours à l'Église romaine l'exarchat de Ravenne, l'île de Corse, l'île de Sardaigne, les provinces de Parme, de Mantoue, de Venise et d'Istrie, avec les duchés de Spolette et de Bénévent. C'est là le fait, tel du moins que le rapporte l'historien du Saint-Siège, Anastase, et nous ne faisons pas de difficulté de l'admettre de préférence à ses contradicteurs, parce que l'unique intérêt de la question consiste, pour nous, à faire observer que ce qui appartenait à l'État romain, dont le Pape était gouverneur, ne pouvait pas faire l'objet d'une donation au Saint-Siège, pour son compte particulier. Au reste, tous les anciens auteurs, et Anastase lui-même, ainsi que Paul Diacre, en employant ce terme le *Saint-Siège* pour désigner le gouvernement romain, se servent aussi du mot *restitution*, pour ce qui a rapport à la remise des appartenances romaines, faite dans les mains du Pape par Charlemagne comme par Pepin¹. En sorte qu'il est impossible d'admettre qu'il y

¹ Des historiens se sont plu à dire que Pepin et Charlemagne

eût dans la délivrance opérée par Charlemagne du territoire romain, autre chose qu'une restitution : *Erepta Romanis restituit*. Au reste, le titre de la donation de Charlemagne n'a pas plus été conservé par le Vatican que celui de la donation de Pepin ; et le Saint-Siège avait sans doute trouvé dans le contenu de ces deux pièces des motifs sérieux de ne pas les conserver ou les produire au grand jour. N'est-il pas probable, en effet, que ces souverains y avaient inclus des dispositions propres à mettre un frein à l'ambition, déjà très-marquée, qui entraînait les Pontifes à l'envahissement du pouvoir temporel ?

Cette courtoisie de haut parage que se faisaient mutuellement le Pape et le roi, fut portée à son comble dans un second voyage que Charlemagne fit en Italie, l'an 800. Le Pape, à cette date, était Léon III. Ce qui se passa entre le roi franc et lui, à cette occasion, est digne d'attention. Charlemagne n'avait pas paru au Pape d'un caractère à être mené facilement. La nature énergique du monarque, son intelligence, le haut prestige que ses armes lui avaient acquis dans toute l'Europe, disaient assez que le Pape ne trouverait pas en lui un instrument propre à réaliser les rêves de domination du Saint-Siège soit sur l'Italie, soit sur l'Occident. La plus hardie des conceptions entra dans la tête de Léon. S'il réussissait à la faire accepter au monarque, les Papes seraient sur la voie de la monarchie universelle, sans avoir la sollicitude qui s'attache d'or-

avaient fait leur donation *pro veniē delictorum* ; et Dieu sait s'il y avait matière. Cette observation prouverait toutefois l'importance qu'avait la religion, comme mobile, dans les démarches de ces deux rois.

dinaire aux têtes couronnées. Il ne s'agissait que de grandir encore Charlemagne dont la puissance était déjà sans égale, et, en le grandissant, de lui superposer, au nom de la religion et avec l'appui de la nation romaine, l'autorité spirituelle des Papes, le droit divin en un mot.

Le Pape clamait que les Pontifes romains avaient le droit de disposer de la couronne impériale, et de la mettre sur le front du roi avec l'assentiment du peuple romain. On conçoit la portée de cette théorie et de ce projet. Le Pape, tout en régnant sur le peuple romain, se créait un droit, au nom de la religion, par ce titre d'empereur, sur celui qui le recevait. Charlemagne dans sa mâle fierté répugnait à cette intrigue digne du sérail. Il ne voyait pas ce que le titre d'empereur ajouterait d'importance à sa couronne, et il comprenait vaguement que, loin d'accroître sa puissance, il lui liait les bras, pour ce qui était de la ville de Rome tout au moins, à laquelle il lui faudrait décernement renoncer pour faire honneur à son titre de protecteur du Saint-Siège et de l'État romain. Son bon sens aussi lui disait qu'en reconnaissant au Pape la faculté qu'il voulait s'arroger de disposer de la couronne impériale, il s'inféodait moralement à ces prêtres dont il connaissait l'ambition. Mais aussi, il ne pouvait se dissimuler qu'il y avait un puissant prestige dans le pontificat, résultant des croyances religieuses. Charlemagne était donc fort indécis au sujet de l'honneur que le Pape voulait lui décerner. Son historien et secrétaire Eginhard assure qu'il ne se doutait pas d'une initiative décisive qu'allait prendre à son égard le Pape dans les circonstances suivantes.

C'était le jour de Noël. Charlemagne assistait dans la basilique à la solennité, entouré d'une foule immense. Au moment où il se tenait à genoux et en prière, le Pape Léon lui posa sur la tête une riche couronne, et le peuple, aux cris de Noël, Noël ! le proclama *empereur et auguste*. Charlemagne, surpris ou non, se leva plein d'émotion, et le Pape se prosterna à ses pieds, comme pour donner au public l'exemple de la soumission, et procéda ensuite au sacre de l'empereur et à celui de son fils.

— La scène du couronnement réussit. Charlemagne, soit qu'il l'eût désiré ou redouté, s'en montra flatté. Il fit encore, à cette occasion, des dons pécuniaires aux églises de Rome ; mais il se montra exempt de faiblesse en ce qui concernait directement le pouvoir suprême. Il n'en céda pas plus au Pontife que n'en avaient cédé les empereurs de Constantinople. Les Papes n'eurent pas même le droit de recevoir l'ordination et la consécration sans le consentement impérial. Charlemagne laissa bien au peuple et au clergé le droit d'élire les évêques ; mais il prescrivit, par divers décrets, de quelle manière on procéderait. Il statua qu'on serait obligé de prendre l'évêque dans le diocèse même, et que, de leur côté, les moines choisiraient leur abbé dans leur propre corps. Après qu'un évêque ou abbé avait été élu, il se présentait à l'empereur qui lui donnait l'investiture par la remise de la crosse et de l'anneau pastoral, et recevait en échange le serment de fidélité. Après cela, les évêques de Rome et autres étaient sacrés par les évêques les plus voisins, réunis.

Charlemagne, dans le soin jaloux qu'il portait au droit de souveraineté, avait pourvu ou du moins cru

pouvoir à sa conservation, en plaçant à côté du Pape un de ses *missi domini* (envoyés du maître), qui résidait à Rome avec des pleins pouvoirs pour le représenter. Tant que Charlemagne vécut, il n'y avait pas à craindre la moindre tentative contre l'autorité impériale. Léon III lui écrivait : « Nous voulons que tout chez nous soit fait conformément à vos lois, et si par inexpérience (*incompetenter*) il en arrivait autrement, que tout soit examiné et corrigé par les *missi domini* ¹. » Le Pape en s'exprimant avec autant de sujétion était-il sincère ou seulement timide ? Son intention en sacrant et couronnant Charlemagne avait-elle été de le reconnaître souverain effectif de l'État romain, ou bien seulement d'échanger le titre d'empereur contre un droit de protection ? Les écrivains ecclésiastiques ont soutenu cette dernière opinion, et nous ne croyons pas qu'on puisse la mettre en doute. Comment supposer, en effet, que Léon III, si dévoué à l'autorité du Saint-Siège, aurait pu concevoir la pensée de se donner un maître soit comme Pontife, soit comme chef de l'État romain ? Le Pape et le peuple, assurément, n'avaient entendu conférer le titre impérial qu'en échange de la protection dont leur position leur faisait une nécessité et par reconnaissance de celle qu'ils avaient déjà reçue du grand roi. Mais il est indubitable en même temps que Charlemagne, de son côté, avait pensé le contraire, en acceptant cette association indécise de deux droits rivaux, tandis que le peuple romain entendait fort bien rester unique souverain chez lui, avec son sénat : *Senatus populusque romanus* ! Aussi, les capitulaires réglaient-ils avec un soin minutieux tout ce

¹ Gratien, *Décret.*, ch. xli.

qui avait trait au clergé. On y voyait des ordonnances pour la réunion des conciles, pour des réformes de la discipline ecclésiastique, et d'autres qui dépassaient un peu la spécialité des pouvoirs d'État, car elles allaient jusqu'à défendre aux évêques d'introduire dans la liturgie de nouveaux anges ! Des différends existaient entre le Pape et l'évêque de Ravenne, l'empereur les trancha. Léon III étant accusé, il ordonna que son procès fût instruit dans son palais.

Malgré tant de soins de la suprême puissance, Charlemagne, au rapport de Loiseau, fit cependant au clergé en général des concessions qui ont fait l'objet de critiques fort sévères ; il rendit aux évêques les tribunaux et le droit de prison (*jus carceris*) dont ils avaient été investis sous l'un des descendants de Constantin, afin que les ecclésiastiques et les religieuses ne fussent pas accusés devant les tribunaux ordinaires¹. Ce privilège fut, par la suite, étendu à toutes sortes de causes civiles et criminelles ; on l'inséra comme constitution au Code Justinien, pour être généralement mis en pratique. De là une distinction prononcée de deux ordres de citoyens dans les États, les laïques soumis à la loi séculière et les clercs ne relevant que de l'Eglise, distinction que le clergé devait bientôt trancher en s'établissant supérieur à tous les autres membres de la société, sans excepter les princes et les autorités.

Charlemagne, avec tout son génie et sa vaste intelligence, n'avait pas suffisamment compris qu'il acceptait à son couronnement une lutte inégale pour sa dynastie,

¹ Loiseau, *Des offices*.

tout au moins, contre la Papauté, et que, tôt ou tard, l'autorité de fait serait emportée par l'autorité du droit divin qui, bien que fictive, empruntait à son adhésion comme aux croyances de l'époque une réalité de l'ordre supérieur. Et puis le siège pontifical était électif ; les hommes qui viendraient successivement l'occuper seraient toujours capables de suivre une idée simple et absolue comme celle d'un pouvoir divin s'appliquant à l'universalité des hommes et des choses, tandis que le trône héréditaire n'aurait pas constamment des hommes aussi fermes et aussi éclairés que Charlemagne.

Charlemagne meurt en faisant la faute de partager, comme un patrimoine, le territoire de l'empire à ses enfants, et laissant à Louis la dignité impériale. C'était à la fois en affaiblir l'autorité et ouvrir une porte à des rivalités de famille que les Papes ne manqueraient pas d'exciter et d'exploiter. Louis était d'une faiblesse qui faisait contraste avec la mâle fierté de son père. Le Pape Adrien IV vient à Reims pour le sacrer. Louis se rend au-devant de lui à plusieurs milles, suivi d'une population immense. Il n'a pas plus tôt aperçu le Pape, qu'il descend de cheval, court à lui, se prosterne trois fois à terre, et reste dans cette posture jusqu'à ce que le Pontife l'ait relevé ! Le sacre a lieu trois jours après, et le Pape s'en retourne comblé de richesses et de nouveaux privilèges !...

Quelque temps après, un nouveau Pape est élu et sacré. C'est Paschal ; il passe sur tous les égards dus au droit impérial et se contente d'envoyer dire à Louis qu'il a été forcé par le peuple de se faire sacrer précipitamment. Louis se contente, de son côté, de rappeler au clergé de Rome les ordonnances. Quelque temps

après, deux des *missi*, chargés de représenter ses intérêts près de la cour romaine, sont assassinés dans le palais de Latran ; il se borne à faire jurer Paschal qu'il est étranger au crime. Louis en avait fait assez pour mériter le surnom de Débonnaire.

Lothaire, son fils, associé à son trône, montra plus d'énergie. Après la mort du Pape Paschal, Eugène II, son successeur, s'étant fait sacrer sans égard au droit impérial, Lothaire vint à Rome, y releva son autorité méconnue en forçant le Pape à la soumission, et imposant au peuple lui-même un nouveau serment de fidélité conçu en ces termes : « Je promets d'être fidèle aux empereurs Louis et Lothaire, *sauf la foi que j'ai promise au Pape !...* »

Ce serment n'annonçait pas une soumission bien nette. Cependant le Pape Grégoire IV ayant été élu en 820, Louis eut encore la force d'exiger qu'il ne fût ordonné qu'après que le conseil impérial aurait examiné l'élection. Mais le Pape qui le sentait faible résolut de s'en venger. Les fils de Louis le Débonnaire sont poussés à la révolte ouverte contre leur père par les intrigues de la cour romaine. Grégoire accourt en France et ose paraître en allié au camp des révoltés. Une partie des évêques refuse de l'y suivre pour rester fidèle au vieil empereur ; il leur ordonne d'obéir et proclame hautement le droit du Saint-Siège de disposer des couronnes et de délier les sujets du serment de fidélité, retournant ainsi contre le petit-fils de Pepin l'arme qui avait servi à l'usurpation de son aïeul ! Bientôt Louis est cerné par l'armée de ses fils, et le Pape alors s'offre en pacificateur, harangue et bénit les soldats qui désertent aussitôt pour se joindre aux révoltés dans la

plaine appelée depuis lors le *Champ du Mensonge*. Louis le Débonnaire, abandonné à la merci du Pape et de ses partisans, est condamné à une pénitence publique. On lui persuade qu'il a commis plusieurs crimes, entre autres celui d'*avoir fait marcher son armée durant le carême, et de l'avoir exposée à être massacrée par celle de ses fils !...* L'empereur, cédant à l'intimidation, adhère à tout, se couvre d'un cilice, se prosterne devant les évêques, en présence du peuple assemblé, et se voit jeter dans un cloître.

Des auteurs veulent néanmoins que ce fils de Charlemagne ait fait au *Saint-Siège* une de ces *donations* qui semblent avoir eu pour objet de couvrir de la protection des princes l'absorption que les Papes avaient pour but, du territoire comme de l'autorité du peuple romain. Cette prétendue donation de Louis le Débonnaire, faite au Pape Paschal, avait cela de commun avec la lettre écrite par Étienne II, au nom de saint Pierre, que l'acte était adressé directement au saint Apôtre de la manière suivante : « Au nom du Seigneur, etc., moi, Louis, empereur auguste, je donne, concède et confirme, par le présent pacte, à toi, *bienheureux Pierre, prince des Apôtres, et par toi à ton vicaire don Paschal, souverain Pontife et Pape universel, la ville de Rome avec son duché, etc. . .* » Suivait la nomenclature de toutes les provinces et villes composant le territoire romain. Ainsi, il n'y avait pas encore un siècle que le peuple romain avait fait sa déclaration d'indépendance et s'était constitué en État régulier, mettant à la tête du gouvernement Grégoire II, que déjà le peuple romain se trouvait dépouillé de ses États par la papauté. Toutes ces prétendues donations portent qu'elles étaient faites non plus à la *république*

romaine, ni même au *Saint-Siège* et à la *république romaine*, comme dans les premières *donations*, mais uniquement au *Saint-Siège* ! C'est par ces gradations frauduleuses que la politique envahissante du Vatican s'avancait sans cesse ; elle ne perdait pas une occasion de faire passer ses fictions en réalités profitables à ses intérêts.

La pièce supposée dont nous venons de faire mention contenait cependant une clause qui porte à croire que les Pontifes, soit par crainte, soit par prudence, voulaient encore à cette époque paraître reconnaître, en principe, la souveraineté temporelle des empereurs. On y remarquait, en effet, que l'empereur, en cédant à profusion au Saint-Siège les appartenances romaines, se réservait formellement la souveraineté sur les hommes et sur les choses de l'État romain : « *Salva nostra in rebus et in hominibus subjectione* ¹. »

A partir des fils de Charlemagne, il n'y a plus que bassesse et crime dans le règne de ces princes dégénérés. Nous n'avons pas le courage de suivre en détail les palinodies dans lesquelles ils se jettent, comme frappés de vertige sous la main déjà terrible des Pontifes romains. Un, Charles le Chauve, homme sans jugement, sans loyauté et sans amour de ses peuples, dès son avènement, il se déclare vassal du Pape. Un évêque de Sens a porté contre lui une accusation et l'a fait déposer par une fraction du clergé. Il déclare qu'il est prêt à se soumettre aux évêques, et demande seulement qu'ils procèdent régulièrement. « Vénilon m'accuse ; mais je ne puis être déposé que par un concile régulièrement as-

¹ Daunou, t. II.

semblé !... » Le Pape Jean VIII lui écrit : « N'oubliez pas de qui vous tenez l'empire et ne nous forcez pas à changer de sentiment !... »

Après la mort de cette ombre d'empereur, le Pape s'abstient, durant trois années, d'en sacrer un nouveau. Il se plaît à suspendre tour à tour, sur la tête des divers prétendants, le diadème impérial, afin d'accréditer l'opinion qu'il en est le seul dispensateur. Enfin, après avoir paru hésiter entre plusieurs princes, sans capacité et sans caractère, il choisit le plus indigne. Il couronne Charles le Gros, lui donne pour ministre un évêque qui séduit sa femme, et le prince est, au bout de quelques années, déposé comme imbécile, pour faire place à Charles le Simple, dont le nom dit toute l'histoire et qui fut le dernier.

C'est ainsi que s'en va cet empire que Charlemagne avait fondé depuis soixante ans à peine ; il meurt dans les bras des Pontifes et du clergé comme était mort celui de Constantin, au milieu des déchirements de famille et des convulsions de l'impuissance. Il avait vu presque tous les Pontifes éluder l'investiture ou violer le serment fait aux empereurs.

Nous avons dit qu'au rapport de Loiseau, Charlemagne avait accordé des tribunaux aux ecclésiastiques. Le clergé, n'étant pas contenu sous ses successeurs, trancha rapidement la distinction entre lui et la société laïque. On le vit plus que jamais avide d'honneurs, de richesses, de plaisirs et même de titres mondains. Les évêques remplirent la cour des descendants de Charlemagne, comme ils avaient rempli celle des empereurs de Constantinople. Ils entrèrent partout dans les conseils des souverains chrétiens, prirent des titres de

prince, de duc et de comte, qu'ils ajoutèrent à leurs dénominations ecclésiastiques. L'envahissement du clergé n'eut plus de bornes. L'attribution judiciaire, qui lui était donnée dans le for ecclésiastique, s'élargit au gré de ses volontés. Le pouvoir civil devint secondaire, pour ne pas dire entièrement nul, dans les choses de quelque importance. « S'agissait-il d'un procès où l'une des parties alléguât la mauvaise foi de l'autre, l'Église s'en emparait, sous prétexte qu'il s'agissait des affaires de l'âme, dont elle avait la juridiction. S'agissait-il d'un procès dans lequel étaient compris des veuves, des orphelins ou des étrangers, elle réclamait la cause, sous prétexte d'exercer son droit de protection. En Angleterre, si quelqu'un mourait sans tester, l'évêque s'emparait de son bien. En France, en Italie et autres contrées catholiques, la sépulture était refusée aux morts, si premièrement le testateur n'avait fait un legs à l'Église. Tous les moyens étaient mis en usage par le clergé pour acquérir des biens qu'il prétendait destinés à de bonnes œuvres, *ad pias causas* ! »

Nous ne croirions pas avoir suffisamment expliqué les causes qui, durant le court espace de temps que dura la monarchie carlovingienne, élevèrent les Papes à un si haut degré de puissance, si nous ne retournions un instant nos regards sur un Pontife d'infiniment de talent. C'était Léon III. Il sut tirer un grand parti des circonstances et se dévoua habilement à la cause qu'il représentait. L'aptitude particulière de ce Pape à la jurisprudence fit qu'on venait le consulter sur les questions de droit les plus épineuses. Léon encourageait de telles

¹ Loiseau, *Des offices*.

démarches, surtout de la part des princes ; se portait arbitre et juge, et rendait des sentences tant en matière d'État que de prélature. Il remplit ainsi le monde de ses décrets, dont le recueil fut pour ses successeurs une mine abondante de points de droit propres à étayer diverses prétentions et institutions qui concouraient, avec les fausses décrétales et les fausses donations, à élever l'édifice de la monarchie pontificale. Aussi longtemps que Léon occupa le siège épiscopal, la cour de Rome fut, par le seul ascendant de ses lumières en procédure et de son habileté, le tribunal devant lequel venaient se vider les querelles des petits princes d'Italie, ainsi que celles qui s'élevaient entre les évêques et les abbés. Le courant d'opinions qui en résulta fut tellement avantageux à l'Église de Rome que des rois briguèrent sa protection. C'est ainsi qu'Alphonse d'Aragon voulut rendre son royaume tributaire du Saint-Siège et être couronné par le Pontife ¹.

La position du Saint-Siège était dès lors d'autant plus avantageuse que, bien qu'il y eût par-delà les monts une ombre d'empire, les petites principautés et les royaumes même n'avaient point de tranquillité. Les princes, sans cesse en querelle pour les questions de règne et de succession, et errant à l'aventure dans ce chaos nocturne qui couvrait le monde des intelligences au moyen âge, éprouvaient le besoin de rechercher, l'un contre l'autre, l'appui et la protection du Pontife. L'influence religieuse que celui-ci exerçait sur les peuples s'accroissait de la sujétion de leurs souverains, et la puis-

¹ Gianone, *Storia di Nap.*

sance morale de Rome arrivait ainsi à tout dominer sans contrepoids ou résistance possible.

Il eût été difficile aux descendants de Charlemagne de ne pas succomber à l'ascendant qu'avait universellement acquis le clergé au ix^e siècle. L'importance que donnait au Pape le droit, tacitement reconnu, de disposer de la couronne impériale, ne pouvait avoir pour conséquence que d'en faire les jouets de l'ambition et de l'orgueil de la cour romaine. C'est vainement que Charlemagne avait cru éviter cette conséquence en se disant, selon l'expression d'Eginhard, *couronné de Dieu et du peuple*. Le peuple alors avait peu de consistance, ainsi que nous l'avons vu, et Dieu n'était point autre que le Pape. Mais si le règne de la race carlovingienne eut peu de gloire politique, il est juste et consolant de reconnaître qu'à l'exemple de leur illustre aïeul les descendants de Charlemagne eurent le mérite de faire plus d'une tentative, en vue de dissiper les profondes ténèbres répandues sur l'Occident. La littérature y était absolument morte. Les langues latine et grecque ne s'y parlaient plus. Les moines seuls savaient lire et écrire, et faisaient un peu monopole de la chose. Charlemagne lui-même manquait totalement d'instruction lors de son expédition en Italie. Mais il avait le sentiment des grandes choses, et éprouvait une ardente curiosité d'apprendre ce qu'il ignorait concernant le gouvernement. Il rencontra en Italie un diacre, nommé Pierre de Pise, qui lui apprit la grammaire et plusieurs choses qu'il désirait savoir. Il y trouva encore un ex-courtisan des rois lombards, nommé Paul. Il l'honora, l'attacha à sa personne et lui fit composer une histoire des Lombards. La science est débitrice à ce lettré des principes par les-

quels Charlemagne exerça une salubre influence sur son siècle. Aussi l'empereur fit-il, pour témoigner sa reconnaissance à Paul, des vers restés comme un monument qui honore ses sentiments et sa magnanimité. Charlemagne eut encore à son service le célèbre Anglais Eginhard, qui lui fut fort utile. Les faveurs notables qu'il versa sur Paulin, patriarche d'Aquilée, par amour des lumières, furent payées aussi par d'utiles services. Mais il n'en fut pas de même d'un autre Italien, qu'il avait nommé évêque d'Orléans et abbé d'un couvent. Celui-ci le trahit dans la personne de son fils et mourut en prison. Telle était la pénurie d'hommes sachant quelque chose que Charlemagne fut réduit à ce petit nombre de lettrés pour satisfaire son goût pour les sciences. Il ne put pas venir à bout avec eux de rétablir, comme il l'aurait désiré, la langue latine, et les monuments littéraires de ce temps-là prouvent qu'ils ne firent que s'enfoncer dans le barbarisme.

Charlemagne cependant, avec des éléments si restreints, arrêta, comme il en avait le projet, l'océan de ténèbres qui n'avait cessé de se dérouler sur le monde depuis la destruction de la civilisation gréco-romaine. Il fonda des écoles en dehors des cloîtres, qu'il appela *académies*, et dont, après lui, Lothaire fortifia l'organisation et favorisa le développement. Charlemagne fit pour la postérité autre chose ; il fonda, par ses *CAPITULAIRES*, un nouveau droit civil, et s'appliqua à le faire vivre, à côté du droit canonique, qui déjà enyhissait et obscurcissait toutes les affaires et confondait tous les intérêts. L'Eglise a canonisé Charlemagne ; mais les créations de cet empereur avaient été peu du goût du clergé. L'ombrage qu'il prit des institutions

laïques, fondées sous le nom d'académies, fut tel que le Pape Eugène II assembla un concile pour délibérer à leur sujet, et pour faire décider qu'on y ferait du moins admettre un cours de théologie. L'Italie centrale comptait neuf de ces académies dans ses principales villes, et elles nous sont suspectes d'avoir été pour les provinces de cette contrée le germe des libertés qui s'y levèrent plus tard, et y firent éclore de nombreuses universités devenues elles-mêmes la source de la renaissance et de la civilisation moderne.

Il n'est pas d'histoire plus difficile à suivre que celle de ces temps-là. Le ix^e siècle fut d'une obscurité qui en dérobe souvent l'état véritable aux yeux les plus scrupuleux. La misère physique égalait la misère morale. La féodalité s'était formée d'un grand nombre de ces chefs d'aventuriers armés qui, de toutes les contrées du monde, avaient envahi l'Empire et s'étaient établis sur ses ruines. Vainqueurs et vaincus s'étaient vus obligés de vivre et de travailler ensemble, mais dans les conditions mêmes de la barbarie. Déjà les Lombards avaient une sorte d'organisation sociale uniquement hiérarchique, étant un peuple tout militaire comme les autres peuples venus du Nord. Leurs chefs étaient des ducs et des comtes, possesseurs de fiefs et de domaines dont les populations leur appartenaient en propriété¹. D'un autre côté, en France, dès Charles Martel on avait désigné des terres dont la concession entraînait l'inféodation, soit à la couronne directement, soit aux seigneurs ou grands vassaux. Lorsqu'un semblable ordre de choses se fut éta-

¹ Le mot *duc* était une corruption du mot latin *dux*, chef ou capitaine d'armée; *comte* venait de *comes*, compagnon ou lieutenant.

bli et étendu, l'Église naturellement prit sa part de ces gouvernements brisés. Les évêchés, les monastères eurent leurs vassaux comme les seigneurs, et participèrent aux privilèges, sans compter ce que l'influence religieuse pouvait y ajouter. Quant aux peuples, leur condition était généralement vile. Ils cultivaient les terres, et, selon le degré d'asservissement dans lequel ils se trouvaient, recevaient les noms de serfs, d'aldiens, de manants, etc. Ils étaient taillables à merci et se devaient en tout aux seigneurs, au clergé et au roi.

Les rois exerçaient leur autorité sur les nobles, leurs grands vassaux ; ceux-ci l'exerçaient à leur tour sur les populations ; de sorte que le pouvoir du roi se trouvait borné, en ce qui avait rapport à la généralité de ses États, par l'entremise toujours présente des nobles. Il résultait d'une organisation si élémentaire que les nations n'avaient point le caractère de l'unité, et que la société se trouvait retombée dans l'état primitif pour ainsi dire. Les peuples qui étaient directement vassaux de la couronne fournissaient seuls au roi les soldats. Le roi pouvait, il est vrai, requérir les nobles pour son service ; mais il y en avait de fort puissants, et quand il leur prenait fantaisie de résister au pouvoir suprême, celui-ci se trouvait paralysé. Du reste, les peuples ne jouissaient d'aucune garantie contre les vexations des grands. Ils étaient réduits à invoquer alternativement la protection de l'Église contre le seigneur ou le roi, ou bien celle de ces derniers contre les hommes d'Église. C'est dans des angoisses de cette nature que se passa le moyen âge pour les peuples ; ils n'en étaient distraits que par les guerres continuelles des nobles entre eux, dont on les forçait d'être les instruments et les victimes.

Au reste, il faut se garder de croire que la féodalité fût un ordre de choses conçu *à priori* par quelque imagination machiavélique pour exploiter les peuples; elle était le fruit naturel des circonstances. Les sociétés se trouvent ainsi faites dans leur origine, particulièrement chez les peuples guerriers, où l'ordre et l'action ne peuvent se produire qu'au moyen de chefs placés de degrés en degrés.

Les barbares du Nord n'avaient eu qu'à déposer les armes et se fixer pour que la féodalité fût constituée. Si les peuples conquis se trouvaient dans une sorte d'esclavage, il n'y a rien non plus dans ce fait qui doive surprendre. Là où règne exclusivement la force, elle tient lieu du droit, ou plutôt elle est le droit. N'avait-on pas vu Rome elle-même réduire les peuples conquis à l'état de servitude, et entendu cette terrible parole du Gaulois retentir sur le monde : « Malheur aux vaincus ! »

Où était donc, se demande-t-on, ce christianisme qui, selon la parole de l'Évangile, était venu « annoncer aux captifs leur délivrance, et mettre en liberté les hommes brisés par les fers ?... »

Le christianisme, nous l'avons vu, s'était montré, durant les premiers siècles, comme le semeur qui jette en passant sur la terre une semence généreuse et féconde. Mais, soit que nous ne nous rendions pas exactement compte des phases par lesquelles il était destiné à passer pour régénérer les sociétés, soit que, selon notre conviction, l'Église se fût trompée dans l'accomplissement de sa mission, le christianisme était presque condamné à l'impuissance dans le milieu social où nous le trouvons au moyen âge. Altéré dans son essence dès le règne de Constantin, par l'appât des richesses et le

goût des pouvoirs temporels, empoisonné par des doctrines bizarres, puisées dans l'école d'Alexandrie et ailleurs, il avait abouti à miner l'autorité des empereurs, à énerver et désunir leurs peuples, à obscurcir partout les intelligences et à livrer l'Empire tout entier à l'invasion des barbares. Le christianisme, en un mot, avait démoli par la base l'édifice de la civilisation romaine, pour le reconstruire à sa manière, et cet édifice, en écrasant tout autour de lui dans sa chute, avait couvert de ses ruines le christianisme lui-même.

Une semblable appréciation est délicate, nous le sentons; mais nos convictions en cela n'ont rien qui ne repose sur les faits historiques et les conséquences sociales que nous avons sous les yeux. La civilisation romaine, qui contenait la somme entière des lumières de l'antiquité, et l'Empire qui avait élevé avec gloire et intelligence la majestueuse charpente de l'édifice fédéral des nations, ne devaient point être détruits, mais au contraire profondément respectés. Le christianisme n'était pas envoyé pour rien détruire, mais pour tout compléter et tout agrandir; non pas par une action matérielle, directe, hostile, violente, impérative qui le sortait de sa nature, mais par l'action purement représentative, paisible, constante et patiemment persuasive de sa morale sur les esprits. Les religions elles-mêmes, les cultes juif et romain ne devaient point périr violemment; ils devaient, ainsi que les autres éléments de l'antique civilisation, se voir entourés de charité, et attirés au progrès par le charme du christianisme, dussent-ils longtemps encore lui résister. Quelle honte pour l'Évangile que les libertés acquises aux chrétiens, dès le règne de Constantin, n'aient pas satisfait les chefs de l'Église, et qu'ils

aient pu s'abaisser à d'atroces violences, et jusqu'à la destruction systématique des institutions et écoles rivales, pour acquérir ou conserver la supériorité !

La religion juive était digne de vénération ; donnée directement par Dieu sur le Sinaï, elle avait porté le christianisme dans son sein et contenait, dans quelques-uns de ses livres, toute la sagesse et tous les monuments traditionnels du monde religieux. La religion romaine elle-même n'était pas aussi indigne qu'on nous l'a représentée. Elle avait reçu les inspirations de Numa, de Socrate, de Platon, d'Aristide, de Zénon, de Plutarque, de Marc-Aurèle, et accueillait librement, à côté d'elle, tous les cultes paisibles qui, sous divers noms et diverses formes, élevaient leurs hommages au seul Dieu. La destruction systématique portée sur toutes les institutions de l'antique civilisation prouve assez que les chefs chrétiens, en se passionnant jusqu'au fanatisme, avaient outrepassé le vrai but et perdu le christianisme.

L'expression nous fait défaut peut-être lorsque nous disons que le christianisme était perdu. Son immortelle essence restait comme un parfum répandu sur les solitudes incultes du moyen âge, et son bon génie n'avait point désespéré de l'humanité. Il allait d'abord la consoler de ses profondes misères, en tournant exclusivement ses regards vers les poésies du ciel. Il allait amollir autant qu'il le pourrait des gouvernements barbares qui l'accablaient. Il allait couvrir du voile sacré, aux yeux des populations naïves, cet épiscopat de Rome transformé en puissance mondaine sous son nom. Il allait enfin retrouver çà et là d'obscurs et saints Apôtres, pour maintenir la filiation de sa morale divine, et contraindre de temps à autre les chefs de l'Église eux-mêmes à lui

rendre hommage au sein de la profanation. Il attendrait ensuite que les lumières, éteintes par les malheurs des temps, revinssent, après une nuit de dix siècles, rendre à son enseignement le libre concours de la science, et lui ouvrir définitivement accès dans les intelligences et dans les institutions des peuples, malgré les efforts réunis de l'Église et des monarchies de droit divin pour lui résister.

Au milieu et en face du système féodal, l'Église, considérée comme puissance, était néanmoins l'élément le plus influent et le plus utile. Après avoir détruit la civilisation romaine, elle était relativement à la barbarie du moyen âge une civilisation. Après avoir tué l'empire et les religions qui en faisaient la base, elle était elle-même empire et religion, et ce n'était pas en vain que la Papauté avait revêtu les dépouilles des Césars et mis sur sa tête la tiare pontificale ; le double prestige du pouvoir politique et de l'autorité religieuse l'entourait. Dans une telle position, bien qu'en contradiction formelle avec les préceptes de l'Évangile, la Papauté se voyait forcée de s'étayer du nom chrétien resté cher aux peuples et leur unique héritage. Elle n'avait pas d'autre voie ouverte, d'autre droit à invoquer, d'autre raison d'être, d'autre recommandation et appui dans les esprits. Il fallait, sous peine de périr, qu'elle fit un rôle en quelque chose chrétien, et représentât, bien ou mal, cette puissance céleste qu'elle s'était attribuée, et dont la misère des temps semblait faire une nécessité. La Papauté dès lors n'usurpait plus l'autorité : on la forçait d'être, on voulait qu'elle fût ce qu'elle se disait ; et cela est tellement vrai que ni les honteux scandales, ni les crimes abominables, dont une foule de Pontifes donnèrent plus

tard l'exemple, n'empêchèrent pas qu'on ne lui conservât la vénération qui s'adressait au christianisme vrai, et qu'il ne vint jamais à la pensée de personne d'abolir l'institution. Les princes l'invoquaient et la redoutaient; sa sanction était une condition essentielle de leur règne sur des populations qu'elle tenait soumises à sa foi. Après l'avoir élevée au-dessus de leur tête et à l'envi, en acceptant à genoux son sacre ou droit divin, comme ils avaient fait depuis Pepin, Charlemagne et toute sa dynastie, les princes restaient, par suite d'un acte de cette importance, sous l'autorité et le prestige que le peuple voyait dans la Papauté et dans l'Église.

La puissance ecclésiastique, du reste, était déjà fortement constituée au ix^e siècle; elle était aussi bien hiérarchisée que le pouvoir féodal lui-même, mieux disciplinée, plus éclairée et formant un réseau à la fois plus étendu et mieux serré, par l'institution des conciles. Et puis, dans la détresse générale, dans ce naufrage où s'étaient brisées les sociétés et confondus, pêle-mêle, les nations et les hommes, une puissance suprême quel conqué n'était-elle pas pour tous, plus ou moins, l'espérance du salut! Il n'y avait pas un homme à cette époque qui ne crût la Papauté positivement dérivée de Dieu, et Dieu lui-même sur la terre. La succession de saint Pierre et la donation de Constantin obtenaient une égale créance, et le Pape, muni de ce double titre, pouvait paraître modeste, en daignant se contenter de tenir les clefs du ciel et en accordant aux princes dociles l'administration des affaires de la terre.

C'est bien là aussi le point de vue auquel les meilleurs esprits dans l'Église plaçaient la Papauté. Le Pape allait du haut de son siège gouverner le monde par la

main séculière des rois, qu'il placerait et déplacerait, comme des fonctionnaires, selon qu'ils se montreraient obéissants ou rebelles. Le clergé, formant au-dessus de la société laïque une cité sainte, verserait sur le monde les inspirations divines que le Pape lui transmettrait après les avoir reçues lui-même directement de l'Esprit-Saint. Ce système simple et naïf, comme toutes les théocraties qui ont présidé à la constitution élémentaire des sociétés, s'appelait le pouvoir spirituel, c'est-à-dire le pouvoir de l'âme sur le corps, de l'esprit sur la matière. Qui pouvait refuser d'y voir un ordre de choses parfaitement logique? L'âme n'est-elle pas supérieure au corps, et si l'âme doit commander dans l'homme et régler ses mouvements, une institution qui se sera faite l'âme des sociétés ne sera-t-elle pas en droit de les gouverner au nom de Dieu, en établissant son siège dans les consciences, en s'inspirant des perfections idéales qui font les saints et le salut? Un tel système ne manquait ni de logique ni de séduction. Il obtenait particulièrement la foi des hommes pieux, qui, dégoûtés, par les malheurs des temps, d'un matérialisme brutal, ne voyaient aucune autre issue à la destinée de l'homme que la voie directe du ciel. L'homme né pour expier, pour souffrir ici-bas, ne devait se préoccuper que de la prière et de la méditation. Tout entier à l'idéal d'un monde meilleur, sa simplicité et sa soumission absolue à une autorité munie des pleins pouvoirs de Dieu pour le maintenir dans le devoir, devaient l'y conduire les yeux fermés...

Il y avait dans les deux ordres du clergé, et à tous les degrés de la hiérarchie, beaucoup d'hommes nourrissant ces simples croyances et les répandant autour

d'eux par l'enseignement. Il y en avait même qui les poussaient à l'extrême, sous l'influence des doctrines ascétiques. Mais l'ambition aussi avait ses représentants dans les divers ordres de l'Eglise, et cette ambition remplissait largement les vides laissés par l'abnégation des croyances modestes. Beaucoup d'ecclésiastiques ne dédaignaient ni les richesses, ni les dignités, ni la puissance, comme nous l'avons assez vu déjà, et c'étaient ceux-là qui d'ordinaire gouvernaient l'Eglise, sur le siège de Rome, dans les évéchés, dans les monastères, et jusque dans les rangs obscurs des presbytères. Cela faisait que la religion et la politique, bien que stériles, se tenaient enlacées dans l'Eglise sans trop de violence, et par l'unique distribution d'aptitudes et de vocations différentes.

Du reste, la cité ecclésiastique n'avait point le vice des castes religieuses qui avaient précédé le christianisme. Elle ne se renfermait pas exclusivement dans des familles privilégiées ; elle n'était pas héréditaire. Elle se recrutait par voie d'initiation, dans les rangs les plus infimes du peuple comme dans ceux des classes élevées, et se maintenait à sa hauteur par la seule force de son institution. On n'y arrivait point, en général, sans passer par des conditions impliquant plus ou moins de mérite et de dignité, et quand il en était autrement, c'était le contraire des principes établis. L'Eglise maintenait dans ses institutions les formes démocratiques. Elle les animait perpétuellement par l'élection des chefs, et faisait ainsi régner la souveraineté du peuple et la filiation spirituelle du mérite et de la capacité, en face de la souveraineté de la force et de l'hérédité féodale. Aussi les peuples se montraient attachés à l'Eglise

et lui prodiguaient cette confiance qui porta si haut son autorité. Leur assentiment faisait tout naturellement la raison d'être de cette puissance sans bornes de l'Église dont la Papauté s'investit. L'Église avait donc, sous ce rapport, des fondements aussi larges que la société, tandis que sa tête s'efforçait de s'élever jusqu'au ciel. Elle continuait même, dans les monastères particulièrement, l'usage de la communauté des biens, qui avait joui d'une si grande faveur dans la primitive Église, et pour laquelle quelques Pères s'étaient passionnés.

L'Église, sur plusieurs autres points, se ressentait, dans sa constitution, des institutions et des mœurs romaines au milieu desquelles elle s'était formée : elle avait ses élections paroissiales et diocésaines, ses synodes, ses conciles représentatifs et, par-dessus tout cela, un chef suprême électif ! Ne présentait-elle pas ainsi l'aspect général du grand empire romain qu'elle avait vu mourir et dont elle s'était faite la légataire ?

L'Église, bien plus, faisait revivre les cérémonies des cultes détruits, les plus propres à captiver les esprits, en s'alliant au dogme chrétien : le baptême, analogue à celui qui était chez les Romains le signe de l'initiation militaire ; la confession publique prescrite au Deutéronome des Juifs, et la confession secrète exigée pour être admis aux mystères d'Éleusis ; le sacrifice non sanglant des agneaux de pain, usité chez les Romains les plus pieux, et mystiquement consacrés ; les eaux lustrales, les processions ambervales, la célébration de divers mystères. L'Église sanctifiait le mariage et entourait de démonstrations pieuses les sépultures. Elle ajoutait à ces cérémonies une solennité fort simple et tout à fait chrétienne : la communion des fidèles, em-

blème de la dernière cène à laquelle Jésus-Christ s'était paternellement assis avec ses disciples. Le pauvre et le riche y prenaient part sans distinction avec le clergé, et cet usage s'est maintenu jusqu'à ce que le prêtre se soit séparé volontairement des fidèles à la table sainte, pour faire sa communion à part. Enfin l'Église célébrait les offices divins dans la langue des Latins, la plus générale et la plus belle. Elle se servait de cette langue pour donner l'uniformité au culte et au sacerdoce dans le monde entier.

L'Église donnait de l'élévation et du prestige à toutes ses cérémonies, et les conformait en certains cas aux mœurs et aux coutumes. Elle avait institué et répandu jusqu'au plus petit village des fêtes patronales dans lesquelles la célébration d'un saint s'associait aux joies populaires et en tempérait les écarts. Il y avait dans le culte diverses cérémonies, chants et représentations, qui occupaient utilement et agréablement les esprits, et y entretenaient la ferveur des croyances. Le monde avait perdu avec le paganisme les fictions merveilleuses de cette mythologie qui peuplait les solitudes et les airs de visions divines de toutes sortes ; l'Église lui en rendit qui avaient autant de charme, et généralement plus de dignité ; elle jeta à profusion sur ces sociétés renaissantes des légendes pleines d'ingénuité et de grâces, et ces mille prodiges palpitants d'émotion, qui font que parfois, et dans l'oubli d'une destinée plus sérieuse, nous nous prenons à regretter ces temps de sentiments vagues et de poésie sociale, comme on regrette l'enfance et l'innocence qui ne sont plus.

Qui n'a vu passer dans ses rêveries de la soirée, derrière un crépuscule expirant, le tableau paisible de

ce moyen âge ? De vastes solitudes à peine ébruitées par de rares troupeaux ; un voyageur égaré, l'habitant naïf, une croix sur le chemin, une madone, le saint de l'endroit, élémentairement sculpté, mais exprimant bien son idée ! Il y avait là de rares villages. Parfois un château crénelé les dominait ; puis l'église, dont la cloche murmurait aux vents et aux cœurs l'*Angelus*, en terminant les travaux des champs.

Les couvents renfermaient presque toute la vie morale. C'est de leur sein que devaient sortir, à diverses époques, les Odon, les Dunstan, les Boniface, les Clémentis, Pierre Damien, Arnould de Brescia, Luther et autres réformateurs des mœurs et de la morale, à qui nous sommes grandement redevables du maintien de l'esprit chrétien. Ces couvents étaient en grand nombre ; on y trouvait l'hospitalité, parfois même un refuge. Les moines y préparaient leurs instructions et partaient de là, aux approches des grandes fêtes, pour porter aux populations des environs quelques paroles de l'Évangile. Ils les récréaient par le récit de légendes plus ou moins appropriées aux sentiments religieux. Le merveilleux y dominait. Combien de douleurs se calmaient au récit de ces pieux solitaires, en ces temps où l'humanité n'était que douleur et misère, où les hommes manquaient de tout, sans pouvoir concilier leur infortune avec la justice du Créateur !

C'est de la retraite silencieuse des cloîtres aussi que l'on voit sortir les plus grands travailleurs du christianisme, pour répandre sa divine lumière dans les diverses contrées. Dès le v^e siècle, saint Séverin enseigne dans la Norique, tandis que d'autres parcourent les Espagnes ; saint Pallade et saint Patrice évangélisent l'Irlande et

l'Écosse. Au vi^e siècle, saint Augustin se montre en Angleterre et en fait la conquête ; saint Kilian prêche en Franconie ; saint Amand en Flandre, en Esclavonie et chez les peuples qui habitent les bords du Danube. Dans le viii^e siècle, Eluff de Verden évangélise la Saxe ; saint Willbrod et saint Swidbert, la Frise ; saint Boniface, l'Allemagne. Au ix^e, saint Anchère de Hambourg porte la lumière évangélique aux Suédois, aux Vandales, aux Esclavons, tandis que Rembert de Brême, les frères Cyrille et Méthodius vont planter le signe sacré de la croix au milieu des peuplades bulgares, moraves, bohémiennes, slaves, et jusqu'aux confins de la Tartarie. Cette époque est celle aussi qu'illustrent les grands conciles de la chrétienté et les écrits des saints Pères. La voix de plusieurs d'entre ceux-ci se faisait entendre dans des chaires où avaient enseigné les Apôtres. Il y avait, en un mot, dans les premiers siècles du moyen âge, un mouvement religieux général qui prenait particulièrement son point d'appui sur la métropole romaine.

L'Église du Pape possédait d'un autre côté, avec son clergé séculier, toutes les conditions organiques d'un gouvernement politique et religieux, propre à régner de haut sur le monde. Elle était la copie même de l'ancienne constitution romaine ; et le Pape, avec ses conciles et son clergé, était en position de gouverner les sociétés et les royaumes, comme les avaient gouvernés autrefois les empereurs avec le sénat et le peuple citoyen. L'Église, dans une si haute position, allait-elle assurer les destinées de la nouvelle société, l'élever à une civilisation aussi grande et plus parfaite que l'antique civilisation qu'elle avait jetée dans la tombe, comme un obstacle à sa liberté d'action ? Allait-elle,

dans une grande vue religieuse sur l'humanité, embrasser la somme des aspirations légitimes de l'homme, ses joies, ses douleurs, ses facultés tout entières, sa destinée terrestre, aussi bien que sa destinée immortelle? Allait-elle, par l'autorité qu'elle faisait planer sur les souverains et leurs sujets, assurer à des populations misérables le pain de chaque jour demandé dans la prière que Jésus-Christ avait enseignée? Allait-elle faire vivre fraternellement les hommes et les nations, en donnant satisfaction à tous les besoins particuliers et généraux, en pacifiant tous les éléments de guerre? Allait-elle, en un mot, faire arriver le règne de Dieu *sur la terre comme au ciel*? En s'élevant au pouvoir suprême à l'aide des croyances religieuses, et se proclamant déléguée de Dieu, la Papauté avait certainement assumé une responsabilité semblable; l'avenir nous dira ce qu'elle a fait pour l'humanité.

CHAPITRE X.

GRÉGOIRE VII.

Les pontifes romains tombés dans la folie. — Leur furie sanguinaire s'apaise dans les voluptés. — Les femmes au gouvernement du Saint-Siège. — Le régime épiscopal maintient la foi et l'ordre dans l'Église. — Tentatives de plusieurs princes italiens pour constituer l'unité italienne. — La Papauté réduit à néant toutes ces tentatives. — Le Pape Jean XII appelle en Italie les Allemands. — Les querelles entre la Papauté et l'Empire recommencent. — Crescencius et la République romaine. — Nouvelles tentatives en faveur de l'unité et nouvelles trahisons de la cour romaine. — Le moine Pierre Damien prêche contre le Pape et le clergé. — Le moine Hildebrand ou Grégoire VII. — Tous les royaumes appartiennent au Saint-Siège. — Grégoire VII établit le célibat ecclésiastique. — Querelle des investitures. — L'empereur Henri IV cité à comparaître devant le Pape. — Déposition mutuelle de l'empereur et du Pape. — Examen de la doctrine sur la déposition des princes. — Lutte des deux pouvoirs, spirituel et temporel. — Henri IV à Canosa. — Triste fin du Pape et de l'empereur.

De Maistre a écrit qu'au x^e siècle « le genre humain, en Europe, était devenu fou. » Ce n'était pas le genre humain précisément ; ce n'étaient ni les peuples, ni les princes, ni l'Église qui avaient perdu la tête à cette époque néfaste, mais bien les Pontifes romains. Ils n'avaient pu supporter l'essai qu'ils venaient de faire, sur la race carlovingienne, de leur idéale puissance ; le feu

divin, dérobé au ciel, dévorait ces nouveaux Prométhées par tous les sens. Quand le ix^e siècle se ferma, plusieurs d'entre eux avaient succombé de mort violente; car en même temps que les Papes dictaient au loin leurs lois, pleines de caprices, aux empereurs et aux rois chrétiens, leur intérieur était mal gouverné. Leur personne, dépouillée de tout prestige aux yeux des Romains, se trouvait exposée aux plus rudes difficultés. Bien plus, il y avait sans cesse du tumulte pour l'obtention du Saint-Siège. On n'y voyait monter et en descendre les Papes que par des voies ensanglantées. Tous les moyens étaient bons pour s'élever à une charge qui n'était pas seulement la première de l'État, mais qui donnait de plus, et sans grand souci, l'empire du monde chrétien. Les crimes des Étienne II et III, de Paul I^{er}, des Boniface VII, des Benoît VII; les atrocités d'Étienne VI, disent assez dans quel état de perturbation l'esprit de rivalité avait jeté la cour romaine. Quel hideux spectacle ne donne pas ce dernier Pontife, par exemple, qui pousse la frénésie jusqu'à faire déterrer le cadavre de son prédécesseur et rival Formose? Il l'habille des habits pontificaux, le fait comparaître devant des juges, qui lui font couper les trois doigts avec lesquels il avait donné les bénédictions pontificales, puis les eaux du Tibre reçoivent et entraînent, sous les yeux du peuple, ce cadavre mutilé!...

Franchissons rapidement cette mare de sang et de boue qui ouvre le x^e siècle. Pour le repos, sinon pour l'honneur des Romains, la folie sanguinaire de la cour romaine s'apaise dans l'ivresse de la volupté. Les Pontifes subissent l'influence de quelques femmes pleines de charmes, et unissant, chose rare, l'aménité du caractère

à l'ambition du pouvoir. Les comtes de Tusculum, descendants des anciens Goths, comme la plupart des seigneurs qui tenaient les fiefs d'Italie, dominaient dans Rome, après s'être alliés à des Romaines. C'est de cette maison que sortit la célèbre Théodora. Elle était un de ces admirables types de l'aristocratie italienne qui, par la pureté des traits, l'élégance des formes et la richesse sensuelle de l'organisme, donnent une idée de la beauté dont les artistes de l'antiquité se sont inspirés. Cette femme était devenue, en quelque sorte, l'idole du peuple impressionnable et oisif des places romaines, auquel elle se montrait fréquemment. Elle vit les chefs des factions tomber successivement à ses pieds, et profita de son influence pour les désarmer tous. Théodora avec sa fille Marozia et un essaim de ses amies, furent pour la ville et l'Église des anges, non de chasteté, mais de paix. Grâce à leur influence, la concorde s'établit entre des hommes qui ne semblaient nés que pour se détruire. Théodora donne sa fille pour maîtresse au Pape Sergius, et se contente pour son compte de l'archevêque de Ravenne. Par cet expédient original, elle procure sept années de tranquillité au Saint-Siège, et, Sergius étant mort, elle y fait monter sans bruit ni obstacle son amant, qui fut Jean X.

Baronius s'est bien un peu scandalisé d'un tel système : « Quel honteux spectacle, s'écrie l'honnête cardinal, présentait l'Église romaine, alors que de honteuses courtisanes avaient sur le Saint-Siège un pouvoir illimité, et la nomination des évêques à leur disposition ! Elles faisaient monter leurs amants sur le trône de saint Pierre, Pontifes infâmes, destinés à donner une idée de ces temps-là !... » Mais d'autres auteurs ont trouvé le

cardinal sévère. Se reportant à cette période de crimes inouïs, auxquels donnait lieu la concurrence au trône pontifical, ceux-ci ont considéré comme un bienfait passer l'apparition de ces créatures : « Du moins, dit Sismondi, les Papes de cette époque eurent les mœurs moins féroces. On ne reproche pas à Jean X les cruautés des Étienne III, des Paul I^{er}, des Étienne VI et autres. On ne reproche à Jean X ni l'assassinat, ni le poison, ni la trahison, ni les autres forfaits qui, précédemment, souillèrent presque sans relâche le siège pontifical!... »

En effet, Jean X n'était pas pire que ses contemporains. Cependant, ce fut un assassinat ordonné par lui qui lui coûta la vie. Voulant se débarrasser du plus turbulent des membres de la noblesse, il le fit poignarder. Mais la victime se trouvait être le mari de Marozia et le gendre de Théodora. La veuve, irritée contre l'amant de sa mère, s'empara du château Saint-Ange, qu'elle occupa pendant trois ans. Le Pape, surpris par ses vassaux, est traîné dans les souterrains du château et étranglé! Quelques années après, elle se débarrassa du successeur de Jean X, pour faire élire Pape, sous le nom de Jean XI, un fils qu'elle avait eu du Pape Sergius. Au nom de cet enfant, doux et timide, elle gouvernait l'Église et Rome arbitrairement. Théodora et Marozia disposent ainsi durant soixante ans de la tiare. Elles tiennent l'aristocratie par leur famille, le peuple par le laisser-aller de leur administration, les Papes par leurs vices; elles font, à leur gré, passer leurs favoris sur le siège pontifical, aux sièges des diocèses ou dans une prison. Ce règne des femmes, cependant, arrive à son terme. Un digne fils de Marozia, Albéric, veut gouverner; il prend un beau jour sa mère et le Pape, son frère, les jette en-

semble dans un cachot du fort Saint-Ange, puis met sur le Saint-Siège un fils à lui, jeune efféminé dont les débauches ont scandalisé ses complices eux-mêmes, et qui devait avoir une triste influence sur les destinées de l'Europe et particulièrement de l'Italie. C'était le Pape Jean XII.

Non sans doute l'Europe ne participait pas à la démence dans laquelle Dieu avait permis que tombât cette orgueilleuse Papauté. L'Église continuait sa marche et son développement, gouvernée par l'épiscopat et les synodes sans recourir à l'autorité avilie des Pontifes. Les Eglises d'Orient, de leur côté, ne paraissaient plus, dès le siècle précédent, être en communion avec eux, et l'institution pontificale courut alors un réel péril. Les évêques comprenaient combien leur indépendance était nécessaire à l'Église, qui ne tirait que d'elle même son existence et sa dignité. « Il ne faut pas, disait dans un concile le célèbre Gerbert, que l'on croie que le sacerdoce est tellement soumis à un homme, que si cet homme se laisse corrompre, personne ne puisse être évêque sans recourir à lui. » Un semblable langage était familier à l'épiscopat d'alors et se rencontrait dans la bouche des Dunstan, des Romuald, des Boniface, qui sont parvenus à l'état de sainteté. « O Rome, s'écriait aussi Arnould, évêque d'Orléans, au concile de Reims, combien tu es à plaindre, et quelles épaisses ténèbres ont succédé aux lumières que tu répandais sur nos aïeux, au temps des Léon, des Gélase et de saint Grégoire! Faut-il, aujourd'hui, que tant d'évêques illustres par la science et la vertu se soumettent aux monstres qui la déshonorent! Si quelqu'un vient nous dire que l'Église romaine est le juge naturel de toutes

les Églises, répondons-lui : Commencez donc à placer à Rome un Pape infaillible !... »

Tandis que sous le régime épiscopal l'Église se maintenait tranquille, sinon absolument saine, la politique des États tendait aussi à une organisation chaque jour moins imparfaite. Après l'extinction de la dynastie carlovingienne, il s'était fait un grand vide en Europe, mais particulièrement en Italie, centre de la puissance sociale dont les Papes s'étaient emparés. La Papauté, malgré ses prétentions à gouverner l'univers entier, n'avait aucune institution administrative de quelque consistance. Elle ne put présenter à une foule de petits États ou duchés aucun établissement capable de les relier entre eux. Il y avait absence complète de toute institution nationale. L'Italie se trouvait divisée en trois corps principaux et en autant de fractions qu'il y avait de duchés ou comtés. La confusion y fut grande ; l'histoire nous peint obscurément toutes ces provinces mises en guerre comme des éléments en fermentation.

Mais au milieu de cette agitation générale, le drapeau de l'unité italienne ne tarde pas à se montrer, et ce sont de nobles descendants des anciens Lombards qui luttent à l'envi pour le dégager et le faire flotter sur la péninsule. Bérenger I^{er}, duc de Frioul, ouvre la série de ces patriotiques tentatives. Mais à peine est-il couronné roi d'Italie par une diète réunie à Pavie, que le Vatican interrompt un moment ses orgies pour troubler cette œuvre d'unification. Le Pape Étienne V oppose à Bérenger un nommé Guido, duc de Spolète, qu'il couronne empereur et sur lequel il pratique toutes les cérémonies du droit divin. Mais ce stratagème n'avait pour but que de renverser Bérenger, car l'unité italienne pouvait se

réaliser avec l'un comme avec l'autre de ces princes, et ce n'est pas là ce qu'entendait la cour romaine. Il fallait que l'Italie fût asservie à la Papauté ou livrée par elle à des princes étrangers. En conséquence, le Pape Formose soulève contre Guido Arnolphe, roi des Allemands, qu'il fait empereur à son tour. Un autre Pape vient et suscite contre ce dernier Lambert, un des fils de Guido, qui le renverse et reçoit le saint chrême à sa place.

Alors la politique du Vatican et son ascendant sur les esprits crédules deviennent si clairs, que Lambert conçoit l'idée d'ôter à la cour romaine tout prétexte de se jouer ainsi du principe de la souveraineté et de prévenir sa propre ruine. A cet effet, il propose au Pape Jean IX de garantir au Saint-Siège la possession de Rome et de ses dépendances par un pacte analogue à celui de Charlemagne, et de le couvrir de sa protection... Mais le Vatican pressentait trop bien qu'une monarchie italienne ne pouvait exister dans son unité sans devenir dominante et réduire au néant les prétentions du Pape au gouvernement temporel. Sa politique était à jamais fixée sur ce point. Au bout de quelques années, une nouvelle rivalité est suscitée à Lambert, qui meurt assassiné : c'est celle de Louis de Provence. Mais ce nouveau venu n'est pas plus tôt élevé sur le trône qu'une main mystérieuse l'en chasse et lui crève les yeux.

A cette phase du drame sanglant et mobile qui se joue sur la terre italienne, on voit reparaitre Bérenger; puis lui succéder rapidement Rodolphe, duc de Bourgogne, puis Hugo, duc de Provence, puis enfin Bérenger II, qui semble sur le point de réaliser et de constituer l'unité nationale, lorsque Rome en décide

autrement et va plonger l'Italie pour des siècles dans l'abîme de la dépendance étrangère.

Le Pape Jean XII et sa cour s'étaient alarmés de voir l'Italie se constituer en royaume uni. Oubliant pour un moment ses orgies, il recourt au roi d'Allemagne, Othon I^{er}, et lui offre la couronne des empereurs, à la condition qu'il renouvellera entre ses mains les engagements de Pepin et de Charlemagne. Ce pacte ténébreux est souscrit, mais avec la même hypocrisie des deux côtés. Le nouvel empereur devait protéger le Saint-Siège et être toujours prêt à combattre pour l'Église; le Pape consentait à ce que ses successeurs ne pussent être sacrés sans le consentement des commissaires impériaux.

Dès le lendemain du sacre, l'antagonisme des Papes et des empereurs sort du tombeau où il était descendu avec le dernier des Carlovingiens. La clameur publique dénonçait hautement les débauches de Jean. « C'est un enfant, répondait l'empereur aux accusateurs, qu'il soit repris avec douceur et il se corrigera. » Furieux de quelques remontrances qui lui sont adressées par Othon, Jean a recours au système ordinaire; il appelle à Rome Adelberg, duc de Toscane, le plus grand ennemi de l'empereur. Mais le Pontife, cette fois, avait trouvé un maître. Othon arrive aux portes de Rome avant que le Pape et son complice soient en mesure de lui résister. Il assemble un concile et somme Jean d'y comparaitre pour se justifier. Celui-ci, retiré dans le fort Saint-Ange, se contente de répondre : « Je sais que vous voulez élire un autre Pape; mais si vous avez cette audace, je vous excommunie tous!... » Le concile, peu effrayé, nomme à sa place Léon VIII.

Le sang de Marozia et d'Albéric bouillonnait dans le

cœur de Jean à un tel outrage, et les nombreux partisans de la maison de Tusculum s'en montraient aussi blessés. Des cris s'élèvent contre le prince étranger; on se bat dans Rome; Othon est obligé de plier, presque de fuir; Jean XII rentre au palais de Latran sur les cadavres des Germains; mais bientôt après, il est lui-même frappé à mort par une main inconnue, dans une de ses courses nocturnes. Alors se renouvellent les rivalités pour l'élection pontificale dans Rome. Les partis, l'empereur lui-même s'y mêlent avec le même acharnement, et c'est parmi ces élections, dont quelques-unes sont obscures, que se remarquent encore celles de Benoît VII, de Boniface VII, de Silvestre III, de Jean XIII et de deux ou trois autres coquins qui aux mauvaises mœurs de leurs prédécesseurs joignirent tous une foule de crimes dignes des *Causes célèbres*.

Le peuple romain n'était pas constamment resté impassible spectateur des désordres des nobles et des Pontifes; il avait différentes fois chassé de Rome ces derniers. Mais la fin du x^e siècle (972) fut marquée par un événement qui semblait fait pour exclure radicalement les Papes du gouvernement romain. Crescencius, soit Cencius, comme l'appelait le peuple, était un vieux patricien, frère de Marozia, qui était toujours resté étranger aux intrigues et aux violences des temps précédents. Nourri de la lecture des anciens auteurs, il avait également en horreur le joug avilissant des Pontifes et l'intervention de l'étranger. Othon étant mort, Cencius sort tout à coup du château Saint-Ange, où il vivait oublié. Le Pape Jean XIII venait de faire pendre le préfet de Rome et déterrer plusieurs individus, ses ennemis, pour l'unique satisfaction de jeter au Tibre

leurs cadavres. Benoit VI lui succédait pour servir bientôt de marche-pied à Boniface Ferruci, qui, après l'avoir égorgé, montait au Saint-Siège. Crescencius se rend au Latran avec ses vassaux, et Boniface, épouvanté à son approche, se sauve à Constantinople, mais non pas les mains vides : il emportait le trésor pontifical et tous les vases sacrés de la basilique de Saint-Pierre.

Sous le gouvernement de Cencius, Rome jouit de onze années de calme. Il avait rétabli le gouvernement sénatorial, et le présidait en qualité de consul. La discorde recommence en 984. Boniface arrive à l'improviste à Rome, tue le pape Jean XIV et prend audacieusement sa place, qu'il occupe quatre mois. Au bout de ce court espace de temps, on le trouve mort d'un coup de poignard, et le peuple, dont il était abhorré, traîne son cadavre dans les rues et le jette ensuite aux pieds de la statue de Marc Aurèle, où le clergé vient le prendre pour lui donner la sépulture. Crescencius avait laissé passer successivement les coups d'orage, qui n'avaient pas effleuré son gouvernement. Il supporta durant trois années un autre Pape du nom de Grégoire V. Celui-ci, s'inspirant de la politique du Vatican, se mit à conspirer contre la république. Il offrit à Othon III la couronne impériale qu'avait portée son aïeul, à condition qu'il rendrait le gouvernement au Saint-Siège. Ce prince prit, en conséquence, le chemin de Rome, et Crescencius fut obligé, devant des forces supérieures, de s'enfermer sur le môle Adrien ou château Saint-Ange, avec le désespoir de voir rentrer les Allemands en Italie. Retiré dans cette forteresse, il ne perdait pas l'espoir de rendre encore sa patrie indépendante. A cet effet, il avait sollicité l'appui de l'empereur grec, et, s'il eût réussi dans son projet, le

sort de l'Italie et de l'Europe entière était peut-être changé; car, maître de Rome, il pouvait, pour réaliser l'union italienne, ce que les autres princes italiens n'avaient pu faire : il pouvait tenir tête aux Papes et les chasser. Mais Crescencius fit une faute dont son expérience et son âge auraient dû le préserver. Othon étant entré dans la ville, feignit de vouloir négocier avec lui. Il s'engagea sur sa parole royale à respecter la vie du consul et l'institution de la république. Mais aussitôt que Cencius fut en son pouvoir, il lui fit trancher la tête. Le peuple, accouru en foule à son secours, n'eut que le triste spectacle de sa tête suspendue aux créneaux de la forteresse. Stéphanie, veuve de Crescencius, le vengea, il est vrai; car ayant réussi à éblouir Othon par ses charmes, elle l'empoisonna. Mais l'indépendance et l'unité de l'Italie avaient échoué, une fois de plus, par les intrigues pontificales, et le x^e siècle se fermait sur ce tourbillon d'événements.

Les Papes, depuis deux siècles qu'ils s'étaient mêlés aux affaires politiques, n'y avaient apporté que le trouble et le scandale. Aucune institution n'était sortie pour Rome et pour l'Italie des mains de ce parti soi-disant religieux, qui aspirait à la souveraineté du monde entier avec l'institution de la Papauté. Il n'avait répandu autour de lui que les ténèbres de l'ignorance et des exemples d'immoralité.

Le peuple romain, qui sous Crescencius avait joui de la liberté, s'était cru retourné aux jours de l'antiquité. Othon III mort, le fils de Cencius fut porté en triomphe au château Saint-Ange, d'où il gouverna Rome jusqu'à l'année 1014. Vers cette époque, il se fait dans toute l'Italie un mouvement en faveur de la nationalité. C'est

le marquis d'Ivrée, Ardoïn, qui lève l'étendard du patriotisme contre l'étranger. Soutenu par toute la noblesse italienne et par les villes lombardes, il tenait depuis dix ans les Allemands en échec, lorsque arriva une nouvelle trahison de la cour romaine. Le pape Benoît VIII, qui se trouvait en compétition avec un rival et expulsé de Rome, eut recours au moyen ordinaire des Pontifes. Il s'enfuit en Allemagne, offrit la couronne impériale à Henri II, et celui-ci, pour la recevoir à Saint-Pierre, doubla son armée et le ramena victorieux à Rome. A quelque chose ce malheur fut bon. Henri II était un prince honnête et pieux. Il trouva le siège épiscopal mis à l'enchère et vendu, argent comptant, à trois Papes tout à la fois. Il chassa ces gens-là, et parla haut des vertus qui devaient se rencontrer dans la Papauté et dans le sacerdoce tout entier.

L'influence de ce prince ne fut pas étrangère probablement à la vive réaction de l'opinion publique qui se manifesta à cette époque, et dont le principal organe fut le célèbre moine Pierre Damiens. Le haut clergé ne s'était que trop inspiré des funestes exemples donnés par la Papauté. Les évêques se trouvaient tous pourvus de biens et de pouvoirs temporels, et avaient joint à leur titre ecclésiastique ceux de comte, de duc, de prince, etc. Les évêchés se vendaient; le luxe des prélats dépassait celui des nobles, et leurs mœurs, à des exceptions près, n'avaient rien de la dignité sacerdotale. Damiens sort de son couvent pour fustiger la féodalité cléricale de ses prédications et de ses écrits. Le peuple, toujours ami du moine, fait chorus avec lui. On dénonce de toute part l'ambition des prélats, leurs richesses scandaleuses, leur insatiable orgueil, leur vé-

nalité, leur complaisance à couvrir les abus introduits dans la collation des bénéfices. Damiens, faisant allusion à la bassesse avec laquelle ils se ménagent la protection des grands, les traite de courtisans, de bouffons, d'esclaves; il les persifle, les tourne en ridicule et les chansonne publiquement.

Cette opposition de bonne nature se propage et prend de la consistance. Rome est plus tranquille, et de meilleurs Papes sont élus. L'illustre Gerbert, sous le nom de Sylvestre II, sert de modèle à quelques autres. Clément VI, Léon IX, Victor II s'efforcent d'effacer les souillures du Saint-Siège et de relever l'autorité pontificale. Ce dernier, comme pour jeter un défi à tous ces *princes de l'Église*, nomme Pierre Damiens évêque et premier cardinal. Damiens se refuse, réclame pour l'honneur de son vêtement de bure, et s'enfuit. Poursuivi par le Pape, sommé d'accepter, menacé d'excommunication, le moine accepte cette pourpre en exprimant son dédain.

Damiens n'était, toutefois, que le précurseur d'un autre moine qui devait donner son nom au XI^e siècle, et jeter sur le Saint-Siège un éclat dont il n'avait point encore brillé.

Sorti de l'abbaye de Cluny, où il avait nourri obscurément la pensée de voir la Papauté reprendre de haut la théocratie conçue par Léon III et ses successeurs, Hildebrand se rendit à Rome. Fils d'un charpentier de Saona en Toscane, il joignait à l'intelligence et à l'ardeur de la race italienne une audace que la passion de la politique peut seule inspirer. Personnifiant l'Église dans sa pensée, son idéal était le gouvernement du monde entier par le Pape, unique souverain. Il osa dé-

voiler tout entière cette théocratie qui, depuis trois siècles, n'avait régné que dans l'ombre, et qui déjà cependant avait pu élever et briser alternativement des rois et des dynasties. Il ne s'agissait plus pour Hildebrand de la protection des princes, la Papauté n'en avait nul besoin ; elle devait régner par son seul prestige : les moines et le peuple étaient là pour la soutenir ! On sut enfin ce que le parti politique qui s'était introduit dès les premiers siècles dans l'Eglise, le parti catholique, entendait par la distinction du spirituel et du temporel, si vague encore du temps des saints Pères. Le spirituel était tout simplement la souveraineté par droit divin, principe qui n'admet ni partage ni limite. Hildebrand entendait que la Papauté donnât seule des lois à l'humanité, lois paternelles, du reste, puisées par l'inspiration théologique au foyer divin.

Avec cette idée, faite à la fois pour captiver les âmes honnêtes et flatter les ambitieux du clergé, Hildebrand fut reçu à Rome les bras ouverts. Modeste, en apparence, un peu chétif et souffreteux, de mœurs irréprochables et consacrant tout son esprit à l'exaltation du Saint-Siège et de l'Eglise, il ne portait aucun ombrage. S'il avait conçu la pensée de s'élever au pontificat, il ne se pressait pas d'en rechercher la réalisation. Caressant une idée qui contrastait avec la grossièreté élémentaire des gouvernements d'alors, et dont pour ce motif il devinait la puissance, il s'appliqua à la faire passer sur le Saint-Siège avant de désirer y monter. Hildebrand aspire, avant tout, à rendre la nomination des Pontifes et des prélats indépendante de l'autorisation de l'empereur et des princes. Une fois ce but atteint, il entend que le Pape les domine sans conteste, et que, jusqu'au

dernier des clercs, tout membre du clergé soit, par la seule vertu du sacerdoce, supérieur au premier des laïques : après le prêtre viendra le roi ! Des droits publics, des libertés publiques, inhérents à l'humanité et dépendant d'elle, il s'inquiète peu. La cité sainte du clergé une fois constituée, les sociétés vont graviter dans son orbite et trouver leur bonheur dans la contemplation de ce phénomène. Rêve doré, presque sublime, qui se complétait par la pensée de dérober à Dieu le secret de gouverner les hommes et les choses, non pas dans leur direction naturelle et selon les aspirations de leurs tendances, mais contre ces aspirations et ces tendances mêmes, et de conduire abstractivement l'humanité à son unique fin, qui est le salut ! La foi était le fondement de la politique d'Hildebrand, non pas la foi évangélique, mais un certain mélange de christianisme et de théologie ascétique, auquel se joignait un amour passionné de la domination. Cette théorie dessinait clairement les essais de théocratie jusque-là purement empiriques, dont les Pontifes avaient fait usage depuis trois siècles déjà, et qui, après avoir apparu à travers de subtiles distinctions à Gélase et à Symmaque, avaient pris consistance dans l'esprit de Léon III. Dans ce système préconçu, le Pape devait régner comme représentant et au nom de Dieu, avec une autorité absolue et infaillible devant laquelle, de proche en proche, tout fléchirait à perpétuité. Voilà donc l'univers pacifié ; les hommes n'auront plus qu'à se livrer à des contemplations mystiques, et à endormir leur vie dans les bras du clergé, absolument maître de leur ouvrir et de leur fermer les portes de l'éternité !...

C'était élever jusqu'au ciel, et de bien bas, la Pa-

pauté. Le moine de Cluny souffle de toutes ses forces son ambition sur le Vatican. Secrétaire intime de deux Papes, et élevé au cardinalat par l'un d'eux, il fait, sous leur couvert, l'essai de la politique qui, dans son idée, doit soumettre au Saint-Siège l'univers entier.

Il propage d'avance tous les principes nécessaires à sa réforme. Sa préoccupation première est de soustraire la nomination des évêques à l'autorisation des princes, et plus particulièrement celle du Pape à l'autorisation de l'empereur. A chaque élection nouvelle, il s'efforce de substituer un hommage insignifiant au droit formel de l'Empire, et chaque fois qu'il est parvenu à l'éluder, il en fait prendre acte, afin que la réserve lui serve de point de départ pour avancer une autre fois à l'émancipation définitive. C'est ainsi qu'il dicte, dès l'année 1059, à Nicolas II, le décret qui remet l'élection des Papes au collège des cardinaux, sans laisser au peuple romain d'autre droit que celui de *consentir*, et qui ne mentionne le droit de confirmation de l'empereur que comme un simple titre honorifique (*salvo honore et reverentia dilecti filii*). Dès l'élection suivante, il invoquait ce décret comme une autorité sans réplique, et prélu-dait ainsi à la terrible et interminable guerre des investitures, qu'il devait plus tard ouvrir contre l'empereur. Plein d'audace, du reste, aussi déloyal qu'habile, sans y voir mal, justifiant, par le but à atteindre, les plus condamnables expédients et possédé d'un immense orgueil, Hildebrand n'avait plus pour se manifester tout entier par des actes qu'à monter sur le trône pontifical.

Alexandre II étant mort (1073), le peuple entoure en foule le conclave aux cris répétés de : *Hildebrand Pape!* ce même peuple qu'il avait lui-même mis de côté par la

main de Nicolas II, et qu'il allait bientôt exclure de toute participation à sa propre élection ! Hildebrand est élu par les seuls cardinaux, en effet, et prend le nom de Grégoire VII. Fort de la manifestation populaire dont il a été l'objet, il se passe du suffrage de l'empereur, mais ne se croit pas assez fort cependant pour se faire sacrer sans son autorisation, qu'il obtient en affectant la soumission.

Grégoire s'était fort exercé à la correspondance dans le cabinet de ses deux prédécesseurs ; il en avait contracté le goût et y trouvait un moyen commode pour l'essai de ses témérités. Il n'est pas plus tôt installé qu'il annonce la prétention de réaliser au profit du Saint-Siège tous les bénéfices contenus dans la donation imaginaire de Constantin. « Vous n'ignorez pas, écrit-il aux comtes d'Espagne, que, depuis les temps les plus anciens, le royaume d'Espagne est une propriété de saint Pierre, et qu'il appartient encore au Saint-Siège et à nul autre, bien qu'il soit entre les mains des païens, car ce qui est entré une fois dans la propriété de l'Eglise ne cesse jamais de lui appartenir... »

Il écrit avec la même assurance au roi de Hongrie : « Comme vous avez pu l'apprendre de vos prédécesseurs, votre royaume est une propriété de la sainte Eglise romaine, depuis que le roi Etienne a remis tous les droits et toute la puissance de son Eglise à saint Pierre. Néanmoins nous avons appris que vous avez reçu ce royaume comme un fief du roi Henri. S'il en est ainsi, vous devez savoir comment vous pourrez recouvrer notre bienveillance et la faveur de saint Pierre. Vous ne pourrez rester roi à moins que vous ne rétractiez votre erreur et ne

déclariez tenir votre fief non de la dignité royale mais de la dignité apostolique... »

Il offre un nouveau royaume à Suénon, roi de Danemark. « Il y a près de nous, dit-il, une province très-riche, occupée par de lâches hérétiques. Nous désirerions qu'un de vos fils vint s'y établir pour en être prince et s'y faire le défenseur de la religion, si toutefois, comme nous l'a promis l'évêque de votre pays, vous consentez à l'envoyer avec quelques troupes d'élite pour le service de la cour apostolique... »

Il donne avec autant de facilité, à un mauvais fils qui l'a sollicité, le royaume de son père encore vivant. « Votre fils, ose écrire Grégoire au roi Démétrius de Russie, en visitant le tombeau des Apôtres, est venu à nous et nous a déclaré qu'il voulait recevoir votre royaume de nous, comme un don de saint Pierre, en nous prêtant serment de fidélité. Il nous assure que vous approuverez sa demande. Comme elle nous a paru juste, nous lui avons donné votre royaume de la part de saint Pierre... »

L'ignorance et la crédulité dans lesquelles étaient les princes en général, aussi bien que les peuples, semblaient autoriser de pareilles hardiesses. Le Pape, cependant, n'ose pas aborder aussi résolument le roi de France. Il le menace indirectement des foudres spirituelles, et lui fait pressentir qu'elles auraient pour lui les mêmes effets qu'un coup d'État : « Si le roi ne renonce pas au crime de simonie, les Français, frappés de l'anathème, refuseront de lui obéir ! »

Ecrivant à Philippe I^{er}, il s'enhardit à lui dire : « Maintenant que vous êtes avancé en âge, faites voir que ce n'est pas inutilement que nous vous avons pardonné les

fautes de votre jeunesse. Tâchez de vous rendre favorable le bienheureux saint Pierre, de qui vous dépendez pour le spirituel et pour le temporel!... »

Avec Orzoc, duc de Cagliari, prince peu redoutable, il prend un ton encore plus impérieux : « Tu dois savoir, lui écrit-il brutalement, que plusieurs nous demandent ton pays et nous promettent de grands avantages si nous voulons leur permettre de l'envahir. Nous n'avons pas voulu prendre de décision avant de connaître ta résolution par notre légat. Si tu persistes dans l'intention que tu as manifestée d'être dévoué au Saint-Siège, loin de permettre que tu sois attaqué, nous te défendrons avec les armes spirituelles et séculières contre toute agression... »

Grégoire se montre aussi souple que téméraire, selon les occasions. Après la conquête de Guillaume le Conquérant, qu'il s'est hâté de couvrir de la sanction pontificale, le roi refuse nettement de lui prêter le serment de fidélité. Le Pape, dans cette circonstance délicate, sait se contenter de la promesse du denier de Saint-Pierre, dans laquelle il voit encore une attache et une sorte de tribut. Le système d'ailleurs va son train. Grégoire, au milieu de tant de petits princes divisés, sait placer à propos son influence, pour la rendre profitable à la souveraineté pontificale. On le voit bientôt, avec un étonnement général, les dominer tous de son prestige spirituel et devenir l'arbitre absolu de leur sort. Il distribue en peu de temps les couronnes de Hongrie et de Pologne, dépose l'empereur Nicéphore Botoniate, fait payer tribut à Wratislas, roi de Bohême, crée la principauté de Gaète en faveur du comte d'Aversa, pour se préparer un défenseur contre la révolte possible de

Guiscar, roi de Naples, dont il se défie. Il ne faisait pour ainsi dire que monter sur le trône pontifical, que déjà il n'y avait presque plus de princes en Europe dont il n'eût usurpé ou ébranlé la souveraineté. Et pour que l'autorité absolue du pontificat entrât dans les esprits en même temps que dans le domaine des faits temporels, Grégoire jetait imperturbablement à tous les souverains chrétiens son fameux : *Dictatus Papæ*.

Grégoire VII n'avait-il rien à faire pour la morale et la religion ? Il croyait suffisamment servir l'une et l'autre en donnant à l'Église, avec une certaine organisation, une puissance universelle et incontestée. D'immenses réformes pouvaient être apportées à l'épiscopat, tellement plongé dans les affaires du monde qu'il était impossible que le sacerdoce n'en souffrît pas. Grégoire s'appliqua plus particulièrement à le soumettre au Saint-Siège. Il fallait pour cela détacher tout le clergé de la dépendance des princes dont, selon l'usage, ils recevaient l'investiture, par la remise de la crosse et de l'anneau. Mais était-ce assez ? les ecclésiastiques ne pouvaient-ils pas se rattacher à leur prince et à leur pays par les affections, et seraient-ils suffisamment dévoués à la Papauté le jour où, selon ses desseins, elle porterait la main sur le souverain ou la nationalité du pays ? On avait vu, en France et en Allemagne, les évêques rester fidèles à leur prince contre l'omnipotence de la cour de Rome. Un semblable état de choses blessait la logique dans l'esprit du Pape et froissait l'idéal de l'infailibilité ; il n'entendait pas qu'il pût se reproduire. D'abord Grégoire recommande de toutes ses forces le respect des clercs aux gens et aux autorités : « Les prêtres sont les oints du Seigneur ; ne touchez pas aux oints du Seigneur ;

ne touchez pas à mes oints!... » Ce n'est point assez; il conçoit l'idée aussi audacieuse que bizarre d'assujettir tous les ecclésiastiques au célibat. Il a jugé que par ce moyen il brise les affections de famille et de patrie, qu'il isole de la société le prêtre et le force à n'appartenir qu'au Saint-Siège qui lui garantit ses positions, et qu'enfin il en fait une milice dévouée aux intérêts pontificaux. Vainement le monde chrétien se montre-t-il frappé d'étonnement devant un pareil décret; vainement les ecclésiastiques et leurs familles poussent-ils des cris déchirants, le Pape, inflexible, brise sans remords les liens conjugaux : « Le prêtre qui ne se sépare pas de son épouse sera désormais concubinaire!... »

Grégoire avait fait sur les princes de l'ordre secondaire un essai parfaitement heureux de la théocratie pontificale. Une entreprise plus difficile, mais devant laquelle il ne reculerait pas, consistait à dominer ou anéantir la puissance impériale, rivale, sinon souveraine du Saint-Siège. Il frémissait de voir qu'Henri n'eût pas reçu la couronne des mains du saint Pontife et voici comment il commença la guerre contre lui.

Un grand nombre de fiefs ou bénéfices ecclésiastiques dépendaient de l'empereur; il les accordait avec l'investiture et en retirait une redevance proportionnée aux revenus des biens concédés. C'était là une forme de l'impôt au temps de la féodalité, qui constatait à la fois la reconnaissance de la propriété et de la souveraineté, et était destiné naturellement à entretenir le trésor public et à pourvoir aux frais du gouvernement et de la protection, comme tous les genres d'impôt. Grégoire trouva convenable que l'Église reçût de l'empereur des bénéfices et en jouît, mais point que le prince en tirât un

tribut quelconque. Bien plus, il prétendit que ces bénéfices devaient être dépendants du Saint-Siège et lui en verser le tribut. De progrès en progrès dans son imagination, l'Empire lui-même, tout entier, n'était qu'un fief ou bénéfice de la Papauté!... Il osa dire que les redevances exigées par l'empereur des seigneuries tenues par le clergé étaient de la *simonie*, prétention qui bouleversait la morale en même temps que les notions du droit public; car la simonie consiste à tirer intérêt des biens spirituels, et non pas des biens temporels. Grégoire, par de semblables subtilités qu'il couvrait du prétexte de l'indépendance de l'Eglise, comptait intéresser à sa cause les prélats d'Allemagne et d'Italie, et susciter au sein de l'Empire même des ennemis qui, pour le combattre, auraient à la fois le sentiment de la cause personnelle et le prétexte religieux. C'était creuser habilement un gouffre sous les pieds de l'empereur, au milieu des ténèbres qui couvraient encore l'intelligence des populations. Grégoire accusa donc hautement de simonie l'empereur, en donnant à son accusation le caractère de l'hérésie, et eut l'audace de le citer à comparaître à Rome pour s'y justifier, devant un concile, de plusieurs cas d'hérésie dont il était accusé. Henri répond à cette sommation en convoquant lui-même, à Worms, un concile qui dépose le Pape à une grande majorité. Un autre concile, composé d'évêques italiens, se réunit à Pavie et confirme la déposition. Grégoire ne s'était pas attendu à rencontrer cette opposition en faveur de l'empereur dans le haut clergé; mais dans un si grand péril il paye d'énergie. Il assemble de son côté, à Rome, un conciliabule, excommunie Henri, le déclare déchu de ses droits au trône et délie ses sujets du serment de

fidélité!... La lettre que Grégoire écrivit en cette circonstance aux corps des évêques, ducs, comtes et autres seigneurs de l'empire teutonique, se termine par une réflexion qui donne une idée de l'entraînement et de la passion qu'il apportait dans cette injuste querelle : « Quand même, disait-il, il serait démontré que nous avons excommunié le prince sans des motifs tout à fait suffisants et contre les formes qu'exigent les saints Pères, il n'en faudrait pas moins, en toute humilité, se rendre digne de l'absolution... » Prétention plus hardie que l'infailibilité, observe à cette occasion un écrivain contemporain, puisqu'elle proclamait l'erreur elle-même souveraine et impeccable!...

Des auteurs ecclésiastiques, et de leur nombre Fénelon, ont tenté de justifier la déposition prononcée contre l'empereur Henri par Grégoire VII, au moyen d'honnêtes subtilités. Ils ont dit que le Pape n'avait pas précisément entendu déposer l'empereur au nom du pouvoir spirituel, qu'il l'avait seulement excommunié, et que la déposition n'était considérée par le Pape que comme une conséquence des lois constitutives de l'Empire qui, conformément à la croyance du temps, croyance généralement adoptée comme base du droit public européen, ne permettait pas qu'un prince hérétique pût régner. En conséquence, le Pape ne déposait pas l'empereur ; il le déclarait simplement hérétique, le condamnait comme tel, acte de pure juridiction spirituelle, et la déposition n'était plus qu'une affaire de droit civil, qui s'accomplissait d'elle-même. C'est cette manière de justifier cet acte du Saint-Siège et plusieurs autres semblables, qui eurent lieu plus

¹ Lanfrey, *Hist. polit. des Papes*.

tard, qui a fait adopter aux théologiens modernes la distinction des pouvoirs en *directifs* et *directs*. Ne se croirait-on pas reporté au temps où des dialecticiens grecs discutaient sérieusement à savoir si c'était la flèche qui tuait, ou celui qui l'avait lancée?...

Mais une semblable justification n'eût sans doute pas été admise par Grégoire VII lui-même, et, en tout cas, il n'y songeait guère lorsqu'il rédigea sa sentence. Le Pape, dans cette sentence, déclarait positivement l'empereur déchu de ses droits au trône et ses sujets déliés de fidélité de par le pouvoir qu'il tenait de Dieu, de *lier* et de *délier*. Le texte portait : *Beate Petre, Apostolorum princeps, credo quod mihi, gratia tua, est potestas a Deo data ligandi atque solvendi in celo et in terra*¹. Grégoire, on le voit, n'invoquait aucun autre droit que celui qui aurait été donné à saint Pierre sur les choses de la terre aussi bien que sur celles du ciel, et, pour tout dire, il ne paraît pas qu'il en reconnût aucun autre. Son pouvoir spirituel, selon sa croyance, embrassait la terre et le ciel, et il n'en faisait aucun mystère. Une autre preuve que Grégoire était parfaitement conséquent avec lui-même est contenue dans la lettre, connue de tout le monde, qu'il écrivait à l'évêque de Metz, Herman, qui hésitait à se tourner contre l'empereur. « Si le Saint-Siège, lui écrit Grégoire, a reçu de Dieu juridiction sur les choses spirituelles, à plus forte raison n'a-t-il pas reçu juridiction sur les choses temporelles? Quand Dieu dit à saint Pierre : *Paissez mes brebis*, fit-il une exception pour les rois? L'épiscopat est autant au-dessus de la royauté que l'or est au-dessus du plomb ;

¹ Labbe, *Concil.*, t. X, p. 356.

Constantin le savait bien lorsqu'il prenait la dernière place parmi les évêques.... » Le Pape, pour lever les doutes de l'évêque par un exemple, lui rappelle résolument celui de Pepin substitué à Chilpéric par le Pape Zacharie, et les Français déliés du serment de fidélité envers ce roi.

Telle est véritablement la doctrine sur laquelle reposait la politique de Grégoire VII et du Saint-Siège. A quoi sert de vouloir la couvrir aujourd'hui de ces timides restrictions, qui ressemblent à un doute introduit dans une conception redoutable, il est vrai, même pour la Papauté, mais sincère du moins, et qui, pour ce motif, a fait son chemin avec quelque estime dans les esprits, et les a dominés durant des siècles? De Maistre, qui était, comme Grégoire VII, de la haute école, a démenti hardiment les doutes émis sur le caractère de cette politique du droit divin par l'illustre instituteur du duc de Bourgogne et autres casuistes méticuleux. « Les Papes, dit de Maistre, ne se sont jamais rien attribué qu'en vertu de la puissance spirituelle.... Il n'y a rien de moins exact que l'expression de *pouvoir temporel* pour exprimer la puissance que les Papes s'attribuaient sur les souverains : *la puissance dont il s'agit est purement spirituelle....*¹. » Nous ne comprenons pas que des auteurs sérieux parlent avec moins de franchise et de netteté. Si depuis Grégoire VII des théologiens et casuistes, tels que Gratien, Yves de Chartres, Hugues de Saint-Victor, Fénelon, Gosselin, se sont efforcés de modifier ce qu'il y avait de tranchant dans la logique de Grégoire en maintenant la distinction éta-

¹ *Du Pape*, liv. II, ch. viii.

blie par les saints Pères, notamment par le Pape Gélase, ce n'était évidemment que par une sorte de pudeur qui ne change rien aux prétentions de l'Église, mais les rendent plus dangereuses en les dissimulant. Tous ces auteurs, en consentant à la reconnaissance de deux souverainetés, l'une spirituelle et l'autre temporelle, ont conclu à la superposition du spirituel sur le temporel, c'est-à-dire du Pape et de l'Église sur les pouvoirs des États. Prenons celui d'entre eux qui s'en exprime avec le plus de clarté : « Le prince, dit Hugues de Saint-Victor, est la source de la puissance temporelle, et le pape de la spirituelle. Tout ce qui est temporel, tout ce qui concerne la vie civile est du ressort de la puissance royale; tout ce qui est spirituel et concerne la vie spirituelle est du ressort de la puissance du Souverain-Pontife.... » Voilà qui semble raisonnable autant que possible; le manichéisme paraît reconnu et établi, et la théorie flatte les esprits conciliants. Mais attendez un peu, et continuez : « Autant la vie spirituelle est au-dessus de la temporelle et l'âme au-dessus du corps, ajoute notre auteur, autant la puissance spirituelle l'emporte sur la temporelle en excellence et en dignité; car c'est à la puissance spirituelle qu'il appartient d'établir la temporelle et de la juger, si elle se conduit mal. La puissance spirituelle, au contraire, a été dans le principe établie de Dieu, qui seul la juge si elle vient à s'égarer, selon qu'il est écrit : *L'homme spirituel juge de tout et n'est jugé par personne*. »

Il n'est pas possible, ce nous semble, de mieux défi-

* Hugues de Saint-Victor, *Traité des sacrements*.

nir ce qu'on entend par le droit divin, et Bellarmin, quatre siècles plus tard, empruntera à Hugues de Saint-Victor ses propres termes; seulement, nous observons qu'au lieu de tirer le droit divin de la concession qui en aurait été faite à saint Pierre, Hugues le fait remonter jusqu'à l'Ancien Testament, où il croit voir l'établissement du sacerdoce précéder celui de l'état civil, et Saül établi roi par le prophète Samuel.

Ces diverses définitions n'empêchent point que les théologiens modérés ne soient parfaitement d'accord avec les radicaux sur le fond de la question. Pour les uns comme pour les autres, la souveraineté a pour principe le droit divin, et réside dans le Pape et le clergé. De notre temps, on amuse encore les esprits avec la distinction plus tranchée, en apparence, des doctrines gallicanes et ultramontaines. Cessons de nous y laisser tromper : les gallicans professent, aussi bien que les ultramontains, la juridiction du Pape et du prêtre sur les laïques, sans en excepter les hommes revêtus des pouvoirs d'État. La différence entre les théologiens de ces deux partis consiste uniquement dans les moyens de domination de l'Église sur l'État. Les gallicans la veulent par les évêques de la nation, et les ultramontains par le Pape. Nous avons vu, au premier chapitre de ce livre, la fameuse déclaration formulée au ix^e siècle par un évêque de Reims, qui devint la base de la doctrine gallicane. Eh bien, ce même évêque, Hincmar, ne s'élevait-il pas contre le roi Louis III, à la tête des autres évêques, quelques années après sa fameuse déclaration ? « Ce n'est pas vous, lui écrivait-il, qui m'avez choisi pour gouverner l'Église ; c'est moi qui, avec mes collègues, vous ai délégué pour administrer le royaume,

« à condition que vous observeriez les lois!... » Bossuet lui-même, dans sa *défense de la déclaration*, tout en disant que le Pape n'a pas le droit de délier les sujets du serment de fidélité au roi *par un acte de juridiction proprement dit*, ne conteste pas au Saint-Siège le pouvoir de le faire *par une décision doctrinale, ou par un acte de pouvoir directif*....

Quant à nous, nous avouons notre peu de goût pour de telles subtilités, et nous ne voyons dans ces efforts de l'esprit pour élever le pouvoir spirituel au-dessus du pouvoir temporel, que la nécessité logique d'un pouvoir souverain unique, spirituel, si on veut lui donner ce nom, et même divin, car il est l'un et l'autre. Mais nous ne consentirons jamais à voir ce pouvoir se constituer en dehors de l'humanité pour la dominer par sa propre inspiration. La souveraineté vient de Dieu, auteur de toute chose, mais par l'intermédiaire de l'humanité collective dans l'univers et de l'opinion publique dans les États. Chaque homme porte sur son front les étincelles du divin reflet, non pas à mesure égale, mais en proportion de ses facultés, et de telle sorte que la plus haute inspiration individuelle n'est point supérieure à l'universalité, la partie n'égalant jamais le tout.

Il n'y a donc pas de pouvoir attribué à une classe ou caste particulière lui ayant été décerné exceptionnellement aux grandes lois de la création universelle. Toutes les prétentions des théologiens à cet égard sont de pures fictions, des efforts mille fois répétés, ayant pour but de dégager du milieu de la barbarie de certains temps un peu de spiritualisme, et pour fonder empiriquement une autorité supérieure à la force brutale. Ces efforts, mal à propos dirigés au pouvoir effectif, ont

paru produire de bons effets à des temps donnés ; mais ils en ont produit, en réalité, de mauvais à d'autres époques. Cette théocratie, conçue en dehors de la participation de l'humanité et de son concours actif, ne pouvait aboutir et n'a abouti, en effet, après les temps barbares, qu'à retarder le développement intellectuel et le progrès social. Si son inertie n'eût été vaincue dans les temps modernes, les sociétés chrétiennes en seraient au même point aujourd'hui qu'elles étaient au moyen âge, et n'auraient point dépassé en progrès la société musulmane ou celles qui couvrent l'immensité des Indes. La théocratie dans la main de l'homme n'est toujours qu'une conception idéale plus ou moins éloignée de la théocratie vraie, qui est la loi de Dieu. C'est une lumière précieuse dans les ténèbres de la barbarie et dans l'enfance des sociétés, mais une lumière artificielle, ou tout au plus un reflet incapable de féconder, et dont l'interposition prolongée au delà d'un temps finit par produire une éclipse de Dieu sur le monde, et paralyser le développement naturel de l'humanité.

Revenons à l'intéressante et héroïque lutte engagée entre le Pape et l'empereur. Grégoire souffrait particulièrement dans son amour-propre de Pontife de ce que le roi Henri n'avait pas reçu de ses mains la couronne, comme les princes de l'ordre secondaire. Pour assurer les effets de la sentence d'excommunication et de déposition, il suscite à Henri deux rivaux, qu'il pousse contre lui à la révolte et à la guerre, dans les personnes de Rodolphe, duc de Souabe, et d'Herman, duc de Luxembourg, ses vassaux. Il promettait secrètement à chacun d'eux la couronne impériale. En même temps les Saxons se révoltaient de leur côté, et le sort des

armes tourna contre l'empereur, qui se vit obligé de se retirer dans sa fidèle ville de Worms. Quel parti prendra l'empereur dans cette position critique? Il n'a rien perdu de l'assurance que lui donne son bon droit, mais il ne voit autour de lui que faiblesse et indécision. Les seigneurs, et jusqu'à des amis intimes, lui conseillent d'apaiser le Pape par un acte de soumission. Henri, en conséquence, part pour Canosa, où Grégoire se trouvait auprès de la comtesse Mathilde, et annonce au Pontife son intention de se soumettre. Grégoire logeait dans la forteresse, qui avait trois enceintes. La suite d'Henri reste en dehors de la première; il entre dans la seconde les pieds nus, au milieu de l'hiver, dépouillé des vêtements et des insignes de la royauté, et couvert d'un cilice de pénitent. Grégoire le fait attendre, dans une semblable position, pendant trois jours, et c'est au quatrième seulement que, déposant sa rigueur, à la prière de la comtesse Mathilde, il consent à recevoir le roi.

Henri se retire profondément humilié; il trouve ses amis indignés de sa patience et de son abaissement autant que de l'orgueil insensé de Grégoire. Ils l'abandonnent, et Rodolphe est proclamé empereur. Celui-ci, pour faire sa cour au Pape, n'est pas plus tôt sur le trône qu'il veut mettre à exécution, comme loi d'État, tous les décrets pontificaux, notamment celui qui déclare concubinaires les ecclésiastiques pères de famille. Une réaction s'opère en faveur d'Henri. Il bat son rival, vainement soutenu par le Pape, et, désormais puissant, il convoque la noblesse et le clergé à Mayence, puis un concile à Brescia qui frappe d'anathème Grégoire, le déclarant *magicien, nécromancien et possédé du démon*, expressions qui n'étaient pas plus ridicules que les ac-

cusations d'être païen et sorcier, et de faire des sacrifices à Vénus, portées par le Pape contre son rival pour établir un cas d'hérésie et motiver sa première excommunication. Au reste, il pouvait bien y avoir dans l'esprit exalté de Grégoire quelque chose de ce qui donne au vulgaire l'idée du surnaturel ; car Pierre Damiens, qui l'aimait, s'en étonnait quelquefois et ne se faisait pas scrupule de l'appeler *saint Satan* !

Grégoire VII s'était laissé aveugler par les essais heureux de son infailibilité, et avait poussé à l'excès l'amour de la domination. Expulsé de Rome par les Romains eux-mêmes, il supporta avec le courage que donne la conviction sa mauvaise fortune, se vit remplacé par un autre Pontife, et s'en alla mourir à Salerne, après avoir vainement invoqué le secours de plusieurs princes qui avaient tous été l'objet du despotisme pontifical. « J'ai aimé la justice et j'ai voulu faire le bien, » disait-il à sa dernière heure. Aucun auteur n'a mis en doute les bonnes intentions de Grégoire ; mais son amour de la justice était assurément fort obscurci par la passion du pouvoir ; car il ne fit, durant un règne d'une dizaine d'années, que jeter le trouble dans les sociétés et obscurcir les notions du droit public des États. Homme politique beaucoup plus que prêtre, son idée fixe de soumettre l'univers entier à une monarchie pontificale avait au moins le tort de violer les prescriptions les plus positives de l'Évangile en cette matière. Il usa follement de la puissance que lui donnaient la croyance religieuse et la soumission ingénue des peuples. Avec les ménagements qu'inspire la charité et plus de respect pour les pouvoirs constitués, il aurait assurément amené Henri IV à des concessions en ce qui

avait rapport à la souveraineté spirituelle, qui, dans ces temps-là, pouvait venir utilement en aide au pouvoir d'État; car cette souveraineté spirituelle n'était qu'une forme particulière de l'opinion publique, et tirait de cette opinion toute sa force. La querelle des investitures était une injustice dissimulée sous le prétexte religieux. Si les ecclésiastiques n'avaient pas pris ou accepté des bénéfices et autres biens pour se faire grands seigneurs, l'Empire n'aurait rien eu à leur demander; mais en joignant à leurs évéchés des fiefs seigneuriaux et autres propriétés, les prélats devaient assurément, comme les seigneurs laïques, payer à l'Empire le tribut d'où il tirait son existence matérielle. Leur personne et leurs fonctions religieuses n'étaient point imposées, c'est uniquement le bien concédé qui était chargé. Mais Grégoire avait besoin de prétextes pour attaquer l'empereur, et il les trouva dans un prétendu crime de simonie et dans l'indépendance de l'Eglise, que personne n'opprimait. Il cachait sous ces deux injustes prétextes une idée et un but, qu'il aurait pu avouer en les limitant à la simple souveraineté spirituelle, qui déjà n'était plus contestable dans ses mains. Mais cette souveraineté ne suffisait pas à l'orgueil exalté du Pontife, il voulait en même temps l'humiliation publique et la soumission de l'Empire.

La critique a été indulgente pour Grégoire VII à cause de la netteté de son but. Mais ceux qui de nos jours sont allés, par un zèle de circonstance, jusqu'à vouloir faire de Grégoire VII le champion des principes démocratiques tels qu'on les entend aujourd'hui, n'ont fait que défigurer son caractère et sa personnalité. On ne pensait guère à cela au xi^e siècle, et Grégoire y pen-

sait moins que tout autre. Les querelles qu'il chercha aux divers princes n'étaient point motivées sur l'oppression de leurs peuples ; elles n'eurent pour objet que de les asservir au Saint-Siège. S'il y avait à cette époque de la démocratie quelque part, et de la véritable, c'était dans les villes anséatiques. Or, l'allié et le protecteur de la confédération laborieuse des villes libres fut précisément l'empereur Henri IV, qui les soutint constamment contre les hostilités réunies de la féodalité saxonne et des seigneurs de l'épiscopat.

Cette justice n'est pas la seule que l'histoire doive à ce prince, sévèrement jugé pour quelques fautes de jeunesse, et qui eut au moins de son côté le bon droit dans ses luttes avec la Papauté ! De pieux écrivains ont cru voir la main de Dieu dans les malheurs dont sa vieillesse fut affligée. Ce qui est plus sérieux et vraiment digne d'intérêt, c'est l'analogie de la fin d'Henri avec celle de l'infortuné Grégoire. Il devait, lui aussi, mourir en exil et dans l'étonnement où le laisseraient les prodigieux événements auxquels il succombait.

Les papes Urbain II et Pascal II, successeurs de Grégoire, soulèvent successivement contre lui ses deux fils, en flattant la coupable convoitise de ces enfants dénaturés. Henri est renversé, et Rome triomphe. Une diète, composée en grande partie d'évêques, prononce à Mayence sa déposition, et il se passe en cette occasion une scène qui respire toute la moralité de la guerre des investitures. Les archevêques de Worms, de Cologne et de Mayence se présentent devant le roi pour lui signifier le grand acte qui vient d'être accompli ; il leur en demande la raison. « C'est, lui répondent-ils, parce que, durant de longues années, tu as déchiré l'Eglise

de Dieu, parce que tu as vendu les évêchés, les abbayes et les dignités ecclésiastiques. — Mais vous qui m'accusez, répond tranquillement Henri, vous, archevêques de Mayence et de Worms, dites hautement quel prix j'ai exigé de vous lorsque je vous donnai vos églises, et s'il est vrai que je ne vous ai rien demandé, ainsi que vous êtes forcés de l'avouer, pourquoi m'accusez-vous? pourquoi vous joignez-vous à ceux qui ont trahi leur foi et leurs serments? — C'est à nous qu'il appartient de faire et de défaire les rois, » répond l'évêque de Mayence. Et les trois prélats se jettent sur sa personne, lui arrachent sa couronne, le manteau royal ainsi que les autres insignes de la royauté, et les portent à son fils Henri, qui s'en revêt aussitôt!

Henri IV avait lutté toute sa vie avec des chances diverses; il reste cette fois accablé sous les malédictions accumulées de Rome. Ses amis l'abandonnent; il devient un objet d'effroi et d'horreur; ses serviteurs s'en éloignent avec une terreur superstitieuse. Retiré à Liège, il sert la messe, pour vivre, dans une église qu'il y avait fait bâtir précédemment, et meurt de chagrin. L'anathème pontifical le poursuivra au delà du tombeau : le clergé de Liège avait enseveli son corps; le pape Pascal le fait déterrer, et il reste durant cinq années, privé de sépulture, dans une cellule de la cathédrale....

CHAPITRE XI.

INNOCENT III.

Pierre Abélard introduit dans la scolastique l'esprit du raisonnement. — Défaillance momentanée de la Papauté. — Esprit des croisades. — Avantages indirects qu'en retire l'Europe. — Germes de réaction philosophique et religieuse. — Arnaud de Brescia. — Alexandre III et Frédéric Barberousse. — Apparition des Vaudes et des Albigeois. — Innocent III. — Il transforme habilement le gouvernement de Rome et se voit expulsé de la ville. — Ses légats dans tous les pays chrétiens. — Son influence acquise en Orient. — Intervention d'Innocent dans les débats des rois de France et d'Angleterre. — Comment le pouvoir spirituel conduit au pouvoir temporel. — Alliance de l'ascétisme et de la politique sur le Saint-Siège. — Singulier dénouement du débat entre Philippe-Auguste et Jean Sans-Terre. — La politique du Pape et la morale de Jésus-Christ. — Le droit fictif du Pape, supérieur au droit positif de l'empereur, et pourquoi ? — Destinée du pacte de Charlemagne et de Léon III. — La perspicacité des Papes explique leur puissance sur les empereurs. — Innocent III et l'hérésie. — Massacre des Albigeois. — Institution de la confession auriculaire et de l'inquisition. — Le Pape Innocent III meurt satisfait.

Dieu, à côté du mal, fait naître le bien ; l'idée germe sous la forme, et le despotisme ne tue pas la liberté. Tandis que Grégoire VII donnait au monde l'étonnant spectacle de la théocratie absolue, il y avait dans la société des hommes qui en éprouvaient quelque chose de plus que l'étonnement, et qui cherchaient le secret d'une

puissance si grande à la fois, et si difficilement conciliable avec la mission du sacerdoce chrétien. Le plus remarquable d'entre ceux-ci fut Pierre Abélard, né près de Nantes, en 1079. A l'âge de vingt-deux ans, il réunissait à Paris, dans un cours public, trois mille auditeurs avides de l'entendre. Il publia des écrits dans lesquels il discutait hardiment la théologie, dans ses rapports avec le christianisme, et soutenait le droit de l'esprit humain à l'examen des vérités religieuses. Condamnées une première fois, par le concile de Soissons, et plus tard par celui de Sens, ses doctrines fixaient l'attention et avaient trouvé à Rome même des partisans.

Ne faudrait-il point attribuer à cette honnête initiative une sorte de défaillance momentanée que parut éprouver la Papauté sous Pascal II? Ce pontife, épouvanté des proportions que prenait la guerre des investitures, eut l'idée de faire renoncer les évêques aux biens qui faisaient l'objet de la contestation entre la Papauté et l'Empire, et d'ôter tout d'un coup au pouvoir laïque la prise que ces biens lui donnaient sur les évêchés. C'est dans ce sens qu'avait été rédigé le traité de Sutri. L'Eglise y abandonnait ses bénéfices et ses droits régaliens de toute nature, duchés, marquisats, comtés, charges, marchés, etc., et se contentait des dîmes et des oblations des fidèles. Mais évidemment un pareil traité eût détruit en un jour le travail que la Papauté et le haut clergé avaient fait durant des siècles, pour s'emparer de l'état civil et politique. Aussi, lorsqu'il s'agit d'apposer les signatures au traité, et elles devaient l'être au couronnement de Henri V, venu à Rome avec une bonne armée et des jurisconsultes, l'opposition des cardinaux et des prélats, leurs cris de co-

lère furent tels, que le Pape n'osa signer. Les choses restèrent donc dans l'état où elles étaient, malgré les mauvais traitements que l'empereur infligea au Pape pour prix de sa déception.

Henri V défendait aussi fièrement que l'avait fait Henri IV, son père, le droit impérial, et si l'objet de la contestation continuait à subsister, les rancunes n'étaient pas non plus éteintes. A peine l'empereur fut-il rentré en Allemagne que, sous la pression des cardinaux et des prélats qui avaient été emprisonnés la corde au cou, le pape Pascal lui lança une excommunication, à laquelle il répondit en revenant à Rome, mais cette fois avec un Pape de sa façon, qu'il installa au Vatican. La guerre des investitures roulait donc sans cesse dans le même cercle, et il n'y avait pas apparence que l'Empire dût céder. Le pape Calixte II, homme éclairé et parent de l'empereur, qui succédait à Pascal, consentit à y mettre un terme par la célèbre transaction conclue à Worms, en 1112, dans une diète réunie par Henri V à cet effet. Le droit d'investiture fut divisé. L'investiture spirituelle, par la crosse et l'anneau, fut attribuée exclusivement au Pape. Celle des biens régaliens se fit par le sceptre et les mains de l'empereur. L'élection des prélats eut le même caractère mixte. On la confia aux chapitres, assistés d'un commissaire de l'empereur.....

Il se passait dans ces temps-là des événements dont le sens véritable ne doit pas rester inaperçu. Un dessein, que quelques auteurs ont fait remonter aux plus secrètes conceptions de Grégoire VII, reçut un commencement d'exécution par l'initiative d'Urbain II. C'est la gigantesque entreprise des Croisades. Le Vati-

can avait compris qu'en poussant à cette guerre extravagante tous les princes et seigneurs chrétiens, et en les envoyant, on pouvait dire en ce temps-là, au bout du monde, ils y consumeraient leurs forces et y resteraient en grand nombre. La Papauté, à ce compte, voyait s'abaisser et s'énervier l'Empire, et l'Église s'élever sur les ruines du pouvoir politique dans toute la chrétienté. Elle voulait, par ce hardi système, briser jusqu'au dernier nœud les liens naturels de la société civile, saper toutes les supériorités sociales hors de l'Église, broyer l'humanité en un tout homogène, la décapiter des rapports intellectuels constituant la puissance publique, et, sur ce corps ainsi mutilé et réduit à la forme, introniser son propre esprit et se substituer sans partage à la souveraineté. Tel était, en premier lieu, l'esprit qui poussait aux croisades et auquel s'associèrent, avec une pieuse simplicité, des hommes qui pensaient servir Dieu et la religion ; et c'est vainement que les Pontifes crurent y voir, par la suite, un moyen d'étendre leur puissance sur les Églises et sur les États d'Orient.

Les croisades aboutirent à ruiner les princes et à dépeupler leurs provinces déjà ravagées par d'autres fléaux. Elles abaissèrent la féodalité, il est vrai ; mais cette féodalité était la constitution sociale de ces temps-là, et, relativement, n'était pas dépourvue de tout avantage. La preuve, d'ailleurs, que le but des Papes n'était pas de détruire la féodalité pour lui substituer une institution plus libérale, c'est que l'Église ne faisait que se l'approprier à elle-même ou la faire passer à des princes et seigneurs moins indépendants d'elle que les anciens.

On s'est plu à dire aussi que les croisades avaient eu

pour objet de protéger le monde chrétien contre l'islamisme. Mais tel n'était pas véritablement le but de la Papauté. Si c'eût été là sa préoccupation, elle eût dirigé en premier lieu les croisades vers l'Espagne, occupée alors en grande partie par les infidèles. On vit par la suite des Papes combattre en personne pour leur pouvoir temporel ; en vit-on aucun accompagner en Terre-Sainte les croisés ? Les Papes s'occupaient, durant les croisades, à déposséder les princes absents qu'ils n'aimaient pas, pour leur substituer leurs créatures ; et c'est bien là le rôle odieux que jouait, au rapport de saint Louis, le Pape Grégoire IX contre l'empereur Frédéric II, au moment où ce prince plantait la croix dans la ville de Jérusalem. Nous ne sachons pas même que Rome ait été prodigue de ses faveurs spirituelles envers les véritables défenseurs de la chrétienté. Elle n'a pas canonisé Charles Martel de France, don Juan d'Autriche, Sobieski de Pologne, le doge de Venise ou aucun des rois de Hongrie, qui furent, à diverses époques, les véritables défenseurs de l'Europe contre l'envahissement redoutable des musulmans.

Les avantages que l'Europe tira des croisades furent indirects et de ceux dont on peut dire : « A quelque chose malheur est bon. » Le plus grand nombre des croisés s'embarquaient dans les ports d'Italie, à Venise, à Gênes, à Naples, à Livourne, villes qui voyaient se développer leur prospérité et leur commerce à la faveur du dualisme de la Papauté et de l'Empire. Les transports enrichirent la marine italienne qui, dirigée en même temps aux échanges de toute nature entre le Levant et l'Occident, s'éleva rapidement à la plus haute prospérité. Les croisades coïncidaient avec l'établisse-

ment des petits États que l'on a appelés les républiques italiennes du moyen âge, et apportaient à ces créations nouvelles de véritables éléments de liberté et de puissance. Florence y jouait un grand rôle. La maison de commerce des Médicis se distingua par un genre de spéculation assez rare chez les négociants. Côme, son fondateur, et ses fils faisaient venir de Constantinople, et rechercher, jusqu'au Caire et même à Bagdad, les manuscrits et les objets d'art de l'antiquité. Ces trésors de science arrivaient au moment même où se fondaient à Florence, à Bologne, à Milan et autres cités libres, des chaires de philosophie et de législation avec les éléments que Charlemagne y avait autrefois déposés, sous le nom d'académies. C'était merveille que de voir, au milieu des ténèbres jetées par la Papauté sur le monde des intelligents, ces étincelles de la civilisation antique venir allumer des foyers où la renaissance des lumières et la civilisation devaient plus tard puiser leur force d'expansion. L'agriculture de l'Europe tira aussi de ces circonstances de précieux avantages. Beaucoup de plantes, d'arbres fruitiers, de semences nouvelles furent apportés d'Orient, par le commerce et par les croisés. -- Mais revenons à la lutte ostensible de la Papauté pour conquérir définitivement la suprême souveraineté.

Après la transaction de Worms, qui réglait par partage le droit d'investiture entre le Pape et l'empereur, la guerre des deux principes rivaux trouva bientôt un autre prétexte. Ce fut l'héritage de la comtesse Mathilde, souveraine de la Toscane. Cette dame avait conçu pour Grégoire VII une admiration passionnée et disposé de ses biens personnels en faveur du Saint-Siège¹. Après

¹ Le texte de ce testament portait : *Pro remedio animæ meæ et*

sa mort, le Saint-Siège voulut avoir non-seulement ses biens personnels, mais encore mettre la main sur les possessions politiques qu'elle laissait et qui étaient des fiefs de l'Empire. Les prétentions de l'empereur n'étaient pas moins excessives ; Henri V voulait être héritier non-seulement des fiefs, mais encore des biens personnels de l'amie du Vatican. C'est assez dire avec quelle ardeur se ranimait, des deux côtés, la rivalité. La guerre cette fois allait prendre un caractère de plus en plus passionné et durable, en s'alimentant d'intérêts secondaires.

La dynastie franconienne s'était éteinte avec Henri V (1125). Lothaire, duc de Saxe, était arrivé au trône, grâce à l'appui des Welfs ou Guelfes de Bavière, qui lui avaient imposé la condition de servir avec un zèle invincible le parti de la Papauté. En face s'élevait une maison rivale, ardente à soutenir la cause contraire. C'était celle de Souabe, dévouée aux traditions de Henri et de la maison des Gibelins. A partir de ce point, toutes les guerres qui ensanglanteront, durant près de trois siècles, l'Italie et l'Allemagne, prendront couleur du dualisme régnant entre la Papauté et l'Empire ; tous les intérêts des princes secondaires se trouveront masqués sous les cris de guerre de Guelfes et de Gibelins.

Mais pendant que de temps à autre les querelles des partis déchiraient l'Europe, la Papauté allait rencontrer un adversaire plus redoutable que la force brutale des empereurs. C'était l'esprit philosophique s'appuyant sur la vérité chrétienne ; c'était la liberté de l'intelligence

parentum meorum, dedi et obtuli Ecclesiæ sancti Petri, per interventum domini Gregorii Papæ VII, omnia bona mea. JURE PROPRIETARIO...

et des institutions qu'elle appelait d'avance l'*hérésie*. Les leçons d'Abélard avaient porté des fruits non-seulement en France, où elles ne semblaient se débarrasser qu'avec peine des langes de la scolastique, mais plus particulièrement dans les villes libres d'Italie. On connaît la vive impression que causa Arnaud de Brescia. Ce moine, homme d'un grand talent, d'une piété sincère et de mœurs irréprochables, avait été disciple d'Abélard. Il osa prêcher en Italie contre le gouvernement temporel des prêtres, leurs scandaleuses richesses et les désordres dans lesquels elles entraînaient le clergé. Ses prédications produisirent une grande fermentation dans la Péninsule. Arnaud, condamné par le Pape et par le concile de Latran (1139) se retira en Suisse; mais une révolution populaire ayant éclaté à Rome, il y fut appelé et gouverna durant dix années la république, au nom du peuple et du sénat romain, à l'exclusion du Pape Lucius II, qui fut tué les armes à la main, et d'Eugène III, qui fut expulsé de la ville, convaincu de troubler l'ordre par ses intrigues.

Cependant Frédéric Barberousse était monté sur le trône (1152). Le Pape Eugène le sollicitait de venir se faire couronner à Rome, et de le remettre, lui proscrire, sur le Saint-Siège. C'était toujours la même manœuvre de la part des Papes. Frédéric se met en marche avec une armée, brise, non sans peine, la résistance que lui offraient les villes coalisées de la Lombardie et de l'Italie centrale, entre à Rome, fait brûler Arnaud de Brescia sur la place du Peuple, et rétablit le Pape, qui n'était plus Eugène, mais Adrien IV.

Le Pape et l'empereur se donnèrent donc le baiser de paix sur les ruines de la ligue lombarde et le bûcher

d'Arnaud. Allaient-ils désormais vivre en paix ? Ce serait mal connaître le fond du litige que de le penser. Adrien, fils d'un mendiant anglais et ancien domestique d'un couvent, avait été élevé au cardinalat par la faveur d'Eugène III, et portait sur le trône pontifical tout l'orgueil d'un parvenu. Se trouvant sur la route de Viterbe avec Frédéric, venu à sa rencontre, il eut l'audace d'exiger qu'il lui tint l'étrier pour monter à cheval ; et telle était la circonstance que l'empereur dut subir une telle humiliation. Ce Pape était, du reste, entièrement disposé à continuer ce duel de la Papauté et de l'Empire, dans lequel brillait d'un si grand éclat son autorité. Il ne se crut pas plus tôt affermi sur son siège, qu'il songea à opposer à l'empereur ces mêmes villes qu'il avait fait mettre en ruine par les armes impériales. Une contestation survenue au sujet d'un évêché avait fait dire hautement au Pape : « L'empereur a-t-il donc oublié les bienfaits du Saint-Siège ?... » De son côté, Frédéric avait affecté, dans la rédaction d'un acte, de faire placer le nom de l'empereur avant celui du Pape. Enfin un refus de fourniture de fourrage suffit pour faire éclater la guerre. Alexandre III montait sur le siège pontifical. Toutes les villes d'Italie se soulèvent à l'appel du nouveau Pape contre l'étranger. Frédéric, arrivant en Italie, les trouve prêtes à la résistance, marche droit sur Rome, et, selon l'invariable tradition de l'empire, remplace le Pape par un autre Pontife de sa façon. Mais la plus cruelle des déceptions l'attendait au milieu de son triomphe. Son armée est presque entièrement dévorée par une épidémie, et il se voit obligé de repasser les Alpes. Le pape Alexandre, devenu en quelque sorte le chef de la ligue, triomphe de l'empereur et nourrit l'es-

poir de réunir toutes les villes libres sous le sceptre du Vatican. Bientôt cependant Frédéric repartait en Italie ; il y trouve la ligue prête à le combattre, l'attaque, perd la bataille de Lignano, et se voit réduit à faire sa soumission au Pape, qui lui impose l'obligation de se mettre à genoux et de lui baiser les pieds en présence du clergé et du peuple rassemblés pour assister à ce spectacle, devant l'église de Saint-Marc, à Venise. A ce prix le Pape pardonne à l'empereur et lève l'excommunication qui pesait sur sa tête. Enfin, le traité de Constance vient donner un moment de répit à la guerre.

C'est dans le silence des événements qu'il faut observer le travail de l'esprit humain. Voici ce qui s'était passé pendant que le Pape et l'empereur se livraient les rudes combats de la ruse et de la force. Les doctrines d'Abélard et d'Arnaud de Brescia avaient réveillé sur plusieurs points le sens moral et fécondé les intelligences. La France et l'Italie en avaient particulièrement ressenti l'impression. C'est ici que se place le réformateur Pierre de Vaux ou Valdo, né au village de Vaux près de Lyon. Valdo était un négociant riche et pieux. Scandalisé du luxe et des désordres du clergé, il vend tout ce qu'il possède, en donne le prix aux pauvres, et se met à prêcher contre le Pape et le clergé et à enseigner l'Évangile (1170). Ses leçons émeuvent la foule et il forme rapidement la célèbre Église des Vaudois. En même temps on voit se déclarer, sous le nom d'Albigéois, une secte plus ou moins analogue, dans le midi de la France. Elle se fait surtout connaître dans les villes d'Albi, de Béziers, de Carcassonne, de Toulouse, de Montauban et d'Avignon. Les Vaudois et les Albigéois soutenaient également que le Pape et le clergé n'ont

aucun droit à se mêler des affaires temporelles, et qu'ils doivent se renfermer dans la religion. Des vérités si claires affectaient vivement les esprits, là surtout où ils avaient quelques notions évangéliques. Une excommunication lancée contre les Albigeois par Alexandre III n'avait fait qu'accroître l'intérêt et la curiosité qu'ils inspiraient. L'esprit public combattait donc, aussi bien que les Papes et les princes, pour le sceptre du monde. Mais, de ce côté, il s'agissait uniquement de savoir si la morale du christianisme et la liberté des intelligences en étaient entièrement déshéritées.

D'autres éléments intellectuels se développaient dans le sein des universités italiennes, où des chaires étaient consacrées à l'enseignement de la philosophie et du droit public, sous l'égide des libertés déjà conquises. On commençait à parler aussi des jurisconsultes, et l'Allemagne en comptait un certain nombre dont les empereurs encourageaient les études, pour servir à leur défense contre les arguties du clergé. Du reste, il n'y avait encore aucun lien commun entre les législations de l'époque. Les royaumes aussi bien que les républiques nouvelles avaient, selon leurs provinces, des lois coutumières, qui prenaient leurs sources dans les lois lombardes, ripuaires et autres, ou dans le code théodosien. La Papauté sentait parfaitement que ces divers mouvements intellectuels étaient opposés à son existence ou du moins à sa souveraineté. Doctrine pour doctrine, elle daigna aussi étaler la sienne. Le moine Gratien avait composé son *Decret* (1155); elle ordonna qu'il fit la base de l'enseignement canonique dans toute la chrétienté. C'était un recueil indigeste des titres et ordonnances de la cour pontificale depuis les temps les plus

reculés. La donation de Constantin et les fausses décrétales y brillaient en première ligne, et faisaient le fond du droit du Saint-Siège. Tel est à peu près l'état dans lequel se trouvaient les esprits et les choses, lorsque apparut sur le Saint-Siège un Pontife destiné à être la personnification la plus élevée et la plus énergique de la théocratie romaine : nous avons nommé Innocent III.

Innocent III n'avait pas été bercé, comme Grégoire VII, sur le sein de la femme d'un charpentier. Il sortait d'une famille noble, attachée au parti des Guelfes, et arrivait au Pontificat à l'âge de trente-sept ans, avec l'ambition politique familière à la féodalité guerrière de cette époque. Doué des dons de l'esprit et de la personne, extrêmement zélé pour les intérêts du Saint-Siège, sachant par cœur le fatras canonique de Gratien, il allait mettre la main à toutes les théories que Léon III et Grégoire VII avaient conçues pour la suprématie de la Papauté, et, pour ainsi dire, les réaliser. Le calme de la situation générale lui permettait de voir clair dans les affaires du monde. Le Pontificat n'avait point recouvré le gouvernement à Rome. La république, restaurée par Arnaud de Brescia, avait été maintenue, et le sénat gouvernait seul la république depuis près de cinquante ans.

Innocent s'efforce de se concilier les Romains, leur persuade de remettre à un magistrat unique le pouvoir exercé par une assemblée de sénateurs, et a soin de le faire élire parmi les hommes appartenant au parti guelfe. A cette occasion, il distribue des libéralités au peuple, et revêt le nouveau magistrat d'un magnifique manteau, en signe d'investiture. Cet essai ne rencontrant aucune opposition, il se fait prêter le serment de fidélité que les préfets de Rome étaient dans l'habitude

de prêter aux empereurs, en échange de leur protection. Ce dernier trait était hardi ; mais Henri VI venait de mourir, laissant un fils en bas âge, et la couronne était disputée par deux rivaux également intéressés à ménager le Saint-Siège, de qui ils devaient la recevoir. Cependant, et ceci prouve encore que les Romains, bien que fréquemment asservis, faisaient souvent d'héroïques efforts pour maintenir leur droit national, une vive opposition se manifesta à Rome. On accusa le Pape de faire beaucoup trop le maître, et on le chassa de la ville. Un noble, du nom de Capoccio, était à la tête du mouvement. Le Pape envoie des propositions de paix : « Rome, » lui répond, au nom du peuple, Capoccio, « n'est pas habituée à fléchir dans ses débats avec l'Église !... »

Réfugié à Viterbe et à Agnani, Innocent allait prouver au monde toute la puissance morale de la Papauté. De même que Grégoire VII avait, dès son avènement, écrit à tous les princes, pour leur signifier les prétentions du Saint-Siège, il envoya à tous les souverains des légats à *latere*, chargés de s'assurer de leur soumission. Le Pontife ne rencontra pas généralement autant de sujétion qu'il en aurait désiré ; cependant, on vit un roi d'Aragon accourir spontanément au devant du joug pontifical, se jeter aux pieds d'Innocent, recevoir de sa main le sceptre, le manteau et la couronne, comme s'il eût reçu un bienfait, et déposer sur l'autel de Saint-Pierre un titre par lequel il offrait son royaume au Pontife, et s'engageait à lui payer un tribut annuel, malgré les doléances de son peuple et des cortès qui refusèrent de sanctionner une pareille bassesse.

Innocent III avait fait une tentative, dans le but de réunir les deux Églises grecque et latine, et n'avait pu

s'entendre avec l'empereur Alexis l'Ange sur le lieu où convoquer un concile projeté. Cet Alexis l'Ange avait usurpé le trône sur son frère. Le Pape, usant adroitement de la présence des croisés en Orient, leur suggéra l'idée de chasser ce prince, et de restituer le trône au fils de celui qui avait été injustement dépossédé. Cette révolution opérée par la main des Occidentaux, sous les auspices du Pontife, allait donner à celui-ci une très-grande influence, non-seulement sur l'Empire, mais aussi sur les Églises grecques, dont la réunion semblait devoir résulter de l'événement. Tous les princes chrétiens d'Orient, en effet, sentirent la puissance de ce coup de main et s'empressèrent de faire leur soumission au Pape. Joanice, roi des Bulgares et des Valaques, se fait sacrer par Innocent, lui prête serment de fidélité et se déclare son tributaire. Le roi de Hongrie se met sous sa protection et se reconnaît son vassal et son sujet. Primislas, roi de Bohême, reçoit de lui la couronne royale et s'engage à soutenir le parti guelfe contre Philippe de Souabe, son bienfaiteur, envers qui le Pape le déclare délié de toute reconnaissance. Il n'est pas jusqu'au roi d'Arménie qui n'invoque l'appui d'Innocent contre le comte de Tripoli, son ennemi...

L'Occident se montrait en général moins souple et moins facile à conduire. En France particulièrement il y avait toujours les résistances de l'Église gallicane d'un côté, et de l'autre, celles des parlements et de l'université, au sein desquels on disait librement que le Pape n'était pas infallible, qu'il relevait du concile, et même qu'il n'était pas nécessaire.

La circonstance suivante vint mettre au grand jour la politique du Pape Innocent. Jean Sans-Terre, roi d'An-

gleterre, avait usurpé le trône sur son frère, et assassiné son neveu Artus, par crainte de représailles. Le roi de France, Philippe-Auguste, dont Jean était le vassal, en sa qualité de duc de Normandie, l'avait cité à se justifier de ce crime par-devant la cour des pairs, et, sur son refus, lui avait déclaré la guerre. Jean, voyant le sort des armes tourner contre lui, avait imploré la protection du Pape, et s'était déclaré prêt à se soumettre à sa décision. Innocent III n'eut garde de laisser échapper cette occasion de faire acte de suprématie sur les deux monarques. Au moment donc où la guerre était le plus vivement engagée, les légats du Pape parurent en France. Ils venaient sommer les deux rivaux de déposer les armes et de remettre au Saint-Siège la solution de leur différend...

Nous ne connaissons rien d'aussi solennel jusqu'à cette époque dans l'histoire pontificale que la position prise en cette circonstance par Innocent III, et nous nous sentons rempli d'émotion à la vue de cette autorité intervenant dans les horreurs de la guerre au nom d'un Dieu de paix, et lui superposant le principe d'une juridiction nécessaire. On avait vu plusieurs fois les princes soumettre à la décision du Pontife diverses contestations de moindre importance; mais ici, c'est autre chose : c'est une puissante initiative qui se manifeste ; c'est le Père commun de la famille chrétienne qui se présente au nom de la morale divine, nous voudrions pouvoir ajouter : au nom de l'humanité et des intérêts publics. Un tel droit était-il contestable au Pontife ? Pour décider un point si délicat, il importe de connaître comment le Pape lui-même posait la question. Le roi de France alléguait que le roi Jean étant son vassal, relevait de la

juridiction du royaume, c'est-à-dire de la cour des pairs, et, pour ce motif, il récusait la juridiction pontificale. Innocent alors écrivit au roi et aux évêques pour exposer son droit tel qu'il l'entendait. Mais malheureusement on ne trouve pas dans ses lettres sur cet important sujet, une doctrine purement spirituelle et une entremise charitable, telle que saint Grégoire et les évêques de son temps la mettaient en pratique pour apaiser les guerres et les discordes. L'exposé d'Innocent reposait presque entièrement sur des subtilités théologiques. « Il ne prétendait troubler ni diminuer, en aucune manière, disait-il, la juridiction du roi, ni s'attribuer en aucun cas le droit de décider de la question du fief dont le jugement appartient au roi ; il prétendait seulement être juge du *péché*, parce qu'il pouvait et devait exercer à cet égard son autorité sur tous les fidèles sans exception... »

Mais où ne rencontre-t-on pas le péché, surtout avec l'œil d'un casuiste aussi habile que l'était le pape Innocent ? Le roi, selon lui, restait exclusivement juge du fief ; mais dans l'exercice de son jugement sur le fief, le roi pouvait se tromper et tomber par cela même dans le péché. Comment dès lors son droit de juridiction et l'objet lui-même de cette juridiction se trouvaient-ils sauvegardés ? Le langage du Pape était sincère, nous n'en doutons pas ; mais son esprit était profondément pénétré de cette théocratie systématique, qui a pour objet le pouvoir temporel dissimulé sous l'action d'un prétendu pouvoir spirituel directement octroyé d'en haut. Cette théocratie le possédait autant et plus qu'elle n'avait possédé Grégoire VII. Au reste, le Pape, dans une lettre écrite au roi, s'en explique en termes formels.

« Combien n'avons-nous pas été étonné, lui dit-il, de
 « votre déclaration qui a pour objet de restreindre la
 « juridiction du Saint-Siège, juridiction qui a été éta-
 « blie, en matière spirituelle, par l'Homme-Dieu d'une
 « manière si claire et si étendue qu'il est impossible de
 « l'augmenter, puisque la plénitude n'admet pas d'ac-
 « croissement¹!... » Voilà donc le grand mot prononcé :
 la plénitude absolue de la puissance ! Innocent, à la vé-
 rité, a soin de mettre les mots *matière spirituelle*, et les
 théologiens modernes ont cru, en conséquence, justifier
 ses prétentions, comme ils ont justifié celles de Gré-
 goire VII, en disant que le Pontife n'entendait pas exer-
 cer le pouvoir *direct* sur les royaumes de France et
 d'Angleterre, mais un pouvoir *directif* sur les souve-
 rains, comme chrétiens.... Une telle doctrine est-elle
 sérieuse ? la direction n'est-elle pas la souveraineté
 pure ? Si le Pape dirige le roi, il gouverne par son en-
 tremise ; l'un est souverain réel, l'autre n'est qu'un
 ministre exécutif, un commis à l'administration. La
 puissance spirituelle est la puissance totale et la souve-
 raineté même. La matière n'est que l'instrument de
 l'esprit. Celui qui tient l'âme tient l'homme tout entier,
 et par l'homme toutes ses dépendances. Le pouvoir
 temporel est une conséquence logique du pouvoir spiri-
 tuel ; disons, en d'autres termes, si l'on veut, que tout
 pouvoir est spirituel de sa nature en vue d'effets tempo-
 rels, et que la politique théocratique ne diffère de toute
 autre que par la couleur théologique ou surnaturelle
 qu'elle se donne et la dissimulation dont elle s'entoure.

Innocent III ne tarde pas du reste à prouver que l'am-
 bition pontificale ne peut se maintenir exclusivement

¹ Innocent. Epist., lib. IV, ep. 163.

sur les hauteurs métaphysiques d'où elle prétend dominer les trônes. A peine s'est-il brouillé avec le roi de France, en voulant lui imposer son autorité, qu'il se trouve avoir un différend grave avec ce Jean Sans-Terre qu'il venait de prendre sous sa protection. Ce dernier refusait de recevoir un évêque de Cantorbery que le Pape avait nommé sans la participation de la couronne. Innocent, irrité d'un pareil trait d'ingratitude ou le prenant pour prétexte, met l'interdit sur l'Angleterre, délie les sujets du serment de fidélité envers Jean, donne son royaume à Philippe-Auguste, déclare croisade sainte cette guerre qui, peu auparavant, lui avait semblé sacrilège, et encourage le roi de France à aller prendre possession de son nouveau royaume par les armes ! Le roi s'y prépare en effet et lève à grands frais une nombreuse armée ; mais comme elle était en marche pour sa destination, un légat du Pape se présente et défend au roi de faire un pas de plus en avant. Que s'était-il donc produit dans l'esprit du Pontife ? Avait-il vu passer dans un songe les horreurs de la guerre et allait-il les alléguer encore dans cette détermination nouvelle ? Comment, en un mot, le bon droit, après s'être trouvé du côté de la France, avait-il repassé subitement le détroit ? En voici la raison. Jean Sans-Terre, prévoyant qu'il ne pourrait résister à Philippe, s'était de nouveau jeté dans les bras du Pape, mais cette fois avec son royaume. Il avait déclaré, par une charte authentique, que, *pour l'expiation de ses péchés*, il donnait en toute propriété au pape Innocent III et à ses successeurs les royaumes d'Angleterre et d'Irlande. Il reconnaissait ne plus posséder sa couronne que comme vassal et hommelige du Pape, et s'engageait, pour marque de sa sujé-

tion, à payer au Saint-Siège mille marcs sterling par année, outre le denier de Saint-Pierre (15 mai 1213). Tel est le motif pour lequel Innocent avait repris sous sa protection ce Jean Sans-Terre qui, après être monté sur le trône en évinçant injustement son frère et en assassinant son neveu, finissait par livrer son pays et son peuple pour la rémission de ses péchés. Le pouvoir spirituel du Pape avait donc atteint un résultat tout matériel. Innocent ne prétendait pas, avait-il dit dans la lettre que nous avons citée, à la juridiction du fief, qu'il reconnaissait appartenir au roi; il n'avait réclamé que la juridiction du péché. Mais le péché et la juridiction s'étaient si bien entendus dans cette circonstance qu'ils avaient fait tomber l'Angleterre et l'Irlande entre les mains du Pape. Après cet événement, les seigneurs anglais refusèrent de reconnaître l'acte qu'avait passé Jean Sans-Terre; ils lui firent signer la grande charte qui est encore aujourd'hui la base du droit britannique, et finirent par appeler au trône un fils de Philippe-Auguste. « De quel droit, s'écriait alors le Pape, les barons d'Angleterre se sont-ils permis de toucher *aux biens de l'Église*? L'Angleterre est devenue un bien sacerdotal selon l'Écriture, et par saint Pierre, un tel *crime* ne restera pas impuni!... » C'est à cette occasion qu'Innocent organisa contre la France une coalition à la tête de laquelle était l'empereur d'Allemagne, et que Philippe-Auguste anéantit à Bouvines, quoique le Pape eût béni les armes de ses alliés et anathématisé tous ensemble les Anglais et les Français (1214).

Nous avons voulu anticiper sur d'importants événements du règne d'Innocent III pour arriver plus tôt à une phase caractéristique de l'autorité que ce Pontife a

fait peser de si haut sur des souverains, et examiner avec impartialité, en présence des faits, la nature et les conséquences de cette autorité transcendante. La nature, selon Innocent, en est divine, car elle a été *étahlie par l'Homme-Dieu*. L'objet est divin aussi, puisqu'il s'agit de la gloire de la religion et du salut des âmes. Quant au moyen, il doit l'être également, car tout est saint qui découle d'un principe saint. Cependant le Pape dissimule d'abord ce moyen; il ne prétend en premier lieu qu'à un pouvoir abstrait, métaphysique, au pouvoir spirituel, en un mot. Il déclare publiquement qu'au roi appartient la juridiction de la terre. Il n'en veut qu'au péché, à cet odieux péché, qui est toujours la plaie béante de l'humanité. Mais voilà que des conséquences temporelles se produisent. Le péché, intimidé par les menaces du Pape, s'incline devant lui et met en ses mains des royaumes. Le Pape les accepte avec empressement; il bénit abondamment le pécheur qu'il venait de maudire, il maudit solennellement l'innocent qu'il avait béni; il est satisfait et ne dissimule plus sa prétention au règne des biens de la terre. Ces biens sont sa possession légitime et vont maintenant lui servir au plus grand des résultats possibles : la gloire de la religion et le salut des âmes ! En vérité, voilà un singulier dénouement, et, nous le disons avec un amer sentiment de la conscience, il y a dans ce système une erreur fondamentale et comme l'œuvre du plus mauvais instinct de l'homme, mêlé à la droiture des intentions. Il trompe les plus nobles tendances; il s'empare du génie d'un Grégoire VII et d'un Innocent III pour arriver à des résultats purement négatifs ou subversifs, sous le voile de la religion. C'est que tout est faux dans sa concep-

tion; c'est que le droit que s'attribue ici le Pontife n'est qu'une invention de l'esprit politique introduit dès les premiers temps dans l'Eglise.

Innocent dit que cette autorité spirituelle, qui aboutit constamment à la transformation temporelle, a été concédée par Jésus-Christ. Cela n'est pas! Jésus-Christ fonda l'institution du sacerdoce sur l'abstention absolue de tout pouvoir d'Empire, et sur un renoncement formel aux vaines choses du monde. Il savait bien que la religion n'emprunte point un éclat véritable à la puissance, et que la richesse est le principal écueil de la morale et de la vertu. Il savait bien, lui qui allait donner sa vie pour la rédemption, que le salut de l'homme ne s'accomplit pas par la force des institutions et de l'autorité, mais par l'homme lui-même dans sa lutte constante et libre contre le mal, aidé parfois de l'appui charitable du prochain. Jamais Jésus-Christ fit-il rien de semblable à ce qu'ont fait les Papes? Le vit-on attaquer systématiquement tous les pouvoirs d'origine sociale, toutes les autorités constituées, nier ou détruire tout droit humain? Il ne passait pas son temps à renverser des princes pour se mettre à leur place ou la donner aux siens; il ne déliait pas les sujets et les contractants de leurs devoirs, les fils du respect naturel dû aux pères, les obligés de la reconnaissance, ou les amis des sentiments de l'affection mutuelle et des engagements de l'honneur. Jésus-Christ, au contraire, voyait passer le monde et le jugeait sans y toucher. Des royaumes lui sont offerts, il les repousse; on veut le proclamer roi, il s'enfuit au désert, et marque ses actions, comme sa morale, de la sainteté du désintéressement. Enfin, on ne vit pas Jésus-Christ se faire l'âme

de toutes les intrigues, ourdir des querelles dans le monde entier et pousser sans cesse les hommes dans l'arène sanglante des batailles; il ne combattit que contre lui-même et n'arrosa que de son propre sang la terre. La puissance des Pontifes n'était donc pas une concession évangélique, elle était une imitation de l'autorité de Dieu, telle que le Vatican se la figurait, une interposition, bien intentionnée, nous le voulons, mais essentiellement perturbatrice de la révélation sociale et de l'ordre naturel.

Nous avons pris soin de signaler l'entrée, à une certaine époque, dans l'Église des doctrines ascétiques de l'Égypte et de l'Inde, en compagnie de l'ambition politique. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans l'accouplement monstrueux de ces deux éléments du fanatisme et de la violence, l'origine de la théocratie pontificale. L'autorité, disent les lois de Manou, repose sur le châtiement du péché; elle doit frapper sans cesse pour arrêter le péché!... Il faut, dit Moïse, que la race de Chanaan soit exterminée, afin quelle ne commette plus le péché! A quoi tendait, en effet, la Papauté en révolutionnant continuellement le monde et en se l'appropriant? N'en parlons que dans l'acception la plus favorable; elle tendait à la suppression de toute espèce de droit humain, en vue de soustraire l'homme à lui-même, à ses penchants naturels, qu'elle avait jugés radicalement opposés à son salut éternel! C'était donc de sa part une guerre sainte et à mort, jusque dans l'âme de l'homme, à tout germe de direction personnelle et d'autorité sociale, en vue d'y faire régner sans partage les lois préconçues de la théologie catholique, lois qui ont leur point de départ dans le dogme de la malédiction pro-

mière de la race humaine et aboutissent à l'expiation. La Papauté, avec ces lois dogmatiques, ou, pour mieux dire, dogmatisées et déclarées infaillibles, prenait sous sa responsabilité la destinée des âmes, et, au moyen de l'instrument politique, allait de gré ou de force faire franchir aux hommes les inévitables écueils du monde; les *lier*, les *délier*, et les conduire enfin, petits et grands, rois et sujets, au salut éternel, unique objet de leur existence ici-bas.... Rêve audacieux comme une page de Milton, système aveugle qui supprimait les rapports directs de l'homme avec Dieu, annulait son libre arbitre et sa responsabilité, déjouait le but de la rédemption, anéantissait tout progrès, tout soulagement de la misère humaine sous un air de haute charité, et dans lequel il n'est pas difficile de reconnaître les effets du déplorable mélange, qui eut lieu au *iii^e* siècle, comme nous venons de le dire, des plus bizarres doctrines avec la simple morale de Jésus-Christ!

Les Papes du moyen âge crurent-ils à la terrible chimère de leur puissance? S'ils n'y avaient pas cru, comment expliquer l'immuabilité de ce système qu'ils suivaient exactement, les uns après les autres, comme par l'unique sentiment de leur position? Comment surtout supposer qu'en dehors de l'idée d'un but bon en soi à atteindre des Pontifes aussi pieux que distingués, comme on en vit plusieurs, auraient osé assumer sans remords le rôle de Dieu, et s'avancer vers leur but par toutes sortes de moyens? Fleury et Hurter me disent qu'Innocent III était honnête homme; je n'ai garde de les contredire; mais je déplore que l'on ait pu établir et, plus encore, que l'on s'obstine à maintenir, de nos jours, des lois religieuses en opposition, tout à la fois, à

la morale évangélique et à la raison philosophique, et qui tiennent les esprits en proie aux plus cruelles contradictions dans l'accomplissement des devoirs. Innocent III était avant tout un homme de foi, et il en donna les plus étonnants témoignages du haut du trône pontifical.

Innocent III, dès les premiers temps de son règne, avait accepté de l'empereur Henri VI mourant la tutelle de son fils Frédéric, en bas âge. Il en profita pour faire déclarer fief du Saint-Siège le royaume de Naples, qui dépendait de la succession d'Henri, et ne craignit pas, pour consommer cet abus de confiance, de produire une de ces donations supposées dont le Vatican avait l'habitude de se faire des titres. L'enfant, déjà muni du titre présomptif de roi des Romains, avait des droits en première ligne à l'Empire, devenu vacant par la mort de son père, et son oncle, Philippe de Souabe, offrait de l'occuper durant sa minorité. Innocent se plut à faire disputer cette succession par Othon de Brunswick, afin de diviser les voix des princes de l'Empire et de pouvoir intervenir avec plus d'autorité dans le débat. Les deux rivaux, en effet, ne manquèrent pas de s'en rapporter au Pape, et celui-ci, après avoir fait attendre longtemps son suffrage, comme pour en accroître le prix, finit par le donner au rival de Philippe, parce qu'il était du parti guelfe, tandis que la « maison de Souabe était accoutumée à persécuter l'Église.... » Cette dernière expression se rencontrait dans l'exposé des motifs invoqués par Innocent, bien que l'Église n'eût été persécutée, en ces temps-là, par personne, et que les empereurs n'eussent fait que maintenir contre le Saint-Siège leurs droits les plus positifs, et exclusivement sur

le domaine de la politique et des intérêts matériels. Les Pontifes d'alors ne supportaient pas l'idée que les empereurs eussent un droit de souveraineté légitime et respectable. Ils s'étonnaient de les rencontrer constamment debout, les uns après les autres, pour résister à la suprématie pontificale. Ils étaient si profondément convaincus d'exercer une autorité divine, que toute résistance à cette autorité leur semblait un crime, une hérésie, une persécution. L'empereur, selon les Pontifes, devait être le premier des serviteurs du Pape, son porteglaive, constamment attentif à en frapper là où il dirait pour la gloire du Saint-Siège : gloire exigeante s'il en fut jamais.

Les Pontifes avaient-ils tort? Les Pontifes n'avaient pas littéralement tort; car, à force d'affirmer la donation de Constantin qui mettait entre leurs mains la couronne impériale avec les royaumes d'Occident, et les clefs données à saint Pierre, premier évêque de Rome, avec la toute-puissance sur la terre et dans le ciel, le Vatican avait fini par croire à de telles fictions, ou du moins qu'elles correspondaient à une utilité réelle et étaient, dès lors, la vraie loi sociale révélée à la Papauté. Mais il y avait des raisons plus sérieuses et plus positives pour les Pontifes d'affirmer hautement la suprématie de leur autorité sur les empereurs : c'est qu'une telle suprématie n'était guère contestée en ces temps-là. Si des résistances se produisaient, elles n'atteignaient point encore les hauteurs du droit public. Le droit public, uniquement fondé sur la foi religieuse, triomphait dans toute la chrétienté, et la Papauté en était naturellement investie. Ce n'est pas à dire que les principaux Papes attachassent de l'importance à possé-

der matériellement la puissance temporelle, si ce n'est en Italie : non sans doute ; ils l'auraient jugée au-dessous d'eux. Mais, en bons logiciens qu'ils étaient et infiniment plus éclairés en pareille matière que les laïques et les princes eux-mêmes, les Pontifes comprenaient que la souveraineté religieuse, c'est-à-dire la juridiction des âmes, emportait toutes les autres, et, au demeurant, était l'unique souveraineté. L'histoire de ces temps-là est remplie des prétentions réciproques des Papes et des princes ; mais il nous paraît incontestable que depuis le pacte tacite et mystérieux conclu entre Léon III et Charlemagne, celles des princes ne furent guère que des résistances basées sur le sentiment de la conservation et manifestées par la force. Elles se trouvaient, en effet, totalement dépourvues de l'expression théorique ou scientifique propre à leur donner une sanction morale, tandis que le Vatican expliquait on ne peut plus abondamment l'origine et le développement logique qu'il donnait aux siennes. Les princes évidemment étaient d'une ignorance extrême. On ne savait quelque chose que dans les couvents, qui ne se dévouaient guère à l'étude du droit rationnel des États.

On se rappelle ces lettres que Grégoire VII écrivit au commencement de son règne aux princes chrétiens, et qui commençaient toutes par ces mots : *Vous devez savoir.... Ignorez-vous? etc....* C'était les attaquer par leur côté faible ; et lorsque le Pontife ajoutait : *Votre royaume appartient au Saint-Siège*, ils ne savaient que répondre, et la peur les prenait. Rien n'affaiblit l'homme comme le sentiment de son ignorance ; il est toujours prêt, par une disposition naturelle, à s'incliner devant la supériorité intellectuelle : précieuse prérogative, qui fait la part

respective de l'esprit et de la matière, et qui, avec le besoin inné du sentiment religieux, suffit à expliquer tout le secret de la puissance de l'Église au moyen âge. Mais Grégoire VII est bien autrement imposant lorsque, procédant à la déposition de l'empereur Henri IV, il s'exprime ainsi : *De la part du Dieu tout-puissant et de ma propre autorité, je défends à Henri, fils de Henri, de gouverner le royaume teutonique!...* Et plus tard, quand il renouvelle la déposition : *Je lui ôte la couronne, dit-il, et je la donne à Rodolphe de Souabe!...* Des hauteurs où se plaçait le Pape, un tel laconisme jetait la terreur dans les esprits. Henri IV, esprit fort pour son temps, s'irritait, marchait sur Rome en armes; mais la puissance pontificale, écrasée en apparence et pour un moment, se relevait, après l'écoulement du torrent, plus imposante que jamais. La dernière malédiction lancée par Grégoire fut sans appel; la force était vaincue par l'autorité morale, le temporel par le spirituel.

Sous Innocent III, l'opinion générale était dans les mêmes dispositions, relativement à la souveraineté universelle du Pape, que sous Grégoire VII. Cependant, outre les graves symptômes de réaction intellectuelle que nous avons signalés sur divers points, on avait vu les princes et les évêques allemands du parti de la maison de Souabe déclarer, à l'occasion de la préférence donnée à Othon IV sur Philippe, que : « le Pape devait se mêler exclusivement des affaires ecclésiastiques; qu'un homme ne pouvait être à la fois évêque et roi... » Mais cette protestation d'un parti vaincu allait se perdre sans écho, avec celles des parlements de France, dans le gouffre obscur des croyances, pour ne pas dire de la superstition du temps. Les Pontifes, depuis Léon III

particulièrement, n'avaient laissé passer aucune occasion d'éluder l'autorité impériale reconnue dans le pacte de Charlemagne. A chaque élection, les Pontifes avaient plus ou moins subi cette dépendance, qui se balançait avec le serment de protection que les empereurs leur prêtaient en recevant la couronne impériale, et Grégoire VII lui-même n'osa point s'en affranchir. Mais depuis son Pontificat, il ne fut plus guère question, pour le Vatican, de subir une autorité qu'il considérait comme subordonnée à la sienne, et le dernier effort de l'Empire pour maintenir son droit avait été l'explication du mot *beneficium* que Frédéric I^{er} exigea et obtint du Pape Adrien IV. Il y avait chez les Papes trop de perspicacité pour s'arrêter à croire que des princes, qui venaient recevoir à leurs genoux la couronne et le sacre, pussent prétendre à conserver sur eux la moindre autorité. Et puis les empereurs étaient chefs d'un royaume, les Pontifes étaient chefs de la chrétienté, et il n'était pas possible, en bonne logique, que ceux-ci admissent l'égalité et, à plus forte raison, la supériorité d'un pouvoir moins général que le leur et qui n'avait d'autre mode de manifestation que la force.

Cette pensée était dominante, paraît-il, dans les esprits, et si grand que fût un empereur ou un roi, le Pape était au-dessus de lui. Les empereurs eux-mêmes partageaient ce sentiment, avant leur sacre tout au moins ; car, à l'exception de Charlemagne, tous prêtèrent au Pape le serment de fidélité en recevant la couronne, et ce serment était conçu en des termes qui rendaient illégitime toute résistance de leur part, car ils s'engageaient à servir le Pape selon ses besoins et ceux de l'Eglise. Bien plus, il passait pour authentique que les

princes électeurs d'Allemagne tenaient du Pape le droit d'élire l'empereur, et c'est bien encore à l'habileté de Grégoire VII qu'il faut attribuer l'invention de cette singulière prérogative. Il l'avait créée en même temps qu'il faisait déclarer électif l'Empire. Enfin, les juristes français, comme par une sanglante ironie, déclaraient laconiquement, à l'occasion des démêlés de Philippe-le-Bel avec Boniface VIII, que, « puisque le Pape recevait *foi et hommage* de l'empereur, celui-ci était *seigneur* du Saint-Siège, et que le Pape, faisant l'empereur, avait le pouvoir de le défaire ; *mais qu'il n'en était pas de même du roi de France !...* » N'était il pas juste et naturel, du reste, que les Pontifes retirassent un avantage de la couronne impériale, puisqu'ils en disposaient sans conteste, et que les princes, qui briguaient l'honneur de la recevoir de leurs mains, acceptassent en même temps les conditions que la Papauté mettait à cette faveur. Si la Papauté n'avait eu aucun intérêt à faire des empereurs, elle n'en aurait pas fait. Mais elle avait deviné le magique ascendant qu'elle pouvait exercer sur l'esprit inculte de ces princes, que de Maistre appelle sans façon les *sauvageons du Nord*, avec ce joyau qui semblait leur prêter la splendeur, à jamais éteinte, du front des Césars. Elle avait voulu que l'empereur fût le premier des rois, mais un homme ; tandis que le Pape serait au-dessus de l'humanité : *Ille homo, iste Deus !...*

Nous avons dit, à l'occasion du sacre de Charlemagne, que les réserves mentales qu'avait pu faire ce prince ne changeaient rien aux conséquences logiques du pacte, dont la couronne impériale était le gage. Charlemagne, fort de son caractère et de son illustration, en face d'une

Papauté faible encore, crut que ses engagements ne dépasseraient pas l'obligation de protéger le Siège pontifical et l'Etat romain, dont le Pape était alors le chef. Il n'avait pas jugé toute la portée métaphysique du droit idéal avec lequel il s'associait. Ce droit, au lendemain de la confusion résultant de la chute du grand Empire, semblait correspondre, dans sa synthèse religieuse, à l'idée du salut général, et le clergé était en position de l'accréditer dans les esprits. Un tel droit ne pouvait donc être égalé ou surpassé que par un droit correspondant à des intérêts plus étendus et mieux démontrés, dont les empereurs posthumes du moyen Âge étaient loin d'avoir le secret. Charlemaçne, en acceptant des mains du Pape la couronne impériale et le sacre, pensait sans doute qu'ils lui donnaient aux yeux des peuples un prestige, même après les victoires qui l'avaient déjà fait grand. Mais comment ne comprenait-il pas que celui qui donne le prestige est plus grand que celui qui le reçoit ? Le sentiment public ne se méprit point sur l'équivoque caché dans son pacte avec Léon III ; aussi, le droit divin, depuis ce Pontife jusqu'à Innocent III, ne fit il que grandir dans l'esprit des peuples, par sa lutte contre un droit impérial qui ne savait guère lui opposer ou mettre en commun avec lui d'autre argument que la force.

La Papauté, sous Innocent III, se voyait donc parvenue, nous le répétons, au plus haut degré de puissance qui jamais ait existé. Qu'en va faire l'illustre Pontife ? Son but, il nous l'a dit, est de discipliner le péché. La souveraineté des empires n'est pour lui que l'instrument, coercitif au besoin, du salut des âmes. Combattre le péché partout où il se rencontrera, élaguer sans cesse de

l'arbre humain ce fruit défendu, avec le double glaive de l'Église et de l'État, tel est le rôle auquel se dévoue en sa personne la Papauté. Mais le péché, qu'était-ce ? C'étaient parfois les mauvaises mœurs, mais plus particulièrement la déviation aux croyances, qui constituaient la foi catholique ; c'était toute velléité, de la part de l'homme, de recueillir dans sa conscience ou dans son intelligence une seule pensée qui ne fût pas en parfaite harmonie avec le dogme de l'autorité ou les canons disciplinaires de l'Église. Le plus grand de tous était la science du bien et du mal. N'avait-il pas perdu le premier homme ? N'était-il pas l'adversaire direct de la souveraineté pontificale uniquement basée sur le vague sentiment d'un droit fictif ? La Papauté comprenait ces divers péchés sous la dénomination d'*hérésie* ; et c'est à combattre l'hérésie, c'est-à-dire les forces vitales de l'esprit humain, que les efforts de cet immense pouvoir allaient être dirigés : lutte bien autrement gigantesque que toutes celles que la Papauté avait livrées aux princes, pour élever au-dessus d'eux son autorité, mais dans laquelle elle devait nécessairement succomber un jour.

Innocent, du haut de sa souveraineté universelle, voyait s'élever sur plusieurs points de la chrétienté des symptômes on ne peut plus graves d'opposition philosophique et religieuse. A Rome et dans les petits États d'Italie, il semblait que la fumée du bûcher d'Arnaud eût infecté l'air des doctrines du réformateur. A Paris, l'Université comptait des libres penseurs. A Lyon, les disciples de Pierre de Vaux étaient en grand nombre ; mais les Albigeois faisaient la principale préoccupation du Pontife. C'était une secte qui comptait par milliers ses adeptes dans le Languedoc et dans la Provence, contrées

qui fournirent de tout temps aux lettres et à la politique des esprits distingués. Le comte de Toulouse, le comte de Foix, les seigneurs les plus puissants du pays, s'étaient hautement déclarés pour les Albigeois et avaient rendu vaine l'excommunication lancée précédemment contre eux par le Pape Alexandre III. Innocent a résolu d'extirper jusque dans ses germes cette hérésie. Il envoie des légats et une foule de moines, chargés d'examiner l'état des esprits. Rien n'y faisant, il excommunie les Albigeois en plein concile. Le légat chargé de porter l'excommunication, Pierre de Castelnau, est mal reçu ; on l'assassine. Innocent, furieux, fait prêcher contre les Albigeois la guerre sainte, accordant les mêmes indulgences à cette guerre qu'à celle des croisades en Palestine. « Tous ceux qui y prendront part seront assurés du ciel, de par le pouvoir qu'a le Pontife de l'ouvrir et de le fermer !... » On retrouve dans les chroniques du temps l'impression d'épouvante que produisit cet appel sauvage. Des bandes immenses, formées de tout ce qu'il y avait d'aventuriers, de malfaiteurs et de vagabonds dans les pays environnants, s'ébranlèrent à la voix des moines et des évêques, et se dirigèrent vers le Languedoc et la Provence, dévorant tout sur leur passage ; un certain comte de Montfort les conduisait. A Béziers, il y eut soixante mille personnes de tout âge et de tout sexe massacrées. Carcassonne, Toulouse, Albi, Montauban, Avignon furent successivement envahies par cette armée de fanatiques, et l'on estima à deux cent mille le nombre des victimes que cette affreuse exécution fit dans l'espace d'une année (1209). Pour donner une idée de l'exaltation qui animait ces forcenés, il suffit de citer la fameuse parole d'Arnold, abbé de Cîteaux, l'un

de leurs principaux chefs. On demandait, dans un conseil de guerre, comment on saurait faire pour distinguer les catholiques des hérétiques, en vue de les épargner? « Frappez! frappez! répondit Arnold, le Seigneur reconnaitra bien ceux qui sont à lui!... »

Cette affreuse tempête ne laissa sur la terre où elle avait passé que des cendres et des ruines; mais il fallait que sur ces cendres et ces ruines jamais le phénix de la liberté intellectuelle ne pût désormais renaître. Innocent III avait juré par saint Pierre d'exterminer l'hérésie jusque dans les racines de la conscience et, au besoin, de la vie humaine. A cet effet, il imagine deux puissants moyens, la confession auriculaire et l'inquisition. Il les décrète en concile, dans le palais de Latran (1215). La confession est déclarée obligatoire annuellement pour tous les fidèles, et, de plus, érigée en sacrement. Le Pape compte savoir, par la vertu de ce sacrement, ce qui se passe dans les âmes, et, la lumière étant faite, l'inquisition se présentera devant les coupables. Le célèbre moine espagnol, Dominique de Gusman, la dirige avec le titre de grand inquisiteur. Elle a ses règlements : « On emploiera d'abord contre l'hérésie les peines spirituelles. Si elles ne portent pas de bons fruits, les coupables seront jetés dans des cachots, appliqués à la torture, puis livrés aux flammes expiatoires!... » Tout le monde connaît l'histoire horrible de cette institution appelée *sainte*, et des cruels ravages qu'elle produisit dans plusieurs contrées de l'Europe, notamment en Espagne, où elle se maintint jusqu'à l'entrée de l'armée française, en 1809.

¹ *Cesarins*, lib. V, c. 21.

De si grands efforts couronnaient tous ceux qu'Innocent III avait faits pour la gloire du Saint-Siège. Le Pontife, durant un règne de dix-huit années, avait vu sa puissance dominer celle de tous les souverains. Philippe-Auguste, le plus grand des monarques de l'Europe, avait dû céder devant un interdit jeté par le Pape sur son royaume, et faire une expédition en Palestine sur son invitation. L'empereur Othon IV avait reçu l'ordre de combattre à Bouvines, et conduit cent vingt mille hommes aux croisades. De si grands services n'avaient pas empêché Innocent de le déposer pour faire mettre à sa place Frédéric II. Philippe de Souabe, pliant également sous l'anathème, s'était vu forcé de céder l'héritage de la princesse Mathilde pour s'en délivrer.

C'est qu'en ces temps d'aveugle superstition l'excommunication et l'interdit étaient, dans les mains du Pape, une arme terrible. Sur un ordre venu de Rome, toutes les églises du royaume se fermaient devant les fidèles consternés. Les cérémonies du culte cessaient, les morts gisaient privés de sépulture; plus de mariages, plus de baptêmes, plus de fêtes. Ordre aux sujets de fuir leur souverain, de lui refuser leurs services. En même temps que les foudres du Vatican étaient lancées directement contre un souverain, toutes les puissances séculières secondaires étaient menacées. Le décret rendu dans le quatrième concile de Latran, par Innocent III (1215), portait : « Toutes les puissances séculières devront s'engager, par un serment public, à chasser de leurs terres les hérétiques notés par l'Eglise.... Si un seigneur temporel, averti et requis par l'Eglise, néglige de purger sa terre de la contagion de l'hérésie, il sera d'abord excommunié par le métropolitain et ses provinciaux,

et, s'il ne satisfait pas dans l'année, on en avertira le Pape, afin qu'il déclare les vassaux de ce seigneur déliés de leur serment de fidélité, et qu'il abandonne sa terre à des catholiques, pour la posséder paisiblement, après en avoir chassé les hérétiques, et pour y maintenir la *pureté de la foi*.... Les protecteurs ou fauteurs d'hérésie seront de plein droit considérés comme *infâmes*, inhabiles aux offices ou conseils publics, impropres à tester et à recevoir une succession. Personne ne sera tenu de leur répondre en justice, sur quelle affaire que ce soit, bien qu'ils soient obligés de répondre aux autres. Si c'est un juge, ses sentences n'auront aucune force; s'il est avocat, il ne sera point admis à plaider; s'il est notaire, les actes par lui dressés seront sans valeur.... »

Tel était le système au moyen duquel l'Église obtenait l'*assentiment universel*; il était soutenu par un clergé nombreux et puissant. Les moines, devenus des hommes politiques en devenant de riches seigneurs, parcouraient les villes et les campagnes, proférant les menaces du ciel et des présages funestes. Un jour, il s'en présente six mille à la porte du Vatican, demandant à agir; ils étaient conduits par François d'Assise. — Le prince était livré, en outre, à la merci de ravisseurs excités à le dépouiller, et se trouvait souvent réduit à ne pouvoir sortir d'un tel enfer qu'en faisant ses soumissions, qui n'apaisaient pas constamment les colères du Saint-Siège.

Innocent III n'abusa-t-il point d'un pouvoir si exorbitant? Sa conscience ne lui reprocha rien. Des historiens qui se sont inspirés d'admiration pour cette existence phénoménale disent que le Pontife, en mourant, tournait un regard satisfait sur son règne, et présageait à la puissance pontificale un éternel avenir.

CHAPITRE XII.

GRÉGOIRE IX ET INNOCENT IV.

Les Papes fréquemment expulsés de Rome. — Cause de l'antipathie des Romains contre les Pontifes. — Formes paternelles de l'autorité des Pontifes. — Intérêts placés derrière le système pontifical. — Frédéric II à l'Empire. — Embarras et responsabilité qu'il y rencontre. — Grégoire IX l'excommunie et prononce sa déposition. — Frédéric entre à Jérusalem et s'y couronne lui-même roi. — Il impose la paix au Pape. — Intrigues du Pape contre l'empereur, et manifestes de celui-ci aux rois de l'Europe. — Le droit public se personnifie dans Frédéric, appelant les autres souverains à la solidarité. — Avènement d'Innocent IV. — Ce Pape convoque un concile à Lyon, et prononce la déposition de l'empereur. — Compétence du concile reconnue. — La Papauté feint de vouloir l'indépendance de l'Italie. — Poursuites furieuses d'Innocent IV contre Frédéric. — Importance du concile de Lyon. — Théorie du droit de juridiction internationale, à l'occasion de ce concile. — Les souverains justiciables du concile depuis les successeurs de Charlemagne. — Regrets donnés par quelques auteurs à la chute de l'autorité pontificale. — Incapacité radicale de la Papauté comme juridiction des États. — Nécessité d'une juridiction internationale. — Le progrès du droit public tend à réaliser une semblable institution. — L'antiquité et les nations modernes justifiées d'une accusation de Joseph de Maistre.

Une observation, qui ne doit pas trop étonner, a pour objet le peu d'affection et d'égards dont jouissaient à Rome les Pontifes, en même temps que leur autorité se montrait si grande dans toute la chrétienté d'Occident. Innocent III n'avait pu rentrer dans la ville et s'y main-

tenir qu'à la faveur de la force étrangère, et en prenant pour habitation le fort Saint-Ange. Ses successeurs n'y reçurent pas un meilleur accueil. Dans l'espace des quatre-vingt-dix-huit ans qui suivirent la mort d'Innocent, c'est-à-dire jusqu'au pontificat de Benoît XI, treize Papes sur dix-neuf élus ajoutèrent leur nom à la liste de ceux qui s'étaient déjà vus obligés de fixer dehors leur résidence, à partir de Grégoire VII.

Faut-il attribuer une telle instabilité du Saint-Siège à ce que les Romains étaient des *serpents* et des *scorpions*, comme il a été dit? Ce serait condamner la Papauté au lieu de la défendre; car on serait en droit de lui demander comment, avec la prétention de moraliser l'univers entier, elle n'avait pu discipliner le peuple le plus rapproché d'elle, et le mieux placé pour entendre ses leçons et mettre à profit ses exemples. Il est plus naturel et plus juste, croyons-nous, de penser que le peuple romain, recueillant de temps à autre, dans les ruines d'un passé illustre, des souvenirs d'indépendance et de grandeur, ne pouvait se résoudre à supporter une domination dont il voyait clairement l'inanité politique et l'incapacité administrative.

Car il convient de le reconnaître, l'autorité des Pontifes n'était pas plus rigoureuse qu'une autre de la même époque; elle avait, au contraire, des formes paternelles qu'on eût vainement cherchées ailleurs et qu'elle retenait de la primitive Église, avec son caractère pénitenciaire. Elle menaçait toujours avant de frapper, et donnait souvent un délai assez long à ceux qu'elle jugeait coupables pour s'amender et rentrer en grâce avec elle. Il n'est guère d'exemples d'excommunication qui n'aient été précédés d'avertissements et même de supplications

propres à prévenir les rigueurs d'un acte semblable ; les décrets des conciles étaient formels à cet égard. Mais le système pénitentiaire de l'Eglise primitive s'adressait uniquement à des adeptes, en vue d'une action disciplinaire propre à faire leur éducation religieuse. L'Eglise n'avait pas d'autre prétention que d'ébaucher, par une juridiction toute paternelle, l'éducation chrétienne de l'individu ; tandis que la Papauté entendait appliquer le même système au gouvernement des nations, et le substituer à tout droit politique et civil. Là résidait la différence entre l'Eglise des premiers temps et la Papauté. D'ailleurs, on le sait, le système pénitentiaire, poussé trop loin et égaré, dès le III^e siècle, dans les voies de l'ascétisme et du quietisme, avait porté une profonde atteinte aux institutions de l'Empire, démoralisé son armée, son administration, et, en énervant sa puissance organique, amené sa chute. Fallait-il le faire revivre dans le gouvernement des sociétés modernes ? Vouloir appliquer au gouvernement des peuples la juridiction purement sentimentale de la famille ou de l'association religieuse, n'est-ce pas comme si l'on voulait conduire l'homme adulte par les mêmes moyens que l'enfant, et pourrait-on y parvenir sans énerver sa virilité morale ? Un tel système, nous l'avons dit déjà, se posait en face du principe le plus vital du génie humain, et le plus inséparable de sa nature progressive, la liberté.

Cependant la Papauté, par cela même qu'elle avait présenté son système comme divin et absolu, ne pouvait rien y changer. Il fallait qu'elle luttât contre toutes les forces expansives de l'humanité pour en arrêter le développement et le limiter aux proportions de cette

juridiction élémentaire. Une telle lutte était pour son pouvoir, à Rome comme ailleurs, une question d'existence et un souci d'autant plus actif que la question religieuse couvrait des intérêts immenses et d'une grande vitalité. Qu'on se rappelle avec quelle énergie les cardinaux et les prélats protestèrent lorsque le Pape Pascal II voulut les faire renoncer à leurs positions ducales et princières par la convention de Sutri!... Aussi la Papauté combattait-elle sans relâche, et si elle affectait les airs paternels tant qu'elle n'était point contrariée, elle n'en était pas moins capable de se porter au dernier paroxysme de l'irritation, comme nous l'avons vu, dès que son pouvoir et ses intérêts lui paraissaient menacés. Les Romains, avec leur sagacité native et le sens positif commun à la race italienne, voyaient de près les mobiles de l'autorité pontificale, et tel est, croyons-nous, le motif pour lequel ils répugnaient constamment, comme l'Italie entière, au gouvernement sacerdotal, tandis que les peuples éloignés de la résidence pontificale s'inclinaient devant lui, croyant y voir en réalité un pouvoir divin; tant il est vrai que la distance grandit les objets que la superstition présente aux esprits.

Mais ce n'est pas dans les débats stériles et incessants de la Papauté avec les Romains que réside le grand intérêt de l'histoire. Son duel avec les puissances politiques est loin d'être terminé; nous touchons, au contraire, à une période où il augmente à la fois d'énergie et de solennité. Frédéric II avait été élevé dès l'enfance au palais du Vatican, où l'avait pris Innocent III, et ce Pontife, en excommuniant Othon IV, avait désigné son jeune pupille pour lui succéder au trône impérial. Le

Pape Honorius III le sacra, en effet, après la mort d'Othon, bien convaincu que l'éducation sacerdotale avait produit dans ce rejeton de la maison de Souabe d'inaltérables dispositions à servir docilement le Saint-Siège. Frédéric, du reste, n'avait pas épargné les serments ordinaires de fidélité au Saint-Siège, et les avait prêtés avec sincérité sans doute. Mais si la Papauté avait sous son principe d'autorité des intérêts positifs toujours attentifs à lui prêter la vie et l'activité, l'Empire en avait de même nature qui ne pouvaient pas céder et qui étaient, au fond, mieux à leur place et plus légitimes. A peine Frédéric fut-il investi de la couronne qu'il sentit la responsabilité de tant d'intérêts le dominer, comme ils avaient dominé ses prédécesseurs. Il avait promis au Pape, à son sacre, d'aller combattre en Palestine; cependant l'état de ses affaires s'y opposait absolument. Il avait trouvé une armée désorganisée, un peuple divisé par les dissensions qu'avait excitées l'excommunication de son prédécesseur, et les finances épuisées. Comment s'éloigner de son royaume quand sa présence y était si nécessaire? A chaque prière ou menace du Pape, en vue de hâter son départ, Frédéric répondait donc invariablement par des promesses dont l'exécution était toujours différée.

Ces temporisations durèrent jusqu'à la mort d'Honorius. Mais l'avènement de Grégoire IX, en qui revivait le caractère impérieux, mais non point l'habileté d'Innocent III, son oncle, força Frédéric à prendre une détermination. Le Pape lui avait écrit une lettre moitié douceuse, moitié menaçante : il se mit finalement en route. Arrivé à Otrante pour s'embarquer, une épidémie lui enleva une partie de son armée, il tomba malade

lui-même; et comme pour ces graves motifs il différait encore son départ, le Pape l'excommunia et prononça contre lui une sentence de déposition (1239).

A dater de cet événement la lutte entre la Papauté et l'Empire ouvre une phase nouvelle et prend un caractère plus intelligent et plus élevé. Jusque-là les empereurs allemands n'avaient eu qu'un vague instinct de leur rôle et de leur résistance. Leur droit souverain resté dépourvu de toute expression ou sanction théorique, s'était vu éclipsé par l'éclat imposant du droit divin pontifical, habilement exposé. Mais de même qu'on avait déjà vu s'élever sur divers points de la chrétienté des personnifications de la philosophie et de la morale évangélique, en opposition à la puissance du Saint-Siège, de même on va voir s'élever dans l'empereur Frédéric II la personnification du droit public des États; personnification nette, héroïque, infatigable qui, le jour où elle succombera dans sa lutte contre la Papauté, lui aura fait des blessures auxquelles elle ne survivra pas trois siècles.

Frédéric, en apprenant l'excommunication lancée contre lui par le Pape, dans la situation critique où il se trouvait, en fut profondément irrité. C'est alors que mettant à profit les lumières qu'il avait puisées à l'école même des Pontifes, il envoya à tous les princes chrétiens le premier de ces curieux mémoires justificatifs qu'on le vit par la suite publier dans toutes les circonstances critiques de son règne. Frédéric, se dépouillant dans ces manifestes de toute vaine crainte, comme un homme fort de son droit, et dans un langage digne du rang suprême, dévoile hautement la politique du Vatican. Il dépeint le Saint-Siège entouré d'ambitions ca-

pides et violentes, l'hypocrisie soufflant la haine sous le masque de la religion, et accuse hautement le Pontificat de ne respirer que la domination universelle : « Après m'avoir abattu, dit-il, il vous attaquera vous-mêmes. Le Pape ne combat l'empereur que pour asservir successivement tous les rois... J'ai promis, à mon sacre, d'aller combattre les infidèles, ajoutait Frédéric; je me rendrai en Palestine dès que je le pourrai, mais uniquement pour l'accomplissement de ma promesse, je ne suis point intimidé par une excommunication!... » Frédéric partit, en effet, l'année suivante, après avoir pris des dispositions en Italie contre les hostilités du Pape. Comme il allait s'embarquer, une nouvelle excommunication lui fut signifiée avec la défense de partir avant d'avoir été relevé de l'anathème. Frédéric ne tint aucun compte d'une démonstration qui prouvait tout à la fois la violence et la malhabileté du Pontife. Mais il avait à Rome un parti et des amis qui, après son départ, chassèrent de Rome Grégoire et ses conseillers.

L'excommunication, cependant, planait sur les flots à la suite de l'empereur. Quand il fut arrivé en Palestine, avec une faible armée, il traita au lieu de combattre et, par des négociations habilement conduites, il obtint du sultan Méléidin la reddition de Jérusalem que d'autres n'avaient pu conquérir au prix de beaucoup de sang versé. Mais la haine pontificale entraînait avec lui dans la ville sainte. Le patriarche y jetait l'interdit, et lorsqu'il se présenta à l'église du Saint-Sépulcre revêtu des habits royaux, aucun évêque n'osa le sacrer roi de Jérusalem. Frédéric alors eut le bon sens de se mettre au-dessus de ces contrariétés capricieuses. S'avancant

vers l'autel sur lequel était placée la couronne, il la prit et la mit lui-même sur sa tête, aux acclamations de la noblesse, du peuple et de l'armée, après quoi il revint en Italie. A son retour il trouva ses fiefs et ses villes occupés par les soldats pontificaux, les en chassa et obligea Grégoire IX à signer un traité de paix.

Mais cette paix pouvait-elle être de longue durée? Frédéric, à la vérité, avait conquis à la chrétienté le Saint-Sépulcre et atteint le but ostensible des croisades. Mais il s'agissait bien de cela en réalité pour le Saint-Siège! Qu'importait au Pape une pareille conquête? Elle ne faisait que lui enlever le prétexte d'envoyer en Palestine et d'éloigner de leurs États les princes chrétiens, pour les affaiblir au profit de l'Église. Frédéric donc était loin, sous ce rapport, d'avoir bien mérité de la Papauté. N'avait-il pas, d'ailleurs, désobéi au Pape, en s'embarquant sans avoir été relevé de l'excommunication? N'avait-il pas commis le sacrilège de se couronner de ses propres mains roi de Jérusalem, sans tenir compte de l'interdit qui paralysait la main des évêques invités par lui à le sacrer? On disait même, non sans raison, qu'il se ménageait des intelligences avec les Sarrasins du royaume des Deux-Siciles. Enfin il n'avait pas immolé un seul infidèle en Terre-Sainte, mais traité, au contraire, avec un prince musulman! Frédéric était donc hérétique au premier chef, et, de plus, il avait humilié l'autorité pontificale par ses succès.

Bientôt un fils de Frédéric se révolte, en Allemagne, contre son père, et Grégoire, accusé de l'y avoir poussé, s'en justifie sur un ton et avec une affectation de langage qui ne font qu'aggraver les soupçons de l'opinion publique. Lorsque le fils est rentré dans le devoir, le

■ Pape feignant, à l'imitation d'Alexandre III, le patriotisme italien, soulève contre l'autorité impériale les villes lombardes, et ose lui écrire, en même temps, d'aller combattre les infidèles !... En cette circonstance, Frédéric traita cruellement la Lombardie qui aspirait fortement à l'indépendance. Mais n'était-ce pas la Papauté qui livrait périodiquement l'Italie au joug des princes allemands en leur octroyant la couronne impériale ?

Frédéric ayant, l'année suivante, donné à son fils Hensius la souveraineté de l'île de Sardaigne, le Pape, qui prétendait qu'elle appartenait au Saint-Siège en vertu de la donation de Charlemagne, l'excommunia de nouveau. A cette occasion l'Europe jouit d'un spectacle inattendu et dans lequel il n'était pas difficile d'apercevoir la naissance d'un droit tout nouveau, et le seul vraiment souverain, le droit public, pour l'appeler par son nom. Le Pape et l'empereur en appelaient chacun de leur côté à l'opinion : le premier sous la forme d'une circulaire aux évêques, le second par un manifeste aux rois, princes et seigneurs de la chrétienté.

Inutile de dire que ces pièces ne donnaient que peu de place à la question qui les avait fait naître. Le Pape, entièrement préoccupé de prendre son point d'appui sur la croyance religieuse, ne s'occupait que des péchés de son rival. Il l'accusait d'avoir blasphémé le nom de Jésus-Christ et celui de Moïse ; de ne pas croire à la vierge Marie. L'impiété de l'empereur, disait-il, était connue, et il en serait donné des témoignages *en temps et lieu*. Le Pape concluait en affirmant que Frédéric ne pouvait être que la bête de l'Apocalypse !

Frédéric tenait un langage sérieux. Prévenu, par suite

de son éducation, contre les subtilités du Vatican, et aidé des lumières de Pierre des Vignes, jurisconsulte d'un immense savoir pour son temps, il posa le débat dans son véritable jour. Après une protestation sommaire contre l'accusation d'impiété, il représentait la Papauté comme engagée systématiquement dans une voie de domination universelle et absolue qui l'en retenait à troubler sans cesse les États pour y introduire son autorité. Il reproduisait avec une grande habileté d'expression le tableau qu'il avait fait précédemment, de l'ambition pontificale, de ses envahissements successifs, et des dangers quelle faisait courir à tous les monarques. Finalement, l'empereur exposait la nécessité d'une étroite solidarité entre tous les royaumes et l'Empire pour leur commune défense.

Le manifeste de Frédéric, contrastant par le ton de franchise avec les détours scolastiques de celui de son adversaire, produisit généralement une impression favorable à sa cause. Il arrivait au roi saint Louis, au moment où Grégoire, en l'excitant à faire la guerre à l'empereur, osait lui faire l'offre de l'Empire pour son frère Robert d'Artois, comme s'il se fût chargé de justifier, par une offre semblable, le système d'usurpation dont Frédéric accusait la Papauté. Ce fut à cette occasion que l'honnête monarque écrivit à Grégoire IX cette lettre sévère dans laquelle il prenait la défense de l'empereur et que nous avons rapportée dans notre chapitre premier.

Grégoire, exaspéré du peu de succès de sa diplomatie et du mépris que Frédéric faisait de ses anathèmes, résolut de lui porter un coup décisif par la convocation d'un concile. Il se proposait d'y traduire l'empereur, et

de le faire condamner et déposer solennellement. Frédéric déclara qu'il ne se soumettrait point au jugement d'une assemblée qui serait généralement composée de ses ennemis, et dont au reste il ne reconnaissait point la compétence en matière politique. Il mit des obstacles à la réunion de ce concile et menaçait même Grégoire d'aller le chasser de Rome où il l'avait replacé après son retour de Palestine, lorsqu'il apprit la mort du Pontife arrivée dans sa centième année (1241).

Deux années s'écoulaient avant que les cardinaux aient pu s'entendre sur le choix d'un nouveau Pontife; mais ce choix tombe enfin sur un homme de qui l'on aurait peut être pu attendre la paix, tant désirée par Frédéric, si elle eût été possible entre des principes et des intérêts comme ceux que représentaient la Papauté et l'Empire, car l'homme qui arrivait au pontificat sous le nom d'Innocent IV s'était montré favorable à Frédéric dans toutes les contestations qu'il avait eues avec Grégoire IX. Mais cette paix était moralement impossible, et, de même que Frédéric, bien disposé envers le Saint-Siège à son avènement au trône, était devenu ensuite son plus grand adversaire, de même Innocent IV en saisissant la tiare, d'ami de Frédéric qu'il était, devenait son ennemi le plus acharné.

En effet Innocent IV n'eut rien de plus pressé que de reprendre l'idée émise par son prédécesseur de faire juger et déposer l'empereur par un concile. Ne pouvant le réunir en Italie, il demanda à saint Louis l'autorisation de le convoquer en France. Ce roi la lui refusa et les rois d'Angleterre et d'Aragon refusèrent également de recevoir dans leurs Etats un hôte si dangereux. Le concile cependant se réunit à Lyon, ville qui, à cette

époque, était à peu près indépendante et placée sous l'influence de son archevêque.

Le Pape avait résolu de donner à cette réunion non-seulement la solennité ecclésiastique, mais encore une attitude qui ne dissimulât aucune des prétentions du Saint-Siège à la souveraineté impériale et universelle; et, comme s'il eût jugé le temps venu pour la Papauté de se faire l'exécuteur testamentaire de la donation de Constantin, il déclara que les cardinaux étaient élevés au rang de *grands sénateurs*, de qui dépendait l'élection du *prince suprême* et qui assistaient à son *grand trône*. Il leur donna le chapeau rouge pour leur rappeler, disait-il, qu'ils devaient être prêts à verser leur sang pour la cause du Saint-Siège. Il ajouta à cet attribut la valise et la masse d'argent pour les cavalcades, afin qu'ils pussent marcher en tout les égaux des rois¹!... Innocent parut au concile assis sur un trône, et porta lui-même la parole contre l'empereur. Celui-ci, qui avait constamment décliné la compétence du concile en matière politique, avait cependant commis l'inconséquence de s'y faire représenter. Il y avait envoyé, à cet effet, ses conseillers les plus intimes, Pierre des Vignes et Taddée de Suessa. Ce dernier défendit son maître avec une rare éloquence. Il le justifia de toutes les accusations d'hérésie et autres; récusa, comme intéressés ou suspects, tous les témoignages portés contre lui, et protesta du désir sincère qu'avait Frédéric de vivre en paix avec le Pape, comme aussi de sa soumission, en fait de religion, à l'Église, offrant pour caution des dispositions de l'empereur les rois de France et d'Angle-

¹ Mathieu de Paris et Gianone.

terre. Enfin, Taddée, désespérant de fléchir le Pape, conclut à un délai qui permit à Frédéric de comparaître en personne. Le Pape, à cette proposition, se récrie, déclare « que si Frédéric venait, il se hâterait de partir, ne se trouvant pas assez préparé à subir le martyre !... » Cependant Innocent se calme, et le concile, plein du sentiment d'une autorité à laquelle venait encore ajouter la proposition faite par les conseillers de l'empereur, et fier de le voir bientôt comparaître à sa barre, accorde un délai. Au bout de ce délai, Frédéric ne s'étant pas présenté, une nouvelle session s'ouvre, et le Pape prononce solennellement la déposition de l'empereur. Tous les évêques assemblés se lèvent alors et, en signe d'assentiment, renversent des cierges qu'ils tiennent et qui s'éteignent dans leurs mains.... Cette sentence, portée en présence des commissaires et représentants des rois de France, d'Angleterre et de plusieurs autres princes chrétiens, est écoutée et reçue dans un morne silence. Aucune protestation contre la compétence du concile ne se fait entendre, et cette circonstance lève tous les doutes qui pourraient subsister au sujet du pouvoir généralement reconnu de l'Église; au ^{xiii}^e siècle, de déposer les souverains (1245).

Frédéric se trouvait à Turin lorsque la nouvelle de la sentence lui parvint. Il se fit apporter la couronne, et la fixant sur sa tête : « Elle tient encore, s'écria-t-il avec force; si elle tombe, ce ne sera pas sans qu'il y ait du sang versé !... » Il protesta solennellement contre l'ambition toujours plus envahissante de l'Église, et par un *memorandum* aux puissances, leur renouvela ses instances de le défendre pour leur propre conservation. « On commence par moi, c'est par vous que l'on finira.

Défendez mon droit, si vous voulez garantir le vôtre!....

La guerre allait donc continuer entre la Papauté et l'Empire, et, à ce sujet, nous rencontrons l'opinion qui veut que cette guerre eût pour objet, de la part du Pape, *l'indépendance de l'Italie*. Nous ne sachons pas de prétention plus fausse que celle-là, et nous avons quelque honte à nous y arrêter, comme si c'était prendre volontairement notre part d'une mystification dont quelques historiens ont bien voulu être dupes. Est-il possible, en effet, de ne pas reconnaître que le système invariable du Saint-Siège, depuis la chute du grand Empire, avait été de décerner à des princes étrangers, et précisément parce qu'ils étaient étrangers, la couronne impériale dont les fiefs et petits Etats d'Italie dépendaient? C'était un malheur sans doute que les Allemands, après les Francs, vissent peser sur l'Italie; mais c'étaient les Papes qui leur avaient périodiquement livré ce noble pays, pour l'empêcher de se constituer en nation, et dans l'espérance de lui faire adopter, de guerre lasse, la domination pontificale. Que plus tard, lorsque les républiques et les principautés italiennes eurent acquis de la consistance et tenté de secouer le joug de l'étranger, quelques Papes aient sanctionné ces velléités patriotiques en haine des empereurs qui, de leur côté, s'émancipaient de la domination papale, cela se conçoit. Le Vatican trouvait matière, dans cet antagonisme, à une politique de bascule qui lui permettait de se servir alternativement de l'empereur contre l'Italie, et de l'Italie contre l'empereur, selon sa convenance. C'est là l'expédient qu'avait déjà employé le Pape Alexandre III. Mais il n'y avait pas de la part du Saint-Siège l'ombre de sincérité touchant l'indépen-

dance italienne. Il n'existe pas un seul acte sérieux, un seul décret ou manifeste du Vatican, dans lequel ait été posée en principe l'indépendance de l'Italie, ni la liberté civile d'aucun peuple. Si le Pape Innocent IV avait eu une pensée semblable, il avait une belle occasion pour faire proclamer par le concile l'indépendance de l'Italie, et déclarer que tout prince allemand ou étranger quelconque, qui mettrait le pied sur le sol de la péninsule, serait déposé comme l'était Frédéric II ! Mais il ne s'agissait point de cela dans la pensée du Saint-Siège. Frédéric était condamné comme *parjure*, *sacrilège*, *hérétique* et *félon*, griefs qui se rapportaient exclusivement à l'autorité de l'Eglise, et n'entraînaient des conséquences politiques qu'en raison de l'opinion reçue alors, que le crime d'hérésie rendait un prince incapable de régner. Frédéric, en un mot, était un pécheur devant l'Eglise, et, comme il le disait très-savamment aux autres monarques, il s'agissait, sous le prétexte religieux, d'une question d'autorité et de règne qui se poursuivait contre lui. Ce n'était donc point, dans l'esprit du Pape, une question de nationalité italienne. Et, d'ailleurs, n'est-ce pas ce même Innocent IV qui, douze années plus tard et après l'expulsion des Allemands de l'Italie, y rappelait à leur place les Français dans la personne de Charles d'Anjou ?

La haine d'Innocent IV, cependant, devait contribuer à faire perdre pour un temps l'Italie à l'Empire, et seconder les efforts des Italiens du Nord dans la conquête de cette indépendance éphémère. Loin de se calmer envers Frédéric, après le triomphe qu'il venait d'obtenir, le Pape se montra plus intraitable. Ce fut en vain que saint Louis tenta de désarmer cette âme implacable, en

lui représentant la conciliation comme nécessaire à l'approche d'une invasion mongole qui menaçait l'Europe en ce moment. Innocent ne répondit à ses instances qu'en faisant élire en Allemagne Henri, landgrave de Thuringe, pour donner un compétiteur à Frédéric. Une fois cette nomination obtenue, il disposa de tous les moyens en son pouvoir pour écraser d'un seul coup son ennemi. Il proclama une croisade contre Frédéric, jeta l'interdit sur ses pas, et déchaîna une légion de moines de tous les côtés. Il appela les villes à la liberté par des proclamations enflammées, où il leur reprochait l'opprobre de leur servitude!... Enfin, le Pape dirigea contre Frédéric les armes non moins redoutables du poignard et du poison. Une conspiration fut découverte, dans laquelle étaient entrés plusieurs des serviteurs les plus intimes du prince. Ils confessèrent qu'ils avaient agi à l'instigation du Pape. A peine cette tentative d'assassinat avait-elle été prévenue et les coupables punis, que Frédéric se voyait en butte à un attentat plus odieux encore et obligé de punir un nouveau coupable. La corruption l'avait choisi près de son cœur ; c'était le confident et le témoin de toute sa vie, le chancelier Pierre des Vignes, dont on avait déjà remarqué le silence inexplicable au concile de Lyon, où il avait été envoyé pour défendre son maître. Un jour que l'empereur était malade, Pierre pénètre dans son appartement avec un médecin qui portait un breuvage. Frédéric approche la coupe de ses lèvres, puis, comme frappé d'une idée subite : « Je pense, dit-il en les regardant fixement, que vous ne voudriez pas me faire prendre du poison?... » Il ordonne au médecin d'en boire le premier ; celui-ci se trouble et pâlit ; on fait prendre le

contenu à des condamnés à mort, qui expirent aussitôt...

Abattu et découragé par des chagrins et des mécomptes sans nombre, par la défection de ses alliés, par la trahison de ses amis et de ses parents; affaibli par la maladie, par des fatigues et des infirmités qui hâtaient pour lui la vieillesse, Frédéric fit une dernière tentative en vue de fléchir son ennemi. Il signa, en présence d'une réunion de prélats, une profession de foi conforme à la doctrine de l'Église, offrit d'abdiquer l'Empire en faveur de son fils Conrad, et de partir pour l'Asie où il emploierait le reste de sa vie à combattre contre les infidèles. Rien ne peut désarmer Innocent. L'orgueilleux Pontife voulait que l'empereur se livrât à merci. La guerre se poursuivait donc avec plus de force que jamais dans l'Émilie et dans les provinces lombardes; une guerre dans laquelle se déploya toute l'énergie des jeunes républiques italiennes, mettant à profit la haine pontificale pour l'indépendance nationale. Attaquée de tous côtés, l'armée de Frédéric fut défaite; il perdit son fidèle Taddée, deux de ses fils et ses amis les plus chers. C'est alors que, redressant sa tête un instant courbée sous les coups de l'infortune, et bravant les puissances surnaturelles que le vulgaire disait combattre contre lui, Frédéric s'enfonça dans la Pouille, adressa de nouveaux appels à ses amis et fit venir d'Afrique dix-sept compagnies de Sarrasins pour une guerre à outrance. Il se disposait à ressaisir avec eux ses États et la victoire, lorsqu'il tomba subitement malade à Florenzuola et mourut empoisonné (1250). Ses ennemis se hâtèrent d'imputer un tel crime au chevaleresque Manfred, le plus affectionné et le plus dévoué de ses fils...

Ainsi tombait Frédéric II. Des historiens en ont fait un grand coupable et n'ont pu articuler, en réalité, contre lui que cette accusation banale d'hérésie dont le Vatican faisait son cheval de bataille contre tous les princes qui résistaient à ses exigences et à ses envahissements, comme aussi contre tout chrétien nourrissant une pensée libre. Tout n'est pas irréprochable, sans doute, dans une vie si agitée et provoquée sans cesse à l'irritation. Toutefois, la sentence du concile de Lyon n'était motivée que sur des griefs qui seraient peu sérieux de nos jours. Jamais le *Livre des trois imposteurs*, par exemple, qu'on attribuait à Frédéric, n'a existé, et il est incontestable que ce prince avait pour juges et pour témoins à charge ses plus mortels ennemis. On n'y voit pas figurer, au reste, des imputations de crimes semblables à ceux dont il fut odieusement poursuivi dans ses dernières infortunes, et auxquels il finit par succomber. Les princes de son temps, les rois d'Angleterre et d'Aragon, et le premier de tous saint Louis, lui témoignèrent inébranlablement leur sympathie et leur confiance; il ne pouvait avoir de plus honorables témoignages de ses mérites devant la postérité. Elève des prêtres de Rome, son scepticisme peut s'expliquer par son éducation. Il ne croit pas à la théocratie qu'il a vue de près, comme les Romains; il écrit aux rois qu'elle n'est qu'un fantôme propre à effrayer les consciences et à favoriser les usurpations; il appelle chacun d'eux à la solidarité de la défense, à une alliance fondée sur l'intérêt commun; il les invite, enfin, à repousser résolument dans le sanctuaire la puissance ambitieuse et turbulente du clergé. De pareils principes pouvaient paraître vaincus le jour où Frédéric succombait à la

trahison ; mais ils étaient tombés de haut sur une terre déjà préparée aux aspirations libérales : la semence devait y prendre racine et porter, plus tard, des fruits. Voici comment parle de l'empereur Frédéric un auteur que nous avons déjà cité : « Il avait soutenu la guerre presque seul, par la force morale plutôt que par celle des armes, faisant sans cesse appel, lui homme d'épée, à la discussion, à la modération, à l'équité, à la persuasion, tandis que ses adversaires, en se disant ministres de l'Évangile, en appelaient sans cesse à la haine, à la vengeance, aux passions, à la force. Voilà pourquoi surtout la sympathie s'attachera toujours à la mémoire de ce vaillant sceptique. Bien que des hommes de ce temps n'aient vu en Frédéric que cette physiologie satanique sous laquelle les intelligences supérieures apparaissent d'ordinaire aux faibles esprits, son influence persistante sur l'âme droite de saint Louis, dont il devait blesser tant d'instincts, l'espèce de fascination qu'il exerce sur Dante lui-même, qui le damne pour son impiété et le glorifie comme politique, attestent que ses contemporains ne furent pas sans démêler ses grandes qualités et la justice de sa cause. Il jeta, par ses négations hardies, le premier doute dans leur âme crédule. Il provoqua en souriant le fantôme théocratique, le mesura froidement de son tranquille regard, et, quoique vaincu par lui, il le chassa sans retour dans les sombres profondeurs du moyen âge¹. »

Nous ne saurions passer sur un fait de l'importance du concile de Lyon dont nous venons de parler, en raison particulièrement de l'acte solennel de juridiction

¹ P. Lanfrey, *Hist. polit. des Papes*.

qui s'est accompli dans son sein, sans lui prêter une sérieuse attention. Il convient de constater que cet acte est une preuve concrète et entière de la reconnaissance, au moyen-âge, du principe catholique comme base du droit de souveraineté. Cette reconnaissance a pu être mise en doute par nombre d'auteurs, en raison de la diversité des opinions que son application a parfois rencontrées dans les États; mais il nous semble acquis à l'évidence que les résistances isolées des rois, des barons, des parlements, des universités ou des sectes philosophiques et religieuses avaient le caractère d'impuissantes oppositions, et que l'assentiment général, nous ne disons pas seulement des masses inertes, mais des hommes éclairés et des princes eux-mêmes, était acquis à l'Église. On convenait qu'un prince non orthodoxe était impropre à gouverner, et que le Pape était en droit de le déclarer indigne et de le déposer. Si un tel droit fut parfois contesté au Pape agissant de sa propre autorité, il ne l'était plus du moment où un concile régulièrement assemblé s'était prononcé avec lui. La compétence, en ce cas, était complètement et universellement admise. A l'occasion de la déposition prononcée contre Frédéric II par Grégoire IX, en 1239, ce Pape en ayant fait part à saint Louis, le roi et les seigneurs se montrèrent fort opposés, comme on le sait, à la conduite du Pape, bien que ce dernier offrit l'Empire à un prince français. Toutefois, ils ne contestèrent pas à l'Église le droit de déposer l'empereur *pour crime d'hérésie*; seulement ils soutenaient que « le cas étant bien prouvé, il ne pouvait être condamné que dans un concile, nécessaire pour procéder plus sûrement dans une matière aussi délicate... » Au con-

cilé de Lyon, qui réalisait cette importante réserve, les commissaires de plusieurs princes chrétiens qui étaient présents n'élevèrent la voix que pour recommander Frédéric à la clémence du Pontife, et ne soulevèrent aucune opposition à la compétence du concile. Taddée lui-même ne prit la parole, après la sentence prononcée, que pour dire que l'empereur en appelait au successeur d'Innocent et à une nouvelle assemblée de l'Église; déclaration peu sérieuse en soi, qui confirmait la reconnaissance de la juridiction au lieu de la nier.

Il est certain d'ailleurs, et nous l'avons vu précédemment, que dès les successeurs de Charlemagne, tout monarque, à commencer par l'empereur, était généralement regardé comme justiciable du concile, qui pouvait déposer au nom de Dieu un prince jugé indigne du trône. On en vit un exemple à l'occasion des divisions qui s'élevèrent entre les fils de Louis le Débonnaire pour le partage de ses États. Un des principaux moyens que chacun d'eux invoqua contre son rival, fut de le faire déposer dans un concile. C'est ainsi que Lothaire fut déposé, en 842, par le concile d'Aix-la-Chapelle assemblé contre lui par ses deux frères, Charles le Chauve et Louis. Les évêques, après avoir prononcé une sentence de déposition contre Lothaire, dirent solennellement à ses deux compétiteurs : « Recevez le royaume par l'autorité de Dieu, et gouvernez-le selon sa divine volonté. Nous vous y exhortons, *nous vous le commandons* !... » Quelques années après, Charles le Chauve, dépossédé à son tour par les intrigues de Vénilon, archevêque de Sens, dans le concile d'Attigny (857), ne trouva pas de moyen plus efficace que de faire appel à un concile plus régulier. « Personne, s'écriait-il, n'a pu m'ôter ma consécration

et me renverser du trône sans l'avis et le jugement de tous les évêques qui m'ont sacré roi. Je suis disposé à me soumettre aux corrections que ceux-ci jugeront devoir m'infliger!... » Et en effet, Charles le Chauve fut rétabli par un concile national régulièrement convoqué.

On connaît, du reste, la parole dite au roi Louis III par Hincmar, le même évêque qui avait fait en faveur de Charles le Chauve la déclaration de l'Eglise gallicane contre le Pape ; « Ce n'est pas vous qui m'avez choisi pour gouverner l'Eglise ; c'est moi qui, avec mes collègues, vous ai *délégué* pour administrer le royaume, à condition que vous en observeriez les lois. » Cette déclaration peut être considérée comme la doctrine alors reçue sur cet important sujet. On a bien dit que les évêques étant généralement des seigneurs féodaux, à cette époque, c'était en cette dernière qualité qu'ils agissaient en s'élevant en jury souverain sur le roi. Mais il est certain que jamais le droit politique ne fut invoqué dans les décisions dont nous parlons, et que ce fut toujours le droit religieux qui en tint lieu. On a vu, du reste, comment les Pontifes défendirent et exercèrent ce droit depuis le ix^e siècle jusqu'au point où nous nous trouvons de ces études, et de nombreux exemples attesteront encore, par la suite, qu'ils en restèrent investis jusqu'à ce que la renaissance des lumières vint en démontrer graduellement l'inanité et les inconvénients.

Il n'est plus question, pour nous, de rechercher comment s'était formé un tel droit ; mais, en constatant l'existence d'une juridiction sans égale et sans précédents, nous nous demandons si elle correspondait en réalité à la nature des sociétés, à leurs besoins moraux et matériels ? On a dit qu'elle avait fait sentir à des rois

barbares la nécessité de baisser la tête sous une autorité morale, et mit un frein à la barbarie des mœurs anciennes. Mais n'a-t-on point exagéré une semblable nécessité, en vue non-seulement d'excuser les abus de la Papauté, mais encore pour justifier son ingérence dans les pouvoirs temporels? Comment, d'ailleurs, se faisait-il que la société chrétienne, si pure dans les premiers siècles, fût devenue dans les mains de l'Église tellement barbare et de mauvaises mœurs, que cette grande institution eût été réduite à imaginer une dictature toujours armée de foudres contre les rois et leurs sujets? On répondra que l'invasion avait amené la barbarie. Mais les évêques, durant les trois siècles de l'invasion, exerçaient chacun en particulier sur ces nouveaux venus une immense influence, rien qu'en leur prêchant la morale chrétienne et en les instruisant de leurs devoirs d'humanité. Les évêques des huit premiers siècles, cependant, ne mettaient en jeu que la puissance morale empruntée à la démonstration des vérités divines. L'excommunication restait purement disciplinaire et restreinte au for intérieur du temple; elle n'avait pas la prétention de bouleverser les empires pour une faute individuelle et sous le prétexte d'un péché. Peut-être aussi devrait-on convenir qu'au XIII^e siècle, la barbarie et les mœurs n'étaient pas telles généralement que l'on puisse en invoquer les excès pour justifier l'orgueilleuse domination dont les Pontifes donnèrent le spectacle, et qui n'était, en réalité, que le triomphe des intérêts ecclésiastiques sur ceux de la société civile. Quelle preuve plus décisive en faut-il, que les hautes positions mondaines dont jouissait alors le clergé, et qu'il avait acquises par l'influence religieuse?

Des écrivains modernes, cependant, en se plaçant à une hauteur d'où l'on ne saurait trop observer le mouvement social, se sont demandé si les gouvernements n'ont pas naturellement besoin de se sentir dominés par une puissance supérieure propre à en prévenir la tyrannie et à en régler la direction. Ces auteurs, reportant leur pensée vers la Papauté du moyen-âge, se sont pris à regretter qu'une telle institution n'ait pu se maintenir, et l'Église conserver sa haute juridiction sur les empires. Leibnitz, partant de ce point, que la vigilance des Papes comme gardiens des canons a produit, de temps à autre, de bons effets sur la discipline ecclésiastique, induit de cette observation, que l'autorité pontificale pouvait s'appliquer aux États. « Je serais d'avis, écrit-il à Grimaret, d'établir à Rome même un tribunal pour juger les différends entre les princes, et d'en faire le Pape président, comme en effet il faisait autrefois figure de juge entre les princes chrétiens. Mais il faudrait, en même temps, que les ecclésiastiques reprissent leur ancienne autorité, et qu'un interdit et une excommunication fissent trembler des rois et des royaumes comme du temps de Nicolas I^{er} ou de Grégoire VII. Si c'est un roman, il vaut bien, je crois, le rêve de l'abbé de Saint-Pierre '... » Hurter s'est engagé dans la même voie que Leibnitz et avec le mérite comme lui de rechercher la vérité en dehors de l'esprit de parti, car l'un et l'autre étaient protestants. « La question de savoir s'il appartient au Pape de s'immiscer dans les affaires des rois, dit Hurter, trouve sa solution dans l'idée que chacun se fait de la forme et des bornes

¹ *Leibnitz, Œuvres, t. V.*

de l'influence d'un empire divin, embrassant tout sur la terre. Qui niera que si l'on pouvait reconnaître une influence purement morale dans les affaires des États, la cause des peuples serait mieux servie que par des conférences, des congrès, des échanges de notes diplomatiques qui, le plus souvent, servent d'arène à la souplesse d'un esprit fin qui croit pouvoir se passer de tout élément moral¹?... » Joseph de Maistre ne pouvait laisser passer l'occasion de regretter, lui aussi, l'existence d'un idéal dont son esprit fut extraordinairement impressionné : « L'hypothèse, dit-il, de toutes les souverainetés chrétiennes réunies par la fraternité religieuse en une sorte de république universelle, sous la suprématie mesurée du pouvoir spirituel suprême, n'avait rien de choquant, et pouvait même se présenter à la raison comme supérieure à l'institution des amphyctions. Je ne vois pas que les modernes aient imaginé rien de meilleur, ni même d'aussi bon. Qui sait ce qui serait arrivé si la théocratie, la politique et la science avaient pu se mettre tranquillement en équilibre, comme il arrive toujours lorsque les éléments sont abandonnés à eux-mêmes, et qu'on laisse faire le temps ? Les plus affreuses calamités, les *guerres de religion*, la révolution française, etc., n'eussent pas été possibles dans cet ordre de choses » ... »

C'est une grande et noble pensée, assurément, que celle d'une juridiction des États. Nous nous y sommes souvent arrêté nous-même ; mais son étude ne nous a point laissé le découragement dans lequel la déchéance

¹ Hurter, *Hist. d'Innocent III*, t. I.

² De Maistre, *Du Pape*, liv. II, ch. II.

du vain prestige de la Papauté a jeté ses partisans. La Papauté, même entourée des majestueux conciles de la chrétienté, ne pouvait pas remplir efficacement le grand objet qui fait le regret des auteurs que nous venons de citer. De Maistre regrette qu'une alliance n'ait pas eu lieu de la science et de la politique avec la théocratie, en laissant faire le temps. Hélas ! le temps n'a pas manqué à la théocratie pour opérer une pareille alliance, le moyen âge a été long et assurément on l'a laissé faire. Mais de Maistre et ses partisans savent bien que la théocratie n'admettait point l'association des éléments en question. Elle les pourchassait sans cesse au contraire, et pour une raison bien naturelle : c'est que la théocratie du Pape n'étant qu'une fiction conçue dans un sens directement opposé à la loi naturelle des sociétés, son existence dépendait de l'exclusion absolue de toute lumière scientifique, et de toute expérimentation politique. La science était aux yeux du Pape le premier des crimes, et toute constitution politique non conforme à ses décrets, un acte de félonie. Faudrait-il évoquer en témoignage le souvenir de tant d'hommes livrés par elle au supplice pour des tentatives même inoffensives de science, et n'est-ce pas elle qui, dans ses furies, allumait les guerres de religion que déplore l'auteur dont nous parlons ?

Si l'Eglise fût restée dans les limites d'une institution uniquement vouée à la prédication de la morale chrétienne, à l'exercice du culte, à la surveillance des mœurs et du mouvement social, en dehors de tout contact avec l'agitation naturelle du monde, les conciles auraient assurément obtenu de précieux résultats, et exercé, avec grand profit pour la chrétienté, une juri-

diction qui se serait bornée à prononcer sur les questions du bien et du mal, et aurait laissé à Dieu et à la conscience publique toute décision ultérieure. Bien plus, cette juridiction toute morale eût pu servir d'exemple à une justice politique des peuples et contribuer puissamment à faire admettre, comme unique règle des Etats entre eux, le système de la juridiction. Mais l'ascétisme et l'ambition, ces deux éléments antichrétiens qui s'étaient embrassés dans l'Eglise, comme deux monstres impuissants, rendaient vaines les velléités ardentes de la Papauté et la condamnaient à une agitation stérile.

Il n'y a aucune raison, du reste, de désespérer de l'idéal que la Papauté et l'Eglise n'ont pu réaliser et qu'il n'entrerait pas dans les plans de la Providence de leur attribuer. Les nations modernes ont besoin d'un élément propre à faire leur synthèse dans un but de paix et de direction concordante. L'état d'antagonisme et de défiance réciproque dans lequel elles vivent encore consomment en pure perte une part énorme des ressources et des facultés que Dieu leur a données en vue du bonheur commun. C'est là une vérité qui devient de jour en jour plus sensible et qui n'affecte pas seulement des théoriciens, mais encore le public et même des hommes d'Etat.

Ce n'est pas en arrière toutefois qu'il faut tourner les regards pour chercher les éléments d'une juridiction internationale ayant pour effet de détruire ou de subordonner infiniment les malheurs résultant du principe de la guerre. Le christianisme, sous ce rapport, n'a été bien servi que du jour où la Papauté a cessé d'avoir la haute main dans les affaires d'Etat, et

de pouvoir comprimer la liberté des esprits. On avait bien vu, au commencement du XI^e siècle (1033), deux archevêques (de Lyon et d'Arles) s'entendre pour proclamer la *Trêve de Dieu*, et une grande partie du clergé réunir leurs efforts pour faire adopter cette réminiscence des amphyctions de l'antique Grèce aux barons féodaux. Mais il y avait loin de là à l'idée d'un droit de juridiction internationale, capable d'imposer son autorité à la guerre, et trop souvent les Pontifes se montraient disposés, au contraire, à déchaîner ce fléau sur les peuples, et à en faire le grand exécuteur de leurs arrêts. De Maistre prétend que la Papauté, comme autorité internationale, a pu être considérée comme supérieure aux institutions de l'antiquité, et que les modernes n'ont rien fait de mieux ni même d'aussi bien ? Telle n'est point notre opinion. Jamais la Papauté n'a songé à présenter aux nations une institution propre à empêcher la guerre, ou à en limiter les désastres ; tandis que chez les Grecs et chez les Romains on avait déjà une opinion très-haute du droit des gens, dont la Papauté avait systématiquement détruit la notion, en détruisant tout droit civil et politique, c'est-à-dire tout droit d'essence humaine, pour faire régner sans partage la chimère de son droit divin. Chez les Grecs, il existait une véritable procédure internationale, et les amphyctions avaient force d'autorité pour examiner et juger les différends des divers États, empêcher la guerre ou tout au moins prononcer sur la moralité des motifs qui l'avaient fait éclater. Chez les Romains, la religion était également parvenue à établir une institution analogue à celle des amphyctions, dans le droit du fécial. Le collège des prêtres féciaux était une ma-

gistrature chargée, au rapport de Plutarque, de terminer à l'amiable les différends, et ne permettait de recourir à la force que lorsque tout espoir de conciliation était perdu. C'était aux féciaux de déclarer si la guerre proposée était juste ou injuste. S'ils s'y opposaient, il était défendu aux soldats, aux rois même, de prendre les armes. Quand Bossuet, parcourant de son œil d'aigle les fastes de l'*Histoire universelle*, se trouve en présence du fécial de l'antiquité, un cri de franche admiration lui échappe avec l'aveu, malheureusement trop fondé, de l'impuissance dans laquelle fut l'Église du moyen âge de pacifier les nations : « Sainte institution s'il en fut jamais, s'écrie-t-il, *qui fait honte aux chrétiens à qui un Dieu de paix, venu au monde pour pacifier toutes choses, n'a pu inspirer la charité et la paix !...* »

Nous n'avons pas et nous ne voudrions pas avoir à justifier les nations modernes de n'avoir pas établi encore une juridiction internationale. Il est juste, toutefois, de reconnaître que les nations ont fait des efforts constants pour ressaisir les fils brisés du droit des gens, et tendu progressivement à le mettre en application. Quel intérêt n'offre pas l'observation d'un tel progrès dans les auteurs qui en ont été successivement les initiateurs et la personnification ! Après Vittoria, Albert le Grand, Bacon, Albéric Gentil et Selden, qui ouvrent dans un horizon encore obscur la recherche des principes, Grotius, Puffendorf, Wolf et Vattel se font clairement comprendre et fondent la doctrine. « Il y a, dit Grotius, des devoirs réciproques, et ils constituent un *droit des gens*... Le droit des gens est naturel toujours, et quelquefois conventionnel... » Grotius invoque le libre arbitre de l'homme, la notion que lui a donnée

Dieu, du juste et de l'injuste, avec la raison pour se diriger. « L'homme est sociable et les nations existent en mêmes conditions que l'individu... Les sociétés humaines ne peuvent se diriger que par le droit... Il n'y a de légitime que la défense... Les États, bien que non égaux en force, sont égaux en droit... La force ne donne pas le droit¹... » Puffendorf, élève de Grotius, établit, comme son maître, le droit sur le principe de la sociabilité humaine ; il n'admet de légitime que la guerre défensive, et reconnaît en droit l'égalité des nations². Wolf pose comme maxime fondamentale aussi que « les nations sont entre elles dans un état d'indépendance et d'égalité... Elles sont obligées par le droit naturel, comme les hommes ; mais leurs rapports ne peuvent être réglés que par des conventions dont résulte un droit positif, obligatoire³... » Vattel donne une grande extension à ces principes de l'école de Grotius. « La neutralité, dit-il, dérive de l'indépendance de chaque nation... » Une idée lui apparaît, mais comme une lueur douteuse et vacillante sur l'horizon. C'est un état de choses dans lequel les nations adopteraient une *paix perpétuelle*. Il voit dans la loi chrétienne le principe de cette paix conforme à l'utilité publique. « Il faudrait l'appliquer au droit public, et ce serait, dit l'illustre juriste, le bonheur de l'humanité. Les nations se communiqueraient leurs biens et leurs lumières, et la science s'occuperait de notre bonheur autant que de nos besoins. Le monde serait comme une grande république dans laquelle les hommes vivraient en frères. Pourquoi cette idée n'est-elle qu'un

¹ Grotius, *De pace et bello*.

² Puffendorf, *De jure naturæ et gentium*.

³ Wolf, *Corpus philosoph.*

songe, ajoute-t-il ; elle découle cependant de la nature et de l'essence de l'homme ? *C'est que d'aveugles intérêts individuels ne permettent pas qu'elle se réalise...* » Cependant Vattel trouve dans son découragement momentané une autre pensée, et prononce une autre parole qui illumine largement son sujet ; il invoque le *droit commun* !

Tels sont les principes de droit public professés du *xvi^e* au *xviii^e* siècle, et auxquels Leibnitz et Cumberland donnent leur assentiment, en s'efforçant de les rallier au principe religieux, en vue de leur donner une sanction plus élevée. Ils ont rencontré soit directement, soit indirectement, il est vrai, l'opposition de Hobbes, de Spinoza, de Hegel, de Boulainvillier, de Bonald et autres philosophes matérialistes niant le droit ; mais l'esprit public est resté attaché à l'école libérale et chrétienne dont l'autorité a proclamé le droit et condamné la force.

Au reste, le travail des esprits n'a point cessé sur la question vitale dont il s'agit, le principe du droit ne cesse de marcher, de se développer, de prendre force sur l'opinion. Grotius, Puffendorf et Wolf n'avaient encore qu'une idée confuse des conséquences dernières du droit. Mais déjà Vattel a découvert qu'il peut être le fondement de l'*unité européenne*. Ancillon vient corroborer cette idée ; il déclare que « l'absence d'un droit positif entre toutes les nations est la seule cause des guerres... »

• Le droit des gens, dit-il, existe ; mais il manque d'une garantie extérieure. Les individus ont assuré leur droit en créant cette garantie, et sont ainsi sortis de la barbarie. Les gouvernements restent dans l'état de nature, parce qu'ils n'ont pas encore créé cette garantie

¹ Vattel, *Le droit des gens*.

et que chacun d'eux est seul juge de ce qu'il croit être son droit¹... »

Martens considère comme facile « une convention des États stipulant le droit²... »

A côté de ces auteurs, juristes et diplomates, se placent d'autres écrivains, moralistes ou économistes, qui osent aborder nettement le plan d'une institution de juridiction internationale. Une lettre, que William Penn adressait à Henri IV dès la fin du xvii^e siècle (1693), fit quelque bruit dans le monde. L'idée y était formellement exprimée d'une pacification permanente, basée sur un système de juridiction commune aux États. Vient ensuite (1713) le projet du modeste abbé de Saint-Pierre, sous le nom de *Diète européenne*. L'article 3 propose que les puissances renoncent à faire la guerre l'une contre l'autre, et qu'elles acceptent la médiation et l'arbitrage d'une assemblée générale des États... Jérémie Bentham publie, en 1789, son *Projet de paix perpétuelle*. « La guerre, dit-il, est une sorte de procédure. Établissez un tribunal et la guerre n'éclatera pas ; la décision des arbitres, juste ou injuste, sauvera l'honneur et les intérêts de la nation condamnée... » Bentham ne voit pas plus de difficulté à obtenir une juridiction internationale qu'il n'y en a eu à établir la neutralité armée, la Confédération américaine, la Diète germanique ou la Ligue helvétique. — Il croit que la force coercitive serait rarement nécessaire, et qu'il suffirait généralement de la publication des décrets de la Diète pour soumettre les parties contendantes.

¹ Ancillon, *Révolut. de l'Europe*.

² Martens, *Précis du droit des gens*

opinion que Leibnitz professe aussi. Bentham, enfin, essaie de rédiger le *Code des nations*.

Emmanuel Kant arrive en 1795 avec son projet aussi de *paix perpétuelle*, qu'il fait précéder d'un savant exposé du droit. Kant demande que les États de l'Europe forment une confédération d'États libres pour se garantir mutuellement de la guerre, et s'allient ensemble par une représentation au sein de laquelle seront examinés et librement discutés les intérêts généraux. Il invoque contre la guerre les sentiments de la religion, de l'humanité, le droit des gens, l'intérêt des peuples. Son disciple, Fichte, fait sous ses yeux, durant plusieurs années, l'enseignement public de ces honnêtes principes. Burlamaqui marche dans la même voie en moraliste et en métaphysicien¹, et Pinheiro Ferrara démontre plus fermement encore la nécessité de mettre en harmonie les États pour le repos du monde et pour son utilité². Gondou, auteur moins connu que les précédents, publie en 1808 le plan d'un Congrès universel de juridiction³. Saint-Simon et Fourier sont inspirés de la même pensée, le premier dans sa *Réorganisation de la société européenne*, et le second dans son *Congrès d'unité*. Mais la filiation d'un droit public international, distinct des formes du gouvernement et purement juridique, se maintient plus saine dans un Mémoire de Pecqueur, couronné par la Société de la morale chrétienne, il y a une vingtaine d'années, et dans diverses publications des *Sociétés de paix* d'Angleterre et d'Amérique, ainsi que dans les nombreux écrits du célèbre journaliste

¹ Burlamaqui, *Principes de droit politique*.

² Pinheiro Ferrara, *Cours de droit public*.

³ Gondou, *Du droit public et du droit des gens*.

Émile de Girardin et dans le livre de Francisque Bouve, intitulé : *La guerre et la civilisation*.

L'idée d'une grande institution internationale a obtenu une adhésion plus illustre encore que celle de tant de savants et laborieux écrivains. Le plus grand homme du siècle, Napoléon I^{er}, avait songé, comme on le voit par les paroles dont il a fait précéder l'*Acte additionnel*, à l'organisation d'une confédération européenne, qu'il considérait comme conforme aux intérêts modernes. Quand ensuite son vaste esprit se trouva mis en communication avec l'âme du monde, sur un rocher solitaire, au milieu de l'Océan, l'Empereur murmurait les mots d'*institut européen*, de *tribunal amphycionique*, de *société européenne*... Son cœur se tordait de douleur en pensant qu'une pareille institution, en pacifiant le monde, eût assuré la prospérité générale, garanti tous les intérêts, calmé les passions politiques et donné un fondement inébranlable à sa dynastie. « J'eusse enfanté des prodiges... Je n'eusse rien perdu du côté de la gloire, mais beaucoup gagné du côté des jouissances... J'eusse fait la conquête morale de l'Europe, comme j'ai été sur le point de la faire par les armes... » Vains et tardifs regrets de cette noble victime des jeux de la guerre ! Napoléon en parle d'ailleurs comme si une pareille institution pouvait être octroyée par la main d'un conquérant ; il se trompe. Il ne dépend pas du plus puissant des hommes d'imposer le droit, la liberté, la justice, le bonheur aux peuples. Ces grandes choses se forment d'elles-mêmes dans le sein des sociétés, quand on en favorise l'éclosion et le développement. Le prince qui,

¹ Louis Napoléon, *Idées napoléoniennes*.

de nos jours, proposerait aux puissances l'établissement d'une juridiction internationale et qui en ferait la base d'une politique constante, serait assurément le plus populaire et le plus grand des monarques. Mais une telle institution ne peut venir que de l'assentiment général (*jus non scriptum quod consensus fecit*), et se constituer que sur des circonscriptions intelligemment établies et sur des intérêts se rattachant à des droits communs.

Les gouvernements de l'Europe ont-ils suivi le progrès des esprits dans la question dont il s'agit? Les gouvernements étant des êtres de stricte raison, dépourvus du sens moral et des besoins de progrès qui affectent l'âme spirituelle et immortelle de l'homme, ne possèdent qu'à un faible degré la faculté des théories spéculatives. Leurs formes les dominent et les fixent dans leur individualité. Cependant, malgré cette disposition naturelle à l'inertie, qui tient à la prépondérance de l'organisme, les gouvernements, depuis le xvn^e siècle, ont sensiblement progressé dans l'idée du droit, soit à leur intérieur, soit à leur circonférence. Le traité de Westphalie (1648), en rompant avec les traditions absolutistes de la Papauté, et en proclamant toutes les libertés, à commencer par la liberté des cultes et des opinions, ouvrait carrière à un droit correspondant, qui était le droit public des individus et des nations. Depuis lors le Pape a cessé d'être l'arbitre des États et de les envelopper dans des ligues fratricides. Les gouvernements ont vécu de leur vie propre et entretenu des rapports au moyen de la diplomatie. Ils ont établi les uns chez les autres des ambassadeurs et des consuls. De nos jours, la diplomatie, bien que non revêtue encore du caractère juridique et magistral qu'elle est destinée à

atteindre un jour, fait, avec une sollicitude active et constante, un rôle de conciliation. Il y a encore dans sa composition, il est vrai, des hommes voués à la fatalité de l'antagonisme et de la force, comme autant de Bou-lainvilliers, ou dont les vues ne s'élèvent pas au-dessus de cette politique du comte d'Aranda dont parle si plaisamment le comte de Ségur dans ses *Mémoires*; mais il y en a aussi que l'on peut appeler, par opposition, la génération nouvelle, et qui entrent avec des idées libérales dans l'étude du droit international. Déjà la diplomatie inspire confiance et, chaque fois qu'il s'agit de différends entre nations, on sollicite, d'un bout à l'autre de l'Europe, la réunion de ces congrès qui, pour la politique, ont remplacé les conciles. Le seul mot de congrès apaise les alarmes soulevées par un bruit de guerre, parce que le congrès des puissances représente le droit public international et ouvre la porte à l'institution juridique des nations.

Nous avons dit que nous n'avions pas assumé la tâche de justifier la lenteur avec laquelle les gouvernements marchent dans une voie où ils sont cependant appelés dans l'intérêt de toutes les conquêtes de la civilisation. Mais quand un auteur, justement considéré comme l'oracle du parti papal, vient nous dire que l'antiquité et les nations modernes n'ont rien établi de mieux, ni même d'aussi bon que la dictature pontificale du moyen âge, nous croyons devoir, même au prix d'une digression, exposer des faits qui diront si c'est du côté de de Maistre ou du nôtre que réside, sur un point si important, la vérité.

Après la mort de Frédéric II, l'Empire sembla être descendu avec lui dans la tombe. — Son fils Conrad ne

put le relever, même avec la protection du Pape, et plus de vingt années se passèrent sans que personne osât tendre la main vers Rome pour saisir cette couronne magique à laquelle était évidemment attachée une destinée fatale.

Cet interrègne laissait l'Italie libre encore une fois de disposer d'elle-même, et le parti gibelin songea à constituer le royaume italien. Un seul prince était alors à la hauteur d'une grande fortune politique : c'était Manfred, fils de Frédéric et roi de Naples, qui unissait aux rares et solides qualités de son père une séduction d'esprit et une grâce chevaleresque dont le charme s'est imposé aux chroniqueurs qui ont pris la plume pour le dénigrer. Manfred avait reçu le jour d'une mère italienne et vécu au milieu des Italiens. Il avait les sympathies des Gibelins sans être odieux aux Guelfes, et se présentait au Pape lui-même avec une déclaration de foi parfaitement catholique. De plus Manfred ne prétendait point à l'Empire germanique; il pouvait donc être considéré comme propre à la conciliation des partis et à constituer l'unité nationale.

Ce furent là autant de raisons pour que le Saint-Siège vouât à Manfred toute la haine et tous les anathèmes dont il avait poursuivi son père. Le Saint-Siège ne redoutait pas un empereur germanique recevant de lui l'investiture impériale et s'obligeant à le protéger et le servir. L'empereur d'ailleurs représentait, dans le système théocratique, la suprématie visible du monde chrétien, on pouvait partager avec lui, sinon le soumettre. Mais l'idée d'un royaume italien qui aurait nécessairement étreint la Papauté et pris Rome pour sa capitale, soulevait convulsivement toutes les an-

tipathies du Vatican. Innocent IV, qui naguère avait feint le patriotisme pour conjurer la perte de Frédéric, et reproché aux Italiens *la honte de leur servitude*, appela de nouveau l'étranger en Italie. Il offrit le royaume de Naples à tous les princes sans États : à Richard de Cornouailles, à Edmond, fils d'Henri III d'Angleterre, et le fit enfin accepter à Charles d'Anjou de France, qui passa les Alpes avec une armée. Le Pape, pour seconder l'invasion, déploya les grands moyens dont disposait le Saint-Siège. Il s'arma lui-même, déclara croisade la guerre faite à Manfred, y attacha les indulgences, lança l'excommunication, l'interdit et tous les autres engins spirituels contenus dans l'arsenal du Vatican. Manfred, au milieu d'un enfer semblable à celui qui avait dévoré l'armée de son père, devait succomber. Il était venu présenter la bataille à Charles d'Anjou dans la plaine de Grandella, près de Bénévent. Lorsqu'il la vit perdue par trahison, après avoir longtemps tenu la victoire dans sa main, il se jeta au fort de la mêlée pour périr glorieusement. Les soldats de Charles, frappés d'admiration pour sa valeur, lui avaient élevé une sorte de monument sans art, à côté du pont de Bénévent. Mais sur des ordres venus de Rome, son corps fut déterré et précipité dans le fleuve. Ainsi s'accomplissait une nouvelle phase de ce travail incessant de destruction dans lequel la Papauté cherchait sans relâche une élévation démesurée.

CHAPITRE XIII.

GRÉGOIRE X. — BONIFACE VIII. — PIE II. — SIXTE IV.
— ALEXANDRE VI. — JULES II. — LÉON X.

Grégoire X appelle à l'Empire les Habsbourg. — Révolution dans les conditions temporelles de la Papauté. — Formation des États pontificaux. — Affaïssement spontané de l'Empire et de la Papauté. — La royauté du Pape marque la décadence de la Papauté. — Position anormale du Pape-roi. — Boniface VIII. — Les Papes à Avignon. — Situation générale de l'Europe. — Colà Rienzi. — Déclaration d'indépendance de l'Empire. — Schisme d'Occident. — Deux Papes régulièrement élus. — Conciles de Pise, de Constance et de Bâle. — Trois Papes régulièrement élus. — Déclaration des États. — Esprit original de Pie II. — Sixte IV appelle les Suisses en Italie. — L'inquisition en Espagne. — Alexandre VI et Machiavel. — Jules II et son prétendu patriotisme. — Ligue de Cambray. — L'esprit d'opposition se propage. — Léon X et François I^{er}. — Apparition de Luther. — Danger couru par la Papauté. — Elle est sauvée par l'esprit espagnol et l'épée de Charles-Quint. — Le concile de Trente. — Les Jésuites et les Dominicains. — L'Italie au xvi^e siècle.

Après Grégoire IX et innocent IV, la Papauté reste fermement assise sur la croyance religieuse; mais elle perd sensiblement de cette élévation du génie et de l'énergie humaine qui donne une sorte de majesté historique aux faits même qui sont dépourvus de moralité. Nous ne verrons plus les foudres de l'Église ni aussi prompts ni aussi terribles; la cour de Rome sera ré-

duite à exercer une influence moins bruyante et plus restreinte. Mais il lui reste encore un effort direct à faire dans le cercle vicieux où elle s'est enfermée avec son système de protection étrangère.

Charles d'Anjou n'avait été appelé en Italie que pour ajouter son nom à celui des princes que la Papauté y faisait descendre, les uns après les autres, pour y comprimer les forces nationales en s'épuisant eux-mêmes. Le Saint-Siège lui avait imposé la condition expresse de ne jamais songer à établir un royaume italien. Charles avait promis avec serment; mais la tentation fut plus forte que la foi jurée. A peine fut-il assis sur le trône de Naples qu'il voulut régner en même temps sur la Toscane et la Lombardie, ne prenant toutefois à l'égard de ces dernières provinces que le titre de vicaire du Saint-Siège. Grégoire X, en arrivant au pontificat, le trouva tellement puissant qu'il en fut alarmé. N'osant l'attaquer de front, il eut l'idée de l'envoyer, à la tête d'une croisade en Palestine, conjurer, lui disait-il, les dangers qui y menaçaient les chrétiens. Mais le goût des croisades était passé, et Charles d'Anjou moins capable que tout autre de se passionner pour une expédition de ce genre. Grégoire voyant le peu d'enthousiasme de Charles pour renouveler les prouesses des paladins, eut recours à l'autre grand moyen. Le royaume italien allait se faire; il prévint sa création en tirant de son tombeau l'Empire.

Il y avait en Allemagne un prince obscur et pauvre, dont la famille avait toujours servi le parti guelfe. C'était Rodolphe de Habsbourg qui, dans un pèlerinage à Rome, s'était recommandé au Saint-Siège. Rodolphe était intelligent. La médiocrité de sa position ne com-

portait pas cette responsabilité de chef de parti et cette puissance propre qui avaient rendu si redoutables aux pontifes les princes sortis des maisons de Souabe et de Brunswick. Rodolphe pouvait donc être pour le Pape un instrument plus docile que les empereurs précédents. Grégoire le désigna aux princes électeurs et au clergé d'Allemagne, et il fut élevé au trône. Le premier soin de ce nouvel empereur fut de prendre les armes contre Charles d'Anjou pour le chasser des provinces italiennes censées appartenir à l'Empire. Le Pape menaça de son côté l'Angevin, et ce fut assez pour le décider à abandonner le vicariat dont il s'était investi lui-même, et à se confiner dans son royaume de Naples où il trouva une fin qu'il avait méritée, et rendant le nom français odieux aux Italiens en général, et aux Siciliens en particulier, par son despotisme et son orgueil.

Ici se place une révolution considérable. La Papauté, après tant d'inutiles efforts pour assouplir cet Empire qu'elle avait créé en vue de frayer le chemin à la domination théocratique jusqu'aux confins du monde, avait fini par penser que si elle possédait un royaume, même restreint, elle pourrait, par ses propres forces, dompter les Romains, assurer l'exercice de son indépendance et se passer d'empereur. Grégoire X et Rodolphe de Habsbourg signent en conséquence une charte qui met fin aux guerres de la Papauté avec l'Empire. Cette charte sépare pour la première fois les provinces italiennes qui dépendront du Saint-Siège, de celles qui continueront à relever de l'Empire germanique. Ainsi la Papauté s'affaissait dans un coin de l'Italie, et se résignait à devenir une principauté comme

une autre. Ce qu'il y avait de curieux dans ce partage prosaïque, c'est que les titres invoqués dans l'acte en faveur du Saint-Siège n'étaient autres que les donations de Pepin, de Charlemagne et de Louis le Débonnaire. On ajouta à ces désignations surannées les terres de la comtesse Mathilde, la Marche d'Ancône, l'Emilie et la Pentapole. Le prudent Rodolphe n'hésita pas à se désister de la suprématie illusoire de l'Empire sur Rome, tombée en désuétude depuis qu'Innocent III se l'était appropriée. C'est ainsi que le Pape fut confiné dans ce que l'on a appelé depuis lors, jusqu'à ces dernières années, les *États pontificaux*, et qu'il devint souverain temporel dans l'acception restreinte et directe qu'on donne aujourd'hui à sa souveraineté.

Nous ignorons si les défenseurs du pouvoir temporel ont réfléchi à l'effet que produisit cette révolution. La vérité est que dans l'état de paix qu'elle lui créa, la Papauté perdit immensément de son éclat. L'abaissement de l'Empire, au lieu de l'avoir agrandie, l'avait effacée. Lorsque la lutte cessa, l'intérêt cessa aussi; le double prestige attaché à la Papauté et à l'Empire se dissipa et l'on s'aperçut qu'ils n'avaient vécu l'un et l'autre que des émotions que les peuples trouvaient dans un antagonisme considéré comme ayant pour objet la souveraineté. Tout le monde au moyen âge avait rattaché quelque chose de ses sentiments à l'intérêt politique et religieux que représentait la lutte de la Papauté et de l'Empire; cette lutte épuisée ainsi que celle des croisades, la Papauté n'affectait plus au même degré les esprits, et son rôle dans le domaine politique semblait achevé. Elle pouvait bien retenir dans sa nouvelle position toutes les illusions de la théocratie universelle;

mais incontestablement cette grande théorie se trouvait atteinte du côté des croyances. Père de tous les fidèles, parlant au nom de tous les peuples, le Pape se donnait le droit de les intéresser tous à ses combats comme à son autorité; mais du jour où il n'aurait des démêlés que pour ses États et des querelles qu'avec des voisins *pro domo sua*, l'intérêt général devait naturellement diminuer. Les Papes, qui avaient pu soulever contre l'Asie musulmane tous les princes et peuples chrétiens, n'avaient jamais pu faire une croisade pour se maintenir à Rome; on se rappelle que Grégoire VII invoqua vainement leur assistance pour ne pas mourir en exil. D'un autre côté les besoins particuliers venaient affecter le Pape-roi. Il lui fallait une armée, une administration, se maintenir en prince temporel. Sa souveraineté ne reposait plus uniquement sur ce principe abstrait du salut des âmes qu'elle avait invoqué et qui lui donnait les apparences d'une mission divine, mais sur les intérêts les plus positifs et les plus vulgaires. Le ciel de la Papauté s'était donc abaissé sur un coin de terre, et le Saint-Siège laissait aller la donation de Constantin pour celle de Charlemagne. Si cette abnégation faite entre deux chimères n'était pas le renoncement du Pape aux prétentions de la souveraineté universelle, elle était tout au moins un aveu de son impuissance à la réaliser au moyen de l'instrument politique qu'elle avait cru trouver dans une fiction analogue à elle-même, l'Empereur universel.

Le Pape-roi du reste prenait une place singulière parmi les souverains de l'Europe et y devenait un personnage indéfinissable. Comment en effet concilier la modestie de sa nouvelle situation avec la grandeur sans

égale que la chrétienté lui avait crue jusque-là sur ses propres affirmations? A quel degré de la hiérarchie monarchique le placer? On a beau dire que la souveraineté n'est ni grande ni petite; dans les circonstances critiques et décisives, l'égalité des rois est aussi chimérique que celle des citoyens. Le Pape était devenu un prince du troisième ou quatrième ordre, et la considération particulière qu'il pouvait encore tirer de son caractère religieux n'était pas tellement compatible avec le mouvement des affaires qu'elle pût constamment en éviter le choc et résister à l'épreuve des intérêts purement temporels. On pouvait donc prévoir que la Papauté, en cessant de combattre l'Empire sans se retirer du monde temporel, mais en s'y confinant au contraire dans une position plus que secondaire, se verrait exposée à des luttes moins glorieuses que par le passé, et pour lesquelles elle invoquerait vainement le prestige religieux et la protection étrangère. Il lui faudrait recourir à toutes sortes de ruses et d'expédients pour jouer encore, bien ou mal, un rôle en rapport avec ses inspirations théocratiques, exercer une action occulte sur chacun des gouvernements chrétiens, les diviser en vue de maintenir sur eux une influence, ourdir des ligues, se mêler de tous les différends, et rarement dans un but pacifique. Aurait-elle des démêlés directs avec un prince puissant, on peut prévoir que celui-ci enverra des soldats contre son faible État, saisira ses provinces, et que la Papauté se verra humiliée dans cette ombre de royauté où elle sera incapable de se soutenir par ses propres forces...

Le pontificat de Boniface VIII met à jour la misère d'une semblable situation. Ce pontife voit faillir com-

plètement dans ses mains l'autorité du droit divin. Les arrêts du Vatican ne sont plus admis comme irréfutables; on ne repousse pas l'anathème par les armes, mais par le mépris, et le peu de succès de la bulle *Unam sanctam* atteste hautement la décadence de cette puissance de *lier* et *déliar*, qui avait précipité du trône, il y a cinquante ans à peine, de vaillants princes. Boniface s'en console dans son amour des plaisirs et de l'argent. Il ne demande plus aux peuples que des tributs. Trésor pour trésor, il négocie les faveurs de l'Eglise, et Rome devient le comptoir de la chrétienté. Un jour le pape imagine de convoquer à Rome les fidèles du monde entier, et le grand jubilé de 1300 remplit les coffres du Saint-Siège et les bourses des Romains.

Peu d'années s'écoulaient et la Papauté n'a pas même pu prendre racine dans son nouvel État. Il a suffi de la volonté de Philippe le Bel pour l'enlever de Rome et transporter sa résidence hors de l'Italie. La Papauté pouvait-elle tomber plus bas qu'elle ne se montra à Avignon? Avilie dans son autorité, perdue de mœurs, indifférente au monde chrétien, elle y passe soixante-dix années, qui ne sont guère connues que par les scandales dont les auteurs du temps nous ont laissé le récit.

Le silence qui se fait dans le monde durant le séjour des Papes à Avignon permet de porter un regard tranquille sur l'état général de l'Europe. Le clergé des deux ordres avait une position fortunée et dominante. Il formait sa vie extérieure sur celle des seigneurs féodaux et ses mœurs sur les exemples licencieux que lui donnaient les Pontifes. La confession auriculaire, en ouvrant aux prêtres une porte dérobée dans le sein des

familles, avait fait taire les clameurs excitées par la loi du célibat. Cependant l'esprit de résistance ne cessait point de progresser dans divers pays. La France montrait avec orgueil l'indépendance de ses parlements et les lumières de son Université, tandis que l'opposition évangélique des Vaudois et de leurs analogues se propageait. Les moines Clemengis et Oliva remplissaient l'air de prédications plus que sévères contre le clergé en général et contre la cour d'Avignon en particulier. Ce dernier publia un commentaire de l'Apocalypse dans lequel il représentait le Pape comme l'antechrist. L'Angleterre voyait un savant théologien, Wiclef, se déclarer ouvertement contre les désordres du clergé, blâmer le pouvoir temporel du Pape et des autres ecclésiastiques, allant jusqu'à traiter d'antechrist la primauté pontificale. L'Espagne, à en juger par les terribles exploits de l'inquisition, n'était pas restée absolument orthodoxe. Quant à l'Italie, elle avait mal résisté aux mauvais exemples tombés d'en haut dont elle recevait directement et de près les impressions. Les institutions républicaines y avaient fléchi, et avec elles les mœurs publiques et particulières. La religion, confondue sans cesse aux yeux des Italiens avec la politique dans les querelles sanglantes des Papes et de l'empereur, perdait son empire sur les âmes; la terreur de l'inquisition y détruisait les sentiments d'humanité, et l'athéisme y pré-ludait à ces mœurs politiques et sociales dont Machiavel, en les personnifiant dans son *Prince*, allait bientôt présenter l'effrayant tableau.

Rome vers ce temps-là donne une fois de plus le spectacle de ces velléités de grandeur qui semblaient autant d'apparitions fantastiques de son antique illus-

tration, et si Colà Rienzi n'eut pas la peine de secouer le joug du Pape ou celui de l'empereur, il eut cependant le mérite de donner à la ville l'ordre et la paix. C'était un enfant du peuple qui avait acquis de l'instruction et qu'animaient les souvenirs du passé. A la tête d'une troupe de jeunes gens armés, il chasse une foule de barons qui ne cessaient de se battre dans les rues et établit une constitution, jugée si convenable que plusieurs des villes et États d'Italie envoient le féliciter et lui offrir leur alliance (1347). Rienzi avait conçu le projet de réunir tous les petits États d'Italie en une grande république dont Rome eût été la capitale. Ce projet ne fut pas généralement repoussé ; mais il eût fallu, pour le faire réussir, chasser l'étranger qui pesait plus lourd que jamais sur l'Italie depuis le contrat passé entre Grégoire X et Rodolphe de Habsbourg. Les petits tyrans préféraient rester sous la tutelle de ce prince et avoir son appui. Rienzi, au reste, était un homme peu sérieux. Son imagination avait séduit un moment le peuple, et ses succès l'avaient enivré lui-même à un point voisin de la folie. Un jour il rassemble le peuple romain devant le Capitole, et étendant son épée vers les quatre points cardinaux, il prend en son nom possession de l'empire du monde ; il donne le droit de cité à toute l'Italie et s'engage par serment à juger tous les peuples de la terre avec équité. Il prend les titres pompeux de *tribun auguste, chevalier du Saint-Esprit et protecteur de l'univers* ! Son exaltation le porte à croire que Rome doit, comme anciennement, régner sur toutes les nations, et que le Pape et l'empereur sont destinés à être les ministres de cette nouvelle souveraineté. Deux compétiteurs se disputaient l'Empire ; il les cite sans façon, et avec eux le

Pape Clément VI, à comparaitre à son tribunal!... Il lui arriva ce qui arrive à tous les parvenus qui se laissent enivrer par les sourires de la fortune; le peuple, blessé de tant d'orgueil dans la personne du fils d'un cabaretier, l'abandonna à la réaction des barons devant lesquels il s'enfuit ignominieusement. Il alla proposer à l'empereur Charles IV de lui livrer Rome et l'Italie; celui-ci, pour toute réponse, le fit remettre entre les mains de Clément VI qui, après l'avoir d'abord anathématisé comme hérétique, se disposait à le faire brûler vif lorsque la mort le priva d'une telle satisfaction.

Les Papes d'Avignon, cependant, voyaient encore parfois passer dans leurs rêves dorés l'ange de la théocratie souveraine. Mais l'essai qui en fut fait par Jean XXII sur Louis de Bavière, loin d'être heureux, ne servit qu'à constater une séparation plus complète de la Papauté et de l'Empire. Jean casse l'élection de Louis et soutient qu'elle ne peut être valable qu'avec l'assentiment du Saint-Siège; Louis fait déposer Jean par le clergé et le peuple de Rome, et lui substitue un anti-Pape, selon l'usage traditionnel. Les électeurs de l'Empire, assemblés à Rense, prennent fait et cause pour Louis de Bavière, déclarant l'élection de l'empereur valable indépendamment de toute approbation du Saint-Siège et par le seul fait de la majorité des suffrages du corps des électeurs. Ils complètent cette déclaration par une pragmatique sanction qui frappe de nullité les censures prononcées contre l'empereur et interdit la publication des bulles pontificales qui n'auront pas été autorisées par les pouvoirs civils (1338). On brise donc des deux côtés tous les liens d'obligation et de suprématie réciproque. On déchire le voile mystérieux et

trompeur qui a si longtemps couvert le pacte de Léon III et de Charlemagne, et l'on rend impossible tout retour vers le passé.....

On sait comment les Papes revinrent à Rome. Les Romains se prirent un jour d'ennui dans leur nullité ; on ne parlait plus d'eux dans le monde. Rienzi, qui, en haine de ses adversaires, avait voulu livrer la ville sainte à l'empereur, se fit le messenger d'un parti qui y rappelait le Pape. Celui-ci, Innocent VI, ne dédaigna ni l'offre ni les services de l'ex-tribun. Mais il fallait recouvrer les États de l'Église, dépecés par les barons, et soumettre des cités qui s'étaient déclarées indépendantes. Ce fut l'œuvre du cardinal Alborno, à la fois prêtre, diplomate et soldat. Rienzi marchait avec lui, reprenait au nom du Pape l'administration de Rome, aux acclamations du peuple qui, un peu plus tard, vexé par ses exactions, traînait son corps sanglant autour de ce Capitole du haut duquel il avait autrefois pris possession du monde entier. Il fut regretté de Pétrarque, qui, dominé par une imagination mobile, voyait alternativement le salut de sa patrie dans le Pape et dans l'empereur, et s'arrêtait volontiers à l'idée de concilier dans le même but les deux souverainetés rivales, illusion d'enfant que le mâle esprit de Dante rejetait en arrière après bien des hésitations, mais pour aller échouer sur un autre écueil, la monarchie universelle de l'empereur!...

Le schisme qui divisa l'Église de 1378 à 1447 fit courir des chances fatales à l'institution de la Papauté. Lorsque les cardinaux, après la mort de Grégoire XI, se réunirent à Rome pour lui élire un successeur, sur vingt-trois qu'ils étaient, dix-sept se trouvaient être

Français et quatre seulement Italiens. Le peuple romain, peu confiant dans les inspirations de l'Esprit-Saint en cette circonstance, et craignant qu'on ne lui donnât un Pape français, entoura le conclave et demanda avec menace que le Pape à élire fût Romain, ou tout au moins Italien. L'élection eut lieu conformément à un tel vœu, et porta au Saint-Siège l'évêque de Bari, sous le nom d'Urbain VI. Malheureusement, trois mois après, les cardinaux déposèrent ce Pontife, sous prétexte qu'il n'avait pas été élu librement, et en réalité parce qu'il exigeait d'eux quelques réformes dans le luxe de leur table et de leurs maisons. Ils élurent Clément VII, qui s'était distingué par des actes de férocité à la tête des écorcheurs bretons de Malestroît, dans la guerre qui avait pour objet de remettre le Saint-Siège en possession de ses États. Clément alla s'établir successivement à Naples et à Avignon, et fut soutenu par la France, l'Espagne et l'Écosse, tandis qu'Urbain, appuyé par l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre, demeurait à Rome. A dater de ce moment, il y eut deux Papes élus régulièrement et à des titres également incontestables. On avait vu assez fréquemment ce qu'on appelait le Pape et l'anti-Pape, mais ici la qualification eût été inintelligible ; les plus éclairés ne savaient de quel côté se trouvait la légitimité. Les saints eux-mêmes se divisèrent à ce sujet dès le commencement : sainte Catherine de Sienne tenait pour Urbain VI, le bienheureux Pierre de Luxembourg pour Clément VII, et cette pauvre unité composée de chair et d'os montrait à nu la faiblesse de l'institution. Chacun des partis tenant bon, la chrétienté eut pendant plus de soixante ans le spectacle de deux Papes parallèlement élus, l'un à Rome et l'autre

à Avignon ou ailleurs, dont la principale occupation consistait à s'accuser mutuellement et à échanger des anathèmes.

Ce fut bien pis lorsque la chrétienté, lasse de ce long scandale, voulut enfin y apporter remède. On avait tenté diverses fois de décider l'un des deux compétiteurs à se sacrifier à l'autre en vue de l'harmonie catholique, sans pouvoir y parvenir jamais. Sur la proposition de l'Université de Paris, un concile est assemblé à Pise avec le consentement des principaux souverains. Il dépose Grégoire XII et Benoît XIII et élit à leur place Alexandre V (1409). Mais ce que l'on a cru être un remède aggrave le mal. Les Pontifes déposés par le concile refusent de se soumettre, et voilà trois Papes au lieu de deux, *tres mali pontifices*, selon l'expression de Gerson.

Cinq ans s'étaient écoulés lorsque le grand concile de Constance s'assembla pour aviser à un tel état de désordre¹ (1414). Il déposa les trois Papes malgré leur résistance et élut Martin V. Les Pères de Constance avaient déclaré que le concile est au-dessus du Pape et que les sentences qu'il rend sont irrévocables. Ils se proposaient d'introduire de nombreuses réformes dans le clergé et même dans le dogme, lorsque Martin se trouva assez fort déjà contre l'imposante assemblée pour la dissoudre au milieu de ses travaux. Elle se dispersa à la lueur des bûchers de Jean Huss et de Jérôme de Prague.

¹ Ce célèbre concile comptait : 3 patriarches, 23 cardinaux, 346 prélats, 564 chefs d'ordres, près de 2,000 docteurs en droit et en théologie, et enfin plusieurs souverains et grands seigneurs.

Le concile œcuménique de Bâle, qu'Eugène IV dut bientôt convoquer malgré ses répugnances, pour obéir à une disposition du concile de Constance qui imposait au Pape l'obligation de réunir l'Eglise tous les sept ans, renouvelle la déclaration touchant la suprématie du concile sur le Pape et la périodicité de ses réunions. Il somme Eugène de prendre part au concile ; le Pape s'y refuse, et, dans la crainte des réformes qui s'annonçaient, prononce la dissolution du concile et en convoque un autre à Ferrare, puis à Florence. Les Pères de Bâle continuent à siéger ; ils prononcent la déposition du Pape et élisent à sa place Amédée de Savoie, qui prend le nom de Félix V. Eugène résiste et vient à bout d'opposer concile à concile. Celui de Florence déclare que « le Pape est le chef de l'Eglise à partir de saint Pierre, dont il est le successeur, et qui a été établi par Jésus-Christ prince des Apôtres, etc. » Le concile de Bâle est obligé de se dissoudre, et ainsi faillit une tentative régulière de réformes qui pouvaient rendre l'ordre à l'Eglise et la préserver des déchirements qui eurent lieu un siècle plus tard. Après avoir porté ouvertement le trouble dans les États, le Saint-Siège le mettait volontairement dans les consciences chrétiennes. Ce fut à ce moment que les Eglises d'Orient consommèrent leur séparation d'avec l'Eglise romaine.

Le concile de Bâle, toutefois, ne s'était pas dissous sans avoir déclaré d'importantes réformes. Il avait condamné les tributs que le Saint-Siège imposait à la chrétienté sous mille formes et mille noms divers, ainsi que les appels en cour de Rome, qui imposaient aux nations une juridiction étrangère et supérieure au droit civil. De telles réformes furent un point d'appui pour les

États. La France s'empessa de sanctionner l'œuvre du concile de Bâle par la pragmatique de Bourges. L'Angleterre imita l'exemple de la France; l'Allemagne y applaudit aussi; l'Italie seule resta indifférente, blasée qu'elle était sur tous les principes moraux et politiques qui comportaient des réformes si importantes.

Le schisme d'Occident finit avec l'élection au pontificat de Nicolas V (1455). Ce Pontife s'installa à Rome et saisit le pouvoir politique en étouffant le gouvernement républicain qui y avait été établi deux années auparavant, et dès lors le Pape redevint souverain d'une principauté à peu près telle que la charte conclue entre Grégoire X et Rodolphe de Habsbourg l'avait constituée. Mais la théocratie universelle et l'instrument empire, que devenaient-ils?

Au lieu de s'appliquer tout au moins à bien gouverner son petit temporel, la Papauté déchue revenait de temps à autre aux illusions de la souveraineté universelle du Saint-Siège, exercée par le bras séculier de l'Empire. La velléité qu'en montra OEneas Sylvius (Pie II) a l'air d'un roman. Ce Pontife plein d'imagination, après avoir échoué dans le projet de renouveler les croisades, voulait rendre à la Papauté la majesté cosmopolite dont elle avait brillé autrefois. Ne voyant dans les princes chrétiens que peu de goût pour un semblable retour aux péripéties du passé, il eut la bizarre idée d'offrir la couronne impériale à Mahomet II, sultan de Constantinople, contre qui il avait eu le dessein de diriger sa croisade en projet. A dire vrai, il mettait à l'offre faite au prince musulman la condition du baptême. « Il ne s'agit que d'une goutte d'eau sur ton front, lui écrivait-il; si tu y consens, il n'est pas de prince dans l'univers

que tu ne puisses surpasser en gloire et en puissance : nous te nommerons empereur des Grecs et de tout l'Orient!... » Le Pape, pour séduire le Turc, invoquait les exemples de Pépin et de Charlemagne et le pacte des Pontifes avec les rois francs, auxquels ils avaient autrefois transmis la couronne impériale. Cette extravagante démarche eut le sort qu'elle méritait et attesta une fois de plus que la Papauté et l'Empire, ces deux terribles visions des temps précédents, étaient descendus au tombeau, ou que du moins leurs noms ne pouvaient plus avoir désormais la même signification qu'autrefois. On avait déjà vu peu de temps auparavant une parodie (1431) assez pitoyable. C'était l'empereur Sigismond venu à Rome pour demander le saint chrême à Eugène IV. La foule était accourue pour voir le fantôme de l'Empire qui passait et l'avait poursuivi de ses plaisanteries. Sa pauvreté avait fait pitié aux riches marchands des villes italiennes; et le duc de Milan, Visconti, s'était enfermé dans son château pour ne pas saluer cette majesté à son passage.

Pie II avait cependant marqué son règne par un acte d'une énergie remarquable : ce fut lui qui rendit la bulle *Execrabilis*, par laquelle étaient condamnés et révoqués les décrets des conciles de Constance et de Bâle.

Sixte IV prend l'initiative d'un nouveau genre de politique qui sera imité après lui. Il conçoit l'idée de donner des principautés en Italie aux divers membres de sa famille, comme autrefois les grands Pontifes Grégoire VII ou Innocent III distribuaient des royaumes aux princes partisans du Saint-Siège. Florence, éclairée sur les dangers de ce nouveau genre d'ambition, veut s'y opposer; deux prêtres attaquent Laurent et Julien

de Médicis dans une église, le poignard à la main, et ce dernier est tué. La république envoie aux puissances la preuve irrécusable que le Pape a été l'instigateur du complot des Pazzi; celui-ci s'en justifie en jetant l'interdit sur la république et en excitant contre elle, à titre de croisade, tous les condottieri de la Romagne et l'armée du roi de Naples, considéré comme vassal du Saint-Siège. Milan veut, ainsi que Florence, soutenir la cause des petits États; Sixte fait descendre en Italie les Suisses, le seul peuple que les Papes n'y eussent pas encore appelé.

Ce fut sous le pontificat de Sixte IV que l'inquisition prit en Espagne un caractère plus cruel encore que celle qui avait été établie en France par ordre d'Innocent III contre les Albigeois. Dans l'espace de quatre ans, les inquisiteurs y firent brûler deux mille personnes. Un nombre beaucoup plus considérable périt dans les cachots. Ceux qu'ils traitèrent avec indulgence furent marqués d'un fer rougi sur la poitrine et sur les épaules, déclarés infâmes ainsi que leurs enfants, et dépouillés de tous leurs biens dont profitaient les bourreaux. Ce fut un prieur fanatique, Thomas Torquemada, qui commença cette série de persécutions sanguinaires qui épuisèrent l'Espagne et n'ont entièrement cessé qu'à l'arrivée des Français, en 1809. Ces inquisiteurs dominaient par la terreur qu'ils répandaient, et étaient aussi souverains que les rois d'Espagne eux-mêmes, qui, à vrai dire, leur donnaient cordialement la main. L'inquisition était devenue la religion. Dieu, dans l'argot mystique des familiers du saint office, signifiait l'inquisiteur-général. Torquemada, qui avait pris ce titre, avait une troupe de moines qu'il appelait *la milice du*

Christ !... Le tribunal du saint-office, en Espagne, ne pardonnait pas même aux morts : leurs os étaient arrachés à la sépulture pour être brûlés. Cent soixante-dix mille familles juives, formant ensemble huit cent mille individus, furent chassées du territoire espagnol, et ceux qui voulurent rester furent réduits en esclavage et vendus sous la lance du prêteur ¹.

Pour avoir une idée de l'anéantissement du bon sens et des sentiments d'humanité à cette époque, il faut noter que de pareilles atrocités étaient généralement considérées comme dignes d'admiration. Raynald dit naïvement que cette sévérité envers les Juifs assura, « auprès des âmes pieuses, la plus grande gloire à Isabelle de Castille, » qui régnait alors. Des écrivains italiens du xv^e siècle, en parlant de ces persécutions, en approuvent hautement le principe. C'est ainsi que Barthélemy Senarega, historien génois, qui vit plusieurs milliers de ces Juifs jetés sur la côte de Gènes, où il leur fut à peine permis de radoubier leur navire, dit que « la loi de leur bannissement parut louable, puisqu'elle tendait à conserver l'honneur de la religion... » — « Vous les eussiez pris, dit-il, pour des spectres. Ils étaient maigres, pâles, les yeux rentrés, et ne différaient des morts que par le mouvement. Les enfants à la mamelle périssaient et les mères avec eux. Plusieurs furent noyés par la cupidité des matelots, plusieurs forcés de vendre leurs fils parce qu'ils n'avaient plus de quoi payer le nolis et qu'il fallait cependant partir, car une loi défendait aux Juifs de séjourner plus de trois jours à Gènes. On les considérait comme n'ayant pas été créés

¹ Marinus Siculus, *De Reb. hispan.*, et Raynaldus, *Ann. eccles.*

par Dieu. Un si grand nombre d'entre eux mourut auprès du môle, seul endroit où on leur eût permis de reposer, que le printemps suivant l'infection des corps produisit la peste¹.... »

Parlons d'Alexandre VI en laissant de côté le scandale de ses mœurs. Alexandre avait contribué d'abord à la coalition qui épouvanta Charles VIII et le fit sortir précipitamment de l'Italie; mais à peine le roi français avait-il repassé les Alpes que le perfide Pontife l'invitait à y revenir. Charles meurt au moment où l'invitation lui arrive; mais Louis XII, son successeur, écoute le Pape et accepte des combinaisons d'intérêt qu'il lui propose, et cette fois l'Italie n'est pas seulement livrée, elle est ignominieusement vendue. Marié à une femme qu'il n'aimait pas, Louis d'Orléans désirait le divorce pour épouser Anne de Bretagne. Le pape lui accorde tout à la fois le divorce, les États du duc de Milan et la couronne de Naples. Il reçoit en échange le duché de Valentinois en France et une principauté dans la Romagne pour son fils César Borgia. Alexandre fait des querelles à tous ses voisins et se bat à la tête de ses troupes. Il voulait soumettre tous les États d'Italie par le bras séculier de son fils naturel, César, comme les grands Papes voulaient soumettre tous les royaumes de l'univers par la main de leur fils spirituel, l'empereur : pâle imitation qui donne une idée des proportions dans lesquelles était déchue, à la fin du x^v^e siècle, la Papauté!

Tel était cependant l'état de détresse du patriotisme italien, que Machiavel n'était pas éloigné de fonder des

¹ Senarega, *De Rebus genuensibus*, t. XXIV.

espérances sur ces deux scélérats, qu'il avait étudiés jusque dans les replis de l'âme. Les rapports qu'avaient ensemble ces hommes fixaient au plus haut point l'attention des politiques de l'époque. Ce devait être vraiment un spectacle assez curieux de voir aux prises un Borgia et un Machiavel, cherchant à se pénétrer l'un l'autre ; se pénétrant, en effet, et ne faisant semblant de rien. Le secrétaire de la république étudiait l'homme d'État dépourvu du sens moral, pour qui toute route était bonne, pourvu qu'elle menât à ses fins. C'était en vain que Borgia s'enveloppait de sa profonde dissimulation, Machiavel le suivait jusque dans ses plus secrètes pensées, le surprenait et s'en applaudissait. Il finit un jour par l'aborder franchement et lui dit : « Si la république de Florence n'était qu'un homme, il vous serait facile de vous en emparer ; mais c'est un peuple et vous ne gagnerez rien avec elle. Tournez-vous du côté des princes de la Romagne, que vous pourrez défaire l'un après l'autre... » Cependant, de même que Pétrarque et Dante, en désespoir de cause, avaient alternativement rêvé l'unité italienne sous les sceptres du Pape et de l'empereur, Machiavel aurait voulu que César Borgia réalisât la suprématie nationale, tout indigne qu'il le savait de régner. Il le flatte, l'excite, lui suggère dans ce but des expédients abominables, et entre en complicité d'esprit avec ce « tyran rédempteur, » par son *Prince*, livre tissu avec une sorte de naïveté savante ou une audace digne de la corde, pour porter à la postérité l'effrayant tableau de mœurs qui était l'œuvre de ces Pontifes qui, instituteurs du genre humain, maîtres des croyances religieuses, avaient banni la morale de la politique ainsi que de la religion,

pour lui substituer une autorité théologique imaginaire; et donné le fâcheux exemple de marcher au but par tous les moyens. Le Pape Alexandre fut arrêté dans son rêve de domination par un fils digne de sa vie : ayant, assuré-t-on, formé le dessein de se débarrasser d'un de ses cardinaux, il prit lui-même, par mégarde, le poison qui lui était destiné, et la mort qui le frappa aussitôt entraîna la fortune de son fils.

Des écrivains ont voulu faire de Jules II, comme d'Alexandre III et d'Innocent IV, un *Pape patriote*, et l'imagination enfantine des Italiens n'a pas peu contribué à accréditer cette absurde erreur. La vérité est que Jules roulait dans le même cercle d'ambition que son prédécesseur. Pontife-soldat comme lui, la conquête de l'Italie entière était l'objet de son incessante activité. Le lendemain du jour où il entra dans la Mirandole par une brèche faite aux remparts, il écrivait à son frère : « Je n'ai qu'un désir, c'est de faire de l'Italie un seul royaume sous le gouvernement du Saint-Siège. » Si c'est là du patriotisme, tous les Papes ont droit à la même qualification, car tous eurent le même désir et la même idée.

Machiavel adressait à Jules II, comme à César Borgia, ses éloges exagérés et invoquait également en lui « le tyran rédempteur, » invocation qui assurément ne pouvait avoir d'autre objet, dans la pensée du grand publiciste, que l'expulsion de l'étranger ou une perturbation empirique; car comment Machiavel aurait-il pu concilier le vœu d'une monarchie italienne dans les mains du Pape, avec ses devoirs de citoyen de Florence et ses fonctions de secrétaire d'État?

Jules II est tout entier dans la ligue de Cambrai,

dont les conséquences furent si funestes à la France et à l'Italie (1508). Le premier acte de ce prétendu patriote fut de jeter sur la république de Venise, qui lui disputait la possession de quelques villes du littoral adriatique, une coalition dans laquelle entrèrent l'empereur Maximilien, le roi Louis XII, Ferdinand le Catholique et les cantons suisses. Tels furent, en effet, les seuls motifs de la fameuse ligue. Il s'agissait d'écraser, au nom des plus misérables griefs, une petite république pleine de souvenirs glorieux, qui restait la dernière défense que pût invoquer l'Italie au jour du danger. Jules II commit ce crime avec un parfait sang-froid et une perfidie dont témoigne assez le résultat. Il avait offert jusqu'au dernier moment aux Vénitiens, par l'entremise de Jean Badoer, leur envoyé, de dissoudre la ligue s'ils consentaient à lui céder Faenza, Cervia et Rimini. C'était pour la possession de deux ou trois villes que ce grand politique avait disposé cet appareil formidable et fait entrer tant d'étrangers sur le sol italien, qui allait bientôt et longtemps leur servir de champ de bataille. En effet, dès que les villes en question furent tombées en son pouvoir, il songea à congédier les étrangers. Mais en venant en Italie, ceux-ci n'avaient pas uniquement pour but la satisfaction du Pape ; ils y venaient les uns et les autres pour leur propre intérêt, et Jules II ne s'était pas fait faute d'exciter leur convoitise pour les attirer dans la ligue. Il était donc plus difficile d'éloigner les étrangers qu'il ne l'avait été de les appeler dans la Péninsule. Les Français et les Espagnols n'avaient rien moins pour but que de s'y installer au même titre que les Allemands.

Le rôle qu'allait ensuite jouer Jules II ne pouvait

manquer d'avoir toutes les apparences d'un acte de patriotisme. Il imagine de retourner contre le roi de France cette déplorable facilité avec laquelle les souverains se laissaient encore mener les uns contre les autres par le Saint-Siège, et de lui opposer les autres coalisés en leur adjoignant Henri VIII d'Angleterre. Pour les décider à cette nouvelle ligue et la fortifier, il donne Naples à l'Espagne, excite le ressentiment de Venise, soulève Gènes et Bologne et excommunie les Français. Voilà donc le Pape à la tête d'une levée de boucliers contre l'*étranger*, comme on avait vu précédemment Alexandre III et Innocent IV. Mais les Français une fois chassés, comme ils le furent effectivement, il restait d'autres étrangers. Jules II entendait également expulser les Espagnols au moyen des Allemands; mais par qui eût-il enfin délivré l'Italie de ces derniers? Le Pontife s'en fut dans l'autre monde, laissant l'Italie en proie à ces deux puissances, et la troisième ne pouvant manquer d'y revenir bientôt pour venger la trahison dont elle avait été l'objet et maintenir son équilibre politique sur le théâtre des événemens dont l'Italie était le foyer. Jules II avait fait beaucoup de bruit en Europe et n'était parvenu qu'à ajouter deux ou trois petites provinces aux États Romains, à doter de principautés son neveu, et à enrichir les autres membres de sa famille avec les tributs levés par lui sur la chrétienté.

Pendant que les Papes-rois concentraient ainsi leur sollicitude et leur activité sur les moyens d'étendre les frontières de leur État, et employaient leur pouvoir spirituel à ourdir des ligues de puissances dans un but si peu élevé, l'esprit public, sur plusieurs points, s'éloignait de plus en plus de la Papauté. Les besoins de

réformes qui s'étaient manifestés en France, en Angleterre et en Allemagne, prenaient chaque jour plus de consistance et n'affectaient pas seulement des sectaires, mais aussi des princes et des hommes d'État. Les peuples réfléchis du Nord en particulier montraient une grande répugnance à voir le christianisme représenté comme il l'était par le Saint-Siège. Ils avaient de la peine à trouver de la ressemblance entre les Papes et Jésus-Christ, et à concilier avec les saines idées de la morale les mœurs et la conduite de la cour pontificale. Des personnages de la plus haute influence dans la chrétienté refusaient de reconnaître les représentants de l'Eglise dans ces petits tyrans, pour qui la suprématie spirituelle n'était plus qu'un moyen de battre monnaie au profit de leurs bâtards ou de leurs neveux, et de jeter le trouble entre les princes chrétiens. L'impiété, du reste, était flagrante; les Pontifes n'avaient plus le prestige que donnait l'exaltation religieuse à ceux des siècles précédents, et Rome laissait voir tous les vices de l'antique paganisme sans en avoir les vertus. Les peuples du Nord, qui avaient subi volontiers l'omnipotence d'une théocratie despotique et sanguinaire, se sentaient repoussés dans leur moralité native, se rejetaient en arrière et résistaient à cette autorité de la corruption. Les bûchers de Jean Huss et de Jérôme de Prague avaient jeté une lueur immense sur toutes les contrées du Nord et leurs prosélytes ne pouvaient plus se compter.

Léon X, en succédant à Jules II, héritait donc des plus sérieux embarras. Heureusement pour lui qu'il n'était pas d'humeur à beaucoup s'en alarmer. Sorti de la maison des Médicis, spirituel, voluptueux et artiste,

il avait peu de goût pour la guerre, et les intérêts de la Papauté l'inquiétaient d'autant moins qu'il ne soupçonnait pas que son existence ou son autorité pussent jamais courir des dangers. Il apprend un matin le hardi coup de main et la victoire de François I^{er} à Marignan.

« Monsieur l'ambassadeur, dit-il aussitôt à l'envoyé vénitien, il faut nous jeter dans les bras du roi !... » François l'accueille avec enthousiasme ; il aspirait à l'Empire et voulait s'assurer l'appui du Pape. Celui-ci met habilement à profit cette velléité du roi poète pour en obtenir l'abandon des immunités gallicanes et des libertés garanties à la France par la pragmatique de Bourges ; le déplorable concordat de 1516 est signé à Bologne entre Léon X et François I^{er}.

Bientôt après Charles-Quint est élu empereur, alors que son alliance avec Jeanne de Castille avait mis sur sa tête la couronne de Naples et de Sicile. Voilà donc une puissance hors ligne, et elle se déclare contre François I^{er} en Italie. « Il faut, dit alors le Pape, nous jeter dans les bras de l'empereur !... » Il ouvre lui-même les portes de l'Italie aux Espagnols, et prélude ainsi aux longues et sanglantes batailles qui devaient bientôt s'y livrer. Quant à lui, il n'aspire qu'à jouir tranquillement de la vie dans les États de l'Église et à orner son temporel de toutes les magnificences que la fortune et les arts sont capables de réaliser. Il ne demande à la chrétienté que de l'argent, et à cet effet il redouble d'activité pour la vente des pardons et des indulgences ; système commode qui, au lieu de détruire le péché, comme entendait le faire Innocent III, faisait au contraire du péché une source inépuisable de prospérité et le piédestal de la monarchie pontificale !

Mais au moment où cette fantastique prospérité paraît plus grande, voilà que sur plusieurs points de l'Europe la conscience des peuples se montre agitée. non plus seulement au sujet des questions ostensibles d'influence politique, mais aussi à l'endroit des questions religieuses que l'on considère comme le masque d'une influence immorale et perturbatrice. Des hommes prennent position devant cette Papauté voluptueuse et vénale, devant ce clergé qui a systématiquement abdiqué toute pudeur, devant cette nouvelle Ninive, et, comparant tout cela aux saintes Écritures, ils osent dire hautement que cet amas de richesses, que cette vie consumée dans les plaisirs mondains, que ces guerres homicides et cette cour scandaleuse de Rome ne sauraient être l'Église de Jésus-Christ et de ses apôtres. Le moine Martin Luther résume les doctrines de Valdo, d'Arnaud de Brescia, de Jean Huss, de Wickleff, et ce n'est plus seulement une réforme qui s'opère, c'est le schisme qui se fait. La Bohême, la Suède, une partie de l'Allemagne, la Suisse et l'Angleterre vont être à jamais séparés de la communion romaine.

C'en était fait de la Papauté dans une situation si critique sans la venue des Espagnols. Un moine obscur, élevé par hasard au pontificat après Léon X, ne semblait y être arrivé que pour lui donner le dernier coup. Adrien VI applaudit hautement aux censures de Luther et veut réformer le clergé, à commencer par les prélats qui l'ont élu. Il se déclare contre le faste, la bonne chère, les plaisirs dont Rome était remplie. On s'écrie de toutes parts au barbare ! Il vit une année à peine, et le lendemain de sa mort on trouve la porte de son

médecin ornée de guirlandes de fleurs avec cette inscription : « Au libérateur de la patrie!... »

Rome au reste n'avait plus à opposer à la réforme que des prêtres athées, bercés dans les plaisirs et adonnés à l'intrigue. La foi des Espagnols, épurée par une lutte de sept siècles contre le fanatisme musulman et par les flammes de l'inquisition, vient raviver la Papauté expirante en même temps que Charles-Quint étend sa puissante main pour la protéger. Clément VII veut secouer cette protection qui s'impose en s'appuyant sur le parti français; mais la bataille de Pavie brise la seule armée que le Pape pût opposer à Charles-Quint et abaisse la seule puissance capable d'intervenir en conciliatrice entre le Saint-Siège et les peuples en état de protestation (1525). Dès lors, Charles-Quint est maître du Saint-Siège; il saisit avec tous les ménagements possibles dans ses bras l'idole pontificale, la confie à Ignace de Loyola, qui venait de fonder une société destinée à devenir célèbre, pendant qu'il avisera au moyen de lui trouver un abri plus imposant. Charles presse le Pape de convoquer un concile, non pas dans un but de conciliation entre les parties dissidentes, mais avec l'intention bien arrêtée, au contraire, d'empêcher toute concession de la part du Saint-Siège et de donner désormais pour abri à la Papauté l'absolutisme et l'infailibilité.

Paul III assemble le concile de Trente à regret et en conservant l'espoir que les protestants pourront y faire parvenir leurs réclamations et la conciliation s'opérer (1545). Charles marche contre eux, défait leur confédération à Mühlberg et pèse de tout le poids de sa victoire sur le concile, tandis qu'une foule de moines

espagnols souffle autour de cette assemblée l'esprit âpre et inflexible qui devait caractériser ses décisions. Le triomphe de l'influence espagnole au sein de l'Eglise : pour effet de rendre toute réconciliation impossible du principe catholique avec la réforme d'abord, et plus tard avec les principes de la liberté intellectuelle et tous les progrès de la civilisation.

Le concile de Trente était l'antithèse des conciles de Constance et de Bâle. Il investissait le Pape de l'autorité suprême de l'Eglise, le déclarait inspiré directement de l'Esprit-Saint et infaillible dans ses décisions et interprétations en matière de foi et de doctrine. Il lui subordonnait les évêques et tout le clergé, et organisait une hiérarchie destinée à distribuer de degré en degré les inspirations célestes dont le Pape était comme le grand et unique récipient. La confession passait à l'état de dogme et de sacrement, et le célibat, dont elle est un annexe, était soigneusement conservé. Le concile s'était appliqué particulièrement à consacrer toutes les dispositions canoniques contre lesquelles les réformés réclamaient et qui avaient motivé le schisme. Il repoussait donc toute idée de conciliation, et pour que l'on n'en pût douter, il écrivait au frontispice de son édifice : « Hors de l'Eglise, pas de salut!... » Paul III et Paul IV, qui étaient Italiens, répugnaient, ainsi que Clément VII, à la domination dans l'Eglise de cet esprit espagnol; mais ne pouvant résister à son ascendant, ils prirent le parti de se résigner au rôle de Pape infaillible. Il fallait assurer les rigoureuses dispositions du concile; pouvaient-ils mieux faire que de confier cette tâche aux hommes qui avaient été l'âme de ses décisions, c'est-à-dire aux jésuites et aux chefs de l'inquisition?

Paul III approuva l'institut fondé par Ignace de Loyola (1540), et la société prit un développement rapide. Elle était admirablement constituée pour l'action et soumettait ses membres à une discipline qui en faisait une sorte de mécanique appliquée à la nature humaine. L'obéissance exigée des membres était absolue, et pour que le principe de cette obéissance passive fût mis hors de contestation pour l'ordre tout entier, un vœu particulier du chef le soumettait à la volonté du souverain-pontife. Le général résidait à Rome, et de là exerçait un empire absolu sur les membres répandus dans toute la chrétienté. Il avait auprès de lui cinq *assistants* formant son conseil, et un *admoniteur* chargé de le surveiller lui-même, et sous ses ordres, dans les divers pays ou nations, des *provinciaux*. Il y avait dans l'ordre trois degrés : les *profès* ayant fait leurs vœux, les *coadjuteurs*, divisés en *spirituel* et en *temporel*; les *novices* et les *scolastiques*. Tous les membres, avant d'être admis dans la société, étaient soumis à de nombreuses épreuves, et chacun était ensuite employé selon sa capacité.

On a dit que Loyola était un esprit étroit et borné ; mais il faut avouer qu'il avait fort bien compris que si l'on raisonnait au sujet du principe sur lequel était établie la Papauté, elle était perdue, et qu'il fallait, pour la sauver, un coup d'État hardi, une affirmation systématique, absolue, aveugle de son autorité. La Papauté, fondée uniquement sur la succession de saint Pierre, pouvait être contestée, démentie même l'Évangile à la main ; mais la Papauté du concile de Trente ne pouvait être discutée ; elle était trop clairement absurde pour un examen sérieux, et c'est par un tel caractère, c'est-à-

dire en passant nettement à l'état de vérité de convention, qu'elle était sauvée. En approfondissant cette idée et en lui donnant pour corps l'organisation militaire qu'il avait apprise étant soldat, Ignace de Loyola avait trouvé le meilleur expédient qui convint dans la circonstance : il fut l'homme de génie du moment.

A partir du concile de Trente, la Papauté n'offre plus aucune originalité et ne soulève plus des questions de principe; son sort, au spirituel, paraît fixé. Quant au temporel, abandonnée des peuples et ne pouvant plus guère compter sur leur appui contre les rois, elle s'attache à sa petite souveraineté et s'efforce de se donner de l'importance entre les monarques, en créant entre elle et eux une sorte de solidarité basée sur un échange d'influence et de protection. Le droit de règne avait péri comme les autres droits dans la plupart des États; elle consacra le droit héréditaire et contribua par ses doctrines à lui donner cette fixité et cette inertie que nous lui avons vues jusqu'à nos jours, et qui sont devenues un grief mortel des peuples contre ce droit. Mais la Papauté n'eut plus sur les États et leurs chefs une autorité ostensible, et ce fut bien vainement que quelques Papes tentèrent encore de tirer de l'arsenal pontifical les foudres de l'anathème. Les excommunications lancées par Paul III contre Henri VIII d'Angleterre, par Pie V contre la reine Élisabeth et contre le serment d'allégeance, de Sixte-Quint contre Henri IV de France et le prince de Condé, restèrent absolument sans résultat. Rome, en un mot, fut réduite à l'influence occulte dont elle disposait. Elle n'aurait pas pu commander des massacres comme ceux qui anéantirent les Albigeois; elle avait de la peine à maintenir l'inquisition dans quel-

ques pays, et se voyait réduite à la seule faculté de faire chanter le *Te Deum* après les désastres de la Saint-Barthélemy et le retrait de l'édit de Nantes.

Une telle transformation n'avait cependant pas dû s'accomplir sans produire de profonds déchirements entre les nations et sans entraîner des conséquences fondamentales pour les croyances. Charles-Quint, en attaquant les réformés et en évoquant ainsi la guerre religieuse, avait mis sur la défensive divers États de l'Europe. Après sa victoire de Mühlberg, de vaillantes épées avaient été tirées dans le Nord, et il s'était vu obligé de signer humblement la paix de Passaw, qui garantissait aux protestants la liberté de conscience (1552). La dernière moitié du xvi^e siècle fut pleine de sourdes agitations, résultant de ces prises d'armes et des querelles religieuses. Au commencement du xvii^e, elles se compliquèrent de questions d'équilibre européen, et, la cour de Rome aidant, on vit tous les princes de la chrétienté s'engager dans une guerre confuse de catholiques contre protestants. Elle dura trente ans et bouleversa tous les intérêts (1618-1648). Mais une si cruelle épreuve fut la dernière de ce genre. Les princes chrétiens, désabusés du fanatisme religieux en présence des maux qu'il avait causés, réunirent successivement et sans distinction de croyance les congrès d'Osnabrück et de Munster, et signèrent le traité de Westphalie (1648). Ce traité proclamait la liberté de conscience, qui était la négation formelle de la dictature que le concile de Trente avait établie sur les âmes. Il jetait en même temps les bases définitives de la liberté individuelle et de la souveraineté respective des nations. Depuis lors, catholiques et protestants ont marché dans

deux voies différentes, et l'on pourrait facilement apprécier, dans le sens de la civilisation en général, de quel côté sont aujourd'hui les résultats les plus favorables.

En mettant fin à l'historique de faits qui ne peuvent que se répéter de loin en loin dans la décadence monotone de la Papauté, et qui ne sauraient nous fournir des observations nouvelles, nous croyons devoir reporter un regard en arrière sur l'état du monde chrétien, et en particulier sur celui de l'Italie, centre le plus rapproché de l'influence romaine. La chrétienté, au sortir du ^{xv}^e siècle, était encore plongée dans la confusion. Les nationalités étaient parvenues à se former, mais les pouvoirs publics donnaient à peine signe de vie. Les lois étaient confuses, la juridiction nulle ou arbitraire. La propriété était presque entièrement dans les mains des seigneurs et du clergé. Mais le mal était surtout dans les esprits. L'inquisition avait concentré les âmes par la terreur de ses supplices, semé la défiance mutuelle et la division. Les misères de l'ignorance et de la superstition étaient la principale plaie. Quand cet effrayant tribunal ne trouva plus d'hérétiques réels, tels que Galilée ou Giordano Bruno, par exemple, il en inventa pour exister. Il n'était question que de crimes de magie et de sorcellerie, de gens qui avaient des rapports avec le démon dans des lieux solitaires. En Italie, où le saint-office avait déployé presque autant de fureur qu'en Espagne, on renouvelait sans cesse la fable d'enfants enlevés et mangés par des Juifs ; et c'est sur des faits de cette nature que portaient le plus souvent les accusations d'hérésie et que l'on motivait les poursuites et les supplices. La France avait énormément souffert des

aberrations sataniques des inquisiteurs, comme on peut le voir par les annales des persécutions d'Arras ; mais elle n'était pas déchue au xvi^e siècle dans sa moralité politique et dans ses mœurs, comme cette Italie qui avait cependant eu le privilège de se dégager, au milieu du moyen âge, de la servitude générale et de briller d'un si grand éclat.

« La liberté, dit Sismondi, avait donné à l'Italie quatre siècles de grandeur et de gloire. Durant cet espace de temps, elle fit peu de conquêtes au delà de ses limites naturelles, mais elle assura néanmoins à ses peuples le premier rang entre les nations de l'Occident. Les Allemands, les Français, les Espagnols, les Anglais avaient des monarques et des seigneurs féodaux ; les Italiens seuls avaient une patrie. Ils avaient relevé la nature humaine dégradée en donnant à tous les hommes des droits comme hommes, en dehors de tout privilège. Ils avaient rendu au monde la philosophie, l'éloquence, la poésie, l'histoire, l'architecture, la sculpture, la peinture, la musique. Ils avaient fait faire des progrès rapides à l'agriculture, à la navigation, aux arts mécaniques, ils avaient été les instituteurs de l'Europe. A peine pourrait-on nommer une science, un art, dont ils n'eussent enseigné les principes aux peuples qui, depuis, les ont dépassés¹. »

Ce brillant tableau d'un illustre écrivain ne présente aucune exagération. L'Italie, du xii^e au xvi^e siècle, fut, par ses petites républiques, le foyer d'où la civilisation moderne s'est répandue sur l'Europe. Mais arrivée au milieu de ce dernier siècle, il n'est plus possible de la

¹ Sismondi, *Répub. ital. du moyen âge*.

reconnaître. L'inquisition et le casuisme, joints aux funestes exemples tombés d'en haut, l'ont entièrement pervertie. Ce n'est plus le temps où de laborieux marchands étaient appelés à la tête des petits États, et où les mandataires du peuple délibéraient librement sur les affaires publiques et préparaient dans la paix les colonisations florissantes que Florence, Venise et Gênes allaient porter en terre étrangère. Les guerres entre Guelfes et Gibelins avaient créé de petits potentats dans quelques États, principalement en Lombardie, pour qui tous les moyens étaient bons, soit pour régner, soit pour combattre. Les républiques n'échappèrent pas à la corruption qui les entourait, et chez elles comme chez les petits tyrans, la politique se trouve entièrement pervertie dès le temps où Machiavel et d'autres auteurs, ses contemporains, prennent à tâche de nous en entretenir. La tyrannie s'y perfectionne en bannissant ouvertement la morale. La politique, réduite à ses formes, n'est plus qu'une affaire de stratégie, d'adresse, de surprises, un jeu terrible qui n'admet pas impunément de fautes. C'est un art savant, raffiné, plein de mystères, d'émotions, où l'attrait passionné le dispute au péril, exigeant alternativement la dissimulation et l'audace, la bassesse et l'orgueil, la faiblesse et la cruauté. Le système repose, avant tout, sur la perfidie, et la gloire s'acquiert ostensiblement par un habile usage du poignard ou du poison. C'est le temps aussi des *condottieri*, comtes et barons, courant en armes les aventures, détroussant les gens, pillant les villes et les villages. Ils se croisent dans les campagnes avec les bandes de l'inquisition à la recherche de l'hérésie, et avec les soldats allemands qui veillent, non à l'ordre public, mais

à la conservation des droits suzerains de l'Empire,

Les nouvelles cours substituèrent la vanité castillane à tous les usages modestes que l'on voyait encore au commencement du xvi^e siècle. Des questions de précedence occupaient la politique. Les maisons des Médicis, des princes d'Este et autres avaient des disputes pour obtenir le pas dans les cérémonies où leurs ambassadeurs se rencontraient. Les souverains s'arrogeaient successivement de nouveaux titres, en même temps qu'ils en distribuaient aussi à leurs courtisans. Tandis qu'ils passaient par toutes les gradations d'illustrissimes, d'altesses sérénissimes, d'altesses royales, ils créaient pour leurs sujets des patentes sans nombre de marquis, de comte, de chevalier, et leur abandonnaient successivement les qualifications à mesure qu'ils les dédaignaient. De telles décorations passaient graduellement dans la foule; il vint une époque où l'on n'écrivait plus à son cordonnier sans l'appeler très-illustre. Mais en multipliant les titres, on avait multiplié les mécontentements et les mortifications; et alors le moindre gentilhomme ou officier se trouvait mortellement blessé si on ne l'appelait que très-célèbre et très-excellent; il prétendait à l'illustrissime!

L'habitude du travail avait été, durant la première moitié encore du xvi^e siècle, le caractère distinctif des Italiens. Mais un peu plus tard, sous l'influence de la transformation de toutes les petites républiques en États princiers, ils en perdirent le goût et ne songèrent plus qu'à se procurer ce qu'on appelait « un noble loisir. » Ils accueillirent le préjugé des Castillans qui couvrait de mépris toute profession ouvrière, et apprirent encore de ces étrangers à augmenter le faste à mesure que les

ressources diminuaient, et à étaler la pompe au dehors au détriment de l'intérieur. Les petits souverains engagèrent leurs courtisans à mettre leurs capitaux en terres; puis ils créèrent le droit d'aînesse qui condamnait les aînés des familles à l'oisiveté par le rang qu'il leur donnait, et les cadets à la fainéantise et à l'impuissance par la servitude et le désintéressement qu'il leur créait.

Une semblable direction imprimée à la constitution sociale devait avoir naturellement les effets les plus funestes. Ce fut pour remplir les loisirs de tout ce qui était courtisan, et offrir en même temps une sorte de compensation à une foule de cadets déshérités et privés des droits du mariage, que l'on inventa les droits et les devoirs aussi bizarres que monstrueux des sigisbées ou chevaliers servants. On les fonda sur deux lois que s'imposa le beau monde : aucune femme ne pouvait paraître seule en public, et aucun mari ne pouvait, sans ridicule, y accompagner sa femme... « La paix des familles, dit à ce sujet l'auteur que nous venons de citer, fut bannie de toute l'Italie ; aucun mari ne regarda plus sa femme comme une compagne fidèle, associée à son existence ; aucun ne trouva plus en elle un conseil dans le doute, un soutien dans l'adversité, un sauveur dans le danger, un consolateur dans le désespoir. Le père n'osa plus s'assurer que les enfants qui portaient son nom étaient à lui ; il ne se sentit plus lié à eux par la nature. L'orgueil de conserver sa maison, mis à la place du plus doux et du plus noble des sentiments, empoisonna tous les rapports de famille, les doux noms d'enfant et de père. Chacun souffrait, non plus comme citoyen, dans la patrie opprimée, mais dans sa famille et dans son humanité... Génée sans cesse dans sa maison par la présence

de l'ami de sa femme, séparé d'une partie de ses frères et sœurs qu'on avait enfermés de bonne heure dans les couvents, fatigué de l'inutilité des autres, auxquels, pour tout établissement, il était obligé de donner un couvert à sa table, il n'était regardé par eux que comme l'administrateur du patrimoine. Il était seul responsable de son économie, tandis que frères, sœurs, femme et enfants, formaient une ligue secrète pour le ruiner. S'il faisait des dettes, le majorat couvrait la propriété; les créanciers perdaient et les fermiers se voyaient ruinés. Ce qui distingue le *xvii^e* siècle, c'est surtout ce préjugé antisocial, plus funeste que le libertinage, d'après lequel on faisait parade de ce qu'on avait caché autrefois. Ce ne fut pas parce que les femmes eurent des amants, mais parce qu'on leur fit une loi d'en avoir, que les Italiens cessèrent d'être des hommes... »

Les sciences et les arts devaient infailliblement se ressentir d'une décadence si rapide et si profonde dans les mœurs. Après s'être formés graduellement dans l'atmosphère vitale des républiques et avoir jeté un vif éclat au *xvi^e* siècle, ils défaillirent tout à coup. Dante et Tasse eurent encore des imitateurs, ils n'eurent plus de rivaux. Les chaires de philosophie, de législation et d'économie politique restèrent muettes; le commerce et l'agriculture languirent, la marine perdit son activité, une souffrance taciturne se répandit dans les esprits comme dans les affaires, et le malheur universel entraînait fatalement la nation à la recherche des plaisirs sensuels qui lui réservaient de nouveaux malheurs.

Comment expliquer le triste phénomène d'une décadence si rapide et si profonde en Italie, au moment où les lumières et la prospérité qu'elle avait créées trou-

vaient un asile assuré dans les villes libres d'Allemagne et de Suisse et se développaient en sûreté sous les auspices des Églises réformées? Ce n'est pas faire violence à la justice, croyons-nous, que de l'attribuer en premier lieu aux funestes exemples donnés par la Papauté, notamment depuis son retour d'Avignon. Ses guerres continuelles contre les États italiens, les moyens immoraux et sanguinaires qu'elle mettait en usage, ses ligue, qui précipitèrent à la fois sur l'Italie plusieurs nations étrangères firent un très grand-mal. Mais le dernier coup fut porté à cette intéressante nation après que Charles-Quint et ses Espagnols se furent emparés de la direction du Saint-Siège et que le concile de Trente eut mis au service du despotisme politique toutes les forces concentrées de la religion. La domination monastique envahit toutes les classes de la société. L'éducation, enlevée aux philologues, fut donnée exclusivement aux jésuites et aux frères des écoles pies. On vit alors appliquer généralement ce système qui consiste à faire planer sur les enfants une autorité soupçonneuse propre à briser de bonne heure les sentiments de l'énergie morale qui font l'homme; à considérer les liens de l'amitié comme des conspirations, l'esprit de corps des écoles comme un fléau qu'il faut briser dans sa source en encourageant la délation. L'éducation des filles n'était point au fond différente de celle-là. On les élevait dans les couvents, le plus loin possible des mères, dans les idées fausses et exagérées de la dévotion, qui aboutissent au quiétisme quand elles n'éclatent pas en scandale, et qui font sentir la nécessité de les mettre sous la garde des duègnes ou sous les verrous. Les casuistes avaient rendu les cœurs aussi étrangers à la morale

qu'à la raison. Une classification arbitraire des péchés, l'idée qu'on pouvait les racheter par des indulgences ou qu'un prêtre pouvait absoudre le coupable et en faire un saint, avaient absolument détruit la droiture de la conscience et les notions de la vertu.

Tel était l'esprit de l'Italie entre le xvi^e et le xvii^e siècle. Le milieu du xviii^e fut marqué par la suppression des jésuites. Sans armes et sans soldats, cette société gouvernait déjà le monde catholique. On avait entendu dans la bouche de Tambourini, leur général, ce mot qui caractérise la société : « De ma chambre, je gouverne » non-seulement Paris, mais la Chine, non-seulement la Chine, mais l'univers entier, *sans que personne sache comment cela se fait...* » Éducateurs des princes et les confessant ainsi que leurs femmes et leurs maîtresses, les jésuites avaient partout des élèves qui devenaient partisans de leur éducation. C'étaient de petits Machiavels poursuivant la conquête du gouvernement universel, non pas par le fer et le feu comme les dominicains, mais par des manières insinuanes, des formes polies, et malheureusement par une morale relâchée en proportion du rang des personnes. A tout, les confesseurs de cette société répondaient : « Oh ! ce n'est rien ! » moyen d'attirer à soi beaucoup de monde. On les accusa d'homicider les rois. Les assassinats de deux rois de France, le péril couru par celui de Portugal sous le ministère de Pombal, fortifièrent cette opinion. Les puissances se mirent d'accord pour demander la suppression de cette société qu'Amédée de Savoie, cinquante ans auparavant, avait déjà eu le bon esprit de renvoyer de ses États. Cette circonstance marqua le terme de la décadence de l'esprit public en Italie comme

ailleurs. Mais cette nation, divisée en plusieurs petits États despotiques sous la double influence de Rome et de l'Autriche, ne devait se relever que tardivement de son abaissement extrême. Chacune de ses aspirations vers la liberté devait être signalée par le martyre ou l'exil de ses plus généreux enfants, jusqu'au jour où la France, lui tendant enfin une main fraternelle, viendrait, de nos jours, l'aider à recouvrer son indépendance et à constituer sa nationalité.

CHAPITRE XIV.

LA SUPRÉMATIE UNIVERSELLE DES PAPES, JUGÉE D'APRÈS
LES RÉSULTATS SOCIAUX.

La Papauté, au moyen âge, possède incontestablement la suprématie universelle. — Sa responsabilité. — Aspect général de la prospérité des nations dans l'antiquité. — Misère des peuples du moyen âge. — Comparaison entre l'Empire et la Papauté. — Comparaison de l'État romain au moyen âge avec les États italiens devenus indépendants. — Désordre et incapacité du gouvernement des Papes de temps immémorial. — Témoignage de la diplomatie française, des agents de l'Autriche et de divers auteurs non suspects d'hostilité envers le Saint-Siège. — La cour de Rome et les Romains sont d'accord de l'impossibilité de toute réforme sérieuse. — Caractère vrai du gouvernement du Pape. — Nécessité de le supprimer.

Quand il s'agit de juger une institution du premier ordre, sa moralité et ses œuvres, on lui doit, et l'on se doit à soi-même, pour la garantie de sa conscience devant Dieu et de son honneur d'écrivain devant les hommes, les témoignages de l'histoire. Nous avons apporté ces témoignages dans la question de la Papauté, et nous venons maintenant lui demander ce qu'elle a fait, durant l'espace de dix siècles, pour le bien des peuples et pour l'humanité. A-t-elle répondu à cette responsabilité suprême qu'elle avait osé assumer

en s'établissant sur les empires depuis le VIII^e siècle, et rendu les hommes meilleurs et plus heureux ?

Assurément, la Papauté possédait le pouvoir tout entier au moyen âge et la direction universelle des affaires publiques. Sa puissance était organisée à l'imitation complète de l'ancien Empire. Qu'on se représente, en effet, le Pape à la tête du concile œcuménique composé des prélats de tout l'univers chrétien, entouré de ses cardinaux, des généraux des ordres, disposant du bras des princes, et ayant pour tout surveiller une hiérarchie organisée jusque dans les replis de la société, et qu'on dise si ce n'était pas là toute la forme du gouvernement des Césars ; l'empereur avec ses ministres, son sénat, ses généraux, ses consuls et les rois ou ambassadeurs des nations soumises ? L'Église du Pape, dit-on, était un pouvoir spirituel seulement, un gouvernement des âmes ! La distinction est spécieuse. Il n'y a pas deux souverainetés, il n'y en a qu'une seule. Rien n'a été plus funeste aux peuples que l'idée admise de deux pouvoirs souverains dans la même société : l'un gouvernant l'esprit, l'autre commandant au corps. Ce manichéisme divisait les facultés de l'homme et celles des États ; il y entretenait une perturbation constante, paralysait les dispositions régulières au progrès et était une source inépuisable de commotions violentes et de guerres. Une autorité qui ordonne et une autre qui défend à l'homme et à la société en même temps, c'est autre chose qu'une discussion ou une opposition parlementaire : c'est un principe flagrant de discorde dans les sentiments du devoir et dans la législation. Aussi, dans leurs luttes fréquentes, les empereurs et les Papes n'eurent pas d'autre but que celui d'échapper chacun

de son côté à ce qu'il y avait d'anormal et de monstrueux dans l'idée d'un pouvoir à deux têtes, et de dégager la réalité d'une souveraineté unique.

Mais à partir des descendants de Charlemagne, tant que dure le moyen âge, le pouvoir du Pape reste toujours vainqueur dans ces luttes gigantesques. Disposer directement de la couronne impériale et indirectement au moins des autres couronnes, changer les princes comme de simples employés, n'est-ce pas être souverain au suprême degré ? n'est-ce pas posséder l'omnipotence qui efface tout et dit hardiment : Je suis le pouvoir ? Des rois et des empereurs, dans le temps dont nous parlons, ont pu écrire des chartes, protester bien haut, comme nous l'avons vu, se croire en un mot souverains de leurs États ; ils se trompaient. Mais la cour de Rome, plus experte en semblable matière, plus forte en logique, savait qu'elle régnait en maîtresse absolue sur les hommes et sur les choses par son pouvoir spirituel. Les princes, de gré ou de force, étaient les vassaux du Pape, et leur pouvoir était à peine une administration secondaire. La Papauté, nous ne nous abusons point, était le pouvoir suprême, unique et total, après qu'elle eut enterré, âgée d'un siècle à peine, la dynastie carlovingienne. Il y eut encore des empereurs, il est vrai, à la succession romaine, allemands, italiens, espagnols ; mais le Pape continuait de leur mettre la couronne sur la tête, prosternés à ses genoux, après y avoir versé l'huile sacramentelle du droit divin.

Des contestations s'élevaient sur ce point, il est vrai ; les princes n'avaient pas constamment une foi inébranlable en l'infailibilité du Pape et de son autorité divine ; mais en ces temps-là on ne bravait pas impunément

l'excommunication, l'interdit et les anathèmes, comme on le fait de nos jours. De telles mesures jetaient la terreur parmi des peuples superstitieux, tenus en laisse par le clergé, et toujours prêts à être lancés sur les princes récalcitrants, qui se voyaient ainsi obligés de se soumettre à la cour romaine, sous peine d'être dépossédés. Un Henri V, un Barberousse, lui résistaient-ils en face, elle laissait le cheval s'émanciper sous la réne, et au bout de quelque temps le Pape faisait baisser son soulier à l'un et tenir son étrier à l'autre; Henri IV et Frédéric II, les plus braves de tous, finirent par être brisés. La Papauté régnait donc là où elle ne gouvernait pas, et régnait de haut sans partage; car au-dessus de ce laïque couronné, qu'on appelait empereur ou roi, elle élevait jusqu'à son dernier clerc. Sa gloire et son orgueil n'étaient pas de commander directement à des peuples, et de pousser une foule avec la main. Plus haut placée, dans le ciel artificiel qu'elle s'était fait, et sous le prestige emprunté à la Divinité, elle ordonnait d'ordonner, et voilà ce qui faisait vraiment le caractère de son pouvoir souverain.

Il ne manque pas de bons esprits, nous le savons, qui veulent que les empereurs du moyen âge aient maintenu, comme les empereurs de Constantinople, leur souveraineté sur les Papes. C'est bien là l'opinion émise dernièrement encore au Sénat de France, et dans un livre, par un de nos amis politiques, habile orateur et savant écrivain¹. Mais, évidemment, les efforts que firent quelques-uns des successeurs de Charlemagne pour imposer aux Pontifes un serment toujours évasif

¹ Benjamin. *Pouvoir temporel de la Papauté*.

ne constataient que des faits stériles ; tandis que l'autorité morale des Pontifes, momentanément abaissée sous la violence, se relevait chaque fois plus haut sur l'Empire. Faut-il se dissimuler ici la vérité, pour la chimérique filiation d'un droit impérial qui aurait survécu à l'action du pouvoir spirituel ? La vérité est que le droit suprême était du côté du Pape, puisque l'assentiment général lui était acquis, et qu'il n'y avait du côté des empereurs que la force matérielle, s'inspirant de l'instinct de la conservation. Les deux éléments associés dans le pacte nébuleux de Léon III et de Charlemagne allaient logiquement à la classification que leur assignait la légende : « Saint Pierre avait reçu tous les pouvoirs, au ciel et sur la terre, et les avait délégués aux évêques de Rome ses successeurs. Le grand Constantin, pour un motif si digne de son respect, avait abandonné la ville de Rome au Pontife, et, par une donation expresse, lui avait attribué la couronne impériale d'Occident, pour en disposer. » Telle était la théorie ; Charlemagne avait fait semblant de l'admettre, et cru que la puissance impériale imposerait au prestige du Pontife ; il s'était trompé. Ses successeurs furent obligés de plier ; le Pape leur donna et leur retira la couronne à son gré, et prouva ainsi que la souveraineté n'est pas dans la matière, mais dans l'esprit, cet esprit ne fût-il qu'une fiction accréditée.

Le droit divin était donc là dans son omnipotence ; et, pour l'honneur de l'humanité, les peuples étaient conséquents à leur croyance ; le pouvoir de l'empereur se voyait vaincu par un pouvoir supérieur, parlant à la conscience, et restait dans le domaine du fait. Nous sommes donc autorisé à dire à la Papauté : Puisque

vous avez dominé et dirigé le pouvoir universellement, rendez compte aux sociétés de votre administration civile, de votre législation; montrez vos lois, votre économie politique, votre agriculture, votre industrie, vos travaux publics! Voyons d'abord, comparativement à l'antiquité romaine, dont vous avez pris la place, ce que vous avez fait pour développer en l'homme ce principe de l'intelligence et du progrès que Dieu a mis en lui, comme pour en faire son collaborateur, anoblir sa nature et améliorer le sort de l'humanité?

Rome l'antique n'était pas seulement nommée la reine du monde; on l'appelait aussi la source des lois et de la prospérité, et c'était déjà un grand spectacle que ces lois et cette prospérité dès les premiers temps de l'Empire. Il fut donné à Auguste d'abandonner le projet ambitieux de conquérir tout l'univers, et son siècle fut un phénomène de richesses et d'éclat, non-seulement dans la capitale que cet empereur, comme il le disait, avait reconstruite en marbre après l'avoir trouvée bâtie en briques, mais encore dans toutes les provinces que la conquête ou le vœu des peuples lui avaient soumises. L'enceinte de Rome, où l'on compte à peine aujourd'hui cent cinquante mille habitants, en contenait alors douze cent mille. L'Italie, nation de vingt millions à peine, en possédait, d'après un recensement fait par l'empereur Claude, quatre-vingt-dix millions, et s'éleva plus tard jusqu'à cent vingt millions¹. Jamais, dans ce temps-là, on ne parla de ces affreuses famines qui, durant le moyen âge, ravagèrent souvent ce pays et l'Europe.

¹ Gibbon, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*.

L'agriculture, l'industrie et le commerce de cette belle contrée donnaient l'exemple et l'essor à l'économie générale, sous les sages lois qui la gouvernaient.

L'esprit des améliorations se propageait rapidement en deçà des Alpes et jusqu'au fond de la Grande-Bretagne, où des montagnes étaient abattues pour faire place à des habitations commodes et élégantes. Londres surtout s'enrichissait par le commerce, en rivalité avec York qu'elle remplaçait comme capitale. Les provinces formant aujourd'hui la France imitaient rapidement la magnifique prospérité de l'Italie. Marseille, Nîmes, Arles, Narbonne, Toulouse, Bordeaux, Autun, Vienne, Lyon, Langres, Trèves, étaient déjà célèbres, et la condition de ces villes ne le cédait point à ce qu'elle est aujourd'hui¹.

Du temps de Vespasien, l'Espagne avait trois cent soixante villes, que Pline énumère avec soin et dont il peint la magnificence². L'Afrique aussi en comptait un grand nombre dont la prospérité allait chaque jour croissant; Strabon le géographe en compte trois cents³. En Orient, sous les Césars, la partie de l'Asie devenue romaine contenait, au rapport de Josèphe, cinq cents villes bien peuplées, comblées des biens de la nature et du travail, et embellies par les arts, dont elle offre encore d'imposants vestiges dans ses ruines. Sous le règne de Tibère, cet empereur hypocrite qui, en montant sur le trône, avait dit : « que toutes les pensées et les paroles devaient être libres, » onze d'entre ces villes se disputaient l'honneur de lui élever un temple. Le sénat

¹ Gibbon, *Histoire de la décadence*.

² Pline, *Histoire naturelle*.

³ Strabon, *Géographie*.

examina la question et jugea que quatre seulement n'étaient pas capables de faire sans se gêner une telle dépense. De ce nombre était Laodicée, qui offre encore aux yeux du voyageur des ruines d'une magnificence capable de donner la plus haute idée de celles qui avaient obtenu la préférence, et particulièrement de Pergame, Smyrne et Éphèse, qui se disputèrent longtemps le premier rang en Asie¹.

Les capitales de la Syrie et de l'Égypte étaient d'un ordre encore plus élevé et n'avaient fait qu'accroître leur prospérité sous l'Empire. Antioche et Alexandrie regardaient avec dédain une foule de villes et cédaient à peine la dépendance à Rome elle-même. Toutes les grandes villes et contrées étaient unies entre elles et avec la capitale par de grandes routes pavées qui, partant de la grande place de Rome, traversaient l'Italie, pénétraient dans les provinces et ne se terminaient qu'aux extrémités de ce vaste Empire. On perceait les montagnes, on jetait des ponts sur les fleuves les plus larges, et des aqueducs s'élevaient de toutes parts en forme de monuments. Enfin on exécutait des travaux immenses en tout genre, qui attestaient le progrès incessant du génie, de l'aisance et de la civilisation. Combien, à ce point de vue, l'antique Rome ne montra-t-elle pas de sagesse et d'humanité, en comparaison de la Rome du moyen âge, et combien plus sensée n'était-elle pas dans l'exercice de la souveraine puissance! La première fit creuser de main d'homme son port d'Ostie que la seconde ne put pas même entretenir, et des-

¹ Josèphe, *De Bell. jud.*

sécher les Marais-Pontins, dont la traversée aujourd'hui porte la mort aux voyageurs.

La culture dans l'empire romain excitait au plus haut degré l'attention du gouvernement. La plupart des plantes et des fruits que nous voyons croître en Europe sont des productions exotiques qu'il transporta dans nos contrées. Il étendit la culture du raisin en Gaule et en Italie; l'abricot, la grenade, l'oranger, le citronnier, furent apportés en Italie; l'olivier fut planté en Afrique, en Espagne et dans la moitié méridionale de la Gaule. La culture du lin arriva d'Égypte et se répandit généralement; l'usage des prairies artificielles s'introduisit en même temps, surtout en Italie. A Rome, dès le temps de la république, la terre était cultivée par les propriétaires eux-mêmes, et cette époque a été la plus florissante assurément pour l'agriculture; on s'honorait du travail des champs, et c'est à la charrue qu'on allait chercher les consuls. On peut juger du caractère et de la tendance civilisatrice de la grande époque romaine par les écrits qui nous sont restés sur ces matières et qui portent tous l'empreinte de l'hommage que les esprits les plus éminents en politique rendaient aux diverses branches de l'économie, propres à alléger le fardeau des peines humaines. Les lettres de Pline, l'éloquente prose de Cicéron, les vers de Virgile et d'Horace ont unanimement célébré ces arts; et ceux qui, de nos jours, liront encore Columelle et Varron, trouveront dans leurs ouvrages spéciaux de curieuses et utiles instructions agricoles.

Sous l'Empire, on cherchait et on exploitait toutes sortes de mines dans tous les pays. Une activité toujours croissante était imprimée au commerce. Les forêts

de la Scythie fournissaient des fourrures précieuses ; on faisait connaître les valeurs d'échange aux peuples encore sauvages de la Baltique en achetant leur ambre. Les tapis venaient de Babylone, ainsi que d'autres précieux ouvrages. C'était avec l'Arabie et l'Inde que se faisaient les échanges les plus considérables. On allait par la mer Rouge jusqu'à l'île de Ceylan et à la côte de Malabar. Des chameaux transportaient les marchandises et les voyageurs depuis l'isthme de Suez au fleuve du Nil. On arrivait à Alexandrie, et de là on partait pour Rome sur des vaisseaux. Les objets précieux constituaient surtout le commerce d'Orient : c'étaient des soies, des pierres précieuses, des perles, des diamants, différentes espèces d'aromates et tout ce qui avait rapport au luxe le plus exquis¹.

Le crédit était organisé à Rome et dans les villes de l'Empire par des banquiers qui correspondaient entre eux. Le papier-monnaie, c'est-à-dire la circulation des billets de banque et de commerce, était chose connue : « C'est aux banquiers, dit Pollion, que nous sommes dans l'usage de confier notre fortune. Nous déposons chez eux l'argent que nous ne voulons pas garder dans nos maisons, et le paiement de nos dettes s'effectue en donnant sur eux une assignation. Nos banquiers font aussi des affaires pour leur propre compte en faisant circuler des billets les uns sur les autres, et trouvent en cela le moyen de multiplier les capitaux. Les citoyens qui ont besoin d'argent sont assurés d'en trouver chez eux moyennant responsabilité². »

¹ Gibbon, *Histoire de la décadence*.

² *Mémoires* de Pollion.

Ainsi, au point de vue de la prospérité publique, la civilisation romaine présente un ensemble de progrès que nous ne retrouvons plus durant le moyen âge et qui n'a commencé à reparaitre que depuis les révolutions et les protestations qui ont eu lieu dans les temps modernes contre la Papauté romaine. L'économie politique date presque de nos jours. Où étaient cette science et les améliorations, qui font la moitié de la vie des peuples, avant Law, Quesnay, Turgot, Adam Smith, Ricardo, Say, Saint-Simon, What, Fulton et la foule des inventeurs et réalisateurs qui, grâce à la liberté conquise de l'intelligence, ont su ouvrir aux nations les sources de l'industrie, du commerce et du crédit? Ces hommes ne sont que d'hier, et nous avons été séparés des époques florissantes de l'antiquité par dix siècles de misère et d'oppression!

De Maistre a écrit : « Il fallait que l'empire romain disparût. *Putréfié jusque dans ses dernières fibres, il n'était plus digne de recevoir la greffe divine...* Mais le robuste *sauvageon* du Nord s'avancait, et, tandis qu'il foulerait aux pieds l'ancienne domination, les Papes devaient s'emparer de lui, et, sans jamais cesser de le caresser ou de le combattre, en faire à la fin *ce qu'on n'avait jamais vu dans l'univers*¹.... » Nous avons repoussé d'avance l'injustice faite à l'antiquité par le fougueux écrivain; mais voyons en quoi consiste ce phénomène de la politique des Papes, que l'on n'avait jamais vu dans l'univers?

Nous avons déjà parlé du moyen âge; il fut le lit de douleur de l'humanité. Aussi longtemps qu'il dura, l'in-

¹ *Du Pape*, liv. III, ch. IV.

telligence de l'homme et ses facultés actives furent systématiquement comprimées et dans l'impossibilité absolue de rien produire pour le soulagement de l'universelle misère, et à plus forte raison, pour la grandeur de la nature humaine et des nations. A cette époque, les travaux publics sont nuls; l'agriculture et l'industrie languissent; les hommes, instruments de fatigue, sont vendus avec la terre du seigneur, comme des bêtes de somme, plus infortunés que les esclaves faits à la guerre chez les Romains; car ceux-ci, dès le temps d'Auguste, furent du moins admis à l'affranchissement et protégés par les lois. Les inventions redoutent l'anathème, les routes s'effacent, les aqueducs tombent pour ne plus se relever, les fleuves et les rivières envahissent les terres et forment des marais, la navigation et le commerce retombent dans l'enfance; les hommes vivent séparés, non-seulement de nation à nation, mais de ville à ville, de village à village; et des préjugés, accrédités à dessein, favorisent cette désunion des forces sociales sur lesquelles la vraie puissance est fondée. Si les peuples sont mis en rapport, ce n'est que les armes à la main. Les guerres, jointes aux épidémies produites par les exhalaisons des terres incultes, font coupes réglées des populations, et ces guerres sont le plus souvent excitées par la cour romaine. La mendicité est une des colonnes du système régnant; la fainéantise vit aux dépens du travailleur, qui sue et meurt sous la corvée. Partout s'étendent la détresse et le malheur. On ne les combat pas, on les bénit; on prêche à l'homme la résignation, on lui persuade, amère ironie! qu'il est maudit de Dieu et que la souffrance est ici-bas son unique destinée.

Il y avait quelques heureux sous ce régime écrasant

auquel présidait la Papauté du haut de son grand trône; et c'est de l'affliction même des hommes et des peuples qu'ils tiraient une félicité relative. Tout l'or du monde était attiré à Rome en échange des pardons, des bénéfices, des annates; par les jubilé, par l'appel aux croisades; et tout cet or versé par la chrétienté confiante servait à entretenir dans la *ville sainte* les désordres de toute nature que nous avons vus, et à faire de la cour des Pontifes un foyer qui déversait partout la corruption, en proportion de son influence. Évidemment donc, la Papauté revêtue des dépouilles du grand Empire romain, affectant ses formes politiques et des prétentions à le remplacer dans la souveraineté universelle, n'en fut que l'ombre et le reflet. Chrétienne de nom, païenne de fait, elle eut les vices, non les qualités, de la puissance qui, après avoir laborieusement soumis une foule de nations, étendit sur elles une administration pacifique, leur donna des lois sages, des sciences, des arts, l'industrie, le commerce, de gigantesques monuments publics, sans exiger d'aucune le sacrifice de son individualité.

L'Église du Pape était parfaitement organisée pour le pouvoir et en vue du culte; mais elle n'en était pas moins condamnée fatalement à tenir le monde stationnaire. Ce qui faisait cette puissance extraordinaire qu'on lui voit au moyen âge, ce prestige au-dessus de toute contestation qui lui asservissait les princes et les peuples en prenant appui sur la foi ingénue des populations; l'âme enfin de ce corps gigantesque, le Pape du moyen âge et du concile de Trente, n'était qu'une initiative idéale, un artifice caché dans les ténèbres. La société chrétienne n'avait rien à attendre, pour

l'amélioration de son sort, de cette autorité de l'homme fait Dieu. Le système romain pouvait donner lieu à un ordre de choses régulier, imposant même, en unissant le faste du culte à l'éclat de la triple couronne; mais c'était à condition de ne rien faire pour le développement intellectuel et économique des sociétés, et de l'empêcher au contraire. Le premier élément de la civilisation, après la morale, est assurément la science. Eh bien! l'Église du Pape ne pouvait l'appeler à elle après l'avoir systématiquement étouffée avec la civilisation antique, ni même laisser paraître les saintes Écritures et les saints Pères qu'elle tenait séquestrés. Si la lumière venait à naître, elle montrait le socle de l'idole, formé des fausses décrétales, des donations supposées de Constantin, de Pépin, de Charlemagne et du prétendu évêché de saint Pierre. On remontait les siècles chrétiens depuis saint Grégoire jusqu'à l'Évangile, et l'on arrivait à l'interprétation de ces *clefs données à saint Pierre*, au moyen de laquelle on a détruit de fond en comble toutes les prescriptions de Jésus-Christ relatives aux pouvoirs des prêtres. Dès lors, la théocratie ombrageuse de la Papauté, son autorité déléguée d'en haut, ses communications individuelles et exclusives avec l'Esprit saint, son infaillibilité, tout le système enfin, étaient démentis jusqu'à l'évidence. Il devenait éclatant que la Papauté s'était interposée pour saisir l'Empire au profit du sacerdoce, et son règne n'était plus qu'une fiction aussi stérile qu'aventureuse. Et n'est-ce pas là ce qui fut reconnu dès la renaissance des lumières aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles? N'est-ce pas ce qui fit proclamer dans les traités et inscrire dans

les constitutions modernes la liberté des consciences et des cultes, principe qui restituait l'homme à Dieu et frappait à la tête la Papauté infallible?

On a prononcé le mot de tutelle pour expliquer et justifier l'autorité dictatoriale à laquelle s'était élevée la Papauté dans des temps de barbarie et de calamité publique; on s'est plu à la représenter comme une Providence sociale, apparaissant, au nom de la religion, au milieu des désastres qui marquèrent la chute de l'Empire. Nous ne prétendons pas dire que la Papauté n'eut pas originairement de bonnes intentions mêlées à une ambition démesurée, et qu'elle ne fit jamais le bien dans sa longue carrière; il entra quelquefois dans les intérêts de la Papauté de soutenir le faible contre le fort et la morale contre la barbarie. Mais malheureusement il n'y avait point là un système régulier et une justice assez désintéressée pour justifier la domination anormale du prêtre par mesure de salut public.

L'idée d'envisager comme une tutelle la théocratie pontificale du moyen âge serait, sans doute, de nature à concilier tous les esprits et à faciliter toutes les solutions, si l'histoire et l'esprit de la Papauté ne lui donnaient pas, de nos jours encore, un cruel démenti. La Papauté s'élançant hors du sanctuaire sacré au secours des peuples et des princes comme envoyée de Dieu, prodiguant aux uns les consolations de la religion, aux autres ses lumières, et les portant alternativement sur son sein jusqu'à l'âge de majorité, et point au delà, eût joué un grand et beau rôle, sans doute; mais ce rôle excuserait seulement, sans la justifier devant l'Évangile, son immixtion souveraine dans les affaires politiques. Car la Papauté pouvait le faire, et mieux qu'elle

ne l'a fait, sans assumer, même indirectement, le pouvoir temporel. Combien de saints évêques ne se dévouèrent pas ainsi durant les trois siècles de l'invasion des Barbares ! Un exemple s'élevait au-dessus de tous les autres ; c'est celui que donna, avec autant de désintéressement que de fruit, saint Grégoire : les Papes devaient l'imiter. Toute tutelle, d'ailleurs, implique restitution de droits, et n'est qu'une possession temporaire. Mais un tuteur qui, au lieu d'élever ses pupilles pour en faire des hommes, met tout en usage pour perpétuer leur enfance et jouir indéfiniment de leur patrimoine ; qui, leur majorité étant arrivée, leur dispute leur patrimoine, comme le fait encore en ce moment la cour de Rome, quelle action commet-il et comment le qualifiez-vous?.....

Vainement les défenseurs de la Papauté ont-ils enfin recours à ce subterfuge, qu'elle n'avait la responsabilité que du spirituel. Nous l'avons déjà dit, le pouvoir spirituel tel que l'entendait la Papauté, c'était tout le pouvoir. Avec la fiction de son droit divin, elle absorbait tout, elle exerçait une pression décisive sur les États, elle oblitérait les intelligences et rendait radicalement impossible tout progrès. Et ce système d'obscurantisme et d'étouffement universels était, nous le répétons, fatalement nécessaire à la conservation d'un prestige dérobé à la sainteté du christianisme, pour couvrir des intérêts temporels. Voilà pourquoi la moindre variété d'opinion soulevait les anathèmes de la Papauté ; voilà pourquoi elle persécutait les hérétiques, brûlait les savants et les inventeurs sur le moindre soupçon ; voilà enfin pourquoi les sociétés sont restées durant tout le moyen âge dans un état absolu d'immo-

bilité, de misère et de dégradation, tandis que les hauts seigneurs de l'Église jouissaient de la puissance et se livraient aux vanités mondaines.

Si, passant de la généralité du monde chrétien, comparé à celui de l'antiquité, nous renfermons nos observations dans la seule Italie, et que nous comparions les États de l'Église aux autres petits États, que voyons-nous? Dès le ^{xii}^e siècle, l'esprit public se concentre dans les principales villes et forme des municipalités, qui, avec l'agrégation rapide des campagnes, deviennent des républiques indépendantes. Là, avec une rapidité merveilleuse, l'esprit et l'activité renaissent, la liberté respire. On brise le glaive des despotes et on affranchit les serfs. Les lois sont pour tout le monde. Florence, Gênes, Venise, Bologne et d'autres cités font revivre les sciences, la philosophie et le droit romain dans des chaires publiques. Elles donnent une impulsion vigoureuse à la culture des champs et à l'industrie; des flottes se construisent dans leurs ports et vont au loin renouveler le commerce de navigation. Leur émulation dans cet accroissement de la vie sociale et de la prospérité en fait des États respectables, qui établissent des colonies en Orient et soutiennent des guerres importantes. Durant quatre siècles, ces républiques font la gloire et la prospérité de l'Italie, et deviennent le foyer d'où la civilisation moderne s'élèvera.

Aux mêmes époques et dans le même laps de temps, Rome ne peut pas même s'organiser. Ses prêtres et ses citoyens ne savent que vivre en parasites des abondantes richesses que la superstition fait affluer devant les autels de cette capitale du monde chrétien.

Un auteur compétent dans la matière, Sismondi, a

établi un parallèle entre Venise et Rome, et voici comment s'exprime cet illustre auteur :

« A Venise, un doge électif présidait un collège de nobles, comme à Rome un Pontife présidait un collège de prêtres. Des deux côtés la puissance suprême était représentée par un monarque à vie. Des deux côtés elle était limitée par une aristocratie, sans que le peuple eût aucune part à l'un ou à l'autre gouvernement. Mais l'aristocratie de Venise était composée d'hommes qui, adonnés dès leur enfance aux affaires publiques, avaient fait du gouvernement l'étude de leur vie, et qui ne pouvaient espérer gagner l'estime de leurs compatriotes ou obtenir leurs suffrages dans les élections qu'autant que leurs talents les rendraient propres à remplir les emplois. L'État de l'Eglise, au contraire, était gouverné par des hommes essentiellement étrangers aux affaires qu'ils devaient décider. Aussi le gouvernement de Venise s'est-il distingué pendant quatorze siècles par sa prudence, et le gouvernement de l'Eglise, pendant une période très-longue aussi, par sa malhabileté. Plusieurs Papes et cardinaux ont montré de l'habileté pour la politique du dehors, par l'art des négociations et celui de nouer des intrigues et des ligues, auxquelles ils avaient eu plus d'une occasion de se former dans les chapitres des couvents. Ils ont dû à ces qualités de quelques-uns leur agrandissement. Mais il ne s'est pas trouvé un Pape bon administrateur, pas un seul qui ait fait prospérer l'agriculture, l'industrie, le commerce et la population dans les États confiés à ses soins; pas un seul qui ait établi de bonnes lois et une bonne justice. Aussi, dès qu'une province devenait soumise à la domination de l'Eglise, elle perdait toutes les

prérogatives qui l'avaient distinguée jusqu'alors¹. »

Si, après avoir constaté l'infériorité du gouvernement pontifical, comparativement aux autres États d'Italie, nous restreignons encore nos observations à l'économie intérieure et à l'administration de ce gouvernement, nous avons à déplorer des abus bien autrement tristes que son incapacité, et qui prouvent que le mélange incessant du spirituel et du temporel y avait éteint tout sentiment de moralité. A partir du xv^e siècle, l'État pontifical et le Trésor furent continuellement dépouillés non-seulement pour le luxe et les plaisirs, mais encore pour enrichir les familles et les créatures des Pontifes.

Le pape Nicolas III, de la maison des Orsini, introduisit ce genre d'abus appelé le *népotisme*, qui consistait à faire participer les familles des Pontifes à la gestion des affaires publiques et à la souveraineté. Il ne fut pas plus tôt sur le siège pontifical qu'il envoya demander, pour un de ses neveux, la fille du duc de Salerne. Cette proposition fut repoussée avec des preuves non équivoques de mépris. Le duc répondit que les chausses rouges ne donnaient pas droit de s'allier à la famille des princes. Le Pape, irrité, ôta au duc le titre de vicaire pontifical et de sénateur romain, et déclara que désormais les princes ne pourraient revêtir ces dignités. Il en gratifia son neveu.

Caliste III avait donné à ses proches les immenses richesses d'où sortit la fortune scandaleuse des Borgia.

Sixte IV donna à son neveu Riario les principautés d'Imola et de Forli.

¹ Sismondi, *Rep. ital. du moyen âge*.

Alexandre VI donna à son fils, César Borgia, le duché de Romagne.

Jules II donna à son frère, de la Rovera, la principauté de Sinigaglia et le duché d'Urbain.

Paul III dota Pierre-Louis Farnèse, son fils, des duchés de Parme et de Plaisance; il le nomma, en outre, gonfalonier de l'Église, ce qui fournit à ce favori l'occasion et le loisir d'outrager le jeune évêque de Fano, aussi distingué par la beauté de sa personne que par sa piété. Paul III donna encore à Horace Farnèse, son petit-fils, le duché de Castro.

Jules III donna à Baldorino del Monte, son frère, le duché de Camerino; mais il s'occupa plus particulièrement de faire la fortune d'un jeune mignon, qu'il créa cardinal à l'âge de dix-sept ans, et que son successeur se vit forcé de chasser de Rome pour sa conduite scandaleuse.

Durant son long pontificat, Paul V combla ses neveux de richesses. Une partie considérable de l'Agro Romano fut donnée par lui aux Borghèse.

Urbain VIII fut encore plus prodigue des biens du Saint-Siège envers ses neveux, les Barberini. Durant un règne de vingt et un ans, il leur abandonna entièrement la direction des affaires de l'Église, et leur assura plus de cinq cent mille écus de rentes. Les richesses ne leur suffisant pas, il leur fallut encore des honneurs et des fiefs. Ils voulurent avoir les duchés de Castro et de Ronciglione, et poussèrent le Pape à déclarer la guerre à Édouard Farnèse, qui les possédait, sous prétexte que celui-ci avait des dettes à Rome qu'il ne payait pas. Il fit, de plus, prince de Palestrina un de ses neveux.

Grégoire XIII procura à son fils, Jacopo de Buon-

compagni, le marquisat de Vignola, dans le Modenais, et les seigneuries de Sora, Arpino, Aquino et Arce, dans le royaume de Naples, avec le titre de duc.

Grégoire XIV fit son neveu duc de Monte-Marciano.

Clément VIII chercha, les armes à la main, une principauté aux Aldebrandini, en Toscane.

Paul V fit cardinal son neveu, Scipion Borghèse, qui possédait cent cinquante mille écus de rentes. — Marc-Antoine Borghèse fut investi de dignités temporelles, et obtint plusieurs palais dans Rome, avec des villas aux environs, et la principauté de Sulmona, dans le royaume de Naples.... En 1620, cette famille avait reçu, outre des valeurs immenses en pierreries, vaiselle d'argent, tableaux et carrosses, des sommes fabuleuses. Le Pape donna encore aux Borghèse, ses parents, de quoi acheter quatre-vingts terres dans la campagne de Rome et d'autres propriétés dans les États de l'Église.

Innocent X n'eut que des nièces; mais elles étaient célèbres par leur beauté, et ce fut pour lui un motif de plus de les enrichir.

Alexandre VII avait fait vœu de ne pas donner un seul écu à ses parents, et les tenait éloignés. Son confesseur, Pallavicini, était fier d'une telle résolution et disait qu'elle devait immortaliser le Pontife. Malheureusement les courtisans étaient là, et avec eux les jésuites, qui sont partout. Le père Oliva, directeur de leur collège, décida le Pape à faire venir ses neveux, en assurant nettement que le Pape *commettait un péché mortel* en tenant éloignés des parents, plus propres que des étrangers à inspirer confiance aux ambassadeurs dans

leurs relations avec le Saint-Siège. Une fois le Pape décidé à entrer dans cette voie, il poussa ses largesses jusqu'aux membres les plus éloignés de sa famille. Les Grégoire XV, les Clément XIII firent de même¹....

Enfin, sur le déclin du siècle dernier (1775), et quand on croyait ce genre d'abus entièrement tombé en désuétude, l'attention et la louange furent appelées sur des travaux considérables entrepris par Pie VI en vue de dessécher les marais Pontins. Ces travaux ne furent pas plus tôt achevés que le mobile qui avait poussé le Pontife à cette entreprise coûteuse se manifesta d'une manière étrange. On le vit faire cadeau à son neveu, le duc de Braschi, des terres arrachées aux eaux, et en former un domaine indivisible de la grandeur d'une petite province. Une semblable faute eut pour conséquence d'écarter les capitaux qui se présentaient pour fertiliser ce sol, qui retomba bientôt dans son état naturel et infect. Pie VI ajouta à cet acte de munificence envers l'un des siens divers monopoles sur le commerce et les grains, dont les populations et l'agriculture eurent beaucoup à souffrir.

¹ Voir, pour plus de détails sur les abus du népotisme, un livre intitulé : *il Nipotesimo*, 1667; Ranke, *Histoire de la Papauté*; Sismondi, *Rep. ital.*; Machiavel, *les Légations*; Raynaldi, *Annal. eccles.*; de Thou, *Histoire universelle*; de Tournon, *Études statistiques sur Rome*.

M. de Tournon était préfet de Rome de 1810 à 1814. Il donne sur l'état de la propriété dans les États pontificaux les détails suivants : *L'agro romano* est le patrimoine de cent treize familles occupant une superficie de 126,000 hectares, et de soixante-quatre corporations qui en possèdent 75,000. Parmi les premières, on remarque le prince Borghèse, propriétaire de 22,000 hectares; le duc Sforza Cesarini, de 11,000; le marquis Patrizi, de 5,800; M. Panfilo di Pietro, de 5,600; le prince Chigi, de 5,400, etc., etc., etc.

Outre les principautés et les monopoles, on a pu constater que des sommes énormes avaient été détournées et englouties dans l'abîme du népotisme. Ces faits eurent surtout lieu lorsque les Pontifes se furent aperçus que la distribution des souverainetés territoriales affaiblissait trop l'État pontifical, et que l'un d'eux, alarmé de tant d'excès, eut rendu une bulle pour les interdire. Mais si les Papes furent d'accord sur ce point, ils le furent également pour faire à leurs parents des largesses pécuniaires, en sorte que l'abus changea de forme sans changer de nature, et c'était toujours la catholicité et le peuple des Romagnes qui faisaient les fortunes des familles pontificales.

Ainsi Sixte-Quint avait donné à un de ses neveux le cardinalat avec cent mille écus de revenus ecclésiastiques, somme énorme pour le temps. Il avait acheté pour un autre la principauté de Venafrò et le comté de Celano, dans le royaume de Naples.

Clément VIII avait donné aux Aldobrandini plus d'un million d'écus. Les Borghèse avaient reçu autant de Paul V, et Ludovisio de Grégoire XV.

On a compté que les Barberini tirèrent d'Urbain VIII cent cinq millions d'écus dans l'espace de vingt et un ans, qui fut celui de son pontificat. C'est ce pontife qui, sur la fin de sa carrière, eut, dit-on, quelques scrupules au sujet des largesses de cette nature. Il nomma, en 1640, une commission de théologiens pour mettre sa conscience en repos. Les théologiens répondirent « que le Pape était en droit de faire présent aux siens de l'excédant des revenus de sa principauté temporelle et des économies qu'il réalisait. Ils dressèrent même à ce sujet un règlement général, et établirent que le Pape

pouvait, en toute conscience, fonder pour un neveu un majorat d'un revenu net de quatre-vingt mille écus!... Ils eurent l'attention de s'occuper aussi des filles, et portèrent la dot des nièces à cent quatre-vingt mille écus. Les théologiens en question étaient des jésuites alors tout-puissants. Vitelleschi, leur général, fut consulté sur ce règlement; il en trouva les dispositions modérées et y donna son assentiment.

Quelques années après, les Barberini amenèrent la guerre de Castro contre les Farnèse pour d'autres neveux qu'ils voulaient doter. La guerre tourna mal pour le Pontife, et Urbain VIII, sous le coup de ses revers, eut de nouveaux scrupules. Il réunit ses théologiens, et leur fit examiner cette question : « Le Saint-Père n'a-t-il pas trop favorisé ses neveux ? » La docte commission répondit : « Les neveux de Sa Sainteté s'étant fait « de nombreux et puissants ennemis, il est juste et « même nécessaire, pour l'honneur du Siège apostolique, de leur laisser les moyens de conserver, en « dépit de ces ennemis, une considération qui ne puisse « être abaissée après la mort du Pape¹. » La considération des neveux et nièces d'Urbain fut-elle grande après sa mort ? nous l'ignorons ; mais aucun d'eux ne voulut se charger des frais de ses funérailles, qui furent faites, dit-on, misérablement.

Les monstrueux abus du népotisme rencontrèrent néanmoins la répugnance de quelques Pontifes. Quand Pie V arriva au pouvoir, sa probité fut alarmée de voir ainsi déchirés les États romains. Il rendit, en 1567, une bulle portant qu'à l'avenir les Papes jureraient, à leur

¹ Nicoletti, *Vita del Papa Urbano VIII*.

avènement, de ne plus aliéner à leurs parents ou autres particuliers les propriétés de l'État. Cette disposition ayant été éludée plus tard, ainsi que nous l'avons vu, par des Pontifes qui ne donnaient pas des terres et des palais, à la vérité, mais les fonds du trésor public, le pape Innocent XII, animé des mêmes intentions que Pie V, rendit, en 1692, une bulle ampliatrice sur la même matière. Les désordres économiques ont-ils pour cela cessé à Rome? Nous verrons plus loin qu'ils ne firent guère que changer de forme et se dissimuler.

Le gouvernement des Papes fut de tout temps tellement détestable que l'on chercherait vainement dans l'histoire un régime aussi vicieux. Nous voulons en appeler à un certain nombre de témoignages, que nous aurons soin de puiser à des sources qui ne puissent être suspectes d'hostilité au Saint-Siège ou d'exagération. Nous commencerons par une lettre que le vénérable cardinal Sacchetti, au lit de la mort, crut devoir écrire au pape Alexandre VII, en 1664¹.

Lettre du cardinal Sacchetti.

« Bienheureux Père,

« Avant que Votre Sainteté jette sur ces lignes son bienveillant regard, je la supplie de considérer par qui et dans quel but elles sont tracées. Elle reconnaîtra la main d'un de ses vrais et très-humbles serviteurs, puisque, arrivé au dernier moment de sa vie, il a voulu donner ainsi de nouvelles preuves de son dévouement à

¹ Cette lettre, dont nous ne citons que des fragments, a été tirée des manuscrits de la reine de Suède et publiée par Arckenholz dans ses *Mémoires*, tome IV. Son étendue occuperait environ six pages de notre livre.

la gloire de Votre Sainteté. Mon devoir de cardinal m'a mis à la main cette plume, que la mort m'arrachera peut-être avant que j'aie achevé d'exposer à Votre Sainteté ce que Dieu Notre-Seigneur a dicté à mon esprit pour le plus grand honneur de Votre Sainteté et du Saint-Siège. Quittant mon lit de douleur, malgré les plus cruelles souffrances, le cœur ému, la main tremblante, et me plaçant à cette table, je jure, devant l'image de mon Rédempteur crucifié, que les seuls motifs qui me poussent sont le saint service et l'accomplissement de mon devoir, afin que, lorsqu'il ne sera plus temps, je n'aie pas à dire dans le désespoir : *Veni mihi quia tacui!*..... Le Siège apostolique n'a jamais autant perdu de dignité et d'autorité qu'en voulant agir comme prince temporel.... Les princes s'accommodent peu de voir que les Papes, après avoir manié contre eux l'épée temporelle, prétendent se réfugier sous l'étendard de la croix, et se fassent un bouclier du sacerdoce : alors naissent le mépris, les injures, les murmures, les séditions, et l'on voit se perdre peu à peu, chez les laïques, cette vénération qui a sa source dans l'opinion de la bonté et de la doctrine ecclésiastiques.... Notre divin Maître, en prononçant ces paroles : « *Mitte gladium in vaginam* », nous enseigna que rien ne messied plus que les armes temporelles à qui a la charge de conserver à son Église l'innocence, la piété, la mansuétude, et que, par conséquent, il ne doit pas le défendre *more castrorum*..... Votre Béatitude acquerra un grand mérite auprès de Dieu, en portant remède aux interminables longueurs qui sont d'habitude dans l'expédition des affaires. C'est là une cause de ruine pour les familles et un motif de discrédit pour les tribunaux;

car on voit trainer des années, et même des lustres, des affaires qui pourraient se terminer en quelques jours..... Les rigueurs sans mesure qui accablent le pauvre peuple, les extorsions et vexations, les moyens cruels par lesquels on exige un nombre infini de gabelles, qui, n'aidant en rien le Pape, ne servent qu'à enrichir un petit nombre de ministres à mauvaises consciences : ces afflictions du peuple, Saint-Père, *qui dépassent de beaucoup celles du peuple de Dieu en Égypte*, n'arriveraient à la connaissance des nations étrangères qu'en les étonnant et les scandalisant. Et qui pourrait jamais rester les yeux secs, en apprenant que des peuples, cédés au domaine de Saint-Pierre par la munificence des princes, ou qui se sont soumis volontairement à un Pape, se fiant pleinement à la charité de ses successeurs, se voient aujourd'hui sous un joug insupportable et *sont plus inhumainement traités que les esclaves d'Afrique et de Syrie!*... Les pauvres sujets, désespérant de voir alléger les charges qui les oppriment, abandonnent leur maison et la patrie; ils vont par familles entières, en fugitifs, par le monde demander la vie à une triste mendicité, ou mourir épuisés dans les campagnes, ou bien encore, à notre honte, se faire sujets d'un autre prince; d'où il résulte une diminution constante de la population.

« Pour ce qui regarde les choses spirituelles, qui doivent être les premières, je n'y pourrais entrer sans offenser Dieu et l'extrême piété de Votre Sainteté, qui en fit toujours le principal objet de ses soins pastoraux. Mais en supposant que je pusse y toucher, on ne voit que trop aujourd'hui, bienheureux Père, marcher sur la loi évangélique et fouler aveuglément aux pieds l'ob-

servation des divins préceptes..... Aussi affligé que malheureux à la vue du malheureux état du monde, de la chrétienté et de la religion, plus que de l'atrocité de mes souffrances personnelles, tourné vers Jésus-Christ crucifié, je m'écrie du plus profond de mon âme : *Cupio dissolvi et esse tecum!*.... La respiration me manque, j'abandonne la plume saisie pour la quatrième fois, et, prosterné, j'implore la bénédiction de Votre Sainteté pour l'un de ses serviteurs les plus dévoués, qui, sur le point de se présenter devant le tribunal suprême, et tremblant d'avoir à rendre compte des moindres pensées, n'aurait certainement pas voulu tromper Votre Sainteté par ces sincères remontrances..... Dans l'autre vie, je prierai Dieu *ut sis longævus supra terram!* Je baise avec vénération les pieds sacrés de Votre Sainteté. »

Peu d'années après que le cardinal Sacchetti peignait d'une main défaillante le triste état des peuples gouvernés par les Papes, sa déposition était confirmée par les rapports confidentiels des ambassadeurs de la cour de France à Rome. Nous n'en citerons qu'un petit nombre et par extraits, afin d'éviter aux lecteurs l'ennui de ces répétitions d'unanimes doléances.

1667. — *Dépêche du duc de Chaulnes, ambassadeur de France à Rome.*

« J'avouerai ingénument que j'ai trouvé la cour romaine au-dessous de l'idée que l'on s'en fait généralement et si la vertu et l'application de Clément IX ne me faisaient espérer une amélioration de l'état actuel des choses, je regarderais comme certain que nous devons nous attendre à en voir de nos jours la fin, po-

litiquement parlant, puisque, quant à l'Église, je crois fermement, comme catholique, que les portes de l'enfer *non prævalébunt adversus eam.* »

Dépêches du cardinal de Bernis.

1771. — 4 décembre.

« Un des plus grands sacrifices que je puisse faire au roi, est de résider dans une cour où le secrétaire d'État, quoique honnête homme, n'a pu se rendre maître de la confiance du souverain ; où le Pape, environné de gens qui briguent sa confiance, n'ose l'accorder entièrement à personne ; où tout est mystère, secrets, manéges, jalousies et soupçons comme dans les cloîtres et les séminaires... »

1779. — 20 janvier.

« La *Dateria* est une espèce de bureau où l'on vend et négocie les grâces que le concile de Trente a déclaré devoir être accordées gratis. — Un Pape qui aurait à cœur l'honneur du Saint-Siège mettrait fin à cet agiotage peu honorable ; mais comme il y aurait beaucoup à perdre pour la chambre apostolique, et pour une infinité de particuliers, il ne faut pas espérer qu'*aucun Souverain-Pontife* ait le courage d'exécuter cette bonne œuvre..... Quand on veut s'édifier, il faut aller aux églises et aux prières des quarante heures ; mais il faut bien se garder d'approfondir ni les mœurs du pays, ni les procédés, ni la manière d'administrer la justice, et de conférer les bénéfices et les places les plus importantes. On risquerait alors, si on n'était pas bien ferme sur les principes, d'ébranler sa foi ou, du moins, de perdre l'idée avantageuse qu'on pourrait

avoir de la cour des successeurs de saint Pierre.....
 On croit ici que les cours catholiques ne font que leur devoir quand elles favorisent la cour de Rome, et qu'elles y manquent quand elles n'obéissent pas aveuglément à tout ce qu'elle prétend ou qu'elle croit être en droit de décider. L'habitude de voir ces choses ne m'empêche pas d'en être souvent révolté. Je n'ai pas à me reprocher de ne l'avoir pas fait sentir, *mais le mal est incurable*. Je me borne donc à tirer le meilleur parti possible d'un pays où le pharisaïsme, s'il m'est permis de me servir de ce terme, règne plus que partout ailleurs. »

1782. — 31 juillet.

« L'argent manque, les denrées sont au plus haut prix, et les entreprises dispendieuses ne sont pas interrompues. Des voix séditieuses s'élèvent dans les rues, au passage de Sa Sainteté ; la plupart des cardinaux et des prélats qui l'approchent n'osent lui dire la vérité, et son secrétaire d'État se contente de gémir avec quelques amis affidés. Cette situation deviendra de jour en jour plus critique, et *je crains bien que le règne de Pie VI ne finisse par lui coûter bien des larmes* ; mais le mal sera fait, et il deviendra peut-être irréparable..... »

1782. — 31 décembre.

« Je vois avec une extrême douleur que Sa Sainteté s'avilit de plus en plus ; que la cour de Rome se rend méprisable au dehors par sa faiblesse et souvent par une hauteur déplacée, et qu'elle se rend odieuse à ses propres sujets par son mauvais gouvernement. Ce qui

n'empêche pas les étrangers de visiter en foule cette capitale du monde, qui touche de si près à sa ruine..... »

Dépêche de M. de Blacas.

4 mai 1818.

« Trois divinités puissantes, la *vanité*, l'*argent*, la *peur* gouvernent depuis plusieurs siècles ce pays-ci (Rome). Il ne sert à rien d'y parler raison. Quant à l'indépendance italienne, *les Italiens ne feront que désirer et parler. Il faut une puissance qui agisse pour eux. Mais il est certain que si les Italiens avaient une puissante alliée, ils secoueraient un joug qu'ils détestent.* »

Dépêche de M. de Damas.

12 février 1827.

« Si l'administration romaine n'est au niveau ni des circonstances ni du plan de conduite qu'elles demandent, il ne nous reste plus qu'à faire des vœux pour que le Saint-Siège soit un peu mieux servi par les événements que par sa propre prudence..... »

Dépêche de M. de Chateaubriand.

16 avril 1829.

« On prend pour des conspirations ce qui n'est que le malaise de tous, le produit du siècle, la lutte de l'ancienne société avec la nouvelle, le combat de la décrépitude des vieilles institutions contre l'énergie des jeunes générations, enfin la comparaison que chacun fait de ce qui est et de ce qui pourrait être..... Si quelque impulsion venait du dehors, si quelque prince en deçà des Alpes octroyait une charte à ses sujets, une révo-

lation aurait lieu, parce que tout est mûr pour cette révolution'..... »

Voici d'autres témoignages officiels qui sortent d'une source parfaitement sympathique au Saint-Siège, la police secrète de l'Autriche en Italie. Ce sont des rapports trouvés dans les *Carte segrete ed atti ufficiali*, à Milan, et à Venise, après l'expulsion des Autrichiens en 1848, et publiés par M. Rendu.

1822. — *Rapport de novembre.*

« Rome est à présent, on peut l'assurer, *au spirituel*, le foyer de la *démoralisation* ; *au temporel*, celui du *désordre*. Les habitants sont enclins à la superstition plus qu'à la *vraie religion*. Dans ce gouvernement de cardinaux, de prélats, de prêtres, la politique est un jeu continu de pharisaïsme et de machiavélisme. L'économie sociale n'est qu'un humiliant désordre. Les contrats passés par le gouvernement n'inspirent aucune confiance, parce que, une fois stipulés, si on trouve quelque avantage à les anéantir, on les annule par un décret pontifical et on en change les conditions au détriment des contractants. Les finances sont plus mal conduites qu'on ne peut le dire. L'infidélité des ministres et leur impéritie font dans le trésor des vides considérables..... Dans tout l'État pontifical la justice est vendue ouvertement..... Les attaques des brigands sont continuelles..... »

« Ces diverses pièces diplomatiques ont été tirées de la chancellerie des affaires étrangères et présentées au Sénat par le prince Napoléon-Jérôme dans la séance du 1^{er} mars 1862. On les retrouve, *in extenso*, dans la brochure publiée par M. Hubaine, secrétaire particulier du prince, sous le titre : *la Papauté temporelle jugée par la diplomatie française* (1862).

Rapport du 8 juin 1823.

« L'agitation est extrême, ce ne sont qu'invectives contre les gouvernements légitimes..... Il faut attribuer ce désordre à l'insuffisance du gouvernement papal. Les bons et pacifiques citoyens se plaignent hautement de ce gouvernement, qui, malgré les impôts énormes qu'il prélève sur eux, ne sait point les protéger, et ils se demandent s'ils ne prendront point le parti d'émigrer. »

Rapport du 8 juin 1824.

« A part les légions de prêtres, de frères et de vieux fanatiques, les populations non-seulement sont froissées, mais indignées et irritées contre le régime actuel. Je me suis appliqué à rechercher les causes d'une telle situation, les voici :

Les lois nouvelles qui restreignent dans les plus étroites limites la liberté de la vie quotidienne ;

L'inquisition en vigueur dans toute l'étendue de l'État, et se donnant carrière sans aucune entrave ;

La confiance sans bornes accordée aux carabiniers (gendarmes), qui peuvent faire des arrestations sur un simple soupçon ;

L'aggravation de l'impôt ;

Une administration sévère et dure ;

Un système qui tend à faire vivre de force les hommes de toute condition en moines et non en citoyens :

Voilà ce qui provoque le dégoût populaire et pousse les choses au point que, plutôt que de vivre dans une telle contrainte, on passerait volontiers sous un autre régime quel qu'il fût. »

*Rapport sur l'administration du cardinal Palotta dans la
Romagne.*

« Pour donner un témoignage de son omnipotence, il a exilé de la ville des dames parce que, s'occupant de musique, elles troublaient son repos..... Les brigands mettent le pays à sac ; ils enlèvent les jeunes enfants pour forcer les familles à les racheter. L'exaspération est telle contre le cardinal Palotta, qu'on a craint un soulèvement général contre le gouvernement..... A Rome, quand on aurait besoin d'un système régulier et stable d'administration, qui fit disparaître les abus et augmenter la prospérité publique, on ne pense qu'à ouvrir de nouveaux couvents, à étendre les corporations religieuses, à remettre en honneur les anciennes fêtes et processions qui ne servent qu'à augmenter l'oisiveté et les désordres. »

Rapport du 6 octobre 1825.

« Plaintes et cris universels ! Le noble et le propriétaire crient contre les impôts qui les écrasent ; les marchands crient contre le nouveau tarif des douanes ; l'homme de loi et le plaideur crient contre le système embrouillé, dispendieux et interminable de la procédure ; le petit peuple crie contre le haut prix des objets de première nécessité ; les gens pensionnés crient contre le retard apporté au paiement de leurs pensions ; les prêtres eux-mêmes crient quand ils ne sont pas attachés à une branche quelconque du gouvernement et associés aux privilèges de la prélature. Tels sont enfin les doléances et les murmures, que sans aucune exagération on doit craindre les attaques des sectes contre un gouvernement qu'on peut dire en dissolution... »

Autre rapport du mois d'octobre 1825.

« Rome est décidément une Babylone. Le Pape commande, les cardinaux commandent, les prélats commandent ; tout s'y obtient à prix d'or, et sans or n'y espérez rien.... Le corps sacerdotal y est composé pour deux bons tiers d'hypocrites et de simoniaques ; les prédicateurs sont pour la plupart indifférents ou athées. On accable le peuple de cérémonies religieuses pour ranimer son zèle, mais les Romains, qui vont aux églises par disette de théâtres et de spectacles publics, n'en sont pas plutôt sortis qu'ils ne se souviennent plus qu'ils sont chrétiens ; ils n'ont d'autre pensée que de maudire les règlements religieux du Pape, l'inquisition et les moines.... L'institution de l'*Année sainte* n'est qu'un moyen de faire entrer de l'argent dans les poches des Romains en attendant les étrangers, et de remplir les caisses de l'État.... »

Il n'y a rien dans ces pièces officielles qui ne soit entièrement conforme à l'opinion de plusieurs auteurs catholiques, nos contemporains, que nous allons citer brièvement.

M. de Lamartine.

« On s'est rarement rendu compte du mécanisme bizarre, compliqué, confus, du gouvernement de la Papauté à Rome, considéré comme gouvernement temporel. Le voici défini en peu de mots : *Les vices de toutes les natures de gouvernement sans leurs avantages, réunis dans un seul gouvernement....* Ce mode de gouvernement a les inconvénients, les faiblesses, les tyrannies, les désordres et les vices de la théocratie, de l'oligarchie,

de l'aristocratie, de la démocratie, de la monarchie, de la république et de la domination étrangère ¹.... »

M. de Montalembert.

« Le gouvernement de Rome est intolérable. Les peuples mécontents, opprimés, sont désespérés, aigris. Il n'est plus possible de le soutenir, si ce n'est avec l'appui des armes étrangères. Il manque en même temps de force morale et matérielle ².... »

Chateaubriand.

« Figurez-vous quelque chose de la désolation de Tyr et de Babylone dont parle l'Écriture; un silence et une solitude aussi vastes que le bruit et le tumulte des hommes qui se pressaient jadis sur son sol. On y croit entendre retentir cette malédiction du prophète : *Veniat tibi duo hæc subito in die una, sterilitas et viduitas!* A peine découvrez-vous quelques arbres, mais vous voyez partout des ruines d'aqueducs et de tombeaux qui semblent être les forêts et les plantes indigènes d'une terre composée de la poussière des morts et des débris des empires. Souvent, dans une grande plaine, j'ai cru voir de riches moissons, je m'en approchais, ce n'étaient que des herbes flétries qui avaient trompé mon œil. Quelquefois sous ces moissons stériles vous distinguez les traces d'une ancienne culture. Point d'oiseaux, point de laboureur, point de mouvement champêtre, point de villages; un petit nombre de fermes délabrées se montre sur la nudité des champs. Les portes en sont fermées, il n'en sort ni fumée, ni bruit, ni habitants. Une espèce

¹ Discours à la Chambre, 1847.

² Lettre, pages 38-41.

de sauvage presque nu, pâle et miné par la fièvre, garde seulement ces tristes chaumières, comme ces spectres qui, dans nos histoires gothiques, défendent l'entrée de châteaux abandonnés. Enfin on dirait qu'aucune nation n'a osé succéder aux maîtres du monde dans leur terre natale, et que vous voyez ces champs tels que les a laissés le soc de Cincinnatus ou la dernière charrue romaine '.... »

M. Liverani, prélat et protonotaire apostolique.

« La nature du peuple romain est bonne, et il reste encore dans son cœur des étincelles de l'antique valeur. Mais il y a là une foule d'agents, de solliciteurs, d'intrigants, d'entremetteurs, qui, chassés mille fois, y rentrent toujours et s'y enracinent. Il y a une foule de nobles d'antichambre et gens de livrée qui y vivent de gratifications, de cadeaux et d'abus; une foule d'employés corrompus, nés dans la corruption, élevés dans la corruption, qui ont attrapé un emploi et se sont cramponnés aux charges. Ils oppriment les inférieurs et les aspirants, et ne se maintiennent que par l'accumulation des abus. On y voit une foule de gueux, de mendiants, de vagabonds, de modèles, d'oisifs, qui vivent d'escroqueries, de subsides, de pensions; une foule de coupe-bourses, de fripons, de gamins et filous qui, réunis ensemble, forment presque la moitié de la population. C'est à tel point que le gouvernement est obligé à une continuelle capitulation avec eux. Tous vivent d'abus et de choses pires... Les trois cent soixante églises sont remplies de monuments et vides de monde.

¹ Chateaubriand, *Les Martyrs*.

La constitution des familles y est tellement viciée qu'elle est un obstacle à l'établissement de l'ordre social.... Si l'armée française s'éloignait sans qu'on lui eût substitué une armée solide pour protéger la vie du clergé, en une semaine tous les prêtres et moines seraient exterminés, tant est furieuse l'indignation excitée dans le peuple par le gouvernement dans ces dernières années '... »

M. Martin d'Oisy.

M. Martin d'Oisy est du nombre de ces néocatholiques qui croient le gouvernement temporel compatible avec la Papauté. Il a publié récemment un volume contenant les observations qu'il a faites lui-même, durant un séjour à Rome, en avouant loyalement les monstruosité dont sa probité s'est trouvée offensée dans la ville sainte. Voici avec quelle sincérité parle l'honorable auteur :

« Les juges sont réputés corruptibles, et l'on affirme qu'ils sont souvent corrompus. La corruption, s'il faut en croire les opposants et les étrangers qui habitent Rome, coule à pleins bords; avec de l'argent vous achetez la justice; la justice criminelle, et aussi la justice civile. Tout le monde le dit, il faut bien que ce soit un peu vrai; et la mesure de la corruption, Dieu seul la connaît.... J'ai dit à tel monsignor : On fait à votre législation le reproche grave de ne pas soumettre les témoins à la confrontation avec l'accusé ! Le monsignor me répondit : Cela est vrai, mais si la confrontation avait lieu dans un pays comme le nôtre, on ne trouverait pas de témoins. La vengeance des parents de l'accusé, de ses amis, de l'accusé acquitté, de l'accusé après

* Liverani, *il Papa, l'Impero e il regno d'Italia*. 1861.

l'expiration de sa peine, atteindrait le dénonciateur ou le simple déposant appelé par la justice à déclarer ce qu'il a vu ou entendu.... Je dis à monsignor que le droit d'ainesse était cause que les terres restent sans culture, parce que les aînés se contentent du produit tel quel qu'ils retirent. Il me répondit : Si l'on supprimait le droit d'ainesse, les grandes existences disparaîtraient à la troisième génération. Les cadets sont fiers d'appartenir à des familles riches et puissantes. Le crédit de ces familles leur profite; ils deviennent évêques, cardinaux ou *delegati*. Ils aiment cette loi que vous condamnez et dont vous les croyez victimes.

« Veut-on savoir ce que sont les *grandes existences* qu'il s'agit de conserver à Rome avec tant de soin, pour devenir la source des privilèges d'où sortent les prélats et les cardinaux? Je viens de chez un Français on ne peut mieux placé pour voir Rome, où il réside par état depuis plusieurs années. Nous abordons le sujet des classes élevées. La noblesse de Rome, me dit mon interlocuteur, est insoucieuse de sa fortune et des emplois publics. Servir son pays n'est rien pour eux, le *far niente* leur tient lieu de tout. En se mettant à la tête de leurs affaires, ils pourraient tenir maison, recevoir leurs amis et les étrangers; ils aiment mieux vivre avec deux francs par jour, se passer de bonne chère et même de bois en hiver. Un noble n'a pas besoin d'être riche, il lui suffit de faire croire qu'il l'est. Travailler à passer pour riche est son unique souci. Être noble à Rome, c'est avoir un palais, un équipage et des laquais.... L'immeuble des nobles, c'est l'*agro romano*, qui ne produit pas le cinquième de ce qu'il pourrait rapporter et qui donne la fièvre par compensation.... Il

y a des nobles sans terres. A leur égard, que se passe-t-il? On emploie le moyen à la fois unique et insuffisant que je vais dire. Léon X avait consacré à l'extinction de la mendicité un million et demi de francs, confiés à l'institution de la *Beneficenza*; eh bien! une partie notable du fonds de secours est employée à l'enseignement des enfants des nobles, à doter leurs filles, à leur donner de quoi vivre à eux-mêmes. C'est un détournement. Ils existent à l'état de pauvres honteux; ils consomment la substance du peuple, ils vivent aux dépens de son budget. On appelle cela à Rome soutenir les familles déchues.... On y devient noble l'argent à la main avec un peu de crédit.... Le frère du cardinal Antonelli (premier ministre), qui ne possédait quand son frère est entré au pouvoir que 50,000 écus, est riche aujourd'hui de quatre millions. Le couvent de San-Denisio est riche aussi de quatre millions et il ne nourrit pas plus de douze jeunes filles et autant de servantes. Le peuple voit ces choses et s'en plaint.

« Le gouvernement laisse exporter les produits bruts du pays, qui lui reviennent ouvrés des pays étrangers à très-haut prix. Le pain et le vin sont dénaturés; la banque crée du papier sans garantie; l'administration est oisive à tous les étages. L'employé s'en va à midi sous prétexte d'aller à la messe; il revient à son bureau à deux heures demander s'il y a quelque chose à faire. On lui répond non, il se retire et ne revient plus de la journée. C'est ainsi que le même individu peut occuper plusieurs emplois. Avec de la faveur, une même jeune fille se procure dans cinq ou six établissements de charité cinq à six dots..... Les délégations (sous-préfectures) sont entre les mains de tout jeunes prêtres, cadets

de grandes familles, d'une distinction de manières, d'une élégance de costume, d'une grâce dont on n'a pas idée en France. Ils sont beaux et frais comme des archanges. Ces abbés, dont on fait vite des monsignori, portent dans les délégations tout ce qu'avec leurs études et de l'extérieur on peut y porter. Ils y font un peu d'administration, y voient beaucoup de monde, qui les accueille avec ivresse. Si le sujet n'était pas sérieux, je dirais qu'ils sont les lions de leurs sous-préfectures. Mais il y a d'autres cadets à pourvoir, l'abbé administrateur devient bientôt évêque; un successeur aussi inexpérimenté le remplace, et ainsi, de chailnon en chailnon, se perpétuent des incapacités sans fin. Et croit-on que les mœurs et la renommée du clergé gagnent à la vie mondaine des jeunes fonctionnaires, évêques en expectative et futurs cardinaux? Ce que je dis là, je le tiens d'excellents catholiques qui habitent les États pontificaux depuis quinze à vingt ans.... Tout sujet pontifical qui veut vivre aux dépens du public peut, avec de la faveur, entrer à l'hospice Saint-Michel; tout le monde y trouve accès, excepté les indigents.... De scandaleux désordres épuisent les finances d'un autre hospice que je ne dois pas nommer.... Est-il besoin de dire qu'il n'y a pas de pays sur la terre où la police soit plus mal faite que dans les États romains, quand les journaux sont remplis des aventures plus ou moins tragiques des voyageurs arrêtés sur les grandes routes? Il y a telle ville rapprochée de Rome où le pillage des diligences est une industrie avouée et tenant lieu de récoltes quand elles font défaut. Les habitants y sont formés en association de secours mutuels contre les gendarmes. Naguère soixante-dix familles y étaient impliquées dans

un même procès pour vols à main armée sur les grands chemins. On dit que les carabiniers qui accompagnent les voitures publiques s'entendent avec les voleurs; non, ils les laissent faire; on en a la preuve à Rome. Qu'il y ait une rixe ou une arrestation d'assassin à opérer sur un point, on est sûr que le gendarme, carabinier ou dragon, est sur un autre. Ces messieurs ont cependant de beaux privilèges : un carabinier entre dans un cabaret, demande à boire, et boit sans payer; il entre chez un pâtissier et s'y rassasie aux dépens du propriétaire....

« Je demande au cardinal Antonelli pourquoi l'on rencontre tant de mendiants dans Rome et tant de haillons! Son Éminence me répond : Quand on les chasse par une porte, ils rentrent par l'autre. Léon XII avait consacré dix-sept cent mille francs au soulagement des pauvres sans rendre leur condition meilleure. Plus il y a d'œuvres, plus il y a d'indigents? Tel est le langage d'un prêtre, premier ministre du Pape. La vérité est que les dix-sept cent mille francs de Léon XII, comme le million et demi de Léon X, sont dévorés par le favoritisme et que les pauvres n'en touchent pas le tiers. La plus grande partie est dévolue à ce qu'on appelle les familles tombées, dont plusieurs peut-être ont des palais et des chevaux.....

« Je demandais au marquis de X..., membre de la municipalité romaine, pourquoi Rome est si mal payée sur quelques points et si mal balayée partout? Le marquis me répond : Nous payons sept cents balayeurs à quarante baïoques (deux francs) par jour, et il n'y en a pas cent cinquante qui fassent la besogne. L'État prélève sur l'impôt municipal une si forte part qu'il ne

reste pas de quoi pourvoir au pavage complet de la ville éternelle. Savez-vous qu'on n'est pas en sûreté pour ses habits, sous les fenêtres, à la nuit noire? disais-je au marquis : Que voulez-vous, me répliquait-il, les contrevenants en sont quittes pour trois baïoques (quinze centimes).

« Je ne dirai qu'un mot de l'enseignement, et ce mot suffira. Les frères de la Doctrine chrétienne passent à Rome pour de dangereux novateurs! défense expresse est faite aux indigènes de fréquenter leurs écoles, réservées exclusivement aux élèves étrangers¹. »

Voilà donc quel a été le produit social du gouvernement temporel tant indirect que direct dans la main des Papes, au point de vue d'abord de l'économie générale et au témoignage ensuite de personnes non suspectes de partialité ou de haine! Et ce gouvernement ne peut ni se modifier ni se réformer; c'est un état de choses tout d'une pièce, absolu comme son principe dogmatique; c'est en un mot la théocratie appliquée à une société. Qu'y ferez-vous? Que sert de s'irriter contre des hommes quand le mal est dans l'institution? A Rome, ce ne sont pas seulement le Pape et les cardinaux qui affirment que toute réforme est impossible; les gouvernés sont à cet égard entièrement de l'avis des gouvernants, et leur opinion ressort d'une adresse poignante de douleur, signée par un grand nombre de citoyens romains de toutes les classes, et envoyée en 1860 à l'empereur Napoléon III. On y lisait :

« Le monde sait sous quelle oppression gémit ce

¹ Martin d'Oisy, *l'Italie, l'Allemagne et le Congrès*. 1860.

peuple malheureux. Une simple modification de ce régime usé et vicieux ne serait qu'une œuvre vaine et stérile. Le système clérical est incompatible avec les mœurs, avec la civilisation, avec le temps. Vouloir le réformer, ce serait vouloir galvaniser un cadavre!... Aucune publicité des actes de l'administration, aucune responsabilité chez ceux qui gouvernent, aucune garantie dans la justice, le droit canonique superposé au droit civil; ce sont là les conséquences inévitables d'un gouvernement dont le chef est un prince lié par des obligations religieuses, et qui, en se déclarant infaillible, échappe à tout contrôle et à toute responsabilité... »

Nous venons de présenter un exposé impartial des résultats sociaux qu'a produits dans les divers degrés de son élévation et de sa décadence, durant dix siècles, le gouvernement de la Papauté. On ne vit jamais, croyons-nous, une influence aussi funeste aux intérêts et à la civilisation des peuples. Ce qu'il en reste aujourd'hui à Rome est un assemblage de faits empiriques sans rapport avec les besoins les plus légitimes des sociétés. Les institutions pontificales, restées ce qu'elles étaient au moyen âge, ne peuvent pas même supporter l'épreuve de réformes sérieuses. Et ce qui s'oppose essentiellement à toute réforme, c'est encore moins la vétusté et le mauvais état de ses institutions que le principe d'autorité sur lequel ce gouvernement repose. Car il faut bien le reconnaître, nous avons affaire à des hommes convaincus qui, pour cela même et selon l'expression de Pascal, n'en font que plus complètement mal les choses. Le gouvernement du Saint-Siège n'est pas seulement, comme on l'a dit dans ces derniers temps, et

par atténuation, « un gouvernement d'ancien régime. »
C'est encore un gouvernement de foi et de doctrine,
une théocratie dogmatique, incompatible avec la nature
progressive et la pratique des sociétés. Il ne faut donc
plus songer à le réformer, mais à le supprimer absolu-
ment.

CHAPITRE XV.

PIE IX ET L'ITALIE.

L'indépendance du Souverain-Pontife. — Le Pape peut-il être sujet d'un État? — Impossibilité d'une conciliation entre le Pape et le Roi. — La question de droit. — Le côté religieux de la question. — Position à faire au Pape.

L'indépendance du Souverain-Pontife.

Il faut, nous dit-on, « une souveraineté temporelle au Pape, pour garantir son indépendance spirituelle; sans cette souveraineté, il ne serait pas libre dans l'exercice du pontificat... »

Certes, voilà un argument grave; cherchons à bien nous en rendre compte, et pour cela, restituons-le à l'auteur qui l'a mis le premier en avant. Bossuet écrivait : « Nous savons que les Pontifes romains et l'ordre sacerdotal tiennent de la concession des princes, et possèdent très-légitimement des biens, des droits, des principautés (*imperia*), comme en possèdent les autres hommes. Nous savons que ces possessions, en tant que dédiées à Dieu, doivent être sacrées, et qu'on ne peut, sans commettre un sacrilège, les envahir et les donner à des séculiers. On a accordé au siège

« apostolique la souveraineté de la ville de Rome et
 « d'autres possessions, afin qu'il pût exercer avec plus
 « de liberté sa puissance DANS TOUT L'UNIVERS¹... »

Nous ne cherchons pas, on le voit, à amoindrir l'argument présenté dans ces derniers temps par les défenseurs du pouvoir temporel; mais il pêche par la base et par tous les côtés. Bossuet a pu parler à son époque encore de concessions faites au clergé, et ajouter que de tels biens et principautés étaient des *possessions très-légitimes*; même que les États du Pape étaient *consacrés à Dieu*. Du temps de Bossuet on croyait volontiers tout cela. Mais qui, de nos jours, voudra prendre ces fleurs de rhétorique pour des vérités? Les principautés du clergé d'Allemagne, de Pologne, de France, d'Espagne même, ne leur sont pas restées quand les lumières de la raison sont venues jeter leur clarté sur l'Évangile et sur l'histoire; et si Bossuet retournait aujourd'hui à son évêché de Meaux, il aurait bien de la peine à rencontrer, parmi les fidèles, quelques partisans des biens et de la seigneurie du haut clergé. Quant aux États du Pape, peut-on raisonnablement soutenir qu'ils soient une terre sainte, après tous les scandales que nous y avons vus et que nous y voyons encore?...

La souveraineté du Pontife servirait, selon Bossuet, à rendre le Pape plus libre *dans tout l'univers*!... Mais de quelle liberté entend parler l'illustre docteur? Est-ce de la liberté d'exercer paisiblement le ministère évangélique? de *pâtir*, selon l'expression sacrée, *les brebis du Seigneur*, et de *confirmer ses frères dans la foi*? Est-ce d'annoncer un Dieu père de tous les hommes? Un

¹ Bossuet, *Defens. de cler.*, lib. I, sect. 1, ch. 16.

royaume est superflu pour une mission si admirable et si utile à tout le monde. Les Apôtres et les saints évêques des huit premiers siècles la remplissaient sans obstacles ou malgré les obstacles, et n'avaient ni souveraineté ni principauté. Ils allaient prêchant et faisant le bien et, s'ils rencontrèrent parfois le martyre, ils rencontrèrent plus souvent encore la confiance et le respect. La preuve c'est qu'ils firent la conquête du monde. Si le Pape pouvait se renfermer dans l'exercice des devoirs et des pouvoirs spirituels du sacerdoce, tels qu'ils sont définis dans le saint Évangile¹, rien, dans l'état actuel de la civilisation, ne laisse supposer de sérieux obstacles à sa mission. Il l'accomplirait sous l'égide des pouvoirs publics et de la liberté des cultes, dont il connaîtrait dès lors tout le prix.

Mais s'il s'agit d'une autre liberté dont les Papes ont toujours fait un funeste usage, celle de jeter partout le trouble et la discorde, sous prétexte de leur pouvoir spirituel, le pouvoir temporel du Pontife ne lui ouvrira l'accès nulle part dans les autres États. Comment la principauté du Pape le rendrait-elle libre en Russie, en Suède, en Amérique, en Angleterre, en Prusse, dans tout l'Orient et l'Afrique? Quel ascendant peut-elle lui donner dans les États catholiques même, puisque ceux-ci entourent de réserve et de suspicion les relations du Saint-Siège avec leurs évêques? Chacun sait, en effet, que la souveraineté temporelle ne donne point au Pape la faculté de faire tout ce qu'il voudrait dans les pays catholiques, et qu'une surveillance légitime-

¹ Saint Matthieu, ch. x, v. 1 et 8. — Saint Marc, ch. vi, v. 7. Saint Luc, ch. ix, v. 1. — Saint Jean, ch. xvii, v. 2 et 3.

ment établie aux frontières contrôle les communications officielles qu'il envoie aux évêques, et au besoin les supprime. Sous ce rapport, qui est bien, je crois, la principale chose à considérer dans ce qu'on appelle l'indépendance du Saint-Siège, le pouvoir temporel est donc d'une absolue nullité. Il ne donne pas un appui plus efficace à l'excommunication lancée contre les princes, et ne saurait faire relever nulle part les bûchers de l'inquisition, ni déchirer un livre mis à l'index par le saint office. Il ne peut pas même garantir le Pontife contre le mécontentement de ses propres sujets. En sorte qu'on chercherait vainement à quoi peut servir au Pape le gouvernement de son petit Etat, si ce n'est à lui créer une flagrante infériorité parmi les autres souverains. Du temps de Bossuet on savait cela déjà; et si les peuples étaient moins libres et moins éclairés que de nos jours, les princes ne s'abaissaient déjà plus guère devant la Papauté. L'évêque de Meaux en savait bien lui-même quelque chose; Joseph de Maistre ne lui a-t-il pas reproché de s'être parfois mis de leur côté, et d'avoir écrit des menaces au Pape *avec la plume de Louis XIV?*...

De Maistre, il est vrai, était bien aise de pouvoir prendre le grand Bossuet en flagrant délit de versatilité à l'endroit de la Papauté. La raison en est surtout qu'il aspirait à dépasser de beaucoup toutes les prosopopées employées par l'illustre orateur, pour célébrer le veau d'or et le pouvoir temporel. Aussi s'écriait-il avec sa voix de stentor : « Le Pape est souverain ; et comment concevoir une souveraineté sans richesses ! Les richesses de l'Eglise romaine sont *le signe de sa dignité et l'instrument nécessaire de son action légitime*. Elles furent l'*œuvre*

de la Providence, qui les marqua, *dès l'origine*, du sceau de la légitimité... Sans le Pape il n'y a pas de vrai christianisme; le Souverain-Pontife est *la base nécessaire et unique* du christianisme; avec lui disparaît l'unité, c'est-à-dire l'Église!¹... »

Ainsi, voilà des auteurs que l'on peut considérer comme les premiers champions du parti catholique; leurs successeurs ne diront rien de plus fort ni de plus hardi assurément. Est-il possible cependant de tenir un semblable langage à notre génération, et particulièrement en France? Quoi! c'est au nom du christianisme qu'on ose outrager à ce point le christianisme lui-même, et braver les préceptes les plus essentiels donnés au sacerdoce par Jésus-Christ! quoi! l'on vient entasser sous nos yeux ces idées de richesses et de souveraineté pour en former le Pape, et l'on nous dit ensuite que cet amalgame de choses matérielles et mondaines est la base du christianisme; que l'Église n'est pas autre chose que cela, et qu'elle disparaît si l'on chasse du temple tous ces vendeurs de mensonges! Oh! nous le déclarons sans crainte de nous tromper, notre époque n'est point assez aveugle pour accepter comme vérités ces fausses maximes; non, le christianisme n'est pas subordonné à la souveraineté ni même à l'existence du Pape; non, l'Église de Jésus-Christ ne tire pas sa dignité des richesses, et sa force de l'empire. L'Église tire sa dignité de sa modestie et des lumières du sacerdoce, et le désintéressement fait la première des vertus qui la rendent influente et vénérée. Combien nous croyons préférable

¹ De Maistre, *Du Pape*, disc. prélim. — Liv. II, ch. vi. — Liv. IV, ch. v.

à de Maistre et à Bossuet lui-même en cette matière, l'opinion de deux modestes religieux que nous avons connus, et qui avaient nom Ventura et Lacordaire ! Un jour, le premier s'éloignait tristement de Rome pour ne pas avoir sous les yeux les désordres de toute sorte du pouvoir temporel du Pape, et voici ce que disait dans sa simple éloquence le second à un clergé qui n'a en vue que les richesses et la domination : « Votre Maître n'en avait pas et il a vécu. Ne pouvez-vous conquérir une seconde fois le monde ? Et si vous ne le pouvez pas, pourquoi voulez-vous que le monde entretienne à grands frais une ombre décédée ! Votre tombeau lui coûte cher si la vie n'y est pas. Entre Dieu et le trésor il faut choisir une fois !... »

Loin que le pouvoir temporel fasse l'indépendance du Pontife, il le rend au contraire vulnérable. Le Pape fut souvent attaqué de ce côté-là, tandis qu'il ne le fut jamais dans son caractère ecclésiastique. Jamais sous aucun prince chrétien, depuis le III^e siècle, il n'a été mis obstacle à l'accomplissement du ministère spirituel du Pontife, bien que souvent il dépassât les bornes légitimes. Mais depuis que les Papes ont eu un État à gouverner, quand les princes ont voulu agir sur eux, cet État est devenu le côté faible par lequel s'est vue atteinte leur indépendance morale. On sait comment Philippe-le-Bel, Charles VIII, Charles-Quint et les petits barons eux-mêmes s'y prenaient avec la cour de Rome, quand ils la trouvaient opposée à leurs desseins. C'était toujours par le temporel qu'ils la saisissaient. Un jour Louis XIV veut obtenir d'Alexandre VII le duché de Castro pour un Farnèse. Le Pape oppose le serment fait à son sacre de ne rien céder. Le roi met la main sur le

comat d'Avignon et le Pape cède. Un peu plus tard, dans une circonstance analogue, Louis XV saisit aussi le domaine du Pape et ne le rend qu'à des conditions humiliantes. L'indépendance pontificale était-elle, en ce cas, garantie ou au contraire enchaînée par le pouvoir temporel?

L'exemple suivant tranche la question sous son double aspect. Lorsque les cours de France, d'Espagne, de Portugal, de Naples et de Parme demandèrent de concert à Clément XIII l'abolition des Jésuites, question du domaine ecclésiastique, le Pape refusa. Alors, ces puissances imaginèrent de saisir chacune une part du territoire pontifical. Clément XIII, dépouillé du temporel, sut s'en passer et résista héroïquement jusqu'à sa mort; il trouva l'indépendance dans ses convictions et dans sa fermeté. Son successeur, au contraire, accorda la demande qui lui était faite sous la pression matérielle, et ses États lui furent rendus. C'est ainsi que de tout temps le pouvoir temporel mit le Pape à la merci des souverains au lieu de le protéger. N'y a-t-il pas un daché dépendant des États pontificaux que l'on a appelé *les Menottes du Pape*, parce que l'on n'avait qu'à s'en emparer pour amener le Pape à composition?

Mais c'est bien pire encore lorsque, ne pouvant se soutenir lui-même sur son trône, le Pape-roi est obligé d'appeler à lui une force étrangère. Où est en ce cas son indépendance? où est sa dignité politique et même spirituelle? qui le protège alors contre son protecteur? Il ne lui obéit pas, dira-t-on; la protection est un tribut qu'on lui paye, un hommage qu'on lui rend? Belles paroles, vraiment! mais personne ne les croira. Car, bien qu'il y ait assurément un peu de l'ancien vasselage dans

cette protection qu'offre encore un petit nombre de princes, il est évident que Pie IX n'est pas fort à son aise avec une occupation de ses États par une troupe autrichienne ou française, et qu'il voudrait bien pouvoir s'en passer. C'est donc là une situation gênée, au lieu d'être un état d'indépendance, et cependant le Pape ne saurait se soustraire à la servitude morale qui en résulte pour lui; car sa souveraineté ne peut se soutenir par elle-même. Le Pape-roi est donc de fait, sinon de droit, sujet de l'Autriche ou de la France. Et n'en fut-il pas toujours de même depuis que les Papes sont au pouvoir temporel? Le moyen âge, qui vit la Papauté tout dominer par le prestige religieux, la vit très-fréquemment asservie ou conspuée par les princes et par le peuple romain, pour des causes d'intérêt, tandis qu'auparavant elle jouissait de toute son indépendance. Grégoire II, étant encore simple évêque de Rome, répondait aux menaces de l'empereur Léon: « L'Occident » a les yeux tournés sur notre humilité; il nous regarde » comme *l'arbitre et le modérateur de la tranquillité publique*; si vous osiez en faire l'essai, vous le trouveriez » prêt à nous venger!... » Mais du jour où ce même Grégoire II se fut mis à la tête de la nouvelle république romaine, il lui fallut solliciter et acheter, par des concessions religieuses, la protection des rois francs. C'est ainsi que depuis lors l'indépendance morale de la Papauté a toujours été affaiblie par le côté temporel.

Un autre obstacle à l'indépendance du Pontife naît de l'exercice même du pouvoir; personne ne songe-t-il donc aux embarras que ce pouvoir lui suggère et au temps qu'il prend sur son saint ministère? il nous semble que ce côté de la question n'est pas indifférent. Com-

ment veut-on qu'avec les préoccupations que donne le soin d'un gouvernement, un homme puisse avoir l'esprit aux choses de l'Église, qui exigent tant de calme et de recueillement? Et comment, en sens contraire, est-il possible qu'un homme qui a passé la plus grande partie de sa vie dans les ordres, prêtre séculier ou moine, puisse s'affranchir tout à coup des occupations solitaires et contemplatives du sacerdoce, pour improviser les difficiles charges du gouvernement? Il y a là, croyons-nous, des obstacles plus grands et plus réels apportés à l'indépendance du Saint-Père, que tous ceux qu'on suppose qu'il rencontrerait dans la simplicité primitive.

Dira-t-on que le Pontife se déchargera du soin du gouvernement pour veiller attentivement sur l'Église, comme le croient ceux qui veulent seulement des réformes au temporel du Pape, dans le sens constitutionnel? Il n'en fera rien; l'histoire des Papes est toute pleine de politique et l'on n'y trouve guère autre chose. Non-seulement le Pape ne cède jamais le gouvernement à un laïque, mais il veut que toutes les administrations, jusqu'à celle des armes, soient tenues par un prêtre comme lui. Un auteur, celui qui de tous a le mieux connu l'histoire ecclésiastique, parle du gouvernement des Princes de l'Église de manière à nous retirer légitimement la parole : « Il faut, dit l'abbé Fleury, lever et entretenir des troupes, fortifier et munir des places, amasser des trésors pour fournir à tant de dépenses; il faut avoir correspondance avec les princes voisins, négocier, faire des traités de commerce et d'alliance. Ces occupations paraissent à un homme politique sérieuses et grandes. Les fonctions ecclésiastiques, en comparai-

son, lui semblent petites et presque des amusements d'enfant. Chanter dans une église, marcher en procession, pratiquer des cérémonies, faire un catéchisme, lui paraissent des occupations vulgaires dont le premier venu serait capable. Il regarde la prière, la lecture et la méditation de l'Écriture sainte comme des occupations plus convenables à un moine qu'à un homme d'État, et il ne trouve guère de temps à y donner. Peut-être croirez-vous qu'un évêque-prince se réservera les fonctions spirituelles et se déchargera sur quelque laïque du gouvernement de son État? Il s'en gardera bien, de peur que ce laïque ne devienne le véritable prince; il abandonnera plutôt à d'autres le spirituel; car il ne craint rien d'un prêtre, d'un vicaire, d'un évêque suffragant; il leur laissera volontiers l'étude de la théologie et des canons, la prédication, le soin des âmes, dont il se fera tout au plus rendre un compte général, mais il chargera de la politique, sous lui, d'autres ecclésiastiques à qui il se fiera plus qu'à des laïques, et qui ne seront ecclésiastiques que pour la forme. *Les anciens étaient sages de penser que l'alliance de la puissance temporelle à la spirituelle n'était avantageuse ni à la religion ni à l'État.*¹

L'opulence et les grandeurs attachées à la souveraineté temporelle, loin de faire l'indépendance et la dignité du pontificat, nuisent au contraire à son estime et à la religion. Quand Martin Luther voulut attaquer la Papauté, ce fut premièrement par le reproche de son luxe et de sa vénalité, et l'on sait comment, avec un reproche si fondé, il souleva les consciences naturellement honnêtes des populations allemandes. Luther reprocha

¹ Fleury, *Sur l'histoire ecclés.*, disc. iv.

aussi à la Papauté l'idolâtrie, et sur quelques points n'était pas assurément sans raison. Les idées seules qu'entraînent à leur suite tant de grandeurs mondaines font, croyons-nous, un tort immense au sacerdoce et sont un pernicieux exemple pour la chrétienté. Aussi n'est-ce pas à Rome que le culte véritablement édifie. Nous ne voulons parler qu'avec réserve d'une question si délicate, mais que gagnent la foi publique et la morale à la dissimulation de ce que tout le monde sait? Oui, d'excellents catholiques, des membres même du clergé reviennent humiliés de la ville appelée sainte. Les Églises n'y voient le plus souvent que des réunions frivoles, et les cérémonies n'y sont pas constamment de nature à inspirer le recueillement de l'âme, et le respect dû au saint lieu. Que vous semble, par exemple, d'un spectacle que vous aurez rencontré à Saint-Pierre, dans les grandes solennités? Là, vous avez vu un vieillard porté à dos de chrétiens sur un palanquin surmonté d'un trône; il avait une couronne d'or et de diamants sur la tête et revêtait le manteau royal. Après l'avoir ainsi promené dans l'Église et montré aux assistants, on l'a déposé sur le grand autel et il s'y est installé gravement pour se faire adorer et baiser les pieds. Qu'était-ce?... on vous a répondu : c'est le Pape !

Grand Dieu, c'était en effet le Pape, le Pape-roi!... Il a été de là passer en revue son armée sur la place, visiter minutieusement des canons rayés, et bénir une troupe d'aventuriers qui allaient, à son insu sans doute, porter la guerre civile dans le pays voisin. Oui, c'était le Pape entouré de ses cardinaux et prélats, couverts de dentelles et de vêtements éclatants, de ses ministres et de tous les prêtres de Rome ses employés, comme aux jours

où Luther s'écriait : « Vois cette église triomphante, ces
 « princes-évêques qui passent devant toi comme un
 « tourbillon de pourpre et d'or ! reconnais-tu en eux les
 « successeurs des Apôtres?... » La Papauté se montrant
 ainsi aux étrangers de tous les pays et des divers cultes,
 attirés par la singularité du spectacle, peut-elle édifier
 les générations du xix^e siècle ? Peut-elle espérer de ral-
 lier par son attrait les sections dissidentes du christia-
 nisme ? Peut-elle, j'oserai le dire, faire croire que sous
 cet attirail de la souveraineté temporelle elle représente
 véritablement Celui qui n'eut qu'une couronne d'épines,
 et la Passion de la croix pour fonder sa religion ?

Nous n'insisterons pas davantage contre la fausse
 opinion qui veut que les richesses et la souveraineté
 fassent la dignité et l'indépendance de la Papauté. Nous
 croyons que cette opinion cache des intérêts politiques
 et des positions prises. Mais aux hommes qui sont sin-
 cères dans la défense du pouvoir temporel, nous dirons
 avec le savant auteur que nous venons de citer : « Vous
 « croyez que le sacerdoce aura plus d'autorité étant
 « soutenu par la puissance temporelle, et vous perdez
 « la vraie autorité qui est fondée sur l'estime et la con-
 « fiance.

**Le Pape, ne pouvant être souverain, peut-il être sujet
 d'un État ?**

Evidemment la souveraineté temporelle du Pape n'as-
 sure pas son indépendance spirituelle ; l'indépendance
 du Pape est dans son caractère, et trouve en Dieu son
 appui.

Mais une autre question est celle de savoir si l'indépendance et la dignité du Souverain-Pontife seraient hors d'atteinte dans le cas où il deviendrait sujet d'un prince, ou seulement citoyen d'un État constitutionnel ou d'une république; et si dans cette situation il obtiendrait le même respect et la même confiance des autres souverains catholiques et de leurs sujets? Nous nous demandons en même temps, pour que le problème soit posé sous son double aspect, si le prince et l'État d'où dépendrait légalement un personnage de l'importance du Pape, ne risqueraient pas, par le fait, d'être eux-mêmes compromis dans leur tranquillité et dans leur indépendance?

La principale raison qui a pu faire croire nécessaire au Pape une principauté temporelle, indépendamment de la théocratie universelle de droit divin à laquelle il aspire doctrinalement, c'est bien qu'après la division de l'empire romain en une foule de monarchies et principautés il semblait à craindre que, sujet de l'un de ces monarques, le chef de l'Église catholique ne fût opprimé et, par-dessus tout, qu'il n'obtint pas de la part des autres princes catholiques et de leurs sujets toute la confiance et tout le respect nécessaires au libre exercice de son influence morale. Des protestants tels que Leibnitz et Hurter, et des philosophes tels que Grotius et Voltaire, ont été de cette opinion aussi bien que Bossuet et Fénelon. Nous ne sommes point éloigné de la partager; mais nous devons, avant d'y adhérer, faire observer tout au moins, comme nous l'avons dit précédemment, que, pour ce qui a rapport au libre exercice des pouvoirs spirituels tels qu'ils sont définis dans l'Évangile, il serait assuré au Pape, dans tous les

pays civilisés, par la liberté des cultes et des consciences, et de plus par le droit des gens. Ces droits et libertés n'étaient pas bien assis du temps des auteurs que nous venons de nommer; et c'est probablement parce que la liberté des cultes n'existait pas alors dans les États catholiques, qu'ils ont cru que l'expédient d'une principauté temporelle pourrait faire au Pape une position neutre et indépendante. L'expérience prouve assez qu'ils se sont trompés en cela. Mais l'erreur avait une portée d'une autre importance, et, selon nous, fatale à la Papauté. Donner au Pape une principauté particulière, c'était localiser son autorité et son prestige. La souveraineté synthétique du monde allait pour cela même lui échapper. Roi d'un peuple, le Pape n'était plus le père commun des fidèles, et son intervention dans les États y prenait la couleur d'un intérêt étranger. Être à tous les peuples, sans appartenir à aucun en particulier, voilà ce qui fit, au moyen âge, le caractère et la grandeur de la Papauté; elle le perdait en revêtant une royauté ordinaire.

Une fois ces observations présentées, nous n'hésitons pas à reconnaître que le prestige encore attaché par les fidèles à l'idée de la Papauté serait diminué, si le Pape tombait dans la condition de sujet d'un prince, soit de simple citoyen d'un État quelconque. Car, lors même qu'il serait traité avec les plus grands égards, et que sa modestie s'accommoderait de la position qui lui serait faite, les fidèles du monde catholique pourraient s'en trouver involontairement contrariés. Or, il n'est pas possible de songer à prendre à l'égard du Pape un parti qui aurait pour effet de mécontenter, sans une nécessité absolue, des millions d'hommes dans ce

qu'il y a de plus délicat au monde, le sentiment religieux. D'ailleurs, en même temps que beaucoup de catholiques souffriraient dans divers pays de ce qui leur paraîtrait la déchéance de l'idéal qu'ils voient dans la Papauté, d'autres pourraient considérer le Pape comme obéissant à l'esprit de sa nation, et s'inspirer contre lui des défiances trop communes de pays à pays.

Le Pape, il est vrai, pourrait être pris en dehors des sujets italiens, contrairement à l'usage actuel, et, en ce cas, la sujétion serait écartée pour faire place à l'hospitalité du droit des gens, ainsi que les préjugés inhérents à la nationalité. Mais un semblable expédient n'est pas plutôt imaginé, qu'on voit se rouvrir le cercle des inconvénients. Le gouvernement italien voudrait-il pour le plus important de ses diocèses un évêque étranger, investi de l'immunité pontificale, et la question de deux souverains, l'un spirituel et l'autre temporel, ne se retrouverait-elle pas entière?.....

Où le Pape conserverait assurément une importance très-considérable c'est dans l'intérieur du royaume auquel il appartiendrait, et cette importance s'accroîtrait précisément du préjugé de nation à nation qui la diminuerait aux yeux des peuples étrangers. Sa présence pourrait suggérer à ses concitoyens la pensée d'en faire une puissance nationale à opposer au dehors, et quelquefois à leur prince lui-même; et combien de grands inconvénients n'aperçoit-on pas distinctement derrière une semblable pensée? Combien de complications intérieures et extérieures ne pourrait-il pas en résulter!

C'est ce qu'exprimait fort bien, pour ce qui a rapport à la position du Pape à l'intérieur du royaume, M. le cardinal Donnet, dans la séance sénatoriale du 2 mars

1862 : « On ne saurait, disait-il, se figurer une autorité comme celle du Pape à côté d'un gouvernement; car, ou elle s'unirait à ce gouvernement et il en sortirait un despotisme intolérable, ou elle lui serait opposée et perdrait sa liberté..... Pourquoi chercher à concilier des choses inconciliables ? *De pareilles transactions n'ont jamais lieu sans faire naître les plus grandes déceptions.....* »

Mais si la position du Pape à l'état de sujet ou de citoyen nous semble devoir être extrêmement fautive, n'avons-nous pas à prendre en grande considération aussi celle que ferait, par sa présence, la Papauté au royaume et au souverain chez qui elle se trouverait placée ? C'est là encore un point qu'il n'importe pas moins d'examiner.

Depuis la dissolution du grand Empire, il y a mille ans, toutes les nations se sont constituées et ont formé leur unité : la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Russie, la Prusse, la Suède, l'Autriche et autres. L'Italie seule, pays de vingt millions d'hommes de même race, parlant la même langue, ayant la même histoire, la même littérature, les mêmes mœurs, est restée divisée comme si l'épée d'Attila se fût arrêtée sur elle jusqu'à nos jours. Les efforts tentés à diverses époques par les Italiens, pour réaliser leur unité et assurer leur indépendance, ont constamment échoué ; et l'obstacle quel était-il ? C'était uniquement la Papauté détournée de la voie religieuse dans les champs de la politique. Sous Théodoric et les rois lombards, sous Racinère, Odoacre, Augustule, Lambert, les deux Béranger, Guido, Manfred et autres princes italiens, les Papes, abusant de l'ascendant que leur donnait leur spirituel,

vinrent toujours à bout de briser, aussitôt que formés, les liens de l'unité et de l'indépendance nationale. Pas un seul des Pontifes ne dévia de cette politique, dans l'égoïste crainte que la ville de Rome ne devînt, comme de droit, la capitale d'un royaume qui ne voudrait pas se donner à la théocratie pontificale. « La politique
« des Papes, dit Machiavel, fut constamment de pos-
« séder l'Italie. Mais comme ils ne pouvaient pas par-
« venir à la soumettre à leur propre domination, ils
« ne voulaient pas qu'elle se constituât en nation indé-
« pendante. C'est pour ce motif qu'ils y appelaient suc-
« cessivement, et l'un contre l'autre, les étrangers'.

Telle fut vraiment l'histoire politique de cet infortuné pays. Il serait impossible de concevoir comment les Papes ont pu exercer une pareille influence durant tant de siècles, et sans rien changer à leur système, si l'on ne savait dans quelles épaisses ténèbres étaient plongés au moyen âge les intelligences. « Tout prince qui voulait usurper ou recouvrer un domaine, dit un célèbre écrivain, s'adressait au Pape comme à son maître. Tous les souverains, par un aveuglement inconcevable, travaillaient eux-mêmes à accréditer dans l'opinion publique une autorité qui n'avait et ne pouvait avoir de force que par cette opinion. Quand la Papauté attaquait un de leurs rivaux et de leurs ennemis, non-seulement ils l'approuvaient, mais ils provoquaient quelquefois les excommunications, et, en se chargeant eux-mêmes d'exécuter la sentence qui dépouillait un souverain de ses États, ils soumettaient les leurs à cette juridiction usurpée². »

¹ Machiavel, *Hist. de Florence*.

² Voltaire, *Essai sur l'hist. génér.*

L'histoire est en effet remplie, et nous l'avons fait voir, des intrigues par lesquelles les Papes soulevaient les uns contre les autres ces monarques barbares et ingénus qu'ils tenaient sous l'influence, terrible alors, de leur puissance spirituelle. La Papauté s'efforçait de marcher à la domination universelle, en jetant partout et incessamment la division, en éteignant toute notion du droit civil, et en énervant l'autorité dans tous les États. Un prince la gênait-il, elle excitait contre lui ou son propre fils, ou son voisin, ou son peuple, pour le renverser ; elle mettait au concours la spoliation de son trône. Ni les liens de la nature, ni le droit des gens, ni la sainteté du serment, ni les intérêts inhérents à la tranquillité publique, ne l'arrêtaient. Les prétextes ne lui manquaient jamais pour accabler un prince qui lui déplaisait, ou dont elle convoitait les possessions, soit pour elle-même, soit pour ses favoris d'un jour. Mais aucun n'excita à un aussi haut degré ses susceptibilités et sa haine que le petit nombre de ceux qui tentèrent de conquérir à l'Italie son indépendance et ses libertés.

Ces récriminations portent, il est vrai, sur des temps éloignés et sur des faits qui ne sauraient se reproduire avec la même intensité. Les Papes, aussi bien que les rois et les peuples, ont ressenti les effets de la civilisation. Mais la Papauté n'est pas un homme ; c'est un système que des hommes croient parfait et qu'ils se font un devoir de ne point changer, et ce système, dans ses conditions doctrinales, est incompatible avec toute autre souveraineté. Il part *à priori* d'un droit de concession divine, et implique le gouvernement universel, en vue du salut suprême des hommes. A ce point de

vue, il est dogme, c'est-à-dire absolu et immuable, et se formule ainsi : Le Pape a juridiction absolue sur le monde entier ; l'évêque sur son diocèse, le curé sur sa paroisse ; l'aumônier dans son régiment !... Ce qu'était en principe ce système, au temps de Grégoire VII, d'Innocent III, de Grégoire IX, il l'est encore aujourd'hui. Le Pape, acculé dans l'État romain depuis le xvi^e siècle, et dans Rome depuis les derniers événements, n'a pas cédé un pouce du globe, dans sa croyance. Le monde est à lui ; il en est le gouverneur tout au moins indirect, là où il n'en est pas le possesseur, et son imagination, je me trompe, sa doctrine ne reconnaît pas de bornes à sa souveraineté.

En veut-on un témoignage tout récent ? Au mois de décembre dernier (1862) un journal français qui s'est proposé, à sa manière, la difficile tâche de la conciliation, *la France*, conseillait à la cour romaine des réformes, et disait que « le Pape n'en trouverait jamais l'occasion plus favorable ; qu'il avait derrière lui l'empereur Napoléon pour l'éclairer, le guider et le soutenir... »

Une feuille qui se publie à Rome sous les auspices de la cour pontificale, *la Correspondance de Rome*, ne fait pas attendre la correction à son téméraire et malencontreux champion de Paris. Elle lui rappelle sur le ton de la prosopopée le rôle de la Papauté : *Admirable dans le passé, lumineux dans le présent, et jetant déjà sur l'avenir le divin rayon de sa gloire !...* Le journal pontifical trouve bizarre de la part du journal *la France* de vouloir conseiller « celui qu'inspire incessamment la sagesse divine » et de prêter à l'Empereur la prétention d'éclairer le miroir qui réfléchit la lumière incréée et de

guider le pasteur suprême établi par Notre-Seigneur Jésus-Christ, pour être la voie du genre humain !... » La feuille pontificale ne voit dans la distinction du pouvoir en spirituel et temporel « qu'un argument de l'impiété révolutionnaire et une lourde hypocrisie. » Enfin, elle n'hésite pas à affirmer que : « *Les vicaires de Jésus-Christ ont toujours été les meilleurs administrateurs des intérêts des peuples, parce qu'ils retiennent forcément, dans la conduite des affaires temporelles, un rayon plus ou moins délatant de l'assistance spirituelle, toujours supérieure par quelque endroit à l'habileté des autres rois, dont l'office consiste uniquement à mettre leurs forces au service du Pape...* »

C'est de la folie ! disent ceux qui ne sont pas habitués à un tel sujet. Non pas ; cela est très-sérieux : c'est toute une cosmogonie sociale ; le plus beau rêve des nuits du moyen âge, la théocratie la plus complète en sa conception qu'ait jamais vue le monde ; mais pour une humanité idéale qui serait gouvernée par Dieu même et non pas par un homme qui s'efforce en vain de faire le rôle de Dieu. Nous avons assez dit que cette théocratie est purement fictive, et absolument impropre au gouvernement des choses temporelles, nous n'y reviendrons pas. Nous voulons seulement exposer, à un point de vue historique et pratique, combien il nous paraîtrait difficile que le roi d'Italie et le chef de la catholicité vécussent en bonne harmonie dans un royaume où les consciences et la raison d'État se trouveraient sans cesse en contact immédiat, et souvent en contradiction, au sujet du souverain idéal et du souverain réel.

Deux souverains à Rome ou en Italie, nous semblent

une monstruosité politique. La souveraineté que s'attribue le Pape est inconciliable avec toute autre souveraineté ; nous en avons pour témoignage le spectacle historique de la perturbation qu'elle a portée de tout temps dans les États chrétiens, sous prétexte de son pouvoir spirituel, et les efforts que ne cessèrent de faire, pour lui résister, tous les princes qui ne voulurent pas être les séides de la cour romaine. Mais s'il fut, de tout temps, difficile aux États séparés par des frontières de se mettre à l'abri des atteintes de la puissance pontificale, combien ne le serait-il pas davantage à l'État italien ayant dans son sein le Pape, souverain moral de la catholicité ? Deux souverains à Rome ou seulement en Italie, nous le répétons, serait une monstruosité, un manichéisme infernal, donnant lieu à un danger permanent de dissension. Se figure-t-on ce roi idéal des consciences, placé à côté du roi de la constitution, et à portée de décliner tous les jours librement les regrets de sa déchéance, et d'exhaler des espérances fondées uniquement sur la division des esprits ? Le Pape serait-il résigné ? La résignation serait la négation de la Papauté ou sa servitude, et elle n'aurait pas lieu, croyez-le bien. Il n'y a pas d'ambition égale à celle où se mêle la théologie ; elle est vivace, volontaire et inflexible, comme toutes les aspirations qui se rattachent à la logique suprême. Il en sera de même de la Papauté tant qu'elle existera ou qu'on n'aura pas trouvé le moyen de lui faire une position dans laquelle, sous le rapport de l'ambition terrestre, elle se trouve protégée contre elle-même.

Si nous avons crainte de nous tromper dans cette conviction, où nous sommes affermi par les paroles que

nous venons de citer d'un éminent cardinal, nous aurions encore ici le témoignage d'autres puissants adversaires. Ce sont les rédacteurs d'une revue consacrée spécialement à la défense des intérêts catholiques; des pères jésuites sachant tout et disant parfois la vérité :

« Le Pape au Vatican, bien que dépouillé de son pouvoir temporel, dit la *Civiltà Cattolica*, aurait comme souverain personnel une puissance immense et incomparablement supérieure à celle d'un roi d'Italie assis à côté de lui au Quirinal. Le Pape serait un soleil; le roi serait bien aussi un astre, mais moindre, non un soleil. L'éclipse serait donc à Rome affaire de tous les jours... Et n'arriverait-il jamais que le roi aurait des différends avec les souverains étrangers ou des embarras à l'intérieur? En ces circonstances, la main d'un souverain domestique, qui ne rendrait compte ni à lui, ni à aucun tribunal de ses actes, ne pourrait-elle pas être un danger? N'arriverait-il jamais que ce souverain personnel conspirerait en faveur des ennemis de la patrie ou révolterait ses sujets contre son autorité, en se mettant à la tête d'une réaction? Qui se porterait garant de son harmonie constante avec le roi ou le parlement? Qui voudrait répondre que la dissension ne serait pas toujours cachée derrière la suspicion, et que la violence ne fût toujours imminente?.... L'empereur des Français, bien qu'étant un des monarques les plus puissants de l'Europe, pourrait-il consentir à laisser à l'archevêque de Paris les immunités qu'on aurait accordées au Pape en Italie? Non, sans doute; car une puissance si grande encore que celle d'une souveraineté personnelle serait

« incompatible, à la fois, avec la majesté du trône et la tranquillité publique ¹... »

Tel est le langage, un peu affecté peut-être, mais net et franc, du principal organe de la cour pontificale. d'une revue publiée à Rome et rédigée par des membres d'une société également versée dans la politique et dans les matières religieuses. En présence de l'idée plus que singulière de faire résider ensemble le Pape et le roi, leur intelligence s'est fait jour avec franchise, et jouant le tout pour le tout dans la défense du pouvoir temporel, ils ont eu le courage d'avouer quelles seraient, en ce qui dépend de la Papauté, les conséquences du triste expédient qui a été imaginé pour faire deux parts dans le même royaume, d'un élément aussi exclusif que celui de l'autorité.

Aujourd'hui donc que le problème séculaire de l'unité italienne est de nouveau posé, le véritable obstacle à cette nationalité consiste, comme il a consisté de tout temps, dans l'impossibilité pour ce royaume de contenir ensemble deux éléments d'autorité tels que le roi et le Souverain-Pontife. On semble n'y avoir pas songé. On a dit avec une facilité parfaite : *l'Église libre dans l'État libre* ! Le principe ne pouvait être mieux exprimé ; mais dans la pensée du grand ministre qui prononça le premier cette pacifique parole, il s'agissait assurément de l'Église nationale, et non de la théocratie pontificale que nul État en particulier ne peut contenir, puisqu'elle se proclame universelle.

Il y a beaucoup de personnes, en Italie comme en France, disposées à faire une déplorable confusion du

¹ *La Civiltà cattolica*, n° du 7 décembre 1861.

principe de liberté dans son application. Il y a aussi (et il faut se défier de sa tendance plus que des hostilités ouvertes) un parti sentimental en qui revit cette opinion des guelfes du moyen âge, qui voulaient la liberté et l'indépendance avec le Pape, par opposition à la domination étrangère. L'Italie ne manque pas d'hommes politiques qui vont chercher leurs inspirations dans leurs grands poètes Dante et Pétrarque, en même temps que d'autres défont les idées désespérées ou versatiles de Machiavel. Mais si Dante et Pétrarque furent des modèles de patriotisme aux XIII^e et XIV^e siècles, notre époque est plus éclairée que les temps où la ferveur et la crainte faisaient confondre ensemble les élémens sociaux les plus opposés.

Au fait, que voulait Dante ? Deux princes universels : l'un spirituel, le Pape ; l'autre temporel, l'empereur ! Il les voulait séparés, parce qu'il trouvait que dans leur association l'un tuait l'autre :

. *L'un coll' altro insieme*
Per viva forza mal convien che vada.

Il les voulait l'un à Rome et l'autre en Allemagne :

Due soli, che l'una e l'altra strada
Facean vedere (Purgat., c. 16.)

C'est là le principe que Dante a développé dans son traité *De Monarchiâ*. Également attaché au dogme catholique et au culte d'un empire universel, guelfe et gibelin tout à la fois, il professait le manichéisme, bien qu'il en eût vu les tristes résultats, et c'est bien pour cela qu'il mettait dans son *Enfer* Frédéric II, comme impie, tandis qu'il le glorifiait comme homme d'État.

Quant à Pétrarque, c'était l'enfant terrible de la démocratie romaine, le Camille Desmoulins de son temps.

Il voulait que Rome fût la souveraine de l'Italie et du monde entier, comme dans l'antiquité, avec le Pape résidant. Son idéal était son ami Rienzi, qui avait pris possession de l'empire universel du haut du Capitole, au nom du peuple romain !

E or commesso il nostro capo, Roma !

.....
Si che la neghittosa esca del fango ;

... Ogni soccorso di tua man s'attende.

(Canz. II.)

Ce sont là assurément de nobles sentiments ; des poètes pourraient les professer encore sans conséquence ; mais s'ils servaient de guide aux hommes d'État, on ne tarderait pas à voir retomber l'unité et l'indépendance italienne dans le gouffre profond dont la révolution les a tirées. Nous pouvons assurer tout au moins qu'ils ne feraient pas une politique conforme au temps et aux éléments qu'ils ont sous la main, la souveraineté nationale et le gouvernement constitutionnel.

On dit maintenant : C'est la France uniquement qui fait obstacle à l'unité italienne ; c'est l'empereur Napoléon !... A la vérité, l'empereur retient par la lisière l'enfant vigoureux qu'il a aidé à sortir du berceau. Mais outre qu'il ne peut manquer d'avoir entrevu le problème tel que nous l'exposons, l'empereur n'est-il pas retenu lui-même par quelque puissance supérieure à sa volonté qui lui prescrit la prudence ? Cherchez autour de sa personne, au-dessus de sa tête, sous ses pieds ; cette puissance est partout. C'est le préjugé, imposant encore, de ce qui n'est plus qu'une ombre ; c'est le fantôme du passé réveillant, non point en lui, mais devant lui, quelque chose des terreurs qu'il exerça autrefois sur nos

pères; ce sont les partis de l'ancien régime, ardents à exploiter ces craintes imaginaires et s'en faisant un appui menaçant.

D'ailleurs l'unité italienne présente dans ses résultats une portée plus grande que ne le pensent les personnes qui veulent précipiter le dénouement. Entrer à Rome, ce n'est point assez pour le roi d'Italie; il faut qu'il y puisse rester en toute sécurité et que l'abîme de la Roche Tarpéienne soit comblé quand il montera au Capitole.

Il faut que Napoléon III, de son côté, soit rassuré sur les conséquences d'un événement qui aura, non pas une fâcheuse influence assurément, mais un retentissement considérable dans les fondements de l'Église catholique, et dont l'empereur croit jusqu'à un certain point partager la responsabilité. Mais la protection que l'empereur donne généreusement au Pape n'est pas un motif de penser qu'il se sépare des principes de libéralisme et de civilisation qui l'ont élevé au trône, et qu'il songe à chercher la sanction de sa couronne en dehors de la volonté du peuple qui l'a posée sur sa tête. Napoléon III n'est pas un simple comparse dans le drame solennel de la révolution qui a brisé l'ancien régime et renouvelé la face du monde politique. Il a pour mission de représenter cette révolution, tout en réglant les écarts dont elle peut être capable. Où serait, sans une telle mission, la raison d'être de cette monarchie virile que le peuple français s'est résolument donnée deux fois pour personnifier la grande épopée du siècle? Cette raison d'être serait inconcevable, car les nations n'en viennent pas à la suprême nécessité de changer les dynasties sans quelque grand besoin social qui ne pouvait s'accomplir avec les

principes qui faisaient la base de la dynastie existante. Si la question romaine est tenue en suspens par l'occupation française, il faut croire que d'impérieuses nécessités l'ont voulu jusqu'à ce jour. Mais l'empereur Napoléon a autant de sagesse que d'amour de la justice. Aussitôt que les circonstances le lui permettront, il sera heureux, n'en doutons pas, de faire cesser un état de choses contraire au principe de non-intervention, qui est la même chose que le principe de la souveraineté nationale, sur lequel repose son règne et l'avenir de sa dynastie. Laissons donc avec confiance l'empereur juge de l'opportunité d'une mesure dont dépendent la paix publique et le bonheur d'une nation.

Impossibilité absolue de concilier le Pape avec le roi.

Combien de projets pour concilier le roi avec le Pape n'a-t-on pas imaginés dans ces dernières années ! Les mieux intentionnés sont assurément ceux du gouvernement impérial. Mon Dieu ! que n'a-t-il pas mis en œuvre pour persuader le Pape de faire des concessions capables de pallier, tout au moins, les vices de son gouvernement et de le rendre supportable à ses sujets ! L'histoire ne nous montre pas un seul souverain qui, dans sa force, ait fait pour le Pape ce que Napoléon III a fait pour Pie IX, en échange de procédés au moins singuliers, et lors même que l'empereur ne pouvait ignorer que la cour de Rome n'avait pas cessé, depuis 1848, d'être hostile à la France et à lui-même. Nous n'entendons pas louer les faits, la postérité les jugera ; mais assurément jamais un autre souverain n'employa l'épée

de la France à remettre un Pape sur le trône, bien que les Papes aient été fréquemment chassés de Rome par les Romains.

L'empereur avait d'abord conçu le plan d'une confédération, dans laquelle le Pape se voyait attribuer une présidence honorifique, compatible avec son caractère religieux. Il proposa ensuite un vicariat, comme compensation morale de la perte de ses provinces. Ne pouvant amener le Pape à rien de raisonnable, il n'en a pas moins eu le courage de le protéger, par égard pour son caractère religieux, contre des sujets qu'il opprime. Depuis près de quinze ans, sa patience et sa générosité ne se sont pas un instant démenties : injures publiques de la cour de Rome et de l'épiscopat, excommunication, rien n'y a fait. C'est en vain que de monstrueux abus, tels que celui qui a rapport à l'enfant Mortara, sont venus soulever ses répugnances et celles de toute l'Europe civilisée contre cette cour romaine, Napoléon III n'a point cédé à la clameur universelle; il a continué d'étendre sur la tête du Saint-Père une protection directe, livrant ainsi sa popularité à mille suppositions et aux calomnies qui, de Rome même, se répandaient contre lui dans toute la catholicité.

Pie IX, à son avènement au Saint-Siège, avait fait geste de vouloir associer son gouvernement au progrès libéral du siècle. L'empereur, avec tout le monde, mais plus que tout le monde, a voulu tenir compte au Pontife, comme d'une intention sérieuse, de ce qui n'était peut-être qu'une velléité passagère d'acquiescer de la popularité. Non content de l'avoir rétabli à Rome pour qu'il pût y opérer des réformes par lui annoncées, il le fit parrain du prince impérial, lui don-

nant par ce témoignage de haute confiance une part intime dans ses sentiments de famille. Plus tard, quand il a vu le Pape plier sous le poids d'événements qu'il n'avait su ni voulu conjurer, et fourvoyé avec sa cléricature dans des embarras inextricables, toujours uniquement armé contre lui-même et contre ses amis, l'empereur a voulu que l'impératrice et son fils, comme deux anges gardiens, pussent lui recommander chaque jour le Pontife, et que le clergé français eût, par l'entremise de leur piété, un constant accès pour faire entendre des doléances respectueuses et exposer des convictions sincères. Enfin l'empereur persiste dans sa politique de conciliation, comme on le voit dans sa lettre du 20 mai, et il ne tient pas à lui que le Pape ne reste muni de son pouvoir temporel; mais à la condition qu'il gouverne avec humanité et moralité, et que son gouvernement soit accepté des Romains. Possible ou non, telle est la politique de l'empereur. Elle ne lui gagnera pas assurément la reconnaissance d'un parti ingrat et hostile; mais il aura du moins fait une expérience décisive, qui honore ses sentiments.

Napoléon III a-t-il fait moins pour l'Italie que pour la Papauté? Assurément non! C'est grâce à son puissant patronage que l'illustre Cavour put faire écouter dans le congrès de Paris les griefs des Italiens et la légitimité de leurs aspirations à l'indépendance et aux institutions libérales. Il donna une place d'honneur, dans l'expédition de Crimée, à ces braves vaincus de Novare, qu'il devait retrouver à Palestro et à Solferino; il évoqua par d'immortelles paroles l'unité italienne, sur la place de Milan; il mit son épée et son armée au service de l'indépendance, et la victoire ouvrit aux populations de la

péninsule les voies de la liberté. Enfin l'empereur, fidèle à une confraternité formée sur le champ de bataille, a reconnu le premier le roi d'Italie et employé son influence à le faire reconnaître aux grandes puissances. Ce sont là les faits capitaux. L'indépendance italienne, préparée par Charles-Albert et Victor-Emmanuel, à la tête des patriotes italiens, a donc triomphé avec l'appui de l'empereur des Français. Et c'est bien cette double protection, donnée avec effusion de cœur à une révolution légitime, et, par des égards particuliers, à un régime absolument contraire, qui a amené devant Napoléon III le difficile problème sur lequel il est aujourd'hui vainement penché.

Ce problème, le gouvernement de l'empereur voudrait le résoudre de la manière suivante : le Pape ferait abandon des provinces annexées, *en s'y réservant ses droits*¹ ; le roi d'Italie s'engagerait à respecter le territoire que le Pape retient encore au moyen de l'occupation française, et ce territoire, avec la souveraineté, serait garanti au Pontife *par les puissances*.

Il y a dans cette proposition, non pas une impossibilité, mais plusieurs. Le Pape, d'abord, ne renoncera à rien, parce que la concession qu'on lui demande est contraire à sa foi. Le roi, de son côté, ne peut signer aucune renonciation relative à l'unité sans engager son honneur et sa couronne, car la révolution italienne s'est faite au nom de l'unité. Enfin est-il probable que les puissances, l'Angleterre, la Russie, la Prusse, la Suède, consentiraient à garantir, contre la liberté d'un peuple, un gouvernement qui n'a ni raison d'être, ni intelligence,

¹ Note du 11 septembre.

ni moralité? Ce serait, croyons-nous, recommencer la sainte-alliance dans un but de faible importance. Si les grandes puissances voulaient protéger le temporel des Papes, au préjudice de la formation de l'unité italienne, elles n'auraient qu'à ouvrir le traité de Vienne, qui l'a compris dans la reconstitution des États européens. Mais les puissances y trouveraient bien d'autres pierres d'achoppement, et la plupart d'entre elles montrent, de nos jours, trop de sagesse et d'expérience acquise pour qu'on les croie disposées à prêter leur haute garantie aux abus criants et irrémédiables du gouvernement papal.....

Rappellerons-nous un projet qui fut encore présenté par l'empereur dans sa sollicitude pour le Saint-Siège, et que celui-ci rejeta? Il s'agissait d'une souveraineté non gouvernante et tout honorifique, qui eût dégagé le Pontife des préoccupations matérielles et pallié l'irrégularité ecclésiastique. Mais ce rêve de l'abbé Gioberti, du père Ventura, de Rossi, de Lacordaire, de MM. Bonjean, Rendu, Martin d'Oisy, d'Azeglio et autres, est moins que jamais réalisable, depuis que l'examen a pénétré au fond de la question, et que l'unité séculaire s'est présentée avec son inexorable et exclusive légitimité.

Une autre idée de conciliation, qui semble reproduire les tendances guelfes de saint Thomas d'Aquin, est celle qu'on aperçoit dans un opuscule du docte père Passaglia¹, et qui a été plus clairement exposée par le prélat Liverani, ecclésiastique instruit et libéral, mais un peu naïf. M. Liverani dit sans façon : « Le peuple italien a fait « roi d'Italie Victor-Emmanuel; eh bien! que le peuple

¹ Passaglia, *Pro causâ italicâ ad episcopos.*

« maintenant *prie* le Pape de le sacrer empereur des Romains. Tous deux seront souverains d'Italie : le Pape *souverain de droit*, et le roi *souverain de fait*. Ils gouverneront de concert, *comme l'âme et le corps dans l'homme*, et chacun dans sa capitale respective. » Le vénérable prélat dit ces choses sans subtilité de langage ; il ne doute nullement qu'il n'appartienne au Pape de disposer de la couronne des anciens empereurs romains. « Le Pape, ajoute-t-il, aurait droit à un tribut qui ne devrait point être versé en un mandat sur le trésor, mais *déposé en offrande solennelle sur l'autel de Saint-Pierre* !.... Les actes publics porteraient le nom du Pape, les monnaies porteraient son effigie, et au revers, celle du roi ¹ !.... »

Il serait difficile, je pense, de faire au Pape de plus caressantes propositions. Eh bien ! par la raison seule que le prélat déclarait que le gouvernement temporel n'est pas nécessaire à la Papauté, et qu'il donnait une place à Victor-Emmanuel *au revers de la médaille*, il s'est vu conspué et renvoyé de Rome, à la suite du père Passaglia, par tout ce qu'il y a dans la ville sainte de mieux pensant. Allez donc, après cela, parler au Pape de conciliation !...

Tous les projets de conciliation entre le roi d'Italie et le Pontife sont de vaines tentatives, en ce qui concerne la souveraineté en Italie et dans la ville de Rome, sa capitale naturelle. Si l'on persiste à tenir les choses dans cet antagonisme né de l'appui donné à la résistance aveugle du Pape, il y a fatalement duel à mort entre l'unité italienne et la Papauté. L'Italie ne reculera

¹ Liverani, *Il Papa, l'imperio, e il regno d'Italia*.

pas ; elle ne voudra pas retomber dans cette division énervante qui causait tant de regrets à Napoléon I^{er}, et faisait dire à l'illustre captif de Sainte-Hélène : « Com-
 « bien je plains mes bons, mes chers Italiens ! Les mal-
 « heureux sont distribués par groupes, divisés, séparés
 « par une cohue de princes qui ne servent qu'à fomen-
 « ter leur désunion, briser les liens de la nature qui les
 « unissent, et les empêcher de concourir à la liberté
 « commune ! » Telle était en effet la situation des Ita-
 liens, il n'y a pas plus de quatre ans, et dans laquelle
 des ennemis acharnés cherchent à les plonger de nou-
 veau. Napoléon I^{er} ne voyait d'autre remède à l'oppres-
 sion des Italiens que l'unité politique et civile de leur
 patrie, et il proclamait que Rome devait en être la ca-
 pitale¹.

Mais s'il n'y a pas de transaction possible entre le roi
 d'Italie et le Pontife romain sur le terrain politique, où
 l'un possède tous les droits, tandis que l'autre n'en a
 aucun, il y a une solution parfaitement conforme aux
 principes respectifs et aux intérêts bien compris des
 deux parties. Cette solution consiste à laisser au roi
 tout le champ de la politique, c'est-à-dire tout son
 royaume, et au Pape tout le champ de la religion qu'un
 royaume ou une capitale ne saurait contenir, et à la-
 quelle les lieux sont indifférents. A cette double condi-
 tion, l'Évangile chrétien sera réhabilité dans l'Église, et
 la souveraineté nationale obtiendra satisfaction dans
 l'État.

¹ *Mémoires d'Antomarchi.*

La question de droit.

Avant de prendre une conclusion plus précise en ce qui concerne la position à faire au Pape, qui ne doit pas être roi et ne peut devenir sujet, nous voulons examiner les situations respectives du souverain idéal et du souverain réel, au point de vue du droit public.

On a dit aux Italiens : Cherchez une autre capitale que Rome ! Ne serait-il pas plus raisonnable de dire au parti catholique : Acceptez une autre résidence pour le Pape?... Car enfin, le lieu de résidence n'a pas une importance vitale pour la Papauté, qui est universelle, et, par conséquent, cosmopolite, tandis que Rome est absolument indispensable à la nationalité italienne, mise en péril par la rivalité naturelle d'un certain nombre de villes d'égale importance.

Le parti catholique entend conserver au Pape Rome et la souveraineté temporelle. Mais sur quel droit, désormais, fonde-t-il cette prétention ? De quel droit le Pape, après avoir été repoussé de la souveraineté universelle, que lui avait attribuée une foi erronée au moyen âge, règne-t-il encore aujourd'hui à Rome et sur les Romains ?

L'on a invoqué, dans ces derniers temps encore, des donations qui auraient rivé, depuis mille ans, la chaîne d'un peuple au siège pontifical ; on a voulu voir, en conséquence de cette fiction, une sorte de majorat de la catholicité dans l'État romain... Ces donations ne sont ni vraies ni sérieuses, nous l'avons suffisamment démontré, et quant au système d'un majorat catholique, il a été si bien réfuté et si faiblement soutenu, que nous

ne croyons pas nécessaire de nous y arrêter ¹. Rome et les Romains n'appartiennent qu'à eux-mêmes. Déclarés indépendants après la chute de l'Empire avec un territoire considérable, ils ont été gouvernés, soit par des Papes élus, depuis Grégoire II jusqu'à Grégoire VII, soit par leurs consuls, et ont conservé constamment pour base de leur souveraineté *le sénat et le peuple*. Le droit des peuples d'ailleurs ne prescrit pas.

Mais depuis que Grégoire VII, après avoir été élu par acclamation, retrancha le peuple de la participation aux élections qui confondaient dans un commun vote le gouvernement et la Papauté, le Pape est resté sans droit au domaine politique, et, soit dit sauf les égards dus au caractère et à la personne du Saint-Père actuel, Pie IX est en flagrant état d'usurpation. Il ne règne, en effet, ni par le droit héréditaire, ni par la volonté nationale, les deux uniques principes admis dans le droit public. Un conclave l'a élevé au siège pontifical; je n'ai pas à rechercher la validité de l'élection ainsi faite de l'évêque du diocèse de Rome et du chef de la catholicité; mais

¹ Ce fut au Sénat de France, en 1860, que se produisit pour la première fois la singulière idée de faire de l'État romain *la propriété de tous les catholiques*. C'était par l'organe de M. l'archevêque de Bordeaux. M. le procureur général Dupin repoussa, sans être contredit, une pareille prétention.

Quelque temps après ce peu de succès de l'idée nouvelle, le gouvernement espagnol crut pouvoir s'en autoriser pour proposer au gouvernement français de prendre part à l'occupation de Rome. Le gouvernement de l'Empereur, par l'organe de M. Thouvenel, son ministre des affaires étrangères, fit réponse (note du 6 juin) que les États pontificaux avaient été, en 1815, l'objet d'un traité signé par toutes les grandes puissances, dont la moitié n'étaient pas catholiques, et que ces États ne pouvaient être, par conséquent, considérés comme intéressant particulièrement la catholicité...

assurément, les cardinaux réunis en vue de l'institution religieuse, et sans aucun mandat politique, n'ont pu investir légitimement le Pape du pouvoir temporel qu'il exerce. Bien plus, dépossédé il y a douze ans par le peuple, il n'a été rétabli et ne se voit maintenu que par une force étrangère. Pie IX n'est donc pas souverain de droit, car on n'est tel qu'avec l'assentiment, sinon par l'élection formelle de la nation : *Vox populi, vox Dei!* C'est là le principe fondamental du droit. L'antiquité l'avait reconnu, l'Église le consacra dans les premiers siècles, la philosophie et la révolution française l'ont restitué à la société moderne. C'est pourquoi Napoléon III disait dernièrement : « Pour que le Pape soit maître chez lui, l'indépendance doit lui être assurée, et son pouvoir librement accepté de ses sujets ¹. »

De plus, une position tout exceptionnelle est faite au Pape par son caractère ecclésiastique. Le Pape eût-il pour lui l'élection du peuple, comme l'eurent à Rome un grand nombre de Pontifes, depuis Grégoire II jusqu'à Grégoire VII, eût-il de plus le droit héréditaire, c'est-à-dire les deux principes fondamentaux du droit public, son pouvoir temporel, régulier en politique, resterait défectueux et nul de soi au point de vue religieux. Car le précepte évangélique interdit l'empire au sacerdoce sous peine de prévarication, et le prêtre ne peut régner. S'il accepte ou saisit le sceptre, il forfait à l'institution chrétienne; il devient antechrist, et son règne anormal ne produit jamais que scandale et oppression, comme le prouve l'histoire de la théocratie pontificale.

Pie IX, dans son allocution du mois de juin 1862 aux

¹ Lettre du 20 mai 1862 à M. Thouvenel.

évêques réunis, proteste contre le droit qu'ont les sociétés, chacune en particulier, de se donner un gouvernement de leur choix; mais pour combattre ce grand principe, le Saint-Père en dénature le sens et l'origine. Cédant à la prévention qui le domine contre un monde qu'il ignore, il évoque les vieux fantômes du panthéisme et de l'athéisme, auxquels personne ne songe, et nous dit : Voilà l'Europe libérale, voilà le siècle, voilà la philosophie, le progrès, le droit public moderne, les mœurs modernes, les croyances modernes ! Et quand il a groupé de tels reproches, il proclame que « nous faisons découler de la source aride du néant le droit souverain des nations; que nous tirons du nombre arithmétique l'autorité, comme on en tire la force, et que, niant l'existence d'une loi divine, nous substituons l'ordre matériel à l'ordre moral!... » Ce sont là, nous le déclarons, de vaines alarmes et des reproches sans fondement. Le sentiment religieux n'est point affaibli parmi nous, et c'est bien parce que la croyance religieuse devient chaque jour plus lucide et plus ferme, qu'elle tend à s'affranchir de la superstition.

La croyance générale, en ce qui touche à l'origine et aux rapports du droit souverain chez nous, a été anciennement partagée par l'Eglise et a servi à fonder la société chrétienne. Notre droit vient de Dieu, qui nous a donné le libre arbitre avec la responsabilité, et qui verse sans cesse à l'humanité les émanations spirituelles de son être. Notre droit vient de Dieu, dont nous venons nous-mêmes, et dont nous sommes « les enfants et la race, » selon la belle expression de saint Paul, et dont « rien ne sépare nos esprits, » comme l'a dit saint Au-

gustin¹. Nous ne tirons pas l'autorité du nombre des citoyens, comme le dit Pie IX; le vote individuel est une bataille pacifique, par laquelle nous décidons de la forme du gouvernement aux époques critiques où il a cessé d'exister, et un moyen pour nous d'organiser, à des périodes régulières, la représentation du peuple. Quant à l'autorité morale, c'est autre chose; elle est et demeure dans la nation où Dieu l'a déposée à la mesure des nécessités sociales, et le gouvernement constitué s'en inspire incessamment, comme l'homme et l'humanité s'inspirent à la source suprême, qui est Dieu.

Telle est la théorie du droit souverain des nations, le seul divin. Elle explique, mieux que ne le fait la théocratie pontificale, les liens qui unissent la foi religieuse à la politique des sociétés modernes. Dieu ne nous gouverne pas, de même qu'il ne cultive pas nos terres et ne nous donne pas tout faits les objets qui nous sont nécessaires. Mais sa Providence nous a rendus capables de nous former en société et d'y pourvoir à nos besoins. Après avoir créé l'homme et l'avoir doté de sa propre essence, Dieu a voulu que ce fils de sa parole travaillât et créât sans cesse, comme lui-même et avec lui-même, dans l'alvéole des mondes où il l'a placé. De là le droit de l'homme, de là ses facultés, de là son intime liaison avec son Créateur, à la fois, et avec l'univers créé; de là, enfin, le sentiment toujours croissant de ses forces, de son génie, et sa noble aspiration au perfectionnement et à la grandeur par tous les genres de progrès!

Telle est, disons-nous, le principe métaphysique du

¹ Actes des Apôtres, ch. xvii, v. 28. — Saint Augustin, *De util. cred.*, ch. xiii. — *De Music.*, lib. IV, ch. 1.

droit public. Depuis la renaissance, l'expérience l'a trouvé conforme aux intérêts généraux, et cette conformité l'a fait admettre et l'a irrévocablement fondé. Ce droit, le peuple de l'État romain l'avait comme tous autres et était maître de disposer de sa destinée, lorsqu'en majorité, à l'exemple des peuples de Toscane, de Parme, de Modène et de Naples, il s'est donné à l'unité italienne, et rangé en grande majorité sous le sceptre constitutionnel de Victor-Emmanuel. Tout homme donc, tout gouvernement ou puissance qui empêche désormais l'accomplissement d'un vœu si légitime, viole le droit et en assume la responsabilité.

Côté religieux de la question.

Nous arrivons à un point de la question qui nous oblige à quelques mots de critique contre le système de négociations mis en usage avec la cour de Rome, en vue d'une solution. Nous en faisons d'avance nos excuses à des hommes dont nous honorons le mérite et le talent, et que nous ne prétendons égaler en quoi que ce soit. Mais il s'agissait d'un point de départ, faute duquel les bonnes dispositions dans lesquelles on était de traiter les choses au mieux, et de satisfaire tout le monde, devaient nécessairement demeurer à l'état de sentiment.

Ce point de départ, les hommes d'État l'ont négligé par une indifférence regrettable ou par une prudence exagérée. Ils ont eu tort, croyons-nous, de laisser le Pape se prévaloir d'une croyance établie en des temps où, tout ce qui pouvait faire autorité sur un monde barbare, se recommandait au respect, et de vouloir ré-

soudre sur le terrain exclusivement politique, une question qui se donnait pour religieuse. Ils en sont punis par l'impuissance où nous les voyons de trouver une solution qu'un enfant leur eût indiquée l'Évangile à la main.

De Maistre, qui a plus qu'un autre levé le voile de la Papauté, par amour pour elle et pour la mieux contempler, ne comprenait pas que l'on donnât le nom de *temporelle* à la puissance du Pape; il ne voyait dans cette puissance que l'effet logique d'un pouvoir spirituel.

« Les Papes, a-t-il écrit, ne se sont jamais rien attribué
« qu'en vertu de la puissance spirituelle, et la question
« se réduit absolument à la légitimité et à l'étendue de
« cette puissance. Si l'exercice de ce pouvoir, reconnu
« légitime, amène des conséquences temporelles, les
« Papes ne sauraient en répondre, puisque les conséquences d'un principe vrai ne sauraient être des
« torts¹... » Voilà un auteur qui va ouvertement au fond de la question. Le pouvoir temporel du Pape a sa source dans une cause spirituelle, et tout se réduit à examiner si cette cause est légitime, c'est-à-dire vraie; ou si elle n'est qu'une hardie fiction du moyen âge? Eh bien! c'est ce principe même que devaient examiner les hommes d'État, puisqu'il donnait lieu à la question politique. Il n'est pas sérieux de vouloir juger un fait sans recourir à la cause qui le produit, et en dehors d'un tel examen nos diplomates étaient impuissants à résoudre la question romaine. De Maistre, avant tout, croyait au droit divin; il était venu au monde avec cette croyance, comme avec celle de la légitimité monarchique, et con-

¹ De Maistre, *De Pape*, liv. II, ch. viii.

fondait constamment ensemble ces deux principes imaginaires dans l'extase de ses visions. Nos hommes d'État sont-ils de l'école de de Maistre et autres ultramontains contre l'Évangile, à la fois, et contre les principes du droit moderne des peuples? ou bien ne se croient-ils appelés qu'à enregistrer des faits accomplis dont ils ne connaissent point l'origine morale? Si au lieu de laisser prendre position au Pape derrière un pouvoir spirituel arrangé par les théologiens, de manière à engendrer logiquement la domination temporelle, ou plutôt la velléité turbulente et stérile de cette domination, on avait dit au Pape que la fiction du droit divin n'avait plus cours dans les esprits; que le moyen âge était fini; il eût probablement senti la portée de l'argument et fût peut-être rentré prudemment dans le sanctuaire où, certes, personne n'aurait été l'importuner. Vous avez eu l'air de reconnaître le principe sur lequel la Papauté a fondé de tout temps sa domination théocratique, et vous lui avez refusé ensuite toutes les conséquences de ce principe; par cette politique indécise et sentimentale vous avez, j'ose le dire, mis dans l'erreur le Saint-Siège et exposé la paix publique.

Si vous aviez foi dans le droit divin de la Papauté, pourquoi lui résister? Est-il raisonnable de faire même des observations au Pape « qu'inspire incessamment la sagesse divine, qui réfléchit la lumière incréée et qui a été établi par Dieu pour être la voie du genre humain, » selon les expressions que nous avons lues précédemment et qui sont en tout conformes à l'orthodoxie du Concile de Trente? « Prétendre que le Pape se trompe, dit encore de Maistre, c'est se révolter contre lui; et se révolter contre le Pape, c'est résister à Dieu lui-même! »

Voilà un langage clair et net. Quelle n'est donc pas l'inconséquence des hommes d'État qui, tout en affectant de croire au pouvoir théologique du Pape, ne se soumettent pas à ce pouvoir dans toute l'extension qu'il comporte ! Est-ce que l'on marchande l'obéissance à Dieu, ou à un envoyé de Dieu qui a sa patente en règle pour nous commander ? Si le Pape avait réellement le pouvoir divin qu'il s'attribue, non-seulement nous devrions soumettre nos personnes, mais encore tout ce que nous possédons, comme faisaient les populations naïves du moyen âge. Les lumières acquises ne feraient qu'accroître notre soumission, et nous ne voudrions pas seulement que le Pape fût roi d'une province en Italie, mais bien assurément du monde entier, comme il entend sérieusement l'être.

Vous allez dire au Pape que son gouvernement n'est pas bon, qu'il faut le réformer. Quoi ! le principe est divin, c'est-à-dire parfait, et vous osez prétendre que le gouvernement qu'il produit est défectueux ? Cela ne se peut. L'infortuné Pontife exclame le *non possumus* et vous bénit pour chasser de vous Satan, c'est tout ce qu'il peut faire. A-t-il à s'occuper des conséquences d'un principe qu'il croit vrai et que vous n'osez lui contester ? Et quand même le gouvernement pontifical aurait des défauts dans l'ordre politique, « du moment qu'il
 « constitue les rapports du monde catholique, toutes
 « les imperfections qui résulteraient de cette théocratie
 « romaine ne doivent plus être considérées que comme
 « l'humidité produite par une machine à vapeur, dans le
 « bâtiment qui la renferme¹... » C'est encore l'ange de

¹ De Maistre, *Du Pape*, conclusion du troisième livre.

l'école moderne qui justifie en ces termes originaires le gouvernement du Pape et l'oppression de ses sujets. Que répondent les diplomates qui ne veulent pas attaquer le mal à sa source? Se retrancheront-ils dans la subtile distinction qui admet l'infailibilité du Pape en matière spirituelle et la rejette dans les conséquences matérielles qu'elle produit? Alors, nous craignons bien que les diplomates ne soient pas de force à traiter les affaires avec les théologiens.

La vérité est que le Pape ne tient de Dieu et de l'Évangile aucun pouvoir positif. La théocratie établie dans le sens politique, au moyen âge, constate un fait qui se produit constamment dans l'enfance des sociétés pour leur formation. La théocratie est une fiction qui, en se plaçant au nom et comme le représentant de Dieu, dans la conscience des peuples, y puise son autorité et sa consistance. Elle pense et agit pour eux en souveraine aussi longtemps qu'ils sont incapables de penser et d'agir eux-mêmes. C'est ainsi que le Pape fut comme la plus haute expression de l'assentiment public qu'au jamais vue le monde; une figure de l'autorité du genre humain. Il faussa le principe d'une si grande puissance en supposant qu'elle lui venait de l'Évangile, par concession directe, et pouvait se transformer en un pouvoir politique conforme au dogme religieux. Son rôle a été et sera encore diversement jugé; mais il est assurément terminé désormais pour ce qui a rapport aux intérêts positifs des peuples. Les sociétés chrétiennes sont aujourd'hui émancipées; tout homme aspire à être Pape dans le monde des affaires et des idées et, à ce point de vue, la Papauté réelle est l'humanité dans l'univers et le peuple dans la nation.

J'ose oiroire, en conséquence, que les hommes d'État ont au moins fait preuve d'une réserve excessive en ne pas acceptant la question des pouvoirs telle que le Pape, de bonne foi assurément, la présentait. Le Pape s'est cru le droit d'être roi, au nom de la religion, et vous avez ouvert avec lui les négociations de manière à lui laisser croire qu'un tel droit était reconnu. Puis un colloque s'est engagé entre vous et le Pape, l'un parlant la langue politique, l'autre la langue théologique; vous ne vous entendiez pas. N'était-il pas plus rationnel d'accepter les négociations sur le terrain où les retenait le Pape?

Il disait : C'est de la religion.

Eh bien! vous n'étiez pas exclus de l'examen d'une semblable proposition. Il ne s'agissait pas là de célébrer les saints mystères, d'administrer un sacrement, de formuler un dogme ou de canoniser les martyrs du Japon. La question se réduisait à savoir si le christianisme est, de son essence et dans sa mission, un enseignement moral ou bien un gouvernement. Vous pouviez légitimement ouvrir l'Évangile, comme nous l'avons fait au premier chapitre de ce livre, et, par un examen sérieux, tirer le Pape d'une erreur qui le tient hors de la voie des sociétés modernes.

Il n'y a dans le monde que deux puissances : celle de Dieu, qui se manifeste dans les consciences aux appels de la morale, et celle de César, qui se produit au grand jour, investie des lois de la société. Le Pape n'a pas de pouvoir proprement dit; il a reçu de Dieu, comme le sacerdoce tout entier, des grâces et des vertus qui, lorsqu'elles ont fructifié en sa personne, le rendent propre à inspirer la confiance et à faire obéir les

hommes « par la seule vertu du Seigneur, » selon l'expression de saint Paul. Il fallait en conséquence persuader le Pape de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, et de s'en tenir à pâtre, dans sa haute sphère ecclésiastique, les brebis du Seigneur. Par une conduite si simple, la diplomatie eût préparé sans bruit la solution de la question romaine. Pie IX, qui est animé de bons sentiments, mais cerné par une prélature dont les intérêts collectifs s'imposent, comme religion, à la catholicité, selon l'expression du marquis d'Azeglio¹, eût compris à quel péril s'exposerait un Pontife en se mettant en contradiction ouverte avec l'Évangile, qui est avant tout la loi du sacerdoce. Le Saint-Père eût peut-être fait comme fit le vénérable Pie VI, qui, après la suppression du pouvoir temporel, ne songea plus qu'à donner au Pontificat une direction exclusivement spirituelle.

Chateaubriand, qui s'inspirait de l'esprit du christianisme, en même temps que de Maistre écrivait ses dithyrambes en l'honneur de la Papauté temporelle, avait cru pouvoir prédire que « l'époque politique du christianisme allait finir et que son époque philosophique allait commencer ; que le Pape renoncerait au pouvoir temporel et que le clergé tout entier rentrerait dans les voies de la primitive Église². » Cette prédiction, qui nous semble un trait de lumière pour la Papauté, eût été en voie de se réaliser au grand profit des sociétés chrétiennes et de l'Église.

Mais le contraire a lieu aujourd'hui. Le Pape, auto-

¹ *La Politique et le droit chrétien.*

² Chateaubriand, préface des *Disc.*

risé dans son erreur, s'obstine de plus fort à la possession du pouvoir temporel, et le haut clergé catholique, égaré avec lui, semble en faire une question d'existence pour la religion. C'est là, nous le répétons, une situation grave : je ne dis pas pour l'Église apostolique, elle n'a rien à redouter ; mais pour la Papauté, qui, pouvant se modifier à son propre avantage, en même temps que dans l'intérêt de l'Italie et de la paix de l'Europe, préfère accepter une lutte dans laquelle tous les principes sont contre elle. Qu'elle soit protégée par l'épée d'une valeureuse nation, c'est beaucoup ; mais est-ce assez pour garantie d'une cause qui est à jamais perdue dans les esprits ? Nous ne le pensons pas. La Papauté étant reconnue l'obstacle permanent à l'unité italienne, et l'unité étant dans les aspirations des Italiens comme dans la nature des choses, l'heure fatale sonnera un jour pour la cour romaine, et il ne restera entre l'Italie et le Pape qu'un mortel ressentiment.

Mais si la position prise par la Papauté entraîne pour elle de graves périls, quelle n'est pas, d'un autre côté, la position faite au roi d'Italie ? Le royaume d'Italie reste exposé sans cesse à l'action dissolvante d'une théocratie encore accréditée dans certaines régions, et dont le but avoué est la souveraineté universelle, soit indirecte, soit directe. Une pareille souveraineté, bien qu'elle n'ait aucun fondement réel, est un danger pour toutes les autres souverainetés et en particulier pour celle d'Italie, par la raison qu'un droit fictif accrédité a la même force qu'un droit positif. Tout principe reconnu a en effet son mouvement logique à travers le monde, et celui de la théocratie est de beaucoup plus actif et plus subtil que tout autre ; il n'est puissance

d'État qui ne doit compter avec lui aussi longtemps qu'on y croira.

Combien de peines n'eurent pas les anciens souverains chrétiens à lui résister, les uns à force ouverte, les autres par des ruptures complètes, un grand nombre au moyen de protestations ou déclarations de droits, qui laissaient au Pape une part précieuse dans le gouvernement de leurs États! Et de quoi s'agissait-il constamment? Il s'agissait constamment d'intérêts temporels enviés ou envahis; de questions d'argent, de bénéfices, de simonie, sous le prétexte religieux. Il est donc bien clair que la meilleure politique à suivre vis-à-vis de la cour romaine consiste à démasquer la viduité de cette théocratie, qui tient sans cesse le Pape en péril de se heurter aux pouvoirs d'État et d'en subir la réaction. Mais en attendant, et pour obvier au danger, tout à la fois, d'un schisme religieux en Italie et de troubles dont on ne saurait apprécier la portée, il est nécessaire de faire au Pape une situation qui, en le mettant à l'abri de toute violence, et en réalisant son indépendance religieuse, offre en même temps à l'Italie une garantie assurée contre les troubles auxquels elle se verrait incessamment menacée par le contact immédiat de la Papauté.

De la position à faire au Souverain-Pontife.

La question, selon nous, ne consiste donc pas à savoir comment on conciliera le Souverain-Pontife et le roi d'Italie, mais au contraire comment on les séparera.

Le roi est sur son terrain, dans son droit et dans son

principe. Il ne peut reculer sans que la nationalité ne recule avec lui, sans que sa couronne, devenue celle d'un grand peuple, ne soit compromise. Est-ce là une fatalité? Non; c'est la logique d'un principe vrai et un progrès légitime. Un peuple a grandi dans le berceau que lui donna la nature et qui tient à sa substance. Il ne s'agit pour ce peuple ni d'usurpation ni de conquête; c'est sa terre, c'est son soleil; laissez la terre natale et le soleil de leurs pères aux Italiens!

Le roi arrivera à Rome par la voie naturelle des événements qui concourent à former l'agrégation nationale. Rome aujourd'hui, comme au temps de Martial et d'Horace, est la ville reine, la capitale que tous les Italiens réclament, et devant laquelle s'inclinent toutes les rivalités. On a dit que si la France en retirait ses troupes, la révolution y entrerait; c'est le contraire qui aura lieu; car, à Rome, le gouvernement sera dans son assiette et infiniment plus fort contre les partis. Il y sera fort de toute l'opinion nationale satisfaite, tandis que la réaction, au contraire, verra s'évanouir ses dernières espérances, et que le parti de l'action se trouvera désarmé du dangereux grief que lui fournit une résistance injuste. Sans Rome pour capitale, le gouvernement italien n'a pas l'unité et la cohérence; il manque d'un point central de vue et d'opération, et si l'unité est faite, comme on s'est plu à le dire, elle n'est pas assurée; le pays n'est pas dans des conditions à être absolument tranquille, et une nouvelle révolution peut fatalement sortir d'un état de choses dans lequel le développement naturel de l'organisme se trouve systématiquement empêché!

Telles sont les raisons, à la fois philosophiques et

politiques, pour lesquelles il n'y a pas à discuter la position du roi.

Il n'en est pas de même quant au Souverain-Pontife, qui doit, par la force des choses, perdre la souveraineté temporelle, sans pouvoir convenablement devenir citoyen d'aucun État en particulier. Il faut trouver au Saint-Père une position dans laquelle, sans être ni prince ni sujet, il voie son indépendance et sa dignité assurées. Le problème ainsi posé, nous appelons à notre aide, pour le résoudre, tous les hommes de bonne volonté; ceux en particulier qui voudront bien croire que nous traitons avec sincérité une question de principe, et que nous n'avons d'autre but que l'intérêt de la société et l'honneur de la religion.

Le Pape étant le chef des Églises catholiques répandues dans le monde entier, n'a-t-il pas un caractère essentiellement cosmopolite? Ne pourrait-il pas résider partout, si ce n'étaient les inconvénients qui s'attachent à sa résidence dans un pays de préférence à un autre, et les questions d'État et de politique que sa présence pourrait y soulever? C'est ce caractère de personnelle universalité et d'indépendance qu'a très-bien reconnu au Pape un écrivain dévoué à la cour romaine, dans un livre publié en faveur du pouvoir temporel, et en prévision d'une éventualité qui en priverait le Saint-Père.

« Le Pape à Jérusalem, en Amérique ou dans l'Océanie,
 « dit M. Dupanloup, serait toujours le chef de l'Église,
 « le souverain spirituel des âmes, le vicaire de Jésus-
 « Christ sur la terre. Si les Romains venaient jamais à
 « le renvoyer, le successeur de saint Pierre, devenu
 « évêque de Rome *in partibus infidelium*, resterait tou-
 « jours, en quelque endroit qu'il fût du globe, le père

« commun des fidèles. Il pourrait traverser les mers, et
 « la croix et l'Évangile d'une main, les constitutions
 « de l'Église de l'autre, transporter ses pénates sacrés
 « dans une ville ou dans un désert du Nouveau-Monde.
 « L'Église voyagerait, aborderait, s'arrêterait avec lui,
 « et nous dirions encore avec saint Ambroise : *Ubi*
 « *Petrus, ibi Ecclesia!* Comme le soleil immobile au fir-
 « mament, cet homme pourrait paraître changer de
 « place sur la terre, mais, immuable sur sa base divine,
 « il rayonnerait toujours sur le monde entier. De tous
 « les points de la catholicité, les âmes ne cesseraient
 « de se tourner vers lui, et il pourrait s'appliquer
 « avec le plus impérissable droit cette grande pa-
 « role :

« *Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis!*¹ »

Voilà, dans un style inspiré, la déclaration d'un prélat placé par ses lumières et son talent au premier rang dans l'Église de France. Il reconnaît implicitement que l'indépendance du Souverain-Pontife est placée plus haut que le pouvoir temporel, ou une résidence quelconque. Il proclame que la piété des fidèles ne serait point diminuée envers le Pape, après l'exonération des soucis qu'entraînent à leur suite les grandeurs du monde. Si donc la vérité est là, et nous le croyons, pourquoi la chercher dans une direction opposée? Pourquoi ne pas avoir une foi entière à cette lumineuse théorie de l'ubiquité pontificale? Le Pape est cela, en effet, ou bien il n'est qu'un simple évêque. C'est compromettre gravement la Papauté que de lui accorder moins que l'uni-

¹ Dupanloup, *La Souveraineté pontificale selon le droit catholique et le droit européen.*

versalité dans le domaine des Églises catholiques. Saint Paul avait déjà dit, en parlant de l'apostolat : « Nous n'avons point ici de ville permanente, mais nous cherchons celle que nous devons habiter un jour' ».

Nous savons néanmoins que dans la pratique des institutions il y a souvent quelque chose à retrancher des entraînements de la foi, comme des transports de la poésie, et nous ne voulons point que notre adhésion aux paroles du vénérable évêque d'Orléans ait l'air d'une surprise. Nous irons avec sincérité au devant des principales objections que soulève le déplacement du siège pontifical. Le Saint-Père ne saurait être un proscrit; il n'est condamné à errer ni sur mer ni sur terre, bien que toutes les voies s'ouvrent librement sous ses pas. Mais nous croyons qu'il peut trouver dans un changement de résidence des avantages précieux pour la religion et pour la société. Il s'agit seulement, selon nous, de rencontrer un lieu où, protégée contre elle-même, la Papauté ne puisse plus se heurter à la politique ou être importunée par ses exigences, ni soumise à des nécessités inévitables, comme celle qui se présente aujourd'hui en Italie.

On ne saurait raisonnablement supposer que la résidence de Rome soit indispensable à l'exercice des fonctions spirituelles du Pontife, ni à sa haute juridiction sur les Églises. Bien des fois, dans le courant des siècles, les Papes se retirèrent hors de la ville éternelle, pour se dérober aux vicissitudes des événements politiques, et pouvoir exercer avec plus de tranquillité leur ministère, sans qu'il en résultât aucun inconvénient pour

² Saint Paul aux Hébr., ch. xiii, v. 14.

la religion. Les villes de Viterbe, d'Orvietto, de Bénévent, d'Assise, d'Agnani, de Tivoli, de Montefiascone, de Salerne, d'Avignon, de Savone, de Gaëte ont servi de résidence aux Papes, et l'on a remarqué qu'à ces époques d'émigration de la cité romaine la Papauté donna plus particulièrement l'étonnant spectacle de la supériorité de l'autorité morale sur la force matérielle. En ces circonstances, la piété des fidèles, loin de souffrir, ne devenait que plus fervente, et les regards de la chrétienté étaient salutairement détournés de cette Rome, où s'accumulaient sans cesse, comme fruits de l'ambition, des désordres de toute nature. On peut même dire que, durant tout le moyen âge, les cœurs étaient à la Papauté sans s'inquiéter nullement des oscillations qui pouvaient survenir dans sa résidence. La Papauté, pour la chrétienté en général, était comme un mythe, l'idée préconçue de l'autorité religieuse. Non-seulement cette idée florissait dans l'Eglise, sans un grand souci de sa résidence, mais encore indépendamment de la personnification pontificale. Elle vivait d'elle-même, avec l'aliment des diverses inspirations chrétiennes, comme un principe adapté à l'état des mœurs et réputé nécessaire. Ce qui le prouve, c'est que la Papauté conservait son prestige dans les esprits, alors même que plusieurs Papes montaient à la fois sur le Saint-Siège, comme un démenti flagrant de l'unité personnelle, et donnaient séparément ou tous ensemble des spectacles peu édifiants. Le principe vivait assurément de sa propre essence, et si l'autorité et l'unité n'eussent pas puisé force de croyance à une source plus élevée que la personne et la résidence du Pape, le christianisme eût-il pu

traverser ce long et obscur labyrinthe du moyen âge, et tant d'autres institutions se sont abîmées?

Il y a à Rome, dira-t-on, des raisons historiques, des traditions sacrées, qui sont comme le patrimoine de la chrétienté. Nous n'en disconvenons pas; mais dès sa fondation, cette ville contient des illustrations chères à l'Italie, et dont son histoire ne saurait être dépossédée. Qui fit donner à Rome le nom de reine du monde et de ville éternelle? Qui couvrit son sol des plus beaux monuments de l'antiquité et en fit le centre des lumières, des arts et des vertus d'une première civilisation? Ce furent les aïeux des Italiens; et voilà pourquoi ce peuple flétri, souillé à travers les siècles par tous les genres d'oppression, n'a pu oublier le berceau de sa nation; voilà pourquoi, d'une extrémité à l'autre de la péninsule, il aspire encore aujourd'hui, comme un seul homme, à embrasser les murs et les monuments vénérés de cette illustre cité.

Si des souvenirs religieux s'attachent à Rome devenue chrétienne, le catholicisme possède assurément d'autres lieux aussi dignes de son respect. La Rome des Papes ne fut pas constamment un sujet d'édification pour le monde. Son histoire, fondée sur des fables du genre de l'*Évêché de saint Pierre* et de la *Donation de Constantin*, n'est pas irréprochable, et l'on sait que durant tout le moyen âge elle fut un centre d'intrigues vénales, de discordes politiques, et l'exemple des mauvaises mœurs.

Les souverains, a-t-on dit, n'osèrent jamais y établir leur demeure : « Les puissances terrestres s'en tenaient éloignées, comme frappées de terreur à l'aspect de cette majesté désarmée!... » Les de Maistre, les Montalembert et d'autres écrivains du parti catholique ont

répété cette métaphore, contenue dans la prétendue donation de Constantin. Mais rien n'est moins exact que la prétention qu'elle exprime. Pour faire un titre à la Papauté de ce que les empereurs se sont abstenus de résider dans la ville de Rome, il faudrait prouver qu'ils eurent constamment pour les Souverains-Pontifes une déférence entière, un respect absolu. Cette condition ne se rencontre pas dans l'histoire. On y voit, au contraire, que les empereurs firent tous leurs efforts pour maintenir leur souveraineté temporelle sur les Papes. Les empereurs ne résidaient pas à Rome par la raison bien simple que tous étaient des princes étrangers, pourvus de leur trône et de leurs sujets, français, allemands ou espagnols. Mais ils allaient à Rome quand bon leur semblait. Ils y maintenaient des officiers qui les représentaient et s'y portaient les armes à la main, sans trop de respect. Si les empereurs eussent été des princes italiens, ils auraient assurément établi à Rome le siège de leur empire. Les Papes n'en doutaient pas, et c'est bien pour cela qu'ils s'efforcèrent constamment de faire manquer l'établissement d'une nationalité italienne et d'appeler des princes étrangers à régner sur l'Italie. L'abstention des empereurs de se fixer à Rome n'est donc pas fondée sur un respect absolu de la résidence pontificale, bien qu'ils aient pu, en général, avoir des égards pour l'autorité du Pontife. Les Romains eux-mêmes ne firent pas difficulté, à plusieurs époques, de renvoyer les Papes quand ils les gênaient pour mettre à l'aise leur propre gouvernement. Au reste, la Papauté, au moyen âge, jouissait d'une influence qu'elle est loin de posséder aujourd'hui. En faisant parfois diversion, comme nous l'avons vu, à la

tyrannie des monarques et des seigneurs pour ses intérêts particuliers, elle se gagnait l'appui des peuples et disposait par cela même d'une force morale, avec laquelle les souverains devaient le plus souvent compter. En est-il de même aujourd'hui ? Les peuples trouvent-ils dans la Papauté une protection contre l'exagération du pouvoir des princes et lui sont-ils dévoués ? Bien au contraire, les peuples se voient forcés de recourir aux lumières et à l'humanité des princes contre Rome, et celle-ci n'a des bénédictions que pour les gouvernements rétrogrades qui, à son exemple, oppriment encore leurs sujets.

Il faut au Pape une résidence absolument neutre.

Longtemps on a cru l'avoir trouvée dans le fait d'une principauté temporelle, et l'on s'est trompé. Cette principauté lui faisait une position fautive sous tous les rapports. Premièrement, elle l'érigait en personnage politique quand il est un personnage religieux ; secondement, elle soumettait son indépendance à toutes les éventualités et contre-coups de cette politique. Enfin, une souveraineté circonscrite impliquait formellement la négation de son universalité.

La résidence du Pape devrait être à Jérusalem. Tous les cœurs sincèrement chrétiens y applaudiraient, car c'est là qu'est en réalité le berceau de notre religion et la source la plus propre à retremper dans les souvenirs une institution que les siècles n'ont pas laissée pure. Le Pape à Jérusalem, la question de préférence entre les royaumes catholiques se trouverait écartée, aussi bien que celle d'une pression quelconque du gouvernement du pays. Nulle sujétion pour le Souverain-Pontife, nulle défiance mutuelle entre les nations de la

catholicité à son sujet. Le père des fidèles, placé en premier ordre dans le droit des gens, verrait son indépendance garantie comme celle des autres patriarches chrétiens par les pavillons des consuls. Jérusalem n'est plus aujourd'hui qu'à la distance de cinq ou six jours de l'Europe occidentale, et le port de Jaffa s'en trouvera à peine éloigné d'une heure quand un chemin de fer le reliera à la cité sainte. Jérusalem et Jaffa seraient donc tout une, et cette dernière ville, si magnifiquement située, pourrait recevoir la résidence pontificale et les établissements religieux qui en sont des annexes inséparables.

Avons-nous besoin d'invoquer les raisons de l'ordre moral qui viendraient à l'appui d'une semblable proposition? N'est-ce pas à Jérusalem que sont les plus précieux souvenirs du christianisme et les traditions sacrées? Tout le pays de Judée fut le théâtre où se déroulèrent les scènes de la rédemption. Il n'y a pas là un seul endroit, une colline, un sentier, une pierre qui ne porte à l'âme une pensée évangélique et une inspiration. Montez sur le rocher de Sion! Vous voyez devant vous la coupole du Calvaire et du Saint-Sépulcre; la tour du Cénacle, la grotte de Jérémie et la voie de la passion, la vallée de Josaphat et le torrent de Cédron, le jardin des Oliviers et le mont de l'Ascension. Au loin, c'est le Jourdain et la mer Morte, derrière lesquels apparaît le grand désert sous l'ardente auréole du soleil levant. Vous avez à droite Bethléem, à gauche Nazareth, et derrière vous la vaste plaine de Ramlé, qui porte les regards jusqu'au rivage où le vent pousse depuis dix-huit siècles le navire des pèlerins!

A l'aspect de ces lieux, combien de souvenirs se ré-

veillent! les prophètes y ont parlé; Jésus-Christ y a passé sa vie entière et enseigné sa loi; c'est tout l'ancien et tout le nouveau Testament. Les noms des hommes et des événements se pressent dans l'esprit et l'élèvent à travers les âges, d'où il retombe comme anéanti. Oui, c'est à Jérusalem que la Papauté devrait transporter sa résidence. Elle s'y inspirerait plus naturellement que partout ailleurs de la foi chrétienne et la soufflerait toujours nouvelle et plus fervente sur les fidèles. La Papauté y serait elle-même un attrait vivant pour la catholicité, dont les visites au Saint-Sépulcre deviennent plus rares chaque jour¹. Enfin elle y trouverait, à chaque pas qu'elle ferait à travers de précieuses ruines, des vérités qui ont peu d'accès dans la capitale de son pouvoir temporel.

Mais hâtons-nous de sortir d'une idée que nos convictions seraient probablement impuissantes à nous faire pardonner, si elle prenait ici le caractère d'une proposition positive. La cour romaine se déciderait facilement à sortir de Rome avec les apparences de la proscription et du martyre, pour émigrer en quelque pays catholique où une réception triomphale lui serait assurée en échange des grands embarras qu'elle y porterait. Mais si un Pape voulait sérieusement aller résider à Jérusalem, il est peu probable que la prélature romaine, habituée aux positions fortunées qu'elle a héritées du népotisme, se montrât fort empressée de le suivre. Et combien de cris ne pousseraient pas les partis qui ont

¹ Nous constatons sur les lieux, à la fin de 1858, que le nombre des pèlerins ou visiteurs catholiques avait été de cent cinquante seulement; tandis que celui des chrétiens russes, grecs et arméniens dépassait vingt mille.

actuellement encore à Rome le foyer de leurs éternelles conspirations! Ils ne manqueraient pas de dire que le Pape est proscrit; qu'il n'a pas sur la terre chrétienne un lieu où reposer sa tête! Des hommes passionnés représenteraient le Saint-Père comme victime des révolutionnaires et de l'impiété, et quel monstre ne serions-nous pas, nous qui aurions fait la proposition de transporter aux Saints Lieux la résidence pontificale!...

Il nous faut, avec la conviction de faire moins bien, mais plus favorablement à la pratique des choses, entrer dans une voie de transaction avec nos idées.

Le parti catholique a émis dans ces derniers temps l'opinion que l'État romain était la propriété de la catholicité collective. Cette opinion est fausse, comme il a été démontré. Mais elle nous semble contenir une idée réalisable et capable de fonder tout exceptionnellement un droit conforme au droit commun de propriété (nous ne disons pas de souveraineté), au moyen duquel le Pape, le sacré collège et les ordres annexes jouiraient d'une position complètement neutre et indépendante. Il faudrait à cet effet acquérir, au moyen d'une souscription entre catholiques, une île dans la Méditerranée.

Cette île serait préalablement expropriée par la puissance qui devrait la céder, de manière à pouvoir être remise en complète jouissance au Pontife et à ses successeurs. On la ferait déclarer neutre et inviolable par les puissances.

Quelle serait cette île?

Nous en verrions plusieurs, que nous nous abstenons de désigner. Il serait à désirer que celle qui serait choisie donnât un revenu territorial suffisant pour mettre le Pontife en état de se passer des offrandes des

fidèles, soit des tributs exigés pour des faveurs purement religieuses, et assurer sur ce point essentiel son indépendance et la dignité de son haut ministère. Il pourrait ainsi exercer ses bonnes œuvres sans avoir besoin de recourir au denier de Saint-Pierre, aux usuriers, à la vente des indulgences et des dispenses d'aucune sorte. Sa position serait dès lors celle d'un père de famille, exempt des préoccupations de la nécessité, en même temps que des soucis matériels du monde. L'île *pontificale*, reconnue neutre sans peine par toutes les puissances, se trouverait placée sous la protection du droit public.

C'est ainsi que, selon nous, serait résolu le problème de la résidence du Pape et comment il se pourrait qu'il ne fût ni souverain temporel, ni sujet d'aucun prince, ni soumis à des besoins matériels. Son indépendance serait complète et, en l'élevant au-dessus des vicissitudes de la politique, elle lui permettrait de consacrer toutes ses pensées et tout son temps aux intérêts spirituels de l'Église.

CHAPITRE XVI.

RÉFORME DE L'ÉGLISE ET DE LA PAPAUTÉ.

L'Église est-elle satisfaite du concile de Trente? — Le concile de Trente justement suspect aux États et aux fidèles. — Le Pape instrument politique de l'Église. — Caractère spirituel de la religion. — Autorité de la prédication. — Personnification de l'autorité dans le gouvernement de l'État. — Est-elle nécessaire dans l'Église? — L'absolutisme du Pape est cause de la gêne du clergé dans l'État. — Napoléon I^{er} et le concordat. — Caractère de l'Église gallicane. — Ce que fut la déclaration de 1682. — L'Église est tout entière dans le concile. — Double aspect de l'Église. — Réforme possible de l'Église et de la Papauté. — Avertissement à l'Église catholique.

La question du Pape se verrait donc résolue en ce qui concerne la nationalité italienne, par le changement de résidence du Pape. Mais elle ne le serait pas par rapport à l'Église et aux États catholiques.

Les évêques réunis à Rome autour de Pie IX, en 1862, ont fait une déclaration capable de faire croire qu'ils sont plus que jamais satisfaits du Pape que leur a donné le concile de Trente. Ils ont été jusqu'à déclarer « qu'ils n'avaient pas d'autre devoir que celui d'approuver, humblement prosternés aux pieds du Pontife, ses décisions, tant au spirituel qu'au temporel, »

Mais cette réunion n'avait pas le caractère d'un concile, et la déclaration dont il s'agit peut être considé-

rée comme un simple témoignage de sympathie et de déférence extrême donné à Pie IX, en vue de circonstances particulières. Nous ne croyons pas que l'Église catholique soit généralement satisfaite des conditions faites au clergé et aux fidèles par le concile de Trente. Ce qui nous autorise à cette persuasion, c'est que, de divers côtés de la catholicité, on voit des hommes et des publicistes éminents se déclarer pour des principes libéraux que ne comporte point le concile de Trente, et même pour la *liberté de conscience*, qui est la négation logique de l'autorité absolue dont ce concile a investi la Papauté... Nous tromperions-nous sur un point de si haute importance? Nous en éprouverions un profond regret, car le Pape de Trente, expression matricule de l'ultramontanisme, est suspect aux États ainsi qu'aux hommes éclairés, et l'Église se trouverait enveloppée dans cette suspicion légitime.

Le Pape de Trente n'est pas l'Église, mais la théocratie; il n'est pas l'autorité, mais le despotisme.

En se rendant compte d'un clergé organisé et discipliné, ainsi que nous le voyons dans le concile de Trente, posé sur tous les plans de l'établissement civil des États, ayant à sa tête un Pape absolu et indépendant de l'Église elle-même, n'est-on pas justement effrayé des entreprises qui peuvent en résulter? On aura beau dire que le Pape est inspiré de l'Esprit-Saint, et ne peut faire que des œuvres de sagesse; trop d'expériences prouvent que le Pape peut se tromper et n'est pas le plus éclairé des hommes. Toutes les prétentions des anciens Papes au spirituel et au temporel, le Pape de Trente les conserve et les affirme avec énergie, et s'il ne peut plus les soutenir à force ouverte, il les poursuit

par des moyens occultes restés en son pouvoir, fait ainsi un antagonisme permanent aux institutions civiles, et reste une cause de troubles dont la société n'est point à l'abri dans ses intérêts et ses sentiments intérieurs.

Ce sont là des raisons, et il y en a beaucoup d'autres, pour lesquelles la catholicité doit désirer la révision d'une constitution qui date de trois siècles, et qui fut faite, à l'occasion du dernier grand schisme, comme pour combler empiriquement l'abîme qu'il ouvrait sous le piédestal de la Papauté. Si un concile œcuménique se réunissait de nos jours, il trouverait assurément, dans les grandes lumières répandues autour de lui, des conditions plus dignes de l'Église et plus compatibles avec les progrès de la civilisation, que celles qui lui furent imposées par le concile de Trente. Peut-être aussi l'Église pourrait-elle se présenter au monde avec un Pape dépouillé d'un prestige imaginaire qui n'affecte pas utilement les esprits et qui rencontre la répulsion des consciences éclairées.

Quand le catholicisme, à tort selon nous, mais à bon droit selon de respectables esprits, crut devoir aspirer au pouvoir temporel, en même temps qu'au pouvoir religieux, l'institution du Pape devenait une condition logique de la puissance de l'Église; elle lui apportait le caractère politique et l'unité d'action. C'était au milieu de sociétés brisées avec leurs institutions. Les peuples et les gouvernements étaient tout à la fois dans la vieillesse et l'enfance; la situation, on le suppose du moins, était universellement critique. L'Église, en sortant du sanctuaire où l'avait scrupuleusement circonscrite l'Évangile, et en se saisissant de la direction suprême, au

temporel comme au spirituel, s'inspirait donc du salut des peuples. Elle croyait faire plus encore, le salut de l'ordre public et du christianisme, c'est-à-dire sauver doublement l'humanité. Ici la confusion des deux éléments pouvait sembler naturelle; elle répondait jusqu'à un certain point à l'état des consciences et aux besoins des temps. Mais dans l'état actuel de la civilisation, et lorsque les pouvoirs publics sont affermis, dans le droit civil, et que l'Église peut être rendue exclusivement au sacré sanctuaire, une personnification dictatoriale comme celle du Pape de Trente est assurément inutile pour ce qui touche aux intérêts temporels des sociétés.

On me dit que le Pape fait l'unité de l'Église! C'est une erreur; il ne fait que l'unité hiérarchique du clergé. Le Pape, en effet, n'a pas empêché le grand schisme de Mahomet au ^{vii}^e siècle; ni celui de l'Église grecque du ^{ix}^e au ^{xiii}^e; ni celui de Luther au ^{xvi}^e. Il est incapable aujourd'hui d'arrêter une seule idée, et le schisme est tous les jours parmi nous en pleine liberté. Le Pape ne donne donc pas l'unité de doctrine à l'Église.

En fait de religion il n'y a d'autre unité que Dieu, vers qui nous gravitons sans cesse; et nous n'atteignons à cette unité que par la porte du tombeau. Toute tentative d'en supposer une autre est éternellement vaine, et ne tend, du reste, qu'à faire éclipse à la lumière éternelle qui éclaire le monde. La religion, étant essentiellement spirituelle, n'a pour base ici-bas que l'ordre moral, qui s'enchaîne à la croyance divine. Vérité dépouillée de tout ce qui appelle ou frappe les sens, reflet divin placé au-dessus de nos têtes, elle régit par les charmes de la foi et de l'espérance. Elle se mêle à nos joies et à nos douleurs, et toutes nos facul-

tés trouvent en elle un but d'activité et de progrès au perfectionnement.

Mais la religion ainsi comprise, a-t-elle besoin d'une organisation que le concile de Trente compare à « une armée rangée en bataille, » et constamment sur le pied militant ? Hors la libre parole, le culte et les bons exemples, la religion n'a pas, selon nous, de manifestation extérietire. Veut-on en faire un instrument, l'imposer par l'appareil de la force, on la matérialise, on la corrompt, et les sens, dont elle envahit le domaine, se révoltent contre elle, la repoussent, et entraînent l'homme loin de son action salutaire. Après les Apôtres et les Saints-Pères, tous les grands réformateurs et prédicateurs dans le sein de la catholicité, tels que les Odon, les Dunstan, saint Boniface, Clémengis, d'Ailly, saint Bernard, Gerson, Fénelon, Massillon, Bourdaloue, saint François de Sales, Lacordaire, exercèrent sur les esprits une action indépendante de toute pression organique ; et c'est pour cela même que leur parole fit autorité et retentit encore sur le monde. Là, au contraire, où la religion se montra puissamment organisée et baptisée du nom de pouvoir, elle eut des effets tout contraires. Elle ne fit que tourmenter inutilement les hommes, irriter les esprits, dépeupler les empires, fausser les consciences, et mettre le schisme dans la chrétienté.

Le pouvoir d'État est le seul qui demande essentiellement une personnification impérative, par la raison qu'il est destiné à gouverner des sociétés qui participent de la nature de cette personnification. Il faut au gouvernement des États des facultés organiques et exécutives, pour une manifestation qui comporte le mou-

vement des affaires, et parfois l'emploi de la force. Un pouvoir abstrait ne suffit pas aux choses de la société. La personne est nécessaire au gouvernement pour faire exécuter uniformément les lois, et maintenir l'ordre matériel. La société exige cela dans son gouvernement; elle veut le voir représenté, s'assurer qu'il existe et agit pour sa sûreté. Elle se plaît à mesurer la puissance dont il est revêtu aux proportions de la créature humaine. Le peuple, particulièrement, qui jouit à un degré moins élevé que les classes supérieures de la faculté d'abstraction, aime à voir la puissance se résumer dans un homme. Il en comprend mieux la manifestation souveraine, et ses sensations lui en rendent un compte plus exact que ne pourrait le faire son intelligence; il se l'approprie plus facilement. Cet homme passe à cheval, commande à l'administration, à l'armée, distribue des récompenses, fait entendre une parole de haute justice ou un appel au patriotisme, voilà des faits dont le peuple se rend compte; ils affectent ses sens d'une manière correspondante à son idéal et le font participer en imagination à cette puissance dont le gouvernement dispose. Ce phénomène est surtout d'un grand effet, quand le prince a été élevé au gouvernement par la volonté nationale, et qu'il revêt une illustration acquise, de nature à répondre aux sympathies et à l'admiration dont les cœurs ont toujours besoin. Quel que soit donc le nom donné au gouvernement, monarchie ou république, la personification du pouvoir lui est indispensable parce qu'il est un gouvernement de fait et d'action qui doit se manifester par l'action et le fait, en conformité du pacte social et des lois.

Doit-il en être de même de la religion, qui ne règne que sur les consciences, et dont la manifestation extérieure n'exige que l'enseignement et la célébration du culte ? Nous ne le pensons pas. Car il ne s'agit ici que de l'exercice d'une influence morale qui s'adresse non aux sens pour les ébranler, mais à l'âme déjà en rapport direct et intime avec Dieu, et d'une lumière à répandre, d'autant plus pure qu'elle est plus calme et dégagée de nuages et d'embarras matériels.

L'Église, dans tous les pays catholiques et particulièrement en France, se plaint aujourd'hui d'être asservie à l'État, et sollicite des libertés qui, nous l'avouons, importeraient à sa dignité, et que nous lui souhaitons. Mais avant d'être affranchie de lois rigoureuses dans l'État, l'Église ne doit-elle pas songer à s'affranchir de l'absolutisme pontifical ? C'est de cet absolutisme, dont on ne l'entend jamais se plaindre, que découlent les restrictions que l'État se voit forcé d'apporter à la liberté des évêques, et à celle du clergé secondaire qui leur est véritablement asservi. Comment l'État pourrait-il livrer les institutions civiles à un clergé que sa constitution rend, pour ainsi dire, étranger dans la patrie ; à un clergé organisé et discipliné sous un chef qui conspire sans cesse au nom d'un prétendu pouvoir divin et universel, et qui entretient sourdement, partout, un trouble analogue à ce qui, autrefois, sur un théâtre plus élevé et à ciel ouvert, était la guerre déclarée à tous les droits et pouvoirs civils ?

Napoléon I^{er} fit, dit-on, une faute en signant un concordat qui permet au Pape d'intervenir dans des questions d'État et au pouvoir civil de réglementer des questions ecclésiastiques ; nous n'en doutons pas. Mais

comment Napoléon pouvait-il éviter cette faute? « Par la liberté absolue de l'Église, me répond un auteur ecclésiastique; par un retour aux anciennes franchises gallicanes, dans les termes des pragmatiques de saint Louis et de Charles VII! ¹ » Mais l'honorable auteur a-t-il bien réfléchi à ce qu'il nous propose soixante-dix ans après la révolution française, en vue de *faire cesser le conflit entre le clergé et l'empire*? Faudrait-il, pour imposer le respect des lois et du pouvoir à des prélats exaltés, remettre les ecclésiastiques en possession des privilèges et des biens dont ils jouissaient au moyen âge et qui faisaient du clergé un des pouvoirs politiques? L'Empire n'est point réduit, croyons-nous, à une semblable nécessité et l'ancienne Église de France ne pourrait dans aucun cas être rétablie telle qu'autrefois.

Qu'était-ce au fait que l'Église gallicane? C'était la féodalité épiscopale, s'appuyant tantôt sur l'État contre le Pape, tantôt sur le Pape contre l'État; toujours dans un esprit de corps, et se prévalant en tous les cas, du droit divin, aussi bien que la cour romaine. Quand nos aïeux étaient en proie à l'insatiable cupidité du Pape, ils considéraient comme un bienfait l'opposition du clergé national qui en limitait les effets désastreux. Mais ils ne tardaient pas, d'ordinaire, à avoir besoin d'un appui contre les prétentions des *princes de l'Église*. Les rois eux-mêmes, avec leurs barons, avaient souvent assez de peine à résister à leur exigences. Les évêques aussi bien que le Pape prétendaient disposer, au nom du ciel, et disposèrent quand ils le purent de la couronne, ainsi que nous l'avons vu.

¹ L'abbé Michon, *le Concordat cause de conflit, etc.* Broch.

Nous voudrions pouvoir désabuser nos contemporains d'une illusion qui s'explique à peine par la facilité avec laquelle l'opinion, chez nous, se modèle aux apparences de la liberté. C'est celle qui attache une idée d'indépendance et de progrès à ce que l'on appelle encore *la déclaration de l'Église gallicane* de 1682. C'est à tort que beaucoup de publicistes et de parlementaires se croient dans les principes du libéralisme lorsqu'ils ont opposé aux ultramontains cette déclaration, qui fut basement reniée au bout de quelques années par les prélats qui l'avaient faite, et qu'il faut considérer dès lors comme non avenue.

C'était à une époque où la haine contre les protestants possédait entièrement l'Église de France. Elle employait tous les moyens propres à conjurer leur perte. Louis XIV régnait, entouré de maîtresses dévotes et de prêtres courtisans. Le haut clergé était aux pieds du monarque et palliait ses vices pour mieux flatter son orgueil. Il fallait à tout prix obtenir la révocation de l'édit de Nantes, qui protégeait les réformés. Louis XIV eut une contestation avec le Pape Innocent XI, à propos d'une régale que chacun d'eux réclamait. C'est à l'occasion de cette régale qu'eut lieu la fameuse déclaration à laquelle la participation de Bossuet donna de l'éclat. Bientôt après, le grand roi accordait la révocation de l'édit de Nantes, et lançait ses dragons sur les protestants dans toute la France. Le clergé avait livré au roi la régale par la déclaration gallicane, et le roi, en échange, lui avait livré les réformés. Les conditions de ce marché sont minutieusement stipulées dans plusieurs pièces officielles. Les prélats avaient eu soin de déclarer que leur consentement était donné, « pour les services que le roi

avait rendus contre l'hérésie, et pour ceux qu'il rendrait encore... » Mais dix ans après la déclaration de 1682, les prélats qui l'avaient signée la désavouaient dans une adresse individuelle au Pape. On y lisait : « Je me jette
 « aux pieds de Votre Béatitudo, pour professer et dé-
 « clarer que mon cœur est vivement affligé des choses
 « qui se sont passées dans cette assemblée, et qui ont
 « déplu à Votre Sainteté et à ses prédécesseurs. En con-
 « séquence, je regarde comme non décrété, et je déclare
 « qu'il faut regarder ainsi tout ce qui a pu y être dé-
 « crété contre la puissance ecclésiastique et l'auto-
 « rité pontificale... » (14 septembre 1693). Ainsi, au
 xvii^e siècle déjà, l'Église gallicane qui, du ix^e au xv^e,
 avait concouru à préserver le royaume des envahisse-
 ments de la cour romaine, n'était plus qu'un odieux
 expédient suivi d'une honteuse rétractation.

Au reste, les expressions d'Église gallicane ne sont pas plus convenables, selon nous, que celles d'Église anglicane ou romaine. Nous repoussons toutes les dénominations qui tendent à fractionner l'Église universelle. Nous demandons que le clergé catholique nous donne, s'il le peut, une Église conforme aux principes de l'Evangile et des Apôtres, une Église chrétienne en un mot. S'il ne le peut pas, nous attendrons, et nous poursuivrons, en dehors des sectes religieuses, le but philosophique et social de l'institution.

L'Église chrétienne, pour nous, est dans le concile général; hors de là, nous ne voyons plus que des universités ecclésiastiques et des prêtres de divers pays.

Nous dira-t-on, avec de Maistre, « que les Conciles
 « étant des pouvoirs intermittents, ne peuvent avoir le
 « gouvernement de l'Église, l'autorité devant être tou-

« jours présente et *agir toujours* ? » C'est précisément parce que le concile n'est pas un gouvernement, qu'il est la forme d'Église compatible avec les gouvernements des sociétés et dont ils n'ont à redouter aucun antagonisme. Le concile est cette assemblée de laquelle Jésus-Christ a dit : « Quand vous serez réunis, je serai au milieu de vous. » C'est dans le concile que se manifeste le Verbe chrétien, d'époque en époque, à la mesure des intelligences et des besoins, et que se produit un critérium de doctrine religieuse et de morale, capable de faire autorité sur les âmes, et de féconder l'activité des croyances sans priver les consciences de leur liberté. Que l'Église soit réunie en concile œcuménique, je la vois et la contemple dans sa majestueuse universalité, dans son unité. Là, elle est souveraine morale du monde : elle fait planer ses décisions en matière de foi, sur les princes comme sur les simples fidèles ; décisions dont il n'est appel que dans la conscience individuelle et devant Dieu. Mais que l'Église descende du haut de ses inspirations conciliaires, en renvoyant ses membres travailler à l'œuvre chrétienne, chacun dans son diocèse : ici c'est le prêtre qui exerce ses fonctions au sein de la société civile, sous la protection et avec le respect des lois, et qui, selon une magnifique expression de Lacordaire, « sert la liberté chrétienne sous le drapeau » de la liberté publique. »

Cette manière d'envisager l'Église n'a rien de nouveau ; c'est la forme que lui donnent les Apôtres et les Pères des premiers siècles. Elle est en même temps universelle et particulière. En haut et en principe, elle fait,

¹ De Maistre, *du Pape*, ch. II.

par le concile, autorité sur toute la chrétienté; en les et en fait, elle obéit dans la personne de ses membres aux lois de l'État. C'est là un double aspect, théorique et pratique, un ordre de choses complet, synthèse et analyse, unité et diversité, présentant à l'humanité la plus grande, la plus merveilleuse institution religieuse qui ait jamais présidé à ses destinées.

Il n'est pas nécessaire que nous entrons dans des détails; c'est à l'Eglise actuelle de se réformer elle-même, si elle en a le courage et la force. C'est à elle de décider si le Pape est nécessaire à sa constitution. Mais elle ne doit point se dissimuler que le Pape, tel que l'a fait le concile de Trente, ne soit un éternel objet de suspicion pour les États. Avec la Papauté actuelle, si étiolée qu'elle soit, l'Eglise n'aura jamais la liberté d'assembler le concile œcuménique. Les États, par mesure d'ordre public, en empêcheront constamment la réunion; c'est-à-dire qu'il n'y aura pas en réalité d'Eglise.

Que si, au contraire, l'Eglise, rentrée dans son indépendance apostolique, reconnaît que le Pape est uniquement le représentant du concile, chargé en son absence de maintenir les rapports entre les diverses circonscriptions ecclésiastiques; de convoquer sa réunion à des époques déterminées, de gérer, en un mot, les choses de l'Eglise, avec un collège de cardinaux désignés, ainsi que lui, par le concile, nous ne verrions là qu'une question d'ordre intérieur, qui peut revêtir cette forme aussi bien qu'une autre, et être mise à l'épreuve. Le Pape, réduit à des proportions purement ecclésiastiques, ne sera plus pour les gouvernements un objet de crainte, et pour les fidèles un sujet de superstition. L'Eglise, désarmée de ce qu'elle a de menaçant pour les pouvoirs

civils et pour elle-même, pourra légitimement réclamer à l'État toutes les libertés nécessaires à sa dignité et à son expansion morale.

Tel est le sens de la réforme que nous voudrions voir l'Église apporter à l'institution de la Papauté, pour la rendre compatible avec la raison d'État et la civilisation. Le parti pour qui le Pape est l'instrument d'une politique à jamais condamnée, dira que nous anéantissons le principe d'autorité. Nous pensons qu'il est temps de voir le principe d'autorité là où il est réellement, et d'abandonner des fictions surannées qui ne font que couvrir des intérêts illégitimes, et ne les empêchent point de périr. Cette réforme, d'ailleurs, est la plus rapprochée possible de la fondation apostolique, et se renferme dans la doctrine que les grands conciles de Constance, de Bâle et de Pise ont maintenue contre la suprématie pontificale.

Cette réforme admise, l'autorité religieuse est rentrée dans l'Église, où Jésus-Christ reste présent jusqu'à la consommation des siècles. Le caractère du Pape n'a rien d'exagéré ni de faux, et la vénération des peuples envers lui peut marcher de pair avec les lumières et la sincérité. Il sera pour la chrétienté le témoignage vivant de la doctrine et des règlements du concile universel, et sa voix ne s'élèvera pas en vain, pour promulguer ou pour rappeler aux fidèles des décisions d'une grande autorité. D'un autre côté, les évêques cesseront d'être asservis à cette prélature anonyme qui, sous le masque de la religion, entretient à Rome une coalition d'intérêts plus que mondains, et qui est en possession de faire son Pape au fond d'un conclave et de l'imposer à la catholicité. Aucune pression extérieure

ne viendra plus détourner les membres du clergé de leurs devoirs envers les lois et le gouvernement de leur patrie; ils pourront les remplir en les rattachant aux intérêts supérieurs de la religion et de l'humanité.

Quant à la Papauté, elle sera plus digne. Allégée d'un pouvoir temporel qui lui est formellement interdit par l'Évangile, cessant d'être un embarras pour les puissances chrétiennes au milieu desquelles elle présente, comme théocratie et comme royauté, une figure sans harmonie; libre dans son esprit et dans sa sphère, elle pourra tout examiner avec désintéressement autour, d'elle, diriger l'expression extérieure du catholicisme dans des voies où la raison humaine puisse la suivre, et où les sectes dissidentes puissent, par quelque point, entrer en communion avec elle. Échangeant librement ses impressions religieuses contre les lumières et les progrès du monde laïque; les jugeant et les critiquant à son point de vue et dans un langage désormais intelligible, elle sera l'organe le plus éminent du spiritualisme chrétien, d'autant plus nécessaire à notre monde, qu'en s'avancant dans la civilisation, il tend davantage à matérialiser l'idéal, et a un plus grand besoin de trouver son contre-poids dans une morale tout opposée à cette tendance naturelle. Enfin, placée en face de la politique elle-même, et des puissances qui président au mouvement des sociétés, la Papauté n'y sera point silencieuse et passive. Il y a, à tous les degrés de l'échelle sociale et politique, une critique et un enseignement à faire. Il y a, en haut comme en bas, des devoirs à rappeler : les princes y manquent parfois, et les citoyens n'y sont pas constamment fidèles. Entre les nations elles-mêmes, combien d'imperfections et même de crimes à signaler! Des guerres homicides,

Bien que de plus en plus rares, attristent encore l'humanité; les traités ne sont pas toujours loyalement observés; la force brutale intervient là où des décisions pourraient être prises en commun et sanctionnées par l'opinion publique. Enfin un fol orgueil domine parfois jusque dans ces êtres de raison qu'on appelle gouvernements. De telles lacunes dans la conduite générale du monde chrétien laissent à l'Eglise une mission aussi vaste qu'élevée et, en la remplissant avec un désintéressement exempt de tout retour à l'ambition des biens et des pouvoirs terrestres, elle se trouvera rattachée à tout le mouvement social par le lien sacré de la morale, qui domine également l'autorité et la liberté, et montera l'échelle des siècles parallèlement à la civilisation, et sans plus l'abandonner jamais que le bon pilote n'abandonne le navire,

Que l'Eglise catholique, et tant d'éminents prélats qui l'honorent, y songent donc sérieusement; car il importe que toute réforme s'accomplisse par l'Eglise elle-même et dans son sein. C'est une erreur de croire que le concile de Trente ait mis la clef de voûte à un édifice qui doit s'élever éternellement. Ce concile, expression d'une époque reculée de trois siècles, doit être revisé. Si l'Eglise se renfermait dans un dédain absolu pour la raison du siècle et pour les avertissements que d'importants événements lui apportent de nos jours, sa constitution et sa doctrine pourraient se voir exposées à de graves atteintes. L'expérience a démontré, et tout le monde commence à reconnaître, que les nations qui se sont séparées de Rome depuis le xvi^e siècle n'ont point été abandonnées de la Providence, mais qu'elles en ont été favorisées, au contraire, d'une manière sensible. On les

voit progresser en richesses et en moralité, à l'abri des révolutions et des guerres, tandis que les sociétés restées sous l'influence de Rome sont moins prospères et particulièrement exposées aux deux terribles fléaux qui compromettent la tranquillité et les intérêts.

Nous ne croyons pas qu'il soit prudent, au clergé de France et au Pape, de continuer une guerre qui, pour être dissimulée, n'en rappelle pas moins la haine implacable avec laquelle la Papauté combattait les empires, au moyen âge, sous l'unique inspiration d'une idée mortellement hostile à tout droit civil. La théocratie a fait son temps, et la France de 89, qui représente le droit et les institutions modernes, saura les défendre contre les partis incorrigibles qu'elle a tant de fois vaincus.

Arrivé au terme de l'étude que nous nous étions proposée en écrivant ce livre, nous nous rappelons le mot qu'un évêque français adressait, il y a deux ans, aux publicistes qui traitaient la question romaine : « Êtes-vous théologiens, pour en parler...? » Nous ne sommes pas théologien; nous ne sommes qu'un chrétien perdu dans le nombre et l'espace. Mais nous croyons qu'il y a une mission imposée à tout homme qui pense, sous la responsabilité de ses intentions et de ses lumières. L'œuvre de la société est loin d'être achevée; chaque dévouement apporte à l'édifice une pierre que la main seule du temps sait mettre à sa place. Nos idées et nos conseils iront où va le grain que jette au vent le semeur; perdu pour les regards en tombant sur le sol, foulé aux pieds quelquefois, il germe cependant à son jour, et les fruits qu'il donne sont moins le travail de l'homme que la merveille de Dieu.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

EXPOSÉ PRÉLIMINAIRE DES PRINCIPES QUI ONT RÉGI LES POUVOIRS SPIRITUEL
ET TEMPOREL DEPUIS LE CHRISTIANISME.

Morale de Jésus-Christ. — Doctrine des Apôtres. — Opinions des Pères
de l'Église. — Maximes de la cour romaine. — Déclaration des droits
de l'État..... 1

CHAPITRE II.

LE CHRISTIANISME ET LA SOCIÉTÉ ROMAINE.

Esprit du christianisme. — Modestie et probité des prêtres chrétiens. —
Caractère et affaiblissement de la société antique; elle s'affaisse faute
d'un nouveau principe d'activité. — Le christianisme lui apportait ce
principe. — Forme fédérative des Églises. — Opinion de Longin et
d'Ammien sur les causes de la décadence. — La séve sociale épuisée
dans la société de l'Empire..... 60

CHAPITRE III.

L'ÉGLISE PRIMITIVE ET L'EMPEREUR CONSTANTIN.

Constantin enrichit les églises pour se faire un appui des chrétiens. —
Opulence des temples qu'il a fait bâtir. — Les successeurs de Constan-
tin imitent sa politique. — La religion de l'Empire ouvertement com-
battue par les empereurs. — Accroissement continu des richesses et
des prérogatives dans les églises. — Le christianisme combat avec cou-
rage le paupérisme. — Tentative de la communauté des biens; ses dé-
ceptions. — Le christianisme et l'Empire commencent à se corrompre
mutuellement..... 76

CHAPITRE IV.

PROGRÈS DE L'ÉGLISE VERS L'ÉTAT CIVIL AU IV^e SIÈCLE.

L'appât des richesses entraîne l'Église dans une fausse voie. — Naissance
de la suprématie épiscopale. — Jérusalem, première Église fondée par
saint Pierre. — Saint Paul fonde celle de Rome. — Saint Cyprien et
les évêques d'Orient s'élèvent contre la prétention du siège de Rome à
la suprématie universelle. — Saint Pierre fut-il évêque à Rome? — Les

évêques continuent à être nommés par le choix des fidèles. — L'institution des monastères, en Occident, modère la cupidité du clergé. — L'habitude s'introduit de faire dépendre les évêchés des provinces de ceux des grandes villes. — Celui de Rome commence à faire sentir sa prépondérance en Occident, et rencontre une rivalité dans celui de Constantinople. — Premières immunités ecclésiastiques. — Pression des évêques de Constantinople sur les empereurs. — Les décisions canoniques deviennent lois de l'État. — Naissance du parti catholique. — Édit contre les hérétiques. — Système d'inquisition. — Le mélange du spirituel au temporel énerve l'Empire et fait présager sa chute... 101

CHAPITRE V.

LE CLERGÉ PARVENU AU PLUS HAUT DEGRÉ DE LA JURIDICTION.

Confusion toujours plus grande de la politique et de la religion dans l'Empire. — Le droit de souveraineté conservé intact par les empereurs. — Arbitrage des évêques et for du clergé. — Evêques juges en dernier ressort, même en matière temporelle. — Tiraillement entre les juridictions civile et ecclésiastique. — La magistrature abaissée systématiquement. — Envahissement continu du clergé dans le domaine civil. — Rigueurs excessives employées contre les hérétiques. — Plus l'Église monte, plus l'Empire descend. — Invasion des Barbares. — Tentative des Italiens pour établir l'unité italienne. — Dualisme des Églises de Rome et de Constantinople. — Fausses doctrines introduites dans le christianisme; elles deviennent profitables à l'ambition du pouvoir temporel. 131

CHAPITRE VI.

SAINT PIERRE FUT-IL ÉVÊQUE DE ROME ?

L'historien Eusèbe. — Une chronique de l'évêque Papias, et une autre d'Hégésippe, deviennent cause première de l'erreur commune. — Saint Ignace, saint Irénée, saint Clément, Tertullien, Lactance, Arnobe. — Contestation des auteurs catholiques et protestants. — Allatius traite de fable l'évêché de saint Pierre et met en contradiction les auteurs invoqués par Eusèbe. — Il faut abandonner des traditions obscures pour chercher la vérité du sujet dans le Nouveau Testament. — Les Actes des Apôtres et les Épîtres. — Saint Pierre, Apôtre des Juifs, et saint Paul, Apôtre des Gentils par ordre de Dieu. — Concile de Jérusalem. — Les Apôtres Paul et Pierre remplissent leur mission selon l'ordre établi, saint Paul à Rome et saint Pierre en Asie. — Où sont morts les deux Apôtres ? — Réfutation d'Eusèbe. — Les conciles dans la question de la suprématie épiscopale. — Les spiritualistes et les matérialistes dans la question de l'unité de l'Église. — Ces derniers tendent à dominer dans l'Église et dans l'État. 156

CHAPITRE VII.

SAINT GRÉGOIRE.

L'unité spirituelle et l'unité matérielle. — Doctrine des SS. Pères sur

l'unité et l'autorité dans l'Église. — Saint Grégoire s'élève contre le titre de Pape universel. — MM. le cardinal de Bonald et l'archiprêtre Wassiliew. — Tendance matérialiste du parti catholique. — Cette tendance le porte à usurper l'empire. — Pourquoi les évêques d'Antioche et de Jérusalem n'ont-ils pas hérité de la chaire de saint Pierre? — Grégoire II au pouvoir temporel. — Apparition de Mahomet au milieu des dissensions des chrétiens..... 199

CHAPITRE VIII.

GRÉGOIRE II.

Préludes des évêques de Rome au pouvoir temporel. — Leur autorité dès le v^e siècle. — Doctrine des Pontifes Gélase et Symmaque. — Le droit divin déjà défini. — Embarras administratifs de saint Grégoire. — Obéissance et dignité de ce Pontife. — Fallait-il substituer la théocratie de l'Église à l'empire des Césars? — Nature de la théocratie; son incapacité radicale au gouvernement. — L'autorité de l'Église. — Grégoire II et les Romains dans la question de l'indépendance. — La religion souffrait de l'acceptation du pouvoir par Grégoire. — De protecteurs, les Papes deviennent protégés. — Intrigue des premiers Papes temporels avec les maires du palais de France. — Prétendue donation de Pépin. — Les Romains frappés d'inaction en présence des Lombards. — Causes de leur incapacité. — Politique des Papes. — Elle s'oppose constamment à la constitution de l'Italie en nation..... 225

CHAPITRE IX.

LÉON III.

Charlemagne en Italie. — La donation de Constantin. — Charlemagne n'est point dupe d'une semblable fraude. — Léon III conçoit le dessein de réaliser la théocratie indirecte. — Charlemagne proclamé empereur des Romains et sacré par le Pape. — Autres donations supposées. — Précautions inutiles de Charlemagne pour sauvegarder le droit de souveraineté. — Le droit d'État vaincu par le droit divin. — Successeurs de Charlemagne. — Ils sont tous les jouets de la Papauté. — Génie et dignité personnelle de Charlemagne. — Ses efforts pour arrêter le progrès de l'ignorance. — La théocratie pleinement maîtresse des États. — La responsabilité de la Papauté dans cette position suprême. — Aspect politique et religieux du moyen âge..... 258

CHAPITRE X.

GRÉGOIRE VII.

Les pontifes romains tombés dans la folie. — Leur furie sanguinaire s'apaise dans les voluptés. — Les femmes au gouvernement du Saint-Siège. — Le régime épiscopal maintient la foi et l'ordre dans l'Église. — Tentatives de plusieurs princes italiens pour constituer l'unité italienne. — La Papauté réduit à néant toutes ces tentatives. — Le Pape Jean XII appelle en Italie les Allemands. — Les querelles entre la Papauté et l'Empire recommencent. — Crescencius et la République ro-

maine. — Nouvelles tentatives en faveur de l'unité et nouvelles tra-
 sons de la cour romaine. — Le moine Pierre Damien prêche contre
 le Pape et le clergé. — Le moine Hildebrand ou Grégoire VII. — Tous
 les royaumes appartiennent au Saint-Siège. — Grégoire VII établit le
 célibat ecclésiastique. — Querelle des investitures. — L'empereur
 Henri IV cité à comparaître devant le Pape. — Déposition mutuelle de
 l'empereur et du Pape. — Examen de la doctrine sur la déposition des
 princes. — Lutte des deux pouvoirs, spirituel et temporel. — Henri IV
 à Canosa. — Triste fin du Pape et de l'empereur. 296

CHAPITRE XI.

INNOCENT III.

Pierre Abélard introduit dans la scolastique l'esprit du raisonnement. —
 Défaillance momentanée de la Papauté. — Esprit des croisades. —
 Avantages indirects qu'en retire l'Europe. — Germes de réaction phi-
 losophique et religieuse. — Arnaud de Brescia. — Alexandre III et
 Frédéric Barberousse. — Apparition des Vaudois et des Albigeois. —
 Innocent III. — Il transforme habilement le gouvernement de Rome et
 se voit expulsé de la ville. — Ses légats dans tous les pays chrétiens.
 — Son influence acquise en Orient. — Intervention d'Innocent dans
 les débats des rois de France et d'Angleterre. — Comment le pouvoir
 spirituel conduit au pouvoir temporel. — Alliance de l'ascétisme et de
 la politique sur le Saint-Siège. — Singulier dénouement du débat entre
 Philippe-Auguste et Jean sans Terre. — La politique du Pape et la
 morale de Jésus-Christ. — Le droit fictif du Pape, supérieur au droit
 positif de l'empereur, et pourquoi ? — Destinée du pacte de Charle-
 magne et de Léon III. — La perspicacité des Papes explique leur puis-
 sance sur les empereurs — Innocent III et l'hérésie. — Massacre des
 Albigeois. — Institution de la confession auriculaire et de l'inquisi-
 tion. — Le Pape Innocent III meurt satisfait. 339

CHAPITRE XII.

GRÉGOIRE IX ET INNOCENT IV.

Les Papes fréquemment expulsés de Rome. — Cause de l'antipathie des
 Romains contre les Pontifes. — Formes paternelles de l'autorité des
 Pontifes. — Intérêts placés derrière le système pontifical. — Frédé-
 ric II à l'Empire. — Embarras et responsabilité qu'il y rencontre. —
 Grégoire IX l'excommunie et prononce sa déposition. — Frédéric entre
 à Jérusalem et s'y couronne lui-même roi. — Il impose la paix au Pape.
 — Intrigues du Pape contre l'empereur, et manifestes de celui-ci aux
 rois de l'Europe. — Le droit public se personnifie dans Frédéric, appe-
 lant les autres souverains à la solidarité. — Avènement d'Innocent IV.
 — Ce Pape convoque un concile à Lyon, et prononce la déposition de
 l'empereur. — Compétence du concile reconnue. — La Papauté feint de
 vouloir l'indépendance de l'Italie. — Poursuites furieuses d'Innocent IV
 contre Frédéric. — Importance du concile de Lyon. — Théorie du droit
 de juridiction internationale, à l'occasion de ce concile. — Les souve-

rains justiciables du concile depuis les successeurs de Charlemagne. — Regrets donnés par quelques auteurs à la chute de l'autorité pontificale. — Incapacité radicale de la Papauté comme juridiction des États. — Nécessité d'une juridiction internationale. — Le progrès du droit public tend à réaliser une semblable institution. — L'antiquité et les nations modernes justifiées d'une accusation de Joseph de Maistre. 365

CHAPITRE XIII.

GRÉGOIRE X. — BONIFACE VIII. — PIE II. — SIXTE IV. — ALEXANDRE VI. — JULES II. — LÉON X.

Grégoire X appelle à l'Empire les Habsbourg. — Révolution dans les conditions temporelles de la Papauté. — Formation des États pontificaux. — Affaissement spontané de l'Empire et de la Papauté. — La royauté du Pape marque la décadence de la Papauté. — Position anormale du Pape-roi. — Boniface VIII. — Les Papes à Avignon. — Situation générale de l'Europe. — Colà Rienzi. — Déclaration d'indépendance de l'Empire. — Schisme d'Occident. — Deux Papes régulièrement élus. — Conciles de Pise, de Constance et de Bâle. — Trois Papes régulièrement élus. — Déclaration des États. — Esprit original de Pie II. — Sixte IV appelle les Suisses en Italie. — L'inquisition en Espagne. — Alexandre VI et Machiavel. — Jules II et son prétendu patriotisme. — Ligue de Cambrai. — L'esprit d'opposition se propage. — Léon X et François I^{er}. — Apparition de Luther. — Danger couru par la Papauté. — Elle est sauvée par l'esprit espagnol et l'épée de Charles-Quint. — Le concile de Trente. — Les Jésuites et les Dominicains. — L'Italie au xvi^e siècle. 403

CHAPITRE XIV.

LA SUPRÉMATIE UNIVERSELLE DES PAPES, JUGÉE D'APRÈS LES RÉSULTATS SOCIAUX.

La Papauté, au moyen âge, possède incontestablement la suprématie universelle. — Sa responsabilité. — Aspect général de la prospérité des nations dans l'antiquité. — Misère des peuples du moyen âge. — Comparaison entre l'Empire et la Papauté. — Comparaison de l'État romain au moyen âge avec les États italiens devenus indépendants. — Désordre et incapacité du gouvernement des Papes de temps immémorial. — Témoignage de la diplomatie française, des agents de l'Autriche et de divers auteurs non suspects d'hostilité envers le Saint-Siège. — La cour de Rome et les Romains sont d'accord de l'impossibilité de toute réforme sérieuse. — Caractère vrai du gouvernement du Pape. — Nécessité de le supprimer. 443

CHAPITRE XV.

PIE IX ET L'ITALIE.

L'indépendance du Souverain-Pontife. — Le Pape peut-il être sujet d'un État ? — Impossibilité d'une conciliation entre le Pape et le Roi. — La

question de droit. — Le côté religieux de la question. — Position à faire au Pape.....	465
--	-----

CHAPITRE XVI.

RÉFORME DE L'ÉGLISE ET DE LA PAPAUTÉ.

L'Église est-elle satisfaite du concile de Trente? — Le concile de Trente justement suspect aux États et aux fidèles. — Le Pape instrument politique de l'Église. — Caractère spirituel de la religion. — Autorité de la prédication. — Personnification de l'autorité dans le gouvernement de l'État. — Est-elle nécessaire dans l'Église? — L'absolutisme du Pape est cause de la gêne du clergé dans l'État. — Napoléon I ^{er} et le concordat. — Caractère de l'Église gallicane. — Ce que fut la déclaration de 1682. — L'Église est tout entière dans le concile. — Double aspect de l'Église. — Réforme possible de l'Église et de la Papauté. — Avertissement à l'Église catholique.....	547
---	-----